ANNEXE N° 387 (*rectifié*) - A

(Session ord.— Séance du 18 novembre 1915.).

Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner: 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915, pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

TEXTE RECTIFIÉ

(17 février 1916.)

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1915 AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL POUR UN SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Article unique. — Il est ouvert, au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915, et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 3,925 francs et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère :

Chap. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale	2.800
Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale	1.125
Total égal	3.925

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

ANNEXE N° 387 (*rectifié*) - B

(Session ord. — Séance du 18 novembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2).

TEXTE RECTIFIÉ

(17 février 1916.)

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1915 AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL POUR DEUX SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Article unique. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 17,500 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère :

Chap. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale..... 12.500
Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale..... 5.000
Total..... 17.500

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du bueget général de l'exercice 1915.

ANNEXE N° 462 (*rectifié* bis)

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1).

TEXTE RECTIFIÉ

(17 février 1916.)

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS, SUR L'EXERCICE 1915, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL, POUR LE SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

Article unique. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 10,400 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère.

Chap. 1er. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale	7.430
Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale	2.970
Total général	10.400

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

ANNEXE N° 469 (*rectifié* ter)

(Session ord. — Séance du 22 décembre 1915.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (2).

TEXTE RECTIFIÉ

(17 février 1916.)

PROJET DE LOI

PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1915, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL, POUR LES DÉPENSES D'INSTALLATION ET DE FONCTIONNEMENT DE QUATRE SOUS-SECRÉTARIATS D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Article unique. — Il est ouvert au ministère de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, un crédit supplémentaire de 260,300 fr., applicable au chapitre 3 de la première section du budget de son ministère (Matériel de l'administration centrale).

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

ANNEXE N° 214

(Session ord. — Séance du 30 mai 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour la célébration, aux frais de l'Etat, des funérailles de M. le général Gallieni, ancien ministre de la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Roques, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.) (1). (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 215

(Session ord. — Séance du 30 mai 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour la célébration, aux frais de l'Etat, des funérailles de M. le général Gallieni, ancien ministre de la guerre, par M. Emile Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Sénat me permettra d'adopter la procédure la plus rapide et de lui apporter oralement l'adhésion de la commission des finances au texte du projet de loi qui vient d'être déposé par M. le ministre des finances.

Je crois que, pour une question comme celle-là, alors qu'il s'agit des obsèques nationales du glorieux soldat que nous acclamions tout récemment encore à cette tribune, les rapports les plus courts sont les meilleurs.

Le Sénat et la commission des finances sont heureux de s'associer à l'initiative prise par le Gouvernement, et nous avons en conséquence l'honneur de vous demander d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916, un crédit s'élevant à la somme de 20,000 fr.

Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial du budget du ministère de la guerre, 1re section, portant le n° 3 *ter* et ainsi libellé : « Funérailles de M. le général Gallieni, ancien ministre de la guerre. »

ANNEXE N° 216

(Session ord. — Séance du 30 mai 1916.).

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre, par M. Boivin-Champeaux, sénateur (3).

Messieurs, par le fait de la mobilisation, les fonctions de greffier ou de commis-greffier des

(1) Voir les nos 228-308, Sénat, année 1915, 937-1009-1088-1139 et in-8° n° 204 et 260-11e législ.— de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 228-308, Sénat, année 1915, 937-1009-1088-1139 et in-8° nos 204 et 260 — 18e législ. de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 435-462, Sénat, année 1915, et 1248-1426-1484-1517, et in-8° n° 321. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 417-449-469, Sénat, année 1915, et 1263-1426-1483-1517 et in-8° n° 307 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 2147-2148 et in-8° n° 465. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 214, Sénat, année 1916, et 2147-2148, et in-8° n° 465. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 476, Sénat, année 1915, 1226-1353-1456 et in-8° n° 333. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

tribunaux et des justices de paix sont fréquemment remplies par des intérimaires.

Aucune indemnité ne leur est accordée par l'Etat.

D'autre part, dans presque tous les tribunaux les affaires sont complètement arrêtées et, par suite, les greffiers se trouvent souvent dans l'impossibilité matérielle de rémunérer ces modestes fonctionnaires d'une façon convenable.

Il paraît donc juste de leur attribuer un émolument, qui peut être équitablemedt fixé à la moitié du traitement des titulaires mobilisés.

Il peut arriver exceptionnellement qu'un intérimaire remplace tout à la fois le greffier et le commis-greffier.

Il reste entendu qu'en pareil cas, l'intérimaire aura droit à la moitié du traitement le plus élevé.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de loi telle qu'elle a été votée par la Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Pendant la durée des hostilités, les intérimaires greffiers et commis-greffiers des cours, des tribunaux et justices de paix recevront une indemnité égale à la moitié du traitement alloué aux titulaires mobilisés.

ANNEXE N° 217

(Session ord. — Séance du 30 mai 1916.)

PROPOSITION DE LOI tendant à rendre obligatoire la **préparation militaire des jeunes Français**, présentée par MM. Henry Chéron, Milliès-Lacroix et Henry Bérenger, sénateurs. — (Renvoyée à la commission de l'armée.)

Messieurs, pour éviter le recensement de la classe 1918, tout en procédant à l'éducation des futurs soldats, l'Allemagne, en vertu d'une décision gouvernementale du 12 août 1915, a rendu la préparation militaire obligatoire pour tous les jeunes gens de plus de seize ans.

Cette préparation, essentiellement pratique, a pour but d'initier la jeunesse à la guerre. Le service en campagne en est la base. Une forte discipline est imposée aux jeunes gens. Ils reçoivent l'uniforme et l'équipement du soldat. On exalte en même temps leur patriotisme. Chaque dimanche, à l'aller et au retour des exercices, le peuple acclame sa future armée. Il est inutile de dire quelle impression profonde cette éducation et ces spectacles produisent sur l'esprit de la jeunesse allemande.

En même temps, les jeunes gens qu'on aurait recensés restent ainsi dans leurs familles. Leur apprentissage militaire sera très avancé le jour où l'on devra songer à les appeler

En France, l'organisation de la préparation militaire, formellement prévue par l'article 91 de la loi du 21 mars 1905, a fait l'objet d'un projet de loi déposé à la Chambre le 5 juin 1908, rapporté par M. le docteur Lachaud le 18 novembre suivant, mais qui n'a jamais été voté.

Entre temps, une instruction du sous-secrétaire d'état de la guerre, en date du 7 novembre 1908, avait doté les sociétés de préparation militaire d'un statut provisoire. A la mobilisation, ces sociétés comptaient plusieurs centaines de milliers de jeunes gens et ceux de leurs membres qui avaient atteint l'âge du service militaire ont glorieusement affirmé sur tous les champs de bataille les qualités qu'ils avaient reçues de leurs instructeurs.

Malheureusement, il y a une chose que l'instruction ministérielle ne pouvait pas prescrire : c'était l'obligation. Elle est devenue aujourd'hui absolument indispensable, non seulement pour les besoins éventuels de l'armée, mais pour l'avenir même de la race.

La jeunesse française, patriote, enthousiaste, réclame de toutes ses forces cette obligation. Elle ne veut pas rester en deça d'une préparation à laquelle est soumise depuis près d'une année toute la jeunesse allemande. L'heure n'est pas aux longs textes de loi. Celui que nous vous proposons se borne à poser le principe de l'obligation. Il confie à un décret simple, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, le soin d'organiser la préparation militaire obligatoire pendant la guerre.

Il délègue à un règlement d'administration publique le soin de la préparer pour le temps de paix.

Il n'est pas d'obligation sans sanction. Les seules sanctions dont il puisse s'agir ici sont des sanctions de discipline. Nous confions au décret le soin de les réglementer. C'est d'ailleurs un détail presque superflu, car notre loi trouvera dans l'ardeur incomparable de la jeunesse de France la meilleure garantie de son application.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La préparation militaire est obligatoire pour tous les jeunes Français valides âgés de seize ans révolus.

Art. 2. — Un décret, rendu sur la proposition du ministre de la guerre déterminera pour la durée de la guerre, toutes les conditions d'application de la présente loi et notamment les sanctions destinées à en assurer l'exécution.

Art. 3. — Un décret, rendu en forme de règlement d'administration publique sur la proposition des ministres de la guerre, de l'intérieur et de l'instruction publique, réglera pour le temps de paix les conditions d'application de la présente loi et fixera les sanctions destinées à en assurer l'exécution.

ANNEXE N° 218

(Session ord. — Séance du 2 juin 1916).

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés sur la **police maritime**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine (1). — (Renvoyé à la commission de la marine.)

ANNEXE N° 219

(Session ord. — Séance du 6 juin 1916.)

PROJET DE LOI ayant pour objet d'**avancer l'heure légale**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Paul Painlevé, ministre de l'instruction publique, des Beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale. — (Renvoyé à la commission chargée d'examiner la proposition ayant pour objet d'avancer l'heure légale pendant la durée de la guerre, et nommée le 22 avril 1916.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, Dans sa séance du 18 avril 1916 la Chambre des députés a voté une proposition de loi dont l'article unique est ainsi conçu :

« Jusqu'à la fin de l'année où sera signé le traité de paix, l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911 pourra être modifiée par un décret rendu en conseil des ministres.

Cette proposition a été transmise au Sénat le 20 avril.

Depuis lors, en outre des empires centraux, les pays neutres, la Hollande, la Suède, la Norvège, et les pays alliés, la Grande-Bretagne et l'Italie, ont, jusqu'au 1er octobre 1916, avancé d'une heure leur heure légale.

Pour tenir compte à la fois de cet état de choses nouveau et des objections que la proposition de loi avait rencontrées de la part de la commission du Sénat, le Gouvernement a décidé de déposer un projet de loi conforme aux mesures prises par l'Angleterre et l'Italie et qui fixe au 1er octobre la date à laquelle prendra fin l'avance de l'heure légale.

Ce projet de loi est d'ailleurs en plein accord avec les déclarations faites à la Chambre par le Gouvernement au cours de la délibération du 18 avril.

C'est donc sans contredire le vote émis par la Chambre qu'il répond aux plus graves critiques que la proposition avait soulevées au sein de la commission du Sénat.

Tels sont, messieurs, les motifs qui ont inspiré le dépôt du projet de loi que nous soumettons à votre haute approbation.

PROJET DE LOI

Article unique. — Jusqu'au 1er octobre 1916, et à partir d'une date qui sera déterminée par décret, l'heure légale, telle qu'elle a été fixée par la loi du 9 mars 1911, sera avancé de 60 minutes.

(1) Voir les nos 861-1421 et in-8° n° 463. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 220

(Session ord. — Séance du 6 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'avancer l'**heure légale** pendant la durée de la guerre ; 2° le *projet de loi* ayant pour objet d'avancer l'**heure légale**, par M. Guilloteaux, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, dans sa séance du 18 avril dernier, la Chambre des députés, à la suite d'assez vifs débats, adoptait, par 299 voix contre 172, la proposition de loi Honnorat, ayant pour objet d'avancer l'heure légale, pendant la durée de la guerre.

Cette proposition était ainsi conçu :

« Jusqu'à la fin de l'année où sera signé le traité de paix, l'heure légale, fixée par la loi du 9 mars 1911, pourra être modifiée par un décret rendu en conseil des ministres. »

Une commission de neuf membres fut élu au Sénat pour procéder à son examen.

Cette commission, tenant à s'entourer de toutes les garanties désirables, décida de recevoir les dépositions de toutes les personnalités susceptibles d'éclairer sa religion.

C'est ainsi qu'en quatre audiences successives, elle entendit : MM. Painlevé, ministre de l'instruction publique ; l'amiral Lacaze, ministre de la marine ; Lallemand, membre de l'institut ; le colonel Gassouin, directeur des chemins de fer au ministère de la guerre ; Renaud, directeur du service hydrographique ; Piéron, ingénieur en chef de la compagnie du Nord ; enfin M. Nordmann, un des promoteurs, en France, de cette réforme.

La majorité de la Commission, peu convaincue de la valeur pratique de ce changement et frappée des inconvénients qu'il pouvait présenter, chargea votre rapporteur de conclure à son rejet.

Tel était l'état de la question lorsque M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, demanda à être entendu à nouveau par votre commission et lui proposa, dans sa séance du 3 juin, le texte transactionnel suivant :

« Jusqu'au 1er octobre 1916 et à partir d'une date qui sera déterminée par décret, l'heure légale, telle qu'elle a été fixée par la loi du 9 mars 1911, sera avancée de 60 minutes. »

Ce texte, on le voit de suite, diffère essentiellement de celui de la Chambre en ce sens qu'il n'autorise plus le Gouvernement à faire jouer la réforme de l'heure jusqu'à la fin de l'année où sera signé le traité de paix, mais seulement jusqu'au 1er octobre 1916.

Il s'agit maintenant d'une simple expérience, à laquelle le ministre convie loyalement le pays !

C'est exactement ce qui a été fait en Angleterre.

Votre commission a jugé que, dans ces conditions, il ne lui était plus permis de s'opposer systématiquement à un essai expérimental de durée restreinte.

Tout en continuant de craindre que cette réforme ne produise pas tous les bons résultats que le Gouvernement en attend, et puisse donner lieu à quelques inconvénients, alors qu'il eût été si simple, à son avis, de prendre des mesures administratives, au lieu de changer l'heure par un artifice légal, la majorité s'est ralliée au texte proposé par M. le ministre

(1) Voir les nos 169-219, Sénat, année 1916, et 1910-2000-2052-2054, et in-8° n° 446. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

de l'instruction publique, laissant ce dernier prendre ses responsabilités. Il a été entendu, toutefois, que le Gouvernement s'entourerait de toutes les précautions nécessaires, en vue du changement de l'heure; que l'expérience sera suivie attentivement dans ses résultats, bons ou mauvais, par les services compétents; enfin, que cette mesure ne détournera pas le Gouvernement des réformes réclamées par les grandes commissions du Sénat, pour réaliser des économies dans tous les ordres de dépenses de la nation.

Messieurs, il appartient à votre rapporteur, après avoir terminé ce bref historique des réunions de la commission, de résumer rapidement les raisons qui avaient tout d'abord éloigné cette dernière de la réforme, avant qu'elle revêtit, comme aujourd'hui, le caractère d'une expérience de durée très limitée.

Nous avons en effet le devoir, sans passionner ce débat, de justifier devant vous les motifs qui nous avaient conduits à une réserve qu'on a interprétée, bien à tort, comme un acte de « misonéisme », qui était loin de l'esprit de votre commission,

Ainsi que l'a très justement déclaré à la Chambre l'amiral Bienaimé, « l'intérêt principal de la proposition qui vous est soumise repose sur le désir, bien légitime, de réduire les dépenses en charbon que nécessite l'éclairage artificiel et qui pèsent à la fois sur le fret et sur le change; c'est un sentiment auquel tout le monde s'associe. Donc, sur ce principe, nous sommes tous d'accord! »

Mais il faut reconnaître que la plupart des calculs qui avaient été présentés par les défenseurs de la proposition, au point de vue de l'économie du gaz et par conséquent du charbon, étaient des moins convaincants! les uns étaient erronés, les autres étaient des *a priori* ne reposant sur aucune base certaine!

Prenons le rapport Malavialle, à la Chambre; voici le raisonnement de l'honorable rapporteur : « Nous manquons de données certaines pour évaluer les dépenses pour la France entière. Mais nous disposons d'une indication intéressante pour Paris : en 1912, on y a consommé 444 millions de mètres cubes de gaz pour l'éclairage public, et 315 millions pour l'éclairage privé. Ces 859 millions de mètres cubes de gaz, à 20 centimes l'un, représentent une dépense de 172 millions de francs. »

Passons, avec l'amiral Bienaimé, aux chiffres certains, tirés des livres mêmes de la compagnie du gaz de Paris; l'éclairage public y est relevé de 39,800,000 mètres cubes, au lieu de 444 millions; l'éclairage privé, de 409 millions, chiffre voisin de celui de la Commission, qui est de 415. Mais le total relevé sur les livres de la compagnie n'est que de 449 millions de mètres cubes, au lieu de 850 millions! C'était donc une erreur du simple au double qui se retrouvait naturellement dans la dépense, en réalité de 87,755,000 francs, au lieu de 172 millions de francs!

Sans en exagérer les conséquences, votre commission avait été conduite ainsi à un certain scepticisme sur le chiffre des économies annoncées par les initiateurs de la proposition.

Mais ce n'est pas tout. M. Malavialle avait admis que la consommation totale de la France était égale à dix fois celle de Paris : or, il résulte des statistiques mêmes, que c'est le coefficient trois, et non dix, qu'il faut employer en la circonstance.

Arrivons à l'avis donné par M. Bouffandeau, au nom de la Commission du budget de la Chambre.

L'honorable rapporteur commençait par déclarer très franchement ceci : « Certes, il est impossible de tenter une évaluation; les chiffres que l'on pourrait avancer ne seraient même pas approximatifs. »

Puis il nous citait les effets du changement de l'heure, effectué en Allemagne en 1892. D'après lui, la ville de Kœnigsberg, située sur un méridien placé à l'est de celui de Berlin, dont l'heure avait été retardée, aurait eu une plus grande consommation de gaz, alors que la ville de Düsseldorf, sur un méridien à l'ouest de la capitale, et dont l'heure avait été avancée, aurait vu sa consommation diminuer.

Malheureusement, l'honorable député ne nous disait pas à quelles époques il prenait ses périodes, de quelle durée elles étaient, ni à quelles autres périodes il les comparait; la seule chose précise qu'il affirmait, c'était qu'il était impossible de tenter même une évaluation.

Cette imprécision se retrouvait dans tous les documents qui soutenaient la réforme et dans toutes les évaluations qui avaient été soumises à votre commission.

Beaucoup plus prudent dans ses évaluations, l'honorable ministre de l'instruction publique s'était borné à escompter une économie de 50 à 100 millions, pour s'arrêter à une moyenne de 70 millions. Il a, du reste, très loyalement reconnu que l'on manquait d'expériences, en France, pour arriver à des conclusions exactes, ajoutant par contre que des calculs très précis faits en Angleterre, il y a quatre ans, évaluent à 50 millions par an, pour la Grande-Bretagne, l'économie à réaliser. Mais la commission, qui n'a eu aucu détail sur ces calculs, avait estimé qu'il était difficile, pour le moins, de conclure rigoureusement de l'exemple de l'Angleterre à ce qui pourrait se passer en France.

L'intérêt principal de la proposition Honnorat reposant sur les économies qu'elle était susceptible de procurer, la majorité de votre commission avait donc été amenée à se poser les deux questions suivantes : Des économies plus certaines ne pourraient-elles pas, d'une part, être réalisées par une méthode plus simple? Et, d'autre part, les inconvénients de la réforme n'étaient-ils pas de nature à compenser, et au delà, ses faibles avantages économiques?

Elle s'était, en effet, demandé si le Gouvernement n'aurait pas pu, au lieu de modifier l'heure légale par un artifice, réaliser la réforme d'une façon plus directe, par voie d'arrêtés et de circulaires, en avançant d'une heure, pendant les longs jours, l'ouverture de toutes les administrations publiques, banques, transports en commun, etc., et en procédant une heure plus tôt à la fermeture de ces mêmes administrations et bureaux, les lieux de plaisirs, cinémas, cafés et débits de boisson, ainsi qu'à la réduction de l'éclairage public, dans les grandes villes. Notre pays, qui a déjà donné tant de preuves d'abnégation patriotique, eût certainement accepté ces mesures sans murmurer,

En un mot, votre commission estimait que c'était tout d'abord aux horaires qu'il fallait s'attaquer, et non pas à l'heure.

Quoi qu'il en soit, nous avons trop de raisons de solliciter en ce moment des économies pour chicaner sur les chiffres; si peu importantes qu'on les envisage, qu'elles soient les bienvenues. Acceptons donc de ce côté, et sans aucune arrière-pensée, les promesses que nous apporte le projet.

Après avoir reconnu ses avantages d'ordre économique, qu'il nous soit permis de dire — car nous avons le devoir de faire connaître au Sénat le sentiment qui a inspiré nos travaux — les inconvénients que nous avions vus à la mesure; nous souhaitons d'ailleurs que les faits les démentent, et nul ne s'inclinera avec plus de bonne grâce que nous, devant l'expérience à laquelle on nous convie, si vraiment elle conduit à des résultats satisfaisants.

Nous avions vu tout d'abord, mais nous éviterons de nous y étendre, un inconvénient d'ordre scientifique; il était basé sur ce fait que toute la vie humaine est réglée par la position du soleil, par rapport au méridien. Sa position exacte correspond à « l'heure vraie ». Mais à l'heure vraie (qui est inconciliable avec la marche des horloges), on a substitué une « heure moyenne », qui s'en écarte parfois d'un quart d'heure; puis, à l'heure moyenne, on a ajouté un nouvel écart de 20 à 30 minutes, le jour où, en France, on a adopté l'heure de Paris. Enfin, en 1911, en adoptant le méridien de Greenwich, on a encore augmenté l'écart d'une dizaine de minutes. Il en résulte, que dans certaines localités de France, l'écart entre l'heure vraie et l'heure conventionnelle peut atteindre trois quarts d'heure, maximum admissible de tolérance. Or, en augmentant d'une heure encore cet écart, n'arriverions-nous pas, en fait, au rétablissement de l'heure locale à côté de l'heure légale? Dans la partie occidentale du pays, il faudra allumer pour s'habiller quand on voudra prendre le train du matin ou se rendre à un atelier éloigné; de la sorte, ne perdra-t-on pas à l'ouest ce qu'on gagnera à l'est?

En second lieu, M. Lallemand, membre de l'Institut, avait attiré l'attention de votre commission sur les dangers qui résulteraient, d'après lui, de la dualité de l'heure, pour les marins. La hauteur de la mer, dans la Manche (pour prendre un exemple), étant susceptible de varier de trois mètres en une heure, une simple confusion entre les deux heures pouvait, d'après lui, amener un naufrage dans une passe ou à l'entrée d'un port, car il n'y a pas que des gens très savants à se servir de la connaissance du temps et de l'annuaire des marées; il y a de simples maîtres au cabotage, voire de simples marins, qui peuvent se tromper d'une heure et même de deux, à cause du changement de sens, qui est un fréquent élément d'erreur dans la pratique, au dire des gens du métier,

A cet argument, qui avait frappé votre commission, M. le ministre de la marine a répondu qu'une erreur semblable serait, à son avis, peu probable, car des renseignements très précis ont déjà été préparés par les bureaux de la marine et seront largement répandus par voie d'affiches et d'avis, dans tous les ports.

Le ministre nous a nettement affirmé que, selon lui, la mesure, à cet égard, n'offrait pas d'inconvénients sérieux.

Nous arrivons à une question beaucoup plus grave (car elle intéresse au premier chef la défense nationale), et qui avait vivement ému votre commission :

« Au moment où dans la France entière, comme l'a dit éloquemment l'honorable M. Cazeneuve, on cherche, par un effort gigantesque, à conjurer la crise des transports et à y mettre un peu d'ordre, au moment où dans la zone des armées et des étapes, chemins de fer et automobiles se combinant pour le ravitaillement, réclament des efforts attentifs pour triompher des difficultés, n'y avait-il pas inconvénient à avancer brusquement l'aiguille de soixante minutes, et à ajouter le nouveau trouble des horaires, aux troubles actuels?

« Modifier l'heure en pleine bataille, à un moment où l'erreur de montre d'un officier de liaison peut tout compromettre, n'était-ce pas courir au-devant de graves dangers? ».

Cette angoissante question n'avait pas été sans impressionner profondément la commission.

La direction des chemins de fer aux travaux publics, appelée à formuler son avis, l'avait fait en des termes qui n'avaient pas réussi à dissiper ses inquiétudes : « Les trains, disait-elle, auront une heure de retard. Un pareil retard n'a généralement pas d'inconvénient grave, pour un train isolé. Mais s'il s'étend à tous les trains d'un réseau, il est évidemment de nature à provoquer un trouble notable, et tout trouble peut être une cause d'accident. Toutefois, le personnel des chemins de fer est habitué à rattraper des retards et il doit pouvoir réaliser cette opération, même pour l'ensemble d'un réseau, en déployant une vigilance suffisante... Ceci sous réserve des possibilités d'accidents qui échappent nécessairement à toute prévision ».

Ainsi, les techniciens reconnaissaient qu'en temps de paix, avec un personnel au complet, un retard d'une heure, s'il s'étend à tout un réseau, est évidemment de nature à provoquer un trouble notable. Que serait-ce alors, en pleine bataille, avec un pepsonnel insuffisant et surmené?

Le colonel Gassouin, directeur des chemins de fer au ministère de la guerre, consulté par votre commisssion sur ce point délicat, lui a affirmé que la réforme de l'heure ne présenterait pas de dangers, si toutes les précautions étaient prises, grâce au parallélisme de la marche des trains militaires. Il y aurait seulement un ordre de service à établir, et à régulariser la marche des trains pendant un jour.

Cette réponse, très catégorique, a levé les scrupules de la commission. Il est vrai que le colonel par une lettre adressée ultérieurement à son président, a cru devoir ajouter, par un scrupule de conscience qui l'honore, « qu'un délai de dix jours serait nécessaire aux réseaux des chemins de fer, entre le vote de la loi relative à l'avancement de l'heure légale et son application pour permettre l'établissement, l'impression et la notification au personnel et au public, de l'ordre de service relatif à la journée de transition. »

Nous arrivons, Messieurs, à la dernière objection que votre commission opposait à la proposition Honnorat.

Ce n'était pas la moindre.

Il s'agissait des inconvénients sociaux, assez graves à son avis, qu'offrait la réforme.

Au point de vue du travail, on va décaler d'une heure la vie sociale. Or, peut-on exagérer indéfiniment l'heure du lever des travailleurs?

Dans la plupart des usines, l'heure d'arrivée des ouvriers est déjà très matinale, et il existe dans les campagnes, à l'entour des grandes villes qui vivent de leur travail (comme les laitiers et les maraîchers, pour ne citer que ceux-là), une légion de travailleurs ruraux qui vont être forcés de se lever beaucoup plus tôt, c'est-à-dire pendant la nuit et par conséquent d'allumer de la lumière! Et il leur sera impossible, pour la plupart, de se livrer, le soir, au travail qu'ils doivent exécuter, de toute nécessité, le matin. Sous prétexte de réglementer l'heure de lever et de coucher des citadins et d'une foule d'oisifs et de noctambules, peu intéressants en somme, ne risquons-nous pas de troubler profondément l'existence laborieuse de tous ces braves gens? Sommes-nous sûrs, d'ailleurs, qu'en forçant les citadins à avancer d'une heure l'aiguille de leur montre, nous allons leur faire perdre leurs mauvaises habitudes et changer radicalement leurs mœurs?

Comme l'a dit à la Chambre M. Chassaing: « Il ne faudrait pas contrarier par des mesures inopportunes, et le travail de l'usine et le travail des champs! ». M. le député Laniel, à la séance du 18 avril, a affirmé que la grande majorité des ouvriers et employés de commerce seraient opposés à la réforme.

Un gros inconvénient qui pourrait résulter de la loi, pour les ouvriers des champs, serait le défaut de concordance entre leurs repas et ceux de leurs enfants; évidemment ils s'efforceraient de le faire disparaître! Mais alors, ou l'assiduité scolaire serait compromise, ou le travail des champs serait en souffrance! M. Laniel a cité également le cas, particulièrement troublant des familles nombreuses:

« Le matin, avant de se rendre à leur travail, les ouvrières sont obligées de donner à leurs enfants des soins de toilette et de nourriture. En temps normal, leurs maris leur viennent en aide pour cette besogne. Aujourd'hui, ceux-ci étant mobilisés, les jeunes mères de famille sont seules pour donner ces soins à leurs enfants, elles estiment que ces soins les amènent à commencer assez tôt leur journée, et qu'en les obligeant à se lever une heure plus tôt encore, la modification proposée leur apportera un sensible surcroît de fatigue. »

Enfin, et pour liquider cette question, nous ne devons pas oublier la modeste mais intéressante catégorie des domestiques, si nombreux dans les grandes villes où la loi produira surtout ses effets.

En obligeant les familles à se lever une heure plus tôt, n'allons-nous pas les forcer, eux qui sont déjà très matineux, à se lever encore une heure plus tôt, afin de vaquer aux soins du ménage et à la confection du premier repas, sans qu'on soit bien assuré, par contre, qu'ils seront à même de rattraper, le soir, l'heure de repos matinal que nous leur enlèverons.

Telles étaient, en résumé, messieurs, les objections qui avaient tout d'abord convaincu la majorité de votre commission dans un sens défavorable à la proposition de loi. La réforme était, vous le voyez, fort complexe, loin d'être aussi simple que le prétendent ceux qui nous ont traités — à une époque où la gravité des événements devait peut-être commander plus de bienveillance — de gens arriérés, d'hommes à idées préconçues, rebelles à toute innovation, etc. La vérité est que, comme tout projet humain, le projet Honnorat comportait une part de bien et une part de mal, et il était du devoir de votre commission de les déterminer aussi exactement que possible, en vue de l'intérêt supérieur de la France.

C'est ce qu'elle croit avoir fait en toute conscience et en toute indépendance d'esprit.

Un dernier argument a fait pencher définitivement sa décision en faveur du projet transactionnel que M. le ministre de l'instruction publique est venu en dernier lieu lui présenter, avec un esprit de conciliation auquel votre rapporteur rend hautement hommage.

Les deux principales nations alliées de la France, l'Angleterre et l'Italie, ayant adopté déjà l'avance légale de l'heure, il importe que la France les suive à son tour sur le terrain de cette réforme, pour mettre fin à une situation gênante; au point de vue militaire, sur le front. Ceci est surtout vrai à l'égard de l'Angleterre, dont l'heure ne différera plus de la nôtre; car l'Italie ayant adopté l'heure russe, en avance de deux heures sur la nôtre, il restera toujours entre elle et nous, même après cette réforme, une heure de différence.

Je dis que cette situation était gênante et rien de plus, car si nos alliés avaient considéré cette absence de concordance comme très grave, ils n'eussent pas manqué, par des négociations préalables, de se mettre d'accord avec nous sur ce point, avant de décréter leur réforme.

Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas oublier que, dans les circonstances graves que nous traversons, il importe que la question de la défense nationale prime toutes les autres, et que la France, tout entière, s'imprègne profondément de cet esprit de guerre qui doit présider actuellement, à tous les actes de la défense nationale.

Telle est la raison principale qui a conduit, en fin de compte, votre commission à adopter le projet transactionnel du Gouvernement.

Mais elle ne l'accepte qu'à titre d'expérience, comme en Angleterre, jusqu'au 1er octobre 1916. D'ici là, le Gouvernement est autorisé, sous sa propre responsabilité, à tenter cet essai expérimental, étant bien entendu, toutefois, qu'il s'entourera de toutes les précautions nécessaires, en vue du changement de l'heure; que l'expérience sera suivie attentivement dans ses résultats, bons ou mauvais, par les services compétents; enfin, que cette mesure ne détournera pas le Gouvernement des réformes réclamées par les grandes commissions du Sénat, pour réaliser des économies dans tous les ordres de dépenses de la nation.

En conséquence, et sous ces réserves, la majorité de votre commission croit devoir se rallier à l'adoption du texte législatif proposé par le Gouvernement et qui est ainsi conçu:

PROJET DE LOI

Article unique. — Jusqu'au 1er octobre 1916, et à partir d'une date qui sera déterminée par décret, l'heure légale, telle qu'elle a été fixée par la loi du 9 mars 1911, sera avancée de 60 minutes.

ANNEXE N° 221

(Session ord. — Session du 8 juin 1916.)

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne, par M. Catalogne, sénateur (1).

Messieurs, trois amendements relatifs aux articles 3 et 4 de la proposition de loi sur les substances vénéneuses, déposés par l'honorable M. Cazeneuve, en rendent nécessaire une nouvelle étude.

Cette réouverture de la discussion donne à l'initiative de votre commission la faculté de vous proposer une addition à l'article premier, basée sur une équitable répartition des peines et sur l'harmonie du texte.

Cet article réprime les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses autres que les stupéfiants, et ces contraventions sont punies d'une amende de 100 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

Pas d'alternative pour les juges.

S'ils condamnent sans appliquer l'article 463 du Code pénal, ils doivent à la fois prononcer amende et prison.

Tant de rigueur dans la répression d'une contravention, quand elle est atténuée par les circonstances et que, pour une cause quelconque, les juges répugnent à faire bénéficier l'inculpé des circonstances atténuantes, peut avoir pour résultat, malgré l'existence du délit, d'amener le relaxe et l'impunité.

La loi et l'équité trouveraient un terrain d'entente et de conciliation dans une répression proportionnée à la faute et dans la faculté laissée aux tribunaux de prononcer l'amende ou la prison sans recourir à l'article 463 du code pénal.

Il en serait ainsi en ajoutant ces mots à l'article 1er: « ou de l'une de ces deux peines seulement ». Cette formule figurant déjà en l'article 2, l'harmonie dans le texte serait un nouvel argument en faveur de la réforme.

(1) Voir les nos Sénat, 112, année 1911; 250, année 1913; 207-258-373-441, année 1915; 134-159, année 1916; 1730-1802-1887-1889 et in-8° n° 407. — 11e législ. — de la Chambre des Députés.

Premier amendement de M. Cazeneuve.

Voici quel serait le texte nouveau de l'article 3, s'il était adopté:

« *Art. 3.* — Seront punis des peines prévues en l'article 2:

« 1° Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article;

« 2° Tous ceux qui sciemment auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motifs légitime, de l'une de ces mêmes substances;

« 3° Ceux qui auront délivré, en contravention à l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI et aux dispositions des règlements, des remèdes secrets qu'ils savaient renfermer un ou plusieurs des stupéfiants énumérés à l'article 2. »

Cet amendement (§ 3 de l'art. 3) envisage le cas de la délivrance dans une officine d'un médicament contenant, à l'insu du pharmacien, un des stupéfiants énumérés à l'article 2. Ce cas peut se présenter quand il s'agit de médicaments préparés à l'avance, délivrés sans ordonnance, mais sous le contrôle de garantie du fabricant.

Ces médicaments sont connus en pharmacie sous le nom de « spécialités ».

Et, dans ce cas, notre collègue manifeste la crainte qu'avec le texte de la commission les pharmaciens ne puissent être incriminés pour vente illégale de stupéfiants.

Après une longue discussion et un examen des plus attentifs, votre commission pense que les craintes qui ont inspiré cet amendement ne sont pas fondées et que son maintien serait superflu.

La loi en discussion, en effet, n'abroge pas la loi du 19 juillet 1845, mais la complète; elle fixe les peines encourues par les contrevenants aux règlements prévus pour son application en établissant deux séries de peines suivant qu'il s'agit de substances simplement vénéneuses (art. 1er) ou de stupéfiants (art. 2).

Ou le pharmacien a contrevenu à ces règlements, et alors il tombe sous le coup des pénalités prévues à l'article 2 en vertu de cet article.

Ou il s'est conformé à ces règlements, et, dans ce cas, il ne peut être poursuivi, quelles que soient la nature et la composition du médicament délivré.

S'il y a infraction, elle a été commise par le fabricant du médicament spécialisé seul pour n'avoir pas mentionné dans ce médicament la présence d'un stupéfiant à dose interdite. Seul, par conséquent, le fabricant aura contrevenu aux règlements et, seul, il aura encouru les pénalités portées à l'article 2.

Le pharmacien, dont le rôle se sera borné à celui d'un intermédiaire dans la délivrance de ce médicament capsulé, dont il ignorait la composition, qu'il était en droit de considérer comme régulièrement étiqueté, devra incontestablement être indemne de toutes poursuites.

Aussi, d'accord avec l'honorable M. Cazeneuve qui, dans ces conditions, retire son amendement, la rédaction de l'article 3 est-elle maintenue avec deux modifications de forme: division de l'article en deux alinéas et suppression du mot « tous » au commencement du deuxième alinéa.

En conséquence, voici, messieurs, quel pourrait être le texte de l'article 3:

« *Art. 3.* — Seront punis des peines prévues en l'article 2: 1° ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article; 2° ceux qui sciemment auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances. »

Deuxième amendement présenté par M. Cazeneuve.

Article 4.

Rétablir le premier paragraphe de cet article comme suit:

« Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2, les tribunaux pourront ordonner,

la confiscation des substances saisies et la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté. »

Troisième amendement de M. Cazeneuve.

Article 4.

Remplacer le deuxième paragraphe par les deux paragraphes suivants : —

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans les cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins qne le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée contre le propriétaire de l'officine où le délit a été constaté, l'officine sera fermée *ipso facto*, pendant toute la durée de l'emprisonnement. »

Ces deux amendements, afférents les deux au même article 4, seront discutés consécutivement.

Deuxième amendement.

Le texte de la commission (art. 4) ne prévoyait pas, dans certains cas, la confiscation des substances saisies.

Avec la rédaction de l'article 4, les tribunaux pouvaient ou devaient, selon les circonstances, mais seulement dans le cas prévu à l'article 2, ordonner la confiscation des substances saisies.

Il n'en était pas ainsi dans les cas prévus aux articles 1 et 3, de telle sorte que, grâce à ce texte incomplet, des substances seulement vénéneuses et même des stupéfiants, dont le commerce aurait entraîné une condamnation à l'amende et à la prison, ne pouvaient être définitivement confisqués.

Telle certainement n'est pas la pensée de la commission qui, dans le texte qu'elle proposera ci-après, donnera satisfaction à l'auteur de ce deuxième amendement.

Troisième amendement.

La commission vous en propose, messieurs, l'acceptation :

La loi du 26 février 1916 complétant l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI, a envisagé favorablement la situation des veuves et des orphelins de pharmaciens tués à l'ennemi ou morts de blessures de guerre.

A des conditions inutiles à relater ici, et pour une durée déterminée dans cette loi, elle a autorisé la gestion de leurs officines par des tiers de leur choix pourvus du diplôme de pharmacien. Déjà, la loi du 21 germinal an XI autorisait la veuve d'un pharmacien, mais non ses héritiers, à tenir l'officine ouverte pendant un an sous la gestion d'un pharmacien.

Notre collègue, M. Cazeneuve, ajoutant aux sentiments d'humanité qui ont inspiré cette législation a voulu, par cet amendement, quand une contravention était commise par le gérant, exonérer ces veuves et ces orphelins des poursuites qui pourraient les atteindre comme propriétaires de la pharmacie où la contravention aura été commise.

En l'absence de toute complicité, si ce gérant trafique de substances vénéneuses, ces veuves et ces orphelins ne sauraient être poursuivis non plus que supporter les conséquences des condamnations encourues et prononcées contre le gérant.

Votre commission partage les sentiments bienveillants et équitables de l'auteur de l'amendement.

Incontestablement, la loi ne doit pas viser ces veuves et ces orphelins, innocents d'un trafic quelconque, pas plus au point de vue réel qu'au point de vue personnel.

Le gérant, ayant la disposition de l'armoire aux poisons, contrevient aux dispositions des règlements prévus aux articles 1er et 2 ; il encourt les pénalités prévues en ces articles.

S'il était propriétaire de l'officine, il s'exposerait aussi aux peines accessoires prévues en l'article 4, peines de confiscation et de fermeture.

Mais ces peines accessoires ne doivent pas frapper une veuve, des orphelins, parce qu'un délit aura été commis par leur gérant.

Il en doit être de même quand il s'agit de pharmacies appartenant à des associations de bienfaisance dont la direction est confiée à un gérant pourvu du diplôme de pharmacien.

Pour parer avec la plus grande économie à l'expansion des œuvres de bienfaisance, les sociétés de secours mutuels, les hospices, les hôpitaux, les bureaux de bienfaisance, les dispensaires d'hygiène publique, et d'autres œuvres de ce genre non énumérées ici, bénéficiant à juste titre soit de la loi, soit de la tolérance administrative, possèdent des pharmacies non ouvertes au public, il est vrai, mais gérées par un pharmacien de leur choix.

Protection est due à ces sociétés de bienfaisance au même titre qu'aux veuves et orphelins des pharmaciens morts pour la patrie.

Ni ces personnes, ni ces sociétés ne doivent être exposées ni personnellement, ni réellement à supporter la faute d'un gérant infidèle à ses engagements et irrespectueux de la loi.

Telle est la portée du premier paragraphe du troisième amendement de l'honorable M. Cazeneuve que la commission accepte et qui est ainsi conçu :

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté, ne pourront être prononcées dans les cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité. »

Quant au deuxième paragraphe de cet amendement, ainsi conçu :

« Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée contre le propriétaire de l'officine où le délit a été constaté, l'officine sera fermée, *ipso facto*, pendant toute la durée de l'emprisonnement », la commission l'accepte également, mais en lui faisant subir des modifications de forme, d'accord, du reste, avec M. Cazeneuve.

Voici, après toutes ces considérations, la rédaction nouvelle de l'article 4 qu'au nom de la commission j'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation :

« *Art. 4.* — Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

« Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2 et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé de plein droit pendant toute la durée de l'emprisonnement,

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté, sans toutefois que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé. »

Nous avons l'honneur, messieurs, de soumettre à votre haute sanction la proposition de loi ci-après transcrite.

PROPOSITION DE LOI.

Article unique. — La loi du 19 juillet 1845 sur les substances vénéneuses est modifiée et complétée comme suit :

« *Art. 1er.* — Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses sont punies d'une amende de 100 à 3,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« *Art. 2.* — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1,000 à 10,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de ces règlements concernant les stupéfiants tels que : opium brut et officinal, extraits d'opium, morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), leurs sels et leurs dérivés; cocaïne, ses sels et ses dérivés; haschich et ses préparations.

« Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société desdites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

« Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la peine de l'interdiction des droits civiques pendant une durée de un à cinq ans.

« *Art. 3.* — Seront punis des peines prévues en l'article 2 :

« 1° Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées audit article ;

« 2° Ceux qui sciemment auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré lesdites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces mêmes substances.

« *Art. 4.* — Dans tous les cas prévus par la présente loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

« Dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 2 et au deuxième paragraphe de l'article 3, les tribunaux pourront ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé de plein droit pendant toute la durée de l'emprisonnement.

« Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

« Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 2, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériel saisis, des meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés, ainsi que la fermeture, pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté, sans toutefois que la durée de ladite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

« *Art. 5.* — Les peines seront portées au double, en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du code pénal.

Art. 6. — L'article 463 du code pénal sera applicable.

« *Art. 7.* — Des décrets, qui devront être promulgués dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, détermineront ses conditions d'application à l'Algérie, aux colonies et pays de protectorat.

« *Art. 8.* — Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI demeurent abrogés. »

ANNEXE N° 222

(Session ord. — Séance du 8 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de la Haute-Isère, département de la Savoie, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Empereur, sénateur (1).

ANNEXE N° 223

(Session ord. — Séance du 8 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI relative à l'institution d'offices départementaux et de bureaux paritaires de placement, présentée par MM. Paul Strauss, Poirrier, Victor Lourties, Henry Chéron, Bienvenu-Martin, A. Mascuraud, Henry Bérenger, Ranson, Gervais, Henri-Michel, T. Steeg, Léon Barbier, Albert Peyronnet, Magny, Charles Deloncle, sénateurs. — (Renvoyée à la commission, nommée le 23 juin 1905, chargée de l'examen du projet de loi portant codification des lois ouvrières (Livres I, II, III, IV et V du code du travail et de la prévoyance sociale).

Messieurs, le marché du travail n'est pas organisé en France, ou, tout au moins, il ne l'est

(1) Voir les nos 198, Sénat, année 1914, et 2884-3535, et in-8° n° 755. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

que d'une façon tout à fait partielle et très insuffisante.

Il n'existe des bureaux de placement, auxquels les ouvriers sans travail et les employeurs en quête de main-d'œuvre pourraient s'adresser, que dans un petit nombre de professions et dans un nombre très limité de localités.

Cette situation, dont souffraient déjà notre agriculture et notre industrie avant la guerre, a compliqué singulièrement le problème auquel ont eu à faire face les pouvoirs publics au début des hostilités, alors que la mobilisation avait réduit au chômage plus de deux millions d'ouvriers et employés, et qu'il s'agissait de reconstituer, et même de développer considérablement le personnel des établissements travaillant pour la défense nationale qui avaient été désorganisés par le départ des ouvriers mobilisés.

Il y a donc lieu, si nous ne voulons pas être pris au dépourvu par la démobilisation, de remédier à cette situation, dont se sont préoccupés, dans leur récente proposition relative au remplacement des travailleurs, nos collègues MM. Henry Chéron, Jénouvrier, Henry Bérenger et Bonnefoy-Sibour.

L'initiative privée, représentée par les placeurs de profession, les syndicats professionnels, les mutualités, s'est montrée impuissante à organiser le placement pour toutes les professions et dans toutes les régions.

L'obligation imposée par le législateur aux villes de plus de dix mille habitants, de créer des bureaux municipaux, n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait. Au surplus, l'action de ces bureaux municipaux est limitée exclusivement à la ville où ils fonctionnent.

Si l'on veut créer un réseau de bureaux de placement couvrant le territoire, le seul moyen est d'adopter le principe qui a présidé à l'organisation des placements publics en Angleterre qu'elle a reconnu unanimement comme étant l'organisation modèle.

Elle a d'ailleurs fait ses preuves.

Le nombre des placements effectués s'accroît d'année en année et dépasse largement un million par an.

La guerre n'a pas arrêté cette progression et on peut dire que l'existence des bureaux publics anglais n'a pas été étrangère à la facilité relative avec laquelle la Grande-Bretagne a surmonté la crise déchaînée par la guerre.

Etant donnée l'organisation administrative actuelle de la France, il semble logique d'adopter le cadre départemental pour l'organisation des placements publics. Au fur et à mesure que les opérations des offices départementaux s'étendront, il y aura lieu de diviser les départements en plusieurs circonscriptions rattachées chacune à un office départemental distinct.

De même ces offices pourront être divisés, le cas échéant, en sections professionnelles lorsque cela sera nécessaire pour donner satisfaction aux besoins particuliers d'une profession déterminée.

Tel est l'objet de la première partie de notre proposition.

L'institution d'offices publics de placement se heurte à une objection grave.

N'est-il pas à craindre que les fonctionnaires qui seront placés à la tête de ces offices ne leur donnent un caractère bureaucratique peu adéquat aux nécessités des exploitations agricoles, industrielles et commerciales qui auront affaire à ces offices ?

Pour remédier à cet inconvénient, on a adopté, à l'étranger, un système qui a fait ses preuves. Il consiste à placer à côté de chaque office, pour contrôler son fonctionnement et collaborer à sa constitution et à son organisation, une commission mixte comprenant des employeurs et des employés en nombre égal.

C'est ce qu'on appelle le système paritaire.

Ces employeurs et ces employés sont naturellement choisis parmi les professions qui auront surtout à faire appel à l'office de placement. Dans les départements exclusivement ou principalement agricoles, ce seront les représentants de l'agriculture qui auront la prépondérance dans la commission administrative. Dans les départements exclusivement ou principalement industriels, ce sera le contraire.

Dans ceux où l'agriculture et l'industrie se balancent, une part proportionnelle sera faite à l'un et à l'autre élément.

Lorsque l'office sera divisé en sections professionnelles, il sera constitué de même, à côté de chaque section, une commission composée des représentants de la profession.

Tel est l'objet de la seconde partie de notre proposition.

Il ne nous paraît pas nécessaire de déterminer dans la loi, d'une façon détaillée, l'organisation de ces offices.

Il importe, en effet, de laisser la plus grande initiative aux commissions administratives des offices qui sauront adopter, mieux que ne peut le faire le législateur, la constitution et le fonctionnement de ceux-ci aux nécessités particulières des diverses professions des régions.

Nous ajouterons seulement que l'organisation que nous préconisons est actuellement en voie de réalisation ; qu'il existe déjà des offices de placement dans plus de la moitié des départements ; que dans les autres, la question est, dès à présent, posée et que l'adoption de notre proposition ne pourra, en donnant un statut légal à ces institutions, qu'en hâter l'organisation et le développement.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Sont codifiées dans la teneur ci-après et formeront les articles 85 *a* 85 *b* et 85 *c* du livre 1er du code du travail et de la prévoyance sociale, les dispositions suivantes :

« *Art. 85* a. — Dans chaque département doit être institué un ou plusieurs offices ayant pour objet d'organiser, dans le département, le placement gratuit des travailleurs, ainsi que le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire au fonctionnement des exploitations agricoles, industrielles et commerciales.

« Un arrêté préfectoral détermine le siège et la circonscription des offices départementaux. Ces offices devront se tenir en rapport avec les autres bureaux municipaux et offices départementaux ainsi qu'avec l'office central de placement institué à Paris auprès du ministère du travail.

« Les bureaux municipaux visés à l'article précédent peuvent être désignés pour jouer le rôle de ces offices.

« *Art. 85* b. — Il est institué auprès de chaque bureau municipal, de chaque office départemental, une commission administrative chargée de contrôler le fonctionnement desdits bureaux ou offices et de donner son avis sur toutes les questions relatives à leur organisation, à leur développement et à la création éventuelle de sections professionnelles.

« Ces commissions doivent comprendre un nombre égal d'employeurs et employés.

« *Art. 85* c. — Un règlement d'administration publique déterminera les autres conditions auxquelles devront satisfaire les bureaux municipaux et les offices départementaux, visés à l'article précédent pour participer aux subventions de l'Etat. »

ANNEXE N° 224

(Session ord. — Séance du 8 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier l'article 55 du code pénal, présentée par M. Louis Martin, sénateur.

Messieurs, l'article 55 du code pénal est ainsi conçu : « Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais ». Cet article établit la solidarité absolue, pour toutes les prestations pécuniaires, entre tous les condamnés d'une même affaire.

Autant on comprend cette solidarité en ce qui concerne les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, autant elle paraît insoutenable et injuste quand il s'agit d'amende.

L'amende est une peine, elle est personnelle, elle est proportionnelle, si l'on veut bien nous permettre le mot, à la culpabilité de l'individu. On ne peut soutenir, sans bouleverser toutes les règles du bon sens et tous les principes juridiques, qu'un individu devra être rendu responsable non seulement de ses actes, mais de ceux qui lui sont étrangers et que si, par suite d'une circonstance tout à fait indépendante de lui, la condamnation prononcée contre son complice ne peut s'exécuter, celle prononcée contre lui s'aggravera d'autant. Un tribunal condamne, pour le même méfait, deux hommes, l'un à 200 fr. d'amende, et l'autre à 2,000 fr. Celui-ci devient insolvable En vertu de la règle de l'article 55 du code pénal, l'amende du premier condamné s'élèvera de plein droit, sans aucune faute de sa part, de 200 à 2,200 fr. Cette solution nous paraît aussi déplorable que celle qui déclarerait, en vertu du même principe, que toutes les fois qu'un condamné se sera dérobé à sa peine, ou sera mort avant l'expiration de sa peine, celle-ci devra être subie par son coaccusé. La décision serait plus rude, mais le principe serait le même.

Revenons donc à des règles plus équitables et faisons disparaître de nos codes des solutions si fâcheuses.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 55 du code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

« Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des *restitutions*, des dommages-intérêts et des *frais*. »

ANNEXE N° 225

(Session ord. — Séance du 9 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre ; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint ; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités, par M. Guillaume Chastenet, sénateur (1).

Messieurs, la proposition de loi actuelle revient devant le Sénat sans que les modifications apportées par lui au texte voté par la Chambre aient été complètement acceptées par celles-ci.

Le rapporteur de la Chambre prend à plusieurs reprises personnellement à partie le rapporteur de votre commission, sans considérer que le rapporteur n'est que l'organe de la commission au nom de laquelle il s'exprime.

Il nous permettra donc de nous refuser à une polémique d'ailleurs contraire aux usages établis.

I. — Votre commission a examiné le nouveau texte adopté par la Chambre, qui a été rédigé en tenant compte dans une certaine mesure de nos premières observations.

La Chambre insiste pour le maintien des établissements d'utilité publique au nombre des collectivités pour lesquelles les actes ou pièces qui sont exclusivement destinés à être produits par les héritiers, donataires ou légataires afin d'établir leur qualité vis-à-vis des comptables, sont exemptés du timbre et, s'il y a lieu, enregistrés gratis.

Les établissements d'utilité publique, dont les comptes ne sont soumis à aucun contrôle juridictionnel, se trouvent, en ce qui concerne les justifications à exiger des héritiers de leurs créanciers pour l'établissement de leur qualité, dans la même situation qu'un simple particulier.

Votre commission avait pensé que, du moment où le texte proposé ne visait pas les particuliers, il n'y avait aucun motif d'y faire figurer les établissements d'utilité publique. Mais elle s'incline volontiers devant l'insistance de la Chambre, la question ne présentant d'ailleurs qu'un faible intérêt.

Elle vous propose également d'accepter l'extension de l'immunité aux successions des

(1) Voir les nos Sénat, 448, année 1915 ; 27-153, année 1916 ; 1077-1092-1238-1271-1437-1920-1975-2014 et in-8 n° 428. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

personnes décédées des suites de blessures reçues ou de maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre, à la condition toutefois que, comme pour les militaires, le décès soit survenu durant la guerre ou dans l'année à compter de la cessation des hostilités.

Mais cette extension rend indispensable une addition à l'alinéa final, ainsi conçu, de l'article 1er: « Pour bénéficier de cette double immunité, ces actes et pièces devront faire mention de l'usage auquel ils sont destinés et indiquer la date du certificat que délivrera l'autorité militaire à tous les intéressés, conformément à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914, ainsi que le nom du bureau de l'enregistrement dans lequel ce certificat aura été déposé avant la rédaction de tout acte ou pièce exonéré. »

L'article 6 de la loi du 26 décembre 1914 ne prononçant d'exemption pour les successions des civils qu'à l'égard de ceux qui ont été tués par l'ennemi porte, pour ce cas, que le certificat établira « les circonstances du décès ».

L'immunité devant s'appliquer aux civils décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre, il ne suffira pas, pour ceux-ci, que le certificat établisse les circonstances du décès; il faudra qu'il constate que les blessures ont été reçues ou les maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre.

Il convient, d'ailleurs, d'ajouter que, dans cette hypothèse, l'autorité militaire sera seule compétente pour vérifier et attester les faits constitutifs du droit à l'exemption.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission a, en conséquence, pensé qu'il convenait de rédiger le texte comme il suit:

« Sont exempts de tous droits de timbre et, s'il y a lieu, enregistrés gratis, tous les actes ou pièces qui sont exclusivement destinés à être produits par les héritiers, donataires ou légataires aux comptables de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, à l'effet d'obtenir la remise ou le payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires des armées françaises et alliées, de terre et de mer, morts sous les drapeaux ou après renvoi dans leurs foyers, soit durant la guerre, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre, ainsi que des personnes de nationalité française ou appartenant aux pays alliés tuées par l'ennemi au cours des hostilités ou décédées, soit durant la guerre, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités, des suites de blessures reçues ou de maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre.

« Pour bénéficier de cette double immunité, ces actes et pièces devront faire mention de l'usage auquel ils sont destinés et indiquer la date du certificat que délivrera l'autorité militaire à tous les intéressés, conformément à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914, ainsi que le nom du bureau de l'enregistrement dans lequel ce certificat aura été déposé, avant la rédaction de tout acte ou pièce exonéré. Ce certificat, en ce qui concerne les civils décédés des suites de blessures ou de maladies, pourra, à défaut de l'autorité militaire, être dressé par l'autorité civile et devra constater que les blessures ont été reçues ou les maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre. »

II. — La Chambre a modifié le texte primitif de l'article 2 en disposant que les quittances ou décharges ne seraient exemptées d'enregistrement et de droits de timbre que quand l'impôt serait à la charge des héritiers en vertu des dispositions légales existantes.

Elle a, en outre, supprimé la disposition relative au porte-fort.

Tout amendé qu'il soit, votre commission, malgré son désir d'aboutir, ne peut accepter le nouveau texte.

Elle ne s'est pas arrêtée à la question fiscale qui, par suite de la modification apportée au texte originaire, n'a qu'une très faible importance; elle s'est avant tout préoccupée de l'intérêt des parties en cause.

Or, le texte dont il s'agit peut être la source de nombreux conflits.

Il permet au conjoint survivant et aux héritiers en ligne directe d'obtenir de tout débiteur ou détenteur le payement des créances et la remise des objets qu'il vise « sur la simple production d'un certificat, établi par le maire, le juge de paix ou le notaire, indiquant les circonstances du décès, énonçant que les parties y dénommées ont seules droit d'exercer le retrait en qualité d'héritiers.

« Ce certificat sera exempt de la légalisation.

. . . . . .

« La justification du décès du militaire peut résulter, à défaut de l'acte de décès, d'un certificat ou avis de l'autorité militaire. »

Tout d'abord votre commission ne peut pas admettre que la justification du décès puisse, en l'absence de l'acte de décès, résulter d'un certificat de décès de l'autorité militaire.

Les officiers qui, aux armées remplissent leurs fonctions d'officier d'état civil, ne peuvent, à défaut d'identification du corps du décédé, dresser l'acte de décès que sur les déclarations concordantes, nettement affirmatives et formulées sans restriction ni réserve, de deux témoins. A défaut, ils dressent procès-verbal des déclarations qu'ils ont reçues et le certificat de décès est établi sur ces déclarations.

Ainsi, tandis que l'acte de décès, établi sur des témoignages absolument probants, fournit la preuve légale du décès, le certificat de décès n'a que la valeur d'une présomption de décès.

La succession ne s'ouvrant que par la mort (art. 718 code civil) ne peut donc être réputée ouverte que lorsqu'un acte de décès régulier a été dressé.

Par suite, le texte de la Chambre, s'il était définitivement adopté, conduirait à cette conséquence qu'une succession serait à la fois ouverte pour certains biens et non ouverte pour d'autres, alors que le patrimoine est un.

D'ailleurs, des faits assez nombreux ont démontré que la présomption tirée du certificat de décès ne reposait pas toujours sur des témoignages suffisamment probants et que parfois elle était contraire à la réalité.

Dès lors, à sa réapparition, qu'adviendra-t-il du prétendu décédé ? Il sera sans recours contre ses débiteurs, qui se seront valablement libérés et pour avoir voulu favoriser les héritiers, on l'aura, dans bien des cas, purement et simplement dépouillé.

C'est un résultat auquel votre commission ne saurait proposer de vous associer.

Observons, au surplus, que la Chambre et le Sénat, reconnaissant la foi toute relative que l'on devait faire aux certificats de décès, ont voté la loi du 3 décembre 1915 (*Journal officiel* du 5) qui permet d'arriver à la constatation légale du décès des personnes victimes des opérations de guerre lorsqu'il n'en a pas été dressé d'acte régulier.

La proposition n'est pas moins sujette à critique en tant qu'elle donne aux maires qualité pour dresser des certificats de propriété.

Votre commission s'est précédemment expliquée à cet égard et ses observations n'ont rien perdu de leur valeur.

La commission de la législation fiscale de la Chambre objecte, sans doute, que si le maire est embarrassé pour établir le certificat, il ne le délivrera pas; que la loi ne crée pas pour le maire une obligation impérative, mais une faculté que celui-ci peut toujours refuser, s'il la juge en opposition avec sa conscience. « Nous ne pensons pas, ajoute le rapport fait au nom de cette commission, que, votre loi en mains, un héritier puisse exiger un certificat que le maire jugera inopportun de délivrer. C'est, en définitive, le tribunal qui appréciera. »

Or, nous estimons qu'en cette matière il serait profondément injuste de faire courir aux maires les risques d'un procès.

Du reste, à côté des magistrats municipaux qui refuseraient d'établir le certificat qui leur serait demandé, il y en a d'autres qui pourraient le délivrer et commettre des erreurs. Ce serait encore, nous en sommes persuadés, une source intarissable de conflits.

Si la disposition ne soulève pas les mêmes objections en ce qui concerne les notaires et les juges de paix, elle a tout au moins l'inconvénient de modifier, à l'occasion des successions dont les causes se trouvent directement dans la guerre, des règles du droit commun, alors que le règlement des successions dont il s'agit fait l'objet d'un projet adopté par la Chambre des députés.

Vous jugerez, lorsque ce projet sera en discussion, s'il y a lieu de fixer d'une manière spéciale les justifications que les héritiers ont à fournir de leur qualité à leurs débiteurs. Mais pour l'instant, votre commission vous propose de vous en tenir aux règles existantes.

Néanmoins, pour avoir égard à la situation douloureuse des familles, elle accepte, quand la justification sera faite à l'aide d'un certificat de propriété, que ce certificat soit établi sur papier libre et enregistré gratis.

Le nouveau texte de l'article 2 serait rédigé comme il suit:

« *Art. 2.* — Est également exempt de tous droits de timbre et, s'il y a lieu, enregistré gratis, à la condition d'observer les prescriptions formulées par le dernier alinéa de l'article 1er, le certificat de propriété que les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant, dans les successions énumérées audit article premier, auraient à produire à l'effet de justifier de leur qualité pour recevoir de tous débiteurs ou détenteurs non visés par l'article premier les sommes et valeurs n'excédant pas 1,500 fr., ainsi que tous objets dus au défunt ou détenus pour son compte. »

Les articles 3 et 4 ne comportent aucune objection.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre au vote du Sénat le texte suivant :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Sont exempts de tous droits de timbre, et, s'il y a lieu, enregistrés gratis, tous les actes ou pièces qui sont exclusivement destinés à être produits par les héritiers donataires ou légataires aux comptables de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, à l'effet d'obtenir la remise ou le payement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires des armées françaises et alliées de terre et de mer morts sous les drapeaux ou après renvoi dans leurs foyers, soit durant la guerre, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre, ainsi que des personnes de nationalité française ou appartenant aux pays alliés tuées par l'ennemi au cours des hostilités ou décédées soit durant la guerre, soit dans l'année à compter de la cessation des hostilités, des suites de blessures reçues ou de maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre.

Pour bénéficier de cette double immunité, ces actes et pièces devront faire mention de l'usage auquel ils sont destinés et indiquer la date du certificat que délivrera l'autorité militaire à tous les intéressés, conformément à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914, ainsi que le nom du bureau de l'enregistrement dans lequel ce certificat aura été déposé avant la rédaction de tout acte ou pièce exonérée. Ce certificat, en ce qui concerne les civils décédés des suites de blessures ou de maladies, devra constater que les blessures ont été reçues ou les maladies contractées du fait de la guerre ou à l'occasion de la guerre.

Art. 2. — Est également exempt de tous droits de timbre et, s'il y a lieu, enregistré gratis, à la condition d'observer les prescriptions formulées par le dernier alinéa de l'article premier, le certificat de propriété que les héritiers en ligne directe et le conjoint survivant, dans les successions énumérées audit article premier, auraient à produire à l'effet de justifier de leur qualité pour recevoir de tous débiteurs ou détenteurs non visés par l'article premier les sommes et valeurs n'excédant pas 1,500 fr. ainsi que tous objets dus au défunt ou détenus pour son compte.

Art. 3. — Les testaments reçus dans les formes prévues par les articles 981 à 984 et 939 du code civil ainsi que les testaments olographes faits par des militaires pendant la durée des hostilités sont exempts du droit de timbre de dimension.

Ils sont en outre enregistrés gratis, pourvu : 1° qu'ils ne contiennent pas de dispositions au profit de personnes autres que les héritiers en ligne directe ou le conjoint; 2° que le testateur soit décédé dans les conditions et les délais spécifiés à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1914.

L'exemption du droit d'enregistrement ne s'applique qu'au droit fixe de 7 fr. 50 en principal.

Art. 4. — Est valablement effectuée entre les mains de la veuve, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers, la remise des deniers, valeurs et objets dépendant de la succession d'un militaire décédé sous les drapeaux et compris dans la liquidation faite par les soins de l'administration de la guerre, en vertu des règlements en vigueur.

La veuve est en pareil cas dispensée de cau-

tion et d'emploi, sauf à elle à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées, des valeurs et objets ainsi retirés, vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la veuve divorcée ou séparée de corps.

La justification du décès du militaire peut résulter, à défaut de l'acte de décès, d'un certificat ou avis de l'autorité militaire notifiant le décès ou d'un certificat du maire reproduisant la notification faite par l'autorité militaire.

Art. 5. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 226

(Session ord. — Séance du 9 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 21 juin 1865 (présidence des conseils de préfecture), transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis Martin relative à l'organisation départementale et cantonale et à la suppression de la tutelle administrative.)

ANNEXE N° 227

(Session ord. — Séance du 9 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, autorisant le Gouvernement à acquérir des viandes frigorifiées de provenance de l'Algérie, des colonies françaises et des pays de protectorat, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission des finances.)

ANNEXE N° 228

(Session ord. — Séance du 9 juin 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Jules Méline, ministre de l'agriculture, et par M. Malvy, ministre de l'intérieur (3).

ANNEXE N° 229

(Session ord. — Séance du 9 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les dates de mise en vigueur des dispositions financières stipulées aux articles 10, 15 et 16 de la convention annexée au décret du 20 juillet 1907, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway d'Ancenis à Erbray et du raccordement de la Grenouillère à la place des Terrasses, à Châteaubriant, par M. Empereur, sénateur (4).

(1) Voir les nos 1475-2112 et in-8° n° 466. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 1715-1928-2163 et in-8° n° 467. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1709-1783 et in-8° n° 464 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 123, Sénat, année 1916, et 940-1897, et in-8° 406. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 230

(Session ord. — Séance du 15 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, par M. Cazeneuve, sénateur (1).

Messieurs, le Sénat a reçu la transmission d'une proposition de loi votée par la Chambre des députés, le 23 mars 1916, tendant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités et moralement abandonnés.

L'initiative de cette proposition revient à M. Maurice Viollette, député, qui a judicieusement constaté une lacune grave à combler dans une loi importante du 24 juillet 1889.

L'honorable député a recours à un exemple, au milieu de beaucoup d'autres semblables ou analogues, pour justifier sa proposition.

Il cite le cas d'une grand'mère qui recueille, au décès de sa fille, l'enfant de cette dernière, âgée de quelques mois, pendant que le père disparaît sans plus donner signe de vie. Le silence du père dure quinze ans, et alors que l'enfant peut commencer à gagner sa vie, il se souvient de sa paternité et exige l'enfant.

« Les articles 19 et 20 de la loi du 24 juillet 1889, dit M. Maurice Viollette, prévoient bien une hypothèse un peu voisine, lorsque l'enfant a été recueilli sans l'intervention du père ou de la mère, c'est-à-dire lorsqu'il est complètement abandonné. Alors une déclaration à la mairie doit être faite, et trois mois après cette déclaration, le tribunal peut transférer à la personne qui a recueilli l'enfant, tout ou partie de la puissance paternelle. Mais ce texte ne joue, il faut y insister, que lorsque l'enfant est, pour ainsi dire, ramassé sur la voie publique.

« Cependant, ne faut-il pas conclure de même façon lorsque le père lui-même confie l'enfant et disparaît. Sans doute, il peut disparaître pour des motifs louables, mais il n'en est pas moins vrai que par le fait qu'il abandonne à d'autre la charge de la paternité, il ne peut pas prétendre, au gré de sa fantaisie, briser les liens d'affection qu'il a laissés s'établir entre qui recueille et qui est recueilli. C'est entendu, son enfant n'est pas à son foyer mais c'est par son fait, parce qu'il l'a bien voulu et n'y-a-t-il pas, en même temps, brutalité injustifiée et père extrême pour l'enfant à l'arracher du milieu où il a grandi pour le jeter à l'inconnu. Le droit du père : bien; mais, avant tout, l'intérêt de l'enfant.

« D'autant plus que très souvent l'enfant n'est réclamé que lorsqu'il commence à gagner sa vie et la réclamation paternelle dissimule mal une odieuse spéculation.

« Dès lors, il faut à mon avis laisser les tribunaux apprécier les intentions de celui des deux parents qui vient reprendre l'enfant. Il ne s'agit pas de prononcer contre lui aucune déchéance, il s'agit de prendre la décision qui conciliera l'intérêt de l'enfant et le droit des parents.

« Ces sortes d'affaires sont fréquentes après divorce. On voit des pères ou des mères peu dignes à qui les tribunaux ont refusé la garde des enfants, se prévaloir du décès de leur ancien conjoint pour exiger le retour auprès d'eux d'enfants dont, depuis des années, ils se sont complètement désintéressés. »

Après discussion, la commission de la législation civile et criminelle de la Chambre des députés a adopté le texte suivant, d'accord avec le Gouvernement, auquel votre commission ne fait aucune objection. Bien plus, votre commission estime que ce complément de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 est tout d'opportunité et complète notre législation démocratique et prévoyante qui veut protéger les droits de l'enfant et préparer le bon citoyen de demain.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre le texte suivant :

(1) Voir les nos 136, Sénat, année 1916, et 1687-1896, et in-8° n° 409. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — L'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 est complété par le paragraphe suivant :

« Lorsque, par l'intervention du père, de la mère, du tuteur, ou par décision de justice, l'enfant aura été confié à une des personnes prévues à l'article 19 de la présente loi; s'il est établi que le parent qui réclame l'enfant s'en est depuis longtemps complètement désintéressé, le tribunal saisi par le tiers qui a recueilli l'enfant dans les conditions du paragraphe précédent pourra, en considération de l'intérêt de l'enfant, en maintenir la garde aux personnes à qui elle a été préalablement confiée, sauf, s'il y a lieu, à déterminer les conditions dans lesquelles celui qui réclame pourra voir l'enfant.

« L'instance sera poursuivie devant le tribunal du domicile de la personne à qui l'enfant a été remis et contradictoirement, avec celui des parents qui le réclame.

« Il sera statué sur les demandes d'assistance judiciaire, conformément à l'article 6 de la loi du 10 juillet 1901 pour les cas d'extrême urgence » (1).

(1) La loi du 24 juillet 1889 dispose en effet :

Art. 19. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont recueilli des enfants mineurs de seize ans sans intervention des père et mère ou tuteur, une déclaration doit être faite dans les trois jours au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli, et à Paris au commissaire de police, à peine d'une amende de 5 à 15 fr. En cas de nouvelle infraction dans les douze mois, l'article 482 du code pénal est applicable. Est également applicable aux cas prévus par la présente loi, le dernier paragraphe de l'article 463 du même code. Les maires et les commissaires de police doivent, dans le délai de quinzaine, transmettre ces déclarations au préfet, et dans le département de la Seine au préfet de police.

Ces déclarations doivent être notifiées dans un nouveau délai de quinzaine aux parents de l'enfant.

Art. 20. — Si, dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteur n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent adresser au président du tribunal de leur domicile une requête en fin d'obtenir que, dans l'intérêt de l'enfant, l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle leur soit confié. Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans le cas où il ne confère au requérant qu'une partie des droits de la puissance paternelle, il déclare, par le même jugement, que les autres, ainsi que la puissance paternelle, sont dévolus à l'assistance publique.

La loi du 10 juillet 1901 dispose en son article 6 :

Chaque bureau d'assistance judiciaire ou chaque section nomme son président.

Les fonctions de secrétaires sont remplies par le greffier de la cour ou du tribunal près duquel le bureau est établi, ou par un de ses commis assermentés ; et pour le bureau établi près le conseil d'Etat et le tribunal des conflits, par le secrétaire général près le conseil d'Etat ou par un secrétaire de section délégué par lui.

Le bureau ne peut délibérer qu'autant que la moitié plus un de ses membres est présente, non compris le secrétaire qui n'a pas voix délibérative. Les décisions sont prises à la majorité : en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, dans les cas d'extrême urgence, l'admission provisoire pourra être prononcée par le bureau, quel que soit le nombre des membres présents, le président, ou à son défaut le membre le plus ancien, ayant voix prépondérante, et même par un seul membre.

Dans ces mêmes cas, par exception : 1° le magistrat du ministère public auquel doit être adressée la demande d'assistance judiciaire pourra d'office, s'il y a lieu, convoquer le bureau ; 2° ce bureau, même s'il n'a, dans l'espèce, qualité que pour recueillir des renseignements dans les termes de l'article 8, aura cependant, si les circonstances l'exigent le droit de prononcer l'admission provisoire.

Lorsque l'admission n'aura été, dans les conditions qui précèdent, que provisoire, le bureau compétent statuera à bref délai sur le maintien ou le refus de l'assistance demandée.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 231

(Session ord. — Séance du 15 juin 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916, au titre des budgets annexes, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 232

(Session ord. — Séance du 15 juin 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Roques, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 233

(Session ord.— Séance du 15 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Loire, département de la Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Empereur, sénateur (3).

ANNEXE N° 234

(Session ord. — Séance du 15 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger pour une durée de six ans la loi du 9 avril 1910 accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre, par M. Jules Develle, sénateur (4).

Messieurs, le projet de loi qui a été proposé par le Gouvernement, et auquel la Chambre des députés a donné son approbation dans la séance du 21 avril 1916, a pour but de proroger pour une période de six ans la loi du 9 avril 1910 qui a accordé des encouragements à la culture du lin et du chanvre.

Cette loi avait reproduit les dispositions des lois des 13 janvier 1892, 9 avril 1898, 31 mars 1903 qui attribuaient aux cultivateurs du lin et du chanvre des primes dont le total ne pouvait pas dépasser 2,500,000 fr. La prime allouée par hectare ensemencé était ainsi fixée à 60 fr.

Le vote de ce projet est urgent car les ensemencements se pratiquent habituellement en mai et en juin.

Dans l'exposé des motifs qui précède le projet, le Gouvernement déclare que la suppression des primes en question entraînerait la disparition immédiate d'une culture qu'il y a lieu de conserver sur notre sol. Dans ces conditions, nous ne pouvons émettre qu'un avis favorable à l'adoption du projet de loi voté par la Chambre, mais en limitant à trois ans la durée de la prorogation.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A partir de l'exercice 1916, et pour une période de trois ans, il sera alloué aux cultivateurs de lin et de chanvre destinés à la production de la filasse, des primes dont le montant ne pourra dépasser annuellement la somme de 2,500,000 fr. et qui seront fixées, à concurrence de ce chiffre, au prorata des superficies ensemencées, sans toutefois que la prime allouée puisse être supérieure à 60 fr. par hectare.

Art. 2. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Art. 3. — Tout individu qui se sera rendu coupable d'une fraude, d'une tentative de fraude, et d'une complicité de fraude pour l'obtention de la prime sera, à l'avenir, déchu du droit à la prime sans préjudice du remboursement de la prime indûment perçue, et passible des peines portées à l'article 423 du code pénal.

L'article 463 du code pénal et la loi du 26 mars 1891 seront applicables à la présente loi.

ANNEXE N° 235

(Session ord. — Séance du 15 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission des finances.)

ANNEXE N° 236

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder à tous les mobilisés la gratuité pour la réexpédition à leur famille ou à leur correspondant, pendant les mois de juin et de novembre, de linge et sous-vêtements par paquets postaux d'un kilogramme au maximum, par M. Emile Dupont, sénateur (2).

Messieurs, la Chambre des députés a été saisie le 18 mai dernier, par MM. C. Picard, Amiard et Deshayes, d'une proposition de loi tendant à accorder à tous les mobilisés la faculté d'envoyer gratuitement, pendant les mois de juin et de novembre, un paquet postal de 1 kilogramme pour la réexpédition du linge et de sous-vêtements à leur famille ou à leur correspondant.

M. le ministre de la guerre et M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ont adhéré à cette proposition ; les commissions du budget et des postes et télégraphes l'ont accueillie favorablement et la Chambre a voté sans débat, le 8 juin, le texte qui lui était soumis.

Votre commission vous demande de l'adopter également.

Il y a intérêt à ce que nos soldats aient le moyen de renvoyer sans frais, au moment des changements de saison, le linge et les sous-vêtements qui cessent de leur être utiles. On évitera ainsi la perte ou le gaspillage d'objets susceptibles de rendre encore des services ; d'autre part, on ne saurait donner aux admirables défenseurs de notre sol trop de preuves de la sollicitude des pouvoirs publics. Ajoutons que les conséquences financières de la mesure seront relativement peu importantes.

La limitation à 1 kilogr. du poids des paquets est imposée par les moyens matériels dont dispose l'administration des postes. Il eût été désirable d'autoriser les expéditions par colis postal, mais, comme l'indique l'honorable M. Picard dans son rapport, les compagnies de chemins de fer se sont refusées à ces transports en raison du surcroît de trafic qui leur incomberait.

Les détails d'exécution de la proposition seront fixés par décret. Il est bien entendu que les formalités de dépôt seront réduites au minimum ; les paquets ne seront ni enregistrés, ni recommandés ; une simple mention portée sur l'enveloppe par les préposés, justifiera leur circulation en franchise.

Pour éviter l'encombrement, il sera indispensable que les services des postes civiles et militaires s'entendent afin de réaliser la répartition des envois sur une période de trente jours. La date avancée du mois de juin à laquelle nous sommes parvenus et les délais nécessités par l'organisation à établir, ne sauraient en effet entraîner une réduction du temps pendant lequel les paquets pourront être reçus gratuitement dans les bureaux postaux.

Nous sommes d'ailleurs persuadés que les administrations intéressées sauront prendre les mesures concertées qui permettront d'acheminer les envois de nos soldats dans les meilleures conditions possibles et sans entraver l'exécution du service général. Une excellente garantie à cet égard nous est fournie par les résultats obtenus à la fin de l'année 1915 lorsque le Parlement autorisa l'expédition d'un paquet gratuit à tous les mobilisés du front.

En conséquence, votre commission vous propose de voter le texte ci-après :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tous les mobilisés ont droit, pendant les mois de juin et de novembre, à l'envoi gratuit d'un paquet postal, d'un kilogramme au maximum, pour la réexpédition de linge et de sous-vêtements à leur famille ou à leur correspondant.

Art. 2. — Un décret précisera les conditions d'application de la présente loi.

ANNEXE N° 237

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à allouer une indemnité aux greffiers et commis-greffiers intérimaires des tribunaux pendant la durée de la guerre, par M. Georges Trouillot sénateur (1).

Messieurs, le Sénat a renvoyé à la commission des finances le rapport de M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à allouer une indemnité temporaire aux greffiers et commis-greffiers intérimaires.

Le rôle de votre commission des finances consiste spécialement à préciser le montant de la dépense que l'adoption de cette mesure peut entraîner.

Le traitement des greffiers et commis-greffiers se totalisant par 2,093,550 fr., c'est la moitié de cette dépense, soit 1,046,775 fr. qui devrait être envisagée pour l'ensemble de l'année.

A partir du troisième trimestre de 1916, il n'y aurait plus à prévoir qu'une dépense d'environ 500,000 fr. Mais le ministère de la justice ne demande aucun crédit pour le troisième trimestre, sauf à le faire par voie de crédits supplémentaires : c'est environ une somme de 250,000 fr. qui devra être inscrite, si la proposition est adoptée, dans les crédits qui seront ouverts pour le dernier trimestre de l'année.

La situation des greffiers mobilisés, et spécialement celle des greffiers de justices de paix qui reçoivent un traitement des plus modiques, est évidemment intéressante et il paraît juste de ne pas laisser à leur charge les

(1) Voir les nos 2114-2158 et in-8° n° 476. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2149-2177 et in-8° n° 477. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 199, Sénat, année 1914, et 3177-3595, et in-8° n° 753 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 201, Sénat, année 1916, et 1870-2013-2082 et in-8° n° 457 — 11e législ. de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 2131-2144-2164 et in-8°, n° 472 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 235, Sénat, année 1916, et 2131-2144-2164 et in-8° n° 472. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos Sénat, 476, année 1915 ; 216, année 1916, et 1226-1353-1458 et in-8° n° 333 — 11e lég. — de la Chambre des députés.

indemnités qui doivent être données aux intérimaires.

Votre commission des finances, en conséquence, donne un avis favorable à la proposition de loi rapportée par M. Boivin-Champeaux.

ANNEXE N° 238

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, par M. Beauvisage, sénateur (1).

ANNEXE N° 240

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget général ; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre des budgets annexes, par M. Emile Aimond, sénateur (2).

Messieurs, la Chambre des députés a voté, dans sa séance du 14 juin courant, un projet de loi, déposé par le Gouvernement sur son bureau le 18 du mois précédent et qui concerne :

1° L'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget général et 2° l'ouverture sur le même exercice de crédits au titre des budgets annexes.

Les crédits demandés par le Gouvernement, en addition aux crédits provisoires accordés pour les deux premiers trimestres de l'exercice courant, dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, s'élevaient, en ce qui concerne le budget général, à 73,491,304 fr. et, en ce qui concerne les budgets annexes, à 45,000 fr. Des annulations atteignant au total 376,342 fr. étaient en outre proposées au titre du budget général.

La Chambre, sur la proposition de la commission du budget, a réduit les crédits sollicités au titre du budget général d'une somme totale de 1,349,577 fr., se décomposant comme suit :

Ministère des finances :	
Chap. 2 *ter*. — Service de l'emprunt anglo-français contracté à New-York	380.000
Chap. 64. — Indemnités diverses du personnel des laboratoires. — Frais de missions et secours	671
Chap. 99. — Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	4.500
Beaux-Arts :	
Chap. 91 *bis*. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'aménagement.	94.000
Postes et télégraphes :	
Chap. 11. — Rétribution des agents non commissionnés et frais d'aide	2.000
Ministère des colonies :	
Chap. 14. — Bourses et subvention à l'école coloniale	12.920
Chap. 42. — Solde des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique occidentale française)	8.671
Chap. 51. — Vivres et fourrages (groupe de l'Afrique occidentale française)	176.255
Chap. 59. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique occidentale française)	30.960
Chap. 60. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe indo-chinois)	579.000
Ministère de l'agriculture :	
Chap. 65. — Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles. — Météréologie agricole	60.000
Total égal	1.349.577

Elle a, par contre, voté sur la proposition de sa commission du budget et d'accord avec le Gouvernement, les deux crédits suivants :

Ministère des finances :	
Chap. 92. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	25.000
Ministère des affaires étrangères :	
Chap. 27. — Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger	350.000
Total	375.000

Elle n'a enfin apporté de modification ni aux annulations proposées au titre du budget général, ni aux demandes faites en ce qui concerne les budgets annexes.

Dans ces conditions, les crédits qu'elle a ouverts au titre du budget général s'élèvent à 72,516,727 fr. ; les annulations qu'elle a prononcées au titre de ce même budget à 376,342 fr. et les crédits qu'elle a ouverts au titre des budgets annexes à 45,000 fr.

Ce sont ces mêmes chiffres qui figurent, par conséquent, dans le projet de loi que le Gouvernement a déposé le 15 juin courant sur votre bureau.

Votre commission des finances vous propose d'apporter aux crédits compris dans ce projet de loi les réductions suivantes en ce qui concerne le budget général :

Ministère des affaires étrangères :	
Chap. 1er. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	100
Ministère de la marine :	
Chap. 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte	100.000
Chap. 38. — Allocations diverses, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses	250.000
Ministère du travail et de la prévoyance sociale :	
Chap. 19 *bis*. — Subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit	20.000
Chap. 22. — Service d'observation des prix	3.000
Chap. 23. — Statistique générale de la France. — Personnel	13.000
Chap. 25. — Statistique générale de la France. — Matériel	10.000
Ministère des travaux publics :	
Chap. 2. — Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale	6.000
	402.100

Elle vous demande, par contre, d'adopter sans modification les propositions du Gouvernement, ratifiées par la Chambre, en ce qui concerne les annulations au titre du budget général et les ouvertures de crédits au titre des budgets annexes.

Elle vous propose, en définitive, d'arrêter à 72,114,627 fr. les crédits à ouvrir au titre du budget général, à 376,342 fr. les annulations à prononcer au titre de ce même budget et à 45,000 fr. les ouvertures de crédits au titre des budgets annexes.

Les crédits dont l'ouverture vous est proposée correspondent, soit à des insuffisances constatées sur les crédits provisoires déjà accordés et auxquelles il a paru indispensable de pourvoir sans différer, soit à des mesures nouvelles sur le principe desquelles le Parlement est appelé à se prononcer. Vous vous souvenez, en effet, que suivant l'accord intervenu entre le Gouvernement et les Chambres, les demandes de crédits correspondant à des mesures nouvelles doivent être comprises dans les cahiers de crédits additionnels, de telle sorte que le Parlement puisse se prononcer d'une façon expresse sur ces mesures.

Les principaux crédits concernent le service de l'emprunt anglo-français contracté à New-York (38,200,000 fr.), le service des allumettes (1,914,000 fr.), les remboursements sur produits indirects et divers (2,400,000 fr.), le service des approvisionnements de la flotte (2,214,000 fr.), les constructions navales (3,000,000 fr.), les frais de remplacement du personnel mobilisé des postes et des télégraphes (1,100,000 fr.), la garantie d'intérêts à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien (1,608,000 fr.), les dépenses militaires des colonies (5,934,165 fr.), les routes nationales (3,500,000 fr.), les ports maritimes (2,500,000 fr.), l'établissement par l'Etat d'usines hydrauliques (4.500.000 fr.).

Le projet de loi ne renferme aucune demande de crédit du département de la guerre. Les propositions de ce département ont été comprises dans un projet de loi spécial n° 2149 déposé sur le bureau de la Chambre le 30 mai dernier.

Nous examinons ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement, en vous faisant connaître au fur et à mesure les décisions de la Chambre et les propositions de votre commission des finances.

I. — OUVERTURES DE CRÉDITS

Ministère des finances.

CHAPITRE 2 *ter*. — Service de l'emprunt anglo-français contracté à New-York.

Crédit demandé par le Gouvernement 38,580,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 38,200,000 fr.

La loi du 8 octobre 1915 a autorisé le Gouvernement à émettre aux Etats-Unis, conjointement et solidairement avec le Gouvernement britannique, un ou plusieurs emprunts, dont le montant et les conditions devaient être fixés par lui au mieux des intérêts du Trésor. Un emprunt conjoint de 500 millions de dollars a été contracté, en vertu de cette loi, par l'Angleterre et la France à New-York.

Ce capital est représenté par des obligations 5 p. 100 remboursables au bout de cinq ans et placées dans le public au taux de 96 p. 100 plus les intérêts courus. Ces obligations, souscrites et placées par un syndicat, sont toutes datés du 15 octobre 1915. Le capital et les intérêts seront acquittés sans déduction d'aucun impôt français ou anglais, présent ou futur. Les coupures sont de 100, 500 et 1.000 dollars pour les titres au porteur, de 1,000, 10.000 dollars et au delà pour les titres enregistrés.

Le porteur a le droit de convertir ses titres, dollar pour dollar, au plus tard jusqu'au 15 avril 1920, en obligations portant intérêt à 4 1/2 p. 100 et venant à échéance le 15 octobre 1940, mais amortissables au choix des gouvernements, en tout ou en partie par tirage au sort, à partir du 15 octobre 1930 au plus tôt.

Il sera créé deux offices de « bonds enregistrars », chargés de toutes les opérations que comportent les titres (en dehors du payement des arrérages ou capitaux) : échange des certificats provisoires contre des titres, transferts et mutations.

Les versements ont eu lieu par échelonnement d'octobre à décembre 1915. Ils s'élèvent à 480 millions de dollars : la part du Gouvernement français est de moitié, soit 240 millions de dollars pour un capital nominal de 250 millions. Les intérêts sont payables par moitié les 15 avril et 15 octobre.

Les deux gouvernements prennent à leur charge les frais de confection des titres ainsi que des certificats provisoires.

Les dépenses auxquelles il faut pourvoir sont afférentes, soit à des frais divers, soit au payement des intérêts. Les frais divers comprennent : les frais de confection des titres, le service des titres (échange, mutations, transferts) et les honoraires des avocats.

Lors de la préparation du projet de loi, les évaluations ont été établies d'après les éléments d'appréciation ci-après :

1° *Frais divers*. — Factures relatives à la confection des titres..... $ 15.322 60

Le service des titres a été confié d'une part, à la Cunranty Trust C° pour les obligations 5 p. 100 et à

(1) Voir les n°s 113, Sénat, année 1916, et 1738-1865 et in-8° n° 402. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les n°s 231, Sénat, année 1916, et 2114-2158, et in-8° n° 476. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

la Bankers Trust Cº pour les obligations 4 1/2 p. 100 (s'il y a lieu).

La première a droit, d'après un contrat passé avec elle, à une rémunération forfaitaire de 125,000 dollars payable par moitié les 15 janvier et 15 avril 1916 et à une rémunération annuelle de 7,500 dollars payable par fractions égales en avril et octobre. La somme due à cette compagnie, cette année, est donc de 132,500 dollars.

La seconde a droit à une rémunération forfaitaire de 2,500 dollars.

Pour les deux compagnies, la dépense dont il était tenu compte était de..... 135.000 »

Les honoraires des avocats, toujours fort élevés aux Etats-Unis, s'élèvent en ce qui concerne MM. Byrne et Cutcheon à 20,000 dollars soit pour notre part ..... 10.000 »

MM. Coudert frères, d'autre part, outre les frais exposés par eux et sur lesquels nous avons déjà payé..... 283 88

ont droit comme honoraires à 12,500 dollars soit pour notre part 6.250 »

Enfin on prévoyait une marge de ..... 15.500 »

pour les dépenses supplémentaires de confection et de signature de titres restant à liquider.

Ensemble ..... $ 182.356 48

2º *Intérêts.* — Les intérêts calculés à 5 p. 100 sur un capital nominal de 250 millions s'élèvent à 6.250,000 dollars pour le mois d'avril. A cette somme, il y a lieu d'ajouter une commission de payement de 1/8 p. 100 allouée à MM. J.-P. Morgan et Cº, chargés du règlement des coupons, et atteignant 7,812 dollars.

Les prévisions du gouvernement, qui s'élevaient ensemble à 6,440,168 dollars 5, représentant au taux moyen du dollar à la date du 15 avril, soit 5 fr. 99, une somme de 38,576,609 fr. 31, ou en nombre rond 38,580,000 fr., peuvent aujourd'hui être rectifiées.

D'une part, en effet, le montant total des frais nouveaux pour lesquels une réserve de 15,500 dollars avait été prévue s'est élevé, d'après les derniers renseignements parvenus de New-York, à 18,815 dollars 60, soit une augmentation de..... $ 3.315 60

Par contre, il résulte des mêmes renseignements que la somme totale de 135,000 dollars due aux compagnies chargées des « Bonds registrars » représente la dépense afférente non à la part française, mais à la totalité de l'emprunt, d'où une diminution de 67,500 dollars..... 67.500 »

Net en moins..... $ 64.184 40

soit 64,184 dollars en chiffre rond.

Les crédits ayant été calculés au change de 5.99, la réduction correspondante en francs est de 384,464 fr., soit 380,000 en nombre rond.

Le crédit à ouvrir est donc seulement de

38.580.000 fr. — 380.000 fr. = 38.200.000 fr.

C'est ce crédit que la Chambre a voté et que votre commission des finances vous propose d'accorder.

CHAPITRE 11 *ter.* — Intérêt et amortissements des prêts consentis aux propriétaires d'immeubles ayant souffert des inondations de janvier et février 1910 (loi du 18 mars 1910).

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,399 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,399 fr.

La loi du 18 mars 1910 a approuvé une convention passée entre l'Etat et le Crédit foncier de France et par laquelle cet établissement s'est engagé à consentir des prêts hypothécaires aux propriétaires d'immeubles ayant souffert des innondations de janvier et février 1910. Aux termes de cette convention, les sommes ainsi prêtées doivent être remboursées au Crédit foncier en quarante ans à partir du 1er octobre 1915, dans les conditions suivantes :

L'annuité sera supportée jusqu'à concurrence de trois dixièmes par l'Etat et pour une somme égale par les départements et les communes, pour le surplus par les propriétaires emprunteurs. En cas de non-payement par ceux-ci des quatre dixièmes de l'annuité à leur charge, les sommes dues seront garanties par l'Etat à concurrence de deux dixièmes, par les départements et par les communes à concurrence d'un dixième chacun.

Les annuités dues par l'État, les départements ou les communes et les particuliers seront exigibles par moitié les 1er avril et 1er octobre de chaque année, le premier terme devant échoir le 1er avril 1916,

Les prêts réalisés au 1er octobre 1915 dans ces conditions s'élèvent à la somme de deux millions 167,200 fr. et les trois dixièmes à la charge de l'Etat à 650,160 fr.

Le semestre d'annuité, comprenant l'intérêt à 1 fr. 80 p. 100 (3 fr. 60 p. 100 l'an) et la somme nécessaire à l'amortissement du capital de 650,160 fr. en quarante ans, est de 15,398 fr. 15 cent., soit en nombre rond 15,399 fr.

Un crédit additionnel d'égale somme est, en conséquence, nécessaire. Ce crédit serait inscrit à un chapitre nouveau libellé comme ci-dessus. Il sera fait état, dans les douzièmes du quatrième trimestre, de la dotation nécessaire pour faire face à l'échéance du 1er octobre.

CHAPITRE 44. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale du ministère.

Crédit demandé par le Gouvernement 4.766 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 4,766 fr.

Ce crédit est demandé pour faire face, pendant le mois de juin, à la dépense qu'entraînera la création de classeurs-émargeurs à la caisse centrale du Trésor public et au contrôle central.

Les opérations de payement des coupons des obligations de la Défense nationale et du fonds 5 p. 100 vont porter, en effet, de 14 à 50 millions au minimum le nombre de coupons que le bureau de la comptabilité à la caisse centrale aura la charge de classer et d'émarger. Le service de vérification au contrôle central subira le même surcroît de travail. L'augmentation s'explique par ce fait que le nouveau fonds 5 p. 100 est constitué en grande partie par des titres au porteur.

Actuellement la caisse centrale emploie, pour les opérations de classement et d'émargement des 14 millions de coupons, 90 classeurs-émargeurs. Il est demandé, pour l'augmentation envisagée de 36 millions de coupons, 100 classeurs-émargeurs nouveaux. Le nombre des agents réclamés a donc été réduit au minimum.

Le contrôle central, dont les opérations de vérification exigent moins de personnel, prévoit la création de cinq emplois de classeur-émargeur.

La dépense annuelle pour ces créations d'emplois s'établit ainsi qu'il suit :

105 classeurs-émargeurs au salaire moyen de 3 fr. 50 :

Salaire.....	113.925
Contribution de l'Etat pour l'application de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.....	472
Ensemble.....	114.397

Mais la moitié seulement de cet effectif entrera en fonctions au mois de juin. Le crédit nécessaire pour le deuxième trimestre n'est donc que de $\frac{114.397 \text{ fr.}}{2 \times 12} = 4.766$ fr. en nombre rond, somme égale au crédit additionnel demandé.

Le payement des arrérages de la rente 5 p. 100 nécessite d'ailleurs encore l'ouverture, à la caisse centrale du Trésor public, d'un guichet nouveau dont le service devra être assuré par deux agents du cadre secondaire (commis d'ordre et de comptabilité ou expéditionnaires) et à ces deux agents, il y aura lieu d'adjoindre, pour le contrôle des opérations, un représentant du contrôle central du Trésor public appartenant à la même catégorie de personnel.

En outre, il devra être créé au contrôle central un emploi de commis de comptabilité chargé de diriger la section de vérification des coupons 5 p. 100 et des coupons des obligations de la Défense nationale.

La dépense annuelle résultant de ces créations d'emplois sera de :

2 commis de comptabilité.....	7.000
2 expéditionnaires.....	6.000
	13.000

Mais ces créations ne seront réalisées qu'au cours du troisième trimestre.

Pour ce trimestre la totalité des créations d'emplois ci-dessus prévues devant être réalisée, il en résultera un supplément de dépense de $\frac{114.397 \text{ fr.} + 13.000 \text{ fr.}}{4}$ soit 31,850 fr., en nombre rond.

CHAPITRE 51. — Impressions.

Crédit demandé par le Gouvernement. 370,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 370,000 fr.

Afin de permettre au contrôle parlementaire de s'exercer dans toute son efficacité, il a été décidé que les dépenses relatives à la fourniture des formules et imprimés accessoires des bons et des obligations de la Défense nationale seraient comprises parmi les prévisions budgétaires. Le Parlement a accordé, par la loi du 30 mars dernier, le crédit nécessaire pour couvrir les dépenses de cette nature effectuées en 1915. Par voie de conséquence, cette mesure, dont il n'avait pu être tenu compte lors de l'établissemedt des prévisions de 1916, rend nécessaire une majoration du crédit des impressions ouvert pour les besoins du premier semestre.

D'autre part, l'application du décret du 15 décembre 1915, qui comporte l'intervention des receveurs des postes dans le recouvrement des droits d'enregistrement dans les localités où ce service est supprimé ainsi que dans les chefs-lieux de canton où il n'existe pas actuellement de recette de l'enregistrement, a nécessité la création d'un certain nombre d'imprimés nouveaux.

Le montant des dépenses supplémentaires d'impressions qui incomberont au premier semestre se répartit ainsi qu'il suit :

Bons de la Défense nationale.....	263.000
Obligations de la Défense nationale.	70.000
Imprimés accessoires.....	15.000
Imprimés nécessaires au service de l'enregistrement pour l'exécution des dispositions du décret du 15 décembre 1915.....	22.000
Soit ensemble.....	370.000

On demande, en conséquence, un crédit additionnel d'égale somme.

CHAPITRE 55. — Traitements du personnel titulaire des trésoreries générales et des recettes des finances.

Crédit demandé par le Gouvernement, 50,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Depuis le début des hostilités, le nombre des vacances qui se sont produites dans le personnel des trésoreries générales et des recettes des finances a été très inférieur à la moyenne habituelle. Cette moyenne est d'environ 80, d'après les chiffres relevés pour les trois dernières années qui peuvent être considérées comme normales : 84 en 1911, 73 en 1912 et 92 en 1913 (quelques agents nommés percepteurs en 1912 n'ont pu s'installer qu'en 1913, ce qui explique le chiffre plus faible de l'année 1912 et le chiffre plus fort de 1913). Or, en 1915 il ne s'est produit qu'environ 20 vacances, non compris celles occasionnée par les décès. Le nombre des agents décédés est de 30 ; mais beaucoup d'entre eux sont de jeunes commis mobilisés tombés au champ d'honneur ; leur disparition des cadres n'a donc donné lieu à aucun avancement.

Cette situation tient à ce que, pour ne pas affaiblir les cadres du personnel, déjà réduits par la mobilisation, l'administration s'est trouvée dans l'obligation, d'une part de surseoir à l'attribution aux employés titulaires des trésoreries générales et des recettes des finances des vingt-neuf perceptions auxquelles ils ont droit chaque année en vertu du décret du 7 novembre 1907, modifié par ceux des 21 juillet 1910 et 7 mai 1912, d'autre part de suspendre les effets des limites d'âge édictées par l'article 31 du décret du 6 novembre 1907, en maintenant provisoirement en fonctions des agents âgés de plus de soixante ou de soixante-cinq ans.

Il en est résulté que le dernier tableau d'avancement, nécessairement limité au montant des disponibilités de crédit, n'a compris que cent quatre-vingt-seize agents, chiffre bien inférieur à celui des années précédentes. Les tableaux de 1908 à 1914 ont en effet présenté les nombres d'inscriptions ci-après :

1908-1909	690
1909-1910	739
1910-1911	751
1911-1912	712
1912-1913	755
1914	1.160

Aucun de ces chiffres ne peut sans aucun doute être considéré comme se rapportant à une année normale, car jusqu'en 1913 le tableau était établi en cours d'année pour une partie de ladite année et une partie de l'année suivante et, de plus, l'ancien tableau n'était presque jamais épuisé au moment de la préparation du nouveau tableau. Mais si l'on tient compte des avancements qui ont été accordés pour chacune des années 1908 à 1915, savoir :

1908	384
1909	611
1910	563
1911	584
1912	354
1913	719
1914	1.149
1915	196

on peut évaluer à 500 environ par an le nombre des agents qui devraient normalement recevoir un avancement. On aperçoit ainsi combien faible a été le chiffre des avancements en 1915.

Or, ce ralentissement dans l'avancement a coïncidé avec un surcroît de travail important étant donné le développement considérable des services du Trésor résultant de l'état de guerre. Aussi paraît-il équitable pour tenir compte aux employés des trésoreries générales et des recettes des finances du dévouement dont ils ont fait preuve depuis la mobilisation et qui a été constaté par l'inspection des finances, de ne pas les priver plus longtemps de l'avancement auquel ils peuvent normalement prétendre. Le crédit de 50,000 francs qui est demandé et qui doit engager pour l'année entière une dépense de 100,000 fr. mettrait l'administration en mesure de remédier à la situation sus-exposée et permettrait de faire 380 à 400 inscriptions, chiffre encore inférieur à celui d'une année normale.

CHAPITRE 56 *bis*. — Fonds d'abonnement des trésoreries générales et de la recette centrale de la Seine. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement 100,000 francs,

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 100,000 fr.

La tâche des trésoreries générales ne cesse de s'accroître par suite du développement des dépenses publiques et, en particulier, des opérations afférentes au nouveau fonds 5 p. 100. D'où la nécessité de recruter de nouveaux auxiliaires.

En outre, il devient de plus en plus difficile, dans les villes de province, de trouver des employés auxiliaires, à cause de la concurrence non seulement des banques et des établissements de commerce ou d'industrie, mais encore des diverses administrations publiques.

Dans nombre de trésoreries générales même, les auxiliaires ayant acquis quelque expérience du service ont quitté leur emploi pour des situations mieux rémunérées dans l'industrie, le commerce ou les autres administrations.

Il est donc indispensable de relever en 1916 la moyenne des émoluments des auxiliaires, en ce qui concerne tant les nouveaux employés à recruter que ceux actuellement en fonctions.

L'inspection générale des finances a procédé tout récemment dans toutes les trésoreries générales à une enquête en vue de déterminer les mesures indispensables pour assurer le fonctionnement des services et évaluer le montant des crédits qui doivent être affectés à la rémunération du personnel auxiliaire. Il ressort de cette enquête que le supplément de 400,000 fr. déjà inscrit au chapitre 56 *bis* doit être porté à 620,000 fr. environ. Afin de permettre, d'autre part, de donner dans la mesure du possible satisfaction à l'administration de la guerre qui demande le rappel d'un certain nombre de militaires des services auxiliaires mis à la disposition des trésoriers généraux, c'est à 700,000 fr. en chiffre rond qu'il convient de fixer pour l'année 1916 la dotation du chapitre 56 *bis*, ce qui représente par rapport aux prévisions déjà admises un supplément de 300,000 fr. On demande en conséquence l'ouverture d'un crédit additionnel de 100,000 fr.

Le surplus de la dépense sera inscrit, à raison de 100,000 fr. par trimestre, dans les crédits provisoires de chacun des deux derniers trimestres de l'année.

CHAPITRE 64. — Indemnités diverses du personnel des laboratoires, frais de missions et secours,

Crédit demandé par le Gouvernement, 671 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Le chimiste en chef du laboratoire de Nancy a été, à dater du 24 mars 1916, affecté pour la durée des hostilités au laboratoire de Port-Vendres, en remplacement de son collègue retraité. L'intéressé a droit aux indemnités prévue par le décret du 19 décembre 1911 et l'arrêté du 25 juillet 1912 concernant les changements de résidence prononcés dans l'intérêt du service. Ces indemnités s'élèvent à la somme de 671 francs.

« Le chapitre 64, sur lequel doit être imputée la dépense, ne présentant aucune disponibilité, on demande l'ouverture d'un crédit additionnel d'égale somme. »

La Chambre n'a pas contesté que les indemnités visées dans la demande soient dues à l'intéressé, mais elle n'a pas cru toutefois devoir accorder le crédit sollicité, parce que les disponibilités du chapitre sont suffisantes pour faire face au payement des indemnités dont il s'agit.

Les sommes ordonnancées pour les quatre premiers mois de l'exercice ne s'élèvent en effet qu'à 6,430 fr. 20, laissant un disponible de 11,573 fr. 80.

Votre commission des finances estime justifiée la décision de la Chambre et vous demande de la ratifier.

CHAPITRE 92. — Indemnités diverses et secours du personnel départemental de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 25,000 fr.

Ce crédit n'était pas compris dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre. Il a été voté d'accord d'ailleurs avec le Gouvernement et la commission du budget, à la demande de l'honorable rapporteur général.

Les conservateurs des hypothèques ne touchent aucun traitement de l'Etat; depuis le début de la guerre, ils sont privés de la presque totalité des salaires qui constituent leur rémunération; cependant ils ont de lourdes charges à supporter dans l'intérêt public.

Le ministre des finances avait envisagé la possibilité de faire contribuer le trésor, dans une proportion à déterminer suivant les cas, au payement du loyer des bureaux de ces agents et des appointements de leurs commis réduits dans de justes proportions.

Pour l'année 1914, qui a compris sept mois de salaires normaux, aucun conservateur ne s'est trouvé en déficit.

Mais il n'en a pas été de même en 1915: en tenant compte uniquement des bureaux qui ont réellement fonctionné et abstraction faite de ceux qui sont situés dans les régions envahies, les seuls frais de commis et de loyer des bureaux dépassent pour l'année 1915 le montant des salaires et remises dans plus de 100 conservations; l'excédent des charges s'élève à 100,000 fr.

En conséquence, le Gouvernement a sollicité un crédit d'égale somme dans le cahier collectif de crédits additionnels n° 1721, déposé le 28 janvier dernier sur le bureau de la Chambre.

Sans repousser cette demande d'une manière définitive, la commission du budget en a réservé l'examen tant au point de vue du principe que du chiffre.

Elle a fait remarquer tout d'abord que le fait d'être investi d'une fonction par l'Etat ne confère pas le droit au secours en cas de gêne ; autrement, les officiers ministériels, qui sont nommés par décret, pourraient aussi, sous prétexte d'arrêt dans les affaires, réclamer des indemnités

Mais les conservateurs des hypothèques ne sauraient être assimilés aux officiers publics et ministériels. Ils sont de véritables fonctionnaires encaissant pour le compte de l'Etat des taxes qui s'élèvent en temps normal à 16 millions de francs environ. Leurs charges, très lourdes, ont été aggravées par la stabilisation des commis et la constitution, au profit de ces auxiliaires, de pensions à la caisse nationale des retraites moyennant le versement d'une contribution imposée aux conservateurs. Une loi du 27 février 1912 a même établi un prélèvement au profit du Trésor sur les salaires des formalités lorsqu'ils dépassent un maximum annuel.

Aucune mesure semblable n'a été prise à l'égard des officiers ministériels.

Ce qui justifie d'ailleurs surtout les mesures de protection demandées en faveur des conservateurs d'hypothèques, c'est la nécessité pour l'Etat d'empêcher la désorganisation du service hypothécaire. Ce service est l'une des bases du crédit public et il est extrêmement important de maintenir, dans les circonstances actuelles, son fonctionnement régulier pour qu'aucune entrave ne soit apportée, lors de la reprise des affaires, à la reconstitution et au développement de la fortune immobilière.

Or, eu égard à la prolongation des hostilités, certains conservateurs ne seront pas en mesure d'assurer les frais de la garde des archives importantes et volumineuses et le payement des appointements de commis dont le concours sera absolument indispensable à la fin des hostilités. Il paraît dès lors équitable de leur tenir compte de dépenses faites par eux dans un intérêt public, sans que ces dépenses aient leur contre-partie dans une recette quelconque. Si cette protection leur faisait défaut, ils seraient amenés peu à peu à abandonner leurs commis, qui rechercheraient eux-mêmes des situations nouvelles et déserteraient le service hypothécaire dont la situation pourrait devenir très critique.

La question ne se pose d'ailleurs pas de la même façon pour tous les conservateurs. Les conservateurs de 1re classe, dont les salaires bruts atteignent normalement 15,000 fr. au minimum par an, ont pu, avant la guerre, réaliser de sérieux bénéfices et se trouvent dès lors en état de supporter la crise actuelle.

Il n'en est pas de même, par contre, de ceux de 2e classe, dont la rémunération nette résultant des salaires ne dépasse pas 6,000 à 8,000 fr., et à plus forte raison de ceux de 3e classe et de 4e classe.

Il semble donc possible d'écarter du remboursement tous les conservateurs de 1re classe, à moins qu'ils n'aient été installés comme conservateurs dans l'année même de la déclaration de guerre, c'est-à-dire postérieurement au 31 décembre 1913.

Il conviendrait, par contre, de rembourser intégralement les excédents de dépenses supportés par les employés supérieurs chargés en 1915 de l'intérim de conservations vacantes. Il n'est pas admissible, en effet, que ces agents, qui ont assuré par ordre et dans l'intérêt du service un travail et une responsabilité étrangers à leurs fonctions normales, aient à supporter de ce chef une perte quelconque. Les remboursements de cette catégorie représentent environ 1,200 à 1,500 fr. pour 1915.

Enfin, on tiendrait compte, pour le calcul des sommes à rembourser aux conservateurs en déficit, des indemnités accessoires qu'ils ont pu toucher pour intérims, ravitaillement, séquestres, etc... Ces indemnités, dans la mesure où elles représentent un bénéfice personnel, seraient déduites des frais supportés, et le surplus seulement serait sujet à remboursement.

Ainsi réduite, la dépense à prévoir ne dépasserait pas 25,000 fr. dans l'ensemble et elle ne serait faite qu'au vu de toutes les justifications nécessaires.

La Chambre y a donné son assentiment. Votre commission des finances vous demande de voter également le crédit demandé pour y faire face.

CHAPITRE 99. — Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

L'article 2 du décret du 15 novembre 1915, relatif à la suppression de vingt-huit bureaux d'enregistrement, dispose :

« Dans les localités où se trouvent les bureaux supprimés, ainsi que dans tous les chefs-lieux de canton où il n'existe pas actuellement de receveur de l'enregistrement, le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre commissionne en qualité d'agents auxiliaires les receveurs, titulaires ou intérimaires, des postes et des télégraphes, à l'effet de :

1° Recevoir et transmettre, dans les formes ci-après indiquées, au receveur du bureau de l'enregistrement auquel est rattaché le bureau supprimé, les actes, déclarations et documents quelconques présentés à la formalité de l'enregistrement ou du timbre par les particuliers et les officiers publics ou ministériels et remettre ensuite lesdits actes et documents aux déposants;

« 2° Encaisser pour le compte du même receveur les sommes versées par les particuliers et les officiers publics ou ministériels pour l'enregistrement des actes et déclarations, ainsi que toutes autres sommes payables à la caisse dudit comptable;

« 3° Acquitter pour le compte du même receveur et dans les conditions prévues par le décret du 18 juin 1811 les taxes accordées aux témoins par le juge de paix ou le juge de simple police;

« 4° Assurer la débite du timbre et la vente des formules de déclaration de succession. »

Les mesures édictées s'appliquent non seulement aux 28 cantons où se trouvaient les bureaux supprimés par le décret, mais encore à tous les cantons privés de receveurs de l'enregistrement, soit à titre permanent, soit à titre temporaire par suite des nécessités de la guerre : on peut évaluer à 760 environ le nombre des cantons qui, en l'état des prévisions actuelles, bénéficieront de la mesure; mais ce chiffre est susceptible de varier suivant les circontances.

Du chef de leurs nouvelles attributions, les receveurs des postes et télégraphes commissionnés en qualité d'agents auxiliaires de l'administration de l'enregistrement auront à supporter un surcroît de travail et de responsabilité pécuniaire qu'il était légitime de rémunérer.

C'est pourquoi l'article 10 du décret alloue à ces agents « 1 p. 100 du prix de la débite du timbre et 0 fr. 20 p. 100 des autres recettes, déduction faite des sommes restituées ».

Le crédit de 4,500 fr. demandé représentait l'évaluation des remises qui pourront revenir de ce chef aux receveurs des postes pour le deuxième trimestre de 1916; la dépense prévue pour chacun des deux derniers trimestres est de 13,750 fr. environ, ce qui donne un chiffre total de 32,000 fr. pour l'année.

La Chambre n'a pas contesté le principe des mesures envisagées, mais n'a pas cru nécessaire d'accorder le crédit additionnel sollicité, parce que le payement des remises dues aux receveurs des postes peut être assuré à l'aide des disponibilités du chapitre.

Votre commission des finances vous demande de ratifier cette décision. Elle donne d'ailleurs son entière approbation aux mesures prises par le décret du 15 décembre 1915.

Ces dispositions servent, en effet, à la fois l'intérêt des contribuables, en atténuant les inconvénients qui résultent pour eux de l'absence de receveur de l'enregistrement dans le canton, et l'intérêt du Trésor en facilitant, à peu de frais la rentrée des impôts.

CHAPITRE 114 *bis*. — Appointements, gages et salaires du personnel non commissionné des manufactures de l'Etat. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 180,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 180,000 fr.

De l'estimation établie au mois d'août dernier, à l'occasion de la préparation des crédits provisoires afférents au quatrième trimestre de 1915, il résultait que le supplément des salaires occasionné par l'état de guerre s'élevait à 4,420,000 fr. par an. Lors de l'établissement des besoins présumés de 1916, l'administration avait maintenu à ce même chiffre la dotation qu'il y avait lieu de distraire du chapitre 114 pour la reporter au chapitre 114 *bis* affecté à la rémunération des auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Le Parlement ayant ramené ce chiffre à 4 millions 20,000 fr., les divers établissements de l'administration ont été invités à procéder à de nouvelles évaluations basées sur l'état de choses actuel. Il ressort de ce second travail que la dépense à imputer en 1916 au chapitre 114 *bis* ne s'éloigne pas sensiblement de celle qui avait été déterminée tout d'abord : pour la rémunération des 2,486 auxiliaires recrutés en remplacement des 2,780 agents et ouvriers mobilisés, elle est évaluée, en effet, à la somme de 4 millions 398,100 fr.

Il est à noter que la majeure partie de cette dotation concerne le personnel ouvrier : pour maintenir les fabrications à la hauteur des besoins, il a été indispensable, en effet, de remplacer par des auxiliaires tous les ouvriers titulaires mobilisés. Pour le scaferlati notamment, dont la préparation exige le concours de la plupart des ouvriers hommes, la fabrication qui, pendant le mois de juillet 1914, avait été de 2,315,000 kilogrammes, s'élève aujourd'hui à plus de 3,900,000 kilogrammes par mois, sans que les stocks aient sensiblement varié. Ces chiffres ne comprennent d'ailleurs pas le scaferlati contenu dans les cigarettes, dont la fabrication, pour le même laps de temps, est passée de 284,000 à 373,000 kilogrammes par mois. Tous les ouvriers qui coopèrent à ces fabrications sont rétribués à la tâche : la dépense se maintient donc au même chiffre pour une même somme de travail à accomplir.

Le montant des besoins du chapitre 114 *bis* pour l'année 1916, évalué en dernier lieu, comme il vient d'être dit, à 4,398,100 fr., soit 4,400,000 fr. en nombre rond, se distribue ainsi entre les diverses périodes de l'année :

1er et 2e trimestres	2.210.000
3e trimestre	1.105.000
4e trimestre	1.085.000
Total égal	4.400.000

Les crédits ouverts pour les deux premiers trimestres ne s'élevant qu'à 2,030,000 francs (1,025,000 + 1,005,000), il y a lieu de suppléer à l'insuffisance par un crédit additionnel de (2,210,000 — 2,030,000) 180,000 fr.

Les douzièmes des deux derniers trimestres seront majorés de manière à répondre aux besoins du service, dans les conditions indiquées ci-dessus.

CHAPITRE 123. — Achats et transports. — Service des allumettes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,914,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,914,000 fr.

Les prévisions de dépenses qui ont servi à établir les demandes de crédits afférents aux deux premiers trimestres de 1916 se sont trouvées déjouées par les événements.

L'augmentation de fabrication sur laquelle comptait l'administration n'a pu être réalisée, à raison de la réduction du nombre d'ouvriers techniques affectés à la manufacture de Pantin-Aubervilliers et de l'impossibilité où cet établissement s'est trouvé de remettre en marche des machines arrêtées depuis plusieurs mois faute d'ouvriers de métier.

D'autre part, la crise des transports par chemins de fer et la pénurie de main-d'œuvre ouvrière pour les exploitations forestières constituent un obstacle sérieux au développement de la production, par les manufactures, des tiges débitées pour allumettes.

Enfin, les prix moyens d'achat à l'étranger des allumettes fabriquées et des tiges débitées pour allumettes sont en hausse sensible, à raison de l'élévation tant des prix des matières premières que du coût du fret.

Pour les allumettes fabriquées, on doit compter sur une majoration minima de 50 fr. par million (350 fr. au lieu de 300 fr.) et pour les tiges sur un excédent minimum de 5 fr. (85 fr. au lieu de 80 fr.) par rapport aux éléments ayant servi à l'établissement du projet de budget de 1916.

Ces diverses modifications ont sur les crédits primitivement prévus les répercussions suivantes :

1° *Achat d'allumettes fabriquées à l'étranger.* — Quantités supplémentaires à acheter correspondant à un déficit de fabrication à prévoir :

42,000 — 34,000 = 8,000 millions à 350 fr.	2.800.000
Hausse des prix d'achat (sur 12,000 millions, quantité prévue à l'origine comme devant être achetée à l'étranger) : 12,000 millions à 50 fr.	600.000
Droits de douane et frais accessoires correspondant à la quantité supplémentaire de 8,000 millions	200.000
Ensemble	3.600.000

2° *Achat de tiges débitées à l'étranger.* — Quantité supplémentaire à acheter : 28,000 — 22,000 = 6,000 millions à 85 fr. 510.000

Hausse des prix d'achat (y compris fret) : 22,000 millions à 5 fr. 110.000

Droits de douane et frais accessoires correspondant à la quantité supplémentaire de 6,000 millions de tiges 108,000

Ensemble 728.000

Total général : 4.328,000

Par contre, à la diminution des fabrications d'allumettes et de tiges débitées dans les manufactures correspond, par rapport aux prévisions primitives et compte tenu de la hausse très importante qu'ont subie depuis quelques mois les produits chimiques et les bois en grumes, une réduction de dépense sur le chapitre 125 qui peut être évaluée approximativement à 500,000 fr.

Les dépenses de l'exercice 1916 dépasseront donc de 3,828,000 fr. les prévisions qui avaient servi de base aux demandes de crédits provisoires afférents aux premier et deuxième trimestre de 1916. Comme cet excédent se répartira à peu près également sur les diverses périodes de l'année, on sollicite dès maintenant un crédit additionnel égal à la moitié de ce chiffre, soit 1,914,000 fr. nécessaire pour la période allant jusqu'au 30 juin.

Le complément sera compris, par moitié, dans les crédits provisoire de chacun des deux derniers trimestres de 1916.

CHAPITRE 127. — Remboursements sur produits indirects et divers.

Crédit demandé par le Gouvernement 2 millions 400,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 2,400,000 fr.

Les crédits mis à la disposition de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre pour les remboursements de droits et d'amendes indûment perçus, ainsi que pour les remboursements à titre de remises gracieuses et les restitutions de diverses natures incombant à cette administration, s'élèvent, pour les deux premiers trimestres à 3.000.000

Or, les crédits utilisés au cours du premier trimestre ne sont pas inférieurs à 1.495.290

et si l'on ajoute à cette somme celles qui sont demandées ou à prévoir pour les mois d'avril, mai et juin, soit 3.907.340

on obtient, pour les besoins des deux premiers trimestres un total de 5.402.630 ci 5.402.630

supérieure de 2.402.630

ou 2,400,000 fr. en nombre rond, aux crédits accordés.

Ce dépassement est dû à l'importance anormale des restitutions de taxes aux sociétés.

Les dernières acquittent, pour chaque exercice, la taxe de 4 p. 100 sur le revenu des valeurs mobilières calculée provisoirement sur les quatre cinquièmes des dividendes distribués pour l'exercice précédent : si l'exercice en cours est improductif, la taxe ainsi payée devient restituable (Décret du 6 décembre 1872, art. 1er). L'augmentation des remboursements de l'es-

pèce est une conséquence de l'état de guerre, l'impôt de 4 p. 100 versé par les sociétés en 1915 ayant été liquidé, en attendant le règlement définitif de l'année sociale, d'après les résultats de l'année 1914 qui avaient été à peu près normaux.

Ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE Ier — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,100 fr.
Crédit voté par la Chambre, 2,100 fr.
Crédit proposé par votre commission des finances, 2,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à permettre la création, à partir de juin, de dix nouveaux emplois de dames sténo-dactylographes. Il avait été calculé de la façon suivante :

1° Dix emplois au traitement moyen de 2,400 fr.	24.000
2° Versement à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse d'une bonification de 5 p. 100 (décret du 30 juin 1915)	1.200
Dépense annuelle	25.200

Soit, pour un mois, 2,100 fr. en nombre rond.

L'administration justifiait sa demande par les considérations suivantes :

« Le nombre des emplois de dames dactylographes, prévus au budget du ministère des affaires étrangères, n'est plus en rapport avec l'importance des travaux à effectuer.

» L'ensemble des travaux politiques, contentieux, économiques, n'a cessé, en effet, au cours des dernières années, d'être en progression. L'activité des postes à l'étranger a sa répercussion dans les services de l'administration centrale.

« Avant les hostilités, les affaires du Maroc, les études relatives à la situation balkanique, les commissions et conférences tenues à Paris, ont nécessité un travail considérable de copie et d'expédition.

« Une dactylographe habile ne peut, par jour, copier et collationner qu'une trentaine de pages, souvent, d'ailleurs, en langue étrangère. Chaque fois que le service normal a exigé la copie supplémentaire de trente pages par jour, il a été nécessaire d'engager une dactylographe »,

Votre commission des finances, entendant n'autoriser la création que d'emplois temporaires, vous propose de supprimer le versement à la caisse des retraites et de n'accorder, en conséquence, qu'un crédit de 2,000 fr.

CHAPITRE 6. — Archives. — Bibliothèque. — Publication de documents diplomatiques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 54,876 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 54,876 fr.

Le crédit demandé est destiné, à concurrence de 51.631 fr., à faire face aux frais d'impression, en 1916, des tomes III et IV des rapports et procès-verbaux de la commission d'enquête sur les atrocités commises par l'ennemi en violation du droit des gens.

Cette somme correspond à l'impression de 30.000 exemplaires ; chaque exemplaire reviendra donc à 1 fr. 82.

10.000 de ces volumes sont réservés au Gouvernement ; les autres 20.000 destinés au public seront mis en vente dans un but de propagande et les frais d'impression seront diminués d'une somme égale à cette recette éventuelle.

A titre d'indication, l'administration fait connaître qu'une somme de 9,270 fr. 40 a déjà été reversée au Trésor comme produit de la vente des tomes I et II.

Quant au surplus du crédit, soit 245 fr., il représente les frais de conservation par l'Imprimerie nationale des 84 formes des tomes I et II.

Le tome III-IV, actuellement sous presse, n'est pas le dernier de la collection ; de nouvelles dépenses, que le Gouvernement ne peut présentement évaluer, seront sans doute engagées pour ce travail en 1916.

CHAPITRE 9. — Indemnités et allocations diverses au personnel des services extérieurs.

Crédit demandé par le Gouvernement, 14,300 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 14,300 fr.

Le Parlement ayant décidé, lors de l'examen des crédits provisoires du premier trimestre, de supprimer au budget de 1916 les crédits affectés aux gratifications, la dotation du chapitre 9 a été diminuée pour ce trimestre d'une somme de 13,500 fr., correspondant pour l'année entière à une réduction de 54,000 fr.

Or, sur le crédit ainsi supprimé sont imputées depuis plusieurs années certaines indemnités destinées à rémunérer des services effectivement rendus et n'ayant aucunement le caractère d'une gratification. On peut citer notamment les allocations à des agences consulaires dont les titulaires ont des frais particuliers du fait de la situation de leur agence :

Port-Bou	3.500
Odessa-Sébastopol	500
Palma	1.500
Quito-Guyaquil	500
Honolulu	2.500
Hokéou	6.000
Madère	3.900
	18.400

les indemnités aux interprètes de Bangkok qui se rendent aux cours internationales de Chantaboun et de Korat (3,000 fr.), l'indemnité accordée à l'ancien auditeur de rote qui, à titre auxiliaire, garde les archives de l'ancienne ambassade près le Vatican (7,200 r.).

Ces dépenses s'élèvent par an à 28,600 fr.

On sollicite, en conséquence, sur le chapitre 9, le rétablissement de cette somme, soit 14.300 fr. pour les deux premiers trimestres de 1916.

Le surplus sera compris, à raison de 7,150 fr. par trimestre, dans les douzièmes des deux derniers trimestres de l'année.

CHAPITRE 9 *bis*. — Indemnités aux agents des services extérieurs à raison de la baisse exceptionnelle du change.

Crédit demandé par le Gouvernement, 31,250 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 31,250 fr.

L'inscription au budget de cette ligne nouvelle est motivée par les événements de guerre. Il paraît équitable au Gouvernement de tenir compte à certains agents des services extérieurs, dont les traitements sont calculés pour des conditions de vie normale, des pertes qui résultent de la baisse du change sur la France.

Ces pertes, auxquelles ils ne peuvent échapper par suite de leur obligation de résider à l'étranger, viennent s'ajouter au dommage qu'ils éprouvent par suite du renchérissement général de la vie qui se manifeste dans tous les pays.

Les agents des cadres supérieurs, qui reçoivent des traitements assez élevés, ne sont pas, il est vrai, frappés d'une façon excessive, puisque les dépenses de représentation sont très sensiblement diminuées. Aussi seuls, les agents, dont la totalité du traitement est égale ou inférieure à 10,000 fr. et qui résident à l'étranger dans des pays où l'argent français perd plus de 6 p. 100, pourraient avoir droit à une allocation.

Pour base des calculs, il a été admis que les bénéficiaires seront au nombre d'une centaine, au traitement moyen de 5,000 fr., et que la différence de change sera de 12,50 p. 100 ; une somme de 62,500 fr. permettra de satisfaire, en 1916, aux requêtes légitimes qui sont adressées, soit pour chaque trimestre 15,625 fr.

Il est demandé 31,250 fr., pour les besoins du premier semestre, à un chapitre nouveau créé pour faciliter le contrôle de l'emploi des crédits. Votre commission des finances vous propose d'accorder ce crédit.

CHAPITRE 14. — Indemnités de loyer.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15.000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,000 fr.

L'Etat prend à sa charge les frais de loyer, les taxes et redevances des immeubles, appartements et locaux affectés aux services diplomatiques et consulaires. Ces dépenses sont naturellement effectuées en monnaie du pays. L'indemnité mise à la disposition du chef de poste calculée avant les hostilités à un taux de change normal se trouve actuellement insuffisante pour couvrir la dépense réelle ; il en résulte une différence qu'il ne serait pas équitable de laisser à la charge des agents.

L'Administration estime qu'une somme de 30.000 fr. lui permettra de tenir compte des différences de change que doivent supporter, pour les loyers, nos agents résidant en pays britanniques, Suisse, Espagne, Scandinavie, Hollande, au Japon, dans l'Amérique du Nord, etc.,

Les bases du calcul sont d'ailleurs les suivantes :

Loyers des ambassades-légations	104.795
Loyers des consulats généraux	61.340
Loyers des consulats	46.550
Loyer des vice-consulats	11.150
Taxes	15.050
Total des loyers et taxes	238.885
Majoration au change de 12,50 p. 100	29.860 62
soit en nombre rond	30.000 »

Pour le premier semestre de 1916, le crédit à ouvrir est en conséquence de 15,000 fr.

CHAPITRE 27. — Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 350.000 fr.

Ce crédit n'était pas compris dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre. Il a été voté, d'accord d'ailleurs avec la commission du budget et le Gouvernement, à la demande de l'honorable rapporteur général.

Il est destiné à venir en aide à nos compatriotes nécessiteux à l'étranger. Les familles des Français établis à l'étranger, qui ont été mobilisés, se trouvent souvent dans une situation critique. Elles n'ont pas profité des divers moratoriums et notamment de celui des loyers ; elles n'ont pas profité non plus de tous les secours exceptionnels qui ont été accordés dans la mère patrie par l'État, les départements et les communes ; elles n'ont pas trouvé autour d'elles toutes les œuvres de solidarité qui se sont comptées en France par centaines. En outre, les sociétés de bienfaisance à l'étranger ont, depuis que la durée de la guerre se prolonge, épuisé presque partout leurs ressources. Il est indispensable que la France secoure ces familles malheureuses. D'après les indications fournies par nos représentants, le crédit nécessaires serait au minimum d'environ 350.000 francs pour une année. Cette somme serait à répartir surtout en Angleterre, en Suisse et aux Etats-Unis. Pour le premier semestre 1916, il conviendrait d'accorder 350.000 fr. ; le reste serait compris dans les douzièmes des deux derniers trimestres.

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit demandé, dont la nécessité lui paraît entièrement justifiée.

Ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 2 *bis*. — Personnel de l'administration centrale. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,000 fr.

Ce crédit est destiné à rémunérer, pendant le mois de juin, le personnel civil qui doit remplacer les huit militaires détachés au ministère de l'intérieur et que le ministre de la guerre vient de rappeler.

Les auxiliaires recrutés recevront 5 fr. par jour ouvrable, conformément aux conclusions de la commission de péréquation des traitements des personnels des administrations centrales.

CHAPITRE 6 *ter*. — Frais de fonctionnement de la commission prévue par l'article 15 de la loi du 26 décembre 1914. — Personnel.

Crédit demandé par le Gouvernement 20,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 20,000 fr.

Le crédit demandé est nécessaire pour la rémunération, depuis le 1er mai, des agents civils nommés en remplacement des militaires dont le rappel a été ordonné.

CHAPITRE 12. — Administration préfectorale. — Indemnités à divers titres.

Crédit demandé par le Gouvernement 26,184 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 26,184 fr.

Par suite de la mobilisation de cinq préfets, qui est intervenue depuis la promulgation de la loi du 29 décembre 1915, portant ouverture des premiers crédits provisoires de l'exercice 1916, des nominations nouvelles ont dû être effectuées; l'administration a, de plus, dû pourvoir au remplacement, toujours pour la durée de la guerre, d'un certain nombre d'autres fonctionnaires de l'administration préfectorale. Dans ces conditions, le crédit initial de 800,000 fr. sur lequel avaient été calculés les crédits provisoires est devenu insuffisant.

Les indemnités accordées par arrêtés ministériels dès le début de l'année comportent pour le premier semestre un engagement de dépenses de 391,925 fr., laissant un disponible de 8,075 fr. Mais les nominations supplémentaires effectuées entraînent pour l'année entière un nouvel engagement de dépenses de 70,000 fr. En tenant compte du crédit disponible et de l'échelonnement des nominations, l'insuffisance du crédit se monte à 26,184 fr. pour le premier semestre.

CHAPITRE 13 *bis*. — Personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 405,420 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 405,420 fr.

Comme conséquence de décisions prises par le ministre de la guerre, il a été nécessaire de procéder au remplacement du personnel militaire détaché dans les préfectures et sous-préfectures. La dépense mensuelle sera de 135,139 fr. 99, lorsque tous les remplacements auront été effectués. En tenant compte de l'échelonnement des départs, tel qu'il a été fixé par le ministre de la guerre, les dépenses à prévoir pour le premier semestre se répartissent de la manière suivante :

Mars	22.523 33
Avril	112.616 66
Mai	135.139 99
Juin	135.139 99
Soit au total	405.419 97

ou 405,420 fr, en nombre rond.

On sollicite, en conséquence, un crédit additionnel d'égale somme.

CHAPITRE 17 *bis*. — Indemnités du personnel de l'administration des *Journaux officiels*. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement 3,150 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 3,150 fr.

Le surcroît de travail causé par les transports de charbon (qu'il a fallu aller chercher chez les fournisseurs et recevoir à des heures souvent tardives) et par tous les autres approvisionnements des machines nécessaires aux tirages du *Bulletin des armées* (qui ont atteint 465,000 exemplaires), ainsi que les difficultés de plus en plus grandes de recrutement du personnel, ont entraîné le relèvement du salaire journalier de tous les auxiliaires; ceux-ci, primitivement embauchés à raison de 4 fr. par jour, reçoivent actuellement un salaire de 5 fr. et la rémunération de l'essuyeur auxiliaire, dont le travail est particulièrement pénible, a été élevée à 6 francs.

De plus, le travail de plusieurs de ces auxiliaires, prolongé au delà de sa durée normale, a nécessité le payement d'heures supplémentaires.

Enfin, un des deux essuyeurs titulaires, âgé de cinquante-sept ans, a véritablement surmené depuis plus d'un an par les tirages considérables du *Bulletin des Armées*, est tombé gravement malade et a dû être remplacé dans son service par un nouvel auxiliaire.

Pour ces divers motifs, on prévoit jusqu'au 30 juin une dépense de 3,150 fr., somme égale au crédit demandé.

CHAPITRE 19. — Matériel des *Journaux officiels*.

Crédit demandé par le Gouvernement, 344,870 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 344,870 fr.

Depuis l'établissement des prévisions relatives aux douzièmes provisoires, le prix du papier journal s'est élevé, à partir du 1er janvier 1916, de 36 à 44 fr. les 100 kilogrammes; le prix du charbon s'est progressivement élevé de 71 à 75 fr., 100, 110 et 120 fr. la tonne, et toutes les autres matières premières (encres, huiles, matières à clicher, etc...) ont subi des hausses incessantes dont certaines ont atteint 50 et près de 100 p. 100. En même temps, le *Bulletin des Armées* augmentait son tirage de 450,000 à 465,000 exemplaires et le nombre de feuilles (de 16 pages) du *Journal officiel*, qui pendant le premier trimestre de 1915, n'était que de 200 feuilles, s'est élevé à 380 feuilles pendant les trois premiers mois de 1916, cependant que le tirage lui-même du *Journal officiel* passait de 25,000 à 30,000 exemplaires en moyenne.

A toutes ces causes d'augmentations de dépenses il faut ajouter les nombreuses réparations de machines et de l'outillage, auxquelles les tirages du *Bulletin des Armées* imposent depuis un an un surmenage considérable et qui subissent des accidents de plus en plus fréquents.

Le crédit additionnel demandé a pour but de parer à l'insuffisance de crédit résultant de ces diverses causes,

CHAPITRE 66 *bis*. — Traitement des fonctionnaires et agents de la police spéciale et de la police mobile. — Renforcement de personnel pour la durée de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 35,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 35,000 fr.

Le renforcement des commissariats spéciaux de nos frontières terrestres et maritimes, la surveillance des camps de concentration, des arsenaux et des usines de guerre, ont nécessité la création de 130 emplois de commissaires ou inspecteurs de la police spéciale.

La plus grande partie de ces nouveaux agents a été recrutée dans les cadres existants, en réduisant au minimum absolument indispensable le personnel de certains postes de l'intérieur et des services de la direction de la sûreté générale, mesure qui n'a occasionné aucune dépense supplémentaire.

Il n'en a pas moins fallu nommer en plus jusqu'à ce jour quarante fonctionnaires nouveaux, qui ont été pris parmi les commissaires de police municipaux, payés sur les fonds communaux et dont les traitements, calculés sur une moyenne de 3,600 fr. par an, sont venus accroître les charges du chapitre 66 d'une somme annuelle de 144,000 fr. sans qu'aucune augmentation de crédit ait été encore sollicitée.

L'échelonnement des nominations avait, en effet, permis, jusqu'en 1916, de faire face à la dépense avec les ressources normales.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et le chapitre 66 *bis* présente actuellement un déficit de 20,000 fr., chiffre qui s'accroîtra encore d'ici la fin de l'année par suite de nominations nouvelles reconnues nécessaires par les ministères de l'intérieur et de la guerre et dont la situation budgétaire n'a pas encore permis la réalisation.

En résumé, une somme supplémentaire globale de 150,000 fr. est nécessaire pour l'année 1916, mais, du fait que les nominations n'ont pas toutes eu leur effet du 1er janvier 1916 et se sont suivies à différents intervalles pendant le premier semestre, le déficit s'élèvera seulement à 35,000 fr. pour ce semestre.

Comme les nominations dont il s'agit ne sont effectuées que pour la durée de la guerre et que les fonctionnaires à qui elles s'appliquent devront plus tard reprendre place dans les cadres de la police municipale, on propose d'inscrire ces nouvelles dépenses à un chapitre spécial libellé comme ci-dessus.

CHAPITRE 70. — Indemnités de déplacement et autres des fonctionnaires et agents de la sûreté générale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 30,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 30,000 fr.

La surveillance, la recherche et les filatures d'individus suspects au point de vue national entraînent d'onéreux frais de déplacements supplémentaires, qu'on peut évaluer à 30,000 fr. par an. Ces frais sont remboursés sur production d'un état détaillé, visé et approuvé par le préfet, dans les départements, et, à Paris, par le directeur de la sûreté générale. L'administration peut donc exercer sur eux son contrôle d'une façon satisfaisante.

D'autre part, un certain nombre de commissaires et inspecteurs de police spéciale auxiliaires ont été provisoirement et pour la durée de la guerre affectés au service de la sûreté générale. Ils reçoivent, non un traitement régulier soumis à une retenue, mais une indemnité mensuelle de 150 ou 200 fr. suivant leurs charges de famille, qui est prélevée sur le chapitre 70. Le chiffre global de ces indemnités est de 70,000 fr. par an.

Le supplément de crédit annuel nécessaire est donc de 30,000 + 70,000 = 100,000 fr., mais, par suite de l'échelonnement des nominations, on demande seulement un crédit additionnel de 30,000 fr. pour le premier semestre.

Ministère de la marine.

1re section. — *Marine militaire*.

CHAPITRE 1 *bis*. — Indemnités et allocations diverses, travaux supplémentaires du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,400 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,400 fr.

Le départ sous les drapeaux d'un certain nombre de fonctionnaires de l'administration centrale de la marine a occasionné dans les effectifs des vides qui n'ont pu être comblés qu'en partie par le recrutement d'auxiliaires temporaires : retraités, dames dactylographes, etc..., lesquels ne peuvent naturellement pas rendre les mêmes services que les fonctionnaires absents. Or, du fait de la guerre, les obligations des bureaux ont augmenté dans de grandes proportions.

Afin de remédier à cette insuffisance d'effectifs, le département est dans l'obligation de faire travailler le personnel en dehors des heures ordinaires du bureau. Conformément aux tarifs interministériels, il doit rémunérer le travail accompli dans ces conditions.

Des prévisions établies en se basant sur les dépenses effectuées pendant les premiers mois de 1916 et sur les évaluations calculées aussi strictement que possible pour le reste de l'année, il résulte qu'une somme de 30,000 fr. est nécessaire pour payer les travaux supplémentaires, ci..... 30.000

Il y a lieu d'ajouter à ce chiffre les autres catégories de dépenses imputées normalement sur le chapitre, savoir :

Indemnités au personnel du cabinet.	15.600
Allocations pour enfants n'ayant pas atteint l'âge de 16 ans (art. 1er de l'arrêté interministériel du 10 janvier 1916).	6.000
Indemnités permanentes (art. 2 du même arrêté)	2.422
Indemnités de chaussures des agents secondaires (art. 3 du même arrêté)	6.750
Subventions à des associations de personnel du ministère	1.000
Etrennes et pourboires	1.000
Secours aux personnels de l'administration centrale	7.500
Total	70.272

Le total des dépenses du chapitre 1 *bis* peut ainsi être élevé à 70,500 fr. Or le crédit accordé, pour chacun des deux premiers trimestres est de 14,368 fr., correspondant à une dotation annuelle de 57,472 fr., inférieure aux besoins de 13,028 fr.

En fait, un supplément de 12,800 fr. pour

l'année entière paraît devoir être suffisant. On demande, en conséquence, un crédit additionnel de 6,400 fr. pour le premier semestre.

L'honorable rapporteur général de la commission du budget a examiné, à l'occasion de cette demande de crédit, la question des travaux supplémentaires.

En ce qui concerne l'administration centrale de la marine, comme les autres administrations centrales, le payement des heures supplémentaires est prévu par les règlements et les tarifs de rétribution ont été fixés, en dernier lieu, conformément aux conclusions de la commission de péréquation des traitements des administrations centrales, du moins pour les agents du cadre secondaire et les agents du service intérieur, les conclusions de cette commission pour les agents du cadre supérieur n'ayant pas été encore mises en application. Il y a lieu de remarquer, au surplus, que, conformément aux conclusions de ladite commission, toutes les gratifications ont été supprimées et que cette suppression n'a pas manqué d'être ressentie d'une façon assez sensible par les agents à petit traitement qui sont précisément ceux qui touchent les heures supplémentaires.

Pour les administrations centrales, la suppression des travaux supplémentaires, même en temps de guerre, ne paraît pas se poser.

Mais des crédits ont été demandés dans le présent projet de loi en vue d'allouer des indemnités pour heures supplémentaires à divers personnels auxquels jusqu'ici le système des heures supplémentaires n'était pas appliqué. L'administration a exposé, pour justifier sa proposition, qu'il y avait avantage à adopter ce mode de procéder pour suppléer à l'insuffisance des effectifs, plutôt que de confier les emplois vacants à des auxiliaires sans expérience. La commission du budget estime qu'il peut paraître excessif que la durée de la journée de travail des agents civils soit limitée à huit heures et que toute heure que l'Etat leur demande en excédent soit rétribuée, même à un taux modique.

Votre commission des finances, tout en reconnaissant que l'extension du système des travaux supplémentaires à des personnels auxquels il n'était pas appliqué avant la guerre peut, dans certains cas, se défendre, estime toutefois que cette mesure doit demeurer autant que possible exceptionnelle.

CHAPITRE 2. — Personnels divers en service à Paris.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,793 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,793 fr.

Le département de la marine estime que la réouverture de l'école d'application du génie maritime est une mesure qui s'impose, afin de compléter cette année la formation technique des élèves ingénieurs de la dernière promotion, dont la guerre a interrompu l'enseignement après une année d'études.

Après un examen attentif, il est arrivé à la conclusion, qu'en se bornant à l'enseignement des matières essentielles, la formation technique desdits élèves peut être achevée en trois mois d'études.

Le crédit additionnel demandé est destiné à payer, pendant le mois de juin, l'indemnité de résidence à Paris et la solde des élèves ingénieurs dont il s'agit, dépenses qui étaient antérieurement supportées par le département de la guerre, auprès duquel ces agents servaient comme officiers d'artillerie.

CHAPITRE 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 202,148 francs.
Crédit voté par la Chambre, 202,148 fr.
Crédit proposé par votre commission des finances, 102,148 fr.

Des crédits provisoires demandés pour le premier trimestre sur le chapitre 8 ont été réduits de 100,000 fr. par le Parlement, qui a entendu marquer ainsi son desir de voir renvoyer chez eux les officiers de réserve fatigués ou vieillis et ne pouvant, par suite, rendre de bons services. Un certain nombre de renvois ont été prononcés, mais l'administration fait connaître que l'économie résultant de ces licenciements est absorbée, et au delà, par l'appel de nombreux officiers auxiliaires pour le service de la flotte. La comparaison entre les effectifs d'officiers de réserve et auxiliaires qui ont servi de base aux calculs des prévisions primitives (avant réductions) et ceux qui sont en service au 1er mai s'établit comme suit :

DATES	OFFICIERS DE RÉSERVE					OFFICIERS auxiliaires.	
	Capitaines de vaisseau.	Capitaines de frégate.	Lieutenants de vaisseau.	Enseignes de 1re classe.	Enseignes de 2e classe.	Lieutenants de vaisseau.	Enseignes de vaisseau.
Octobre 1915.....	15	77	155	160	40	9	230
1er mai 1916.....	8	70	170	153	53	21	301
Totaux.....	— 7	— 7	+ 15	— 7	+ 13	+ 12	+ 71
			+ 7			+ 83	

Le crédit du deuxième trimestre ayant été diminué dans la même proportion, il s'ensuit que l'ensemble des prévisions initiales est réduit de 200,000 fr. pour le premier semestre et se trouve insuffisant pour faire face aux dépenses. Le département demandait le rétablissement de ces 200,000 fr. en raison des variations continuelles que subit la flotte auxiliaire militarisée.

Le surplus du crédit sollicité, soit 2,148 fr., est destiné à faire face aux frais de service dus pendant les mois de mai et juin aux six nouveaux commandants de la marine qui viennent d'être créés dans les ports de la Manche et de l'Océan.

Ces frais de service comprennent :

1° Une indemnité pour frais de représentation ;

2° Une indemnité pour frais de chauffage et d'éclairage.

La première de ces indemnités est variable selon l'importance du lieu de résidence. Elle a été fixée annuellement à 1,872 fr. pour les ports de Bordeaux et de Rouen et à 936 fr. pour les ports de Calais, Boulogne, Dieppe et la Rochelle.

L'indemnité annuelle de frais de chauffage et d'éclairage a été évalué à 900 fr. pour chacun des titulaires des emplois susvisés.

Votre commission des finances fait observer que c'est avec juste raison que le Parlement avait apporté une réduction de 100,000 fr. aux crédits sollicités pour le premier trimestre. Elle invite l'administration à se conformer aux décisions parlementaires et vous propose corrélativement de réduire de 100,000 fr. la demande de crédits actuellement présentée.

CHAPITRE 9. — Officiers mécaniciens.

Crédit demandé par le Gouvernement 54,894 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 54,894 fr.

Sur ce crédit, 50,000 fr. représentent le montant des réductions opérées, à raison de 25,000 fr. par trimestre, sur les deux premiers trimestres. Le département de la marine demande le rétablissement de ces crédits pour les raisons déjà invoquées au chapitre 8.

La comparaison, entre les effectifs d'officiers de réserve et auxiliaires qui ont servi de base à l'établissement des prévisions primitives (avant réductions) et ceux en service au 1er mai, s'établit comme suit :

DATES	OFFICIERS MÉCANICIENS de réserve.			OFFICIERS MÉCANICIENS auxiliaires.	
	Mécaniciens en chef.	Mécaniciens de 1re classe.	Mécaniciens de 2e classe.	Mécaniciens de 1re classe.	Mécaniciens de 2e classe.
Octobre 1915.....	9	74	13	12	61
1er mai 1916.....	6	58	9	28	90
Totaux.....	— 3	— 16	— 4	+ 16	+ 29
		— 23		+ 45	

Un crédit additionnel est, en outre, sollicité en vue de permettre d'augmenter de 10 unités le cadre des mécaniciens principaux de première classe. Une loi du 29 juillet 1905 a fixé le cadre de ces officiers à 260, sous la réserve que cet effectif ne serait réalisé que progressivement et dans la limite des crédits ouverts par la loi de finances.

Depuis 1907, l'effectif budgétaire a été maintenu à 185 unités. Ce chiffre est devenu tout à fait insuffisant pour faire face aux nécessités du service à la mer et, en vue de remédier à la pénurie d'officiers de ce grade, il paraît indispensable de porter l'effectif à 195 unités.

Pour une année entière la surcharge s'élèvera à 58,736 fr., soit 14,684 fr. par trimestre. Il n'est demandé par le présent projet de loi qu'une somme de 4,894 fr. représentant la dépense afférente au mois de juin.

L'ensemble du crédit à ouvrir au titre du présent chapitre s'élève ainsi à (50,000 + 4,894) 54,894 fr.

CHAPITRE 11. — Traitements de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion de fêtes et missions officielles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 100,000 fr.

Les prévisions de dépenses pour l'exercice 1916 ont été établies au mois d'octobre 1915. A ce moment, le nombre de petits bâtiments dont le commandement est confié à des premiers maîtres s'élevait à une centaine.

Depuis cette époque, par suite de l'achat et de la réquisition d'un très grand nombre de petits bâtiments pour le dragage des mines et la défense contre les sous-marins, l'effectif des premiers maîtres commandants a augmenté considérablement ; il atteint aujourd'hui près de 250.

La moyenne du traitement de table étant de 1,830 fr. par an, la dépense supplémentaire résultant de cette augmentation est, pour une année, de..... $1,830 \times 150 = 274.500$

D'autre part, l'armement de ces navires a déjà nécessité une augmentation sensible du nombre des officiers mécaniciens embarqués. Une nouvelle augmentation est à prévoir pour l'armement des canonnières, avisos, etc., dont la construction est poussée activement.

Au total, l'augmentation s'élèvera, par rapport aux prévisions initiales, à environ cent premiers maîtres ou

maîtres et trois cents seconds maîtres, d'où une dépense supplémentaire de.. 29.280
pour les tables des maîtres et de..... 43.920
pour les tables des seconds maîtres.
On arrive ainsi à un supplément annuel de dépense de..... 347.700

Ce chiffre peut-être toutefois ramené à 300.000 fr. pour 1916, l'augmentation du nombre de petits commandements et l'accroissement d'effectif de la maistrance, qui sera réalisé progressivement, ne portant pas d'une manière égale sur toute l'année.

Sur cette somme de 300.000 fr., un crédit de 100,000 fr. est demandé pour le premier semestre.

CHAPITRE 12. — Justice maritime. — Police et surveillance des côtes, ports et établissements.

Crédit demandé par le Gouvernement, 7,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 7,000 fr.

Le crédit sollicité au titre du présent chapitre est destiné au payement des heures supplémentaires faites par le personnel des bureaux dans les ports.

La durée de la journée ayant déjà été portée de 7 heures à 8 heures, il a paru équitable au Gouvernement de rémunérer le travail effectué au delà de cette limite. Le taux de l'allocation a été fixé pour les commis et agents techniques à 0 fr. 50 et pour les gardiens à 0 fr. 30 par heure supplémentaire en sus des huit heures réglementaires.

Les dépenses qui incomberont de ce chef au chapitre 12 s'élèveront approximativement à 14.000 fr. pour l'année entière, soit 7.000 fr. pour le premier semestre.

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit sollicité, sous la réserve formulée à l'occasion de la demande de crédits présentée au titre du chapitre 1 *bis*.

CHAPITRE 16. — Service des subsistances. — Matières et indemnités représentatives.

Crédit demandé par le Gouvernement, 72,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 72,000 fr.

Ce crédit est demandé pour les dépenses résultant des travaux ci-après :

Installation à Cherbourg d'une grue roulante électrique pour le déchargement rapide des navires qui desservent le service des subsistances. Le coût en sera d'environ..... 50.000

Allongement des voies de garage de l'arsenal Toulon. La dépense est évaluée à..... 22.000

Total égal..... 72.000

CHAPITRE 18. — *Service des approvisionnements de la flotte. — Salaires.*

Crédit demandé par le Gouvernement 100,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 100,000 fr.

La pénurie du personnel docker a obligé le département de la marine à employer des marins pour les manutentions de charbon qui ont été effectuées dans les ports.

Conformément à l'article 256 du décret du 17 juillet 1908, portant réorganisation du corps des équipages de la flotte, les indemnités de travail allouées aux marins mis à la disposition des directions sont imputées sur les fonds généraux attribués au payement des salaires d'ouvriers. Les allocations qui leur sont accordées ont été fixées aux chiffres suivants par la circulaire du 5 décembre 1914 :

Temps de paix. — 5 centimes pour toute heure de travail fournie pendant la journée normale de huit heures et 10 centimes pour toute heure supplémentaire en dehors des huit heures.

Temps de guerre. — Ces allocations horaires peuvent être portées à 10 centimes et 15 centimes.

Le chapitre 18 ne possède pas de crédits pour supporter le surcroît de dépenses résultant de l'emploi de la main-d'œuvre militaire, les manutentions de charbons étant ordinairement confiées à des entrepreneurs et imputées alors sur les fonds du chapitre 19 : « Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires. »

L'augmentation de dépense pour l'année entière est évaluée à 200.000 fr. On demande par suite un crédit de 100,000 fr. pour le premier semestre. Cette augmentation est compensée par une réduction égale des crédits du chapitre 19.

CHAPITRE 19. — Service des approvisionnements de la flotte. — Matières et dépenses accessoires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions 114,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2 millions 114,000 fr.

La consommation moyenne mensuelle de charbon de navigation avait été, au cours des trois premiers trimestres de 1915, de 120,000 tonnes et ce chiffre avait servi de base pour le calcul des prévisions de 1916. Elle est descendue à 100.000 tonnes pendant les mois de janvier et février 1916. En tablant sur cette dernière moyenne, la consommation pour l'année entière serait de 100.000 t. × 12 = 1.200.000 t.

A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter, pour le rehaussement de l'approvisionnement des ports méditerranéens, une quantité mensuelle de 33.000 tonnes de charbons que l'amirauté britannique s'est engagée à expédier à partir du 1er mars et pendant six mois, c'est-à-dire 33.000 × 6 =..... 198.000 t.

Total..... 1.398.000 t.

soit, à raison de 60 fr. la tonne, une dépense de 83.880.000

Le prix de 50 fr. par tonne, qui avait servi à l'établissement des prévisions, ayant été reconnu beaucoup trop faible, par suite de la hausse considérable des frets, a dû être en effet porté à 60 fr.

La consommation moyenne mensuelle des combustibles liquides doit être portée à 578.000 fr., chiffre supérieur de 54,000 fr. aux évaluations primitives, ce qui donne pour l'année 578.000 fr. × 12 = 6.936.000

Cette augmentation provient, comme pour le charbon, de la hausse des frets.

Les prévisions de dépenses pour les matières et objets délivrés à la flotte ne subissent pas de changement, ci..... 9.371.000

Il en est de même pour l'outillage et le matériel des magasins.. 540.000
et pour les dépenses des immeubles..... 128.000

La mise à la charge du Gouvernement britannique des frais de pilotage, remorquage et lamanage de ses navires de commerce permet de réduire les dépenses de cette nature à la somme de..... 1.400.000

Enfin, en ce qui concerne les réquisitions, affrètement de navires et de matériel flottant, le montant des dépenses probables paraît pouvoir être fixé à..... 17.200.000

Total..... 119.455.000

Ce chiffre peut-être diminué d'une somme de..... 200.000
par suite de ce fait que les manutentions de charbon dans les ports étant effectuées par des marins, la dépense est imputée sur le chapitre 18, au titre duquel un crédit additionnel est demandé.

Reste pour les prévisions de l'année..... 119.255.000

soit pour un semestre : 59,627,500 fr., au lieu du chiffre de 57,513,500 fr. primitivement prévu.

On sollicite en conséquence un crédit additionnel de 2,114,000 fr., égal à la différence.

CHAPITRE 23. — Personnel du service des constructions navales.

Crédit demandé par le Gouvernement 1,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,500 fr.

Ce crédit est prédestiné à rémunérer les travaux supplémentaires effectués par les agents techniques d'études (dessinateurs) pendant le premier semestre.

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit dont il s'agit, sous réserve des observations formulées à l'occasion de la demande de crédits présentée au titre du chapitre 1 *bis*.

CHAPITRE 35. — Ouvrages maritimes, voirie et immeubles administrés par le service des travaux hydrauliques. — Entretien et service général, y compris les dépenses indivises.

Crédit demandé par le Gouvernement, 20,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 20,000 fr.

Les crédits demandés sur ce chapitre ont deux objets ;

1° Réfection des appontements de Castigneau.

Ces appontements en bois sont déjà anciens. Sept d'entre eux ont besoin d'une réparation urgente et immédiate pour continuer à servir au ravitaillement de nos forces navales en combustibles, en eau et en vivres. Ces réparations, qui consistent dans le remplacement de nombreux pilots et de pièces de charpente, seront effectuées de manière à ne pas immobiliser ces importants ouvrages.

La dépense est évaluée à 70.000 fr. somme sur laquelle..... 18.000
sont compris dans la présente demande. Le surplus est inscrit dans les crédits provisoires du troisième trimestre.

2° La création de postes de commandants de la marine à Calais, Boulogne, Dieppe, Rouen, La Rochelle et Bordeaux rend nécessaire la location, dans les cinq premiers de ces ports, de bureaux et de logements pour ces officiers supérieurs.

La dépense résultant de ces locations est d'environ 10,000 fr. pour les huit derniers mois de l'année. Une somme de..... 2.000
est demandée dans le présent collectif; 4.000 fr. sont compris dans les crédits provisoires du troisième trimestre et le surplus sera sollicité pour le quatrième trimestre.

Total égal au crédit demandé..... 20.000

CHAPITRE 36. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution.

Crédit demandé par le Gouvernement, 49,500 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 49.500 fr.

CHAPITRE 36 *bis*. — Services administratifs. — Personnel de gestion et d'exécution. — Rémunération d'auxiliaires recrutés à l'occasion de la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 39,470 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 39,470 fr.

Ces crédits sont destinés, jusqu'à concurrence de 31,500 fr., à la rémunération, pendant le premier semestre, de travaux supplementaires effectués en dehors des heures réglementaires.

Le surplus doit faire face au supplément de dépense résultant, pour la même période, du rehaussement du taux de l'indemnité allouée jusqu'ici aux commis auxiliaires temporaires. Cette indemnité, qui était de 720 fr. en moyenne, ne suffisait plus pour permettre de conserver les agents en fonctions, ni d'en recruter de nouveaux. Le département s'est trouvé, dans ces conditions, dans l'obligation de la porter à 1,200 fr. en moyenne jusqu'à la fin des hostilités (décret du 8 janvier 1916).

Votre commission des finances vous propose d'accorder les crédits sollicités, sous réserve des observations formulées à l'occasion de la demande de crédits présentée au titre du chapitre 1 *bis*.

CHAPITRE 38. — Allocations diverses, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement 770,000 fr.
Crédit voté par la Chambre 770,000 fr.
Crédit proposé par votre commission des finances 520.000 fr.

L'administration a justifié comme suit sa demande de crédit :

« Le chapitre ci-dessus est destiné à recevoir l'imputation des dépenses les plus diverses, telles que les salaires des ouvriers mobilisés, les capitaux constitutifs de rentes viagères en faveur des ouvriers et ouvrières, non immatriculés, victimes d'accidents du travail, les frais de télégrammes et de change, les dépenses à l'extérieur, le remboursement aux officiers de marine de pertes d'effets non délivrés par l'Etat, etc.

« Le chapitre contient également des crédits permettant d'accorder aux ouvriers des congés payés de six jours. Les congés payés, qui étaient, avant la guerre, d'une durée de douze jours, avaient été suspendus dès la mobilisation. Aucun crédit ne fut donc compris pour cet objet dans le budget de 1915; mais étant donnée la prolongation des hostilités et en présence de l'effort soutenu fourni par les ouvriers, le département décida de leur accorder des congés de six jours. Le principe en a été admis par le Parlement, qui a accordé au chapitre correspondant de l'exercice 1915 un crédit destiné à l'application de cette mesure : il est nécessaire d'allouer également pour 1916 les moyens de faire face à la dépense.

« D'autre part, on a éliminé des prévisions de 1916 certaines catégories de dépenses, notamment en ce qui concerne les trousseaux des élèves des grandes écoles ; enfin, les allocations de toute nature, secours et autres dépenses d'assistance, ont été réduits au strict minimum.

« En définitive, le département, en établissant, au mois d'octobre dernier, les prévisions budgétaires de l'exercice 1916, s'est inspiré de la plus grande économie, en limitant ses demandes aux dépenses strictement obligatoires. Faisant état de tous les éléments d'appréciation qu'il possédait à ce moment, il a déterminé, avec le plus de précision possible, le montant des crédits qui lui sont nécessaires.

« La commission du budget a réduit les crédits du premier trimestre de 250.000 fr.; les crédits du deuxième ont été, par répercussion, diminués d'une somme égale; soit une réduction totale de 500,000 fr., qu'il n'est pas possible de faire supporter au chapitre, et le département demande le rétablissement du crédit.

« De plus, le nombre des ouvriers mobilisés, dont les salaires incombent au présent chapitre, a été supérieur aux effectifs prévus de 500 hommes pendant le premier trimestre et de 300 hommes pendant le second. Il en résulte des insuffisances de crédits de 168,750 + 101,250 = 270.000 fr. Pour le troisième trimestre on prévoit, de ce chef, une insuffisance de 80,000 fr. pour laquelle un crédit égal a été compris dans les douzièmes provisoires.

« En résumé, pour l'année 1916, le département avait fixé ses prévisions initiales à la somme totale de 6 millions 506,107 fr., répartie comme suit entre les quatre trimestres :

1er trimestre	1.691.027
2e trimestre	1.487.027
3e trimestre	1.669.026
4e trimestre	1.659.027
	6.506.107

Après révision, ces chiffres sont modifiés de la manière suivante :

1er trimestre	1.859.777	
2e trimestre	1.588.277	
3e trimestre	1.749.026	
4e trimestre	1.659.027	
	6.856.107	6.856.107
Soit en plus		350.000

A ajouter :

Rétablissement des crédits supprimés pour les premier et deuxième trimestres	500.000
Total	850.000

A déduire :

Augmentation comprise dans les crédits provisoires du troisième trimestre	80.000
Reste à demander en crédits additionnels	770.000

La Chambre a voté ces crédits. Votre commission des finances persiste a penser que l'administration n'a pas tenu compte des raisons qui avaient conduit le Parlement à réduire précédemment de 250,000 fr. les crédits sollicités pour le premier trimestre au titre du présent chapitre et elle tient à manifester sa volonté en apportant une réduction d'égale somme, aux crédits additionnels actuellement demandés.

CHAPITRE 40. — Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve.

Crédit demandé par le Gouvernement, 18,500 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 18,500 fr.

Par application des dispositions de la loi du 6 mars 1916 qui a abaissé la limite d'âge des officiers de marine, un certain nombre d'officiers généraux ont été placés dans la deuxième section du cadre. Le crédit additionnel demandé a pour objet de faire face à l'accroissement de charges en résultant pour le présent chapitre au cours du premier semestre.

CHAPITRE 42. — Approvisionnements divers de la flotte. — Constitution des stocks de guerre. — Gros outillage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 292,169 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 292,169 fr.

Par suite des retards dans l'exécution de certains travaux autorisés par le Parlement pour le service des subsistances, des payements que l'on croyait pouvoir acquitter, au titre de l'exercice 1915, sur les crédits ouverts à cet effet, seront imputés sur l'exercice 1916.

Ces travaux sont les suivants :

Réfection des chais de Toulon (crédit non employé), 17,169 fr.

Installation de magasins frigorifiques à Brest et à Toulon (crédit non employé), 849,606 fr.

Le département demande, en conséquence, dans le présent collectif les crédits additionnels ci-après, qui permettront de faire face aux dépenses à liquider avant le 30 juin :

Chais de Toulon	17.169
Magasins frigorifiques	275.000
Ensemble	292.169

Une somme de 574,606 fr., reliquat du crédit de 849,606 fr., est en outre comprise dans les douzièmes provisoires du troisième trimestre pour les payements restant à faire au titre des installations frigorifiques.

CHAPITRE 47. — Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,000,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,000,000 fr.

Ce crédit est demandé pour faire face à des reports de payements de 1915 à 1916. L'exercice 1915 laissera un disponible d'égale somme.

CHAPITRE 51. — Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations.

Crédit demandé par le Gouvernement, 260,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 260,000 fr.

Ce crédit est demandé par le département de la marine en vue de faire face aux dépenses suivantes :

1° Adduction d'eau à Bizerte.

Les ressources actuelles ne sont que de 1,500 tonnes environ, alors que les besoins s'élèvent à plus de 3,000 tonnes par jour. Les recherches entreprises ont permis de découvrir, à Ras-el-Aïn, une source d'un débit assez abondant et de qualité suffisante, dont l'adduction donnera à l'arsenal et aux bâtiments toute l'eau nécessaire. Cette adduction, qui comportera, en dehors des installations d'usine élévatoire et de réservoir, une conduite en fonte de 0m,25 établie sur une longueur de 16 kilomètres, entraînera une dépense évaluée à 800,000 fr. L'augmentation des ressources en eau de notre arsenal de Sidi-Abdallah est particulièrement urgente au point de vue militaire ; les travaux devant être commencés à bref délai, on demande un premier crédit de..... 200.000 fr.

2° Le surplus du crédit sollicité, soit ..... 60.000 fr. doit servir à l'achat, pour les ports de Lorient et de Toulon, de câbles sous-marins destinés aux réparations des lignes télégraphiques et téléphoniques de la défense.

Total..... 260.000 fr.

2e Section. — *Marine marchande.*

CHAPITRE 4. — Personnel du service général.

Crédit demandé par le Gouvernement, 24,966 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances. 24,996 fr.

Afin d'éviter une crise de recrutement des administrateurs de l'inscription maritime (il n'y a pas eu de concours d'élèves en 1914 ni en 1915, et il est vraisemblable qu'il ne pourra en être ouvert un en 1916), le sous-secrétaire d'Etat a décidé, par analogie avec la mesure prise le 24 octobre 1915 par le ministre de la marine pour le corps du commissariat, de faire appel aux candidats restant admissibles du concours de 1913 et d'admettre ainsi :

3 élèves administrateurs	1891 fr. 74	× 3 =	5.684
et 2 stagiaires de l'inscription maritime	2124 fr.	× 2 =	4.248
Soit pour l'année			9.932
et pour un semestre			4.966

D'autre part, depuis la mobilisation, les services des ports éprouvent de grandes difficultés à recruter les commis auxiliaires temporaires, qui, même en temps de paix, collaborent aux travaux des bureaux. Etant donnée la cherté de la vie, la rétribution qui leur était offerte, 720 fr. par an en moyenne, ne suffisait plus à les retenir en fonctions et ne permettait pas d'en recruter de nouveaux. Un décret du 8 janvier 1916 a porté à 1,200 fr. à partir du 1er janvier et jusqu'à la fin des hostilités la rémunération de ces employés.

Il y a actuellement 61 commis auxiliaires en service. Au traitement moyen annuel de 1,200 fr., la dépense qu'ils entraînent est de 1,200 fr. × 61 = 73,200 fr.

Le disponible laissé par les commis mobilisés est de 6,012 fr. — 1,800 fr. (2 unités seulement ne continuant pas à recevoir leur traitement), soit 4,212 fr.

La dépense à prévoir pour l'année est donc de 73,200 fr. — 4.212 fr. = 68,988 fr. et pour un semestre de 34,494 fr.

Or, il n'a été accordé jusqu'ici qu'une somme de 10,000 fr.

Comme le traitement moyen ne sera peut être pas, en fait, complètement atteint, le crédit additionnel nécessaire n'est toutefois que de..... 20.000

Total égal au crédit demandé.. 24.966

CHAPITRE 5. — Dépenses diverses et secours.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,000 fr.

De même que pour les divers services administratifs de la marine militaire, l'administration de la marine marchande a dû suppléer à l'insuffisance momentanée des effectifs du personnel affecté aux bureaux en faisant travailler supplémentairement les agents demeurés en fonction et dans les mêmes conditions que leurs collègues de la marine de guerre.

La dépense prévue pour une année s'élève à 10.000 fr., soit 5,000 fr. pour le premier semestre. Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit demandé sous réserve des observations formulées à l'occasion de la demande de crédits présentée au titre du chapitre 1 *bis* de la 1re section.

CHAPITRE 6. — Frais de déplacement et de transport du personnel. — Frais de séjour et de mission.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,000 fr.

Il a été institué au sous-secrétariat de la marine, en octobre dernier, une commission chargée de poursuivre, en ce qui concerne le commerce maritime, la revision du livre II du code de commerce. Plusieurs des membres de cette commission, délégués des syndicats de capitaines au long cours, inscrits maritimes, etc., qui viennent de la province pour assister aux séances, ont demandé que leurs frais de déplacement leur fussent remboursés.

A la différence de ce qui existe pour les commissions et conseils permanents : conseil supérieur de la marine marchande, commission supérieure de sécurité de la navigation maritime, etc., il n'a été prévu jusqu'à présent au budget aucun crédit en vue d'indemniser de leurs dépenses les membres des commissions non permanentes. Or, les délégués des mêmes corporations peuvent être appelés à Paris, soit comme membres de commissions permanentes, soit comme faisant partie de commissions non permanentes. Dans le premier cas leurs frais sont remboursés, dans le second ils ne le sont pas.

Le département évalue à 2,000 fr. pour l'année entière le supplément de crédit nécessaire pour faire disparaître ces inégalités. Il demande, en conséquence, un crédit de 1,000 fr. pour le premier semestre.

CHAPITRE 11 *bis*. — Contribution aux dépenses du service international de surveillance des glaces et des épaves dans l'Atlantique.

Crédit demandé par le Gouvernement, 150,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 150,000 fr.

Aux termes des articles 6 et 7 de la convention internationale de Londres du 20 janvier 1914 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, les états contractants se sont engagés à contribuer aux dépenses de l'établissement et du fonctionnement des trois services organisés en vue de la destruction des épaves, de l'étude et de l'observation du régime des glaces et de la recherche des glaces flottantes, services dont la gestion doit être assurée par les Etats-Unis.

La part contributive de la France a été fixée, par l'article 7 précité, à 15 p. 100 des dépenses totales.

Sur l'initiative du Gouvernement britannique, prise au nom des diverses puissances intéressées, les Etats-Unis ont fait fonctionner les services en question pendant les périodes ci-après :

Année 1914 :

Navire *Senecca*, du 11 février au 5 août ;
Navire *Miami*, du 7 mars au 5 août.

Année 1915 :

Navire *Senecca*, du 3 février au 7 juillet ;
Navire *Miami*, du 6 mars au 21 juin.

La part de la France dans la dépense totale pour ces deux périodes s'élève à 23,255 dollars. Pour tenir compte des cours du change, il paraît toutefois nécessaire de porter à la somme ronde de 150,000 fr. le montant du crédit à ouvrir, sauf à laisser tomber en annulation la portion non employée.

La convention précitée n'a pas été encore ratifiée par le Parlement. La Chambre n'a pas voté le projet de loi déposé dans cet objet le 13 avril 1916 sur son bureau et le rapporteur de ce projet estime qu'un assez long délai s'écoulera avant son vote par les deux Chambres.

Il n'en serait pas moins regrettable, surtout dans les circonstances présentes, de différer le remboursement dont notre pays est redevable envers les Etats-Unis. Aussi votre commission des finances vous propose d'accorder dès maintenant le crédit sollicité.

CHAPITRE 28. — Subvention à la caisse des invalides de la marine.

Crédit demandé par le Gouvernement 40,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 40,000 fr.

La réglementation du ministère de la marine, à la différence de celle du département de la guerre, ne comporte aucune allocation en faveur des ascendants des officiers et marins décédé pendant les hostilités.

La présente demande de crédit a pour but de remédier à cette lacune en venant en aide à ces ascendants par l'attribution de secours mensuels.

Ces secours seraient accordés aux ascendants qui, après enquête, auraient été reconnus ne pas disposer de moyens suffisants d'existence et à l'égard desquels l'officier ou le marin décédé remplissait les devoirs de soutien de famille.

Le montant de ces secours pourrait être au maximum de la demi-solde (pour les officiers) et serait égal à celui des délégations réglementaires pour le personnel des équipages de la flotte.

La dépense est évaluée à 160,000 fr. pour l'année entière. Pour le trimestre en cours, il y a lieu d'accorder, en conséquence, un crédit additionnel de 40,000 fr., qui s'ajouterait à la subvention allouée à la caisse des invalides de la marine.

Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts, et des inventions intéressant la Défense nationale.

1re section. — *Instruction publique et inventions intéressant la Défense nationale.*

CHAPITRE 6 *bis*. — Dépenses pour l'enseignement des jeunes Serbes en France.

Crédit demandé par le Gouvernement, 140,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 140,000 fr.

L'augmentation de crédit demandée pour ce chapitre s'explique par l'extension de notre œuvre d'assistance à l'égard de la jeunesse scolaire serbe, extension qu'il n'était pas possible de prévoir et de mesurer exactement.

Quand le Parlement a décidé d'accueillir, dans les internats de nos lycées, collèges et écoles primaire supérieures, les jeunes Serbes, garçons et filles, en état de recevoir l'enseignement donné dans ces établissements, on avait estimé à 500 environ le nombre des enfants qui pourraient venir en France et bénéficier de cette hospitalité. En prenant pour base le prix moyen de 850 fr. pour la pension d'un enfant pendant un an, on avait évalué à 425,000 fr. le crédit annuel nécessaire pour l'entretien pendant l'année 1916 de ces 500 enfants. En fait, le Parlement avait accordé, pour le premier trimestre, un peu moins du quart de cette somme, soit exactement 100,000 fr.

Dès le premier trimestre, le crédit s'étant trouvé insuffisant, un supplément de 110,000 fr. avait été accordé au ministre de l'instruction publique, ce qui avait porté à 210,000 fr. le crédit trimestriel. Mais le nombre des élèves serbes, admis dans nos établissements, n'a cessé de croître et s'augmente encore tous les jours.

En ce moment, nous avons plus de 1,800 boursiers serbes et l'on peut prévoir que, lorsque tous les placements seront opérés, on atteindra le chiffre de 2,200.

Si l'on prend toujours le même prix de base de 850 fr. par an pour la pension de chaque enfant, il faudrait donc disposer d'un crédit annuel de 1,700,000 fr., soit 425,000 fr. par trimestre.

On croit, cependant, pouvoir limiter à 350,000 francs la dépense totale afférente au deuxième trimestre, ce qui réduit à 140,000 fr. le chiffre additionnel demandé.

En effet, par suite du placement d'un assez grand nombre de ces enfants dans les établissements où le prix de la pension annuelle est inférieur à 850 fr., on a pu abaisser un peu le chiffre de la dépense totale. D'autre part, un certain nombre d'enfants n'ont été admis dans nos établissements qu'en cours du trimestre, d'où une nouvelle économie.

Par contre, les dépenses des deux derniers trimestres se rapprocheront très sensiblement du chiffre de 425,000 fr., si même elles ne le dépassent, en raison des frais accessoires de matériel, d'enseignements supplémentaires, que l'afflux de cette clientèle si nombreuse et si particulière a entraînés et entraînera encore.

2e section. — *Beaux-Arts.*

CHAPITRE 91 *bis*. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'aménagement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 94,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a demandé que le crédit inscrit au chapitre 91 du budget de la 2e section de son département pour l'agrandissement de la Bibliothèque nationale fut transféré à un chapitre nouveau pour permettre d'effectuer les travaux d'aménagement suivants :

1° La transformation d'une partie de la salle publique de lecture de la rue Colbert en magasin pour les collections du département des manuscrits ;

2° L'affectation au département des médailles de la grande salle du premier étage sur le jardin ;

3° Le transfert du poste de police de la rue de Richelieu à la rue Vivienne.

Il n'a pas paru à la Chambre que les travaux projetés présentassent le caractère d'urgence indiqué par le Gouvernement. « Dans les circonstances que nous traversons, a exposé l'honorable M. Péret dans son rapport, il faut écarter toutes les dépenses qui ne trouvent pas leur justification dans des nécessités absolument indiscutables et le fait qu'il s'agit ici n'on d'une augmentation de crédit proprement dite, mais d'un changement d'affectation ne constitue pas une raison suffisante d'accorder le crédit. »

La Chambre n'a pas voté le crédit sollicité.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision, qui lui paraît justifiée.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1re section. — *Commerce et industrie.*

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,300 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,300 fr.

CHAPITRE 3. — Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 825 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 825 fr.

CHAPITRE 5. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,300 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,300 fr.

Le Parlement a sanctionné la création pour la durée de la guerre d'un service technique au cabinet du ministre du commerce, en accordant par la loi du 30 mars 1916, au titre des chapitres 1, 3 et 5 du budget de ce département, des crédits s'élevant au total à 2,725 fr., en vue d'assurer le fonctionnement du service en question.

Ces prévisions se sont trouvées insuffisantes. Les opérations qui incombent au service ont été, en effet, accrues dans de notables proportions et, en vue de satisfaire aux besoins en matières premières de l'industrie privée, qui se révèlent de plus en plus nombreux, il a été nécessaire de donner à cet organisme une extension nouvelle.

Le service technique est assuré dans son ensemble par des militaires mis à la disposition du ministre, par quelques fonctionnaires du département et, à titre bénévole, par des personnes dégagées de toute obligation militaire. Il n'en a pas moins été nécessaire d'adjoindre à ce personnel des dames auxiliaires pour les travaux de sténo-dactylographie, de traduction et de classement, ainsi qu'un personnel de service.

Il y a lieu en outre de pourvoir aux dépenses de matériel (chauffage et éclairage des locaux, fournitures des articles de bureau, frais de

voitures, menues dépenses) et aux frais occasionnés par les enquêtes sur place, qui nécessitent des déplacements fréquents.

Les dépenses prévues pour le deuxième trimestre de 1916 sont les suivantes :

1° Personnel :

Chapitre 1er.

6 sténo-dactylographes à 5 fr. par jour....	5 × 90 × 6 =	2.700
1 secrétaire-traductrice à 200 fr. par mois.	200 × 3 =	600
3 auxiliaires à 5 fr. par jour.....	5 × 90 × 3 =	1.350
Total.....		4.650

Chapitre 3.

2 garçons de bureau à 5 francs par jour.....	5 × 90 × 2 =	900
1 femme de service à 100 francs par mois.....	100 × 3 =	300
Total.....		1.200

2° Matériel :

Chapitre 5.

Fournitures de bureau, chauffage et éclairage.....	2.000
Frais de voitures et menues dépenses.	500
Frais de déplacements.....	1.800
Total.....	4.300

La loi du 30 mars 1916 ayant déjà accordé au titre des chapitres ci-dessus des crédits s'élevant respectivement à 1,350 francs, 375 francs et 1,000 francs, les crédits additionnels nécessaires pour le deuxième trimestre ressortent à :

1° Chap. 1er : 4.650 — 1,350 = 3,300 fr.
2° Chap. 3 : 1,200 — 375 = 825 fr.
3° Chap. 5 : 4,300 — 1,000 = 3,300 fr.

CHAPITRE 28. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel. — Indemnités et allocations diverses, secours, etc.

Crédit demandé par le Gouvernement, 19,215 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 19,215 fr.

Il n'existe pas au ministère du commerce (1re section) de crédit permettant de subvenir aux frais de détachement de fonctionnaires de l'enseignement technique dans des écoles pratiques ou autres.

L'arrêté ministériel du 9 mars 1914 prévoit seulement l'allocation de frais de déplacement aux divers fonctionnaires du département. Ces frais varient de 6 à 25 fr. par jour, suivant leur catégorie et leur grade, et suivant qu'il s'agit de journées de déplacement avec ou sans découcher. Mais ces déplacements, ayant généralement une mission spéciale pour objet, sont toujours de courte durée et l'on ne saurait leur assimiler les détachements prolongés de maîtres de l'enseignemement techniqne dans des écoles pratiques,

Or, un certain nombre de fonctionnaires des écoles pratiques, qui ont dû être fermées par suite des événements, ont été détachés provisoirement dans d'autres établissements, ce qui a imposé à ces fonctionnaires des frais supplémentaires,

Le Gouvernement propose de leur accorder des allocations analogues à celles que touchent leurs collègues des régions envahies en vertu des dispositions du décret du 31 mars dernier. Ces dispositions sont les suivantes :

« Ne bénéficient de l'indemnité spéciale que les fonctionnaires dont le traitement n'excède pas 6,000 fr. par an.

« L'indemnité dont il s'agit est exclusive de l'allocation de toutes indemnités réglementaires auxquelles peuvent prétendre les agents de la même administration, losqu'ils sont appelés à servir en dehors de leur résidence normale. Elle est précomptée sur tout émolument accessoire qui pourrait être attribué à l'agent évacué, à raison des fonctions auxquelles il serait momentanément appelé. Elle ne peut se cumuler qu'avec les indemnités réglementaires destinées soit à tenir compte de la cherté de vie particulière à une ville ou à une région, soit à couvrir des débours effectifs, tels que frais de transport, de tournée ou de bureau inhérents à la fonction.

« L'indemnité est décomptée au taux de 1 fr. 25 par journée (jours fériés et dimanches compris), sans distinction d'administration, ni de grade. Elle est majorée, le cas échéant :

« 1° De 1 fr. 25 pour les agents mariés et non divorcés ou séparés judiciairement;

« 2° De 50 centimes par personne à la charge de l'agent.

« Sont considérés comme personnes à la charge de l'agent :

« 1° Ses enfants, âgés de moins de seize ans, lorsque l'agent est marié ou veuf ou lorsque, divorcé ou séparé judiciairement, il a la garde des enfants;

« 2° La mère ou la belle-mère veuve vivant habituellement avec l'agent.

« Pour l'attribution des majorations de 1 fr. 25 et de 50 centimes ci-dessus déterminées, les femmes, enfants, mères ou belles-mères des agents évacués n'entrent en ligne de compte, qu'autant qu'ils se sont eux-mêmes repliés et que leur entretien et leur subsistance incombent présentement et effectivement à ces agents.

« Lorsque la femme de l'agent est elle-même fonctionnaire, chacun d'entre eux ne peut recevoir qu'une indemnité de 1 fr. 25 et les majorations de 50 centimes ne peuvent être éventuellement accordées qu'à l'un ou à l'autre des deux époux.

« Les agents qui reçoivent le logement en nature dans leur résidence provisoire, ne perçoivent que 50 p. 100 de l'indemnité calculée comme ci-dessus. »

Le crédit de 19,215 fr. ci-dessus indiqué correspond à la dépense qu'occasionnerait, pour le premier semestre de 1916, l'application aux trente fonctionnaires de l'enseignement technique, détachés comme il vient d'être dit, et à leurs familles, des tarifs d'indemnités prévus en faveur des agents des régions envahies repliés devant l'ennemi.

La mesure proposée est strictement équitable et votre commission des finances n'y fait pas d'objection.

CHAPITRE 49 *bis*. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques (personnel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 12,000 fr.

CHAPITRE 49 *ter*. — Office des produits chimiques et pharmaceutiques (matériel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 6,000 fr.

L'office des produits chimiques et pharmaceutiques a été créé par décret du 17 octobre 1914 avec la mission de constater les quantités existantes de produits chimiques ; d'évaluer leur production actuelle, d'assurer les approvisionnements et leur répartition, de développer en France une production plus intense de produits nouveaux. Le but de cette création était donc d'instituer un centre d'action pour stimuler l'industrie nationale.

Le personnel de l'office comprend presque exclusivement des membres de l'enseignement supérieur tout particulièrement qualifiés par leurs travaux personnels. Un comité de direction réunit de hautes personnalités politiques, administratives, industrielles et scientifiques. Ces collaborateurs ont mis en commum leurs connaissances théoriques et techniques, aussi bien que leurs relations dans le monde des activités scientifiques et industrielles, pour susciter et diriger les initiatives individuelles vers la production de substances non encore fabriquées en France et pour accroître leur production normale.

Le rôle de l'office s'est affirmé aussi bien par les services qu'il a rendus à l'industrie nationale et à l'administration de la guerre que par ses initiatives en vue de l'organisation future de l'industrie chimique en France.

La direction de l'office et celle de la plupart de ses services étant assurés à titre bénévole, une somme de 2,000 fr. par mois paraît suffisante pour couvrir les dépenses de personnel, savoir :

Indemnités à des chefs de service,....	1.500
3 dactylographes à 150 fr. par mois....	450
1 gardien de bureau et de laboratoire.	50
Total.....	2.000

Soit pour les six premiers mois de 1916 (2,000 fr. × 6) 12,000 fr.

Quant aux dépenses de matériel, elles comprennent l'entretien du matériel, l'impression des rapports des commissions, les frais de bureaux, les frais de missions, quelques dépenses diverses.

Elles sont évaluées à 1,000 fr. par mois, soit pour les six premiers mois de 1916 (1,000 fr. × 6) 6,000 fr.

On demande, en conséquence, des crédits additionnels d'égales sommes.

Pour les troisième et quatrième trimestre, les prévisions nécessaires seront comprises dans les douzièmes provisoires.

Le Gouvernement nous a fait connaître dans la note suivante les premiers résultats obtenus par l'Office.

Ces résultats ont trait :

1° Au fonctionnement de l'industrie chimique pendant la guerre ;

2° A l'étude de questions relatives à la Défense nationale et à la production des explosifs ;

3° Aux projets de réorganisation de l'industrie chimique en France.

I. — Fonctionnement de l'industrie chimique pendant la guerre.

Pour favoriser le fonctionnement de l'industrie chimique dans le double but d'augmenter notre résistance économique et d'assurer à l'administration de la guerre la fourniture des produits indispensables, l'office a étudié ou pris une série de mesures qui ont abouti aux résultats suivants :

a) Remise en marche d'usines de produits chimiques;

b) Règlement provisoire de la question des matières tinctoriales et reconstitution de l'industrie des colorants en France. L'office a obtenu et assuré la mise en marche d'usines allemandes sous séquestre dans la mesure où leur fonctionnement était indispensable à la vie industrielle du pays.

Il a réglé la répartition des stocks de matières colorantes non réservés à l'armée, pour empêcher leur accaparement et leur envoi à l'étranger. Il effectue cette répartition.

L'Office a mis au point un certain nombre de procédés de fabrication. C'est ainsi qu'il a étudié industriellement la préparation de l'acide monochloracétique nécessaire à la fabrication de l'indigo artificiel obtenu actuellement à Creil pour les besoins de l'Intendance. Il espère que la production va permettre incessamment de distribuer une certaine quantité de ce colorant à l'industrie privée.

Il a obtenu du service de la guerre les matières premières nécessaires pour produire les colorants les plus indispensables et, grâce à M. le ministre du commerce, il a pu réaliser une entente entre les différents fabricants de France en vue de cette production. Il a dû faire appel provisoirement au concours d'une société suisse pour arriver à faire face dans la mesure du possible aux besoins de nos industriels. Cette organisation commence aujourd'hui à donner des résultats;

c) Répartition de produits laissés à la disposition de l'industrie par le ministère de la guerre.

L'office a obtenu la libre disposition d'une certaine quantité de matières premières pour permettre la fabrication de l'aniline. Il procède mensuellement à la répartition de la quantité fabriquée.

De même, il procède à la répartition de la quantité de solvent-naphta (produit utilisé par les fabricants de caoutchouc, de vernis, les dégraisseurs, etc.) laissée disponible par le service de la guerre.

Il répartit aux pharmaciens le phénol et l'alcool réquisitionnés. On peut juger de l'importance de cette besogne par le nombre des intéressés qui dépasse 8,000.

Il a obtenu de la guerre les matières premières nécessaires pour assurer notre ravitaillement en dérivés du groupe salicylique (aspirine, salicylates, acide salicylique) et du groupe du pyramidon et de l'antipyrine. Il fait la répartition mensuelle.

D'une manière générale, il étudie et réalise les mesures susceptibles de concilier les intérêts de la défense nationale et les intérêts économiques du pays.

d) Interventions pour faciliter la reprise des affaires industrielles (obtention de matières

premières, avis sur les dérogations aux prohibitions de sorties, etc., etc.)

e) Conseils techniques (conseils donnés et travaux faits par des chefs de service pour favoriser le fonctionnement et l'organisation d'industries chimiques). Grâce à ces conseils et études des produits d'origine austro allemande ont pu être remplacés par des produits français.

II. — Étude de questions relatives à la Défense nationale.

La production des explosifs doit correspondre à une consommation de munitions toujours plus grande. L'office s'est préoccupé de cette production dès le début des hostilités et a prêté son concours.

1° Au point de vue de l'approvisionnement en matières premières :

2° Par l'étude des procédés de fabrication;

3° En assurant d'importantes participations de l'industrie privée à la fabrication des explosifs et des produits chimiques destinés aux différents services de la guerre et en donnant à ces industries l'orientation nécessaire.

III. — Réorganisation de l'industrie chimique en France.

Un des grands rôles de l'office consiste à participer à la réorganisation de l'industrie chimique en France.

A cet effet, il a déjà entretenu plusieurs sociétés de l'opportunité d'établir en France certaines fabrications qui nous manquent (chromates, permanganates, etc.) et de développer la production de certaines substances d'intérêt primordial. En particulier, l'office s'occupe de la reconstitution définitive de l'industrie des matières colorantes en France.

Pour envisager le problème dans toute sa généralité et provoquer toutes les mesures que comporte sa solution si compliquée, il a institué deux groupes de commissions, les unes chargées d'étudier les questions pouvant nécessiter des mesures législatives : les autres, pour l'étude des questions d'ordre plus spécialement technique.

Ces commissions réunissent des spécialistes possédant souvent la double qualités d'hommes de science et d'industriels, qui ont, en tout cas, une compétence et une autorité indiscutées et qui établissent le trait d'union tant désiré entre la science et l'industrie.

Les travaux de ces commissions sont très avancés. Deux de leurs rapports sont imprimés.

Les efforts que comporte la réorganisation de l'industrie chimique en France sont provoqués, orientés par l'Office qui, à cet effet, joue un double rôle ; rôle d'intervention, rôle de consultation.

2e section. — *Postes et télégraphes.*

CHAPITRE 11. — *Rétribution des agents non commissionnés et frais d'aide.*

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit ci-dessus était demandé par le Gouvernement en vue de la constitution, dans certaines régions, d'un comité composé du directeur du département chef-lieu de région et de deux médecins, comité dont la mission consisterait à examiner les agent réformés au cours des hostilités et qui voudraient demeurer dans l'administration des postes. Les médecins seraient rémunérés à raison de vingt francs la séance et la dépense annuelle est évaluée à 8,000 fr.

« Nous reconnaissons volontiers avec le Gouvernement, a exposé l'honorable M. Raoul Péret, dans son rapport, qu'il est nécessaire de déterminer d'une manière précise le degré d'aptitude physique des intéressés, avant de décider qu'ils seront maintenus dans leur emploi; mais, il est tout naturel de s'adresser pour cela aux médecins habituels de l'administration; il conviendrait, d'autre part, de décider que ce maintien ne sera définitif qu'au bout d'un certain temps, lorsqu'on aura acquis la certitude que l'agent a recouvré l'intégrité des facultés physiques nécessaires à l'exercice de son emploi. La commission n'a donc pas cru devoir accorder le crédit. Si, d'ailleurs, le département du commerce donnait suite à son projet de création d'un comité de médecins, la dotation du chapitre est assez élevée pour lui permettre de faire face à la dépense que cette création entraînerait. »

La Chambre, suivant les conclusions de sa commission du budget, a rejeté le crédit demandé. Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

CHAPITRE 15. — Indemnités diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 292 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 292 fr.

Le crédit de 292 fr. demandé représente pour le mois de juin la dépense qu'entraînera sur la présent chapitre, au titre des indemnités pour frais de séjour, la création par transformation de 116 emplois de dames dans les bureaux de la Seine hors Paris et des départements.

Cette dépense est compensée largement par l'économie réalisée sur le chapitre 10 au titre du traitement des agents.

La mesure proposée a pour objet de substituer dans les effectifs des services d'exécution 116 emplois de dames à 85 emplois de commis.

Cette substitution est rendue nécessaire par l'appel sous les drapeaux des classes 1904, 1903 et 1902, qui aura pour effet de réduire encore davantage le cadre des commis déjà très diminué par le départ des plus jeunes classes et de mettre l'administration dans la nécessité d'augmenter le personnel des auxiliaires de toutes catégories utilisés dans les bureaux,

Or, le service ne saurait être effectué d'une manière satisfaisante que si le personnel est encadré par des agents titulaires déjà exercés.

Comme le recrutement des commis n'est plus possible, l'encadrement des auxiliaires ne peut être assuré que par des dames titulaires, c'est-à-dire ayant satisfait à un examen spécial et dont la plupart proviennent du cadre des aides et sont par suite très au courant du service.

CHAPITRE 15 *bis*. — Frais de remplacement du personnel mobilisé.

Crédit demandé par le Gouvernement, un million 100.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,100,000 fr.

Les frais à titre de remplacement du personnel mobilisé se sont élevés, pendant le premier trimestre de l'année courante, au total de 4.250.000 francs correspondannt ainsi au crédit obtenu pour la même période.

La mobilisation des classes 1905 et 1906 du personnel agent n'ayant eu lieu qu'à la fin du mois de février, la dépense résultant de cette mesure n'apparaissait que pour un tiers environ dans le chiffre global ci-dessus.

Aussi dans leurs prévisions de dépenses pour le deuxième trimestre formulées au début du mois de mars, les chefs de service ont ils indiqué un total de 4,850,000 fr. comme nécessaire au même titre pour ce dernier trimestre. Les directeurs tenaient également compte, dans leurs évaluations approximatives, de la mobilisation des classes 1903 et 1904 envisagée comme devant être effectuée au cours du deuxième trimestre.

Le crédit accordé étant le même que pour le premier trimestre, le déficit provenant des mesures prises au moment où les directeurs établissaient leurs prévisions sera de :

4,850,000 fr. — 4,250,000 fr. = 600,000 fr.

Il convient de remarquer, en outre, que le départ des classes 1903 et 1904 a eu lieu le 10 avril., c'est-à-dire beaucoup plus tôt que les chefs de service départementaux ne l'avaient escompté. Pour cette raison, aucun d'eux n'a compris dans ses prévisions les crédits indispensables au remplacement des unités appartenant à la classe 1902 qui a été rappelée sous les drapeaux depuis le 25 mai dernier.

Le supplément de dépense qui sera occasionné de ce fait ne sera pas inférieur à 500,000 fr.

L'insuffisance totale de crédits au 30 juin sur le chapitre 15 *bis* ressort donc à :

600,000 fr. + 500,000 fr. = 1,100,000 fr.

CHAPITRE 19. — Matériel des bureaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 303,610 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 303,610 fr.

Le crédit additionnel demandé sur ce chapitre s'applique aux objets ci-après :

I. — Par suite du renchérissement de certaines denrées et spécialement des matières nécessaires pour le chauffage et l'éclairage, les receveurs des postes se trouvent hors d'état de faire face, au moyen des sommes qui leur sont allouées à cet effet, aux dépenses qui leur incombent pour l'entretien des bureaux.

Un crédit de 170.000 fr. a déjà été accordé par le Parlement, dans les douzièmes du premier trimestre, pour remédier à cette situation. Mais, d'une étude à laquelle il vient d'être procédé dans les départements, il résulte que ce supplément ne permettra de compenser que dans une mesure tout à fait insuffisante le montant des excédents de dépenses supportées par les receveurs. Une nouvelle augmentation de 300,000 fr. paraît indispensable.

II. — Il est nécessaire, en outre, de pourvoir sans délai d'un dispositif de protection intérieure contre les vols les 95 boîtes des bureaux de Paris affectées spécialement au dépôt des correspondances adressées aux militaires.

Les ressources du chapitre 19 ne permettant pas de faire face à cette dépense, il y a lieu de prévoir à cet effet un crédit additionnel de 3,610 fr.

Le crédit à ouvrir sur le présent chapitre s'élève donc à (300.000 + 3.610) 303,610 fr.

CHAPITRE 20. — Impressions et publications.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,600 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10,600 fr.

L'administration est tenue, comme en temps ordinaire, de remettre aux abonnés qui souscrivent de nouveaux contrats un exemplaire de l'*Annuaire des téléphones* par poste principal.

De plus, les documents de l'édition 1914 ayant été maintenus en service par suite des circonstances, il est devenu nécessaire, sans attendre une réimpression générale qui ne pourra être effectuée qu'en 1917 au plus tôt, de remplacer par des volumes neufs de la même édition un grand nombre de volumes mis hors d'usage par une utilisation prolongée, aussi bien chez les abonnés que dans les bureaux.

Or, les approvisionnements constitués il y a deux ans sont à peu près épuisés. Le nombre de volumes de la région de Paris nécessaires aux besoins jusqu'à la fin de l'année courante peut être évalué à 8,000.

Le prix de revient unitaire étant de 2 fr. 65 et 4,000 exemplaires pouvant être achetés au moyen d'une partie du crédit inscrit au budget de 1916 pour solder les dépenses d'impression d'un supplément à chacun des deux volumes de Paris et des départements, c'est donc une dotation supplémentaire de (2 fr. 65 × 4,000) 10,600 fr. qui sera nécessaire.

Pour lui permettre de faire les commandes utiles, il est indispensable que l'administration dispose dès maintenant de ce crédit additionnel.

CHAPITRE 22. — Transports postaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 261,250 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 261,250 fr.

Le contrat conclu avec la compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exécution du service maritime postal entre Calais et Douvres, est venu à expiration le 31 décembre 1915. Les deux paquebots affectés à ce service par la compagnie ayant été réquisitionnés par l'autorité maritime, il n'a pas été possible de conclure un nouveau contrat qui aurait eu effet à partir du 1er janvier 1916.

En conséquence, il a été nécessaire de faire appel au concours des navires libres du commerce pour le transport des correspondances entre la France et l'Angleterre.

Les navires libres du commerce sont également utilisés, dans une large mesure, en raison des circonstances et difficultés actuelles,

pour le transport de la correspondance entre la France et le Maroc.

La rétribution allouée par l'administration des postes aux capitaines de bâtiments libres, c'est-à-dire non reconnus comme paquebots-poste et ne bénéficiant pas, d'autre part, des primes prévues par les lois sur la marine marchande, est fixée par l'article 5 de la loi du 14 août 1907, ainsi qu'il suit, sauf arrangement différent avec les pays intéressés ou les compagnies de navigation :

1° Pour les parcours n'excédant pas 300 milles marins, 1 fr. par kilogramme de lettres ou de cartes postales et 20 centimes par kilogramme d'autres objets,

2° Pour les parcours dépassant 300 milles marins, 3 fr. par kilogramme de lettres et cartes postales et 40 centimes par kilogramme d'autres objets.

Le premier de ces tarifs est applicable aux transports postaux effectués par les navires libres du commerce naviguant entre la France et l'Angleterre (moins de 300 milles) ; le second, aux transports effectués entre la France et le Maroc (plus de 300 milles).

Certaines compagnies de navigation ont d'ailleurs accepté, sur la demande de l'administration des postes, des arrangements pour le règlement des frais de transport dans des conditions moins onéreuses.

Expéditions pour le Maroc. — La compagnie Paquet transporte les sacs postaux à destination ou provenant du Maroc au prix forfaitaire de 2 fr. 50 par sac.

La compagnie générale transatlantique a consenti à transporter les sacs postaux contenant exclusivement des correspondances adressées aux militaires et marins en résidence au Maroc au prix de 1 fr. 50 par kilogramme de lettres et de 20 centimes par kilogramme d'autres objets, soit avec une réduction de 50 p. 100 sur le tarif fixé par la loi du 14 août 1907 (3 fr. par kilogramme de lettres et 40 centimes par kilogramme d'autres objets).

Expéditions sur l'Angleterre. — D'importants courriers ont été expédiés aux mois d'août, de septembre, d'octobre et de novembre 1914, *via* le Havre-Southampton et, depuis le mois de février 1915, par la voie de Dieppe-Folkestone ; les compagnies qui ont transporté ces courriers ont accepté une rémunération de 1 fr. 25 par sac de correspondances.

Un relèvement de crédit est indispensable pour faire face à la charge nouvelle que supporte ainsi le chapitre 22.

La suppression du service postal entre Calais et Douvres rendant disponible sur le chapitre 38 une somme de 522,500 fr., l'administration propose d'affecter cette somme au chapitre 22.

Pour le premier semestre, le crédit à transférer se monte à 261,250 fr.

CHAPITRE 33. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 50,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Le trafic des objets recommandés (lettres ou paquets) adressés aux militaires a pris une importance considérable qui se maintiendra pendant la durée des hostilités. Le chiffre de ces envois dépasse, pour les militaires, 5 millions par mois. A cet accroissement de trafic et, partant, de recettes, correspond naturellement une augmentation de risques et de dépenses, étant donné surtout les conditions souvent précaires de la distribution sur le front.

D'autre part, malgré les précautions prises, l'administration, qui a dû remplacer son personnel mobilisé par des auxiliaires peu habitués au service, est plus qu'en temps de paix exposée à des vols, principalement dans les gares où circulent un grand nombre de dépêches et où la surveillance est plus difficile.

Le crédit de 250,000 fr. accordé pour 1915 a été suffisant et il pouvait, en principe, servir de base aux prévisions pour 1916. Mais, depuis lors, de nombreuses réclamations pour perte d'objets expédiés en 1914 et en 1915 ont été formulées ou sont parvenues tardivement à l'administration qui, ne pouvant opposer la prescription, est tenue de les accueillir, d'où la nécessité de liquider, au cours de la présente année, un arriéré assez important.

Le crédit additionnel de 50,000 fr. demandé est destiné à faire face aux dépenses les plus urgentes.

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

CHAPITRE 19 *bis*. — Subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit.

Crédit demandé par le Gouvernement, 20,000 francs.

Crédit voté par la Chambre, 20,000 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, néant.

Dans le calcul du crédit ouvert au chapitre 19 : « Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit », qui s'élève à 60,000 francs pour le premier trimestre de 1916, soit 240,000 fr. pour l'année, le ministère du travail a fait état des subventions attribuées annuellement, depuis l'année 1893, à plusieurs fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit, fédérations qui n'ont aucun caractère commercial et constituent de purs groupements de solidarité et de propagande placés sous le couvert de la loi du 1er juillet 1901. Ces subventions atteignaient au maximum 20,000 francs par an.

Mais, depuis l'époque où la demande de ce crédit avait été établie, est intervenue la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit et le crédit au travail. Cette loi, en exigeant des sociétés coopératives qu'elles prennent la forme de sociétés commerciales, fonctionnant dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867, exclut des encouragements inscrits au chapitre 19 les fédérations visées ci-dessus.

L'intention du législateur d'encourager ces fédérations ne lui paraissant pas douteuse, le ministère du travail demande l'ouverture, à un chapitre nouveau, d'un crédit de 20,000 fr., qui serait prélevé sur le chapitre 19 et affecté spécialement aux subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit.

Les fédérations auxquelles seraient éventuellement accordées des subventions sont à l'heure actuelle :

La chambre consultative des associations ouvrières de production de France ;

La fédération régionale des associations ouvrières de production (section du Sud-Est).

La subvention de la chambre consultative a varié jusqu'ici entre un minimum de 1,500 fr. en 1896 et un maximum de 20,000 fr. en 1911. Le maximum de 20,000 fr. a eu un caractère exceptionnel. Il y a eu décision motivée de la commission de répartition en raison de la participation de la chambre consultative à l'exposition de Saint-Louis. A partir de 1900, la commission de répartition a décidé de rembourser à la chambre consultative les dépenses spéciales d'un service de comptabilité mis par elle gratuitement à la disposition des associations ouvrières fédérées ou non.

Quant à la fédération régionale des associations ouvrières de production du Sud-Est, elle n'a jamais reçu plus de 1,000 fr. annuellement.

Votre commission des finances estime que ce n'est pas dans un cahier de crédit additionnel que la question des subventions aux fédérations de sociétés ouvrières de production et de crédit peut être soulevée. Elle vous demande, en conséquence, de ne pas accueillir la demande de crédit présentée au titre du présent chapitre.

CHAPITRE 20 *ter*. — Fonds national de chômage — Office central de placement des chômeurs et réfugiés. — Matériel et dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,600 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,600 fr.

Le crédit demandé est nécessaire pour permettre à l'office central de placement de faire face à ses obligations. Il se décompose en trois parties.

Une somme de 1,500 fr. servira à solder les dépenses de transfert des bureaux de l'office dans des locaux un peu plus vastes avenue Rapp, n° 2, ceux de la rue de Bourgogne ne répondant plus aux exigences du service.

Des fiches et des relevés statistiques périodiques des opérations effectuées par les offices départementaux doivent être établis, afin d'organiser le placement des mutilés et réformés de la guerre dans les professions agricoles, industrielles et commerciales, ainsi que celui des chômeurs et des réfugiés. L'impression des fiches et des états entraînera pour l'année une dépense de 4,000 fr. ; 1,000 fr. sont demandés en addition aux crédits du premier semestre.

Enfin, la hausse du prix des fournitures de bureau paraît devoir entraîner pour celles-ci un supplément de dépenses de 400 fr. pour les trois derniers trimestres de l'année ; 100 fr. seulement sont demandés pour le deuxième trimestre.

Le crédit à ouvrir s'élève donc, au total, à 2,600 fr.

Le ministère du travail nous a communiqué les résultats très satisfaisants obtenus par l'office central de placement des chômeurs et réfugiés, qui a été créé en novembre 1914 au ministère de l'intérieur et administré par des fonctionnaires de ce ministère et de celui du travail, pour être rattaché le 1er juin 1915 au ministère du travail.

Le nombre des chômeurs est devenu d'ailleurs à l'heure actuelle presque insignifiant, ainsi qu'il résulte de la note suivante qui nous a été transmise par M. le ministre du travail et qui donne un aperçu de l'activité industrielle de notre pays au début de cette année.

Depuis le début des hostilités, les inspecteurs du travail ont procédé à des enquêtes périodiques sur l'activité économique dans leur circonscription. Ils relèvent trimestriellement l'effectif des établissements industriels et commerciaux qu'ils visitent, rapprochant cet effectif du personnel occupé par les mêmes établissements avant la mobilisation. Ces enquêtes périodiques permettent de se rendre compte de l'amélioration constante et progressive de l'activité industrielle de notre pays.

La dernière enquête, dont les résultats vont être publiés dans le prochain numéro du *Bulletin du ministère du travail*, porte sur la situation au mois de janvier 1916. Les investigations des inspecteurs se sont étendues à 49,500 établissements occupant, en temps normal, 1 million 600,000 ouvriers ou employés.

Il résulte de cette enquête que la mobilisation avait amené la fermeture de plus de la moitié des établissements industriels et commerciaux. Dès le mois d'octobre 1914, un certain nombre avaient rouvert leurs portes et, depuis, le nombre de ceux qui sont en activité s'est accru constamment. Au mois de janvier 1916, 81 p. 100 des établissements enquêtés étaient ouverts.

La progression est encore plus remarquable en ce qui concerne le personnel. Au mois d'août 1914, le personnel occupé dans les établissements restés ouverts atteignait à peine 33 p. 100 de l'effectif normal. Sans doute, il faut tenir compte des mobilisés. Ceux-ci peuvent être évalués à 24 p. 100 de l'effectif normal. Il s'ensuit que, déduction faite des mobilisés, 43 p. 100 du personnel normal restaient inoccupés ou en chômage. Le nombre total des salariés du commerce et de l'industrie étant environ de 6,000,000, on peut évaluer à 2,500,000 le nombre des ouvriers de tout sexe et de tout âge que la mobilisation avait réduits au chômage en 1914.

La proportion des chômeurs s'est heureusement et très rapidement abaissée. Au mois de janvier 1915, on ne comptait plus que 20 p. 100 d'ouvriers en chômage, en juillet 1915 8 p. 100 et en janvier 1916 l'enquête des inspecteurs établissait que l'effectif, à cette époque, des établissements qu'ils avaient visités dépassait de 1 p. 100 l'effectif normal de ces mêmes établissements, en laissant naturellement en dehors de ces effectifs les mobilisés.

On peut donc dire qu'actuellement, d'une manière générale, la situation est aussi satisfaisante qu'elle peut l'être, étant donné l'état de guerre. Sans doute, il est des industries dont la production est très inférieure à ce qu'elle était en temps de paix. Mais, par contre, il en est d'autres dont la guerre a eu, au contraire, pour effet de surexciter l'activité.

C'est ainsi que dans les industries de métaux, le personnel actuel est sensiblement supérieur au personnel du temps de paix, même en y comprenant les mobilisés. Le déficit causé par l'absence de ceux-ci a été comblé et au delà par l'afflux, dans ces industries, de travailleurs qui exerçaient avant la guerre, d'autres professions ou qui même ne travaillaient pas.

L'amélioration dont nous venons de parler ne se remarque pas seulement dans les industries qui travaillent pour la défense nationale. On constate, depuis plusieurs mois, un réveil d'activité même dans les établissements qui travaillent pour la clientèle civile ou pour l'exportation. Les statistiques douanières accusent, d'ailleurs, pour ces derniers mois, par rapport aux mois correspondants de 1915, une augmen-

tation sensible dans nos exportations d'objets fabriqués.

En somme, le chômage est à peu près inexistant en France à l'heure actuelle. L'industrie française souffre plutôt du manque de main-d'œuvre. Ce ne sont pas seulement les ouvriers qualifiés d'ouvriers de métier qui manquent; les industriels éprouvent également les plus grandes difficultés à se procurer les manœuvres qui leur sont nécessaires.

Dans les premiers mois de la guerre, il s'agissait surtout d'organiser la lutte contre le chômage et de venir en aide aux ouvriers inoccupés en leur donnant des secours ou, ce qui est préférable, en leur procurant du travail. Actuellement le problème est différent : il s'agit de recruter, pour l'agriculture, pour l'industrie, pour le commerce, les milliers de travailleurs qui leur font défaut.

CHAPITRE 21. — Subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire et aux bureaux publics de placement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,000 francs.

L'article 15 de la loi du 29 décembre 1915 a modifié l'article 119 de la loi de finances du 13 juillet 1911 en vue d'étendre à tous les bureaux publics de placement (départementaux ou municipaux) les subventions de l'Etat précédemment réservées aux seuls bureaux municipaux.

La première application de cette disposition doit être faite au cours du premier semestre de 1916. Bien que le nombre des offices départementaux de placement qui se sont constitués et qui ont fonctionné en 1915 soit relativement restreint, il convient de prévoir une augmentation de la dépense des subventions, ne fût-ce que pour le seul office départemental de la Seine. Cet office, à qui le conseil général a voté un crédit de 100,000 fr. pour l'année 1916, aura droit, à lui seul, s'il a employé la moitié de ce crédit au cours du premier semestre, à une subvention qui ne sera pas inférieure à 15,000 francs. Au surplus le nombre des offices de placement qui viendront à la répartition des subventions sera plus élevé en 1916 qu'en 1915. Dans ces conditions, il paraît nécessaire de prévoir que le crédit du chapitre devra être relevé au chiffre de 110,000 fr. Ce chiffre était celui du crédit dont le chapitre avait été doté en 1905; il avait été réduit parce que le développement des bureaux publics était plus lent que ne l'avait supposé d'abord le législateur.

Si, d'ailleurs, le développement pris par les services de placement des travailleurs conduit à augmenter de 22,000 fr. le montant des subventions, ce supplément de dépenses est compensé par une économie considérable réalisée sur le chapitre des subventions aux fonds municipaux et départementaux de chômage. Ce chapitre, sur lequel il avait été dépensé 18 millions pour l'année 1915 tout entière, paraît devoir être ramené pour l'année 1916 à 12 millions au maximum, chiffre sensiblement égal, pour douze mois, à la dépense de subventions faite du 22 août au 31 décembre 1914 (soit en 4 mois 1/3).

Ce résultat est dû à la diminution constante du nombre des chômeurs, conséquence de la reprise du travail et des efforts de placement faits par les divers organismes (office central, offices départementaux et offices municipaux de placement).

L'augmentation de 22,000 fr. indiquée ci-dessus se répartit à raison de 8,000 fr. pour le deuxième trimestre, 8,000 fr. pour le troisième trimestre, 6000 fr. pour le quatrième.

Il est demandé, en conséquence, par le présent projet un crédit additionnel de 8,000 fr. Le surplus sera compris dans les douzièmes des deux derniers trimestres.

CHAPITRE 22. — Service d'observation des prix.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,000 francs.

Crédit voté par la Chambre, 3,000 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, néant.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Jusqu'en 1916, les frais de travaux exécutés pour le compte d'autres administrations par la statistique générale de la France étaient remboursés à ce service par virements de compte.

« Il semble préférable, pour la sincérité des budgets et l'exercice du contrôle parlementaire, que les crédits nécessaires soient inscrits directement aux chapitres intéressés du ministère du travail.

« Dans ces conditions, on sollicite, pour le deuxième trimestre de 1916, les crédits correspondant aux travaux qui ont été confiés au service de la statistique par l'administration de la guerre.

« Ces travaux concernent la centralisation et le dépouillement des marchés passés depuis le 2 août 1914 par les services rattachés au sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions. Ils ont été prescrits par le sous-secrétaire d'Etat pour répondre aux demandes qui lui ont été adressées par les présidents des commissions parlementaires des marchés.

« Le dépouillement des marchés comprend l'établissement d'une fiche de dépouillement, d'une fiche de prix et d'une fiche d'établissement. Le nombre des marchés est évalué à 12,000 par trimestre. Le personnel dirigeant étant celui de la statistique et le personnel de service étant fourni par l'administration de la guerre, la dépense à prévoir pour un trimestre comprend seulement la rétribution d'un employé et de quatre dames, soit 3,000 fr., somme égale au crédit demandé.

« En ce qui concerne les deux derniers trimestres, il sera demandé dans les douzièmes provisoires la majoration nécessaire pour revenir au crédit accordé en 1914. »

Votre commission des finances estime que le service de la statistique générale au ministère du travail, service qui ne pourra pas fonctionner pour le recensement quinquennal se trouve assez pourvu pour s'occuper, si cela est nécessaire, de travaux dont il s'agit. Elle vous propose donc la suppression du crédit.

CHAPITRE 23. — Statistique générale de la France. (Personnel.)

Crédit demandé par le Gouvernement, 13,000 francs.

Crédit voté par la Chambre, 13,000 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit sollicité par le Gouvernement s'appliquait :

1° A la dépense nécessaire pour effectuer la statistique des pertes de l'armée pour le compte du ministère de la guerre.....	12.000
2° A certains frais de personnel pour l'office national des mutilés et réformés de la guerre	1.000
Total égal.....	13.000

Votre commission des finances vous demande de rejeter ce crédit pour le motif indiqué sous le chapitre précédent.

CHAPITRE 25. — Statistique générale de la France. (Matériel.)

Crédit demandé par le Gouvernement, 10,000 francs.

Crédit voté par la Chambre, 10,000 fr.

Crédit proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à couvrir certains frais de matériel entraînés par la constitution d'un registre des réformés et mutilés de la guerre : impression de 100,000 bulletins de recensement, de 100,000 cartes d'observation médicale et des instructions; achat de boîtes de conservation et de classement.

Votre commission des finances vous propose de rejeter ce crédit pour le motif indiqué sous le chapitre 22.

Ministère des colonies.

CHAPITRE 14. — Bourses et subvention à l'école coloniale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,920 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Sur la proposition de la commission de budget de la Chambre des députés, le Parlement a réduit à 11,650 fr. la subvention à allouer à l'école coloniale pour chacun des deux premiers trimestres de 1916. Or, les dépenses réelles à prévoir pour cet établissement pendant le premier semestre s'élèveront à 38,574 fr. Les recettes, provenant tant de la subvention de l'Etat que des droits d'inscription des élèves des cours préparatoires et d'autres revenus, qui ont été effectuées ou qui sont à recouvrer pendant le même temps, devant être seulement de 25,650 fr., il en résultera une insuffisance de ressources de 12,924 fr. ou en nombre rond 12,920 fr.

« On demande, en conséquence, un crédit supplémentaire d'égale somme pour permettre à l'école de faire face à ses dépenses d'entretien pendant le premier semestre de 1916.

« Pour le troisième trimestre, les prévisions de crédits provisoires ont été portées à 18,170 francs, en augmentation de 6,520 fr. sur le crédit alloué pour chacun des deux premiers trimestres. »

« La commission du budget, a exposé l'honorable rapporteur général de la Chambre dans son rapport, regrette de ne pouvoir accorder le crédit demandé : l'école coloniale ne comptait, à la date du 31 mai, que dix élèves; il est difficile d'admettre que, pour un chiffre aussi réduit, on continue à payer tout un personnel, administratif, enseignant ou de service, à part celui dont les traitements sont fixes et soumis à retenue et auquel ces traitements ne peuvent être supprimés, à faire des frais d'éclairage, des acquisitions de livres, des achats de combustibles. Au surplus, il conviendrait que les administrations à la disposition desquelles sont mises des subventions pour un service déterminé, comme l'école coloniale, établissent leurs prévisions de dépenses en se basant sur le chiffre de la subvention accordée, surtout si celle-ci a été réduite, ce qui est l'indication très nette, de la part du Parlement, de voir réduire les dépenses correspondantes. »

La Chambre, conformément aux conclusions de sa commission du budget, a rejeté le crédit sollicité.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

CHAPITRE 18. — Service des phares à Saint-Pierre et Miquelon.

Crédit demandé par le Gouvernement, 13,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 13,500 fr.

Ce crédit est destiné, pour 5,500 fr., à l'achat de rechanges nécessaires au sifflet de brume de la Pointe-Plate et pour 8,000 fr. à la remise en état du sifflet de brume de Galantry.

Au cours de l'année 1913, des pièces de rechange nécessaires au fonctionnement du sifflet de brume de la Pointe-Plate furent commandées à la maison Barbier, Bénard et Turenne, qui se disposait à en effectuer la livraison lorsque les hostilités éclatèrent. L'ennemi ayant envahi le territoire sur lequel se trouve située l'usine où les appareils avaient été fabriqués, on s'occupa de les faire refaire en Amérique. Mais cette combinaison de put aboutir et l'on s'adressa de nouveau à la maison Barbier, Bénard et Turenne. Des pourparlers qui ont été engagés, il résulte qu'une somme de 5,500 fr. sera nécessaire pour l'exécution de la commande, le transport et les frais accessoires.

Quant au sifflet de brume de Galantry, la sirène à vapeur dont il était pourvu est actuellement hors d'usage et on avait décidé de la remplacer par un appareil plus moderne à air comprimé. Comme pour la Pointe Plate, les machines commandées à la maison Barbier, Bénard et Turenne allaient être expédiées dans la colonie quand éclata la guerre; elles sont demeurées en territoire envahi. Il est de toute nécessité, dans l'intérêt de la navigation, très dangereuse dans les parages de Terre-Neuve, de remettre le sifflet de Galantry, qui est arrêté depuis janvier 1915, en état de fonctionner au moins provisoirement.

On se propose, à cet effet, d'acheter sur place une chaudière à vapeur réunissant les conditions voulues pour le service auquel elle est destinée et qui remplacera l'ancienne, en attendant que la fin des hostilités permette de pourvoir Galantry d'une sirène moderne.

D'après le devis établi, une somme de 8,000 fr. serait nécessaire.

Le crédit à ouvrir s'élève, en conséquence. à 5,500 + 8,000) 13,500 fr.

CHAPITRE 21. — Classement des archives du ministère des colonies.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,245 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,245 fr.

La dotation du présent chapitre ayant été supprimée par le Parlement lors du vote des crédits provisoires du 1er trimestre de 1916, le département des colonies en avait demandé le rétablissement. Le principe de ce rétablissement a été accepté par les Chambres lors du vote de la loi de crédits additionnels du 30 mars dernier. Toutefois, elles n'ont consenti à inscrire qu'un crédit de 415 fr. afférent au mois de mars, en laissant au Gouvernement le soin de solliciter un crédit additionnel pour les mois d'avril, mai et juin.

En conformité de cette décision, celui-ci demande l'ouverture pour le deuxième trimestre de 1916 d'un crédit de (415 × 3) 1,245 fr.

Nous signalons que la commission du budget en proposant à la Chambre de voter ce crédit, a fait observer qu'il ne lui paraissait pas que les travaux de classement des archives, dont elle n'entend pas, d'ailleurs, méconnaître l'intérêt, exigeassent le vote d'un crédit annuel et que leur importance n'était pas telle qu'un ou plusieurs fonctionnaires dussent être affectés à ce service d'une manière permanente et elle a décidé de proposer à la Chambre la suppression du crédit spécial concernant le classement des archives lors de la discussion des crédits provisoires du troisième trimestre.

Votre commission des finances fait toutes ses réserves à ce sujet.

CHAPITRE 25. — Subvention au budget local de Saint-Pierre et Miquelon.

Crédit demandé par le Gouvernement, 11,170 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 11,170 fr.

Au moment où la guerre a éclaté, la colonie de Saint-Pierre et Miquelon semblait sortir lentement de la crise économique qu'elle traversait depuis 1903. Des réformes avaient été opérées, un nouveau régime douanier avait été appliqué, des encouragements avaient été donnés aux pêcheurs. Les budgets successifs s'équilibraient de mieux en mieux. On était même parvenu à constituer un petit fonds de réserve. Les répercussions qu'entraîne la guerre ont bouleversé absolument notre colonie nord-américaine qui ne produit rien, mais qui vit exclusivement de la pêche.

Le port de Saint-Pierre qui, en 1913, avait armé 30 goélettes à la grande pêche, 25 en 1914, n'en a envoyé qu'une seule en 1915. D'autre part, la mobilisation des inscrits maritimes a occasionné une réduction considérable des armements métropolitains. En 1914, 190 navires pêcheurs de la métropole ont fréquenté le port. En 1915 il n'est entré à Saint-Pierre que 77 voiliers armés en France. Cette diminution des armements a influé considérablement sur le rendement des droits de douane et de consommation. La mobilisation du contingent de la colonie a également accru la stagnation des affaires.

Le Parlement a accordé pour 1915 une subvention supplémentaire de 140,000 fr.

Bien que la situation ne se soit guère améliorée, on espère qu'il suffira cette année d'un supplément un peu moindre, soit 131,370 fr.

Cette somme ajoutée à la subvention ordinaire de 109,030 fr. donne un total de 240,400 fr., soit par trimestre 60.100 fr. et 120,200 fr. pour les deux premiers trimestres de l'année.

Le Parlement n'a accordé jusqu'ici pour cette même période que le montant de la subvention ordinaire, 109,030 fr., d'où une différence de 11,170 fr. qui est demandée à titre de crédit supplémentaire pour le deuxième trimestre; le surplus, soit 120,200 fr., devant être compris dans les demandes de douzièmes afférentes aux deux derniers trimestres.

CHAPITRE 33. — Garantie d'intérêts à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 608,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,608,000 fr.

La loi du 9 mai 1916 a approuvé un avenant à la convention de concession du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba qui, supprimant le maximum fixé par le contrat primitif pour le taux de l'intérêt garanti des obligations émises par la Compagnie, permet à celle-ci de se procurer le complément de ressources qui, jusqu'à ce jour, lui a fait défaut pour l'achèvement de l'entreprise.

Cependant les formalités édictées par cet avenant, qui comporte en particulier la fixation par un décret pris en Conseil d'Etat d'un taux d'intérêt maximum pour les nouvelles obligations à émettre, entraînent des délais qui ne permettront vraisemblablement pas à la Compagnie de se procurer en temps voulu les sommes nécessaires à l'acquittement des charges qui lui incombent dans le courant du mois de juin 1916. Ces charges comprennent les intérêts des obligations échéant le 15 juin et l'annuité à verser le 1er juillet à la liquidation de l'ancienne compagnie déchue. Le payement de ces sommes étant garanti par l'Etat aux termes de l'article 7 de la convention, le Gouvernement a cru nécessaire de demander un crédit additionnel lui permettant de faire à la compagnie les avances nécessaires pour le cas probable où elle ne serait pas en mesure de se procurer assez rapidement les ressources qui lui font défaut.

L'inspecteur des finances, chargé du contrôle financier de la compagnie, dans un rapport en date du 21 janvier 1916, reconnaît l'impossibilité où se trouve la compagnie de couvrir ces charges et la nécessité de l'ouverture du crédit supplémentaire de 1,608,000 fr. qui se détaille ainsi qu'il suit :

1° Service des obligations 3 1/2 p. 100 à échéance du 15 juin 1916 : 142,585 obligations à 7 fr.....	998.095 »
2° Annuité à la compagnie impériale.....	610.748 10
Total.....	1.608.843 10

Soit, en nombre rond : 1,608,000 fr.

Cette nouvelle avance de 1,608,000 fr., si elle est effectivement faite, portera à 6.198,000 fr. le total des avances consenties par l'Etat depuis le début des hostilités, au titre de la garantie d'intérêt, en application de l'article 7 de la convention de concession.

Il est d'ailleurs formellement entendu que des avances ne seront faites à la compagnie sur ce crédit que s'il est constaté qu'elle ne peut faire face à ses engagements vis-à-vis de ses obligataires et de la liquidation de l'ancienne compagnie déchue, soit au moyen de ses ressources générales de trésorerie, soit par l'émission de nouvelles obligations, soit par tout autre moyen.

CHAPITRE 42. — Soldes des troupes aux colonies (groupe de l'Afrique occidentale française).

Crédit demandé par le Gouvernement 1,118,171 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,109,500 fr.

Le crédit additionnel demandé était destiné à couvrir les dépenses suivantes :

1° Prestation de solde allouée à 3,500 indigènes des quatre communes recrutés en plus de l'effectif de 4.000 ayant servi de base aux prévisions du premier trimestre de 1916, soit : 0 fr. 25 × 3,500 × 91.....	79.625
2° Dépenses de solde de 7,500 indigènes des quatre communes du Sénégal entretenus pendant le deuxième trimestre de 1916, qui n'avaient pas été comprises dans les crédits demandés pour cette période, soit : 0 fr. 25 × 7,500 × 91.....	170.625
3° Dépenses de solde de 3,500 indigènes recrutés par voie d'engagement, destinés à remplacer en Afrique occidentale les tirailleurs envoyés au Cameroun.	
Primes d'engagement : 200 fr. × 3,500..... 700.000	
Solde : 0 fr. 50 × 3,500 × 91..... 159.250	
859.250	859.250
4° Dépenses de solde de prisonniers de guerre, effectuées au cours du premier semestre de 1916, qui n'avaient pas été comprises dans les demandes de crédits accordés au titre des premier et deuxième trimestres.....	8.671
Total égal.....	1.118.171

Mais, les prisonniers de guerre ayant été rapatriés et les dépenses de leur entretien n'incombant plus au budget colonial depuis leur départ du Dahomey où ils avaient été internés, le crédit de 8,671 fr., évalué d'après les dépenses de l'espèce de 1915, doit être supprimé.

La somme de 176,255 fr. demandée, d'autre part, au titre du chapitre 51 pour les dépenses d'alimentation de ces prisonniers est à déduire également du crédit supplémentaire de 1 million 984,880 fr. proposé au titre de ce chapitre.

Le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre doit être ramené à 1,109,500 fr. C'est ce crédit que la Chambre a voté et que votre commission des finances vous propose d'adopter.

CHAPITRE 45 *bis*. — Dépenses d'administration et d'occupation du Cameroun.

Crédit demandé par le Gouvernement, 15,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 15,000 fr.

La fin de la conquête du Cameroun et la nécessité d'organiser sur de nouvelles bases l'occupation et l'administration des territoires conquis entraînent une modification de la rubrique de ce chapitre.

Pendant les hostilités, les colonnes venues des colonies voisines ont continué à être entretenues sur les chapitres du budget afférents à ces colonies.

Actuellement ces colonnes ont été dissoutes et il a été créé un corps d'occupation autonome, placé directement sous les ordres du commissaire de la République. Pour réaliser administrativement et financièrement l'unité qui existe au point de vue militaire et politique, il paraît nécessaire de comprendre dans le chapitre 45 *bis*, jusque-là réservé aux seules dépenses d'administration, toutes les dépenses se rapportant à l'occupation du Cameroun.

La nouvelle organisation fonctionnera à partir du 1er juillet et les crédits nécessaires ont été demandés au titre des douzièmes du troisième trimestre.

Mais il y a lieu, en attendant, de prévoir dès maintenant certaines dépenses concernant la mise en état des postes qui seront occupés successivement par nos troupes.

Les divisions administratives établies par les autorités militaires ayant été maintenues, ces postes correspondent aux anciens chefs-lieux de circonscription.

Il semble qu'un crédit de 1,000 fr. par poste soit suffisant, et comme il en est prévu quinze, c'est un crédit total de 15,000 fr. qui est demandé au titre du chapitre 45 *bis* (article 7 : Dépenses et matériel des services militaires), en même temps que la rectification de l'intitulé du chapitre.

L'administration nous a fourni les renseignements suivants sur la nouvelle organisation de la colonie du Cameroun, qui doit fonctionner à partir du 1er juillet :

L'administration des territoires occupés du Cameroun est dirigée par M. le général de division Aymerich, commissaire de la République, en ce qui concerne l'ancien Cameroun, et par M. le gouverneur général Merlin, en ce qui concerne le nouveau Cameroun (territoires faisant autrefois partie de l'Afrique équatoriale française et cédés à l'Allemagne par le traité du 4 novembre 1911).

I. — L'organisation adoptée pour l'ancien Cameroun est la suivante :

Administration. — Le général Aymerich est assisté d'un administrateur des colonies comme chef de cabinet, d'un autre administrateur comme chef des affaires indigènes, et d'un sous-intendant, à la fois chef du bureau des finances et directeur de l'intendance (administration des troupes et des services militaires).

Les officiers et sous-officiers du corps d'occupation seront investis des fonctions de commandants de cercles ou de chefs de poste, suivant la répartition adoptée par les autorités allemandes, les chefs-lieux de cercles ou de subdivisions étant autant que possible les mêmes.

Les services techniques, aussi réduits que possible, comprennent :

Service du Trésor. — Un payeur détaché de la trésorerie du Dahomey.

Service des postes. — Un receveur, un commis et un télégraphiste européens; dans les cercles, des télégraphistes militaires autant que possible ou des agents indigènes des postes provenant de l'Afrique occidentale française.

Service des travaux publics. — Un conducteur et deux surveillants.

Service des douanes. — Un receveur et quatre agents (2 du service sédentaire, 2 du service actif) complétés s'il y a lieu par des agents indigènes.

Service des chemins de fer (deux railways). — Un commandant du génie avec deux officiers d'administration conducteurs de travaux et deux officiers d'administration comptables et des sous-officiers du génie.

Service maritime assurant le service côtier et les relations entre Duala et les ports de Kribi et Campo, le service fluvial, le balisage de la rade et les transports entre Duala et Swelleba, où s'arrêtent les navires des chargeurs réunis. — Le matériel utilisé provient des prises opérées dans le port (chalands, remorqueurs, monoroues, dock flottant, dragues, etc.). Le service compte actuellement cinq officiers, quatre mécaniciens européens, six maîtres de manœuvre, deux agents techniques et du personnel indigène (chauffeurs mécaniciens, etc., etc.).

Services militaires. — Le corps d'occupation maintenu comporte :

a) Des troupes formées en partie avec des éléments venus de l'Afrique occidentale française, partie avec des éléments venus de l'Afrique équatoriale française et ayant constitué les colonnes d'opérations. Moitié au plus de l'effectif sera constituée par des recrues indigènes;

b) Un service de l'intendance;

c) Un service de santé assurant, outre le service des troupes, celui de l'hôpital de Duala.

Ce sont les premières bases sur lesquelles a été conçue l'organisation des territoires occupés. Cette organisation sera complétée ou modifiée, suivant les besoins qui se révéleront à l'expérience.

Le général Aymerich n'a encore pu envoyer son projet de budget ni rendre compte des conditions dans lesquelles ont été installés et fonctionnent ces services.

Les crédits demandés n'ont donc encore qu'un caractère indicatif.

II. — Les territoires du nouveau Cameroun ont été rattachés administrativement depuis avril 1915 aux différentes colonies de l'Afrique équatoriale française dont ils faisaient partie avant 1911.

L'organisation y est la même que celle de ces colonies.

Pour 1916, le projet de budget relatif à ces territoires comporte une dépense de 480,000 fr. contre 430,000 fr. de recettes prévues et qui seront versées au Trésor (recettes accidentelles du budget).

En 1915, le montant de recettes effectuées dans ces régions a été de 322,348 fr. déjà versés au Trésor métropolitain.

CHAPITRE 51. — Vivres et fourrages (groupe de l'Afrique occidentale française).

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,984,880 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,808,625 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à couvrir les dépenses suivantes :

Alimentation de 3,500 indigènes des quatre communes recrutés en plus de l'effectif de 4,000 ayant servi de base aux prévisions du premier trimestre de 1916 :

Prime fixe à 33 centimes et indemnité représentative de vivres à 1 fr. 27, soit 1 fr. 60 × 3,500 × 91.....	509.600
Primes d'alimentation des 7,500 indigènes recrutés dans les quatre communes du Sénégal et entretenues pendant le deuxième trimestre de 1916 (dépense non prévue dans les crédits demandés pour ce trimestre) :	
Prime fixe à 33 centimes et indemnité représentative de vivres à 1 fr. 27, soit 1 fr. 60 × 7,500 × 91.....	1.092.000
Recrutement de 3,500 indigènes destinés à remplacer en Afrique occidentale les tirailleurs envoyés au Cameroun :	
Indemnité représentative de vivres à 65 centimes × 3,500 × 91.....	207.025
Dépenses d'alimentation effectuées pendant le premier semestre de 1916 pour les prisonniers de guerre.....	176.255
Total égal.....	1.984.880

Mais, ainsi qu'il a été indiqué à l'occasion de la demande de crédit présentée au titre du chapitre 42, il y a lieu de déduire de la somme demandée celle de 176,255 fr. afférente aux dépenses d'alimentation des prisonniers de guerre.

Le crédit à accorder est donc seulement de 1,808,625 fr.

CHAPITRE 55. — Habillement, campement et couchage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 435,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,435,000 fr.

Ce crédit se justifie par les causes indiquées déjà sous le chapitre 51 (vivres et fourrages) :

1° Augmentation du contingent des originaires des quatre communes, qui s'est élevé à 7,500 au lieu de 4,000, chiffre évalué primitivement. La dépense supplémentaire est de 210 fr. (montant de la collection) × 3,500 =.	735.000
2° Recrutement de 3,500 indigènes destinés à remplacer en Afrique occidentale les tirailleurs envoyés au Cameroun et pour lesquels il a fallu assurer l'achat de collections d'effets d'habillement et d'équipement, d'où une dépense supplémentaire de 200 francs (prix de la collection) × 3,500 =.....	700.000
Total.....	1.435.000

CHAPITRE 58. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe des Antilles et du Pacifique).

Crédit demandé par le Gouvernement, 22,200 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 22,200 fr.

Par suite de l'application à nos vieilles colonies de la loi de recrutement et des décisions diverses relatives à la revision de tous les hommes soumis aux obligations militaires, le nombre de fusils modèle 1886 existant à la Martinique se trouve insuffisant pour permettre l'exécution rapide de l'instruction du tir.

Le Gouverneur de la Martinique a demandé, en conséquence, l'envoi d'urgence de 200 de ces fusils.

Le crédit de 22,200 fr. demandé représente la valeur de ces armes, transports compris.

CHAPITRE 59. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique occidentale française).

Crédit demandé par le Gouvernement, 210,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 179,040 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement s'applique à deux ordres de dépense :

I. — La loi du 30 mars 1916 a accordé au titre de ce chapitre un crédit supplémentaire de 300,000 fr., destiné à l'achat de 2 millions de cartouches, modèle 1886 D, expédiées en Afrique occidentale.

Or, la valeur de ces munitions est de 387,000 francs. Il y a lieu en outre d'ajouter à cette somme les frais de transport par terre et par mer, frais que l'administration évaluait à 77,400 francs. La dépense totale prévue était ainsi de 464,400 fr. Le crédit voté primitivement n'étant que de 300,000 fr., on demandait un crédit additionnel de 164,400 fr.

Mais des renseignements fournis par l'administration, il résulte que les frais de transport n'avaient été tout d'abord escomptés qu'à raison de 12 p. 100 de la valeur de la cession et que la nouvelle évaluation des mêmes frais est basée sur les 20 p. 100 de cette valeur.

La commission du budget n'a pas accepté cette majoration.

« Les transports, a exposé l'honorable M. Péret dans son rapport, sont assurés en vertu de conventions que les compagnies sont tenues d'exécuter dans toutes leurs dispositions et l'Etat ne peut bénévolement leur consentir une augmentation de prix.

« La commission est donc d'avis de n'accorder, pour les frais de transport, que la somme représentant 12 p. 100 du prix de la cession, soit 46,440 fr. »

Elle a proposé à la Chambre de réduire le crédit demandé pour ce premier objet de dépense de 30,960 fr. (77,400 fr. — 46,440 fr.) et de ne voter que 133,440 fr. La Chambre a ratifié la proposition de sa commission du budget et votre commission des finances vous demande de vous y rallier également.

II. — La colonie de l'Afrique occidentale française a satisfait pendant les opérations du Cameroun à toutes les demandes de munitions de 80 de montagne qui lui ont été adressées par la colonne expéditionnaire. Il en résulte que le stock de munitions de l'espèce est presque épuisé, et le gouverneur général a signalé qu'il y aurait le plus grand inconvénient à ne pas le reconstituer en partie, des opérations de police pouvant devenir nécessaires. Ce haut fonctionnaire a demandé l'envoi d'urgence de 2,000 coups au minimum.

La somme nécessaire pour couvrir les dépenses d'achat et d'envoi de ces munitions est de 45,600 fr.

Le crédit que votre commission des finances vous propose d'ouvrir au titre du présent chapitre est, en définitive, de 133,440 fr. + 45,600 francs = 179,040 fr., chiffre adopté par la Chambre.

CHAPITRE 60. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe indo-chinois).

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,326,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 746,800 fr.

Le crédit de 1,326,400 fr. demandé par le Gouvernement, s'appliquait à quatre chefs de dépenses :

1° Une somme de 710,400 fr. était demandée pour l'achat de matériel destiné à l'armement des recrues indochinoises, le crédit primitivement voté de 1,200,000 fr. se trouvant insuffisant.

L'évaluation du matériel qui vient d'être faite s'élève en effet à 1,592,000 fr., somme à laquelle le département des colonies ajoutait pour les frais de transport 318,400 fr.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a, pour des raisons identiques à celles exposées à l'occasion de la demande de crédit présentée au titre du chapitre 59, ramené à 238,800 fr. l'évaluation des frais de transport, soit 15 p. 100 au lieu de 20 p. 100 du montant de la cession. Elle a accordé, dans ces conditions, 630,800 fr. au lieu des 710,400 fr. demandés.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

2° Il a été envoyé en Indo-Chine les outils de sape, de mine, etc., nécessaires pour donner aux recrues indo-chinoises l'instruction de sape, tout en faisant leur instruction militaire.

Il est demandé une somme de 91,000 fr. pour couvrir la dépense (valeur du matériel et transport).

3° Le recrutement effectué dans nos possessions de l'Inde a nécessité l'envoi des armes et munitions nécessaires à l'instruction des hommes ainsi levés.

L'achat et l'envoi à destination de ces armes et munitions sont évalués à 25,000 fr.

4° Enfin, une somme de 50,000 fr. était demandée pour permettre de porter à 50 fr. la prime d'engagement des travailleurs indo-chinois destinés au département de la guerre, celle de 25 fr. paraissant insuffisante pour attirer le nombre d'ouvriers reconnu nécessaire.

La commission du budget a ajourné sa décision en ce qui concerne cette dernière demande en vue d'obtenir des renseignements complémentaires.

La Chambre n'a pas, en conséquence, accordé le crédit sollicité, décision contre laquelle votre commission des finances ne soulève pas d'objection.

Le crédit additionnel que la Chambre a, en définitive, accordé sur le présent chapitre, s'élève à :

630,800 fr. + 91,000 fr. + 25,000 fr. = 746,800 fr.

C'est celui que votre commission des finances vous propose de voter également.

CHAPITRE 61. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique orientale).

Crédit demandé par le Gouvernement, 488,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 488,000 fr.

I. — Le gouverneur général de Madagascar ayant demandé le remplacement d'urgence des munitions modèle 1879-83 consommées pour les exercices de tir, le département a prévu l'envoi à la colonie de 1,200,000 cartouches de l'espèce. Cet envoi est indispensable pour conserver à la colonie un stock suffisant de munitions et un crédit de..... 252.000
est sollicité pour couvrir les dépenses d'achat et d'envoi à destination de ces cartouches.

II. — L'emploi sur le théâtre des opérations de guerre des tirailleurs indo-chinois a conduit à donner à ces troupes, pendant leur séjour à Djibouti, l'instruction de tir de la mitrailleuse. A cet effet trois sections de mitrailleuses (1 par bataillon) et 500,000 cartouches modèle 1886 ont été demandées au département de la guerre. La valeur de ce matériel, y compris les frais de transport, est de..... 236.000

Total..... 488.000

CHAPITRE 62. — Service de l'artillerie et des constructions militaires (groupe de l'Afrique équatoriale française).

Crédit demandé par le Gouvernement 130.000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission, 130,000 fr.

Les fusils modèle 1907 existant en Afrique équatoriale étaient en nombre insuffisant pour permettre l'armement des tirailleurs indigènes recrutés dans cette colonie.

Le gouverneur général a demandé en conséquence l'envoi de 3,950 fusils de l'espèce, qui ont été commandés d'urgence au département de la guerre. La valeur de ces armes, y compris les frais de transport à destination, est de 430,000 fr.

Toutefois, la fin de l'expédition du Cameroun laisse espérer un disponible de 300,000 fr. environ sur les crédits normaux prévus pour l'année 1916 au titre du chapitre 62; c'est pourquoi le crédit demandé est réduit à :

430,000 — 300.000 = 130.000 fr.

Ministère de l'agriculture.

CHAPITRE 57. — Encouragements à l'industrie chevaline.

Crédit demandé par le Gouvernement, 50,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 50,000 fr.

Avant l'ouverture des hostilités, le ministère de l'agriculture distribuait annuellement en encouragements pour les courses une somme de 850,000 fr. environ, dont la majeure partie était affectée aux courses de demi-sang ou d'anglo-arabes. La totité de ce crédit a été supprimée depuis la guerre.

Or, un très grand nombre d'éleveurs réclament avec insistance qu'on ne sacrifie pas complètement les animaux de qualité et qu'on continue à favoriser la sélection des reproducteurs. Ces réclamations, dont le syndicat des éleveurs de chevaux de demi-sang et le syndicat des éleveurs de chevaux du Sud-Ouest se sont faits les interprètes, paraissent justifiées.

Comme il est impossible de songer à rétablir les courses, on demande, pour donner satisfaction dans la mesure du possible à ces *desiderata*, un crédit additionnel de 50,000 fr.

En l'absence de courses, cette somme serait utilisée, suivant les convenances et le genre d'élevage de chaque région, à organiser soit des épreuves individuelles pour classer les trotteurs, soit des concours-épreuves permettant d'opérer une sélection parmi les animaux de qualité.

CHAPITRE 65. — Allocations et subventions à diverses institutions concernant l'hydraulique et les améliorations agricoles. — Météorologie agricole.

Crédit demandé par le Gouvernement, 60,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement était destiné à faire des expériences à l'aide d'appareils dits « Niagaras électriques », qui constitueraient un système de défense efficace contre la grêle.

Suivant la proposition de sa commission du budget, la Chambre n'a pas cru devoir accorder, quant à présent, ce crédit relativement élevé.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

Ministère des travaux publics.

CHAPITRE 2. — Allocations et indemnités diverses du personnel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 6,000 francs.
Crédit voté par la Chambre, 6,000 fr.
Crédit proposé par votre commission des finances, néant.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

« Le crédit du présent chapitre, qui était de 84,200 fr. en 1914 et avait déjà été ramené en 1915 à 71,200 fr., a été évalué, pour 1916, à 36.000 fr. seulement, subissant ainsi une nouvelle réduction de 35,200 fr., soit de près de 50 p. 100 par rapport au chiffre de l'an dernier.

« Sur cette base, les crédits du premier semestre ne s'élèvent qu'à 18,000 fr.

« Cette diminution avait été primitivement jugée possible à raison de la mobilisation d'une partie du personnel ; mais l'expérience des mois écoulés démontre qu'elle serait exagérée.

« Les dépenses à prévoir en 1916 comprennent d'abord les indemnités du personnel temporaire du cabinet du ministre, fixées au chiffre de..... 18.000

« Puis, diverses indemnités permanentes de fonctions à quelques chefs et employés et à des agents du service intérieur non mobilisés..... 17.490

« D'autre part, le rôle important rempli par le ministère des travaux publics en matière de ravitaillement militaire ou civil, l'exploitation militaire des ports maritimes et des voies de navigation intérieure, le service de la répartition des combustibles, entraînent un accroissement notable de la durée de présence exigée des agents du service intérieur (cadre permanent et auxiliaire), d'où une dépense d'heures supplémentaires qui s'est élevée à 1,760 fr. pour la premier trimestre et atteindra pour l'année entière..... 6.800

« Par ailleurs, il y a lieu de prévoir, comme les années précédentes, le payement aux agents du service intérieur d'indemnités pour charges de famille et pour encouragement à la mutualité, ci..... 4.000

« Enfin, il faut envisager l'allocation au petit personnel d'un certain nombre de secours justifiés par des circonstances exceptionnelles, telles que maladies, décès, etc., ci..... 2.000

« Ensemble des charges..... 48.290
« Le crédit prévu pour l'année entière qui n'est que de..... 36.000

est donc inférieur aux besoins de..... 12.290
soit, en nombre rond, 12,000 fr.

« On demande, en conséquence, pour le premier semestre, un crédit additionnel de 6,000 francs. »

Votre commission des finances n'a pas trouvé suffisantes les raisons invoquées par l'administration et elle vous propose la suppression des 6,000 fr. demandés.

L'honorable rapporteur général de la commission du budget a fait remarquer, à l'occasion de cette demande de crédit, que les conclusions de la commission de péréquation des traitements des personnels des administrations centrales appliquées aux personels secondaire et du service intérieur, ne l'étaient pas encore aux agents du cadre supérieur. Il appartiendra au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour l'application complète des décisions mûrement étudiées de cette dernière commission.

CHAPITRE 73. — Matériel des mines. — Frais d'études, d'enquêtes, de missions et d'expériences concernant l'hygiène et la sécurité dans les mines, frais de sauvetage. — Etudes et travaux connexes intéressant l'industrie minière, néant.

Il s'agissait d'une simple modification du libellé du chapitre que le Gouvernement justifiait par les raisons suivantes :

Il doit être procédé fréquemment à des enquêtes parlementaires ou extra-parlementaires sur les conditions d'exploitation des mines, l'organisation du travail, l'hygiène et la sécurité des ouvriers, le rendement, etc. Les commissions chargées de ces enquêtes ont à provoquer les dépositions des intéressés, notamment de représentants des syndicats ouvriers, de délégués mineurs, à qui sont imposés des frais de déplacements et des pertes de salaires assez élevées.

Le budget des travaux publics ne contient aucun crédit sur lequel puissent être payés les frais ainsi exposés. Il paraîtrait pourtant normal, toutes les fois que les enquêtes auront été demandées ou acceptées par le Gouvernement, que les dépenses de cette nature fussent supportées par le budget de l'Etat.

Il conviendrait, pour permettre cette imputation, de modifier le libellé du chapitre 73, actuellement intitulé : « Matériel des mines. — Frais d'études, de missions et d'expériences concernant l'hygiène et la sécurité dans les mines, frais de sauvetage. — Etudes et travaux connexes intéressant l'industrie minière », en y introduisant le mot « enquêtes » après le mot « études ». Ce chapitre serait, par suite, libellé ainsi qu'il suit : « Matériel des mines. — Frais d'études, d'enquêtes, de missions, etc. ».

Votre commission des finances estime que ce n'est pas dans un cahier de crédits additionnels qu'il est possible de modifier un libellé de chapitre, alors surtout que cette modification peut entraîner de sérieuses conséquences.

Elle est d'avis que l'ancien libellé du chapitre 73 doit être maintenu.

CHAPITRE 79 *bis*. — Allocation à l'office national de la navigation pour l'exploitation de voies de navigation intérieure et de ports maritimes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 500,000 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 500,000 fr.

La loi du 29 décembre 1915 a alloué à l'office national de la navigation un crédit de 447,500 fr. qui, joint aux 52,500 fr. inscrits pour l'exercice 1914 et les trois premiers trimestres de 1915, a porté à 500,000 fr. le montant du fonds de roulement dont dispose l'office pour l'exploitation de voies de navigation intérieure et de ports maritimes.

Au moyen de cette allocation totale de 500,000 fr., l'office national de la navigation a entrepris un certain nombre d'opérations qui ont donné lieu, jusqu'à la fin de mai, à un mouvement de fonds, tant en recettes qu'en dépenses, de 7,800,000 fr. en chiffres ronds.

Ces opérations se développent dans des conditions telles que la trésorerie de l'office ne dispose plus d'une élasticité suffisante. A la date du 15 avril 1916, en effet, le total des titres de recettes établis ne dépassait que de 150,022 fr. 86 le montant des mandements effectués.

La flotte de l'office de la navigation comprend 316 bateaux dont les mariniers, qui circulent constamment sur les voies navigables, sont payés périodiquement par l'intermédiaire de régisseurs comptables; d'où la nécessité de faire à ces régisseurs des avances importantes.

D'autre part, tandis que les salaires des mariniers sont réglés d'une façon continue par les soins de l'office, il s'écoule toujours un assez long délai entre l'exécution des transports et le moment où le prix de ces transports est payé par les intéressés.

Enfin, l'office a été chargé d'entreprendre des opérations qui n'étaient pas prévues au moment où le Parlement a élevé le fonds de roulement à 500,000 fr.

C'est ainsi qu'on a organisé des transports de charbons, d'aciers, de cotons, de pierres cassées pour le département de la guerre; qu'on a développé les services de traction sur diverses voies navigables; qu'on a mis en ser-

vice des remorqueurs appartenant à l'Etat. On prépare, en outre, la mise en exploitation de nouvelles grues dans un certain nombre de ports maritimes ; on constitue un service d'allèges dans le port du Havre, etc.

Pour tous ces motifs, il paraît indispensable de mettre à la disposition de l'office un nouveau crédit de 500,000 fr., de manière à porter à 1 million de francs le montant du fonds de roulement applicable à l'exploitation de voies de navigation intérieure et de ports maritimes.

Nous croyons utile de publier les renseignements suivants fournis par l'administration sur les principaux services dont l'office national de la navigation a assumé la charge depuis le commencement de la guerre :

Les principaux services dont l'office national de la navigation a assumé la charge depuis le commencement de la guerre sont les suivants :

Exploitation commerciale sur la Basse-Seine. — Service organisé en vue de porter à son maximum le trafic de la navigation de la Basse-Seine et de répartir d'une façon normale et équitable entre les divers usagers du fleuve les augmentations de dépenses résultant de la hausse considérable du prix des combustibles. Entrée en vigueur le 28 novembre 1914, cette organisation a été remise le 1er juillet 1915 entre les mains du bureau des entreprises de navigation de la Basse-Seine.

Remorquage sur l'Oise, organisé pour rétablir sur cette voie la navigation interrompue en raison des difficultés résultant de l'établissement de ponts provisoires : les compagnies de remorquage avaient en effet cessé d'assurer leur service.

Affrètement de bateaux pour le transport dans la zone des armées, à partir de certains ports de l'intérieur, de cailloux destinés à la réparation et à l'entretien des routes militaires (299 bateaux ont été affrétés pour ces services au départ de Roanne, les Mureaux, Lyon).

Traction sur la Marne. — Un service de transports militaires avait d'abord été organisé ; ce service n'utilisant pas toujours toute la puissance des remorqueurs, les convois étaient complétés par l'adjonction de bateaux faisant des transports commerciaux. L'office fut chargé de la gestion de ce service par décision ministérielle du 10 juin 1915.

Une nouvelle décision du 18 décembre 1915 donna au service une organisation différente : au lieu de n'admettre les bateaux de commerce que dans la limite des places disponibles dans les convois, l'office, louant des remorqueurs et prenant à sa charge tous les frais de traction, doit tirer sans restriction tous les bateaux qui en font la demande, les prix de traction étant per us aussi bien sur les bateaux militaires que sur ceux du commerce. Cinq remorqueurs sont affectés à ce service.

Services de halage sur le canal latéral à la Marne, entre Dizy et Vitry ; sur le canal de la Marne au Rhin, entre Vitry et Dombasle ; sur le canal de la Marne à la Saône, entre Vitry et Gudmont ; sur le canal de l'Est (branche Sud).

La pénurie des moyens de traction, l'absence de services publics organisés ont conduit l'administration des travaux publics à confier à l'office l'organisation et la gestion des services de halage ci-dessus désignés, sans lesquels la navigation n'eût pu reprendre toute l'activité nécessaire.

Remorquage en Basse-Seine, en Seine-Maritime, dans la traversée du port de Rouen et dans le port du Havre. — Ces services sont utilisés tant pour la traction des bateaux de la flotte de l'office que pour celle des bateaux du commerce qui en font la demande.

Réparation des bateaux ayant subi des dommages résultant de faits de guerre. — Sur la demande de M. le ministre des travaux publics, M. le ministre de l'intérieur a mis à la disposition de l'office une somme de cent mille francs, aujourd'hui à peu près complètement épuisée, à charge par lui de faire procéder aux réparations essentielles des bateaux endommagés par suite de faits de guerre, les dépenses engagées de ce fait devant venir en déduction de l'indemnité éventuelle de dommages qui pourra être allouée aux propriétaires des bateaux. Le nombre des bateaux réparés ou en réparation s'élève à 57. (Application du décret du 24 avril 1915.)

Prise en solde de mariniers munis de fascicules de mobilisation S-1. — Le service de la navigation ayant constaté qu'un certain nombre de mariniers munis de fascicules de mobilisation S1 en profitaient pour travailler à terre tout en se soustrayant à leurs obligations militaires, l'administration décida d'obliger ces mariniers à naviguer effectivement et, pour cela, de les faire prendre en solde par l'office. Celui-ci payait les mariniers directement, mais les mettait à la disposition des entreprises de transport qui lui remboursaient ses avances.

Ce service a fonctionné jusqu'à l'organisation de l'exploitation réglementée des voies navigables sous la direction de l'autorité militaire.

Vedette du port de Rouen. — Service destiné à faciliter la circulation des mariniers dont les péniches se trouvent garées à une grande distance de Rouen.

Chantier de réparation de bateaux. — L'absence de chantier de réparation dans la région de Reims, où les bateaux sont particulièrement exposés au bombardement, avait décidé l'administration à envisager l'établissement d'un de ces chantiers à Reims même.

Mais, la situation militaire aux abords de Reims n'ayant pas permis de donner suite à ce projet, il fut décidé de créer le chantier à Mareuil-sur-Ay.

L'office est chargé de la construction du chantier, du contrôle et de la surveillance de son exploitation par un entrepreneur qui doit verser à l'office, à titre de frais de location, le dixième du montant des réparations effectuées.

Contrôle de l'emploi de la main-d'œuvre belge. — Une convention ayant été passée entre le ministre des travaux publics et M. Vandervelde, ministre d'Etat belge, dans le but d'amener en France des dockers belges, pour les occuper dans certains ports maritimes où la main-d'œuvre faisait défaut, l'office a été chargé de la partie financière de l'opération. Il a fait au bureau pour la protection du travail belge à l'étranger les versements de subsides prévus par la convention et a reçu des entrepreneurs occupant les dockers une somme de 1 fr. par journée de travail, jusqu'à concurrence de 100 francs au maximum par ouvrier.

Libération des bateaux n'ayant pu délivrer leurs marchandises en raison des événements de la guerre. — Ce service, institué par décret du 5 décembre 1914, a été fort utile aux mariniers dont les bateaux étaient chargés de marchandises à destination des pays envahis de la Belgique et qui ne pouvaient délivrer leurs marchandises : 112 mariniers ont eu recours à l'office pour obtenir leur libération.

Exploitation réglementée des voies navigables. — Il importe d'attirer, en terminant, l'attention sur le développement qu'ont pris les services de l'exploitation réglementée des voies navigables, organisés par une décision du 2 novembre 1915 des administrations de la guerre et des travaux publics.

CHAPITRE 99. — Routes nationales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,500,000 fr.

La nécessité, signalée de la manière la plus pressante par le commandement, d'augmenter dans une très notable proportion la quantité de matériaux d'empierrement destinés à la construction de chemins tactiques et à l'entretien de toutes les autres voies de communication qui avoisinent le front, a mis l'administration des travaux publics, chargée de procurer ces fournitures, dans l'obligation de passer de nouveaux marchés. A raison de la hausse croissante des matières premières employées dans les exploitations de carrières, notamment du charbon, des huiles et des graisses, des explosifs, etc., comme aussi des produits manufacturés en fer et acier (concasseurs, outils divers d'exploitation), les nouvelles soumissions ont dû être passées à des taux supérieurs à ceux qui avaient été précédemment consentis. Pour les mêmes motifs, les dépenses soldées directement dans la zone des armées par les ingénieurs en chef des départements se sont trouvées fortement augmentées. Il en va de même pour tout le matériel que le ministère des travaux publics envoie directement aux armées.

Il en résulte que la dotation du chapitre 99 n'est plus suffisante. Pour le deuxième trimestre, il est indispensable que l'administration, pour faire face aux dépenses prévues, dispose de 13,000,000 de francs, au lieu des 9,500,000 fr. accordés. Il y a lieu d'allouer en conséquence un crédit additionnel de 3,500,000 fr.

CHAPITRE 103. — Amélioration et extension des ports maritimes.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,500,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,500,000 fr.

Les conditions dans lesquelles se poursuit la guerre imposent à nos ports maritimes de commerce un effort énorme.

Alors qu'en 1913, l'année du plus fort trafic réalisé en temps de paix, l'ensemble de tous les ports français, y compris ceux de la Corse, n'avaient pas débarqué plus de 2,800,000 tonnes en moyenne par mois, les trente-quatre principaux d'entre eux ont dû et pu, au mois d'avril 1916, assurer le déchargement de 4,100,000 tonnes, avec des moyens cependant singulièrement réduits par la mobilisation et les réquisitions, et ce dernier chiffre paraît devoir être amplement dépassé au cours des mois suivants.

Les ports n'ont pu et ne pourront faire face à ces besoins croissants que grâce à des améliorations apportées d'urgence à leurs aménagements. L'expérience a montré qu'ils avaient plus de quais que d'outillage et plus d'outillage que de moyens d'évacuation. Un effort considérable a donc été fait pour accroître ces derniers en développant les gares de triage, les voies ferrées des quais, leurs raccordements, ainsi que le matériel roulant et le matériel de la batellerie intérieure.

Cet effort porte ses fruits et il est nécessaire que, le jour où le défaut de moyens d'évacuation ne limitera plus le rendement des ports, le manque d'outillage de déchargement ne réduise pas à son tour ces derniers.

Dès le début de 1915, des engins nouveaux ont été commandés en nombre important par le réseau d'Etat, gérant du compte spécial pour l'alimentation du pays en charbons, par quelques chambres de commerce et par l'industrie privée, pour renforcer l'outillage des quais et bassins existants, notamment en vue du déchargement des houilles.

En temps de paix, le ministère des travaux publics laisse aux chambres de commerce et aux importateurs ou entrepreneurs de manutention intéressés le soin d'outiller les ouvrages principaux qu'il établit. Mais les circonstances permettent difficilement de laisser libre cours aux initiatives privées et aux établissements publics dont les budgets sont ébranlés ou les déterminations trop lentes, et l'Etat doit prendre en mains les installations d'outillage de déchargement commandées par les circonstances, au nombre desquelles il faut compter, à côté de l'énorme progression du trafic, une grave pénurie de main-d'œuvre imposant l'usage des procédés de manutention mécanique.

Bien que les places à quai aient moins manqué que le reste dans nos ports, on a cherché à en développer le nombre ; des quais en cours d'exécution avant la guerre à Dunkerque, au Tréport, à Rouen, à Saint-Nazaire, à Nantes, à Bordeaux, à Marseille ont été ou vont être achevés ; des appontements en charpente, des postes de mouillage sur faisceaux de pieux ou corps morts, ont été entrepris et construits avec une extrême rapidité à Dieppe, à Rouen, à Tonnay-Charente, à Blaye, à Bassens près Bordeaux, etc... Il importe d'outiller d'urgence ces ouvrages nouveaux grâce auxquels ont pu être assurés le ravitaillement du pays et les approvisionnements essentiels à sa défense. Seul, l'Etat peut ainsi parfaire l'œuvre qu'il a accomplie.

Pour lui permettre de s'en acquitter, 58 grues à vapeur de types divers, de 2,500 kilogr. et de 3,000 kilogr., susceptibles d'être installées à volonté dans les divers ports au gré des besoins, ont été commandées depuis le début de 1916 : la dépense correspondante s'élèvera à 3,600,000 fr. environ.

D'autres achats sont projetés. Ils porteront notamment sur des outillages spéciaux dont l'utilité ne s'était pas fait sentir en temps de paix : outillages pour le déchargement des céréales dont l'importation restait faible, sauf dans les années nettement déficitaires, engins pour la manutention des colis lourds (camions automobiles, machines, etc...) que l'artillerie

reçoit en nombre exceptionnel. La dépense correspondante dépassera 1,500,000 fr.

La demande d'un crédit additionnel de 5 millions de francs pour acquisition d'outillages est donc justifiée, les crédits normaux du chapitre 103 devant être absorbés par la continuation des travaux en cours, dont beaucoup doivent être poussés d'extrême urgence pour que les ouvrages correspondants viennent à leur tour et le plus tôt possible contribuer au ravitaillement et à la défense du pays.

La gestion des outillages ainsi établis sera assurée par l'office national de la navigation dans les conditions déjà fixées à cet égard, c'est-à-dire, soit directement, soit de préférence au moyen d'une convention avec les chambres de commerce.

CHAPITRE 105 *bis*. — Etablissement par l'Etat d'usines hydrauliques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500.000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500,000 fr.

Le Gouvernement a déjà demandé précédemment dans le projet de loi n° 1721, déposé le 28 janvier dernier sur le bureau de la Chambre, un crédit de 2,250,000 fr. pour établissement par l'Etat d'usines hydrauliques. Il renouvelle aujourd'hui sa demande à peu près dans les mêmes termes :

« La production houillère de la France se trouvait, dès avant la période des hostilités, en déficit, par rapport à la consommation, de 20 millions de tonnes de charbon que l'on était obligé de demander à l'étranger.

« Il y aurait évidemment tout intérêt à affranchir le pays de cette nécessité, en procurant à l'industrie des sources nouvelles d'énergie qui, à l'heure actuelle, lui sont d'ailleurs absolument indispensables en vue des besoins de la défense nationale.

« On peut chercher ces sources d'énergie dans l'aménagement d'usines hydrauliques destinées à assurer un service public, usines que l'administration — dont le conseil d'Etat a sanctionné les vues — a, en attendant le vote d'une loi spéciale sur les usines hydrauliques, placées sous le régime de la concession de travaux publics (usine de Beaumont-Monteux, décret du 25 octobre 1914 ; usine du Drac inférieur, décret du 11 avril 1916). Mais pour l'aménagement envisagé, le concours des concessionnaires se trouve, en ce moment, paralysé par le manque de capitaux.

« Il importe donc que l'Etat se mette lui-même à l'œuvre, d'une part, en procédant à l'étude des aménagements qui pourraient être entrepris pour la mise en valeur des forces hydrauliques susceptibles d'être utilisées dans des délais raisonnables ; d'autre part, en participant, dans une proportion à déterminer dans chaque cas, aux frais de premier établissement des usines.

. . . . . .

« Du reste, les conventions de concessions seront telles que l'Etat, s'il accorde sa participation aux dépenses, trouve dans l'affaire, en sus d'un partage de bénéfices qui est maintenant d'usage en ces matières, le remboursement avec intérêts de ces déboursés. Ces conventions seront, au surplus, comme il est de règle pour les travaux neufs dont la dépense doit être imputée en totalité ou partiellement sur les chapitres des dépenses extraordinaires, soumises au ministre des finances et ratifiées, conformément à la loi du 27 juillet 1870, soit par des lois, soit par des décrets rendus en conseil d'Etat. »

La précédente demande du Gouvernement avait été disjointe par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, parce que le crédit sollicité n'avait qu'un caractère purement indicatif et qu'ensuite elle voulait avoir l'avis de sa commission des travaux publics.

Cette dernière commission approuve l'initiative de l'administration et demande seulement que les principales dispositions de l'article 9 de la loi du 28 septembre 1915, qui réglemente les avances aux fournisseurs de l'Etat et impose à ceux-ci le payement d'une redevance, soient applicables aux sociétés de production d'énergie électrique. Dans l'esprit de la commission des travaux publics, la redevance pourrait être fixée au moment de la signature de la convention, soit amiablement, soit par voie d'arbitrage.

La Chambre a voté le crédit de 4,500,000 fr. actuellement sollicité.

Votre commission des finances a déjà, ainsi que nous l'avions exposé dans notre rapport n° 118 déposé le 23 mars dernier sur votre bureau, « donné son entière adhésion à l'initiative prise par l'administration des travaux publics », mais elle croit de son devoir de présenter des observations et de faire des réserves au sujet des conditions dans lesquelles il pourra être fait emploi du crédit de 4,500,000 francs, dont le principal objet, à n'en pas douter, est la participation de l'Etat aux dépenses de premier établissement d'usines hydrauliques déclarées d'utilité publique.

Sans doute il est dit, dans l'exposé des motifs du projet de loi, au titre du chapitre 105 *bis*, que les conventions relatives aux concessions dont il s'agit seront ratifiées, conformément à la loi du 27 juillet 1870, soit par des lois, soit par des décrets en conseil d'Etat. Mais cette loi ne s'applique pas aux usines hydrauliques, si bien qu'un projet de loi avait été déposé au Parlement pour fixer les règles relatives à la concession de ces usines. Il avait été adopté par le Sénat et était pendant devant la Chambre des députés lorsque survint la guerre. Encore faut-il dire qu'il ne s'appliquait qu'aux usines à établir sur les cours d'eau et canaux du domaine public.

Nous voulons bien admettre qu'en raison des circonstances et de l'urgence, le Gouvernement ait été entraîné à accorder des concessions par la voie de décrets en conseil d'Etat et nous nous inclinons volontiers devant l'avis du conseil d'Etat qui a estimé que la loi du 27 juillet 1870 s'appliquait par extension aux concessions d'usines hydrauliques, mais ce sont là des cas d'espèces que les circonstances peuvent justifier exceptionnellement en attendant que soit édictée une règle normale.

Le moment nous paraît, aujourd'hui, venu de régler, pour l'avenir, la question de savoir dans quels cas les concessions devront faire l'objet d'une loi, car il n'y a pas de doute que l'utilisation de la houille blanche est sur le point de prendre un développement intensif, d'autant plus grand qu'il sera encouragé par l'intervention financière de l'Etat.

D'après le projet de loi auquel nous venons de faire allusion, une loi devait être nécessaire, lorsque le détournement des eaux de leur lit aurait dépassé une longueur déterminée ou lorsque l'usine aurait atteint une certaine puissance. Nous nous bornons à rappeler ce principe sans entrer dans d'autres détails ; car, en raison de l'heure pressante, nous ne songeons pas à demander au Sénat de prendre l'initiative d'introduire dans le projet de loi actuel les dispositions législatives que comporte la question. Le temps nous fait défaut pour arrêter un texte dont la Chambre des députés n'a pas été saisie. Nous voulons seulement éveiller l'attention du Gouvernement et susciter à ce sujet son initiative.

C'est pourquoi votre commission des finances croit devoir inviter le Gouvernement à présenter prochainement au Parlement une disposition législative qui réglera les conditions dans lesquelles les concessions d'usines hydrauliques devront être ratifiées par des lois ou des décrets.

Sous cette réserve, et aussi sous celle formulée par la commission du budget de la Chambre des députés, relativement à la participation de l'Etat aux avantages à résulter desdites concessions, la commission des finances a l'honneur de proposer au Sénat l'adoption du crédit de 4,500,000 fr.

II. ANNULATIONS

Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale.

2e section. — *Beaux-arts.*

CHAPITRE 91. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement.

Annulation proposée par le Gouvernement, 94,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 94,000 fr.

Annulation possible, les travaux d'agrandissement projetés à la bibliothèque nationale ne pouvant être exécutés actuellement.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

2e section. — *Postes et télégraphes.*

CHAPITRE 10. — Exploitation. — Personnel et agents.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1,092 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1,092 fr.

Conséquence de la transformation d'emplois de commis en emplois de dame proposée au chapitre 15 (voir les explications fournies à l'occasion de la demande d'ouverture de crédit présentée au titre de ce chapitre).

CHAPITRE 38. — Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.

Annulation demandée par le Gouvernement, 261,250 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 261,250 francs.

Les circonstances actuelles ne permettant pas à la compagnie des chemins de fer du Nord d'assurer l'exécution du service maritime postal entre Calais et Douvres, le crédit provisoire inscrit à ce chapitre pour les six premiers mois de 1916 est rendu disponible et peut être annulé.

L'ouverture d'un crédit d'égale somme est proposée plus haut au titre du chapitre 22 de la même administration pour faire face aux frais de transport des correspondances entre la France et l'Angleterre.

Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies sous ce dernier chapitre.

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

CHAPITRE 19. — Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit.

Annulation demandée par le Gouvernement, 20,000 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 20,000 fr.

La somme de 20,000 fr. dont l'annulation est proposée était reportée à un nouveau chapitre, n° 19 *bis*, pour permettre d'accorder des subventions aux fédérations des sociétés ouvrières de production et de crédit.

Bien que nous n'ayons pas accueilli la demande de crédit présentée au titre de ce dernier chapitre, nous vous prions de prononcer la présente annulation.

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Le Gouvernement ne demande de crédits additionnels qu'au titre des budgets annexes des monnaies et médailles et de la caisse des Invalides de la marine.

Monnaies et médailles.

CHAPITRE 2. — Indemnités diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 5,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 5,000 fr.

Pour assurer les fabrications des monnaies prévues actuellement, il sera nécessaire de maintenir la journée de travail à onze heures, au moins jusqu'à la fin de l'année.

Les crédits ayant été calculés dans la prévision du retour à la journée normale à partir du mois de juin, la dotation afférente aux indemnités allouées pour travaux extraordinaires au personnel commissionné se trouve insuffisante. L'augmentation nécessaire est évaluée à 15,100 francs pour l'année entière, conformément au décompte ci-dessous :

Indemnités de responsabilités et indemnités fixes	4.200
Indemnités payées de janvier à avril.	10.740
Indemnités probables de mai à septembre (5 mois à 2,200 fr.)	11.000

Indemnités probables d'octobre à décembre (3 mois à 2,700 fr.).....	8.100
Allocations de fin d'année pour charges de famille.....	1.000
Total des dépenses.....	35.040
Crédits prévus pour 1916.....	19.940
Insuffisance.....	15.100

Sur cette somme, 5,000 fr. pour les besoins du mois de juin doivent être accordés en addition aux crédits du premier semestre.

Caisse des invalides de la marine.

CHAPITRE 10 *bis*. — Allocations mensuelles aux ascendants des officiers et marins décédés pendant la guerre.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40,000 francs.

Ce crédit est demandé pour le payement de secours mensuels aux ascendants, dénués de ressources, des officiers et marins décédés pendant la guerre.

Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies sur la demande de crédit présentée au titre de la 2e section du budget du ministère de la marine, chapitre 28 : « Subvention à la caisse des invalides de la marine. »

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1916

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 72,114,627 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Sur les crédits provisoires ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1916, par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, une somme de 376,342 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Monnaies et médailles.

Art. 3. — *Il est ouvert au ministre des finances, au titre de l'exercice 1916, en additionnant aux crédits provisoires alloués par les lois* des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit de 5,000 fr. applicable au chapitre 2 : « Indemnités diverses. »

Caisse des invalides de la marine.

Art. 4. — Il est ouvert au ministre de la marine, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, un crédit de 40,000 fr. applicable à un chapitre nouveau portant le n° 10 *bis* et intitulé : « Allocations mensuelles aux ascendants des officiers et marins décédés pendant la guerre. »

ANNEXE N° 241

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre, par M. Milliès-Lacroix, sénateur (1)

Messieurs, le Gouvernement a déposé sur votre bureau dans votre séance du 15 juin courant un projet de loi portant ouverture et annulation, sur les exercices 1915 et 1916, de crédits concernant les services de la guerre.

Les crédits demandés par le Gouvernement au titre du budget de la guerre dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre s'élevaient, en ce qui concerne l'exercice 1915, à.....	274.818.840
Déduction faite d'annulations qui, non compris celles afférentes à des crédits gagés sur des ressources spéciales (190,974 fr. 97), se montaient à.....	13.737.053
L'excédent de dépenses ressortait à.....	261.081.787

En ce qui concerne l'exercice 1916, ils formaient, compte non tenu de crédits gagés sur des ressources spéciales (193,157 fr. 33), un total de..... 347.462.123

Si l'on défalque des annulations pour.....	1.528.210
Il restait une charge nette de...	345.933.913

Pour l'ensemble des deux exercices 1915 et 1916, la charge nette résultant des propositions gouvernementales atteignait 261,081,787 + 345 millions 933,913 = 607,015,700 fr.

La Chambre a réduit de 3,494,730 fr. les crédits demandés au titre de l'exercice 1915 et de 513,240 fr. ceux qui concernaient l'exercice 1916, sans apporter par contre de modifications aux annulations proposées.

De la sorte, la charge nette résultant pour le Trésor du projet de loi qui vous a été transmis s'élève à 257,587,057 + 345,420,673 fr. = 603,007,730 francs.

Il convient toutefois d'observer que, sur l'exercice 1915, un crédit important, s'élevant à 110,803,000 fr., destiné à acquitter des droits de douane dus par le département de la guerre, se trouve compensé par une recette correspondante et qu'il en est de même d'une somme de 25,310,000 fr. sur l'exercice 1916.

TITRE Ier.

OUVERTURE EN ANNULATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1915 AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL

Ainsi que nous venons de le voir, les crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre s'élevaient à.....	274.818.840
Des annulations étaient en même temps proposées pour un total de 13 millions 928,027 fr. 97, mais elles portaient pour 190,974 fr. 97 sur des crédits gagés par des ressources exceptionnelles correspondantes de telle sorte qu'elles n'influaient sur l'équilibre budgétaire qu'à concurrence de.....	13.737.053
La charge nette résultant pour l'exercice 1915 des propositions gouvernementales ressortait ainsi à.....	261.081.787

La Chambre a apporté à ces propositions les réductions suivantes, portant sur les crédits sollicités au titre de la 2e section : Occupation militaire du Maroc.

Chap. 117. — Dépenses diverses..	1.313.330
Chap. 120. — Entretien des troupes auxiliaires marocaines.....	2.181.400
Total.....	3.494.730

La charge nette résultant, pour l'exercice 1915, du projet de loi qui vous a été transmis ressort dans ces conditions à 257,587,057 fr.

Votre commission des finances a l'honneur de vous proposer d'adopter les crédits votés par la Chambre des députés, sous réserve des observations présentées au cours du présent rapport.

Les crédits déjà ouverts au titre du budget de la guerre de l'exercice 1915 étant de 16 milliards 497,859, 385 fr., se trouveront ainsi portés pour ledit exercice à 16,755,446,492 fr.

(1) Voir les nos 232, Sénat, année 1916, et 2149-2177, et in-8° n° 477. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

La majeure partie des suppléments demandés s'applique à des dépenses pour lesquelles les prévisions faites au cours de l'année 1915 se sont trouvées insuffisantes : une somme de 47.275.000 fr., dont un tiers doit être alloué aux gardes voies de communication qui sont obligés d'assurer individuellement leur subsistance, se rapporte aux indemnités de frais de déplacement ; une autre somme de 59 millions et demi en chiffres ronds apparaît comme indispensable pour assurer le service des allocations aux familles des militaires ; 21 millions correspondent à des achats supplémentaires de vêtements d'hiver et à des fournitures de savon aux armées ; 10 millions aux indemnités de logement chez l'habitant et de cantonnement ; 1.500.000 fr. aux dépenses d'entretien des routes, aux achats de matériaux pour l'installation des tranchées et la construction d'abris.

Parmi les autres propositions, on peut relever celle qui a pour objet d'assurer le payement des droits de douane à la charge du département de la guerre pour le matériel acheté à l'étranger par le service de l'habillement et du campement et qui ne s'élève pas à moins de 110,803,000 fr. Cette dépense a d'ailleurs pour contre-partie une recette budgétaire. A citer également un crédit de 17 millions se rapportant à des achats effectués à l'étranger en 1914, mais dont la prise en charge n'a pu avoir lieu qu'en 1915 ; la somme affectée à ces achats en 1914 est demeurée sans emploi et sera annulée en règlement d'exercice.

Il convient de mentionner enfin des demandes formulées en vue de rembourser le protectorat marocain de diverses dépenses faites au Maroc et ayant un caractère militaire.

Nous vous donnons ci-après, chapitre par chapitre, des explications sur les crédits demandés par le Gouvernement, en vous faisant connaître au fur et à mesure les décisions de la Chambre et de votre commission des finances.

I. — OUVERTURES DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1re section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 1er. — Traitements du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 234,670 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 234,670 fr.

Le Gouvernement a justifié comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motif du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

Les prévisions de dépenses relatives à la solde et aux indemnités des officiers détachés à l'administration centrale, en dehors des emplois du cadre, pendant le deuxième semestre de 1915, avaient été basées sur un effectif de 388 unités. Mais, par suite des nécessités du service, elles se sont trouvées dépassées et le nombre des intéressés a été porté à 419 pour le troisième trimestre et à 507 pour le quatrième, soit respectivement 59 et 127 unités en plus. Ces différences ont occasionné sur le présent chapitre une augmentation de dépense totale de 233,480 fr., dont 193,480 fr. correspondant à la solde proprement dite et 40,000 fr. à l'indemnité de cherté de vie dans Paris. Cette dernière somme constitue seule un véritable supplément de dépense. Quant à celle de 193,480 fr., elle n'est qu'un report du chapitre 7 (solde de l'armée) qui aurait eu normalement à supporter la dépense relative à la solde des intéressés s'ils n'avaient pas été affectés à l'administration centrale. On demande, en conséquence, d'une part, l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 233,480 fr. au titre du chapitre 1er et, d'autre part, une annulation de 193,480 fr. sur le chapitre 7.

Le surplus du crédit demandé, soit 1,190 fr., est destiné à permettre d'allouer, à partir du 1er octobre 1915, l'indemnité de frais de service de leur grade aux deux adjoints au chef d'état-major général de l'armée. Ceux-ci remplacent, en effet, les deux sous-chefs d'état-major du temps de paix, dont les emplois ne sont plus occupés depuis la mobilisation et auxquels il était attribué une indemnité de cette nature.

La progression du nombre des officiers détachés à l'administration centrale depuis le début des hostilités a été la suivante :

199 en septembre 1914 ;
292 à la fin du 4e trimestre 1914 ;
306 à la fin du 1er trimestre 1915 ;
344 à la fin du 2e trimestre 1915 ;
442 à la fin du 3e trimestre 1915 ;
607 à la fin du 4e trimestre 1915 ;
559 à la fin du 1er trimestre 1916 ;
559 au 31 mai 1916.

L'administration expose que cette progression résulte des causes suivantes :

1° Développement continu des services et augmentation du travail.

L'aménagement des effectifs en vue de leur meilleure utilisation, la constitution d'unités nouvelles, la surveillance des frontières, ainsi que, d'autre part, le caractère industriel de la guerre qui oblige la mise en œuvre de tous les moyens d'action technique du pays, l'accroissement des quantités de matériel de guerre nécessaires aux armées par suite de l'intensité croissante de la lutte et des consommations énormes, l'obligation de faire appel aux ressources de l'étranger, en raison de l'insuffisance de celles du pays, particulièrement en matières premières, entraînent une augmentation et une complication croissantes du travail incombant aux divers organes de l'administration centrale.

La nécessité, en raison même de la durée de la guerre, d'en accommoder les exigences avec celles de la vie économique du pays oblige à étudier et à prendre des dispositions spéciales qui contribuent à accroître le travail des services.

En outre, à mesure que les dépenses augmentaient, il a fallu doter les services du personnel supplémentaire nécessaire pour en assurer la liquidation et établir les comptes.

D'autre part, des organes nouveaux ont dû être constitués en raison des nécessités nouvelles résultant de la guerre.

D'une manière générale, l'augmentation du travail dans tous les services peut se mesurer à la progression même des dépenses, dont le montant trimestriel pour les trois premiers mois de 1915 (3 milliards), déjà dix fois supérieur à la moyenne trimestrielle du dernier budget du temps de paix (300 millions), s'est trouvé plus que doublé pour le premier trimestre de 1916 (6 milliards 362 millions).

2° Remplacement d'une partie du personnel civil de l'administration centrale par des officiers inaptes à faire campagne ou blessés.

Le nombre total des employés de bureau mobilisés tant depuis le début de la guerre qu'à la suite des mesures prises par le général Gallieni s'élève actuellement à 137. Ces employés, qui faisaient partie du cadre permanent de l'administration centrale, ont été remplacés par des officiers blessés ou fatigués, sans qu'il en résulte une économie sensible au titre du chapitre 1er sur lequel ces employés étaient payés. La plupart de ces derniers continuent à percevoir la totalité ou une fraction de leur traitement dans les conditions fixées par la loi du 5 août 1914.

3e Rendement moindre des officiers fatigués ou blessés.

Le rendement moyen de ces officiers est inférieur à celui des éléments civils ou des éléments militaires actifs qu'ils ont remplacés dans les bureaux. Cela tient à la fois à leur manque d'expérience administrative et à leur état de santé. Aussi, pour combler les vacances, a-t-on dû appeler un nombre de remplaçants supérieur à celui des partants.

Il convient d'ailleurs d'observer, en ce qui concerne les officiers blessés, que, s'ils n'étaient pas employés, ils seraient pour la plupart en congé de convalescence et continueraient à percevoir leur solde conformément au règlement. Leur affectation au ministère n'entraîne que le supplément de dépenses correspondant à l'indemnité de cherté de vie dans Paris.

D'autre part, au point de vue moral, il est préférable de donner à ces officiers une occupation plutôt que de les laisser dans l'inaction en raison des effets réparateurs du travail.

Malgré les justifications ci-dessus, votre commission des finances exprime le regret que le Gouvernement ait cru devoir augmenter comme il l'a fait l'effectif des officiers détachés à l'administration centrale. La commission a, par expérience, l'impression que toutes les affectations ne sont pas justifiées. Des officiers jeunes, appartenant aux réserves, auraient leur place au front ou dans les services de la zone de l'armée, qui ont pu cependant obtenir d'être employés à l'administration centrale. Des abus se sont introduits dans divers bureaux, notamment dans les services de la presse et certains sous-secrétariats d'Etat. Nous relevons cependant qu'à la direction du génie le nombre des officiers détachés est resté le même qu'avant la guerre. Il est vrai que cette direction n'a pas l'honneur d'avoir un sous-secrétaire d'Etat à sa tête.

La commission des finances demande formellement que l'on s'arrête dans la voie où l'on s'est fâcheusement engagé. L'effectif des officiers valides détachés à l'administration centrale doit être réduit.

Sous cette réserve expresse, la commission propose le vote du crédit demandé.

CHAPITRE 6. — Ecoles militaires (matériel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 35,150 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 35,150 fr.

Le crédit demandé a pour objet de faire face aux dépenses occasionnées par le fonctionnement, à l'école d'application de cavalerie, de cours d'aspirants pour lesquels aucune prévision n'avait été comprise dans les crédits déjà alloués.

Le nombre d'aspirants ayant suivi des cours à l'école dont il s'agit au cours du premier semestre de 1915 a été de :

15 du 15 janvier au 15 mars ;
117 du 15 mars au 15 juin.

Le crédit à allouer se décompose comme suit :

Masse d'instruction	10.898 25
Masse de matériel et d'entretien	10.698 50
Masse de chauffage et d'éclairage	13.553 25
Total égal	35.150 »

CHAPITRE 8. — Garde républicaine.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 489,240 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1 million 489,240 francs.

Les crédits alloués pour la solde et les indemnités accessoires de la garde républicaine, en 1915, ont été calculés, en ce qui concerne la troupe, sur un effectif total de 2,306 sous-officiers et gardes, qui a été déterminé à la fin de 1914, d'après l'effectif existant diminué des éléments envoyés aux armées. Or, on a incorporé dans la garde, en 1915, 414 militaires de l'armée territoriale, pour permettre d'assurer la police de la capitale, après l'envoi aux armées d'une partie de l'effectif des gardiens de la paix. Les crédits se trouvent de ce fait insuffisants d'une somme de 883,500 fr.

En outre, les dépenses concernant l'indemnité journalière de service dans Paris, les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour troupes en marche et les hautes payes allouées dans les conditions fixées par les règlements ont dépassé les prévisions de 568,980 fr.

D'autre part, la hausse des prix des denrées fourragères s'est traduite par un supplément de 35,560 fr. par rapport au crédit ouvert pour cette nature de dépense. Ce crédit avait été maintenu, en effet, au même chiffre qu'en 1914.

Enfin, la part contributive de l'Etat dans les dépenses faites en 1915 pour l'alimentation en eau des casernes de la garde républicaine se monte, d'après les états adressés par la préfecture de la Seine, à une somme supérieure de 1,200 fr. au crédit correspondant.

Il y a lieu, par suite, d'ouvrir sur le présent chapitre un crédit supplémentaire de :
883,500 + 568,980 + 35,560 + 1,200 = 1,489,240 francs.

CHAPITRE 11. — Frais de déplacements et transports.

Crédit demandé par le Gouvernement 47,275,700 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 47,275,700 fr.

Les résultats de la comptabilité des frais de déplacement pour l'année 1915 font ressortir à 71,199,250 fr. la dépense totale résultant de l'allocaiton des indemnités de frais de déplacements aux diverses catégories d'ayants droit. Les crédits ouverts ne s'élevant qu'à 23,923,550 francs, une somme de 47,275,700 francs, est nécessaire pour régulariser les dépenses faites. Une partie importante de celles-ci (en tiers environ) comprend les indemnités allouées à ceux des gardes de voies de communication qui sont obligés d'assurer individuellement leur subsistance.

En 1915, ces indemnités étaient de 2 fr. 50 par jour ; elles ont été portées à 2 fr. 70 par décret du 15 mars 1916. Elles sont exclusives de la solde des prestations d'alimentation.

Les autres dépenses supplémentaires à imputer sur le chapitre sont les indemnités attribuées aux autres catégories d'isolés, aux militaires de tous grades qui se déplacent pour le service, aux hommes appelés ou rappelés sous les drapeaux et aux membres des diverses commissions militaires ou administratives, telles que les commissions de ravitaillement et les conseils de revision.

L'écart important que présente le total des crédits ouverts par rapport à celui des dépenses réelles est expliqué de la façon suivante par l'administration :

La centralisation des dépenses de frais de déplacement par les services régionaux présente des difficultés en raison de ce que les déplacements se produisent sur tous les points du territoire et, en ce qui concerne particulièrement les bénéficiaires de l'indemnité de 2 fr. 50 d'isolé, en raison même de leur dispersion. Ce n'est qu'assez longtemps après la perception des allocations qui sont généralement touchées sur mandats d'avance que le service de l'intendance du chef-lieu de la région en a connaissance et peut en informer l'administration centrale. Par suite, ce n'est guère qu'au cours du second semestre de 1915 que celle-ci a pu disposer d'éléments suffisants pour apprécier la marche ascensionnelle de ces dépenses; or, à ce moment, les crédits provisoires afférents aux trois premiers trimestres étaient déjà ouverts et ceux destinés au quatrième étaient sur le point de l'être. On n'a donc pas pu tenir compte de la progression des dépenses dans l'établissement des prévisions des dépenses et mettre celles-ci au point.

La situation pour 1916 est toute différente. Les dépenses antérieures ont constitué une base d'évaluation qui faisait défaut en 1915 ; les crédits déjà ouverts au titre de 1916 se montent à 16,225,000 fr. pour le premier trimestre, à 17,836,500 fr. pour le deuxième et il est demandé 18,271,800 fr. pour le troisième trimestre, soit au total 52,333,300 fr. pour neuf mois.

La commission des finances appelle de nouveau l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'alléger les transports par la voie ferrée en utilisant la batellerie fluviale et les canaux. D'autre part, il est indispensable que les wagons soient toujours chargés au plein, afin de parer à l'insuffisance du matériel roulant.

CHAPITRE 24. — Fortifications.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,500,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances. 1,500,000 fr.

L'ensemble des dépenses effectuées en 1915 au titre de ce chapitre s'élève à 81,400,000 fr., dont 23,400,000 fr. engagés directement par les armées pour l'entretien des routes et chemins ou pour l'achat de matériaux de toute nature destinés à l'installation des tranchées et à la construction d'abris blindés. Les crédits ouverts, qui s'élèvent à 79,900,000 fr., se trouvent donc inférieurs aux dépenses d'une somme de 1,500,000 fr., qui concerne exclusivement des dépenses engagées par les armées.

Un crédit supplémentaire d'égale somme est nécessaire pour couvrir cette insuffisance.

CHAPITRE 32. — Habillement et campement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 118,869,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 118,869,000 fr.

Sur le crédit supplémentaire demandé, 110

millions 803,000 fr. correspondent au montant des droits de douane à la charge du département de la guerre pour le matériel du service de l'habillement et du campement acheté à l'étranger au cours de l'année 1915, droits dont il n'avait pas été tenu compte dans les crédits provisoires alloués pour cet exercice.

Cette ouverture de crédit se trouve ainsi compensée par une recette budgétaire.

17 millions, d'autre part, se rapportent à des achats faits à l'étranger et dont la prise en charge n'a pu avoir lieu qu'en 1915 par suite de retards dans les transports et les réceptions. La dépense résultant de ces achats s'est trouvée de ce fait imputée à l'exercice 1915, sans que celui-ci dispose du crédit correspondant qui avait été alloué au titre de 1914. Sur le chapitre 55 (habillement et campement) du budget de la guerre de ce dernier exercice, on escompte corrélativement une annulation, en loi de règlement, d'une somme d'au moins 40 millions.

A partir du 1er juillet 1915 on a fourni du savon aux armées pour les soins du corps. Il en est résulté pour le second semestre de cette année une dépense de 3,507,000 fr. dont il n'avait pas été tenu compte dans les crédits provisoires des troisième et quatrième trimestres.

Enfin, pour donner satisfaction aux demandes des armées, en ce qui concerne les effets spéciaux d'hiver, on a fait procéder à des achats supplémentaires de tricots, jerseys, chandails, couvertures, bottes de tranchées. Les crédits ouverts ne permettent pas de couvrir la totalité des dépenses résultant de ces achats; il manque, pour en assurer le règlement, une somme de 17,559,000 fr.

Les distributions faites au front, au cours de l'hiver 1915-1916, ont atteint les chiffres suivants :

Collections d'effets et sous-vêtements chauds	3.426.102
Couvertures	3.345.086
Chapes en peau de mouton	1.650.983
Bottes de tranchées (paires)	918.402
Bottes spéciales à neige (paires)	157.830
Sabots de tous modèles (paires)	1.006.188
Chaussons (paires)	988.012

Les approvisionnements restants sont mis de côté pour des besoins ultérieurs, sauf à être complétés, en temps opportun, dans la mesure convenable, pour le cas où une nouvelle campagne d'hiver serait à envisager. Nous espérons que des mesures seront prises à temps, pour que soient évitées, dès l'ouverture de l'hiver, les erreurs commises l'an dernier. Les effets d'hiver doivent être distribués dès le commencement de l'automne. Mais on doit s'attacher à ne délivrer que des effets réellement utilisables. Les chapes, notamment, doivent être confectionnées en conséquence. Il en est de même de certaines chaussures de tranchés dont les hommes ne peuvent faire usage.

Nous signalons comme une excellente mesure la récupération des effets d'habillement revenant du front. Il nous a été donné de visiter des ateliers de réparations annexés à des entrepôts d'habillement, où des effets de toute nature sont remis en état à peu de frais, ce qui occasionne une économie très appréciable.

Mais, par contre, nous appelons l'attention du ministre sur la nécessité de simplifier les règles qui régissent la transmission des demandes d'effets par les unités qui sont aux armées. Ces règles sont telles qu'il faut plus de temps, pendant la guerre que pendant la paix, à un un bataillon pour recevoir les effets demandés aux magasins des entrepôts. La suppression de plusieurs échelons de transmission s'impose. Les demandes doivent être transmises directement aux entrepôts ou aux dépôts par les sous-intendants divisionnaires sous le simple contrôle des intendants de corps d'armée et des directions d'intendance d'armée.

CHAPITRE 34. — Couchage et ameublement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 10 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 10 millions de francs.

D'après les renseignements définitifs parvenus sur la situation du chapitre 34, les dépenses de logement et de cantonnement des troupes chez l'habitant, ainsi que les dépenses de location et d'ameublement d'immeubles pour les quartiers généraux et les bureaux des états-majors et services, s'élèvent, pour 1915, à 59,317,726 francs, savoir :

Dépenses de logement et de cantonnement chez l'habitant, y compris les indemnités dues pour dégâts dans les cantonnements	58.468.161
Loyers de bureaux	408.214
Dépenses d'ameublement des quartiers généraux et des bureaux (entretien, réparations et remplacements) et fourniture de machines à écrire pour les bureaux	441.351
Total égal	59.317.726

Les crédits correspondant à ces diverses catégories de dépenses ne s'élevant qu'à 49,314,500 francs, une somme de 10 millions en nombre rond est nécessaire pour en assurer le règlement.

L'administration signale, en ce qui concerne les dépenses de logement et de cantonnement, que l'application du tarif fixant les indemnités de l'espèce a donné lieu à de nombreuses difficultés et anomalies. Tantôt l'indemnité fixée par le tarif arrivait à dépasser de beaucoup la valeur locative de l'immeuble; tantôt, au contraire, elle ne correspondait qu'incomplètement au préjudice subi par le propriétaire. Des instructions, et notamment une circulaire du sous-secrétariat d'Etat à l'intendance, en date du 29 février dernier, ont déjà prescrit certaines mesures susceptibles d'atténuer ces inconvénients.

Nous espérons que le département de la guerre saura trouver les modalités susceptibles de donner satisfaction aux intérêts légitimes des particuliers tout en ménageant ceux du Trésor.

CHAPITRE 37. — Allocation aux militaires soutiens de famille et gratifications de réforme.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40 millions de francs.

Le montant des mandats émis au titre de 1915 pour le payement à l'intérieur des allocations instituées par la loi du 5 août 1914 s'élevait, à la fin d'avril, d'après les pièces de comptabilité parvenues à l'administration centrale, à la somme totale de	1.086.175.000
Les demandes de fonds présentées à la même époque par les ordonnateurs secondaires en vue de l'émission de nouveaux mandats au titre du même exercice, pour régularisation des payements effectués par les comptables du Trésor, s'élevaient à	740.000.000
L'ensemble des mandats émis ou à émettre au titre de 1915 représentait donc à la fin d'avril 1916 une dépense totale de	1.826.175.000
Le total des crédits ouverts étant seulement de	1.792.500.000
il manque, pour couvrir les dépenses connues à cette date, une somme de	33.675.000

Le crédit supplémentaire de 40 millions demandé sur le présent chapitre est destiné à couvrir cette insuffisance et à permettre de donner suite aux demandes complémentaires de fonds dont il y a lieu de prévoir la production, les ordonnateurs secondaires n'ayant pas encore reçu de tous les agents du Trésor les relevés complets des payements effectués.

CHAPITRE 39 *bis*. — Subvention pour l'administration des territoires occupés.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1 million de francs.

Il s'agit d'un simple transfert de crédit. Une loi du 7 août 1915 a ouvert un chapitre spécial pour l'administration des territoires occupés. Il y a lieu de transférer à ce chapitre le crédit de 1 million alloué pour cet objet pour le premier semestre au chapitre 39 (dépenses secrètes), auquel étaient alors imputées ces dépenses et au titre duquel une annulation d'égale somme est proposée dans le présent projet de loi.

Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 56. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 19 millions 488,700 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 19,488,700 fr.

De même que pour l'intérieur, les crédits ouverts pour l'Algérie-Tunisie pour faire face, en 1915, aux allocations aux militaires soutiens de famille se trouvent insuffisants.

Le montant des mandats émis en Algérie-Tunisie, au titre de ces allocations, s'élevait, à la fin d'avril 1916, à la somme de	27.919.000
D'autre part, les demandes de fonds présentées à la même époque par les directeurs de l'intendance pour l'émission de nouveaux mandats destinés à régulariser les payements faits par les comptables du Trésor au titre du même exercice se montaient à	22.287.700
Les dépenses connues à ladite date formaient donc un total de	50.206.700
Les crédits ouverts ne s'élevant qu'à	30.723.000
il manque, pour couvrir ces dépenses, une somme de	19.483.700

qui constitue la presque totalité du crédit supplémentaire demandé.

Le complément de 5.000 fr. correspond à une insuffisance des prévisions d'allocations de solde concernant le personnel des bureaux de recrutement en Algérie-Tunisie.

La commission du budget a fait remarquer qu'à raison de leur importance, il serait préférable d'imputer les dépenses concernant les allocations aux militaires soutiens de famille à un chapitre spécial 56 *bis*, intitulé « Allocations aux militaires soutiens de famille ». Ce chapitre serait créé à partir du troisième trimestre de 1916. Votre commission des finances ne voit que des avantages à cette proposition.

CHAPITRE 58. — Etablissements pénitentiaires et sections d'exclus.

Crédit demandé par le Gouvernement, 95,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 95,500 fr.

Ce crédit supplémentaire est nécessaire pour régulariser les dépenses effectuées au titre de la solde du personnel des établissements pénitentiaires.

Le crédit ouvert pour cet objet n'est, en effet, que de 479,500 fr., alors que la dépense a atteint 575,000 fr. d'où une insuffisance de 95,500 francs.

Cette insuffisance provient notamment de ce que l'effectif des sous-officiers réellement employés dans ces établissements a été supérieur de 34 unités à l'effectif qui avait servi de base au calcul des crédits.

CHAPITRE 75. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 4,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 4,500 fr.

Ce supplément de dépenses porte sur les dépenses diverses occasionnées par l'instruction des troupes en Algérie-Tunisie : instruction du tir, exercices de travaux de fortifications de campagne et de construction de tranchées, etc.

CHAPITRE 80. — Gendarmerie de Tunisie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,830 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,830 fr.

Ce crédit est nécessaire pour faire face à l'insuffisance des prévisions relatives aux indemnités pour charges de familles.

2e section. — *Occupation militaire du Maroc.*

Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

CHAPITRE 94. — Solde de la cavalerie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 400,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances. 400,000 fr.

Indépendamment des mokhazénis dont les dépenses d'entretien ont été prévues au budget du ministère de la guerre, il existe, dans les bureaux de renseignements au Maroc, un certain nombre d'auxiliaires indigènes dont le budget du protectorat assure actuellement la charge. Or, les uns et les autres contribuent également à assurer la sécurité du territoire ; ils accomplissent le même service et, notamment, remplissent auprès des officiers de renseignements le rôle d'agents de liaison avec les tribus. Les dépenses d'entretien de ces auxiliaires indigènes sont donc des dépenses d'ordre militaire au même titre que les dépenses d'entretien des mokhazénis. Elles incombent par suite, comme ces dernières, au budget de la guerre. C'est d'ailleurs ainsi qu'il en a été décidé pour 1916 : les sommes nécessaires au payement des dépenses de l'espèce ont été, pour cet exercice, comprises dans les crédits provisoires déjà ouverts. Le crédit supplémentaire de 400,000 fr. aujourd'hui sollicité a pour but d'appliquer la même mesure aux dépenses afférentes à l'exercice 1915.

CHAPITRE 102. — Justice militaire.

Crédit demandé par le Gouvernement, 16,490 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 16,490 fr.

Ce crédit est demandé pour faire face à l'insuffisance des prévisions relatives à la solde du personnel de la justice militaire au Maroc.

Cette insuffisance provient, notamment, de ce que l'effectif réel des sous-officiers faisant partie de ce personnel a excédé de cinq unités l'effectif qui avait servi de base au calcul des crédits.

CHAPITRE 103. — Etablissements pénitentiaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 28,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 28,000 fr.

Ce crédit est demandé pour permettre de rembourser au budget du protectorat marocain les avances qui ont été faites par celui-ci au Gouvernement général de l'Algérie pour couvrir les frais d'exécution des peines prononcées par les conseils de guerre du Maroc, dans les cas où les condamnés ont subi ces peines en Algérie.

CHAPITRE 107. — Etablissements du génie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 383,330 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 383,330 fr.

Ce crédit est destiné à rembourser au budget du protectorat marocain les dépenses qu'il a supportées en 1915 par suite de l'exécution de travaux de pistes dans les régions de l'avant. En fait, ces travaux répondent moins à des besoins économiques réels qu'à des nécessités militaires et les dépenses correspondantes rentrent dans la catégorie de celles qui incombent normalement au budget de la guerre. Les dépenses afférentes aux travaux de même nature à effectuer en 1916 ont d'ailleurs été prévues dans les crédits provisoires de cet exercice.

CHAPITRE 117. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 813,330 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 500,000 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement s'appliquait à deux catégories de dépenses.

Tout d'abord 500,000 fr. avaient pour objet de permettre le remboursement au budget du protectorat marocain des frais supplémentaires occasionnés, en 1915, par les dispositions spéciales qui ont dû être prises, à raison de l'état de guerre, pour renforcer le service de répression de la contrebande de guerre sur le littoral et sur les frontières terrestres du Maroc.

La Chambre a accordé ce crédit sur la proposition de sa commission du budget.

Le surplus, soit 1,313,330 fr., devait être versé au même budget à titre de participation aux dépenses spéciales, dites de pénétration, qui ont été faites par l'administration civile du protectorat, en 1915, dans les régions situées au delà de la zone que peuvent garder nos postes.

« Ces dépenses, exposait l'administration, ont le caractère de dépenses de souveraineté, en ce sens qu'elles complètent et prolongent notre action militaire au Maroc. Pour 1916, il a été tenu compte des charges de même nature dans les crédits provisoires de cet exercice. »

La commission du budget a demandé à l'administration de la guerre le détail de ces dépenses, pour vérifier si elles doivent bien être rangées dans la catégorie de celles qui doivent être remboursées au protectorat et elle a ajourné l'examen du crédit sollicité pour y faire face jusqu'à ce que tous les renseignements utiles à cet égard lui aient été fournis.

La Chambre n'a donc accordé au titre du présent chapitre qu'un crédit de 500,000 fr.

Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

CHAPITRE 120. — Entretien des troupes auxiliaires marocaines.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions 181,400 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le Gouvernement justifiait comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

Cette somme doit être mise à la disposition du protectorat marocain pour permettre à celui-ci de rembourser à la banque d'Etat du Maroc les avances qu'elle a faites, du 1er mars 1913 à la fin de 1915, pour l'entretien du tabor français. Ce tabor est chargé, avec un tabor espagnol, de l'ordre et de la sûreté dans la zone avoisinant Tanger, et l'entretien de cette force de police rentre, plus que jamais, dans les circonstances actuelles, dans les dépenses marocaines d'ordre militaire.

Le crédit nécessaire pour faire face aux dépenses de même nature pendant le premier semestre de 1916 a été compris dans les crédits provisoires alloués pour ce trimestre.

La commission du budget a ajourné sa décision sur cette demande jusqu'à ce qu'elle ait reçu de l'administration de la guerre des détails sur l'emploi des avances qu'il s'agit de rembourser à la banque d'Etat du Maroc.

Sans observation.

II. — ANNULATIONS DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1re section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 7. — Solde de l'armée.

Annulation proposée par le Gouvernement, 193,480 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 193,480 francs.

Cette annulation est proposée en vue du report au chapitre 1er de la somme correspondant à la solde des officiers qui ont été payés sur ce chapitre, en sus des effectifs prévus pour les troisième et quatrième trimestres de 1915.

Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies à l'appui de la demande de crédit formulée au titre dudit chapitre 1er.

CHAPITRE 23 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans.

Annulation demandée par le Gouvernement, 169,173 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 169,173 fr.

Reliquat d'une somme disponible sur l'exercice 1915 et dont le report à 1916 est proposé plus loin, pour permettre de continuer les travaux de réorganisation.

CHAPITRE 30. — Dépenses secrètes.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1 million.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1 million.

Le crédit dont l'annulation est proposée au titre du présent chapitre s'applique aux dépens d'administration des territoires occupés et le transfert en a été demandé plus haut au titre du chapitre nouveau 39 *bis* : « Subvention pour l'administration des territoires occupés. »

CHAPITRE 40. — Médaille coloniale avec agrafe « Maroc ».

Annulation demandée par le Gouvernement, 131.250 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 131.250 fr.

Somme non utilisée sur le crédit ouvert, en 1915, par suite de la non-livraison, dans les délais de cet exercice, d'une fourniture de 35.000 insignes de la médaille coloniale avec agrafe « Maroc ». La livraison ayant été effectuée en 1916, la présente annulation est proposée en vue du report à ce dernier exercice de la somme nécessaire au payement de cette fourniture.

CHAPITRE 41. — Avances au budget annexe des Poudres pour bâtiments et outillage.

Annulation demandée par le Gouvernement, 12,243,150 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 12,243,150 fr.

Somme disponible par suite de la non-réalisation, en 1915, de divers travaux pour lesquels des crédits avaient été ouverts sur cet exercice et dont l'achèvement se trouve reporté à 1916. L'annulation de cette somme sur l'exercice 1915 est proposée en compensation d'une partie du crédit additionnel demandé sur le même chapitre au titre de 1916.

CHAPITRE 41 *bis*. — Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.

Annulation demandée par le Gouvernement, 67,989 fr. 15.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 67,989 fr. 15.

Somme restée disponible sur l'exercice 1915 et dont le report à l'exercice 1915 est proposé plus loin.

Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 81 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires en Algérie.

Annulation demandée par le Gouvernement 82,467 fr. 24.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 82,467 fr. 24.

CHAPITRE 81 *ter*. — Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

Annulation demandée par le Gouvernement, 40,518 fr. 58.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 40,518 fr. 58.

Sommes restées disponibles sur l'exercice 1915 et dont le report à l'exercice 1916 est proposé plus loin.

TITRE II

OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS SUR L'EXERCICE 1916 AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL

Les crédits demandés par le Gouvernement dans le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre s'élevaient, compte non tenu de 193,157 fr. 33 de crédits gagés sur ressources exceptionnelles correspondantes et par suite n'influant pas sur l'équilibre budgétaire à 347.462.123

Des annulations atteignant au total..... 1.523.210

étaient en même temps proposées de telle sorte que la charge incombant au Trésor pour 1916, du fait du projet de loi, s'élevait à..... 345.938.913

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a apporté aux crédits de-

mandés par le Gouvernement les deux réductions suivantes :

Chap. 3 *bis*. — Imprimés et bibliothèques	12.140
Chap. 7. — Solde de l'armée	501.100
Total égal	513.240

La charge nette résultant pour le Trésor, pour l'exercice 1916, du projet de loi qui vous a été transmis ressort en conséquence à 345,420,673 francs.

Votre commission des finances a l'honneur de vous demander d'adopter les crédits votés par la Chambre des députés.

Sur le total des crédits dont l'ouverture vous est proposée, ceux qui ont pour objet d'augmenter les dotations reconnues inférieures aux besoins dépassent 246 millions. Les principales insuffisances, qui ne se montent pas à moins de 90 millions en nombre rond, résultent de ce que les effectifs réalisés ont été supérieurs à ceux qui avaient été prévus primitivement. La hausse des prix des denrées entraîne, d'autre part, un relèvement de plus de 28 millions. Les dépenses de transports exigent 67,700,000 fr.; les installations du service des poudres, 76,600,000 fr., dont une notable part, il est vrai (30,893,000 fr.), constitue un report de 1915; les fournitures diverses aux armées 9 millions. Une somme de 25 millions est afférente aux droits de douane.

Les reports qui s'appliquent à des travaux ou à des fournitures pour lesquels des crédits avaient été alloués en 1915 atteignent 31 millions.

Nous signalerons enfin à cette place quelques propositions nouvelles. L'une d'entre elles concerne le recrutement et l'emploi de la main-d'œuvre coloniale ; une somme de 38 millions est demandée à cet effet ; cette somme ne constituera cependant pas entièrement, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, une charge nouvelle pour le Trésor. Un crédit de 2,500,000 fr. est sollicité pour l'allocation éventuelle aux ordinaires d'une prime supplémentaire de 0 fr. 15 à raison des dépenses occasionnées par l'alimentation de la classe 1917, enfin un autre de 1,430,000 fr. pour l'envoi collectif de pain aux prisonniers français en Allemagne.

Nous examinons ci-après, chapitre par chapitre, les propositions du Gouvernement, en faisant connaître au fur et à mesure les décisions de la Chambre et de votre commission des finances.

I. — OUVERTURES DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1re section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 1er. — Traitement du ministre et des sous-secrétaires d'Etat. — Personnel militaire de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 204,300 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 204,300 fr.

Le crédit additionnel demandé s'explique par des motifs analogues à ceux qui justifient le crédit supplémentaire sollicité plus haut au titre du même chapitre du budget de 1915 :

I. — Les prévisions de dépenses inscrites au présent chapitre pour le premier semestre de 1916 au titre de la solde et des indemnités des officiers détachés à l'administration centrale en dehors des emplois du cadre ont été basées sur un effectif de 454 unités pour le premier trimestre et de 535 pour le second. Or, le nombre des intéressés a été porté à 535 au début du premier trimestre et à 596 au début du deuxième. Les charges du chapitre ont subi de ce chef une augmentation de 201,600 fr., dont 167,810 fr. correspondant à la solde et à l'indemnité de monture des intéressés et 33,790 fr. à l'indemnité de cherté de vie dans Paris. Cette dernière somme constitue seule un supplément de dépenses véritable. Quant à celle de 167,810 fr., elle n'est qu'un report du chapitre 7 (*Solde de l'armée*), qui aurait eu normalement à supporter la dépense relative à la solde des officiers dont il s'agit s'ils n'avaient pas été affectés à l'administration centrale.

On sollicite donc l'ouverture d'un crédit additionnel de 201,600 fr., qui est compensé à concurrence de 167,810 fr. par une annulation sur le chapitre 7.

II. — Le surplus du crédit demandé, soit 2,700 francs, est destiné à permettre l'allocation, pour les six premiers mois de l'année, de l'indemnité de frais de service de leur grade aux deux adjoints au chef d'état-major de l'armée.

Votre commission des finances vous propose d'accorder ces crédits, sous réserve des observations formulées plus haut à l'occasion de la demande présentée au titre du même chapitre du budget de 1915.

CHAPITRE 3 *bis*. — Imprimés et bibliothèques.

Crédit demandé par le Gouvernement, 12,140 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, néant.

Le crédit demandé par le Gouvernement devait permettre de doter les dépôts principaux de deux séries de brochures sur la mentalité de nos ennemis, leurs aspirations, leurs doctrines et leurs pratiques de guerre.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, l'a rejeté pour ce motif que l'administration peut trouver des sommes suffisantes pour la propagande envisagée sur d'autres chapitres, notamment sur le chapitre 39, relatif aux dépenses secrètes.

Votre commission des finances estime cette décision justifiée et vous propose de la ratifier.

CHAPITRE 6. — Ecoles militaires (matériel.)

Crédit demandé par le Gouvernement, 160,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 160,400 fr.

Comme l'indique l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, il s'agit de reporter au chapitre 6 le crédit qui a été ouvert au chapitre 7 (Solde de l'armée), au titre du premier trimestre de 1916, pour les dépenses de fonctionnement des écoles régimentaires dans les dépôts, les crédits correspondant à ces dépenses ayant été inscrits au chapitre 6 à partir du deuxième trimestre.

L'administration nous a fait connaître qu'en réalité le crédit ouvert au chapitre 7 au titre du premier trimestre pour les écoles régimentaires s'élève à 192,700 fr. et non à 160,400 fr., cette dernière somme représentant seulement la quote-part de l'infanterie dans ce crédit. C'est par suite d'une erreur que l'on a pris cette dernière somme; c'est donc à la somme de 192,700 fr. qu'il aurait fallu fixer le crédit additionnel à ouvrir au titre du chapitre 6 et l'annulation à prononcer sur le chapitre 7.

Mais, pour des raisons que n'a point données la commission du budget, la Chambre des députés a cru devoir maintenir le chiffre de 160,400 fr. primitivement proposé par le Gouvernement. Votre commission des finances croit devoir s'en référer à la décision de la Chambre.

CHAPITRE 7. — Solde de l'armée.

Crédit demandé par le Gouvernement, 503,550 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,450 fr.

Le crédit demandé par le Gouvernement s'appliquait à trois catégories de dépenses.

I. — Tout d'abord une somme de 500,000 fr. correspondait à l'allocation pendant le mois de juin aux officiers non montés de l'intérieur d'une indemnité pour les dédommager de la suppression de leurs ordonnances.

Le Gouvernement justifiait comme suit cette partie de sa demande dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

La nécessité de remplacer dans leurs emplois les hommes du service armé, afin de les rendre disponibles pour les armées, exige un nombre de plus en plus grand d'hommes du service auxiliaire. La suppression des ordonnances des officiers non montés permettrait de rééupérer un nombre appréciable d'hommes de cette catégorie et de retarder de nouvelles convocations d'auxiliaires. En compensation, il serait alloué aux officiers en question une indemnité calculée de manière à leur permettre de couvrir les frais supplémentaires que leur occasionnera l'obligation de recourir à la main-d'œuvre civile pour remplacer leurs ordonnances.

La commission du budget a approuvé le principe de la mesure proposée par le Gouvernement et reconnu qu'il était juste de donner aux officiers qui seraient privés de leurs ordonnances un certain dédommagement.

Elle a pensé toutefois qu'on pourrait, au lieu de leur accorder une indemnité, mettre à leur disposition, une heure par jour, quelques-uns des hommes restés dans les dépôts. Elle n'a d'ailleurs, pas repoussé formellement cette indemnité, mais elle a rejeté toute augmentation de crédit destinée à y faire face, estimant qu'il est facile de trouver des disponibilités plus que suffisantes, en appliquant avec fermeté une mesure qu'elle n'a cessé de réclamer le renvoi dans leurs foyers de tous les officiers reconnus incapables de servir ou titulaires d'emplois qui ne répondent pas à des besoins certains. « Nous avons eu la satisfaction de constater récemment, a exposé l'honorable M. Raoul Péret dans son rapport, que M. le ministre de la marine avait pris, à cet égard, des résolutions énergiques; nous sommes persuadés que M. le ministre de la guerre voudra de son côté, prononcer les renvois nécessaires; l'intérêt de nos finances l'exige ».

La Chambre, suivant la proposition de sa commission du budget, n'a pas accordé le crédit demandé. Votre commission des finances vous propose de ratifier cette décision.

II. — Un crédit de 1,100 fr. était en outre demandé pour améliorer la péréquation des grades des personnels de l'intendance et du service de santé des troupes coloniales. Ces personnels se trouvent en effet moins bien traités que les personnels similaires des troupes métropolitaines, ce qui est d'autant plus fâcheux que, dans les circonstances actuelles, ils servent concurremment dans les formations aux armées.

Le Gouvernement évaluait le crédit de la dépense à 38,306 fr. par an; la somme de 1,000 fr. permettait la réalisation de la mesure proposée à partir de juin.

Dans une note communiquée à la commission du budget, l'administration, rectifiant sa première évaluation, a ramené à 20,094 fr. le crédit annuel nécessaire, soit pour l'intendance coloniale 11.000
et pour le service de santé colonial 9.094
Total 20.094

La commission du budget a ajourné sa décision en ce qui concerne cette demande pour supplément d'examen, et la Chambre n'a pas, en conséquence, voté le crédit sollicité. Votre commission des finances, qui est d'ailleurs favorable au principe de la mesure proposée, n'a pas d'objection à soulever contre la décision de la Chambre.

III. — Enfin, le surplus du crédit sollicité par le Gouvernement s'appliquait aux agents du commissariat et du corps des comptables des colonies. Ces personnels civils ont bénéficié des relèvements de solde accordés successivement aux officiers avant 1913. On propose de leur appliquer également les nouveaux tarifs fixés actuellement, en exécution de la loi du 30 décembre 1913, pour les officiers depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de commandant. Le supplément de dépense annuel pour le budget de la guerre serait de 29,431 fr. Pour le mois de juin, un crédit de 2,450 fr. est nécessaire.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a donné son adhésion à cette mesure et voté par suite, au titre du présent chapitre, ce crédit de 2,450 fr.

Votre commission des finances vous propose de ratifier le vote de la Chambre des députés.

CHAPITRE 11. — Frais de déplacements et transports.

Crédit demandé par le Gouvernement, 67,699,480 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 67,699,480 fr.

Les crédits alloués depuis le début de la guerre jusqu'à la fin du premier semestre de 1916, pour le payement aux compagnies de chemins de fer des transports de toute nature qu'elles ont effectués pour les besoins des troupes françaises, ont permis de verser à ces compagnies des acomptes qui s'élevaient, au 31 mars 1916, à la somme totale de 670,686,910 fr.

Or, d'après un décompte établi par le conseil d'administration du contrôle commun aux grands réseaux, les dépenses afférentes à la pé-

riode susvisée, déterminées, pour une partie de cette période, au moyen des résultats du dépouillement des ordres de transport et, pour l'autre partie, au moyen d'évaluations basées sur ces résultats, peuvent être estimées à la somme totale de 785,433,000 fr. Les acomptes correspondants, sur la base de 11/12, devraient donc s'élever, au 31 mars 1916, à 719,980,000 fr., soit 49,293,990 fr. de plus que les versements effectués.

En outre, le même décompte fait ressortir à 35,010,000 fr. la moyenne des acomptes mensuels à verser à partir du 1er avril. Le crédit alloué pour le deuxième trimestre de 1916, qui a été calculé sur une moyenne mensuelle de 34,528,670 fr., présente donc une insuffisance de 1,533,990 fr.

Pour mettre au point les versements d'acomptes, le Gouvernement demande, en conséquence, un crédit de : 49,293,990 + 1,533,990 = 50 millions 827,980 fr.

Il sollicite en outre un crédit de 9,379,000 fr. pour rembourser aux compagnies certains frais accessoires, notamment des frais d'immobilisation de machines et de matériels vides tenus prêts à partir et des frais de manœuvres spéciales, dont il n'avait pas été tenu compte dans les crédits provisoires afférents au premier trimestre.

Enfin, il demande une somme de 7,492,500 fr. pour les besoins des troupes d'Orient. Ces besoins sont en effet supérieurs à ceux auxquels répondent les crédits provisoires alloués par suite de l'accroissement des effectifs à ravitailler.

CHAPITRE 11 *bis*. — Frais généraux de recrutement et d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère.

Crédit demandé par le Gouvernement, 38 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 38 millions de francs.

Le Gouvernement a justifié comme suit sa demande de crédit dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

L'extension continue des fabrications de matériels de guerre exige une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse et qu'on ne peut songer à se procurer en France. Le Gouvernement est ainsi conduit, conformément d'ailleurs aux vœux émis à ce sujet par diverses commissions de la Chambre des députés et du Sénat, à faire appel aux indigènes de nos colonies et aux ressources des pays d'Extrême-Orient.

Cette main-d'œuvre sera employée indistinctement dans les établissements militaires ou dans les industries travaillant pour la défense nationale. Elle pourra également, suivant les ressources du recrutement, être mise à la disposition de l'agriculture, utilisée dans les ports ou affectée à l'exécution de travaux d'utilité publique.

L'entretien des ouvriers ainsi recrutés (solde ou salaire, prime de travail, nourriture, logement, etc.) incombera aux employeurs. Lorsque ceux-ci seront des établissements ou des services de l'Etat, ils supporteront cet entretien sur les crédits dont ils disposent pour leurs fabrications ou travaux.

Mais le recrutement de ces travailleurs coloniaux ou étrangers occasionnera à l'Etat des dépenses immédiates de première mise correspondant notamment à l'allocation de primes d'engagement, à la fourniture d'effets d'habillement, au transport jusqu'en France. Plus tard, lorsque l'utilisation de ces ouvriers ne sera plus nécessaire, il faudra pourvoir aux frais de leur rapatriement dans leur pays d'origine.

En outre, leur emploi entraînera des frais généraux permanents que l'Etat devra assumer : rétribution des agents chargés spécialement de l'administration de ce personnel, frais de déplacement des contrôleurs chargés de surveiller les conditions dans lesquelles il sera employé par les établissements de l'Etat ou par les entreprises privées, frais d'entretien des ouvriers pendant la période où ils séjournent au dépôt installé à Marseille entre la date de leur débarquement et celle de leur affectation, fais divers de fonctionnement de ce dépôt ainsi que des dépôts de transition à constituer en Algérie.

Les frais généraux de recrutement et d'emploi ne constitueront d'ailleurs pas entièrement une charge nouvelle pour le Trésor. Les employeurs de la main-d'œuvre ainsi recrutée (aussi bien les établissements ou services de l'Etat que les industries privées ou les particuliers) auront à verser au Trésor, pour participation à ces frais généraux, une certaine somme par journée de travail d'ouvrier colonial ou étranger. Les sommes versées à ce titre seront acquises au Trésor ; elles seront imputées à une ligne spéciale de recettes, ce qui permettra de suivre les versements effectués et de se rendre compte de la mesure dans laquelle la charge de l'Etat sera allégée. Cette ligne de recettes sera ouverte parmi les recettes d'ordre en atténuation des dépenses du budget général et intitulée : « Participation des employeurs aux frais généraux de recrutement de la main-d'œuvre coloniale et étrangère. »

On prévoit actuellement le recrutement de 70,000 travailleurs pour lesquels les frais généraux de recrutement sont évalués comme suit :

30,000 Indo-chinois :		
Prime d'engagement de 25 fr. au départ	750.000	
Habillement (230 fr. par tête)	6.900.000	
Transport jusqu'à Marseille (500 fr. par homme)	15.000.000	
	22.650.000	22.650.000
5,000 Malgaches :		
Prime d'engagement de 25 fr. au départ	125.000	
Habillement (comme ci-dessus)	1.150.000	
Transport jusqu'à Marseille (300 fr. par tête)	1.150.000	
	2.775.000	2.775.000
25,000 indigènes de l'Afrique du Nord :		
Prime d'engagement (40 ou 100 fr. suivant la durée du contrat	1.750.000	
Habillement (40 fr. par homme)	1.000.000	
Transport (35 fr. par homme)	875.000	
	3.625.000	3.625.000
10,000 Chinois :		
Prime d'engagement (50 fr.)	500.000	
Versement à la famille, au moment de l'embarquement d'une somme égale à la moitié du salaire et basée sur une durée de traversée de quarante jours.	400.000	
Frais de recrutement	1.200.000	
Fourniture d'effets d'habillement	900.000	
Transport jusqu'à Marseille	6.000.000	
	9.000.000	9.000.000
Total		38.050.000

Outre les frais généraux de recrutement, il y a lieu de tenir compte des frais généraux d'emploi de la main-d'œuvre, savoir :

	Dépense à titre première mise.	Dépenses permanentes pour 3 mois.
Rétribution des agents d'administration au nombre de 99 au 11 mai, nombre qui se trouve doublé pendant la période du 11 mai au 30 septembre	»	150.000
Frais de déplacement des contrôleurs de la main-d'œuvre au nombre de 12	»	5.400
Frais d'entretien des ouvriers pendant leur séjour au dépôt de Marseille entre la date de leur débarquement et celle de leur envoi en usine (70,000 restant en moyenne dix jours à 2 fr. par jour)	»	1.400.000
Dépenses d'organisation du dépôt de Marseille et des dépôts de transition en Algérie	500.000	»
	500.000	1.555.400
	2.055.400	

A ces frais il faut ajouter les dépenses de salaire pour les journées non ouvrables et pour les journées d'indisponibilité dépassant un minimum déterminé.

Néanmoins il n'est demandé qu'un crédit global de 38 millions en raison de ce que l'on peut prévoir que les évaluations faites au titre des frais généraux de recrutement, notamment en ce qui concerne le transport, ne seront pas atteintes.

Comme l'indique l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, il sera versé par tous les employeurs une redevance à titre de participation aux frais généraux. Cette redevance, qui sera versée au Trésor au titre des « recettes en atténuation de dépenses », ne paraît pas devoir être inférieure à 75 centimes par journée de travail d'ouvrier colonial ou chinois.

Le Gouvernement a signalé dans le projet de loi n° 2 114, déposé le 18 mai dernier sur le bureau de la Chambre, que la prime d'engagement prévue pour les Indo-Chinois était insuffisante et devait être portée à 50 fr. La Chambre a ajourné sa décision en ce qui concerne le crédit de 500,000 fr. demandé pour cet objet dans ledit projet de loi. La commission du budget a estimé toutefois que la question pouvait être reprise à l'occasion de la présente demande de crédit, la prime payée aux Indo-Chinois devant être plus régulièrement imputée sur le chapitre 11 *bis* ouvert au budget de la guerre. Elle a donné son adhésion au relèvement de la prime allouée aux Indo-Chinois et a demandé que la dépense résultant de l'allocation de cette prime soit imputée sur le présent chapitre. Elle n'a d'ailleurs pas relevé le crédit de 38 millions sollicité, estimant qu'il était assez élevé pour faire face au supplément de charge incombant de ce chef au chapitre 11 *bis*.

Votre commission des finances n'a pas d'objection à soulever contre la manière de voir de la commission du budget et vous propose de voter le crédit de 38 millions adopté par la Chambre, étant entendu qu'il devra faire face aux primes allouées aux Indo-Chinois recrutés.

CHAPITRE 12. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 55,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 55,000 fr.

Ce crédit a pour objet d'indemniser les commandants des bureaux de recrutement des frais de bureau supplémentaires qu'ils ont à supporter du fait de l'exécution des mesures spéciales qui ont été rendues nécessaires par l'état de guerre : application de la loi du 17 août 1915, revision des hommes employés dans les convois automobiles ou dans les usines, engagements spéciaux, tenue à jour des registres en ce qui concerne les mutations et les décès, renseignements pour identification des militaires tués à l'ennemi, blessés ou disparus, indications sur la situation de famille de chacun des hommes de la classe 1888, etc. Ces frais se trouvent, en outre, augmentés par suite de la hausse considérable des prix du combustible, de l'éclairage, du papier et des fournitures de toute nature.

En 1915, pour permettre d'indemniser les intéressés de charges identiques, le Parlement a majoré le crédit normal du temps de paix et l'a porté de 202,520 fr. à 354,420 fr., soit une moyenne trimestrielle de 88,600 fr.

Le crédit alloué par chacun des deux trimestres de 1916 est de 53,130 fr., dont 50,630 fr. correspondent aux indemnités du temps de paix (1/4 du crédit annuel) et 2,500 fr. aux frais de bureau supplémentaires. Mais cette dernière somme est insuffisante pour rembourser, sur production des pièces justificatives, les dépenses faites en sus de celles qui sont couvertes par l'indemnité normale. D'après les renseignements parvenus, un supplément de 30,000 fr. est nécessaire pour le premier trimestre et un de 25,000 fr. pour le deuxième. Le crédit primitif se trouvera ainsi porté respectivement à 83,130 fr. et 78,130 fr., chiffres encore inférieurs à la moyenne trimestrielle du crédit alloué en 1915 pour les dépenses de même nature.

CHAPITRE 15. — Réparations civiles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions de francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par

votre commission des finances, 2 millions de francs.

Ce crédit est demandé pour permettre le règlement des dommages et dégâts causés par des incendies survenus dans les cantonnements, du fait des troupes qui y étaient logées. Il reste à régler 551 demandes d'indemnités présentées par les propriétaires lésés. La dépense correspondante est évaluée à la somme totale de 2,653,000 fr. et il n'a été accordé que 613,000 fr. pour le deuxième trimestre de 1916.

Le nombre total des demandes d'indemnités pour incendies depuis le début de la guerre jusqu'au 1er juin 1916 est de 1,175, sur lesquelles il en a été rejeté 153.

Le montant des indemnités payées pendant la même période s'élève à 2,257,785 fr.

Le Gouvernement fait remarquer, dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, que l'administration de la guerre a renouvelé, en les précisant et en les rendant plus sévères, les instructions déjà données à diverses reprises en vue de remédier à la fréquence des incendies de cantonnement.

CHAPITRE 19. — Etablissements de l'artillerie (personnel).

Crédit demandé par le Gouvernement, 323,300 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 323,300 fr.

Ce crédit est destiné à faire face : 1° au supplément de dépenses entraîné par le recrutement de 500 dames dactylographes au cours du premier trimestre et de 50 autres au cours du deuxième trimestre, pour remplacer les secrétaires militaires dans les divers établissements de l'artillerie 320.570

2° A l'indemnité spéciale accordée, en application du décret du 31 mars 1916, à 10 agents des établissements de l'artillerie évacués de Verdun 2.730

Total égal..... 323.300

CHAPITRE 23 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires d'Orléans.

Crédit demandé par le Gouvernement, 169,173 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 169,173 fr.

Aux termes d'une convention passée le 23 novembre 1912 et approuvée par une loi du 25 décembre suivant, l'Etat a cédé à la ville d'Orléans ses droits de jouissance et de nue-propriété sur le quartier Duportail. De son côté, la ville s'est engagée à verser au Trésor une somme totale de 700,000 fr. pour permettre la réinstallation des casernements de ce quartier sur un autre emplacement. Le versement a été effectué intégralement dans les caisses du Trésor au cours des années 1913-1914.

Un crédit d'égale somme a été ouvert au budget du ministère de la guerre. Sur ce crédit, il n'a été dépensé jusqu'à la fin de 1915 qu'une somme de 80,826 fr. 51 ; un crédit de 619.173 fr. 49 restait donc disponible au 31 décembre dernier.

Une loi du 30 mars 1916 ayant déjà prononcé le report à 1916 d'une partie de ce crédit, soit 450,000 fr., on demande le report au même exercice du reliquat disponible, soit 169,173 fr. en nombre rond. L'annulation sur 1915 en est proposée d'autre part.

CHAPITRE 26 *bis*. — Camps provisoires pour indigènes coloniaux.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 808,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,808,000 fr.

Le crédit provisoire de 11,510,000 fr. qui a été ouvert au titre du présent chapitre pour le deuxième trimestre de 1916 comprend une somme de 576,000 fr. pour les travaux à exécuter par le service du génie et une somme de 826,000 fr. pour la construction d'hôpitaux susceptibles de loger dans l'ensemble 1,675 lits.

Or il a été reconnu que les évaluations primitives des services locaux du génie seront dépassées. L'extension du camp de Fréjus-Saint-Raphaël, l'un des deux existants, nécessite l'établissement, sur des terrains rocheux, de plates-formes destinées à l'installation des baraques et les travaux seront plus onéreux qu'on n'avait pensé.

En outre, il a été décidé de pourvoir d'un plancher et de doubles parois les baraques qui doivent servir d'infirmeries. Enfin, la main-d'œuvre militaire ne peut être utilisée aussi largement qu'on l'avait escompté. Pour ces motifs, les dépenses résultant des travaux incombant au service du génie excéderont de 924.000 francs les prévisions initiales.

D'autre part, on a porté le nombre des lits à 2,400 et les travaux d'installation et d'aménagement entraîneront des dépenses plus élevées qu'on ne l'avait prévu, d'où un supplément nécessaire de 884.000 francs.

Au total, le crédit additionnel à ouvrir ressort à : 924.000 + 884.000 = 1.808.000 fr.

CHAPITRE 30. — Personnel civil des établissements de l'intendance, des états-majors et des dépôts.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1 million 200,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,200,000 fr.

Il s'agit d'un simple transfert de crédit.

Il paraît préférable de rattacher au présent chapitre les dépenses de rétribution de la main d'œuvre féminine employée dans les états-majors et les corps de troupe en remplacement des militaires, au lieu de les laisser figurer au chapitre 7 (solde de l'armée), la liquidation de ces dépenses s'opérant suivant des règles différentes de celles qui s'appliquent à la solde de la troupe.

CHAPITRE 31. — Alimentation de la troupe.

Crédit demandé par le Gouvernement, 103,200,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 103,200,000 fr.

Le supplément de crédit sollicité par le Gouvernement tient à plusieurs causes :

I. — L'effectif entretenu sur les crédits du présent chapitre pendant le premier trimestre de 1916 a été supérieur à celui qui a servi de base au calcul de la dotation allouée pour ce trimestre. L'augmentation porte à la fois sur les effectifs des armées et sur ceux des régions territoriales. Pour ces dernières, elle provient exclusivement de ce que le nombre des militaires hospitalisés, dont l'alimentation incombe réglementairement au chapitre 36 (Etablissements du service de santé. — Matériel), est resté sensiblement moindre qu'on ne l'avait prévu. La déduction qui avait été effectuée à ce titre sur les prévisions du chapitre 31 est donc trop forte et il est nécessaire de relever la dotation actuelle. L'augmentation nécessaire se trouvera, d'ailleurs, compensée par une économie sur le chapitre 36, économie dont il a été tenu compte dans les crédits provisoires demandés, au titre de ce dernier, pour le troisième trimestre de 1916.

D'autre part, la hausse des prix de certaines denrées entrant dans la composition de la ration de campagne (blé, café, lard, potage, vin, thé) a pour effet d'augmenter le prix de revient de cette ration par rapport au prix prévu pour le premier trimestre.

En outre, il n'a pas été tenu compte dans les crédits provisoires de ce trimestre de la substitution à la ration de campagne, pendant un certain nombre de jours, de la ration de vivres de réserve, dont le prix de revient est un peu plus élevé.

Enfin, on n'a pas fait état dans ces crédits, dont l'évaluation remonte au commencement de novembre 1915, de l'élévation à 450 grammes de la ration de viande des hommes de la classe 1917, qui a été décidée en 1916, après leur incorporation, afin de leur donner une alimentation appropriée à leur âge.

Ces diverses causes entraînent pour le premier trimestre un supplément de dépenses de 75,390,000 fr.

II. — A ce supplément, vient s'ajouter, pour le même trimestre, une somme de 25 millions 310,000 fr. correspondant aux droits de douane que le département de la guerre doit verser au Trésor pour les quantités de blé et de farine qui ont été importées de l'étranger pendant cette période. On n'a pas tenu compte de ces charges dans les prévisions primitives à raison de l'incertitude qui existait, au moment où celles-ci ont été établies, sur les quantités susceptibles d'être importées au cours du trimestre.

La dépense est compensée par une recette équivalente.

III. — L'application des mesures prises, conformément au désir exprimé par le Parlement, en vue de la suralimentation des jeunes soldats de la classe 1917 a occasionné, par suite de la cherté des denrées, un surcroît de dépenses. Le prix des légumes, celui du vin, le repas obligatoire du matin, ont grevé lourdement les bonis de l'ordinaire. Certains corps ont déjà vu disparaître leurs économies et il ne tardera pas à en être de même de ceux que les circonstances ont pu favoriser jusqu'à présent.

Pour remédier à cette situation et après examen des avis émis par les inspecteurs des régions, il a été décidé qu'une prime supplémentaire d'alimentation de 15 centimes par jour et par homme de la classe 1917 sera allouée toutes les fois que la situation générale des bonis ne permettra pas de faire face aux suppléments de dépense dont il s'agit et sous la réserve d'un nivellement préalable des bonis entre les unités de corps.

Le crédit supplémentaire nécessaire de ce chef pour le deuxième trimestre, en supposant que la prime soit allouée quotidiennement et à tous les hommes de la classe 1917, peut être évalué à 2,500,000 fr.

Au total, le crédit à ouvrir au titre du présent chapitre est de : 75,390,000 fr. + 25,310,000 fr. + 2,500,000 fr. = 103,200,000 fr.

A l'occasion de l'examen de ce chapitre, la commission du budget, ayant eu connaissance de plaintes qui se sont exprimées au sujet de la nourriture de nos soldats, s'est préoccupée de savoir si celles-ci étaient fondées.

Il résulte des renseignements qui lui ont été fournis qu'elles seraient la conséquence, non de réductions apportées, mais de diverses circonstances indépendantes de l'administration militaire, parmi lesquelles il y a lieu de signaler le peu de faveur accordé par les troupes à l'introduction dans la ration de poisson salé ou fumé, l'influence de la cherté croissante de la vie sur les achats effectués par les ordinaires, la pénurie des légumes frais pendant la période de février à mai.

Pour remédier à ces divers inconvénients et relever les conditions générales de l'alimentation, l'adoption des mesures suivantes vient d'être décidée :

1° Suppression des distributions de poisson salé et fumé.

Des instructions ont été données en vue de cette suppression ;

2° Rétablissement pour les ordinaires du droit d'achat des conserves de poissons et de la charcuterie des stations-magasins.

Des ordres sont donnés pour la mise en vigueur de cette mesure qui élargira sensiblement, pour les ordinaires, la faculté, jusqu'ici limitée, d'effectuer des achats de denrées approvisionnées dans les stations-magasins ;

3° Allocations de secours aux ordinaires.

La commission du budget est saisie d'une demande de relèvement de crédit au titre du chapitre 31 pour le troisième trimestre de 1916 ;

4° Relèvement du taux des rations de sucre et de café.

Les rations actuelles sont les suivantes :

DÉSIGNATION	RATION NORMALE	RATION FORTE
Sucre	0k021	0k032
Café	0 016	0 024
Elles vont être élevées à :		
Sucre	0 032	0 080
Café	0 024	0 036

Voici, pour les autres denrées, les taux des rations distribuées aux armées :

DÉSIGNATION	RATION NORMALE	RATION FORTE
Pain biscuité	0k700	(1) 0k700
Viande	0 400	0 450
Légumes secs	0 060	0 100
Pommes de terre	0 450	0 750
Vin	0 lit. 125	0 lit. 375

(1) Dont 650 grammes en pain et 0 fr. 022 sous forme d'indemnité représentive de pain pouvant servir, suivant les circonstances, soit à des achats de pain, soit à l'amélioration de l'ordinaire.

CHAPITRE 31 *bis*. — Fourrages.

Crédit demandé par le Gouvernement, 19 millions 447,290 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 19,447,290 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir le supplément de dépenses résultant, pour le premier trimestre de 1916, de l'augmentation de l'effectif des animaux.

CHAPITRE 31 *ter*. — Chauffage et éclairage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2 millions 614,340 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,614,340 fr.

Le crédit demandé au titre du présent chapitre se décompose comme suit :
1,978,520 fr. sont destinés à couvrir le supplément de dépenses résultant pour le premier trimestre de 1916 de l'augmentation des effectifs ;
635,820 fr. correspondent à la dépense occasionnée au titre du deuxième trimestre par la nécessité de maintenir pendant le mois d'avril, pour les troupes aux armées, les allocations d'éclairage d'hiver, alors que les crédits provisoires de ce trimestre avaient prévu l'attribution des allocations d'éclairage d'été à partir du 1er avril.

CHAPITRE 32. — Habillement et campement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 27 millions 972,570 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 27,972,570 fr.

Sur ce crédit, 19 millions sont destinés à couvrir un supplément de dépenses résultant, pour le premier trimestre, de ce que l'effectif entretenu a été supérieur à celui qui avait servi de base au calcul des crédits provisoires alloués pour ce trimestre.
Le surplus du crédit demandé s'applique à des dépenses qui n'avaient pas été prévues dans les crédits provisoires des deux premiers trimestres : allocation aux hommes de troupes des armées du savon nécessaire pour les soins du corps et fourniture d'effets spéciaux aux hommes de troupes de l'armée d'Orient (vêtements en toile khaki, casques en liège avec coiffe, espadrilles).

CHAPITRE 34. — Couchage et ameublement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 3,418,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 3,418,000 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir le supplément de dépense résultant, pour le premier trimestre, de l'augmentation des effectifs.

CHAPITRE 38 *bis*. — Subventions aux œuvres privées d'assistance militaire.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,675,120 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,675,120 fr.

Sur ce crédit, 245,120 francs sont destinés à permettre, soit de créer et de faire fonctionner, là où il n'en existe pas et où le besoin s'en fait sentir, des « Foyers du Soldat » à l'intérieur des casernes, soit de subventionner des sociétés privées qui offrent d'organiser des établissements de cette nature à l'extérieur des casernes.
Ainsi que le fait remarquer le Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, il y a en effet le plus grand intérêt, dans les circonstances actuelles, à favoriser dans toutes les régions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des casernes, l'organisation de lieux de réunion où les militaires peuvent, aux heures de loisir que leur laisse le service, se grouper et trouver des distractions saines. Cette œuvre de protection intéresse au plus haut degré la santé des hommes et leur état moral ; la discipline ne peut qu'y gagner.
Le crédit de 245,120 fr. demandé se décompose comme suit :

Organisation de foyers à l'intérieur des casernes :

Dépenses de première mise	97.177 fr.
Frais de fonctionnement pendant trois mois	52.833
Propagande spéciale contre l'alcoolisme et l'avarie	30.000
Subventions à des sociétés qui organisent des foyers à l'extérieur des casernes	65.110

Il n'y a donc que 65.110 fr. destinés à l'allocation de subventions aux sociétés. Ces subventions seront allouées, non pas au moment de la création des œuvres, mais lorsque celles-ci sont en cours de fonctionnement et d'après les résultats obtenus. C'est le commandement qui, d'après les instructions données, rend compte de ces résultats et fait des propositions d'allocations sur lesquelles le ministre statue dans la limite du crédit accordé.
Le surplus du crédit sollicité, soit 1.400.000 francs, est destiné à assurer un complément d'alimentation aux Français prisonniers en Allemagne. Le gouvernement allemand vient, en effet, de consentir à ce que l'alimentation des Français prisonniers, qui est insuffisante et que ce gouvernement se déclare hors d'état d'augmenter, soit complétée régulièrement par des envois collectifs de pain venant de France.
Plusieurs œuvres s'occupent actuellement, en partie au moyen des subsides en argent ou en nature qu'elles reçoivent de l'Etat, de secourir nos prisonniers en Allemagne. Une dizaine environ ont fait des envois collectifs dans les camps d'Allemagne pendant la période où ils ont été pratiqués ; elles se sont réparti les Etats allemands où se trouvent situés des camps. Elles seraient chargées, soit à titre transitoire, soit à titre définitif, des envois collectifs de pain sous le contrôle de la fédération qu'elles ont elles-mêmes constituée. Le pain leur sera fourni par les soins du service de l'intendance. Le crédit demandé au titre du chapitre 38 *bis* est destiné à permettre de rembourser à l'intendance la dépense de fourniture de ce pain.

CHAPITRE 40. — Médaille coloniale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 131,250 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 131,250 fr.

Ce crédit est destiné au payement d'une commande de 35,000 insignes de la médaille coloniale avec agrafe « Maroc », qui avait été faite au titre du troisième trimestre de 1915 et devait être acquittée sur le crédit de 135,000 fr. ouvert pour ce trimestre, mais n'a été livrée par l'administration des monnaies qu'en mars 1916.
Une annulation équivalente est proposée, d'autre part, au titre de l'exercice 1915.

CHAPITRE 41. — Avances au budget annexe des poudres pour bâtiments et outillages.

Crédit demandé par le Gouvernement, 76,600,000 fr.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 76,600,000 fr.

Les dépenses déjà engagées et celles dont l'engagement est à prévoir jusqu'au 30 juin 1916 pour les installations à faire dans les établissements du service des poudres ou dans les établissements annexes, en vue d'assurer la fabrication des quantités de poudres et d'explosifs qu'exige la réalisation du programme des fabrications de projectiles de l'artillerie, s'élèvent au total de 232,600,000 francs. Les crédits provisoires ouverts pour les deux premiers trimestres étant seulement de 156 millions, une somme de 76,600,000 francs est nécessaire pour faire face à ces dépenses.
Une partie importante de cette somme, soit 30 millions 893,150 francs, s'applique à des travaux pour lesquels des crédits ont été alloués en 1915, mais qui n'ont pu être terminés dans les délais de cet exercice et dont l'achèvement se trouve reporté à 1916. Cette partie constitue donc un simple report de dépenses d'un exercice à l'autre et l'ouverture du crédit correspondant sur 1916 est balancée par une disponibilité égale sur l'exercice 1915.
Toutefois, l'annulation proposée, d'autre part, au titre de ce dernier exercice reste inférieure à ce chiffre, parce que le service des poudres a tenu compte, lors du calcul du crédit supplémentaire de 44,400,000 francs demandé en novembre 1915 pour les dépenses d'installations effectuées en 1915, de la partie de la disponibilité susvisée qui, à ce moment, paraissait devoir être réalisée, soit 18,650,000 francs. La somme à annuler présentement sur 1915 est donc seulement de : 30,893,150 — 18,650,000 = 12,243,150 francs.

CHAPITRE 41 *bis*. — Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.

Crédit demandé par le Gouvernement, 67,989 fr. 15.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 67,989 fr. 15.

De même que chaque année, on demande le report d'un exercice à l'autre des sommes non employées sur la partie de la subvention versée par la ville de Bayonne en exécution de la convention du 8 mars 1899, qui a été affectée aux travaux de constructions militaires rendus nécessaires par le dérasement de la place.

Algérie et Tunisie.

CHAPITRE 56. — Service du recrutement.

Crédit demandé par le Gouvernement, 1,300 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,300 fr.

Ce crédit se justifie par les raisons déjà exposées à l'occasion de la demande présentée au titre du chapitre 12, relatif au service du recrutement à l'intérieur.

CHAPITRE 61. — Etablissement de l'artillerie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 124.110 francs.
Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 124,110 fr.

Le cabotage ayant été supprimé sur les côtes tunisiennes, il a fallu augmenter le nombre des véhicules automobiles pour assurer le service des transports. Les crédits dont dispose le service de l'artillerie se trouvent de ce fait inférieurs de 118,000 fr. à la somme nécessaire pour faire face aux dépenses réelles d'entretien et de réparations.
Le reste du crédit, soit 6,110 fr., est demandé pour rétribuer dix dames dactylographes recrutées par les établissements de l'artillerie en Algérie et en Tunisie afin de remplacer des secrétaires militaires.

CHAPITRE 71. — Chauffage et éclairage.

Crédit demandé par le Gouvernement, 46,980 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 46,980 fr.

Ce crédit est destiné à couvrir le supplément de dépenses résultant, pour le premier trimestre de 1916, de l'augmentation des effectifs.

CHAPITRE 81 *bis*. — Réorganisation des établissements militaires en Algérie.

Crédit demandé par le Gouvernement, 84,649 francs 60.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 84,649 fr. 60.

Aux termes de la loi du 14 janvier 1890, les immeubles domaniaux affectés en Algérie aux services militaires et susceptibles d'être distraits du domaine militaire peuvent être aliénés. Le produit de ces ventes doit être inscrit en recettes à un compte spécial du Trésor et affecté exclusivement à la réorganisation des établissements militaires en Algérie.

Sur le crédit de..... 382.466 77
ouvert au titre de 1915, par la loi du 14 août 1915, pour continuer la réorganisation des établissements dont il s'agit, il a été employé, durant cet exercice, une somme de.. 299.999 53

Un crédit de..... 82.467 24

restait donc disponible à la date du 31 décembre 1915 et son annulation sur cet exercice est proposée d'autre part.

En outre, les aliénations effectuées en 1915 ont procuré au Trésor des recettes nouvelles pour une somme de 2,182 fr. 36, qui n'a pas encore donné lieu à ouverture de crédit.

Le montant total des sommes disponibles à la fin de 1915 s'élève donc à 84,649 fr. 60.

On demande, en conséquence, l'ouverture d'un crédit d'égale somme, au titre de l'exercice 1916, en vue de la continuation des travaux de reconstruction de la caserne d'Orléans à Alger.

CHAPITRE 81 *ter*. — Dérasement partiel des fortifications d'Alger.

Crédit demandé par le Gouvernement, 40,518 francs 58.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 40,518 fr. 58.

De même que chaque année, on demande le report d'un exercice à l'autre des sommes non employées sur le crédit de 5 millions prélevé sur la somme versée par la ville d'Alger en vertu d'une convention du 27 novembre 1891 et qui a été affecté aux travaux nécessités par le dérasement d'une partie de l'enceinte de la place.

2e section. — *Occupation militaire du Maroc.*

Troupes métropolitaines et troupes auxiliaires indigènes mixtes.

CHAPITRE 109. — Remonte.

Crédit demandé par le Gouvernement, 93,420 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 93,420 fr.

Ce supplément est destiné à faire face à une insuffisance des crédits accordés, provenant d'un accroissement de l'effectif des animaux (438 au lieu des 406 prévus) et de l'augmentation du prix des denrées fourragères.

CHAPITRE 117. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 2,400 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 2,400 fr.

Ce crédit est destiné à pourvoir aux dépenses qu'occasionne l'instruction des troupes d'artillerie au Maroc. Les crédits provisoires ne renfermaient aucune prévision à cet égard.

I. — ANNULATIONS DE CRÉDITS

Ministère de la guerre.

1re section. — *Troupes métropolitaines et coloniales.*

Intérieur.

CHAPITRE 7. — Solde de l'armée.

Annulation demandée par le Gouvernement, 1,528,210 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 1 million 528,210 fr.

Cette annulation forme la contre-partie d'ouverture sollicitées plus haut au titre des chapitres 1er, 6 et 30.

Une somme de 167,810 fr. correspond à la solde et aux indemnités de monture des officiers qui sont payés sur le chapitre 1er en plus des effectifs prévus et qui l'eussent été sur le chapitre 7, s'ils n'avaient pas été affectés à l'administration centrale.

D'autre part, une somme de 160,400 fr. s'applique aux dépenses de fonctionnement des écoles régimentaires dans les dépôts, dépenses rattachées maintenant au chapitre 6.

Enfin, 1,200.000 fr. correspondent à la rémunération des dames recrutées en remplacement de militaires dans les états-majors et les dépôts, dépense qui doit, pour des raisons d'ordre administratif, être imputée au chapitre 30.

Nous vous prions d'ailleurs de vous reporter aux explications que nous avons fournies à l'occasion des ouvertures de crédits proposées au titre des chapitres 1er, 6 et 30.

TITRE III

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Service des poudres et salpêtres.

Exercice 1915.

CHAPITRE 11. — Achats de terrains. — Bâtiments — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles.

Annulation demandée par le Gouvernement, 12,243,150 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances, 12,243,150 fr.

Cette somme est restée disponible sur les dotations affectées à divers travaux, dont l'achèvement s'est trouvé reporté à 1916. Son annulation sur l'exercice 1915 compense une partie du crédit additionnel dont l'ouverture est proposée d'autre part au titre de l'exercice 1916.

Exercice 1916.

CHAPITRE 10. — Remboursement des avances du Trésor.

Crédit demandé par le Gouvernement, 42 millions 790,627 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 42,790,627 fr.

Ce crédit est destiné à rembourser au Trésor les avances faites par lui en 1915 en exécution de l'article 7 de la loi du 30 mars 1912. On sait que, suivant les prescriptions de cet article, les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, pour les fabrications qui n'auraient pu être terminées le 31 décembre de chaque année, sont couvertes au moyen d'avances du Trésor dont celui-ci doit être remboursé lors du payement desdites fabrications pour les services consommateurs.

Les dépenses correspondant aux fabrications qui étaient en cours au 31 décembre dernier et qui ont donné lieu à des avances du Trésor en attendant les remboursements à effectuer par les services consommateurs s'élèvent à 42 millions 790,626 fr. 77.

CHAPITRE 11. — Achat de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 76,600,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 76,600,000 fr.

Ce crédit représente l'excédent des dépenses engagées pendant le premier trimestre sur les crédits provisoires ouverts pour les installations nécessitées par l'exécution du programme des fabrications de poudres et d'explosifs.

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE Ier.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1915.

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 271,324,110 francs.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 13,737,053 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 41 *bis* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (Dérasement partiel des fortifications de Bayonne), une somme de 67,989 fr. 15 est et demeure annulée.

Art. 4. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 *bis* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (Réorganisation des établissements militaires en Algérie), une somme de 82,467 fr. 24 est et demeure annulée.

Art. 5. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre du chapitre 81 *ter* de la première section du budget de son ministère pour l'exercice 1915 (Dérasement partiel des fortifications d'Alger), une somme de 40,518 fr. 58 est et demeure annulée.

TITRE II

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1916

Art. 6. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme totale de 346,948,883 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 7. — Sur les crédits provisoires ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 1,528,210 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 7 (solde de l'armée) de la première section du budget de son ministère.

Art. 8. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 67,989 fr. 15 qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 41 *bis* de la première section du budget de son ministère : Dérasement partiel des fortifications de Bayonne.)

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit, au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville de Bayonne, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916 sous le titre : (Versements effectués par la ville de Bayonne pour le dérasement partiel des fortifications de la place). (Loi du 17 février 1900.)

Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget général, un crédit extraordinaire de 84,649 fr. 60, qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 *bis* de la première section du budget de son ministère : (Réorganisation des établissements militaires en Algérie. »

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les ressources créées par la loi du 14 janvier 1890, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916 sous le titre : (Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie.)

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, au titre du budget

général, un crédit extraordinaire de 40,518 fr. 58 qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 81 *ter* de la première section du budget de son ministère ; (Dérasement partiel des fortifications d'Alger.)

Il sera pourvu aux dépenses à imputer sur ce crédit au moyen d'un prélèvement sur les versements effectués par la ville d'Alger, qui sera porté en recette aux produits domaniaux de l'exercice 1916, sous le titre : (Versements effectués par la ville d'Alger, en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893.)

TITRE III

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Service des poudres et salpêtres.

Exercice 1915.

Art. 11. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, une somme de 12,243.150 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 11 : (Achats de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles.)

Exercice 1916.

Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du service des poudres et salpêtres, des crédits s'élevant à la somme totale de 119,390,627 fr. et applicables aux chapitres ci-après :

Chap. 10. — Remboursement des avances du Trésor, 42,790,627 fr.

Chap. 11. — Achat de terrains. — Bâtiments. — Outillage et machines. — Installations diverses. — Dépenses accidentelles, 76,600,000 fr.

Total égal, 119,390,627 fr.

ANNEXE N° 242

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Var-Colomp, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, par M. Empereur, sénateur (1).

ANNEXE N° 243

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

PROJET DE LOI adoptée par la Chambre des députés concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 244

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 245

(Session ord. — Séance du 23 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la police maritime, par M. le vice-amiral de la Jaille, sénateur (2).

Messieurs, la commission de la marine est saisie d'un projet de loi, déjà voté par la Chambre des députés, et tendant à donner au ministre les moyens de réprimer des infractions commises dans nos eaux territoriales contre les règlements édictés par l'autorité maritime pour assurer la police en mer.

Le ministre est actuellement presque désarmé contre les contrevenants dans maints cas divers, par exemple lorsqu'il s'agit de réglementations locales pour l'entrée et la sortie des ports ou pour la circulation en mer à proximité des champs de tir.

En temps de paix comme en temps de guerre, il y a obligation d'abriter les lignes de torpilles contre les dégradations involontaires et, pour cela, d'interdire aux bâtiments de mouiller, draguer ou pêcher dans leurs parages, d'interdire aussi certaines manœuvres faites pour des reconnaissances hydrographiques ou autres.

Jusqu'à présent, l'article 85 du décret-loi disciplinaire pour la marine marchande est le seul texte auquel on puissé se référer pour poursuivre et punir les fautes contre la police maritime. Mais cet article ne s'applique qu'aux équipages de navires français et il vise seulement la transgression d'ordres donnés individuellement et non pas les infractions à des règlements généraux.

Il y a donc lieu de reviser cet article 85, afin qu'il y soit spécifié que les étrangers et nos nationaux seront, en cas de contravention dans la limite de nos eaux territoriales, punissables au même titre — que l'infraction commise contre les ordres généraux régulièrement donnés sera punissable — sans qu'il soit nécessaire qu'un ordre ait été donné individuellement et qu'il y ait été volontairement désobéi.

Enfin, en cas de mobilisation de l'armée de mer, il y a lieu d'attribuer aux infractions commises un caractère particulier de gravité, d'où nécessité d'augmenter les pénalités et de faire appel à la compétence des conseils de guerre maritimes. Des incidents se sont déjà produits pendant la durée de la guerre actuelle, qui font ressortir les graves inconvénients de la lacune existant dans notre législation.

Aussi, votre commission appréciant l'intérêt qui s'attacherait au vote du projet de loi dans le plus court délai possible, vous présente-t-elle, sans modifications, le projet déposé par le Gouvernement et adopté par la Chambre.

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 85 du décret-loi du 24 mars 1852, modifié par la loi du 15 avril 1898, est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 85.* — Toute personne, même étrangère, embarquée sur un navire français ou étranger qui, dans les eaux maritimes et jusqu'à la limite des eaux territoriales françaises, ne se conforme pas aux règlements ou aux ordres émanant des autorités maritimes et relatifs, soit à la police des eaux et rades, soit à la police de la navigation maritime, est punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 500 fr. au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La même peine est encourue par toute personne embarquée sur un navire français qui, hors de France, refuse d'exécuter les ordres régulièrement donnés par un consul général, consul ou vice-consul de France, ou par le commandant d'un bâtiment de guerre français, dans un intérêt d'ordre général concernant des nationaux, ou pour les nécessités du service maritime ou pour l'honneur du pavillon.

« Si l'une des infractions prévues aux paragraphes précédents a été commise pendant la durée de la mobilisation de l'armée de mer, la peine peut être portée au double ; en outre, la connaissance desdites infractions appartient en ce cas au conseil de guerre maritime, soit d'arrondissement, soit de bord, conformément aux dispositions de l'article 82 du code de justice militaire pour l'armée de mer ou du deuxième paragraphe de l'article 98 du même code complété par la loi du 24 juillet 1913. Le conseil de guerre peut accorder le bénéfice des circonstances atténuantes, dans les conditions de l'article 86 *bis* du décret-loi du 24 mars 1852. »

ANNEXE N° 246

(Session ord. — Séance du 26 juin 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916, des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 249

(Session ord. — Séance du 26 juin 1916.)

2e RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1915 et 1916 au titre des budgets annexes, par M. Emile Aimond, sénateur (2). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, en adoptant dans votre séance du 30 mars dernier le projet de loi qui fait l'objet de ce second rapport, vous avez décidé de réserver le crédit que votre commission des finances vous proposait de voter au titre d'un chapitre 33 *bis* nouveau du budget des affaires étrangères, pour permettre le versement au protectorat du Maroc de la première demi-annuité de l'emprunt autorisé par la loi du 16 mars 1914. Ce crédit que le Gouvernement demandait au titre dudit chapitre avait été ouvert par la Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, à un chapitre nouveau 12 *bis* du budget des finances, sans que d'ailleurs le rapport de l'honorable M. Péret indiquât le motif qui avait dicté la décision de la commission. On pouvait seulement penser qu'elle avait été prise dans l'espoir que le département des finances apporterait plus de célérité que celui des affaires étrangères pour renseigner les commissions financières du Parlement.

Pour éviter que le désaccord dans lequel nous nous trouvions avec la Chambre sur ce point n'empêchât le vote rapide du projet de loi, vous avez demandé à votre commission des finances de faire du crédit en litige l'objet d'un rapport distinct. C'est pourquoi nous vous proposons aujourd'hui d'accorder ledit crédit par un projet de loi spécial. Votre commission persiste d'ailleurs à vous demander de l'inscrire au budget des affaires étrangères, les raisons données par le ministre des finances pour justifier cette procédure nous paraissant décisives.

« Seul le ministre des affaires étrangères, a exposé l'honorable M. Ribot dans une lettre

(1) Voir les nos 196, Sénat, année 1914, et 3175-3596, et in-8° n° 752. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2074-2179 et in-8° n° 474. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 2120-2180 et in-8° n° 475. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 218, Sénat, année 1916, et 861-1421 et in-8° n° 463, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 2115-2194 et in-8° n° 479. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 80-118, Sénat, année 1916, et 1721-1815 et in-8° n° 388, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

dont nous avons eu communication, correspond directement avec le gouvernement du Maroc et possède des informations complètes sur les finances chérifiennes: c'est à lui seul qu'il appartient de donner des instructions aux autorités du protectorat ou de provoquer des explications de leur part. Il me semble donc tout naturellement qualifié pour liquider les sommes dont la France se trouve redevable au titre de la garantie accordée à l'emprunt et pour répondre, le cas échéant, aux questions qui pourraient être posées lors de la discussion devant les Chambres du chapitre correspondant.

« J'ajoute que jusqu'à ce jour aucun chapitre de garantie d'intérêts ou de subvention pour le service d'un emprunt ne figure au budget des finances. Tous ont été rattachés au budget du ministère compétent et le Parlement a sanctionné invariablement et à maintes reprises cette pratique. Je citerai à titre d'exemple :

Au ministère des colonies :

Chapitre 30. Emprunt de l'Afrique équatoriale.

Chapitre 32. Emprunt de la Côte des Somalis pour le prolongement du chemin de fer éthiopien jusqu'à Diré-Daoua.

Chapitre 33. Garantie d'intérêts au chemin de fer franco-éthiopien.

Chapitre 35. Emprunt de l'Inde.

Au ministère de l'agriculture :

Chapitre 66. Garanties d'intérêts aux entreprises d'hydraulique agricole.

Au ministère des travaux publics :

Chapitre 92. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français.

Chapitre 95. Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer.

Chapitre 96. Subvention à la Tunisie pour le réseau de la Medjerdah.

« Il me semble, en conséquence, plus logique et plus conforme aux règles d'imputation admises pour les dépenses similaires de laisser au ministère des affaires étrangères la gestion du crédit relatif à l'emprunt du Maroc. »

Votre commission des finances, partageant l'avis du Gouvernement, vous demande en conséquence de vouloir bien adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, un crédit de 1,556,800 francs applicable à un chapitre nouveau du budget de son département, portant le n° 33 *ter* et intitulé : « Versement au protectorat marocain pour la garantie de l'emprunt de 1911 (art. 4 de la loi du 16 mars 1914) ».

ANNEXE N° 250

(Session ord. — Séance du 26 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement vient de déposer sur votre bureau, dans votre séance du 26 juin, le projet de loi annuel relatif au report de crédits de l'exercice dont la période complémentaire s'achève à l'exercice en cours. Il avait réuni dans un même projet de loi, déposé à la Chambre le 8 juin courant, sous deux titres différents, les crédits de régularisation sollicités sur l'exercice 1915, par application des articles 4 de la loi du 25 janvier 1889 et 5 de la loi du 25 février 1899, et les crédits de report demandés sur l'exercice 1916, par application de l'article 71 de la loi du 27 février 1912.

Mais la Chambre a considéré avec raison que cette procédure était contraire à cette dernière disposition législative, qui prévoit la présentation d'un projet de loi spécial, et elle a voté deux projets de loi distincts, l'un relatif à l'ouverture des crédits de régularisation sur l'exercice 1915, l'autre au report de crédits de 1915 à 1916.

L'article 71 de la loi du 27 février 1912 prescrit, ainsi qu'on le sait, le report à l'exercice en cours, « avec la même affectation et jusqu'à concurrence des annulations qu'elle prononcera sur l'exercice précédent, les crédits relatifs : 1° à l'exécution des programmes de constructions, de travaux neufs, d'approvisionnements ou de matériel neuf, concernant la défense nationale; 2° à l'approvisionnement des manufactures, ainsi qu'à l'établissement et aux installations des services industriels de l'Etat; 3° à la continuation de travaux qui auront fait l'objet de lois spéciales d'engagement ou qui figureront explicitement dans les budgets ».

De même que l'année dernière, il a paru au Gouvernement qu'il convenait de déroger dans une certaine mesure à ces dispositions et de limiter les réouvertures sur l'exercice en cours aux seuls besoins réels de 1916.

« En ce qui concerne tout d'abord les constructions, travaux, approvisionnements intéressant la défense nationale, est-il expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre, les circonstances actuelles ne permettant pas de poursuivre régulièrement l'exécution de programmes établis pendant le temps de paix, il ne pouvait être question de formuler aucune proposition. D'un autre côté, les événements ont eu pour conséquence un ralentissement, et quelquefois une suspension complète, d'un grand nombre d'entreprises et il eût semblé anormal de doter les administrations de crédits qu'il ne leur serait pas possible d'employer. Ces dernières ont été invitées à tenir compte des difficultés et des retards de réalisation dus à la situation et, tout en maintenant dans leur intégralité les annulations de crédits restés sans emploi sur l'exercice 1915 de manière à conserver une base d'appréciation indispensable sur l'état d'avancement des programmes, les réouvertures sur l'exercice en cours ont été limitées aux besoins réels de 1916. »

Votre commission des finances donne, comme l'année dernière, son approbation à cette manière de procéder, qui ne présenterait d'ailleurs aucun inconvénient et ne serait nullement de nature à entraver l'exécution des programmes et le fonctionnement des services industriels, s'il était entendu que des réouvertures dans la limite des crédits annulés pourraient être opérées même sur un exercice ne suivant pas immédiatement celui au titre duquel les annulations ont été prononcées.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a, toutefois, pas admis qu'il en pût être ainsi, et elle a rejeté, dans le projet de loi qui lui a été soumis, une réouverture, sur l'exercice 1916, de crédits annulés sur l'exercice 1914 par la loi de report de crédits de 1914 à 1915, pour ce motif qu'il serait contraire aux dispositions de l'article 71 de la loi du 27 février 1912 d'autoriser les reports pour un chiffre supérieur au montant des annulations proposées sur l'exercice précédent. Il est vrai, mais puisqu'il a été entendu qu'à raison des circonstances actuelles les reports pourraient être inférieurs aux annulations prononcées, il nous paraît nécessaire d'admettre corrélativement, pour obéir à l'esprit de la loi de 1912, que les crédits annulés puissent être reportés à un exercice ultérieur, même ne suivant pas immédiatement celui au titre duquel les annulations ont été opérées. Nous estimons que la Chambre a fait, en la circonstance, une interprétation trop stricte de la loi de 1912 et peu conforme à l'esprit de cette loi.

Le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre comportait des propositions d'annulations sur l'exercice 1915 pour..... 22.971.804
et des demandes d'ouvertures, sur l'exercice 1916, c'est-à-dire des reports, pour..... 18.492.752

L'excédent des annulations sur les réouvertures de crédits était ainsi de..... 4.482.052

Aucun report n'était prévu pour les travaux, les approvisionnements ou le matériel neuf concernant la défense nationale.

Les reports ayant trait aux approvisionnements des manufactures, ainsi qu'à l'établissement et aux installations des services industriels de l'Etat, s'élevaient à 18,273,834 fr. (Manufactures de tabacs et d'allumettes : 10.864,000 francs; Imprimerie nationale : 253,278 fr.; Postes : 7,156,556 fr.). Les reports de la troisième catégorie, relatifs à des travaux isolés, ne montaient qu'à 218,918 fr. (installation du service des pensions au Palais-Royal; agrandissement de la Bibliothèque nationale; reconstruction de l'Institut agronomique).

La Chambre a réduit les reports de la 2e catégorie de 103,700 fr., s'appliquant aux chapitres 18 et 30 du budget des postes et des télégraphes.

Nous examinons, ci-après, rapidement les propositions du Gouvernement, chapitre par chapitre.

Ministère des finances.

Matériel de l'administration centrale.

Annulation sur l'exercice 1915 (chapitre 50), 80,000 fr.

Report à l'exercice 1916 (chapitre 50), 80,000 francs.

Il s'agit des travaux d'installation du service des pensions dans les locaux de l'ancienne cour des comptes.

La loi du 18 février 1916 a ouvert pour cet objet un crédit de 160,000 fr., sur lequel il n'a pu être dépensé sur l'exercice 1915 que 80,000 francs, à raison de la date tardive à laquelle l'installation en question a été décidée (fin du mois de novembre 1915).

Matériel et dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 120), 492,124 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 120), néant.

Bâtiments des manufactures de l'Etat.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 121), 591,680 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 121), néant.

Des tableaux qui figurent dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre donnent, pour chacune des entreprises dotées sur les chapitres ci-dessus, le chiffre des crédits ouverts, des dépenses effectuées et des crédits restés disponibles en 1915.

On ne demande pas la réouverture sur l'exercice 1916 des crédits restés sans emploi en 1915, car on n'en prévoit pas l'utilisation en 1916.

Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 122), 435,000 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 122), néant.

Les crédits ci-après ont été accordés, au titre du présent chapitre, pour l'exercice 1915 :

Reconstruction de la manufacture de Lyon.....	341.500
Construction de nouveaux bâtiments à Aubervilliers.....	200.000
Soit au total.....	541.500

Or les dépenses effectuées sur ces crédits ne se sont élevées qu'à 106,500 fr., savoir :

Reconstruction de la manufacture de Lyon.....	106.000
Construction de nouveaux bâtiments à Aubervilliers.....	500
Total égal.....	106.500

Le chapitre 122 de l'exercice 1915 présente donc un disponible de 435,000 fr., qui se décompose comme suit :

Reconstruction de la manufacture de Lyon.....	235.500
Construction de nouveaux bâtiments à Aubervilliers.....	199.500
Total égal.....	435,000

Ces travaux n'ont pu être achevés par suite de l'état de guerre. Les entrepreneurs ne peuvent en effet se procurer, dans les circonstances présentes, ni la main-d'œuvre, ni les matériaux nécessaires, notamment les fontes

(1) Voir les n°s 248, Sénat, année 1916, et 2182-2208 et in-8° n° 481 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

et les fers. Il paraît inutile dans ces conditions de reporter à l'exercice 1916 le crédit de 435,000 francs dont l'annulation est proposée sur l'exercice 1915.

Achats et transports. — Service des tabacs.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 124), 10.254,000 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 124), 9,964,000 fr.

Le crédit reporté de 9,964,000 fr, est destiné à assurer les fabrications de tabacs en 1916.

Ce disponible sur 1915 provient uniquement de l'impossibilité où s'est trouvée l'Administration de remplir intégralement, avant le 1er janvier 1916, le programme d'achats de 1915.

La somme de 290,000 fr. dont le report n'est pas sollicité correspond à des achats de produits fabriqués à l'étranger qui n'ont pas été effectués.

Achats et transports. — Service des allumettes.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 125), 200,000 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 125), 900,000 fr.

Ce report doit permettre de solder des achats de 1915, qui n'ont pu être pris en charge sur cet exercice par suite surtout des retards qu'ont subis les transports.

Réinstallation des services de la garantie de Paris, du laboratoire central du ministère des finances. — Dépôt d'archives de la cour des comptes.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 125 *bis*), 203,000 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 125 *bis*), néant.

Le crédit inscrit au budget de l'exercice 1915 était de..... 225.000
La dépense effectuée en 1915 a été de..... 22.000

Soit un disponible de..... 203.000

dont on demande l'annulation sur l'exercice 1915.

On ne prévoit pas l'utilisation de ce crédit en 1916.

Transfert de l'Imprimerie nationale. — Constructions, installations, déménagement.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 125 *quater*), 238,353 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 125 *quater*), 238,353 fr.

Transfert de l'Imprimerie nationale (personnel).

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 125 *quinquiès*), 10,425 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 125 *quinquiès*), 10,425 fr.

Transfert de l'Imprimerie nationale.—Indemnités.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 125 *sexiès*), 4,500 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 125 *sexiès*), 4,500 fr.

A raison de l'état de guerre, l'administration a dû ralentir les travaux d'aménagement d'ateliers dans les nouveaux bâtiments de la rue de la Convention, la plupart des entrepreneurs n'ayant pu terminer ou exécuter en temps utile les ouvrages qui leur avaient été commandés. Afin de permettre la continuation et l'achèvement des travaux entrepris, on demande le report à l'exercice 1916 des sommes non utilisées en 1915 sur les crédits des chapitres ci-dessus.

Ainsi que l'a fait remarquer l'honorable M. Raoul Péret dans son rapport, l'opération du transfert de l'Imprimerie des bâtiments de la rue Vieille-du-Temple à la rue de la Convention a été désastreuse pour nos finances et le Parlement aura, un jour, à rechercher toutes les responsabilités engagées dans cette affaire.

Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale.

2e SECTION. — Beaux-arts.

Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 87), 108,800 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 91), 108,800 fr.

Des crédits s'élevant au total à 540,000 fr. ont été inscrits au budget de l'exercice 1915 pour la continuation des travaux d'agrandissement de la Bibliothèque nationale.

Sur ces crédits, il n'a pu être employé qu'une somme de 431,200 fr.

On demande le report à l'exercice 1916 du crédit resté disponible sur l'exercice 1915, soit 108,800 fr., afin de continuer les travaux de terrassement et de maçonnerie absolument indispensables pour permettre l'achèvement du gros œuvre de l'usine de chauffe située sous le jardin de la rue Vivienne.

Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'Institut national agronomique.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 91), 30,118 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 95), 30,118 fr.

Les travaux à effectuer au moyen du report de crédit sollicité sont les derniers du programme arrêté pour la reconstruction des bâtiments de l'Institut agronomique. Il ne s'agit plus que d'une somme de 30.118 fr. restée sans emploi sur le crédit de 110,000 fr. accordé pour 1915 et dont l'allocation permettra d'assurer la fin de cette importante opération commencée il y a six ans.

Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes.

1re SECTION. — Commerce et industrie.

Ecoles nationales professionnelles. — Travaux extraordinaires de bâtiment.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 33), 42,400 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 33), néant.

Il s'agit d'un crédit de 42,400 fr. accordé en 1914, puis reporté au budget de l'exercice 1915, pour permettre de terminer les travaux de construction et d'installation d'une section de céramique de l'école nationale professionnelle de Vierzon. Ce crédit n'a pu être utilisé par suite du manque de main-d'œuvre.

La situation ne s'étant pas modifiée, il est à prévoir qu'aucun travail de construction ne pourra être effectué au cours de l'année 1916.

2e SECTION. — Postes et télégraphes.

Indemnités diverses.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 14) 2,500 francs.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 15) 2,000 francs.

Les deux projets ci-dessous ont motivé l'ouverture sur le présent chapitre, au titre de l'exercice 1915, des crédits suivants destinés à couvrir des frais de déplacement :

Construction de navires câbliers..... 2.000
Remplacement du câble Dakar-Conakry..... 500

Soit au total..... 2.500

Les circonstances n'ont pas permis de réaliser ces projets. Il y a donc lieu d'annuler la totalité des crédits accordés au titre de l'exercice 1915.

On sollicite le report à l'exercice 1916 de la somme de 2.000 fr., se rapportant à la construction des navires câbliers. Quant au remplacement du câble Dakar-Conakry, il a paru devoir être ajourné jusqu'à la fin des hostilités.

Frais de loyer. — Bâtiments et mobilier.

Annulation demandée par le Gouvernement sur l'exercice 1915 (chap. 17), 1.821.944 fr.
Ouverture demandée par le Gouvernement sur l'exercice 1916 (chap. 18), 754.985 fr.
Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances sur l'exercice 1915 (chap. 17), 1,821,944 fr.
Ouverture votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances sur l'exercice 1916 (chap. 18), 654,985 fr.

Les crédits alloués en 1915 pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement ou l'installation de divers immeubles destinés aux services des postes, des télégraphes et des téléphones s'élevaient à..... 968.617
A cette dotation se sont ajoutés les reports provenant de l'exercice 1914, soit..... 1.503.932

La dotation totale s'est donc élevée à..... 2.472.549
Mais à raison de la prolongation des hostilités, l'exécution des travaux envisagés a dû être ralentie ; certaines opérations n'ont pu être terminées, d'autres ont été complètement interrompues. Par suite, les crédits n'ont été utilisés que jusqu'à concurrence de..... 650.605

Les sommes restées sans emploi atteignent ainsi le chiffre de..... 1.821.944

Sur ce disponible, le Gouvernement sollicitait le report à l'exercice 1916 d'une somme de 754,985 fr., dont le détail par entreprise était donné dans un tableau figurant dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre. A la demande que lui a adressée la commission du budget pour savoir s'il ne serait pas possible d'ajourner certaines transformations d'immeubles ou constructions portées audit tableau, l'administration a répondu qu'elle acceptait une réduction de 100,000 fr., en ce qui concerne les hôtels des postes, les travaux de l'hôtel de Châlons-sur-Marne ne devant pas absorber, cette année, plus de 50,000 fr. et l'aménagement du local affecté au bureau-gare de Vierzon pouvant être ajourné.

Le report à opérer est donc seulement de 654,985 fr.

Construction de wagons-poste.

Annulation sur l'exercice 1915 (chapitre 21 *bis*), 1,105,418 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chapitre 22 *bis*), 906,818 fr.

Les reports sollicités s'appliquent à la construction de wagons-poste autorisée par diverses lois.

Une annulation de 108,600 fr., sans report correspondant sur l'exercice 1916, porte sur le crédit ouvert en 1915 pour la construction de deux wagons-poste de 18 m. 120 destinés à circuler sur le réseau de l'Etat.

L'entreprise en question aurait dû normalement être terminée le 25 juillet 1915; mais l'exécution du contrat se trouve en fait suspendue depuis l'ouverture des hostilités et on ne prévoit pas qu'elle soit reprise en 1916.

Matériel des postes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs.

Annulation sur l'exercice 1915 (chapitre 22), 4,595,182 fr.
Ouverture sur l'exercice 1916 (chapitre 23), 4,514,055 fr.

Les crédits ordinaires inscrits au budget de l'exercice 1915 pour le matériel des postes télégraphiques et téléphoniques et pour le matériel des stations de télégraphie sans fil s'élevaient à..... 6.575.317
A cette dotation se sont ajoutés des crédits reportés de l'exercice 1914 pour..... 2.579.014

L'allocation totale était donc de... 9.154.331
Le retard apporté, par suite des circonstances actuelles, à la livraison des fournitures, le ralentissement des installations envisagées, le manque de main-d'œuvre n'ont permis d'employer en 1915 qu'une somme de..... 4.559.149

Le crédit resté disponible s'élève donc à..... 4.595.182

On en propose l'annulation sur l'exercice 1915.

D'autre part, on sollicite, en vue de solder les dépenses qui sont à prévoir en 1916, le report à cet exercice d'un crédit de 4,514,055 fr., dont le détail, par entreprise, est donné dans un tableau qui figure dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre.

Matériel des lignes télégraphiques et téléphoniques. — Travaux neufs.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 24), 1,201,850 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 25), 716,850 fr.

Les crédits reportés s'appliquent pour 81,850 francs à des câbles de réseau, des lignes auxiliaires et gaines des bureaux centraux téléphoniques O (La Boétie), E (Auteuil) et L (Conservatoire), et pour 635,000 fr. à la construction de navires câbliers destinés à l'entretien du réseau télégraphique sous-marin français.

Le crédit annulé, sans report correspondant à l'exercice 1916, s'applique au remplacement du câble télégraphique sous-marin Dakar-Conakry.

A raison de la hausse de certaines matières premières et des difficultés de main-d'œuvre, il ne serait pas possible de poursuivre la fabrication du câble destiné à remplacer ce conducteur sous-marin sans engager des dépenses considérablement supérieures à celles qui avaient été prévues pour le temps de paix. Dans ces conditions, l'opération doit être ajournée jusqu'à la fin des hostilités, à moins que l'état d'usure du câble ne donne à l'opération un caractère d'exceptionnelle urgence.

Matériel des réseaux pneumatiques. — Travaux neufs.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 26), 165,598 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 27), 165,598 fr.

L'administration a disposé en 1915 d'une somme de 260,000 fr. pour l'agrandissement de l'atelier de force motrice de Saint-Sabin et la continuation du programme d'amélioration du réseau pneumatique de Paris.

Les circonstances n'ont pas permis de réaliser l'agrandissement de l'atelier de Saint-Sabin.

Quant à l'amélioration du réseau de Paris, on n'a pu, par suite notamment de la difficulté de se procurer des tuyaux pour lignes pneumatiques, liquider qu'une dépense de 94,402 fr.

Il y a lieu, en conséquence, d'annuler sur l'exercice 1915 la somme de 165,598 fr. restée sans emploi.

En vue de poursuivre le programme d'amélioration et, éventuellement, d'entreprendre les travaux d'agrandissement de l'atelier de Saint-Sabin, on sollicite le report à l'exercice 1916 de la totalité du crédit non utilisé en 1915.

Salaires du personnel ouvrier des services techniques.

Annulation demandée par le Gouvernement sur l'exercice 1915 (chapitre 29) 2,050 fr.

Ouverture demandée par le Gouvernement sur l'exercice 1916 (chapitre 30), 5,750 fr.

Annulation votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances sur l'exercice 1915 (chapitre 29), 2.050 fr.

Ouverture votée par la Chambre et proposée par votre commission des finances sur l'exercice 1916 (chapitre 30), 2,050 fr.

Le Gouvernement justifiait comme suit ses propositions dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre :

Sur le crédit de.....	4.000
reporté, par la loi du 30 juin 1915, de l'exercice 1914 à l'exercice 1915, en vue de la continuation des travaux d'établissement de conducteurs pour les bureaux centraux téléphoniques O (la Boétie), E (Auteuil) et L (Conservatoire), il n'a été utilisé en 1915 qu'une somme de....	1.950
On propose, en conséquence, l'annulation sur ce dernier exercice du crédit de.....	2.050
qui est resté sans emploi.	

Pour faire face aux dépenses prévues pour 1916, on demande en même temps le report de ce crédit à cet exercice. On sollicite, en outre, l'ouverture d'un nouveau crédit de 3,700 fr., à valoir sur la disponibilité de 101,000 fr. qui a été annulée sur l'exercice 1914, au titre des mêmes travaux, sans faire l'objet d'un report à l'exercice 1915.

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accepté le report sur l'exercice 1916 que de la somme annulée sur l'exercice 1915, pour le motif que nous avons critiqué au début de notre rapport.

Etant d'ailleurs donné le peu d'importance de la somme en litige, votre commission des finances vous propose de ratifier la décision de la Chambre, toutes réserves étant faites d'ailleurs sur le motif qui l'a dictée.

Indemnités diverses du personnel ouvrier et frais de déplacement des sous-agents affectés aux services techniques.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 30), 850 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 31), 500 francs.

Le crédit de 850 fr. dont on propose l'annulation sur l'exercice 1915 se rapporte aux frais de contrôle de la construction de deux navires câbliers et de la pose du nouveau câble sous-marin Dakar-Conakry. Reporté de l'exercice 1914 à l'exercice 1915 par la loi du 30 juin 1915, ce crédit n'a pu être employé en 1915 ; il doit donc être annulé au titre de ce dernier exercice.

Sur ce crédit, on sollicite le report à l'exercice 1916 de la somme de 500 fr. afférente aux navires câbliers.

Ministère de l'agriculture.

Etudes et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles à la charge de l'Etat.

Annulation sur l'exercice 1915 (chap. 63), 689,012 fr.

Ouverture sur l'exercice 1916 (chap. 63), néant.

La loi du 15 décembre 1911, relative à l'assainissement de la côte orientale de la Corse, a mis les travaux à la charge de l'Etat jusqu'à concurrence d'une somme de 11,500,000 fr., à répartir sur onze exercices. La loi prévoit que les crédits annuels qui n'ont pu être employés au cours d'un exercice sont reportés à l'exercice suivant.

Le crédit inscrit pour cette entreprise à l'article 2 du chapitre 63 de l'exercice 1915, était de.....	1.000.000 »
Les dépenses effectuées sur ce crédit s'étant élevées à	310.987 31
on demande l'annulation, sur l'exercice 1915, d'une somme de..	689.012 69

soit, en nombre rond, 689.012 fr.

Comme on ne prévoit pas l'utilisation de ce crédit en 1916, on n'en sollicite pas le report à ce dernier exercice.

En conséquence des explications qui précèdent, et sous le bénéfice des observations présentées au cours du présent rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Exercice 1915.

Art. 1er. — Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, une somme de 22,974,804 fr. est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Exercice 1916.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits s'élevant à la somme de 18,389,052 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

ANNEXE N° 251

(Session ord. — Séance du 25 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1916 des crédits **provisoires applicables au troisième trimestre de 1916** ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, par M. Emile Aimond, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Caractère des crédits demandés.

Messieurs, le Gouvernement nous demande de lui accorder les crédits nécessaires pour pourvoir aux dépenses militaires et navales ainsi qu'aux autres dépenses publiques pendant le troisième trimestre de l'année 1916.

C'est toujours sous la forme de crédits provisoires que cette demande nous est faite, et nous avons indiqué, dans nos précédents rapports, les raisons pour lesquelles on ne pouvait guère agir autrement.

Nous répéterons encore, à cette occasion, que si nous trouvons dans le projet du Gouvernement pour les crédits demandés une distribution par ministères et par chapitres comme s'il s'agissait de procéder à l'examen et au vote d'un véritable budget, les tableaux ainsi présentés n'ont en somme qu'une valeur indicative, le Gouvernement procédant à cette distribution des crédits sous sa seule responsabilité, le rôle du Parlement consistant à les voter globalement.

Nous avons pris acte, toutefois, des déclarations du ministre des finances que les tableaux qui paraîtront au *Journal officiel* ont cependant, au regard des administrations publiques, un résultat appréciable : c'est qu'il ne leur sera pas permis d'opérer des virements de chapitres à chapitre, sans y être préalablement autorisées par le Parlement.

D'un autre côté, si nous entrons plus loin dans le détail des crédits et si nous indiquons les modifications de distributions apportées par la Chambre, c'est seulement à titre documentaire, nous refusant à prendre, à cet égard, une responsabilité quelconque.

N'oublions pas, d'autre part, que les chiffres inscrits dans ces tableaux correspondent plutôt à des prévisions de payement pour le troisième trimestre et qu'ils ne correspondent nullement à l'importance des dépenses réellement engagées par nos administrations publiques.

Sous le bénéfice de ces réserves, nous conserverons pour notre exposé le cadre de nos précédents rapports, afin de rendre possibles les comparaisons et d'avoir une vue d'ensemble de notre situation financière.

La situation financière.

LES DÉPENSES

Les crédits dont le Gouvernement a sollicité l'ouverture s'élèvent à 7,891,352,744 fr. pour le budget général et à 619,742,771 fr. pour les budgets annexes.

Les dotations prévues au titre du budget général surpassent celles du deuxième trimestre d'une somme nette de 43,707,378 fr. correspondant à une augmentation de 131,612,885 fr. sur les services militaires, compensée par une diminution de 87,905,507 fr. sur les services publics.

L'ensemble des crédits demandés depuis le début de la guerre ressort des tableaux suivants :

(1) Voir les nos 246, Sénat, année 1916, et 2115-2194 et in-8° n° 479. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914.

LOIS OU PROJETS DE LOI	DÉPENSES militaires proprement dites.	DETTE	DÉPENSES de solidarité sociale.	ACHATS de denrées pour le ravitaillement de la population civile.	AUTRES dépenses.	TOTAL
Exercice 1914.						
Loi du 29 mars 1915	5.817.277.140	38.616.763	403.991.680	20.000.000	161.817.418	6.441.703.001
Loi du 29 mars 1915	— 526.670	»	1.000.000	»	10.168.295	10.641.625
Loi du 31 mars 1915	1.207.900	21.100.000	550.000	»	6.813.117	29.671.017
Loi du 22 juin 1915	491.862.410	»	»	»	»	494.862.410
Loi du 29 juin 1915	400.000	615.000	— 3.826.000	»	1.564.500	— 1.246.401
Loi du 30 juin 1915 (Report)	— 213.768	»	»	»	— 32.977.604	— 33.221.372
Loi du 30 juillet 1915	23.012.729	»	»	»	»	23.012.729
Loi du 7 août 1915	— 497.500.000	»	»	»	»	— 497.500.000
Loi du 26 novembre 1915	28.761.240	»	92.750.000	»	»	121.511.240
Net pour l'exercice 1914	5.867.250.981	60.331.763	494.465.680	20.000.000	147.385.825	6.589.434.249
Exercice 1915.						
Loi du 23 décembre 1915. — Conversion en crédits définitifs des crédits provisoires de 1915	15.116.630.378	1.828.023.673	2.663.751.469	166.800.000	2.186.256.959	21.961.462.479
Loi du 29 décembre 1915. — Redevance due à Monaco.	»	»	»	»	835.583	835.583
Loi du 29 décembre 1915. — Divers crédits additionnels.	61.750	»	9.500.000	»	29.705.140	39.267.890
Loi du 29 décembre 1915. — Divers crédits additionnels (Guerre)	104.891.980	»	»	»	»	104.891.980
Loi du 29 décembre 1915. — Installation du service des émissions de la Défense nationale (transfert de crédit).	»	»	»	»	»	»
Loi du 29 décembre 1915. — Ministres d'Etat	»	»	»	»	26.631	26.631
Loi du 18 février 1916. — Service général des secours et pensions	»	»	»	»	160.000	160.000
Loi du 15 mars 1916. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre).	3.925	»	»	»	»	3.925
Loi du 15 mars 1916. — Sous-secrétariats d'Etat (Guerre).	17.500	»	»	»	»	17.500
Loi du 15 mars 1916. — Sous-secrétariat d'Etat (Guerre).	10.400	»	»	»	»	10.400
Loi du 15 mars 1916. — Installation de sous-secrétariats d'Etat (Guerre)	260.300	»	»	»	»	260.300
Loi du 30 mars 1916. — Divers crédits supplémentaires.	173.302.390	»	»	»	22.960.381	196.262.771
Loi du 30 mars 1916. — Divers crédits supplémentaires.	2.241.700	»	»	»	42.952.853	45.194.553
Loi du 12 avril 1916. — Avances au service des poudres.	44.400.000	»	»	»	»	44.400.000
Projet n° 870 devant la Chambre. — Absinthes (indemnités)	»	»	23.650.000	»	»	23.650.000
Total pour l'exercice 1915	15.441.820.323	1.828.023.673	2.696.901.469	166.800.000	2.282.898.547	22.416.444.012
Exercice 1916.						
Loi du 29 décembre 1915. — Crédits provisoires afférents au premier trimestre de 1916	5.381.273.562	560.732.161	852.630.450	»	751.912.088	7.549.608.261
Loi du 12 février 1916. — Emprunt en rentes 5 p. 100.	»	77.198.250	»	»	»	77.198.250
Loi du 18 février 1916. — Service général des secours et pensions	220.172	»	»	»	»	220.172
Loi du 28 février 1916. — Crédits spéciaux (exercices 1912 et 1913 et exercices périmés)	5.493.082	»	1.038.643	»	1.318.464	7.900.189
Loi du 30 mars 1916. — Crédits provisoires afférents au deuxième trimestre de 1916	5.700.685.119	719.997.111	817.057.798	»	519.905.335	7.847.645.365
Loi du 30 mars 1916. — Divers crédits additionnels	1.150.000	»	»	»	3.140	1.153.140
Loi du 30 mars 1916. — Divers crédits additionnels	20.759.497	»	403.710	»	3.883.133	25.052.340
Loi du 28 avril 1916. — Subventions extraordinaires aux départements envahis	»	»	»	»	10.000.000	10.000.000
Loi du 29 avril 1916. — Réception du prince régent de Serbie	»	»	»	»	30.000	30.000
Projet n° 1249 devant la Chambre. — Maison des douaniers du Havre	»	»	»	»	94.500	94.500
Projet n° 1700 devant la Chambre. — Secours aux victimes de l'explosion de la rue de Tolbiac	»	»	2.000.000	»	»	2.000.000
Projet n° 1900 devant la Chambre. — Garantie des risques de guerre pour les voyages effectués sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique	»	»	»	»	950.000	950.000
Projet de loi de crédits additionnels n° 2114	13.842.025	38.595.300	10.000	»	20.666.968	73.114.962
Présent projet de loi. — Crédits provisoires afférents au troisième trimestre de 1916	5.925.465.729	685.879.779	781.253.238	»	498.753.968	7.891.352.714
Total pour l'exercice 1916	17.141.889.186	2.082.402.706	2.451.510.469	»	1.807.517.566	23.486.319.927
RÉCAPITULATION						
Rappel des cinq derniers mois de 1914	5.867.250.981	60.331.763	494.465.680	20.000.000	147.385.825	6.589.434.249
Rappel du total pour 1915	15.441.820.323	1.828.023.673	2.696.901.469	166.800.000	2.282.898.547	22.416.444.012
Rappel du total pour 1916	17.141.889.186	2.082.402.706	2.454.510.469	»	1.807.517.566	23.486.319.927
Total depuis le début de la guerre	38.450.960.490	3.970.758.142	5.645.877.618	186.800.000	4.237.801.938	52.492.198.188

Le montant des crédits ouverts ou demandés depuis le 1er août 1914 arrive donc à 52 milliards et demi, si l'on y comprend les douzièmes du budget primitif de 1914 correspondant aux cinq derniers mois de l'année.

La progression des dépenses est toujours rapide comme l'indique le tableau suivant :

	Dépenses militaires proprement dites.	Dépenses totales.
	Millions.	Millions.
Exercice 1915.....	15.442	22.416
1er trimestre 1916...	5.390	7.635
2e trimestre 1916....	5.826	7.960
3e trimestre 1916....	5.925	7.891

Nous marchons ainsi vers une dépense annuelle totale de 32 milliards.

Le pourcentage des dépenses s'établit comme suit :

Dépenses militaires.....	73,3	p. 100
Dette publique.....	7,6	p. 100
Dépenses de solidarité sociale..	10,7	p. 100
Ravitaillement de la population civile.....	0,36	p. 100
Autres dépenses.....	8	p. 100

Si on compare ces pourcentages aux précédents, on en trouve deux qui sont en progression : ce sont les pourcentages relatifs aux dépenses militaires et à la dette publique.

Remarquons que ces chiffres globaux ne comprennent pas les avances que nous faisons aux pays alliés, de telle sorte qu'on n'est pas loin de la vérité en disant que nous dépensons environ 95 millions par jour.

Comment se comporte notre trésorerie en présence de ces charges formidables ?

Situation de trésorerie au 31 mai 1916.

I. — Encaisse.

France et Algérie.....	91.082.000	
Londres (£ 5,269,000).....	132.884.000	(au 27 mai)
Etats-Unis ($ 29,543,000).....	153.032.000	(au 13 mai)
	376.998.000	

II. — Opérations principales intéressant la dette flottante.

Bons ordinaires (échus ou non échus).....	44.197.000	
Bons de la défense nationale...	11.250.835.000	
Bons à l'étranger.....	1.306.393.000	
Fonds particuliers.....	160.627.000	(au 30 avril 1916)
	12.762.055.000	

III. — Opérations intéressant la dette à terme ou par annuités.

Obligations sexennaires.....	63.820.000
Obligations de la défense nationales	866.643.000
Emprunt aux Etats-Unis	1.295.000.000
	2.225.463.000

IV. — Opérations intéressant la dette consolidée.

Rentes 5 p. 100.....	11,812,470,000

V. — Avances de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie.

Banque de France.....	7.500.000.000
Banque de l'Algérie.....	20.000.000
	7.520.000.000

RÉCAPITULATION.

Encaisses.....	376.998.000
Opérations de la dette flottante	12.762.055.000
Opérations de la dette à terme	2.225.463.000
Opérations de la dette consolidée.....	11.812.470.000
Avances de la Banque de France et la Banque de l'Algérie	7.520.000.000
Total.....	34.696.986.000

A cela il faut ajouter les recouvrements budgétaires, qui ont donné les résultats suivants :

Cinq derniers mois de 1914...	1.190.513.145
Année 1915.....	3.622.977.163
Quatre premiers mois de 1916.	1.231.481.389
Ensemble.....	40.741.957.697

Ainsi, à l'heure actuelle, les recettes du Trésor se sont élevées à environ 41 milliards.

Pour aller au 30 septembre, c'est un peu plus de 52 milliards qu'il faut avoir ; c'est donc, au bas mot, 11 milliards que le Trésor devra se procurer.

Les recettes probables peuvent être évaluées comme suit :

1° Produits budgétaires.....	1.606.692.000
2° Bons de la défense nationale, environ 800 millions par mois.	4.000.000.000
3° Obligations de la défense nationale, environ 200 millions par mois.....	1.000.000.000
4° Complément de l'avance de la banque de France.....	1.500.000.000
5° Complément de l'avance de la banque de l'Algérie.....	180.000.000
Ensemble.....	8.286.692.000

Il nous manquerait donc environ 3 milliards pour aller jusqu'au 30 septembre.

On pourrait demander ces 3 milliards à la banque de France. Est-il prudent de le faire ?

Remarquons tout d'abord qu'au 30 septembre 1916 le montant des engagements de toute nature vis-à-vis des porteurs de bons s'élèvera à 23 milliards de francs, escomptables à toute époque à la banque de France (80 p. 100 pour les bons à échéance de plus de trois mois et 100 p. 100 pour les bons à moins de trois mois).

Il est inutile d'insister sur les inconvénients que présente une pareille situation. Ne pourrait-on pas tenter d'améliorer la situation actuelle par des moyens comme ceux que nous indiquons ci-dessous ?

1° L'Etat ne pourrait-il pas payer désormais tous ses fournisseurs par traites acceptées à trois mois, renouvelables au besoin une ou deux fois ? L'industriel ou le commerçant ayant intérêt à conserver cette traite la garderait par devers lui le plus longtemps possible.

Quand il y serait contraint par la nécessité, il escompterait sa traite chez son banquier ; celui-ci, pour les mêmes raisons, ne remettrait la traite à la Banque de France que le plus tard possible, et c'est à ce moment seulement que se ferait la sortie du billet de banque qui serait d'ailleurs garanti, non par l'Etat seul, mais par la signature de l'industriel et du banquier escompteur. De cette façon la circulation fiduciaire serait abaissée.

Dans le même ordre d'idées, l'Etat ne pourrait-il pas payer, au moins à titre facultatif, une partie des traitements qui lui incombent en bons du Trésor ?

2° L'Etat ne devrait-il pas, le plus tôt possible d'abord, et ensuite chaque fois qu'une occasion favorable lui serait offerte, consolider la plus grande partie possible de sa dette flottante par l'émission d'une tranche d'emprunt perpétuel ?

Le bon du Trésor est un excellent moyen temporaire de trésorerie, mais il ne peut pas constituer un but, et le but, c'est de payer les dépenses de guerre en titres de rente et, pour cela, il faut faire rentrer à la fois les bons du Trésor et les billets de banque émis en contrepartie des dettes de l'Etat pour les échanger contre un titre qui n'est plus qu'un engagement de servir un intérêt et qui libère définitivement l'Etat du capital détruit par la guerre.

Quant à l'intérêt ainsi promis, c'est aux impôts à y faire face dès à présent et pour l'avenir.

Puisque nous parlons d'impôts, il est intéressant de rechercher si notre situation au point de vue de leur rentrée n'est pas en voie d'amélioration.

La rentrée des impôts.

Les résultats du mois de mai sont de nature à confirmer l'impression de sérieuse amélioration qui se dégageait des aperçus antérieurs.

En ce qui concerne les contributions directes et les taxes assimilées, les rentrées de l'exercice 1915 ressortent actuellement à près de 993,400,000 fr. (toutes parts réunies) ; celles de l'exercice 1913, qui peuvent être prises pour terme de comparaison, s'élevaient à 1,230 millions environ ; la moins-value n'est donc que de 236 millions et demi, soit 19,23 p. 100.

Il est permis d'espérer que les rentrées de 1916 seront sensiblement meilleures ; à la date du 31 mai, il a été recouvré 177,589,000 fr. (dont 77,645,800 fr. pendant le dernier mois) contre 123,913,700 fr. seulement en 1915 (dont 56 millions 483,600 fr. pendant le même mois).

Les produits recouvrés par les administrations de l'enregistrement, des douanes et des contributions indirectes sont également dans leur ensemble en progression ; ils ont, au cours du mois de mai, dépassé de 18,25 p. 100 les encaissements réalisés pendant le mois correspondant de 1915 ; les plus-values étaient de 5,6 p. 100 en janvier, de 10,7 p. 100 en février, de 12,8 p. 100 en mars, de 10,8 p. 100 en avril. Si l'on établit une comparaison avec les évaluations d'une année normale, on voit apparaître une moins-value de 6,9 p. 100 seulement pour le mois de mai ; les moins-values étaient de 32,4 p. 100 en janvier, de 13,2 p. 100 en février, de 10,6 p. 100 en mars, de 13,3 p. 100 en avril.

La marche ascendante du rendement de certains droits d'enregistrement qui sont assis sur les transactions civiles et commerciales est particulièrement intéressante ; ces droits ont à peu près tous présenté des augmentations. C'est ainsi que les droits sur les ventes d'immeubles, après avoir procuré 2,622,000 fr. en janvier, 2,837,500 fr. en février, 3,053,500 fr. en mars, 3,102,500 fr. en avril, ont atteint en mai 3,746,500 fr. De même les droits de timbre proportionnel sur les effets de commerce sont passés de 644,000 francs en janvier à 900,500 fr. en mai ; cette dernière recette est la plus forte qui ait été fournie depuis le début de la guerre.

Les perceptions des douanes donnent de fortes plus-values ; cette situation est due principalement à l'importance de nos achats à l'étranger consécutive aux événements de guerre. Mais, abstraction faite des encaissements exceptionnels qui sont dus aux opérations de l'administration militaire, on doit constater un notable accroissement des droits à l'importation et une amélioration persistante des droits accessoires de statistique, de timbres et de plombs qui sont liés au mouvement des transactions.

En ce qui concerne les recouvrements sur contributions indirectes, la restriction de la consommation des vins, par suite de la faiblesse de la dernière récolte, les mesures prises contre la consommation de l'alcool, ainsi que l'activité des bouilleurs de cru, ont fait fléchir les recettes dans une proportion appréciable. La plupart des autres droits, y compris les bières, dont la consommation tend à remplacer pour une part celle du vin, sont en voie de relèvement. Les produits monopolisés se maintiennent en bonne situation et spécialement les tabacs qui, malgré l'occupation d'une partie du territoire et la présence aux armées de nombreux fumeurs consommant du tabac à prix réduit, ont atteint en mai 46,328,000 fr. contre 41,345,000 fr. en 1915 et 47,781,000 fr. en année normale.

Les produits encaissés par l'administration des postes accusent, malgré le nombre considérable de correspondances en franchise, une certaine progression. Ils se sont élevés à 28,302,100 fr. en mai, en plus-value de 6,589,700 francs sur 1915 et en moins-value d 3,662,000 fr. sur la normale. Ils ne ressortaient en janvier dernier qu'à 25,177,900 fr., en plus-value seulement de 3,662,000 fr. sur 1915. Cette progression, qui se manifeste en dépit de l'extension continue des franchises postales, est un nouveau symptôme de la reprise générale des affaires.

Pour toute la période comprise entre le 1er août 1914 et le 30 avril 1916, les diverses recettes encaissées par les régies financières et par l'administration des postes étaient dans leur ensemble en moins-value de 24,57 p. 100 par rapport aux recouvrements qui auraient été réalisés en temps de paix. Les résultats du mois de mai abaissent cette moins-value à 23,77 p. 100.

Les coefficients par grandes catégories de recettes sont, pour les 22 mois envisagés, les suivants :

	Plus-values.	Moins-values
Enregistrement, timbre, etc.....	»	41,84 p. 100
Douanes.....	»	0,63 —
Contributions indirectes.....	»	24,01 —
Sucres.....	»	4,43 —
Postes, télégraphes et téléphones.....	»	27,26 —
Domaines.....	26,56 p. 100	»

Les bons de la défense nationale.

Les indices favorables sont encore confirmés, lorsqu'on analyse de près comment se décomposent les souscriptions aux bons de la défense nationale.

Le tableau suivant donne à cet égard de précieuses indications :

Bons de la Défense nationale émis.

DATE	A TROIS MOIS		A SIX MOIS		A UN AN		VALEUR nominale.
	Sommes.	P. 100.	Sommes.	P. 100.	Sommes.	P. 100.	
1916.	francs.		francs.		francs.		francs.
1-15 janvier	318.449.900	33.3	614.701.200	61.6	51.019.900	4.8	1.044.171.000
16-31 janvier	207.858.600	20.5	735.930.000	72.7	65.242.400	6.4	1.009.031.000
1-15 février	149.524.700	16.9	654.146.700	74.4	75.709.700	8.7	879.381.100
16-29 février	124.031.700	15.1	614.749.700	75.3	78.120.000	9.6	816.901.400
1-15 mars	187.339.500	18.9	718.474.300	72.9	80.872.400	8.2	986.686.200
16-31 mars	226.202.500	21	774.238.700	71.9	73.700.500	7.1	1.076.141.700
1-15 avril	294.679.800	25.1	802.075.200	68.5	74.735.200	6.4	1.171.490.200
16-30 avril	192.708.000	19.2	741.131.900	74.2	66.935.600	6.6	1.000.778.500
1-15 mai	157.926.800	13.2	954.870.100	80.1	80.923.900	6.8	1.193.720.800
16-30 mai	162.295.200	14.1	892.522.200	77.9	91.566.600	8.0	1.146.324.000
Total	2.051.016.700	19.8	7.532.843.000	73.0	740.826.200	7.2	10.324.685.900

Ainsi, alors que dans la première quinzaine de janvier les bons de la défense nationale à trois mois d'échéance figuraient pour 33,3 p. 100 des sommes totales souscrites, dans la dernière quinzaine de mai, ces mêmes bons n'y entraient plus que pour 14,1 p. 100 et, dans la même période, les bons à six mois passaient de 61,60 p. 100 à 77,9 p. 100, et les bons à un an de 4,8 p. 100 à 8 p. 100.

Ces résultats sont précieux à enregistrer; ils démontrent, en effet, que la confiance ne faiblit pas, tout au contraire, puisque l'argent apporté au Trésor l'est pour une durée de plus en plus longue.

Au surplus, le ministre des finances a fait, pour diminuer la circulation fiduciaire, des efforts louables sur lesquels il convient de s'arrêter un instant.

Mesures prises pour diminuer la circulation fiduciaire par l'emploi de chèques et autres moyens de compensation.

Afin de réduire dans la mesure du possible la circulation du numéraire et des billets de banque et de restreindre l'accroissement des émissions de la Banque de France, le ministre des finances a été amené à prendre diverses mesures en vue :

1° D'effectuer le payement des créances de l'Etat au moyen de chèques barrés ;

2° D'autoriser le payement par chèques des contributions directes et des taxes assimilées ;

3° D'exonérer de tout droit de timbre la domiciliation des chèques barrés ;

4° D'étendre aux agents de change la loi du du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés ;

5° De modifier la réglementation établie par le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, en vue de faciliter le payement au moyen de chèques des créanciers de l'Etat.

I. — Payement des créanciers de l'Etat au moyen de chèques barrés.

Le ministre des finances, pour réduire l'augmentation des prélèvements en billets de banque effectués par les trésoreries générales sur le compte courant du Trésor, a prescrit à la caisse centrale et aux trésoriers-payeurs généraux, par une circulaire du 10 février 1916, d'offrir aux porteurs de titres de payement, qui ont eux-mêmes un compte à la Banque de France, dans les établissements de crédit ou dans les banques privées, un chèque barré sur la Banque de France, au lieu de numéraire.

Le 9 mai 1916, en vue d'obtenir un développement plus rapide du système des règlements en écritures, le ministre décida qu'à partir du 10 mai, les fournisseurs de l'Etat présentant soit à la caisse centrale, soit aux trésoreries générales un titre de payement d'une somme au moins égale à 1,000 fr. recevraient un virement ou un chèque barré sur la Banque de France à l'exclusion de tout numéraire.

Comme conséquence de cette décision, le ministre des finances a invité ses collègues, par une lettre du 18 mai, à introduire désormais dans la rédaction des contrats relatifs aux fournitures de leurs administrations une clause stipulant que tout payement destiné à en acquitter le montant serait effectué désormais au moyen de virements ou par la remise de chèques barrés sur la Banque de France.

II. — Payement par chèques des contributions directes et des taxes assimilées.

Par un arrêté en date du 5 mai 1916, le ministre des finances a réglementé à nouveau le mode de libération par chèque mis à la disposition des contribuables pour le payement des contributions directes, des taxes assimilées ainsi que des autres taxes dont le recouvrement est confié aux percepteurs, de façon à généraliser l'emploi des chèques et à supprimer tout mouvement de fonds. Les chèques émis à l'ordre des comptables du Trésor à cet effet doivent être barrés : ils sont remis directement entre les mains du percepteur ou lui sont adressés par la poste; ils doivent être émis au profit du percepteur du lieu de l'imposition ou exceptionnellement du comptable qui, chargé du recouvrement pour le compte d'un de ses collègues, a fait parvenir au contribuable un avis ou une sommation.

L'application de cette facilité est également envisagée pour le versement des taxes recouvrées par les régies financières.

III. — Exonération de tout droit de timbre sur la mention de domiciliation de payement du chèque barré.

Afin de vulgariser l'emploi du chèque barré comme moyen de compensation, le ministre des finances a déposé à la Chambre des députés, le 18 mai dernier, un projet de loi (n° 2116) « relatif à l'exemption de tout droit de timbre sur la mention inscrite par le tiré, lors de la présentation d'un chèque barré à l'encaissement, et portant que l'effet sera payable au débit de son compte soit à la Banque de France, soit dans une chambre de compensation ».

En effet, l'emploi du chèque barré s'est heurté jusqu'ici, dans la pratique, en France, à des inconvénients d'ordre fiscal. En raison de la disposition de l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII qui porte « qu'il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré... », la formule de domiciliation ne peut être apposée sur le chèque par le tiré, au moment de la présentation à l'encaissement, sans payement d'un nouveau droit de timbre. Le projet de loi actuellement soumis à l'approbation du Parlement fera disparaître cet obstacle d'ordre fiscal.

IV. — Extension aux agents de change de la loi du 30 décembre 1911 concernant les chèques barrés.

Cette disposition a fait l'objet du projet de loi n° 2169 déposé le 6 juin à la Chambre des députés par les ministres des finances et du commerce.

La loi du 30 décembre 1911, qui a institué en France le chèque barré, dispose que ce chèque ne peut être tiré que par un banquier et ne peut être présenté au payement que par un banquier. Les agents de change qui, à raison de leur fonction d'intermédiaires chargés de la négociation des valeurs mobilières, ont chaque jour des sommes importantes à payer et à recevoir ont demandé à plusieurs reprises de pouvoir effectuer ces opérations au moyen de chèques barrés, sans être obligés de recourir à l'intermédiaire des banquiers. Cette faculté, qui leur est accordée par le projet de loi dont il s'agit, se traduira par une économie de numéraire en augmentant le nombre des payements par compensation.

V. — Mise à l'étude des modifications à introduire dans le règlement du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique en vue de faciliter le payement, au moyen de chèques sur la banque des créanciers de l'Etat.

Par un arrêté en date du 14 mai 1916 le ministre des finances a institué, sous sa présidence, une commission chargée d'étudier les modifications à introduire dans le règlement du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique en vue de faciliter le payement au moyen de chèques sur la banque de France des sommes ordonnancées au profit des créanciers de l'Etat.

Cette commission a envisagé dans ses travaux une organisation nouvelle susceptible de compléter l'effet des mesures déjà prises et d'assurer dans un plus grand nombre de cas le payement des dépenses publiques par compensations de banque. Elle s'est efforcée de simplifier les méthodes administratives pour les rapprocher des habitudes commerciales plus rapides et plus commodes.

Ses travaux semblent devoir aboutir aux dispositions suivantes : les créanciers de l'Etat et des départements qui ont un compte de dépôt de fonds ouvert à leur nom, soit à la caisse centrale du Trésor public ou dans une trésorerie générale, soit à la Banque de France ou dans une banque possédant elle-même un compte à la Banque de France, pourront, sous certaines conditions, obtenir payement de leur créance, sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quitance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte de dépôt soit chez le comptable public, soit chez le banquier indiqué par l'intéressé.

Mesures prises pour assurer le change.

Les mesures prises en vue de l'amélioration du change consistent dans l'obtention de crédits dans les pays où la balance commerciale est particulièrement débitrice. Ces crédits sont réalisés soit sous forme d'émission de bons du Trésor, soit sous forme d'avances.

a) La première catégorie intéresse l'Angleterre et les Etats-Unis.

En Angleterre il a été émis :

1° En octobre 1914, par les soins de la maison de Rothschild, des bons à un an pour un montant de 2 millions de livres — bons qui ont été renouvelés pour un an en octobre 1915 ;

2° En janvier 1915, par la banque d'Angleterre, des bons de un an pour 10 millions de livres, bons qui ont été renouvelés pour un an en janvier 1916 ;

3° Conformément aux accords passés avec elle, la trésorerie britannique a escompté, au taux d'escompte de ses propres bons des bons

du Trésor français dont le montant atteint actuellement 39,800,000 livres;

4° La Banque de France a obtenu de la banque d'Angleterre de larges crédits basés sur l'escompte de bons du Trésor français.

Aux Etats-Unis, l'emprunt franco-anglais émis à 96 p. 100 et remboursable au bout de cinq ans a procuré au Trésor français une disponibilité de 240 millions de dollars.

b) La deuxième catégorie consiste en crédits ouverts par des syndicats de banque sur dépôt de titres de pays neutres. Des crédits de cette nature ont été dès à présent obtenue en Suède et en Espagne; des négociations se poursuivent en Norvège et aux Etats-Unis. C'est en vue de ces opérations que le Trésor se procure des titres de pays neutres.

Ces titres, qui sont prêtés à l'Etat contre payement d'une bonification annuelle égale au quart du revenu brut, sont déposés dans des banques étrangères : celles-ci en calculent la valeur d'après les cours pratiqués en bourse et transformont cette valeur en monnaie étrangère, par exemple en dollars d'après un cours de change correspondant au cours du moment. Les avances se font dans la limite de la valeur ainsi déterminée, sous déduction d'une marge destinée à couvrir les établissements prêteurs contre la diminution de valeur du gage ; la garantie devrait, en cas de baisse des cours au delà de la marge prévue, être établie par le dépôt de nouvelles valeurs.

Les établissements prêteurs ne pourront donc acquérir des droits effectifs sur les titres donnés en gage que dans le cas où l'Etat ne remplirait pas ses obligations; c'est dire que les porteurs ne doivent pas compter que leurs titres leur seront achetés par le Trésor et c'est seulement pour éviter toute difficulté qu'il a paru utile de fixer, dès à présent, les cours de rachat éventuel.

En ce qui concerne, d'ailleurs, les valeurs américaines qui ne sont pas négociables en France, il a paru que rien ne s'opposait à ce que les prêteurs demandassent qu'il soit procédé à la vente de leurs titres sur le marché de New-York, sous la réserve toutefois que les dollars produits par la vente resteront acquis au Trésor, celui-ci désintéressant les porteurs par un versement correspondant en francs, à Paris.

c) Il y a lieu d'ajouter à ces opérations celles qui ont consisté dans l'achat et la revente de valeurs américaines, les francs décaissés à Paris donnant lieu au versement au profit de l'Etat des dollars en formant la contre-valeur. Le Trésor s'est ainsi procuré, au 30 avril, 80 millions de dollars pour 457 millions de francs.

Les impôts nouveaux. — L'impôt sur le revenu.

Le Sénat a terminé la discussion du projet de loi relatif à la contribution extraordinaire sur les bénéfices supplémentaires réalisés pendant la guerre. Il est probable que la Chambre adoptera les textss qui lui sont transmis et que l'administration pourra, sans plus tarder, travailler à la confection des rôles.

D'autre part, la loi du 15 juillet 1914 relative à l'impôt sur le revenu a été mise en application au 1er mars dernier.

Le nombre des déclarations qui ont été faites du 1er mars au 30 avril a dépassé les prévisions : 165,394, dont 60,388 pour le département de la Seine et 105,006 pour les autres départements. La somme des revenus déclarés a été de 1,363,167,700 fr. pour le département de la Seine et de 1,619,261,205 fr. pour le surplus de la France ; au total, 2,982,428,905 fr. Il convient d'ajouter que 175,929 personnes ont fait des déclarations portant que leur revenu était inférieur au minimum fixé par la loi.

L'administration des contributions directes estime que le nombre total des assujettis est de 340,000 environ. Ce nombre est inférieur à celui de 450,000 tout d'abord prévu ; mais il y a lieu de remarquer que le projet primitif astreignait à l'impôt tous les contribuables ayant plus de 5,000 fr. de ressources annuelles, sous réserve de faibles abattements pour charges de famille. Les modifications apportées au projet, avant son adoption, ont considérablement accru ces déductions et, pratiquement relevé, jusqu'à plus de 7,000 fr. en moyenne, la limite d'exemption, libérant ainsi une très large catégorie d'imposables. Il faut écarter, d'autre part, les contribuables qui résident dans les régions actuellement envahies. Le nombre de 340,000 paraît devoir être tenu pour approximativement exact.

Sur ce nombre, plus de moitié (165,391) ont, dès aujourd'hui, souscrit une déclaration. Parmi les autres se rangent non seulement ceux qui ont l'intention définitive de s'abstenir, mais encore les contribuables mobilisés se trouvant en cas de force majeure, pour lesquels le délai n'est pas expiré et qui fourniront certainement un contingent notable de nouveaux déclarants. On peut présumer, sans imprudence, que plus des deux tiers des assujettis ont fait ou feront une déclaration.

La première expérience, qui se poursuit en ce moment dans des conditions évidemment très défavorables, est donc encourageante.

On vient d'indiquer que pour les 165,000 déclarations spontanément souscrites, le montant des revenus déclarés atteint tout près de 3 milliards.

Compte tenu des divers abattements et des déductions accordées en considération de la situation de famille, le revenu taxé au taux de 2 p. 100 s'élève à 1,200 millions et le produit de la taxation à..... 24.000.000

Mais il convient de faire état des déductions supplémentaires pour charges de familles prévues par l'article 15 de la loi du 15 juillet 1914 et dont le montant peut être évalué à environ..... 2.000.000

Le produit effectif de l'impôt, établi d'après les déclarations, ressortirait donc à..... 22.000.000

D'autre part, ainsi qu'il vient d'être dit, les renseignements fournis par les directeurs départementaux donnent lieu de penser qu'un peu moins de la moitié des contribuables passibles de l'impôt s'est, jusqu'à présent, abstenu de souscrire la déclaration prévue par la loi.

On peut donc admettre que, lorsque la totalité des impositons relatives à l'année 1916 auront été établies, le montant de l'impôt compris dans les rôles se rattachant à ladite année atteindra approximativement le double du chiffre ci-dessus indiqué, soit environ 40 millions.

En portant le taux actuel de 2 à 5 p. 100, le montant de l'impôt passerait de 40 millions à $\left(\frac{40 \times 5}{2}\right)$ 100 millions. Ce rehaussement constituerait pour le Trésor un bénéfice de 60 millions.

Récapitulation par catégories de revenus.

CATÉGORIES DE REVENUS	NOMBRE des déclarations.	MONTANT des revenus déclarés.	DÉDUCTIONS — Nombre des contribuables mariés.	DÉDUCTIONS — Nombre des personnes à la charge des contribuables. De 1 à 5.	DÉDUCTIONS — Nombre des personnes à la charge des contribuables. En sus de 5.	MONTANT approximatif de l'impôt.
5,001 à 10,000 fr.....	78.206	584.908.127 »	43.110	37.643	350	270.000 »
10,001 à 15,000 fr.....	38.581	477.066.862 »	26.229	31.918	483	770.000 »
15,001 à 20,000 fr.....	17.163	299.139.834 »	11.678	15.190	413	930.000 »
20,001 à 25,000 fr.....	9.243	209.121.167 »	6.254	8.320	320	1.050.000 »
Plus de 25,000 fr.....	22.201	1.412.192.915 »	14.599	19.251	866	19.150.000 »
Totaux.....	165.394	2.982.428.905 »	101.870	112.322	2.432	22.250.000 »

Les augmentations d'impôts.

Dans le projet du Gouvernement, on faisait état de 907 millions provenant d'augmentations d'impôts, savoir :

	Année de guerre.	Année normale.
Contributions directes...	384	589
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.....	38	44
Contributions indirectes.	485	459
	907	1.092

Dans son exposé des motifs, le Gouvernement justifiait en ces termes les augmentations proposées :

« *Création et relèvement d'impôts.* — A mesure que la guerre dure, il est indispensable que le pays accepte de faire de plus grands sacrifices. Nous avons pu jusqu'à présent ne pas vous demander d'augmenter les impôts existants, ni de créer des taxes nouvelles. Cette politique qu'on nous a parfois reprochée se justifiait par des raisons solides que nous avons à plusieurs reprises indiquées et sur lesquelles il est inutile de revenir. Mais le temps qui s'écoule, en changeant les termes du problème, nous amène à modifier nos vues. Il arrive un moment où les inconvénients que nous avons signalés doivent être mis en balance avec ceux qui résulteraient d'une attente trop prolongée. Les emprunts que nous sommes obligés de faire pour la défense nationale entraînent des charges croissantes auxquelles il est sage de pourvoir, même avant la conclusion de la paix, dans la mesure où le permet l'état de la fortune publique et des revenus particuliers. La commission du budget a insisté sur ce point dans plusieurs de ses rapports avec beaucoup de force et nous ne saurions méconnaître ce qu'il y a de juste dans les considérations qu'elle vous a présentées.

« Le pays s'est habitué, d'autre part, à la pensée que de nouveaux efforts lui seraient demandés à l'heure où leur nécessité apparaîtrait plus évidente. Enfin, la prolongation même de la guerre et l'obligation qu'elle entraîne de faire au pays le sacrifice d'opinions respectables et d'intérêts particuliers doivent rendre plus facile l'entente entre tous les représentants de la nation. Nous espérons fermement que les discussions auxquelles donneront lieu les propositions que nous avons le devoir de vous soumettre seront animées d'un esprit sincère de conciliation, comme doivent l'être tous les débats des Chambres en tempps de guerre et dans un pays en partie occupé par l'ennemi. Ainsi disparaîtra l'une des principales et peut-être la plus forte des raisons qui nous ont fait différer jusqu'à ce jour le dépôt des propositions sur lesquelles vous serez appelés à délibérer.

« Notre première préoccupation devait être de tenir équitablement la balance entre les impôts qui pèsent sur la fortune et atteignent directement les revenus des contribuables et ceux qui s'étendent à la généralité des habi

tants, en proportion de leurs besoins aussi bien que de leurs facultés.

« Nous avons évité avec soin de frapper les choses nécessaires à l'existence ou de rendre plus lourdes les taxes qui gênent le développement des transactions. Nous nous sommes efforcés aussi de procéder par le relèvement des taxes existantes plutôt que par la création d'impôts. Les seuls impôts qui produisent, en temps de guerre, de grandes ressources sont ceux auxquels le pays est habitué et dont la perception ne donne pas lieu à des difficultés et à des mécomptes inséparables de la mise en pratique de toute fiscalité nouvelle ».

M. Raoul Péret, au nom de la commission du budget, a exposé dans son rapport pour quelles raisons la commission n'entendait pas souscrire aux propositions du ministre des finances.

« Telles sont les dispositions fiscales que le Gouvernement nous a demandé de voter, écrit-il.

« La commission disposait d'un délai trop court pour pouvoir les comprendre dans le projet concernant les douzièmes provisoires du troisième trimestre, puisque ce projet doit être voté dans les deux Chambres avant le 30 juin ou, si elle en avait prolongé l'examen, elle aurait mis le Sénat dans l'impossibilité de se prononcer en temps voulu, ce qui eût amené une disjonction certaine.

« A tout le moins, le maintien dans ce projet des dispositions qui viennent d'être analysées n'aurait-il pu se justifier qu'autant que celles-ci n'eussent pas soulevé d'objections fondamentales.

« Or, le doublement des contributions directes a rencontré, au sein de la commission, une opposition presque unanime.

« Depuis 1895, le taux de la contribution foncière est de 4 p. 100 du revenu net, résultant des évaluations, sans les centimes généraux ni les centimes extraordinaires. A première vue, il semble possible de les doubler. Mais, outre l'impôt d'Etat, les revenus fonciers supportent le poids des centimes locaux. S'agissant d'une matière imposable, l'Etat ne peut ignorer le prélèvement total qui s'opère sur elle.

« Le revenu net de la propriété bâtie est de 2.726.193.405

« Le revenu net de la propriété non bâtie 1.634.350.302

Total 4.360.543.707

« Le produit total de l'impôt donne pour la contribution foncière :

	Impôt d'Etat.	Centimes locaux.	Total.
	—	—	—
Bâtie.....	111.590.590	115.233.041	226.823.541
Non bâtie..	65.370.000	163.642.103	229.012.103
Total...	176.960.590	278.875.144	455.835.644

« A l'heure actuelle, par conséquent, si les revenus fonciers ne supportent que 4 p. 100 de prélèvement au profit du Trésor, ils sont grevés d'une charge totale atteignant près de 11 p. 100. Qu'on double la part de l'Etat et elle dépassera 15 p. 100 pour l'ensemble de la France. Mais, dans bien des localités, le taux effectif est beaucoup plus lourd.

« Une nouvelle taxation demande d'autant plus de ménagements que la répartition nouvelle des centimes locaux entre les deux contributions, au prorata des deux catégories de revenus nets, va amener des déplacements d'impôts considérables.

« La propriété bâtie vient d'être déjà frappée, par le relèvement à 4 p. 100 du taux de l'impôt (en tenant compte de la suppression des centimes d'Etat), d'une surcharge nette de 8 millions.

« La nouvelle distribution des centimes locaux au prorata des revenus nets va lui apporter une nouvelle surcharge (soit immédiate, soit échelonnée, dans une période qui peut atteindre dix ans) d'environ 55 millions.

« Dans certains départements, cette surcharge relève le taux réel de l'impôt sur la propriété bâtie dans des proportions considérables.

« La propriété bâtie se trouve ainsi être frappée d'un taux moyen de 18 p. 100. Le doublement de la part de l'Etat porterait ce taux à 22 p. 100. Dans quelques communes, il atteindrait 30 p. 100.

« Or, la propriété bâtie, par suite des moratoires et du non-payement des loyers, est une des sources de richesse les plus atteintes par la guerre.

« Quant à la propriété non bâtie, son revenu net imposable résultant de l'évaluation était presque partout inférieur au revenu réel. La plus-value des produits agricoles a accru cet écart.

« On pourrait donc, à la rigueur, l'imposer à concurrence du double dégrèvement dont elle a profité (réduction de la part de l'Etat, déplacement de centimes locaux à la charge de la propriété bâtie). Mais l'opération de la péréquation encore en cours rend sa situation incertaine. Au reste, peut-être vaut-il mieux réserver la marge existante pour un impôt sur les bénéfices.

« Les finances de l'Etat n'ont pas seules été atteintes par la guerre. Dans une bien moindre mesure, il est vrai, mais appréciable, les départements et les communes auront de nouvelles charges. Il serait imprudent de tarir leurs principales sources d'impôts.

« En résumé, s'il était légitime de faire appel aux deux contributions foncières, ce ne pouvait être que dans une proportion très réduite.

« Quant à la contribution personnelle-mobilière, si l'on est décidé à appliquer l'impôt général sur le revenu, elle ne peut fournir qu'un appoint provisoire.

« Les patentes tirent leur principal avantage de leur fixité. Elles sont devenues, comme les loyers et les frais généraux, un des éléments du prix de revient et ne constituent, en réalité, qu'un impôt indirect incoporé dans les prix de consommation.

« Les doubler, c'est imposer directement, pendant une ou plusieurs années, les bénéfices du patentable, mais de la façon la plus arbitraire, avec une disproportion flagrante. Pour certains, ce sera un impôt léger, pour d'autres une charge écrasante.

« Quant à la disposition (art. 6) qui prétend accorder des dégrèvements, par voie de modération, aux contribuables dont la patente, augmentée de la surtaxe, dépasserait la part de l'Etat (10 p. 100 de leur bénéfice net), elle pourrait à la rigueur se défendre si elle avait pour but de préparer systématiquement la transition du régime des patentes à un impôt sur les bénéfices commerciaux.

« Mais, tout d'abord, aucune règle précise n'est prévue pour le calcul du bénéfice net ; son appréciation serait laissée à la fantaisie ou à la négligence, ou à la naïveté du contrôleur.

« En second lieu, tandis que certaines professions lourdement taxées pourraient réclamer le bénéfice de l'article 6, d'autres ne seraient pas en situation de l'invoquer.

« La disposition de l'article 6 apparaît ainsi des plus critiquables.

« En attendant que l'édifice de nos impôts directs soit achevé, écrit le Gouvernement, nous devons tirer parti de la législation existante, en prenant certaines précautions indispensables pour éviter les injustices criantes qui ne manqueraient pas de se produire si on se bornait à doubler d'un trait de plume les contributions actuelles, comme on a fait en Angleterre pour l'*income tax*.

« La commission a estimé que, nonobstant les précautions envisagées, les injustices n'étaient pas évitées et elle n'a pu donner son adhésion aux dispositions des articles 4 et 6 du projet ; mais, désireuse de voir substituer à celles qu'elle jugeait inacceptables d'autres dispositions susceptibles de procurer des ressources équivalentes au produit des contributions directes doublées, soit 275 millions, elle a prié M. le ministre des finances de lui apporter des propositions nouvelles. Cette décision prise, elle a pensé qu'il n'y aurait qu'avantage à ajourner la discussion des autres augmentations d'impôts dont le Gouvernement avait pris l'initiative jusqu'au moment où devrait lui être renvoyée la loi annuelle des quatre contributions. Cette résolution a été communiquée à M. le ministre des finances, en lui exprimant la confiance que ce délai pourrait permettre d'établir un accord plus que jamais désirable, dans les circonstances présentes, entre le Gouvernement et les deux Chambres.

« En accédant à la proposition, M. le ministre des finances, par lettre du 3 juin 1916, déclara qu'il était résolu à faire tout ce qui dépendrait de lui pour faciliter cette entente. Mais il manifesta, en outre, son désir très vif de voir discuter sans retard l'article du projet concernant l'alcool.

« Le Gouvernement, dit-il, croit toutefois devoir prier la commission de s'associer à lui pour obtenir le vote immédiat de l'article 12 du projet de loi, qui élève à 40 fr. le droit sur l'alcool et soumet, durant la guerre, au contrôle de la régie toute production d'alcool, en attendant le vote d'une loi organique qui peut exiger de longues discussions. Des considérations d'intérêt national nous commandent de prendre des mesures aussi promptes que possible pour arrêter le développement d'un fléau devenu menaçant pour l'avenir de notre pays.

« Je serais heureux que la commission du budget, s'inspirant de ces considérations, en même temps que de l'intérêt fiscal, voulût bien prêter en cette occasion au Gouvernement tout son concours. »

« C'est dans ces conditions qu'a été abordé l'examen des articles du projet de loi qui se rapportent aux impôts et revenus autorisés.

« La commission du budget, conformément à la demande du Gouvernement, a décidé de proposer à la Chambre dans ce projet même le vote de celui qui augmente le droit de consommation sur l'alcool et astreint au contrôle de l'administration des contributions indirectes toute production d'alcool.

« Elle a également adopté l'article qui permet d'accorder des dégrèvements aux propriétaires d'immeubles privés d'une partie ou de la totalité de leurs revenus, par suite d'exonération ou de réduction de fermages ou de loyers. »

N'étant point saisis, nous n'avons donc pas à donner notre sentiment sur les questions soulevées par l'honorable rapporteur. Mais il nous sera permis de dire qu'il a peut-être été un peu loin en écrivant que le Sénat n'aurait pas eu le temps matériel de les examiner. Le Sénat aurait peut-être pensé comme M. le ministre des finances que « les seuls impôts qui produisent en temps de guerre sont ceux auxquels le pays est habitué et dont la perception ne donne pas lieu à des difficultés et à des mécomptes inséparables de la mise en pratique de toute fiscalité nouvelle ».

Il ne reste donc plus du projet du Gouvernement que la question de l'alcool que nous examinerons à la loi de finances.

EXAMEN DES CRÉDITS DEMANDÉS

Les crédits dont le Gouvernement a sollicité l'ouverture dans le projet de loi n° 2115, déposé sur le bureau de la Chambre, s'élevaient à 7,891,352,744 fr. pour le budget général et à 619,742,771 fr. pour les budgets annexes.

A la suite des décisions de la Chambre, les crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916 ont été fixés à 7,895,165,529 fr. en ce qui concerne le budget général et à 623,828,771 fr. en ce qui concerne les budgets annexes.

Budget général.

1° Dépenses des services militaires.

Sur les 7,895,165,529 fr. qui ont été votés par la Chambre au titre du budget général, 6 milliards 490,576,234 fr. s'appliquent aux services militaires qui réclament, par rapport au trimestre précédent, un supplément global de 131,112,885 fr.

Cet accroissement est imputable surtout au ministère de la guerre, dont les prévisions de dépenses passent de 6,174,716,075 fr. à 6,279 millions 699,03) fr., faisant ressortir une augmentation de 104,982,975 fr.

Les chapitres qui pourvoient à l'entretien des hommes et à l'alimentation des animaux accusent une progression à peu près générale, imputable soit au renforcement des effectifs qui porte uniquement sur les armées, soit à la hausse persistante des prix : solde, 14 millions; alimentation de la troupe, 162 millions ; fourrages, 74 millions ; habillement et campement, 36 millions; couchage et ameublement, 21 millions.

Les secours en faveur des familles des disparus depuis plus de six mois et des réformés n° 2 sont relevés de 10 millions.

Le matériel du génie exige un supplément de 34 millions, principalement destiné à l'acquisition de réseaux de fils de fer et d'engins de mine. Les combustibles et ingrédients pour les automobiles et l'aéronautique, suivant la progression des cours et celle du nombre des véhicules et appareils en service, réclament 21 millions de plus.

Le programme de l'artillerie a pu, notamment grâce à l'amélioration de certains prix de revient, être maintenu à une somme voisine de celle du deuxième trimestre : 2,978 millions contre 2,918 millions. Sans modifier quoi que ce soit des engagements de dépense envisagés comme indispensables à la défense nationale, il a paru qu'une dotation de 2,450 millions,

égale à celle qui a été ouverte pour les trois mois précédents, suffirait à tous les payements qui viendront à échéance avant le 30 septembre prochain.

Pour l'ensemble des chapitres relatifs au matériel de guerre, les dépenses de première mise dénotent une tendance à décroître que ne masque pas entièrement le relèvement parallèle des dépenses de production et de fonctionnement. C'est ainsi que la dotation de l'aéronautique militaire s'atténue de 58 millions, les avances au service des poudres de 25 millions.

Le service de santé réalise une économie de 100 millions, tant à raison des stocks antérieurement constitués que de la diminution du nombre et du prix de revient des journées d'hospitalisation.

Enfin certaines dépenses du trimestre précédent ne se reproduisent pas : frais de déplacements et transports : 37 millions ; pain et ordinaires de la troupe en Algérie, Tunisie et au Maroc, 17 millions.

Pour la marine militaire, l'accroissement est de 21,370,947 fr. et porte presque exclusivement sur l'entretien et les réparations de la flotte (4 millions de francs), les constructions neuves (15 millions de francs) et l'aéronautique maritime (3 millions de francs). Ce sont là des dépenses en relation directe avec les nécessités de nos opérations navales.

Enfin les services militaires des colonies réclament un supplément de dotation de 4.758,963 francs, qui a pour objet principal les frais consécutifs au recrutement de tirailleurs poursuivi en Afrique occidentale et équatoriale. L'entretien des contingents maintenus sur place absorbe 4 millions et demi, les allocations aux familles des indigènes appelés hors du pays, près de 2 millions. Par contre, il n'y a pas lieu de prévoir à nouveau certaines dépenses qui ont pesé sur le trimestre précédent et dont la principale concerne le service de l'artillerie et les bâtiments militaires en Indo-Chine, 1,540,000 fr.

Nous examinons ci-après, par ministère, les crédits demandés par le Gouvernement, auxquels il n'a été apporté par la Chambre qu'une réduction de 500,000 fr. portant sur les prévisions relatives à la solde de l'armée,

Ministère de la guerre,

RAPPORT SPÉCIAL DE M. MILLIÈS-LACROIX.

Les crédits provisoires à ouvrir au ministère de la guerre, au titre du troisième trimestre de 1916, s'élèvent, d'après l'état de répartition qui a été communiqué aux Chambres, à l'appui du projet de loi, à la somme de...	6.280.199.050
Dans le premier trimestre ils ont été de.....	5.760.097.565
Dans le deuxième trimestre de.....	6.174.716.075
Au total, les prévisions de dépenses du ministère de la guerre pour les trois premiers trimestres ont atteint.....	18.215.012.690
Si l'on y ajoute les crédits additionnels déjà votés et ceux qui sont en instance.....	346.557.654
On voit que l'ensemble des crédits applicables au ministère de la guerre, pour les trois premiers trimestres de 1916, s'élèvent, à l'heure actuelle, à.	18.561.570.344

En 1915, les crédits de la guerre pour les trois premiers trimestres étaient de 11 milliards 160 millions de francs.

Ils atteignent actuellement, pour l'ensemble de cet exercice, 16,755,446,492 fr.

Si nous comparons les éléments ci-dessus, il résulte qu'en 1916 les crédits budgétaires afférents aux trois premiers trimestres de 1916 dépassent ceux de la même période de 1915 de 5,400,000,000 de francs en nombre rond.

Ils dépassent de près de deux milliards la dotation globale de l'exercice 1915.

Comme l'a signalé l'honorable rapporteur général de la commission des finances dans le préambule de ce rapport, ce sont les dépenses de la guerre qui continuent à constituer la principale charge budgétaire. Elle représente les cinq sixièmes de l'ensemble des dépenses. D'autre part, par les comparaisons ci-dessus, on peut se rendre compte de la progression qu'elles ont suivies d'un exercice à l'autre. Cet accroissement continu impose à l'administration un devoir particulier de vigilance et de contrôle.

L'examen attentif et approfondi des propositions du Gouvernement aurait nécessité un temps qui fait défaut au rapporteur, étant donnée l'heure tardive à laquelle nous ont été communiqués les documents justificatifs sur lesquels sont appuyées ces propositions. Aussi nos observations ne pourront-elles porter que sur des généralités. Au surplus, une grande réserve nous est-elle commandée à l'égard du plus grand nombre des chapitres et particulièrement des principaux, où sont inscrits des crédits dont le détail ou le développement ne souffre pas la publicité, dans la période que nous traversons.

Le contrôle des dépenses du ministère de la guerre, pendant la guerre, offre les plus grandes difficultés. Comment contrôler, en effet, un budget si complexe, quant à la diversité et à la technicité de dépenses s'élevant pour trois trimestres à 18 milliards et demi! Nous avons cependant essayé de les suivre dans leur exécution, en procédant par épreuves, tant à l'intérieur que dans la zone des armées, où la commission des finances a enfin obtenu que lui fût reconnu son droit de contrôle et que lui fussent procurés les moyens de l'exercer.

Une impression générale se dégage de notre examen, à savoir que les questions d'économie ne sont pas toujours au premier plan des préoccupations des services. Nous sommes les premiers à reconnaître que la nécessité primordiale est de rassembler avec diligence, pour les transmettre avec rapidité aux armées, tous les éléments de ravitaillement — matériel d'armement, munitions, vivres, effets de campement, d'équipement et d'habillement — qui leur sont nécessaires. A ce point de vue, de grands progrès ont été réalisés. Néanmoins, surtout après les premiers mois des hostilités, nous estimons que les services, ou tout au moins certains d'entre eux, auraient pu obtenir avec de moindres sacrifices les résultats poursuivis. Le recours aux intermédiaires a été trop fréquent et l'on a insuffisamment fait appel à la concurrence. Un certain nombre de millions auraient pu facilement être économisés. Nous insistons vivement auprès de MM. les sous-secrétaires d'Etat pour qu'ils obtiennent de leurs services plus de rigidité et de prudence dans leurs négociations avec les fournisseurs. Leur action, à cet égard, doit se combiner avec l'activité que réclame la conduite d'une guerre dont la consommation dépasse tout ce que les esprits les plus avertis ont pu imaginer.

La commission du budget, ainsi qu'il résulte du rapport de l'honorable M. Raoul Péret, n'a fait aucun obstacle au crédit global de 6 milliards 280,199.050 francs inscrit dans l'état de répartition communiqué par le Gouvernement.

Toutefois, elle a demandé que certaines modifications fussent apportées dans l'aménagement de ces crédits dans les chapitres. Ces modifications ne sont pas indiquées par l'honorable rapporteur, qui s'est borné à signaler quelques réductions à faire dans certains services, notamment dans le service de santé, réduction compensée par une augmentation importante dans le service des vivres, dont les crédits ont été relevés, en vue d'améliorer les conditions générales de l'alimentation aux armées. Nous nous associons pleinement au vœu de la Chambre à cet égard, mais il pourrait, selon nous, être réalisé sans augmentation de crédit. Il suffirait d'éviter certains gaspillages et de procéder avec prudence aux contrats.

La commission du budget s'est élevée avec force contre l'augmentation croissante de l'effectif des officiers détachés à l'administration centrale. « Cet effectif, lisons-nous dans le rapport de M. Raoul Péret, atteint aujourd'hui 596; la commission considère qu'il ne doit pas être dépassé. Aucune autorisation qui tendrait à l'augmenter ne sera, d'ailleurs, accordée, même par voie de crédits additionnels, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles. »

Nous sommes entièrement de l'avis de la commission du budget, comme nous nous en sommes expliqué dans notre rapport n° 241 sur les derniers crédits additionnels de la guerre. Pour tout dire, nous sommes convaincu que cet effectif est trop considérable et qu'il devrait être réduit.

Nous appelons toute l'attention de M. le ministre de la guerre sur cette situation.

La commission du budget n'a pas fait figurer dans son rapport l'état des modifications qu'elle a apportées dans l'aménagement par chapitre des crédits destinés au troisième trimestre, mais nous devons à l'obligeance de l'honorable rapporteur du budget de la guerre à la Chambre, M. Lebrun, la communication de cet état. Ces modifications se résument en un ensemble d'augmentations s'élevant à 22,208,250 fr., équilibrées par une somme égale de réductions.

Pour observer la réserve et la discrétion que s'est imposées la commission du budget, nous nous abstiendrons, à notre tour, d'examiner dans le détail ces modifications. Nous approuvons les économies réalisées par la commission du budget sur certains chapitres, telles que : 12,600 fr. sur le chapitre 2 (Personnel civil de l'administration centrale) ; 18,000 fr. sur le chapitre 3, et 31,270 fr. sur le chapitre 3 *bis* (Matériel de l'administration centrale et imprimés) ; 4,480 fr. sur le chapitre 5 (Remonte) ; mais nous faisons toutes réserves sur les réductions apportées aux prévisions des dépenses du matériel du service de santé (17,972,500 fr.) et sur le chapitre 31 *bis*, fourrages (3,800,000 fr.). Ce ne sont pas là de véritables économies, mais bien des modérations très aléatoires de prévisions de dépenses. C'est là un procédé que nous ne saurions, quant à nous, recommander à l'administration ; non point que nous l'incitions à dépenser en totalité les sommes inscrites dans son projet de répartition, mais parce qu'il nous paraît imprudent de couvrir, comme le propose la commission du budget, des dépenses nouvelles et réelles au moyen de réductions très aléatoires.

Les modifications les plus importantes demandées par la commission du budget s'appliquent au chapitre 20. Elles comportent des réductions qui nous paraissent justifiées, en ce qui concerne divers prix de revient. Nous les approuvons ; nous croyons même que l'administration pourrait obtenir sur certains articles des diminutions sensibles par l'abaissement des prix consentis aux fournisseurs. Mais nous nous abstenons de toute appréciation quant aux substitutions ou créations nouvelle de matériels d'armement préconisées par la commission du budget. Ce sont là des questions que le Sénat a exclusivement attribuées à la commission de l'armée, seule compétente en cette matière. Nous rappelons les observations que nous avons déjà faite, à ce sujet, à l'occasion des crédits provisoires des deux trimestres précédents.

Nous persistons à demander à M. le ministre de la guerre de consulter la commission de l'armée du Sénat avant de se conformer aux suggestions qui lui sont faites. Il a, au surplus, la responsabilité du choix de tout le matériel d'armement.

Il est de notre devoir de recommander à M. le sous-secrétaire d'Etat de l'intendance et du ravitaillement une grande circonspection dans l'adoption des produits d'alimentation distribués aux troupes. L'expérience récente du poisson salé ou fumé a été désastreuse. Il eût suffi de quelques réflexions pour se convaincre que c'est là un mauvais aliment pour les troupes en campagne. Il en est résulté tout à la fois un certain gaspillage et un mécontentement de la troupe, en un moment où l'on a tant de raisons de satisfaire à tous ses besoins.

Enfin, nous renouvelons les observations que nous avons déjà présentées sur la nécessité de munir, en temps voulu, les troupes des effets que réclame l'hivernage dans les régions qu'elles occupent.

Ce n'est pas au mois de décembre que les lainages doivent être distribués aux armées.

Ministère de la marine.

1re SECTION. — Marine militaire.

Crédits provisoires du deuxième trimestre.....	155.404.582
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	176.775.529
En plus	21.370.947

Cette augmentation se décompose comme suit :

Augmentations :	
Rappel d'ingénieurs des constructions navales mis à la disposition de la guerre.....	17.164
Service général des constructions navales.....	725.000
Entretien et réparations de la flotte.....	3.350.000

Constructions neuves par l'Etat	9.075.000
Constructions neuves par l'industrie	4.770.000
Approvisionnements des constructions navales	200.000
Commandes de mines	700.000
Aménagement de dragueurs	400.000
Continuation des travaux d'adduction d'eau à Brest et d'amélioration des voies ferrées de l'arsenal de Toulon	220.000
Continuation des travaux du pavillon des contagieux à l'hôpital de Saint-Mandrier	27.000
Construction d'une seconde salle d'opération à l'hôpital maritime de Brest	10.000
Extension du programme prévu de l'aéronautique maritime	3.000.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	2.308.783
	+ 21.892.947
Diminution :	
Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 3.522.000
	+ 21.370.947

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

Ministère des colonies.

1° Dépenses militaires.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	29.342.692
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre de 1916 dans le projet de loi n° 2115	34.101.655
En plus	4.758.963

Cette augmentation nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 1.890.000
Réduction des effectifs en Nouvelle-Calédonie	— 186.450
Solde et entretien de 4,000 indigènes des quatre communes mixtes du Sénégal maintenus pendant le troisième trimestre.	+ 680.800
Dépenses de solde de cinq bataillons de tirailleurs maintenus pendant le troisième trimestre en Afrique occidentale française	+ 3.000.000
Dépenses de recrutement en Afrique équatoriale d'indigènes destinés à remplacer les tirailleurs sénégalais	+ 1.000.000
Dépenses d'administration du Cameroun	+ 600.000
Supplément de dépenses résultant des allocations payées aux familles des tirailleurs ayant quitté leur colonie d'origine	+ 1.990.000
Réductions diverses	— 435.387
	+ 4.758.963

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

2° Dépenses des administrations civiles.

En ce qui concerne les administrations civiles, le Gouvernement a établi, comme l'on s'en souvient, ses prévisions pour l'année entière, lors de la demande des crédits provisoires applicables au premier trimestre. Ces prévisions, modifiées d'après les votes du Parlement, ont servi également de base pour les demandes de crédits applicables au troisième trimestre.

Les crédits provisoires sollicités pour les dépenses des administrations civiles du troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115 s'élevaient à 1,400,276,510 fr. La Chambre les a portés à 1,401,589,295 fr. Ce chiffre diffère assez sensiblement des crédits provisoires accordés pour le deuxième trimestre par la loi du 30 mars 1916.

Deuxième trimestre	1.488.182.017
Troisième trimestre	1.404.589.295
Soit en moins	83.592.722

Cette diminution apparente cache une augmentation véritable. En effet, l'inégalité des échéances entre les diverses périodes de l'année est à l'avantage du troisième trimestre. C'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples, que le budget des finances se trouve allégé de plus de 85 millions (remboursement du 3 p. 100 amortissable, annuité à la Caisse des dépôts et consignations, etc.), le budget de l'agriculture de plus de 3 millions et demi (impositions des forêts domaniales, subventions diverses), le budget des travaux publics de plus de 12 millions (annuités aux compagnies de chemins de fer). Il ne faut pas oublier d'autre part, qu'en vue d'en faciliter la délégation aux préfets, les crédits ouverts au ministère de l'intérieur pour le service des évacués et réfugiés avaient bénéficié au deuxième trimestre d'une anticipation de plus de 24 millions, qu'il n'y a pas lieu de réitérer. En résumé, la dotation des services civils subit une réduction automatique de 129,744,588 fr., qui a été ramenée à 83,592,722 fr. par suite de l'adjonction de 46,151,866 fr. de majorations de crédits.

Parmi ces majorations, quelques-unes correspondent à des mesures nouvelles, qui sont apparues comme nécessaires au Gouvernement au cours des derniers mois. La plupart de ces mesures, exigeant pour le troisième trimestre des dotations s'élevant au total à 9,871,113 fr., ont fait l'objet de demandes explicatives contenues dans le projet de loi de crédits additionnels déposé le 15 juin courant sur votre bureau.

La Chambre a, en outre, accordé, sur la demande du Gouvernement, 50,000 fr. pour le payement des indemnités de déplacement et de séjour des membres des commissions d'évaluation des dommages de guerre et 4 millions 87,000 fr., pour allouer des indemnités exceptionnelles aux agents des chemins de fer de l'Etat et, à la suite d'un amendement, 125,000 fr. pour porter à 1 million la dotation de l'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose.

Le surplus de l'augmentation, soit 32,018,753 francs, est rendu nécessaire par le fonctionnement des services, sur les bases antérieurement approuvées. Cette augmentation représente le solde de différences en sens opposés dont la plupart sont sans importance et parmi lesquelles quatre seulement méritent d'être mentionnées : 52,624,900 fr. en plus pour les intérêts de la dette flottante, à raison du succès continu de l'émission des bons de la défense nationale ; 17,655,000 fr. en plus pour les achats et transports de tabacs, dont la consommation demeure très active ; 4 millions de francs en moins pour le fonds national de chômage, dont la clientèle a décru ; 31 millions de francs en moins pour les garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, les résultats du trafic accusant une évolution de plus en plus favorable.

Nous examinons ci-après, par ministère, les crédits demandés par le Gouvernement, en faisant connaître, en même temps, les modifications qui y ont été apportées par la Chambre.

Nous signalons que certains des crédits sollicités dans le projet de loi de crédits additionnels déposé le 15 juin sur votre bureau ont été rejetés par votre commission des finances. Ils correspondaient à des mesures pour lesquelles, si l'on se reporte à l'état de développement des crédits provisoires du troisième trimestre transmis à votre commission, des prévisions ont été comprises dans la dotation applicable à ce trimestre. Les crédits provisoires étant toutefois votés globalement et répartis ensuite par le Gouvernement sous sa propre responsabilité, nous n'avons pas cru devoir en réduire le montant des sommes applicables aux mesures dont il s'agit, mais il doit demeurer bien entendu que ces mesures ne pourront, si le Sénat ratifie les propositions susvisées de sa commission des finances, être mises en application au cours du troisième trimestre, sous le prétexte que le Gouvernement disposerait des ressources nécessaires pour y faire face.

Ministère des finances.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	824.193.537
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	809.640.932
En moins	14.552.605

Cette diminution nette se décompose comme suit :

	Augmentations.	Diminutions.
Conséquence de l'inégale répartition des dépenses entre les trimestres	—	85.809.453
Nouvelle évaluation des arrérages de la rente 5 p. 100, en raison des résultats de l'émission connus plus exactement	1.000.000	
Intérêts de la dette flottante du Trésor	69.575.000	
Ajournement de jouissance des pensions militaires de la guerre dont les titulaires ont opté pour la continuation du bénéfice de l'allocation de soutien de famille (loi du 9 avril 1915)		12.300.000
Accroissement des concessions des pensions militaires de la marine	250.000	
Rétablissement du crédit supprimé par le Parlement pour le deuxième trimestre sur le chapitre relatif au personnel de l'administration centrale, comme s'appliquant à des créations d'emplois précédemment accordées et non réalisées au cours du premier trimestre	88.000	
Réduction portant sur les traitements du personnel de la direction générale des contributions indirectes et jugée possible à raison de la mobilisation d'une partie du personnel		9.412
Suppression de 28 bureaux d'enregistrement prononcée par le décret du 15 décembre 1915 et réalisée au cours du premier trimestre de 1916		33.570
Suppression du crédit prévu pour les remises aux agents des douanes sur perception de péages locaux		25.860
Conséquence de la mise à la charge du département de la guerre du prix des effets d'uniforme des agents des brigades des douanes mobilisés		75.000
Dépenses d'achat et de transport des tabacs	17.655.000	
Réduction jugée possible sur les remboursements à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892		75.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	1.227.600	
Divers	90	
	83.775.690	98.328.295
En moins		14.552.605

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a accordé de crédits pour la création à l'administration centrale de deux emplois de commis de comptabilité et de deux emplois d'expéditionnaires pour le service des rentes 5 p. 100 que sur la base du traitement de début et non sur celle du traitement moyen, comme le Gouvernement, suivant la règle ordinaire, le demandait, d'où une réduction de 4,000 fr. Elle a de plus, conformément à la décision qu'elle avait prise lors du vote du projet de loi de crédits additionnels n° 2114, refusé d'accorder le crédit de 13,750 fr. sollicité pour le payement de remises aux receveurs des postes investis des fonctions d'agents auxiliaires de l'enregistrement, les disponibilités du chapitre sur lequel ces dépenses sont imputables

étant suffisantes pour y faire face. Elle a enfin supprimé le crédit de 75,000 fr. afférent aux constructions nouvelles des manufactures de l'Etat, la dotation déjà allouée pour cet objet lui paraissant devoir permettre de subvenir aux besoins de l'année entière.

Elle a, en conséquence, réduit de 92,750 fr. au total les crédits applicables au budget des finances pour le troisième trimestre de 1916 et les a ramenés de 709,640.932 fr. à 809,548,182 fr. en diminution de 14,645,345 fr. sur les crédit, provisoires du deuxième trimestre.

Ministère de la justice.

1re SECTION. — Services judiciaires.

Crédits provisoires du 2e trimestre	9.432.657
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le 3e trimestre dans le projet de loi n° 2115	9.467.690
En plus	35.033

Cette augmentation nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 200
Augmentation des dépenses de matériel de l'administration centrale et du conseil d'Etat par suite de la hausse du prix des combustibles	+ 28.700
Conséquence de la démobilisation de sept maîtres des requêtes et auditeurs	+ 6.138
	+ 35.033

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a opéré sur les crédits demandés par le Gouvernement deux réductions, l'une de 1,500 fr. sur les prévisions relatives au matériel de l'administration centrale et l'autre de 1,200 fr. sur les crédits afférents au personnel du conseil d'Etat. Elle a de la sorte ramené les crédits provisoires applicables, pour le troisième trimestre de 1916, au budget des services judiciaires, de 9,467,690 fr. à 9,464,990 fr., en augmentation de 32,333 fr. sur les crédits provisoires du deuxième trimestre.

2e SECTION. — Services pénitentiaires.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	4.856.681
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	4.856.396
En moins	285

Cette réduction, qu'il n'y a pas lieu de maintenir pour le troisième trimestre, correspond à une augmentation comprise dans la dotation du deuxième trimestre (rappel du complément d'annuité pour les commis d'ordre et de comptabilité omis dans les crédits du premier trimestre).

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions gouvernementales.

Ministère des affaires étrangères.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	12.802.773
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	12.700.098
En moins	102.675

Cette diminution nette se décompose comme il suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	+ 42.000
Suppression d'une augmentation comprise dans la dotation du deuxième trimestre et affectée aux frais d'établissement, pour réparation d'une omission dans les douzièmes du premier trimestre	— 31.250
Suppression de l'augmentation comprise dans la dotation du deuxième trimestre pour secours aux ressortissants français demeurés en Turquie	— 150.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 36.575
	— 102.675

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a majoré en séance les crédits applicables au budget du ministère des affaires étrangères de 250,000 fr. destinés à des subventions aux sociétés de bienfaisance françaises à l'étranger pour secourir les familles de mobilisés qui se trouvent dans une situation nécessiteuse. Un crédit de 350,000 fr. a d'ailleurs été déjà compris pour le même objet dans le projet de loi de crédits additionnels aux crédits provisoires du deuxième trimestre, déposé sur votre bureau le 15 juin courant. De la sorte les crédits provisoires applicables au budget des affaires étrangères, pour le troisième trimestre de 1916, ont été portés de 12,700,098 fr. à 12 millions 950,098 fr., en augmentation de 147,325 fr. par rapport à celui du deuxième trimestre.

Ministère de l'intérieur.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	230.414.761
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	203.231.646
En moins	27.183.115

Cette diminution se répartit comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 27.962.467
Réduction portant sur les dépenses d'entretien des personnes sans moyens d'existence évacuées des places fortes et des étrangers évacués sur certaines régions de l'intérieur	— 970.000
Augmentation des secours dans les départements atteints par les événements de guerre	+ 946.000
Réduction possible sur les indemnités aux fonctionnaires de l'Etat évacués des régions envahies	— 910
Continuation du programme en cours pour l'amélioration de la situation du personnel de la police des communes de la Seine	+ 30.340
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 62.500
	— 27.183.115

La Chambre a accordé en séance, sur la proposition de sa commission du budget, un relèvement de 50,000 fr. sollicité par le Gouvernement et destiné à permettre le payement des indemnités de déplacement et de séjour des membres des commissions d'évaluation des dommages de guerre et, à la suite d'un amendement accepté par sa commission du budget, une augmentation de 125,000 fr. de la dotation de l'assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose, qui se trouverait ainsi portée à 1 million comme pour le premier trimestre. De la sorte, les crédits provisoires applicables au budget de l'intérieur, pour le troisième trimestre de 1916, ont été portés de 203,231,646 fr. à 203,406,646 fr., en diminution de 27,008,115 fr. sur ceux du deuxième trimestre.

Nous signalons que la commission du budget a demandé que dans la répartition des 1 million 875,000 fr. prévus pour secours aux réfugiés et rapatriés, une somme suffisante soit attribuée aux dix départements envahis pour être mandatée par les préfets de ces départements au profit des dix comités centraux dont le fonctionnement a été très apprécié et doit être assuré.

Ministère de la marine.

2e SECTION. — Marine marchande.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	17.875.724
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	16.421.359
En moins	1.454.365

Cette diminution nette se répartit comme il suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 188.224
Solde d'un professeur d'hydrographie de 2e classe	+ 3.973
Transfert au budget de l'Algérie du montant des dépenses prévues pour l'application de la loi du 17 avril 1907 en Algérie (exécution du décret du 23 décembre 1914). Cette réduction est répartie par moitié entre les troisième et quatrième trimestres	— 14.102
Ajournement du transfert du laboratoire du service scientifique des pêches dans l'immeuble de l'avenue de Suffren	— 2.000
Réduction des armements aux grandes pêches et interdiction de l'importation de la morue	— 311.250
Utilisation du crédit maritime pour l'achat des rogues nécessaires à la campagne de pêche de la sardine en 1916	+ 1.750
Réduction du crédit relatif aux primes à la construction en raison de l'achèvement probable d'un tonnage moins important qu'il n'avait été prévu	— 1.000.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels nos 2114	+ 55.483
	— 1.454.365

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale.

1re SECTION. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	86.335.029
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	87.828.786
En plus	1.493.757

Cette augmentation se décompose comme il suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	1.353.757
Augmentation des dépenses pour l'enseignement des jeunes Serbes en France	140.000
Total égal	1.493.757

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

2e SECTION. — Beaux-arts.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	4.924.006
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	4.853.006
En moins	71.000

Cette réduction nette se décompose comme il suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 71.000
Augmentation nécessaire pour le payement des salaires du personnel auxiliaire recruté à l'occasion de la guerre par le service des eaux de Versailles et de Marly	+ 8.900
Transfert de 94,000 fr. du chapitre relatif aux travaux d'agrandissement de la bibliothèque nationale à celui qui concerne les travaux d'aménagement du même établissement	»
Réduction jugée possible de la dotation affectée aux travaux d'amélioration du service des eaux de Versailles et de Marly	— 8.900
	— 71.000

La Chambre, sur la proposition de la commission du budget, a rejeté le crédit de 94,000 francs prévu pour travaux d'aménagement à la bibliothèque nationale, estimant que ces travaux pouvaient, sans inconvénient, être ajournés.

Les crédits provisoires applicables au budget des beaux arts, pour le troisième trimestre de 1916, ont été ramenés ainsi de 4,853,006 fr. à 4,759,006 fr., en diminution de 165,000 fr. sur ceux du deuxième trimestre.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1re SECTION. — Commerce et industrie.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	3.777.978
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	3.503.686
En moins	274.292

Cette diminution nette se décompose comme il suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 301.050
Crédits complémentaires pour la création d'un service technique déjà autorisée par la loi du 30 mars 1916	+ 2.725
Réduction jugée possible sur la dotation affectée aux bourses de préparation et d'entretien à l'école centrale des arts et manufactures pour les anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers	— 2.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 26.033
	— 274.292

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

2e SECTION. — Postes et télégraphes.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	99.190.063
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	98.332.095
En moins	857.958

Cette diminution nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 1.801.072
Indemnité complémentaire de 200 fr. aux gardiens de bureau de l'administration centrale, originaires des services extérieurs	+ 5.700
Elévation de 4 à 5 p. 100 de la part contributive de l'Etat dans la constitution des pensions de retraite des dames sténo-dactylographes	+ 378
Réduction jugée possible sur le crédit affecté au payement des indemnités fixes	— 2.487
Diminution des dépenses d'impression des cartes postales militaires	— 142.451
Réduction jugée possible sur les transports postaux	— 16.282
Réduction possible sur les remboursements sur produits des postes, des télégraphes et des téléphones	— 22.500
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 1.124.600
Divers	— 3.854
	— 857.968

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a, conformément à la décision qu'elle avait prise lors du vote du projet de loi de crédits additionnels n° 2114 déposé le 18 mai dernier sur son bureau, rejeté le crédit de 2,000 fr. demandé pour le fonctionnement d'un comité chargé d'examiner l'aptitude physique des agents blessés ou mutilés.

Elle a ramené en conséquence les crédits provisoires applicables au budget des postes et télégraphes, pour le troisième trimestre de 1916, de 98,332,095 fr. à 98,330,095 fr., en diminution de 859,968 fr. sur ceux du 2e trimestre.

Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	35.239.425
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	30.596.750
En moins	4.642.675

Cette diminution nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 14.275
Fonds national de chômage	— 4.000.000
Service d'observation des prix	+ 13.750
Allocations de gestion et allocations forfaitaires (retraites ouvrières)	— 625.000
Avances remboursables aux caisses d'assurances pour frais de premier établissement	— 50.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 32.850
	— 4.642 675

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

Ministère des colonies.

(Abstraction faite des dépenses militaires.)

Crédits provisoires du deuxième trimestre	3.316.505
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre, dans le projet de loi n° 2115	4.285.855
En plus	969.350

Cette augmentation nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	+ 933.485
Suppression d'augmentations comprises dans les douzièmes du deuxième trimestre à titre de rétablissement de crédits supprimés sur le premier trimestre	— 32.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 67.865
	+ 969.350

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, a rejeté l'augmentation de 6,520 fr. demandée pour l'école coloniale et le crédit de 1.215 fr. applicable au classement des archives du ministère pour les raisons que nous avons exposées dans notre rapport n° 230, sur le cahier de crédits additionnels déposé le 15 juin courant sur votre bureau. Votre commission des finances fait d'ailleurs toutes ses réserves au sujet du rejet du crédit applicable au classement des archives du ministère.

Les crédits provisoires applicables aux dépenses civiles du département des colonies pour le troisième trimestre de 1916 ont ainsi été ramenées de 4.285,855 fr. à 4,278,070 fr., en augmentation de 961,585 fr. par rapport à ceux du deuxième trimestre.

Ministère de l'agriculture.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	14.115.622
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	10.364.103
En moins	3.751.514

Cette diminution nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les divers trimestres	— 3.742.339
Application au personnel de service de l'administration centrale de la péréquation des traitements (pour neuf mois)	+ 4.950
Augmentation du crédit des indemnités pour frais de tournées et de déplacements des directeurs des services agricoles et des professeurs d'agriculture obligés de faire face aux enquêtes particulièrement nombreuses qui sont demandées en 1916	+ 2.500
Avancement de classe du personnel des écoles nationales vétérinaires	+ 1.325
Suppression des frais de représentations des directeurs des deux écoles nationales vétérinaires actuellement fermées	— 450
Améliorations pastorales et forestières	— 17.500
Divers transferts de crédits	»
	— 3.751.514

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement.

Ministère des travaux publics.

Crédits provisoires du deuxième trimestre	141.707.256
Crédits provisoires demandés par le Gouvernement pour le troisième trimestre dans le projet de loi n° 2115	104.194.103
En moins	37.513.153

Cette diminution nette se décompose comme suit :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 12.184.150
Maintien de sous-ingénieurs et contrôleurs des mines dont on avait prévu la mobilisation	+ 6.000
Réductions jugées possibles sur divers chapitres d'allocations	— 33.003
Réfection du souterrain de Mauvages sur le canal de la Marne au Rhin	— 300.000
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	— 31.000.000
Mesures comprises dans le projet de loi de crédits additionnels n° 2114	+ 6.003.000
	— 37.513.153

La Chambre a relevé en séance les prévisions relatives aux insuffisances d'exploitation des chemins de fer de l'Etat de 4,087,000 fr., comme conséquence des décisions qu'elle a prises en ce qui concerne ces budgets annexes.

De la sorte elle a porté les crédits provisoires applicables au budget du ministère des travaux publics, pour le troisième trimestre de 1916, de 104,194,103 fr. à 108,281,103 fr., en diminution de 33,426,153 fr. sur ceux du deuxième trimestre.

Nous faisons apparaître dans le tableau de comparaison suivant les crédits demandés par le Gouvernement, en ce qui concerne le budget général, dans le projet de loi qu'il a déposé sur le bureau de la Chambre et les modifications qui y sont apportées par cette assemblée.

Ainsi que nous l'avons déjà déclaré au début de ce rapport, nous n'avons pas à nous prononcer sur toutes ces modifications. Nous accordons au Gouvernement des crédits globaux et la répartition par ministères et par chapitres en est faite sous sa seule responsabilité.

Tableau de comparaison des crédits demandés par le Gouvernement et votés par la Chambre.

MINISTÈRES ET SERVICES	CRÉDITS proposés pour le 3e trimestre de 1916 dans le projet de loi n° 2115.	MODIFICATIONS apportées par la Chambre. En plus.	MODIFICATIONS apportées par la Chambre. En moins.	CRÉDITS votés par la chambre.	CRÉDITS afférents au 2e trimestre de 1916. (Loi et décret du 30 mars 1916.)	DIFFÉRENCES des crédits votés par la Chambre pour le 3e trimestre avec les crédits afférents au 2e trimestre. En plus.	DIFFÉRENCES En moins.
1° Dépenses militaires.							
Ministère de la guerre	6.280.199.050	»	500.000	6.279.699.050	6.174.716.075	104.982.975	»
Ministère de la marine. — 1re section. — Marine militaire	176.775.529	»	»	176.775.529	155.404.582	21.370.947	»
Ministère des colonies (dépenses militaires)	34.101.655	»	»	34.101.655	29.342.692	4.758.963	»
Totaux	6.491.076.234	»	500.000	6.490.576.234	6.359.463.349	131.112.885	»
						+ 131.112.885	
2° Dépenses civiles.							
Ministère des finances	809.640.932	»	92.750	809.548.182	821.193.537	»	14. 6 5
Ministère de la justice :							
1re section. — Services judiciaires	9.467.690	»	2.700	9.464.990	9.432.657	32.333	»
2e section. — Services pénitentiaires	4.856.396	»	»	4.856.396	4.856.681	»	285
Ministère des affaires étrangères	12.700.098	250.000	»	12.950.098	12.802.773	147.325	»
Ministère de l'intérieur	203.231.646	175.000	»	203.406	230.414.761	»	27.008.115
Ministère de la marine. — 2e section. — Marine marchande	16.421.359	»	»	16.421.359	17.875.724	»	1.454.365
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale :							
1re section. — Instruction publique et inventions intéressant la défense nationale	87 828.786	»	»	87.828.786	86.335.029	1.493.757	»
2e section. — Beaux-arts	4.853.006	»	94.000	4.759.006	4.924.006	»	165.000
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :							
1re section. — Commerce et industrie	3.503.686	»	»	3.503.686	3.777.978	»	274.292
2e section. — Postes et télégraphes	98.332.095	»	2.000	98.330.095	99.190.063	»	859.968
Ministère du travail et de la prévoyance sociale	30.596.750	»	»	30.596.750	35.239.425	»	4.642.675
Ministère des colonies (abstraction faite des dépenses militaires)	4.285.855	»	7.765	4.278.090	3.316.505	961.585	»
Ministère de l'agriculture	10.364.108	»	»	10.364.108	14.115.622	»	3.751.514
Ministère des travaux publics	104.194.103	4.087.000	»	108.281.103	141.707.256	»	33.426.153
Totaux	1.400.276.510	4.512.000	222.415	1.404.589.295	1.488.182.017	2.635.000	86.227.722
		+ 4.289.585				— 83.592.722	
Totaux généraux	7.891.352.744	4.289.585	»	7.895.165.529	7.847.645.366	131.112.885	83.592.722
		+ 4.289.585				+ 47.520.163	

Budgets annexes.

D'après les propositions du Gouvernement comprises dans le projet de loi n° 2115, les crédits provisoires afférents aux budgets annexes pour le troisième trimestre de 1916 s'élevaient à 619,742,771 fr., accusant une diminution nette de 37,762,539 fr. par rapport au deuxième trimestre.

Pour les monnaies et médailles, on relève une augmentation de 8,580 francs, provenant pour 3,580 francs de l'inégale répartition des dépenses entre les trimestres et pour 5,000 fr. du maintien de la durée de la journée de travail à 11 heures ;

Pour l'imprimerie nationale, augmentation nette de 444.895 francs, se décomposant comme suit :

Hausse de prix des combustibles, des fourrages et des matières premières et accroissement des fournitures d'imprimés	+ 446.895
Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 2.000
	+ 444.895

Pour le budget annexe de la Légion d'honneur, diminution de 7,045,000 fr. provenant de ce que les traitements des membres de l'Ordre et des médaillés sont payables au cours des deuxième et quatrième trimestres.

Pour le service des poudres et salpêtres, diminution de 3,275,000 fr. représentant la balance entre l'accroissement des frais de fabrication et la réduction des frais de première mise ;

Pour la caisse des invalides de la marine, augmentation de 441,000 fr., provenant pour 401,000 fr. de l'inégale répartition des dépenses entre les trimestres et pour 40,000 fr. de la décision prise d'allouer des secours aux ascendants des officiers et marins décédés pendant la guerre ;

Pour la caisse nationale d'épargne, diminution nette de 1,322,474 fr., se décomposant ainsi :

Réduction des intérêts à servir aux déposants	— 1.000.000
Réduction des frais d'intérim	— 10.894
Réduction de la fabrication des timbres-épargne et des livrets. — Réduction des dépenses de mobilier	— 15.000
Réduction portant sur les contributions diverses	— 50.000
Ralentissement des travaux de construction	— 250.000
Indemnité complémentaire aux gardiens de bureau provenant des services extérieurs	+ 3.300
Elévation de 4 à 5 p. 100 de la part contributive de l'État dans la constitution des pensions de retraite des dames sténo-dactylographes	+ 120
Total	— 1.322.474

Pour le chemin de fer et le port de la Réunion, augmentation de 1,048,000 fr. pour le service des obligations garanties ;

Pour l'ancien réseau de l'Etat, augmentation nette de 15,229,750 fr., se décomposant comme suit :

Accroissement des dépenses de main-d'œuvre pour la réparation du matériel roulant	+ 683.700
Augmentation portant sur les combustibles consommés par les machines	+ 2.004.650
Ventilation entre l'ancien réseau et le réseau racheté des dépenses d'acquisition de 5.000 wagons formant la première tranche du programme en cours et dépenses d'acquisition d'une seconde tranche de 5.000 wagons	+12.779.000
Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 237.600
	+15.229.750

Pour le réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, diminution nette de 43,292,300 fr., se décomposant ainsi :

Inégale répartition des dépenses entre les trimestres	— 39.711.600
Retard dans les livraisons de matériel roulant acquis avec participation de la guerre et ventilation entre l'ancien réseau et le réseau racheté des dépenses d'acquisition de 5,000 wagons formant la première tranche du programme en cours	— 9.513.050
Accroissement des dépenses de main-d'œuvre pour la réparation du matériel roulant	+ 1.949.900
Augmentation portant sur les combustibles consommés par les machines	+ 3.982.450
	— 43.292.300

La Chambre, sur la proposition de sa commission du budget, n'a apporté que deux modifications aux propositions du Gouvernement comprises dans le projet de loi déposé sur son bureau. Elle a réduit de 1,000 fr. les prévisions relatives au chauffage, à l'éclairage et à la force motrice de l'imprimerie nationale et relevé les crédits primitivement demandés pour les budgets annexes des chemins de fer de l'Etat de 4,087,000 fr. Ce crédit global, qui s'applique pour 819.600 fr. à l'ancien réseau de l'Etat et pour 3,267,400 fr. au réseau racheté, a été sollicité par le Gouvernement, par lettre du 19 juin à la commission du budget, pour allouer aux agents des indemnités exceptionnelles. Les crédits provisoires applicables aux budgets annexes pour le troisième trimestre de 1916 ont été ainsi portés à 623,828,771 fr.

Nous donnons dans le tableau suivant la comparaison des crédits provisoires du deuxième trimestre, de ceux qui ont été proposés pour le troisième trimestre par le Gouvernement dans le projet de loi n° 2115 et des crédits votés par la Chambre.

SERVICES	CRÉDITS afférents au 2e trimestre de 1916. (Loi et décret du 30 mars 1916.)	DIFFÉRENCES avec les crédits proposés par le Gouvernement pour le 3e trimestre. En plus.	DIFFÉRENCES avec les crédits proposés par le Gouvernement pour le 3e trimestre. En moins.	CRÉDITS proposés par le Gouvernement pour le 3e trimestre de 1916 dans le projet de loi n° 2115.	MODIFICATIONS apportées par la Chambre.	CRÉDITS votés par la Chambre.
Fabrication des monnaies et médailles	951.604	8.580	»	960.184	»	960.184
Imprimerie nationale	3.122.292	444.895	»	3.567.187	— 1.000	3.566.187
Légion d'honneur	7.920 867	»	7.045.000	875.867	»	875.867
Service des poudres et salpêtres	432.990.000	»	3.275.000	429.715.000	»	429.715.000
Caisse des invalides de la marine	6.816.227	441.000	»	6.757.227	»	6.757.227
Ecole centrale des arts et manufactures	211.683	»	»	211.683	»	211.683
Caisse nationale d'épargne	13.056.947	»	1.322.474	11.734.473	»	11.734.473
Chemin de fer et port de la Réunion	576.500	1.048.000	»	1.624.500	»	1.624.500
Chemins de fer de l'Etat : Ancien réseau	25.285.100	15.229.750	»	40.444.850	+ 819.600	41.264.450
Chemins de fer de l'Etat : Réseau racheté de l'Ouest	167.144.100	»	43.292.300	123.851.800	+ 3.267.400	127.119.200
Totaux	657.505.320	17.172.225	54.934.774	619.742.771	+ 4.086.000	623.828.771
En moins			37.762.549			

Votre commission des finances vous propose d'accorder le crédit global de 623,828,771 fr. voté par la Chambre.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI

TITRE 1er

BUDGET GÉNÉRAL ET BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Article 1er.

Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la sommes totale de 7,895,165,529 fr. et applicables au troisième trimestre de 1916.

Article 2.

Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme de 623,828,771 fr. et applicables au troisième trimestre de 1916.

Article 3.

Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessous seront répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Pour ces trois articles, nous nous référons aux explications qui précèdent.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Article 4 (modifié).

Seront applicables, jusqu'à la fin de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à 400 fr. l'hectolitre ; les droits d'entrée sont supprimés.

A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mors 1902, toutes les quantitée d'alcool propre à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'état qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies, et fruits doit être opérée : soit en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2° soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou payeront les droits sur la différence. Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux. Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 p. 1.0. Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence. Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1er janvier 1910 au 1er janvier 1916. aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

Dans le cas ou un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant.

Les dispositions du présent article sont applicables à la Corse (1).

Augmentation des droits sur l'alcool.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, le ministre des finances s'exprimait en ces termes au sujet des nouveaux droits proposés sur l'alcool :

« Le Gouvernement a déposé, le 26 août dernier, un projet de loi tendant à régler définitivement le régime de l'alcool. La complexité des problèmes que résout ce projet n'a pas encore permis à la Chambre d'en aborder la discussion.

» La restriction de l'alcoolisme s'impose cependant d'une façon urgente ; il n'est pas permis en temps de guerre de laisser subsister un fléau qui paralyse le travail national et réduit les forces du pays.

« D'autre part, les mesures déjà prises pendant la guerre dispensent d'examiner pour l'instant quelques-unes des questions qui paraissent soulever le plus de débats ; c'est ainsi que l'étude du monopole de l'alcool d'industrie se trouve dépourvue d'intérêt pratique, à raison de la réquisition générale des distilleries de grains, mélasses et betteraves et de la prohibition de l'importation.

« Nous vous proposons donc d'édicter purement et simplement pour la durée de la guerre le relèvement des droits à 400 francs et la suppression intégrale du privilège des bouilleurs de cru, ceux-ci devant trouver dans l'absence de toute concurrence de l'alcool d'industrie sur le marché un bénéfice qui compensera largement la perte de la franchise sur la consommation familiale.

La plus-value à attendre de la mesure est difficile à chiffrer ; en 1913, le produit de l'impôt était de 400 millions ; la raréfaction de l'alcool, la hausse des prix, la diminution du nombre des consommateurs ont fait aujourd'hui tomber de moitié le rendement ; nous pensons que la suppression du privilège et le relèvement des droits permettront actuellement de récupérer la plus grande partie de la perte et d'obtenir près de 350 millions. Cette majoration des charges fiscales, s'ajoutant aux mesures de restriction déjà prises, limitera l'essor qu'auraient retrouvé les consommations après la guerre. Elle paraît toutefois susceptible de ramener le produit de l'impôt à ce qu'il était avant la suppression de l'absinthe et la limitation des débits. »

Le projet du Gouvernement se traduisait par la rédaction suivante de l'article 12 de la loi de finances :

« Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à 400 francs l'hectolitre ; les droits d'entrée sont supprimés.

« Exception faite des genièvres obtenus dans les conditions prévues par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toute production d'alcool propre à la consommation de bouche et provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant ne peut avoir lieu que pour le compte de l'Etat.

« Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1° soit en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2° soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou payeront les droits sur la différence. Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt, sous réserve des déductions accordées actuellement aux entrepositaires ; il en est de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux ou demanderont l'ouverture d'un compte pour les alcools qu'ils ramèneront chez eux.

« Les pénalités et la procédure prévues pour la ville de Paris par les articles 14 et 15 de la loi du 21 juin 1873 sont applibables, en tous lieux, à la fabrication de l'alcool sans déclaration ainsi qu'à la détention d'alambic non déclaré. Sont maintenues sous leurs sanctions spéciales les dispositions relatives aux fraudes constatées soit à l'entrée, soit à l'intérieur des

(1) Votre commission des finances vous propose de supprimer ce paragraphe.

villes, soit à l'extérieur dans les rayons déterminés par les lois existantes.

« Le présent article sera applicable pendant la durée de la guerre et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret. »

La commission du budget de la Chambre modifiait cet article en remplaçant les mots : « le présent article sera applicable pendant la durée de la guerre et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret » par ceux-ci : « les dispositions ci-après seront applicables jusqu'à la cessation des hostilités ». Le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru était donc, d'après ce dernier texte, rétabli de plein droit sitôt la cessation des hostilités.

Après une longue discussion, la Chambre a finalement adopté la rédaction qui est devenue l'article 4 ci-dessus.

Nous n'avons pas l'intention d'aborder, dans ce rapport, la question de l'alcool et de l'alcoolisme, d'autant plus qu'il s'agit d'une législation provisoire et que tout le monde paraît d'accord pour désirer la discussion prochaine d'une loi qui établira le régime général de l'alcool en France, loi qu'il faudra bien voter, ne serait-ce que pour régler le régime de l'alcool industriel, dont l'Etat peut bien se charger pendant la guerre, mais dont il ne pourrait continuer à se charger après.

Il nous suffira de faire remarquer qu'après les votes de la Chambre on est loin du résultat espéré par le ministre des finances, lorsqu'il écrivait dans son exposé des motifs : « Nous vous proposons d'édicter purement et simplement pour la durée de la guerre le relèvement des droits à 400 fr. et la suppression intégrale du privilège des bouilleurs de cru, ceux-ci devant trouver dans l'absence de toute concurrence de l'alcool d'industrie sur le marché de l'alcool un bénéfice qui compensera largement la perte de franchise sur la consommation familiale. »

Largement dédommagés de la perte de leur privilège, les bouilleurs de cru ont obtenu, en outre, les avantages suivants :

1° Déductions accordées aux entrepositaires ;

2° Les stocks ne seront pas recensés, à moins que le bouilleur ne veuille distiller chez lui ;

3° Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence ;

4° Enfin, une allocation en franchise de dix litres d'alcool leur est accordée annuellement.

Ainsi la fissure de la consommation familiale, si souvent dénoncée comme l'une des causes directes de l'alcoolisme, se trouve à nouveau ouverte.

Au nom de la commission d'hygiène, M. Henri Schmidt n'a pu s'empêcher d'élever la protestation suivante :

« Messieurs, je dois, au nom de la commission d'hygiène publique, faire des réserves au sujet de l'allocation que l'on demande d'accorder en franchise aux bouilleurs de cru, c'est la tradition de l'alcool à domicile, de l'alcool qui ne coûte presque rien à produire et qu'on continuera à donner aux jeunes enfants, en empoisonnant ainsi les jeunes générations. »

Il ne faut pas oublier, en effet, que cette allocation de dix litres peut représenter, par année, environ 100,000 hectolitres.

Néanmoins, votre commission des finances vous demande de voter le texte de la Chambre, à l'exception du dernier paragraphe relatif à la Corse (disposition inapplicable).

Nous restons hostiles à l'allocation d'alcool en franchise, mais nous ne voulons pas davantage voir échouer une réforme, même imparfaite.

Le texte nouveau apporte des garanties de contrôle et de surveillance qui n'existaient pas auparavant, en même temps que l'armée immense des bouilleurs de cru va voir ses cadres réduits d'année en année.

Nous demandons au Sénat d'accepter une transaction qui, étant donné les circonstances, aura des conséquences heureuses que nous ne pouvons pas méconnaître.

Article 5.

Le tarif des mandats-contributions au moyen desquels les contributions directes et les taxes assimilées peuvent être acquittées dans les bureaux de poste, en vertu du décret du 25 juin 1911, est fixé ainsi qu'il suit :

15 centimes pour les mandats-contributions dont le montant ne dépasse pas 100 fr.

25 centimes pour les mandats-contributions de 100 fr. 01 à 300 fr.

40 centimes pour les mandats-contributions dont le montant excède 300 fr.

Ce tarif remplace la taxe fixe de 10 centimes et le droit de commission qui étaient applicables aux mandats de l'espèce.

Le décret du 25 juin 1911 a accordé aux contribuables la faculté de payer leurs contributions directes et taxes assimilées au moyen de mandats-cartes spéciaux désignés sous le nom de mandats-contributions.

Dans l'état actuel des choses, ces mandats donnent lieu à la perception des mêmes taxes postales que les mandats-cartes ordinaires. Il en est résulté que l'emploi de ces formules n'a pas pris le développement sur lequel l'administration pouvait compter.

Le Gouvernement estime qu'il importe, dans les circonstances présentes, de faciliter par tous les moyens possibles le recouvrement de l'impôt et de favoriser un mode de libération qui offre de nombreux avantages. Tel est l'objet de l'article ci-dessus qui réduit le tarif postal applicable aux mandats-contributions. Cette réduction de tarif, dont l'effet sera compensé par l'accélération des recouvrements, se justifie d'autant mieux qu'il s'agit de transmissions de fonds destinés à un service public.

Article 6.

Les mandats-poste émis par les bureaux du service de la trésorerie et des postes aux armées pour la transmission à la caisse nationale d'épargne des fonds versés par les militaires mobilisés sont exempts, quel qu'en soit le montant, du droit de commission et de la taxe de factage.

Les mandats-poste établis par les bureaux du service de la trésorerie et des postes aux armées en vue de transmettre à la caisse nationale d'épargne le montant des versements effectués par les militaires mobilisés dans la zone des armées ne bénéficient à l'heure actuelle d'exemption de taxe que dans les conditions prévues par le décret du 3 août 1914, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 50 fr.

Or, il est souvent des cas où les militaires ont à faire à la caisse nationale d'épargne des envois supérieurs à 50 fr. La question présente un intérêt tout particulier pour les soldats indigènes appartenant aux corps coloniaux, qui ne peuvent à l'heure actuelle avoir recours, comme en temps normal, à l'intermédiaire des succursales régimentaire de la caisse nationale d'épargne. Il n'est pas équitable de faire supporter à ces militaires des taxes pour des opérations qui, selon la procédure habituellement suivie ne donnent lieu à la perception d'aucun droit.

L'article ci-dessus a pour objet, en conséquence, d'accorder la franchise totale aux mandats de l'espèce.

Article 7.

La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée, pendant le troisième trimestre de 1916, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Clause de style qui ne comporte pas d'observations.

Article 8.

Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le troisième trimestre de 1916, aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 16,627,225 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 14,345,275 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

Cet article prévoit l'émission d'obligations amortissables pour faire face, pendant le troisième trimestre de 1916, aux dépenses de la 2e section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat. S'il n'est pas fait usage de cette faculté d'émission, cette autorisation permettra au ministre des finances, conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi du 13 juillet 1911, de faire à l'administration du réseau de l'Etat, sur les ressources de la dette flottante, des avances jusqu'à concurrence du montant de l'émission prévue.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 9.

Sont prorogés jusqu'à des dates respectivement fixées au 31 décembre 1916, 1er mai 1917 et 1er novembre 1917 les délais impartis par l'article 2 de la loi du 29 mars 1915 pour la présentation du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1914, la remise par la cour des comptes au ministre des finances de la déclaration générale de conformité relative à cet exercice et la distribution de cette déclaration avec le rapport y annexé.

La loi du 29 mars 1915, en prorogeant les délais de clôture de l'exercice 1914 pour l'exécution des services de la guerre et de la marine, apportait, par voie de conséquence, certaines dérogations aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 25 janvier 1889 et 21 de la loi du 14 avril 1896.

Elle prévoyait les délais ci-après :

1° 31 mai 1916 pour la présentation du projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1914 et la production des comptes des ministres à l'appui ;

2° 1er octobre 1916 pour la remise par la cour des comptes au ministre des finances de la déclaration générale de conformité relative au même exercice ;

3° 1er avril 1917 pour la distribution, au Sénat et à la Chambre, de cette déclaration et du rapport qui l'accompagne.

Mais la complexité des services nouvellement créés du fait de la guerre et, d'autre part, le trouble apporté dans les comptabilités par les événements et par l'envahissement d'une partie du territoire ont mis obstacle au règlement de l'exercice 1914 dans les délais dont il s'agit. L'article proposé proroge donc ces délais, pour permettre à l'administration de parfaire la centralisation des écritures et lui laisser le temps d'être mise en possession des données certaines qui lui manquent actuellement.

Article » (art. 10 du texte voté par la Chambre).

Le tableau inséré à l'article 60 de la loi de finances du 30 juillet 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

GRADES	DIRECTION du contrôle (service central et services des missions).	CONTRÔLE permanent des ports et établissements.	EFFECTIFS par grades.
Contrôleurs généraux de 1re classe	2	»	2
Contrôleurs généraux de 2e classe	2	5	7
Contrôleurs de 1re classe	5	11	16
Contrôleurs de 2e classe	6	4	10
Contrôleurs adjoints	»	6	6
Totaux	15	26	41

Les fixations du présent tableau seront réalisées dans la limite des disponibilités budgétaires.

Cet article a été introduit par la Chambre au cours de la discussion sur un amendement de M. de Kerguézec.

Cette disposition soulève des objections d'ordre technique et financier, sur lesquelles votre commission des finances n'a pas pu entendre les ministres compétents. D'autre part, votre commission de la marine en demande le renvoi pour examen.

Dans ces conditions, nous vous proposons la disjonction.

Article 10 (art. 11 du texte voté par la Chambre).

Est supprimé un emploi de directeur à l'administration centrale du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Est autorisée la création d'un emploi de chef de division à la même administration.

Le développement des attributions de la direction du travail, résultant des nombreuses lois nouvelles votées par le Parlement dans ces dernières années, notamment de la loi du 10 juillet 1915 sur les salaires des ouvrières à domicile, rend nécessaire la création d'un nouveau bureau à cette direction,

La création de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, due à la loi du 25 février 1914, ayant déchargé la direction de l'assurance et de la prévoyance sociales d'une partie de ses attributions, c'est un des bureaux de cette direction qui servira à créer le nouveau bureau de la direction du travail. Mais la direction de l'assurance se trouve ainsi réduite à deux bureaux et la possibilité est apparue de transformer cette direction en division. Cette transformation a pour conséquence de remplacer le poste de directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, dont le titulaire a été mis à la retraite le 7 décembre 1915 et dont le traitement moyen est de 18,000 fr., par un poste de chef de division dont le traitement moyen n'est que de 10,500 fr.

L'article proposé a pour objet d'autoriser cette substitution, qui permet de réaliser une économie et qui ne peut soulever d'objection.

Article 11 (art. 12 du texte voté par la Chambre).

En vue des besoins temporaires de la période de guerre, le fonds des approvisionnements généraux du service des poudres, fixé en exécution de l'article 10 de la loi du 29 juin 1915 à 50 millions de francs, pourra, au moyen d'avances du Trésor, être porté à 80 millions.

Pour assurer la continuité des fabrications du service des poudres, on a dû prévoir, lors de la création du budget industriel de ce service, la constitution d'un fonds de roulement portant sur des approvisionnements en matières. Ce fonds a été créé par l'article 34 de la loi de finances de 1911 et sa dotation initiale a été constituée par la valeur des approvisionnements de toute nature et des produits fabriqués ou en cours de fabrication existant au 31 décembre 1910 et représentant une somme totale de 25,604,930 fr. 57. Ce fonds est débité des cessions de matières qu'il fait pour la fabrication. La différence entre le débit et le crédit représente à chaque instant la faculté d'achat du service des poudres. Comme l'article de loi susvisé a spécifié qu'à aucun moment la valeur des approvisionnements du fonds de roulement ne peut descendre au-dessous de 15 milions de francs il en résultait que le volant dont disposait le service pour ses achats ne pouvait dépasser 10 millions de francs.

Cette somme, suffisante en temps normal, a été jugée trop faible, dans les circonstances actuelles, à raison des importants achats que le service doit effectuer. Pour ce motif, une disposition (article 10), de la loi du 29 juin 1915 a spécifié que le fonds des approvisionnements généraux, fixé par la loi de 1911 à 25.604.930 fr. 57 pourra, au moyen d'avances du Trésor, être porté à 50 millions de francs.

Par suite de la création de nombreuses annexes rattachées administrativement à certains établissements des poudres, cette nouvelle somme de 50 millions de francs est devenue à son tour insuffisante. Pour mettre le volant en rapport avec les nécessités du moment, il est nécessaire d'autoriser, à titre purement temporaire, une nouvelle augmentation de cette dotation du fonds de roulement des approvisionnements généraux et de la porter à 80 millions de francs.

Article » (art. 13 du texte voté par la Chambre).

Des avances peuvent être consenties aux sociétés de production d'énergie électrique, en vue de la création ou du développement de leurs installations industrielles dans les conditions et avec les garanties déterminées par l'article 9 de la loi du 28 septembre 1915. Toutefois, la redevance prévue à cet article pourra être immédiatement fixée dans le contrat.

Un décret, rendu en conseil d'Etat, réglera les conditions d'application du présent article.

L'article ci-dessus a été introduit à la Chambre des députés, dans le projet de loi de finances, au cours de la discussion. Aucun motif n'a été fourni à la Chambre, soit par le Gouvernement, soit par la commission du budget. Nous ignorons d'où en émane l'initiative.

Il résulte du texte ci-dessus que le Gouvernement serait autorisé à consentir aux sociétés de production d'énergie électrique des avances dans les conditions et avec les garanties déterminées par l'article 9 de la loi du 28 septembre 1915. Nous ferons tout d'abord remarquer que cette dernière disposition législative ne s'applique qu'aux fournisseurs de l'armée, en vue de la création ou du développement de leur outillage. Le Parlement a voulu très légitimement entourer ces avances de conditions spéciales relatives à l'intérêt dont elles seront passibles au profit du Trésor et des garanties d'hypothèque ou de nantissement.

Or, nous constatons qu'aux termes de l'article 13 voté par la Chambre il n'y a aucune contre-partie aux avances.

Nous signalons aussi, bien que ce ne soit qu'une question de forme, qu'il n'est point fait mention dans la disposition ci-dessus du ministère auquel ressortirait l'autorisation des avances, ni sur quel chapitre du budget elles devraient être imputées. On n'a pas spécifié, en outre, s'il s'agissait des sociétés de production d'énergie électrique, en général, ou si la loi ne devait bénéficier qu'aux sociétés de production hydraulique d'énergie électrique exclusivement. Nous avons tout lieu de supposer, toutefois, que c'est au ministère des travaux publics que ressortirait ce service, et seulement en ce qui concerne les concessions d'usines hydrauliques de production d'énergie électrique.

Mais cela étant, la commission des finances a estimé qu'avant de régler la question des avances, il importe de déterminer les conditions dans lesquelles pourront être accordées les concessions des usines dont il s'agit. Sera-ce par des lois ou par des décrets? Comme nous l'avons rappelé dans notre rapport n° 240 sur les crédits supplémentaires de l'exercice 1915, un projet de loi adopté par le Sénat est pendant devant la Chambre des députés pour fixer la règle des concessions, qui seront du domaine des décrets ou des lois. Nous eussions désiré que le Gouvernement introduisit cette règle à l'appui du crédit de 4,500,000 fr. ouvert au chapitre 105 *bis* du budget du ministère des travaux publics, au titre de l'exercice 1916. C'est par là qu'il faut commencer. La question des avances ou de la participation de l'Etat vient en second lieu. Il importe donc de surseoir à statuer sur l'article 13 voté par la Chambre jusqu'à ce que le régime des concessions des usines hydrauliques de production d'énergie électrique ait été législativement fixé. C'est pourquoi nous proposons de le disjoindre.

TITRE III

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

Article 12 (art. 14 du texte voté par la Chambre)

Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 40 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Le crédit de 40 millions, demandé pour le troisième trimestre, est inférieur de 23 millions à celui accordé pour le deuxième trimestre.

Cette diminution a été opérée en raison de ce que le nombre des demandes de liquidation de pension n'a pas suivi la progression qu'on avait escomptée lors de l'établissement des prévisions budgétaires antérieures. En effet, il a été constaté qu'un grand nombre de veuves, bénéficiant d'allocations de soutiens de famille ou de délégations de solde ou de traitements, s'obstinent à ne pas constituer leurs dossiers de pension, malgré l'assurance qui leur a été donnée que le fait de demander la liquidation de leur pension ne les empêcherait nullement de percevoir, jusqu'à la fin des hostilités, les délégations de solde ou de traitement ou, après option, les allocations de la loi du 5 août 1914.

On présume que, pendant le troisième trimestre de 1916, il pourra être envoyé chaque semaine, aux revisions réglementaires, au moins 4,000 projets de liquidations de pensions.

En évaluant le coût moyen d'une pension à 800 fr., chiffre adopté pour les prévisions établies précédemment, on obtient une dépense approximative par envoi de :

$$800 \text{ fr.} \times 4{,}000 = 3{,}200{,}000 \text{ fr.}$$

soit pour un trimestre comportant 13 envois de dossiers

$$3{,}200{,}000 \text{ fr.} \times 13 = 41{,}600{,}000 \text{ fr.}$$

et en nombre rond 40 millions.

Article 13 (art. 15 du texte voté par la Chambre.

Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 881,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Le chiffre fixé pour le crédit d'inscription au Trésor public des pensions militaires de la marine à liquider pendant le troisième trimestre de 1916 est le même que celui des deux premiers trimestres. Il est égal au quart de l'ensemble des crédits d'inscription accordés pour 1915.

Article 14 (art. 16 du texte voté par la Chambre).

Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 88,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Le crédit proposé est égal à celui qui a été accordé pour le deuxième trimestre.

Article 15 (art. 17 du texte voté par la Chambre).

Ess fixé à 100 millions de francs, pour le troisième trimestre de 1916, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations, en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Cet article a figuré dans toutes les lois de finances depuis 1912. Il n'appelle pas d'observations.

Article 16 (art. 18 du texte voté par la Chambre).

La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le troisième trimestre de 1916 (crédits-matières) est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Pour l'année 1915, la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine a été de 245.495.000 fr. Pour le troisième trimestre de 1916, elle est de 66.300.000 fr., soit un peu plus du quart de cette somme. Elle avait été fixée pour chacun des deux premiers trimestres à 58.800.000 fr.

Article 17 (art. 19 du texte voté par la Chambre).

Les travaux à exécuter, pendant le troisième trimestre de 1916, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction

des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 6,350,000 fr.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Article 18 (art. 20 du texte voté par la Chambre).

Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des mines) à exécuter en 1916 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour le troisième trimestre de 1916, non compris le matériel roulant, à la somme de 18 millions de francs, qui s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Article 19 (art. 21 du texte voté par la Chambre).

Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le troisième trimestre de 1916, sous la réserve de l'inscription au budget du ministère des colonies des crédits nécessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50,000 fr.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Les autorisations données par les articles précédents s'élèvent aux chiffres fixés pour les deux premiers trimestres par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Nous vous prions de vous reporter aux explications que nous avons fournies, dans notre rapport n° 468 sur les crédits provisoires du premier trimestre de 1916, au sujet des articles correspondants du projet de loi.

Article 28 (art. 22 du texte voté par la Chambre).

Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Clause de style qui ne comporte pas d'observation.

En conséquence des explications qui précèdent et sous le bénéfice des observations présentées au cours de ce rapport, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL ET BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

§ 1er. — *Crédits accordés.*

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 7,895,165,529 fr. et applicables au troisième trimestre de 1916.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre aux budgets de leurs départements respectifs, pour l'exercice 1916, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 623,828,771 fr. et applicables au 3e trimestre de 1916.

Art. 3. — Les crédits ouverts par les articles 1 et 2 ci-dessus seront répartis, par ministères et par chapitre, ou moyen d'un décret du Président de la République.

Ils s'ajouteront à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

§ 2. — *Impôts et revenus autorisés.*

Art. 4. — Seront applicables, jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à quatre cents francs (400 fr.) l'hectolitre; les droits d'entrée sont supprimés.

A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche, provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat, qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux.

Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée : 1° soit en atelier public établi conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905; 2° soit par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903, ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou payeront les droits sur la différence. Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt, sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux. Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 p. 100. Les bouilleurs de cru et les associations coopératives ne sont pas soumis à l'impôt de la licence. Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers, qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1er janvier 1910 au 1er janvier 1916, aura droit, sur sa distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant.

Art. 5. — Le tarif des mandats-contributions au moyen desquels les contributions directes et les taxes assimilées peuvent être acquittées dans les bureaux de poste, en vertu du décret du 25 juin 1911, est fixé ainsi qu'il suit :

15 centimes pour les mandats-contributions dont le montant ne dépasse pas 100 fr.;

25 centimes pour les mandats-contributions de 100 fr. 01 à 300 fr.;

40 centimes pour les mandats-contributions dont le montant excède 300 fr.

Ce tarif remplace la taxe fixe de 10 centimes et le droit de commission qui étaient applicables aux mandats de l'espèce.

Art. 6. — Les mandats-poste émis par les bureaux du service de la trésorerie et des postes aux armées pour la transmission à la caisse nationale d'épargne des fonds versés par les militaires mobilisés sont exempts, quel qu'en soit le montant, du droit de commission et de la taxe de factage.

Art. 7. — La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée pendant le troisième trimestre de 1916, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite pendant la même période la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

Art. 8. — Le ministre des finances est autorisé, pour subvenir, pendant le troisième trimestre de 1916, aux dépenses de la deuxième section des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat, à émettre, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911, des obligations amortissables dont le montant ne pourra excéder la somme de 16,627,225 fr. pour le réseau ancien des chemins de fer de l'Etat et celle de 14,345,275 fr. pour le réseau racheté de la compagnie de l'Ouest.

TITRE II

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Art. 9. — Sont prorogés jusqu'à des dates respectivement fixées aux 31 décembre 1916, 1er mai 1917 et 1er novembre 1917, les délais impartis par l'article 2 de la loi du 29 mars 1915 pour la présentation du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1914, la remise par la cour des comptes au ministre des finances de la déclaration générale de conformité relative à cet exercice et la distribution de cette déclaration avec le rapport y annexé.

Art. 10. — Est supprimé un emploi de directeur à l'administration centrale du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

Est autorisée la création d'un emploi de chef de division à la même administration.

Art. 11. — En vue des besoins temporaires de la période de guerre, le fonds des approvisionnements généraux du service des poudres, fixé, en exécution de l'article 10 de la loi du 29 juin 1915, à 50 millions de francs, pourra, au moyen d'avances du Trésor, être porté à 80 millions.

TITRE III

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS ANNUELLES

Art. 12. — Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de 40 millions de francs pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département et des pensions militaires des troupes coloniales à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de 881,250 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 14. — Il est ouvert au ministre des colonies un crédit provisoire de 88,000 fr. pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du troisième trimestre de 1916.

Ce crédit s'ajoutera à ceux précédemment accordés par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 15. — Est fixé à 100 millions de francs, pour le troisième trimestre de 1916, le maximum du compte courant à ouvrir au Trésor pour les sommes non employées appartenant aux caisses d'assurances régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, et dont la gestion financière est confiée à la caisse des dépôts et consignations en vertu de l'article 15 de ladite loi.

Le taux de l'intérêt servi par le Trésor sera le même que celui du compte courant de la caisse des dépôts et consignations.

Art. 16. — La valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution de la marine pour emploi, pendant le troisième trimestre de 1916 (crédits-matières), est fixée par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 17. — Les travaux à exécuter, pendant le troisième trimestre de 1916, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, pour la continuation des lignes nouvelles en construction des grands réseaux concédés, ne pourront excéder le maximum de 6,350,000 fr.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 18. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter en 1916, et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé, pour le troisième trimestre de 1916, non compris le matériel roulant, à la somme de 18 millions de francs qui s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 19. — Le montant des travaux complémentaires à effectuer sur le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, à l'aide d'avances à faire par l'Etat dans les conditions de l'article 4 de la convention de concession du 30 octobre 1880, et dont le ministre des colonies pourra approuver les projets pendant le troisième trimestre de 1916, sous la réserve de l'inscription au budget du ministère des colonies des crédits né-

cessaires à l'exécution, ne pourra excéder le maximum de 50.000 francs.

Cette somme s'ajoutera à celles précédemment autorisées par les lois des 29 décembre 1915 et 30 mars 1916.

Art. 20. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

État indiquant la valeur du matériel à délivrer aux services d'exécution du département de la marine pendant le troisième trimestre de 1916 (crédits-matières).

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES	RÉPARTITION	NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES CHAPITRES	RÉPARTITION
		francs.			francs.
	Intendance.		IX	Constructions navales. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	2.375.000
I	Service des subsistances. — Matières	5.000.000			
II	Service de l'habillement et du casernement. — Matières	2.125.000		*Artillerie.*	
III	Service des approvisionnements de la flotte. — Matières	10.500.000	X	Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	1.250.000
IV	Service des approvisionnements de la flotte. — Gros outillage	25.000	XI	Artillerie navale. — Réfections, améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Matières	7.500.000
	Santé.		XII	Artillerie navale. — Constructions neuves. — Matières	10.000.000
V	Service de santé. — Matières	1.500.000	XIII	Artillerie navale. — Gros outillage. — Achats et installations nouvelles. — Transformations d'ateliers et de chantiers	625.000
V *bis.*	Service de santé. — Constructions neuves	12.000			
	Constructions navales.			*Travaux hydrauliques.*	
VI	Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Matières	3.250.000	XIV	Service des travaux hydrauliques. — Entretien.	125.000
VII	Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et matériel flottant des mouvements du port. — Matières	5.000.000	XV	Ouvrages maritimes. — Immeubles d'intérêt militaire et général. — Travaux neufs et grandes améliorations	63.000
VIII	Constructions navales. — Constructions neuves. — Matières	15.000.000	XVI	Travaux extraordinaires des ports de guerre et des bases d'opérations de la flotte	200.000
VIII *bis.*	Constructions navales. — Constructions neuves et approvisionnements. — Torpilles et mines.	1.750.000		Total	66.300.000

ANNEXE N° 247

(Session ord. — Séance du 26 juin 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915, présenté au nom nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 248

(Session ord. — — Séance du 26 juin 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1915 à l'exercice 1916, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 252

(Session ord. — Séance du 26 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1915, par M. Emile Aimond, sénateur (1). (Urgence déclarée.)

Messieurs, le Gouvernement vient de déposer sur votre bureau, dans votre séance du 26 juin courant, un projet de loi tendant à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'exercice 1915.

(1) Voir les nos 247, Sénat, année 1916, et 2182-2208 et in-8° n° 480. — 11e législ. de la Chambre des députés.

Ainsi que vous le savez, les crédits sollicités à l'époque où nous sommes, sur l'exercice 1915, ne peuvent s'appliquer qu'à la régularisation de dépenses obligatoires, dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution des services. L'article 4, 3°, de la loi du 25 janvier 1889, dont les termes ont été reproduits par l'article 5 de la loi du 25 février 1899, a prorogé en effet la durée de l'exercice financier jusqu'au 30 juin de la seconde année pour l'autorisation et la régularisation, par des crédits supplémentaires, de ces dépenses.

L'article 10 de la loi du 29 décembre 1915 a d'ailleurs donné aux départements de la guerre et de la marine jusqu'au 30 novembre pour effectuer sur l'exercice 1915 les régularisations des dépenses de cette sorte.

Le présent projet de loi ne comporte par suite aucune demande de ces départements.

Cette année, les crédits de régularisation sollicités sont très peu nombreux. Ils s'élèvent, pour le budget général, à la somme de 74 millions 850.600 fr., dont 73,100,000 fr. concernent les intérêts de la dette flottante et les frais de trésorerie. Un seul crédit, qui n'est que de 125,000 fr. et qui a d'ailleurs pour contrepartie une annulation égale, est sollicité au titre du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.

La Chambre n'a apporté aucune modification aux propositions du Gouvernement et votre commission des finances vous propose également de les adopter.

Nous les examinons ci-après, chapitre par chapitre.

TITRE PREMIER

BUDGET GÉNÉRAL. — OUVERTURES DE CRÉDITS

Ministère des finances.

CHAPITRE 15. — Intérêts de la dette flottante du Trésor, 72.000.000 fr.

Les intérêts afférents aux bons du Trésor se sont élevés pendant l'année 1915 à 447 millions 621.274 fr. 53, se décomposant ainsi :

Bons de la défense nationale pour un capital de 16 milliards 389.273 300 fr.	329.755.534	50
Bons du Trésor émis à New-York : 26.200.000 $ à 5 p. 100. Intérêts payés en octobre 1915	3.384.223	50
Bons remis à New-York : 10 millions $	2.590.000	»
Renouvellement des bons Rothschild 2 millions de liv. st.	2.900.300	»
Bons de la banque d'Angleterre : 10 millions de liv. st	12.610.000	»
Bons de la Trésorerie britannique : 30,800,000 liv. st	37.988.920	53
Avances de la Banque de France	54.500.000	»
Bons ordinaires	3.892.295	00
	447.621.274	53
A cette somme il faut ajouter les intérêts sur avances des trésoriers généraux	1.924.991	35
et les intérêts aux communes, établissements publics et divers	9.444.277	41
Soit au total	458.990.543	29
Les crédits correspondants étant de	387.437.500	»
il apparaît une insuffisance de.	71.553.043	29

On demande pour la couvrir un crédit supplémentaire de 72 millions, en nombre rond, à raison des ratifications ou régularisations qui pourraient encore se produire.

CHAPITRE 53. — Frais de trésorerie, 1,100,000 fr.

Les commissions allouées pour l'émission des valeurs du Trésor en France et à l'étranger se sont élevées à	21.303.303	
Les frais de la trésorerie et des postes aux armees, ainsi que les frais de transport et d'emballage de fonds, à	8.312.409	
Les dépenses imputées sur le présent chapitre atteignent ainsi	32.675.712	
Les crédits correspondants étant seulement de	31.604.500	
L'insuffisance est de	1.071.212	

Ce dépassement porte sur les commissions allouées pour l'émission des valeurs du Trésor.

A raison de leur nature, ces dépenses n'avaient pu être évaluées qu'approximativement.

Pour les bons de la défense nationale, la commission allouée aux comptables est calculée d'après les tarifs suivants :

DÉSIGNATION	BONS A 1 AN	BONS A 6 MOIS	BONS A 3 MOIS
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Premiers 25,000 fr.....	0 50 p. 100.	0 25 p. 100.	0 125 p. 100.
25,000 fr. suivants.....	0 25 —	0 125 —	0 0625 —
150,000 fr. suivants.....	0 125 —	0 0625 —	0 03125 —
800,000 fr. suivants.....	0 0625 —	0 03125 —	0 015625 —
9,000,000 fr. suivants.....	0 02 —	0 01 —	0 005 —
Au-dessus de 10,000,000.....	Néant.	Néant.	Néant.

La commission allouée aux intermédiaires est de 1 fr. 25 p. 1,000 du capital nominal des bons à six mois et à un an et de 50 centimes p. 1,000 du capital nominal des bons à trois mois. Les souscriptions faites par les intermédiaires sont déduites du montant donnant lieu à remise au profit des comptables.

Pour les obligations de la défense nationale, la commission des comptables est la même que celle qui leur est donnée pour les bons à un an. La commission des intermédiaires est de 2 fr. 50 p. 1,000 du capital nominal.

Pour l'emprunt 5 p. 100, la remise des comptables et des caissiers de caisses d'épargne était de 6 centimes par franc de rente sur les premiers 100,000 fr. de rente et de 5 centimes sur les surplus avec un maximum de 12,000 fr.

La commission des intermédiaires était de :

12 centimes par franc de rente sur les premiers 5,000 fr. de rente;

10 centimes par franc de rente sur la somme de rente comprise entre 5,001 et 25,001 fr.;

8 centimes par franc de rente sur la somme de rente comprise entre 25,001 et 100,000 fr.;

6 centimes par franc de rente sur le surplus.

Les collaborateurs des comptables ont reçu sur les commissions afférentes aux bons et obligations une participation qui peut être évaluée dans l'ensemble à 33 p. 100.

Cette participation a été de 50 p. 100 dans les remises afférentes à l'emprunt 5 p. 100.

Pour couvrir l'insuffisance qui apparaît actuellement et faire face éventuellement aux régularisations qui pourraient encore devenir nécessaires, on sollicite un crédit supplémentaire de 1,100,000 fr. en nombre rond.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

1re section. — *Commerce et industrie.*

CHAPITRE 40. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle, 600 fr.

La part de la France, pour sa contribution aux dépenses du bureau international de Berne pour la protection de la propriété industrielle, s'élève, pour l'année 1915, à 3,601 fr.

Le bureau de Berne demande que cette somme lui soit remise en une valeur payable en Suisse, afin de lui éviter des frais de change qu'il estime ne pas avoir à supporter.

Le protocole de clôture annexé à la Convention du 20 mars 1883, qui fixe dans son article 6 les bases d'après lesquelles devra être calculée la part contributive de chacun des Etats contractants, ne contient aucune disposition à cet égard. Toutefois, le montant de la participation de la France dans les recettes du bureau de Berne pour 1915 a été établi en tenant compte des avantages qui résultent du cours du change actuel. Dans ces conditions, il paraît logique que le montant de la contribution aux dépenses soit calculé sur les mêmes bases.

Au taux actuel du change, le supplément de dépenses s'élèverait, dans ces conditions, à 540 fr. 60, ce qui porterait la part contributive de la France à 4,144 fr. 60. Or le crédit inscrit au chapitre 40 du budget du ministère du commerce pour cet objet est seulement de 3,700 fr.

On demande, en conséquence, l'ouverture d'un crédit supplémentaire en vue de faire face à cette insuffisance. Les variations incessantes du change ne permettant pas d'en déterminer exactement le chiffre, il paraît nécessaire de le fixer à 600 fr., afin de parer à toute éventualité.

Ministère des colonies.

CHAPITRE 45. — Troupes d'occupation de l'Afrique équatoriale, 1,750,000 fr.

Dans les régions de l'Afrique équatoriale française, où il n'y a pas de routes et où les animaux ne peuvent être employés parce qu'ils sont décimés par la tripanosoniase, il ne peut être question d'organiser, à la suite des colonnes, les trains régimentaires ou les trains de combat comme ils le sont ailleurs, c'est-à-dire par le moyen de voitures ou même d'animaux porteurs.

Tout le matériel de ces colonnes doit être porté à dos d'homme, aussi bien les vivres que les munitions, l'artillerie, les mitrailleuses, les bagages, etc. Un porteur porte au maximum 25 kilogr. Plus les colonnes s'éloignent de leur centre de ravitaillement, c'est-à-dire plus les lignes de ravitaillement s'allongent, plus le nombre de porteurs doit augmenter.

Ainsi s'explique qu'on ait dû recourir à un grand nombre de porteurs pour assurer le ravitaillement des troupes faisant partie des colonnes d'opérations au Cameroun.

Le crédit est destiné à régulariser les payements effectués :

1° Pour la nourriture de 5,000 porteurs indigènes, dépense qui n'avait pas été prévue dans les évaluations du chapitre;

2° Pour l'entretien de 5,000 nouveaux porteurs recrutés pendant le quatrième trimestre de 1915.

La dépense supplémentaire se décompose ainsi qu'il suit :

5,000 porteurs pendant 365 jours à 60 centimes par jour (valeur de la ration).	1.095.000
5,000 porteurs pendant 90 jours à 1 fr. 46 par jour (solde et ration)...	657.000
Total.....	1.752.000

Des agences spéciales ont fait l'avance de cette somme que l'ouverture du crédit permettra de rembourser.

On propose de fixer le chiffre de celui-ci à 1,750,000 fr. en nombre rond.

Les agences spéciales dont il vient d'être question sont des caisses instituées dans des postes où il n'existe pas de comptables du Trésor et qui sont destinées à effectuer des recettes et des dépenses tant au compte du budget colonial que des budgets locaux; leur fonctionnement est prévu par l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. Elles ont pour but d'éviter les lenteurs qui se produiraient s'il était nécessaire d'envoyer au chef-lieu toutes les pièces de dépenses à mandater avant payement. Elles ne payent, d'ailleurs, que les dépenses urgentes (soldes, salaires des ouvriers, achats de minime importance, etc.).

Ces agences sont alimentées au moyen d'une avance initiale consentie, suivant le cas, soit sur les fonds du budget local, soit sur le fonds du budget colonial; en fin du trimestre, les pièces justificatives de recettes et de dépenses sont produites par l'agent spécial aux ordonnateurs qui établissent les titres définitifs de recettes ou de dépenses (mandats de régularisation pour les dépenses et ordres de recettes pour les recettes).

Les pièces se trouvent donc ainsi rattachées aux comptabilités des payeurs du Trésor et, par suite, produites à la cour des comptes.

A la clôture du quatrième trimestre, l'avance est apurée au titre de l'exercice pour le compte duquel elle a été consentie et une nouvelle provision est constituée sur les fonds de l'exercice suivant.

TITRE II

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL

Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest.

1re section. — *Dépenses ordinaires.*

CHAPITRE 13. — Annuité de rachat due à la compagnie de l'Ouest (ouverture), 125,000 francs.

2e section. — *Dépenses extraordinaires.*

CHAPITRE 24. — Charges nettes du capital (y compris les intérêts des avances du Trésor et les frais du service des titres) (annulation), 125,000 fr.

Le montant de l'annuité de rachat due à la liquidation de la compagnie de l'Ouest est déterminé, chaque année, par l'échéancier dressé en conformité du tableau annexé à la loi du 21 décembre 1909 et de l'arrêté interministériel du 31 juillet 1912, tel qu'il a été modifié en 1914 pour tenir compte du relèvement du droit du timbre à l'abonnement prescrit par l'article 40 de la loi du 29 mars 1914. Il s'est élevé exactement, en 1915, au chiffre de 116.260,903 fr. 31.

La charge de cette annuité, qui incombe à l'administration des chemins de fer de l'Etat en exécution de l'article 49 de la loi du 13 juillet 1911, est à ventiler entre les deux sections du budget annexe du réseau racheté, et certains éléments de cette ventilation ne peuvent être connus qu'en clôture d'exercice. Dans le total précité figure, en effet, la rémunération du capital constitué par la compagnie de l'Ouest pour le fonds de roulement des approvisionnements généraux, laquelle est à supporter par le compte d'exploitation (1re section du budget annexe) et par le compte d'établissement (2e section du même budget) au prorata de l'importance des consommations de matières faites respectivement par ces deux comptes au cours de l'exercice.

Or les travaux d'établissement du réseau racheté, en 1915, sont restés inférieurs aux prévisions. La quote-part du compte d'établissement dans les charges du fonds de roulement mixte s'est trouvée par suite plus faible d'environ 125,000 fr. que dans les estimations primitives. Le total de l'annuité étant invariable, la quote-part réelle incombant à l'exploitation a dépassé de la même somme les prévisions antérieures.

Il est donc nécessaire d'effectuer un virement entre les deux comptes.

A cet effet, on demande un supplément de 125,000 fr. sur le crédit actuellement inscrit au chapitre 13 et une annulation égale sur le chapitre 24.

Cette annulation a pour conséquence une réduction de même somme sur le montant des obligations amortissables que le ministre des finances a été autorisé à émettre pour subvenir aux dépenses de la deuxième section du budget annexe pendant l'exercice 1915.

En conséquence des explications qui précèdent, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE Ier

BUDGET GÉNÉRAL

Art. 1er. — Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 74.850.600 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par ministère et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

TITRE II

RÉSEAU RACHETÉ DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les

dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, un crédit supplémentaire de cent vingt-cinq mille francs (125.000 fr.), applicable au chapitre 13 : « annuité de rachat due à la compagnie de l'Ouest. »

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources propres audit budget annexe.

Art. 3. — Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, une somme de 125.000 fr. est et demeure définitivement annulée au chapitre 24 : charges nettes du capital (y compris les intérêts des avances du Trésor et les frais de services des titres).

Art. 4. — Est diminué d'une somme de 125,000 francs le montant des obligations amortissables que le ministre des finances a été autorisé, par l'article 11 de la loi du 26 décembre 1914, par l'article 8 de la loi du 29 juin 1915 et par l'article 7 de la loi du 23 septembre 1915, à émettre pour subvenir aux dépenses de la deuxième section du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, dans les conditions déterminées par l'article 44 de la loi de finances du 13 juillet 1911.

ANNEXE N° 258

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, par M. Henry Chéron, sénateur (1).

I

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Messieurs, la loi du 5 août 1914 autorisa le Gouvernement à prendre par décret rendu en conseil des ministres « toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale ou administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif ».

La même loi décida que la suspension des prescriptions et péremptions pourrait s'appliquer aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux transcriptions et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. Elle spécifia enfin que pendant la durée de la mobilisation, et jusqu'à la cessation des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourrait être engagée ou poursuivie, qu'aucun acte d'exécution ne pourrait être accompli contre les citoyens présents sous les drapeaux.

C'est en vertu de ces dispositions législatives que le Gouvernement fit prendre toute une série de décrets dits décrets de moratoire (il n'y en a pas eu moins de dix-neuf depuis le début des hostilités) pour proroger le payement des termes prévus par les baux à loyer.

Autant les premiers décrets étaient justifiés par la brusque transition entre l'état de paix et l'état de guerre, autant l'accumulation des moratoires devait avoir pour résultat de créer de redoutables complications.

Vous savez tous à quelles difficultés d'interprétation ces moratoires ont donné lieu, comment, à côté de situations incontestablement intéressantes, ils ont consacré d'inexcusables abus, dans quelle misère ils ont plongé des centaines de milliers de petits propriétaires, quelles espérances contraires à l'ordre public ils ont fini par faire naître. Un problème si mal posé devait devenir plus malaisément soluble au fur et à mesure qu'on en ajournait la solution.

Dix-neuf propositions d'initiative parlementaire avaient été successivement déposées sur la question des loyers. Le 6 mai 1915, le gouvernement apporta, de son côté, un projet de loi qui visait d'ailleurs uniquement la résiliation des baux. Le 8 juillet, il déposa un second projet relatif au règlement des loyers échus pendant la guerre. D'après les textes ainsi préparés le projet sur les résiliations devait immédiatement entrer en vigueur ; le projet sur les loyers ne devait être appliqué qu'après la fin des hostilités. C'était un nouvel ajournement de la solution du problème.

A la date du 12 août 1915, l'honorable M. Ignace déposait, au nom de la commission de législation de la Chambre, un très important rapport qui fusionnait les deux projets du Gouvernement.

Cependant, comme nous l'avons dit, les moratoires succédaient aux moratoires. La situation de tous les petits propriétaires s'aggravait. Dans la séance du Sénat du 22 décembre 1915, au cours d'une éloquente et courageuse intervention, notre éminent collègue M. de Selves signalait de scandaleux abus. La haute Assemblée sanctionnait son interpellation par l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, convaincu qu'il est nécessaire de ne pas laisser croire plus longtemps à ceux que l'état de guerre n'a nullement affectés dans leurs intérêts qu'ils pourraient être déliés de leurs obligations, et que les mesures qui permettront de se rapprocher progressivement du droit commun pour l'exécution des contrats sont seules susceptibles de sauvegarder la paix sociale et le crédit public, passe à l'ordre du jour. »

Paix sociale, crédit public, ces deux formules avaient heureusement retenti dans toute la France, soucieuse d'ordre et de probité. C'est au cours de cette même séance que M. le président du conseil avait prononcé la fameuse formule : « Qui peut payer doit payer. »

Huit jours plus tard, le 29 décembre 1915, l'honorable M. Ignace faisait distribuer à la Chambre un rapport supplémentaire.

Enfin, le 7 mars 1916, le Gouvernement s'inspirant, disait-il, des résolutions de la commission de législation civile, déposait devant la Chambre un nouveau projet de loi relatif » aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre ». On lisait dans l'exposé des motifs de ce projet : « Le régime des décrets moratoires ne fait, en effet, qu'ajourner des difficultés que le temps aggrave et l'incertitude des solutions entrevues, de part et d'autre âprement discutées, pèse lourdement sur tous les intérêts. »

Ce nouveau projet apportait de sensibles modifications aux textes antérieurs, notamment en ce qui concerne les principes d'après lesquels devaient être accordées les réductions. Il donnait lieu, le 6 avril, à un nouveau rapport de M. Ignace. La discussion s'ouvrait enfin à la Chambre le 20 janvier 1916. Elle n'occupa pas moins de 16 séances et 85 amendements furent déposés sur le texte proposé par la commission. Certains étaient la reprise, sous forme de contre-projets, de propositions antérieures. Après deux avis de la commission du budget, le dernier en date du 6 avril 1916, le projet, modifié par l'Assemblée, fut enfin voté le 22 avril 1916. C'est le texte dont vous avez confié l'examen à votre commission spéciale.

Messieurs, nous n'entreprendrons pas de faire ici une analyse des longs débats qui se sont déroulés à la Chambre.

Peut-être pourrions-nous dire, sans manquer d'égards à l'autre Assemblée, que la balance n'y a pas été toujours tenue égale entre les deux catégories de citoyens qu'intéressait le débat. Le prepriétaire y est trop apparu comme une sorte de privilégié social. Sa cause, qui était celle du droit, ne paraît pas avoir rencontré un très grand nombre de défenseurs !

Il serait injuste cependant de jeter *a priori* la défaveur sur le texte de la Chambre. Nous allons vous en apporter l'analyse. Si nous avons dû, par respect du droit et dans l'intérêt de l'ordre public, modifier profondément certaines de ses dispositions, nous n'avons pas un seul instant perdu de vue la nécessité d'aboutir finalement à un accord nécessaire entre les deux Assemblées. Il y a des règles d'équité et de bon sens sur lesquelles il paraît impossible que cet accord ne se réalise pas.

EXAMEN DU TEXTE DE LA CHAMBRE

Le texte voté par la Chambre comprend 57 articles répartis en quatre titres.

Le titre premier est relatif aux résiliations ; le second aux exonérations et délais ; le troisième à la création d'une juridiction arbitrale et à la procédure ; le quatrième à des dispositions générales. Une convention entre l'Etat et le crédit foncier de France, en date du 27 mars 1916, était annexée au projet de loi.

Le titre premier décide que si le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit sans indemnité, sur la déclaration de la veuve ou des héritiers. La résiliation peut être prononcée sans indemnité sur la demande de la femme, des enfants, ou, à leur défaut, des ascendants du locataire disparu.

Si tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites des blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou des héritiers. Si l'un des associés a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de ses blessures ou de la maladie contractée sous les drapeaux et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou d'un ayant droit. Dans les cas qui concernent ainsi une société, la résiliation a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.

Le texte donne ensuite la faculté d'obtenir la résiliation de son bail sans indemnité au locataire qui établit que, par suite de blessures reçues ou de maladies contractée sous les drapeaux, ou par suite de faits de guerre, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle. Un droit du même genre est établi au profit des veuves et des héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçus ou de maladie contractée à l'occasion de ces faits.

Dans un article dont nous aurons à apprécier les termes quand nous en serons à la partie critique de notre rapport, le texte de la Chambre décide que la résiliation pourra être prononcée avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifiera que la guerre a modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que, dans sa situation nouvelle, il n'aurait pas contracté.

Le texte règle la procédure à suivre pour les demandes de résiliation : envoi d'une lettre recommandée au bailleur avant l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités ; respect d'un terme d'usage, sans qu'il puisse dépasser trois mois ; délai de congé pouvant d'ailleurs être fixé à une autre date par la commission arbitrale ; notification aux créanciers antérieurement inscrits, de la demande de résiliation de bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce.

Le titre II est le plus important de la loi. Il traite des exonérations et délais.

Il dispose, tout d'abord, que des réductions de prix pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale, pourront être accordées pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront, aux locataires qui justifieront avoir été privés, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles ils pouvaient compter pour faire face au payement de leur loyer.

La commission arbitrale appelée à statuer — nous en donnerons la composition et le fonctionnement au titre suivant — devra tenir compte de l'ensemble des revenus du locataire.

Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer.

Le texte établit ensuite en faveur des petits locataires, classés suivant l'importance des villes qu'ils habitent et en tenant compte de leurs charges de famille, une présomption d'impossibilité de payer qui se traduit par l'exonération totale des loyers échus ou à échoir pendant la guerre et durant les six mois qui suivront. Les locataires bénéficiant de cette exonération de principe appartiennent aux quatre catégories suivantes :

1° A Paris, dans le département de la Seine

(1) Voir les nos 200, Sénat, année 1916, et 875-1094-1212-1408-1647 et annexe 1674-1888-2010 et annexe 2011 et in-8° n° 458 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

et dans les communes de Sèvres, Meudon et Saint-Cloud en Seine-et-Oise : locataires occupant des locaux d'un loyer ne dépassant pas 400 francs s'ils sont célibataires ; 500 francs s'ils sont mariés sans enfants ; 600 fr. s'ils ont plusieurs personnes à leur charge ;

2° Dans les communes de 100.001 habitants et au-dessus : locataires dont le logement ne dépasse pas 300 fr. s'ils sont célibataires ; 350 fr. s'ils sont mariés sans enfants ; 400 fr. s'ils ont une ou plusieurs personnes à leur charge ;

3° Dans les communes de 30,000 à 100,000 habitants : locataires dont le loyer ne dépasse pas 200 fr. s'ils sont célibataires ; 250 fr. s'ils sont mariés sans enfants ; 300 fr. s'ils ont une ou plusieurs personnes à leur charge ;

4° Dans les autres communes, locataires d'un loyer inférieur à 100 fr. s'ils sont célibataires ; à 150 francs s'ils sont mariés sans enfants ; à 200 francs s'ils ont une ou plusieurs personnes à leur charge.

Bien qu'en déterminant les catégories ci-dessus, le législateur de la Chambre ait déjà tenu compte de la différence entre les locataires mariés sans enfants et les locataires mariés avec enfants, il ajoute dans un article spécial que les chiffres que nous venons de citer seront majorés de 100 fr. par personne à la charge et âgée de moins de seize ans pour Paris, le département de la Seine, les communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, en Seine-et-Oise, les communes de 30,000 habitants et au-dessus dans les autres départements et, du reste, toutes les autres communes.

Si les locataires des quatre catégories que nous venons de déterminer sont ainsi exonérés en principe, la faculté est, du moins, réservée aux propriétaires de faire la preuve que leurs locataires peuvent les payer.

Mais cette faculté, d'un exercice déjà malaisé se trouve immédiatement supprimée quand il s'agit de locataires appartenant aux catégories que nous avons énumérées et qui sont :

1° Ou bien mobilisés ou réformés à la suite de blessures reçues ou de maladies contractées à la guerre :

2° Ou bien attributaires, soit de l'allocation militaire, soit de l'allocation des réfugiés, soit de secours de chômage, soit des secours permanents des bureaux de bienfaisance.

Tous ces locataires sont exonérés de plein droit, pour leurs loyers échus et à échoir depuis le début des hostilités jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront leur cessation fixée par décret.

Le texte ajoute qu'en ce qui concerne les attributaires de l'allocation militaire, l'exonération de plein droit s'applique, quel que soit le chiffre du loyer.

Le texte dispose que, pendant toute la période pour laquelle l'exonération totale leur est accordé, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués. Il étend d'ailleurs cet avantage à tous les locataires ayant obtenu ou non une exonération ou une réduction, ayant un bail expiré ou non expiré, une location verbale terminée ou non, à charge par eux de se conformer, pour le payement, aux décisions rendues par les commissions arbitrales.

Le projet de loi voté par la Chambre rappelle expressement les dispositions de l'article 4 de la loi du 5 août 1914 aux termes desquelles toutes instances, toutes procédures d'exécution ou des saisies conservatoires sont interdites contre les mobilisés pendant la durée des hostilités. Il ajoute que ceux-ci ne pourront être appelés devant la commission arbitrale qu'à l'expiration du délai de six mois à compter du jour où ils auront cessé d'être présents sous les drapeaux. Ils ne pourront y être appelés que s'ils demandent qu'elles statuent sur leur cas dans les conditions fixées par la loi. Les instances et procédures d'exécution ou procédures conservatoires sont egalement interdites à l'égard des veuves de militaires morts sous les drapeaux, des membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués, des militaires réformés à la suite de blessures ou de maladies, des femmes de prisonniers de guerre, même non mobilisés, des membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux, des sociétés en nom collectif dont tous les associés et des sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

Le texte de la Chambre autorise d'ailleurs le locataire, en tout état de cause, à quitter les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et enlever les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à son coucher, à son travail, au coucher et au travail des membres de sa famille habitant avec lui, ainsi que ceux composant la salle à manger et la cuisine, le tout sans fournir caution.

La loi projetée dispose que les sommes versées à titre de loyer d'avance se compenseront de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre.

Les règles établies par toutes les dispositions que nous venons d'analyser sont applicables aux locataires en garni. Toutefois, il est d'usage à Paris et dans certaines grandes villes de faire aux locataires en garni certaines fournitdres : premier déjeuner du matin, blanchissage Le texte dit que les commissions arbitrales pourront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires. La loi dispose ensuite qu'il sera tenu compte par les commissions arbitrales, des loyers payés par les locataires depuis le 1er août 1914, et que l'imputation en sera donnée en tout ou en partie, soit sur les termes à échoir, soit sur les termes demeurés impayés. Le payement des indemnités de résiliation effectué depuis le 4 août 1914 pourra donner lieu à répétition quand il s'agira des personnes dont nous avons parlé au titre premier de la loi. Les transactions sur le taux du loyer, librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914, demeureront valables, sous réserve qu'aucun fait nouveau, né de la guerre, ne soit survenu qui ait modifié la situation du locataire.

La Chambre n'ayant pas voulu aborder de front le problème de l'indemnité a autorisé le Crédit foncier à prêter, sous la garantie de l'Etat, aux propriétatres de maisons ou locaux servant à l'habitation, à l'industrie et au commerce, des sommes dont le montant, en s'ajoutant aux sommes versées par les locataires, formera un total s'élevant à 50 p. 100 au plus des loyers échus du 4 août 1914 à la fin du troisième mois qui suivra la cessation des hostilités.

D'après la convention annexée à la loi, ces prêts, qui pourront être faits en dehors des conditions déterminées par les statuts du crédit foncier, seront réalisés avec les fonds d'un emprunt à émettre ultérieurement. Le taux des prêts sera établi d'après le prix de revient dudit emprunt majoré de 0 fr. 40 p. 100 pour frais d'administration. Pendant les cinq premières années, l'emprunteur payera seulement l'intérêt du prêt ; l'amortissement s'effectuera ensuite en trente-cinq ans. L'annuité sera supportée par l'Etat si le revenu net de l'emprunteur n'excède pas 3,000 fr., plus les majorations des articles 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1914 ; l'annuité sera supportée pour moitié seulement par l'Etat si les propriétaires ont un revenu supérieur à 3,000 fr. mais n'excédant pas 6,000 fr.

Pour tous les autres prêts, l'annuité sera supportée par les propriétaires seuls.

La convention dispose qu'au cours de la quatrième année qui suivra la cessation des hostilités, il sera procédé, par des commissions administratives, à la revision de tous les prêts consentis. Cette revision fixera définitivement les obligations respectives des propriétaires et de l'Etat à l'égard du crédit foncier.

La loi votée par la Chambre décide que ne seront pas admis au bénéfice de ces prêts les propriétaires ayant pour locataires ceux des quatre catégories que nous avons précisées plus haut (petits locataires) et qui n'auront pas pris l'engagement :

1° De renoncer à faire la preuve de leur solvabilité ;

2° De les maintenir en jouissance pendant la durée des hostilités et les six mois qui suivront.

Le texte prévoit que toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales entraînera, sur la contribution foncière afférente à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte du revenu ainsi imposée au propriétaire.

Les décisions rendues entre le bailleur et le preneur seront acquises à ceux qui, par suite de sous-location ou de cessions antérieures du droit au bail, sont tenus solidairement. Enfin, ce titre deuxième de la loi, si important comme vous venez de le voir, se termine par le règlement de la question des créances hypothécaires.

Le recouvrement des créances hypothécaires ou privilégiées sur les immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914, ne pourra être poursuivi ayant l'expiration d'un délai égal à celui des hostilités augmenté de six mois à compter du décret fixant leur cessation.

La commission arbitrale est munie de pouvoirs importants en ce qui concerne les créances hypothécaires. Elle peut accorder aux débiteurs des délais de payement pour les intérêts, annuités ou arrérages, échus avant ou pendant la durée des hostilités. Elle peut décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette.

Tel est, messieurs, le titre deuxième de la loi votée par la Chambre des députés.

Le titre III de la loi est intitulé juridiction et procédure. Il porte toutes les contestations, quel que soit le chiffre du litige, devant une commission arbitrale des loyers composée, outre le président, de quatre membres, savoir : deux propriétaires et deux locataires.

Il y aura une commission arbitrale dans chaque arrondissement. Dans les villes divisées en cantons ou en arrondissements, il y en aura une dans chaque canton ou arrondissement. Le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, un des juges de paix ou un conseiller de préfecture, un inspecteur de l'enregistrement ou un avocat ayant au moins quinze années d'inscription au tableau.

Comment seront choisis les deux propriétaires et les deux locataires membres de la commission ?

Les conseils municipaux dresseront trois listes des propriétaires et des locataires de la commune : une des propriétaires d'immeubles à loyers, une des locataires non patentés, une des locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans, pourront être portées sur ces listes. Ces listes comprendront un propriétaire et cinq locataires par cent habitants. Elles seront dressées en deux exemplaires, dont l'un restera déposé à la mairie et l'autre envoyé au chef-lieu de la circonscription arbitrale.

Une commission, dont la composition se rapproche un peu de celle qui établit la liste du jury, se réunira ensuite au chef-lieu de la circonscription arbitrale. Le président de cette commission tirera au sort, en séance publique, sur les listes préparatoires, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la liste définitive. Pour ce qui est des locataires, le tirage au sort s'opérera alternativement sur la liste des locataires non patentés et sur la liste des locataires patentés, jusqu'à épuisement de l'une d'elles.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, le président de la commission arbitrale tirera au sort publiquement les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la commission arbitrale. L'un des deux locataires assesseurs devra être un locataire patenté. Cinq assesseurs suppléants, dont deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté, seront en outre tirés au sort. C'est la liste de session dressée après la liste générale.

La loi règle ensuite la procédure devant les commissions arbitrales, l'exercice du droit de récusation. Elle institue un préliminaire de conciliation devant le président. Elle règle tout ce qui est relatif aux audiences, qui seront publiques. La commission arbitrale pourra ordonner cependant, à la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du conseil. Il en sera ainsi obligatoirement quand la demande aura été faite par les deux parties. La décision, sommairement motivée, sera toujours rendue en audience publique.

Les décisions des commissions arbitrales pourront faire l'objet de pourvois en cassation pour excès de pouvoirs ou violation de la loi. Lorsqu'une de leurs décisions aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un arrondissement voisin.

Le mode de nomination et la procédure des commissions arbitrales n'occupent pas moins de 22 articles de la loi.

Le titre IV est intitulé : dispositions générales.

Il décide que les baux en cours au 1er août 1914 seront prorogés, à la demande du locataire, d'une durée égale à la durée de la guerre et aux conditions du bail, à compter de la cessation des hostilités fixée par décret. Il en sera de même des promesses de vente dont le délai

de réalisation expire postérieurement au 1er août 1914. Le locataire devra, à peine de forclusion, faire connaître sa volonté au bailleur par acte extrajudiciaire au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la date de cessation des hostilités.

Pour les locations verbales, le locataire sera admis à conserver la jouissance du local, aux clauses et conditions en vigueur au 1re août 1914, pendant une durée égale à la durée de la guerre, sous réserve de la faculté, pour ces locataires, de quitter les lieux loués pendant cette même période aux conditions fixées par l'usage des lieux.

La loi décide que l'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée par le président de la commission arbitrale à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et dont le mari sera présumé décédé.

Enfin, le texte renvoie à une loi spéciale le soin de statuer sur les obligations des locataire et sociétaires des sociétés de construction d'habitations à bon marché.

ANALYSE CRITIQUE DU TEXTE DE LA CHAMBRE

Il est de toute évidence, messieurs, que le texte dont nous venons de faire une consciencieuse analyse a été établi surtout dans l'intérêt des locataires et sans qu'on ait tenu suffisamment compte des conséquences que les moratoires d'une part, la loi projetée d'autre part, allaient avoir pour la propriété immobilière.

En outre, la discussion a été dominée trop exclusivement par la situation de la ville de Paris. Chaque fois qu'on a parlé du propriétaire, on a eu constamment en vue le détenteur d'une de ces importantes maisons de rapport qui constituent à elles seules une fortune, non exempte de charges d'ailleurs, ou bien encore les grandes sociétés propriétaires d'immeubles, ou bien enfin les propriétaires de logements plus modestes qui, depuis un certain nombre d'années, à raison de l'augmentation du prix des travaux et aussi peut-être dans le désir quelquefois immodéré d'augmenter leurs revenus, avaient élevé dans de trop larges proportions le taux de certains loyers.

Sans doute, un problème comme celui qui nous occupe se pose-t-il avec une gravité particulière dans une grande agglomération comme Paris. C'est bien à Paris que le taux du loyer joue le plus grand rôle dans le coût de la vie. Mais Paris n'est pas toute la France. Nous légiférons pour l'ensemble de la nation.

Or, si nous examinons, en province surtout, la situation du plus grand nombre des propriétaires, en face de qui nous trouvons-nous? La plupart du temps, le propriétaire est un modeste contribuable, ancien ouvrier ou petit commerçant, ayant gagné sou à sou ce qu'il possède, ayant acheté quelque maison ancienne nécessitant chaque année de lourdes réparations. Souvent, son immeuble est grevé de créances hypothécaires. Les revenus n'augmentent pas. A part de rares exceptions, le commerce diminue plutôt dans les petites villes. Le prix des baux et des locations verbales a une tendance à fléchir. En revanche, il y a une chose qui s'accroit sans cesse, c'est le chiffre des centimes additionnels. Chaque année le petit propriétaire, en recevant sa feuille d'impôts, constate une augmentation de ses contributions. Quand ce n'est pas la part du département qui s'accroit, c'est celle de la commune. Voici que l'Etat lui offre en perspective le doublement de la cote foncière. Puis, il y a les charges de ville et de police. Souvent, à la fin de l'année, quand il a payé ses impôts et ses réparations, ce contribuable, qu'on semble considérer comme un magnat et qu'on traite en ennemi, a tout juste de quoi vivre chichement. Nous n'exagérons rien en disant que, depuis la guerre, la plupart des petits propriétaires sont dans la misère. Nous connaissons sous ce rapport des situations navrantes.

Dans un pays où la propriété est aussi morcelée qu'en France, l'atteinte portée aux revenus immobiliers devait être particulièrement sensible.

Songez, messieurs, que, d'après les données fournies par les dernières évaluations foncières, il y a en France 7.500,000 propriétaires, parmi lesquels 6,000,000 possèdent à la fois des propriétés bâties et des propriétés non bâties.

Il résulte des renseignements recueillis lors du dénombrement de la population effectué en 1911, que le nombre des feux ou ménages est de 11,462,500.

Ainsi, messieurs, 7,500,000 propriétaires sur 11,462,000 ménages, c'est-à-dire les deux tiers, voilà la situation de la propriété en France, dans ce pays où, de père en fils, l'ambition de chacun a été d'assurer son indépendance en possédant une maison ou un coin de terre.

Par le fait même que les propriétaires sont si nombreux, vous devinez que ce sont, en immense majorité, de petits propriétaires.

Sur 8,914,523 (1) maisons qu'il y a en France, on en compte près de 6 millions (exactement 5,992,136) d'une valeur locative de 100 fr. et au-dessous; 2,185,524 d'une valeur locative de 500 fr. et au-dessous; 370,734 d'une valeur locative de 500 fr. à 1,000 fr.; 366,000 seulement ont une valeur locative supérieure à ce chiffre.

Ainsi, sur près de 9,000,000 de maisons plus de 8 millions ont une valeur locative inférieure à 500 francs ou ne dépassant pas ce chiffre.

A Paris, il existe à l'heure actuelle, non compris les locaux loués meublés dans les hôtels et les garnis, 1,034,782 locaux affectés à l'habitation. Dans ce nombre, les logements d'un loyer inférieur à 500 fr. entrent pour plus des deux tiers: on en compte 752,900. Sur 1,034,782 logements, 127,599 seulement ont un prix de location supérieur à 1,000 fr.

Sur 752,900 occupants des logements inférieurs à 500 fr., à Paris, 720,000 ménages environ son exemptés de tout impôt direct.

Les 752,900 logements d'un loyer inférieur à 500 fr. à Paris renferment plus de 2,250,000 têtes. Et si l'on envisage les locaux d'une valeur locative au-dessus de 500 francs, dont le nombre total est de 796,821, on peut estimer qu'ils sont occupés par 2,390,000 têtes d'habitants.

Evidemment, le logement de beaucoup de familles ouvrières nombreuses laisse ainsi fortement à désirer.

Sous l'influence des progrès de l'hygiène et des lois sur l'habitation à bon marché, une véritable révolution s'accomplissait depuis quelques années à Paris dans l'industrie du bâtiment. Une activité prodigieuse y régnait, qui n'eut son équivalent à aucune époque et qui se développait d'année en année. De 1910 à 1914, le stock des valeurs locatives nouvellement créées à Paris dépassa 88 millions.

Des immeubles très importants furent construits, renfermant des appartements qui trouvaient presque immédiatement preneur. Et le nombre des locaux vacants, malgré la création de tant de nouveaux locaux d'habitation, diminua d'année en année.

En 1901, on comptait 26,633 locaux d'habitation vacants à Paris; ce chiffre s'est abaissé successivement à 8,327 en 1912; à 7,337 en 1913. Dans ce dernier nombre, les logements d'un prix inférieur à 500 fr. étaient de 2,421, représentant une proportion infime par rapport aux 750,000 locaux de cette valeur.

Comme la loi de l'offre et de la demande est le principal régulateur du prix des loyers, il s'était produit depuis quelques années une hausse générale, qui s'était fait gravement sentir sur les petits logements dont le nombre est toujours insuffisant pour les besoins de la population. C'est en encourageant les propriétaires à construire des immeubles pour petits logements qu'on aurait pu arriver à une baisse des prix des loyers. A-t-on réfléchi que si on déprécie la propriété immobilière, si on éloigne d'elle le placement des capitaux, il ne se construira plus de nouveaux logements et qu'on aggravera la crise au lendemain de la guerre au lieu de l'atténuer? C'est peut-être, au point de vue social, le côté le plus grave du problème qui nous préoccupe.

Mais revenons aux 7,500,000 propriétaires de France.

Nous avons dit qu'ils possédaient 8,914,523 maisons de toute importance et nous les avons réparties selon les prix de location. L'ensemble de ces valeurs locatives réunies représente un total de revenus de 2,597,686,443 fr. (2).

D'après les calculs faits par l'administration de l'enregistrement et aussi d'après un récent et remarquable ouvrage de M. René Pupin sur « la richesse de la France devant la guerre », la valeur vénale de la propriété foncière bâtie était en 1911 de 67 milliards et la valeur vénale de la propriété non bâtie de 70 milliards. La dette hypothécaire globale était évaluée, à la même époque, à 15 ou 16 milliards, dont un peu plus de la moitié à la charge de la propriété bâtie. Ainsi, près de 9 milliards de dette hypothécaire pour 67 milliards de valeur vénale, c'est-à-dire près de 14 p. 100, voilà dans quelle situation se trouvait la propriété bâtie avant la guerre. Il est inutile de dire qu'elle s'aggravera au lendemain des hostilités, du fait des moratoires, des pertes et des charges nouvelles. Déjà, elle ne s'améliorait pas, dans son ensemble, en temps de paix, car les documents de la comptabilité publique révèlent que les inscriptions hypothécaires prises chaque année garantissaient un chiffre global de créances de 2 milliards environ, au moins égal à celui que représentaient les radiations.

Ainsi, messieurs, l'immense majorité des propriétaires de France est représentée par de petits, de très petits propriétaires. Le chiffre des créances hypothécaires qui grève leurs immeubles est considérable, ce qui démontre clairement qu'ils sont loin de faire fortune.

Ajoutons cependant que ces propriétaires apportent chaque année un contingent considérable à l'impôt.

La propriété bâtie donne à l'Etat 118 millions d'impôt foncier; 73 millions d'impôts des portes et fenêtres: 139 millions d'impôt foncier aux départements et aux communes; 63 millions d'impôts des portes et fenêtres, total 393 millions.

De son côté, la propriété non bâtie donne 57 millions à l'Etat, 150 millions aux départements et aux communes.

Ces propriétaires, qui sont grevés de 16 milliards d'hypothèques et qui doivent en payer les intérêts, fournissent donc, sur leurs revenus, 600 millions d'impôts au Trésor.

Ce sont tous ces petits contribuables, modestes, laborieux, ordonnés et souvent pauvres, qu'on a traités depuis deux ans en égoïstes et en privilégiés; indignes non pas seulement de la sollicitude, mais de la justice des pouvoirs publics.

Vous ne voudrez pas, messieurs, dans l'œuvre délicate que vous préparez, prendre systématiquement parti pour une catégorie de citoyens contre une autre. Vous n'opposerez pas les propriétaires aux locataires ou réciproquement. Vous ne songerez qu'à faire œuvre équitable et honnête, en tenant compte, au surplus, de la situation créée par la guerre.

C'est dans cet esprit que nous allons faire une loyale critique du texte voté par la Chambre des députés.

Sur le titre premier, relatif aux résiliations, peu de choses à dire.

Sans doute, l'article 1134 du code civil portait-il « que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise ». Mais il s'agit précisément de créer « de nouvelles causes » par la loi.

Si, d'autre part, l'article 1742 du code civil dispose que le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur, comment ne pas admettre que la guerre, qui bouleverse si profondément les situations, doit constituer ici une cause nouvelle de résiliation de contrat?

Dans toute la limite où le droit de résiliation créé par le texte de la Chambre s'applique aux victimes de la guerre, il nous apparaît donc comme indiscutable, sauf à déterminer les délais dans lesquels devra être demandée la résiliation.

Mais l'article 9 de ce texte va plus loin. Il dispose, vous vous en souvenez, que la résiliation pourra être prononcée, avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifiera que la guerre a modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que, dans sa situation nouvelle, il n'aurait pas contracté.

Voilà une formule, bien qu'on la fasse reposer sur l'évidence, qui nous paraît excessive et de nature à créer de nombreuses difficultés d'interprétation. Il s'agit de savoir, ce doit être là le véritable critérium, si la guerre a modifié la situation du locataire dans des conditions telles qu'il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail.

(1) C'est le chiffre de 1890. Il y avait en 1914 9,545,416 maisons. Nous avons pris le chiffre de 1890 parce que l'administration des finances ne possède pas encore la répartition par valeur locative pour 1914.

(2) C'est le chiffre de 1890. Les valeurs locatives s'élèvent en 1914, pour 9,545,416 maisons, à 3,393,556,720 fr.

L'article 10 du projet de la Chambre a disposé que la demande de résiliation pourrait être adressée au bailleur jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

Ce délai a paru trop étendu, dans un certain nombre de cas où les héritiers peuvent prendre parti sans attendre la fin des hostilités.

Il y a intérêt à ne pas ajourner toutes les difficultés au lendemain de la guerre. Nous vous demanderons donc de prévoir, pour un certain nombre de cas visés par le titre premier un délai plus raisonnable et suffisant cependant pour que les héritiers du locataire décédé puissent délibérer.

Sous réserve de ces quelques modifications, nous vous proposerons d'adopter le texte de la Chambre relatif aux résiliations.

Le titre II donne lieu à des observations singulièrement plus nombreuses et plus graves.

Nous avons vu quels sont les principes posés par le texte :

L'article 12 de la loi permet tout d'abord à la commission arbitrale d'accorder des réductions de prix pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement du loyer.

Il n'y a rien à dire en ce qui concerne la première cause de diminution ou d'exonération, celle qui est relative à la suppression des avantages de la chose louée. C'est, en quelque manière, l'extension aux baux à loyer des principes posés par l'article 1722 du code civil pour les baux à ferme.

Mais il y a une seconde cause prevue par le texte : la diminution d une notable partie des ressources sur lesquelles le locataire pouvait compter pour faire face au payement du loyert

Il n'est personne, en temps de guerre, qui n'aura subi une diminution d'une notable partie de ses ressources. Sans doute le texte apporte-t-il ce correctif que la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire.

Mais on a fait observer, avec raison selon nous, qu'il serait excessif d'admettre que la diminution des ressources du locataire, qui ne le dispense pas de payer intégralement ses autres dettes, l'autorisât spécialement à ne pas acquitter son loyer. Pourquoi faire subir au propriétaire seul la conséquence de l'état des choses?

N'est-il pas juste de modifier la fin du deuxième paragraphe de l'article 12 en indiquant qu'il s'agit du locataire privé des ressonrces nécessaires pour payer son loyer?

Nous arrivons maintenant aux exonérations de plein droit.

Vous vous rappelez comment le texte les règle.

Les locataires des petits logements compris dans les quatre catégories déterminées par la loi et classés suivant l'importance des villes qu'ils habitent sont totalement exonérés. Toutefois, la preuve contraire est réservée au propriétaire. Il pourra par conséquent établir devant la commission arbitrale qu'ils sont solvables. Cependant cette preuve lui sera interdite :

1° S'il s agit de mobilisés ou de réformés;

2° S'il s'agit de locataires percevant l'allocation militaire, l'allocation des réfugiés, les secours de chômage ou les secours du bureau de bienfaisance.

Que soient exonorés de plein droit les petits locataires mobilisés, sauf à discuter le quantum du loyer en deçà duquel aura lieu l'exonération, rien de plus raisonnable à notre avis. Il restera à examiner dans un instant l'indemnité à attribuer au propriétaire.

Toutefois, il est équitable que cette exonération de plein droit ne profite qu'aux mobilisés qui ont été, par suite de leur mobilisation, privés de leur traitement ou salaires habituels et auxquels leur situation militaire ne procure point, par suite d'un grade par exemple, des avantages égaux ou supérieurs.

D'autre part, en ce qui concerne les réformés, il y a des distinctions à faire. S'il s'agit de réformés que les blessures reçues ou la maladie contractée empêchent de se livrer au travail. rien de plus raisonnable. S'il s'agit, au contraire, de réformés ayant de la fortune ou bien exerçant de nouveau leur profession ou une autre profession d'un profit suffisant, l'exonération de plein droit, sans apprécation de la commission arbitrale, n'est-elle pas excessive ?

Enfin, en décidant que les attributaires de l'allocation militaire, du secours de chômage ou de l'allocation des réfugiés vont être *ipso facto*, exonérés, n'ouvre-t-on pas la porte à de nouveaux abus ? Les allocations ont été parfois attribuées avec quelle facilité. S'il suffit d'obtenir une allocation pour être dispensé du payement de son loyer, quelle pression certains électeurs tenaces n'exerceront-ils pas sur les autorités locales chargées de se prononcer sur leur situation ?

D'autre part, autant l'exonération de plein droit se conçoit pour les mobilisés, autant elle ne s'explique point pour un temps indéfini, en ce qui concerne les non mobilisés.

Il n'y a aucune raison pour que les petits fonctionnaires qui ont conservé leur traitement, les hommes en sursis d'appel comme agents des diverses administrations publiques, les ouvriers détachés dans les usines de guerre et dont les salaires sont souvent supérieurs à ceux du temps de paix, soient dispensés de plein droit de payer leur loyer pendant toute la durée de la guerre.

Sans doute, le texte réserve-t-il au propriétaire le droit de faire la preuve de leur solvabilité. Outre que c'est une preuve très malaisée, on ne s'explique pas pourquoi on lui en laisserait indéfiniment le fardeau. Voilà un locataire que la guerre n'a point mobilisé, ou bien qui a été renvoyé à son travail, n'est-ce pas à lui d'établir devant la commission arbitrale les raisons pour lesquelles il demande une diminution ou une exonération de son loyer? Que vient faire ici, au moins pour l'avenir, le principe de l'exonération de plein droit sauf preuve contraire du propriétaire?

Si, en ce qui concerne les mobilisés, la loi n'exonère de plein droit que les petits locataires, elle dispose en outre que toutes instances contre les mobilisés, toutes procédures d'exonération ou de saisies conservatoires sont et demeurent interdites à leur égard pendant la durée des hostilités et qu'ils ne pourront être appelés devant la commission arbitrale qu'à l'expiration du délai de six mois à compter du jour où ils auront cessé d'être présents sous les drapeaux.

En vertu de ce texte, dont la portée générale ne vous échappe pas, le mobilisé qui a 50,000 fr. de rentes se dispensera de payer son loyer pendant toute la durée de la guerre et les mois qui suivront ; la femme du commerçant mobilisé qui, dans certaines villes de dépôts, si elle appartient au commerce de l'alimentation par exemple, a fait plus d'affaires pendant la guerre que pendant la paix, se dispensera de payer son loyer. Quant au mobilisé dont la qualité confère aux siens cette immunité, ce ne sera pas toujours un homme du front, ce sera parfois un auxiliaire demeuré paisiblement dans la ville qu'il habite, vaquant à ses affaires d'autant plus paisiblement qu'il se trouve dispensé momentanément de payer son propriétaire.

Vous répondrez que ce mobilisé, qui n'appartient pas à la catégorie des petits locataires, ne sera pas exonéré de plein droit, et que six mois après la guerre il devra discuter son cas devant la commission arbitrale? Il faudrait bien mal connaître l'esprit humain pour ne pas supposer qu'à la fin des hostilités, des sommes formidables de loyers ayant été ainsi amassées, les mobilisés de la veille, même ceux qui avaient parfaitement le moyen de payer, provoqueront un mouvement facile en leur faveur et trouveront quelque législateur pour proposer l'exonération de leurs loyers.

Vous entendez couramment dire par des gens qui peuvent payer et qui ne paient pas : « Il y aura une loi après la guerre qui nous exonérera de nos loyers ou les réduira. Puisqu'on ne peut pas nous poursuivre, ne nous pressons pas. »

La loi fait donc, à notre avis, aux mobilisés riches ou aisés pouvant payer leurs loyers une situation qui n'est pas justifiée.

Sans recourir à des poursuites contre ces mobilisés, il faut trouver un moyen de remédier aux abus que nous signalons.

Les dispositions dont nous venons de parler, c'est-à-dire celles qui interdisent toutes instances et même toutes procédures conservatoires, sont d'ailleurs applicables, comme nous l'avons vu, aux veuves des militaires morts sous les drapeaux, aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux, ainsi qu'aux militaires réformés, aux femmes des prisonniers de guerre même non mobilisés ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux.

Certes, en principe, il s'agit de personnes dont la situation est extrêmement recommandable. Mais, parmi elles, il peut s'en trouver de nombreuses qui n'ont aucune raison d'ajourner le payement de leur loyer Il y a des veuves qui ont une belle situation de fortune ; les membres de la famille ne sont pas nécessairement sans ressources. Même observation pour les militaires réformés s'ils peuvent exercer de nouveau une profession ou s'ils ont de la fortune. En quoi la qualité de femme de prisonnier de guerre non mobilisé ou de membre de la famille dudit prisonnier justifie-t-elle nécessairement et absolument l'ajournement du payement du loyer, à moins que ces personnes ne soient sans fortune et ne se trouvent privées de leurs ressources par la disparition du chef de famille?

C'est dans des cas comme ceux-là que doit s'appliquer le principe : « Qui peut payer doit payer. »

Mais ce n'est pas tout. Après avoir exonéré de plein droit une très nombreuse catégorie de locataires après avoir accordé à une très nombreuse catégorie d'autres un délai de plein droit pour le payement de leurs termes en empêchant toutes poursuites, le législateur de la Chambre va plus loin : il maintient. pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, tous les locataires sans exception en possession des lieux loués.

Pour ce qui est des locataires non exonérés de plein droit, les propriétaires devront se contenter du prix réduit fixé par les commissions arbitrales. Pour ce qui est des petits locataires, ils devront les loger gratuitement, sauf à prouver, comme nous l'avons vu, la solvabilité de ceux d'entre eux qui ne sont ni mobilisés, ni réformés, ni attributaires d'allocations.

Qu'une mesure de cette nature soit prise en ce qui concerne les exonérés de plein droit les petits locataires, ou encore les mobilisés, cela se conçoit moyennant certaines garanties, mais qu'elle soit prise pour tous les locataires, quels qu'ils soient, c'est, on en conviendra, faire aux propriétaires une situation qui, dans notre droit, constitue un excès de pouvoirs des plus inquiétants.

Le législateur ne s'est point contenté d'ailleurs de retirer aux propriétaires leurs revenus, de paralyser toute action pour en obtenir le recouvrement et de les forcer à maintenir les locataires en possession des lieux loués, il n'a pas seulement interdit aux propriétaires de prendre des mesures conservatoires pour empêcher la disparition de leur gage : par un certain article 21 de la loi, le texte de la Chambre — évidemment contre la volonté de ses auteurs — encourage nettement le locataire « à déménager à la cloche de bois ».

En tout état de cause, dit ce texte extraordinaire, le locataire est autorisé à quitter les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et à enlever les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à son coucher, à son travail, au coucher et au travail des membres de sa famille habitant avec lui, ainsi que ceux composant la salle à manger et la cuisine, le tout sans fournir caution.

Vous entendez bien, messieurs! Ce texte s'applique à tous les locataires, aussi bien aux gros et aux riches qu'aux petits. Chez une foule de locataires moyens, mêmes aisés, que restera-t-il quand on aura enlevé le mobilier des chambres à coucher, celui de la cuisine, de la salle à manger et la bibliothèque considérée comme instrument de travail?

Là encore, le texte est allé beaucoup trop loin.

Vous avez vu qu'en ce qui concerne les locataires en garni, il est dit que les commissions arbitrales pourront déterminer, dans le chiffre du loyer, la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires. (C'est le petit déjeuner ; c'est le blanchissage), etc... Est-ce que le mot « pourront » ne vous paraît pas absolument insuffisant ? Il y a donc des commissions arbitrales qui auront la faculté de laisser à la charge du propriétaire du garni la nourriture et le blanchissage ? il y aurait là vraiment un abus scandaleux sur lequel il serait pénible de discuter.

Vous savez. messieurs, que la question de

l'imputation des loyers déjà payés a donné lieu à de vives discussions à la Chambre. Certains émettaient très nettement la prétention de faire rembourser le locataire par le propriétaire.

On s'en est tiré finalement, comme nous vous l'avons dit, en disposant qu'il serait tenu compte par les commissions arbitrales, des loyers payés par les locataires depuis le 1er août 1914 et que l'imputation en serait ordonnée, en tout ou en partie, soit sur les termes à échoir, soit sur les termes demeurés impayés. C'est de l'imputation au lieu d'être du remboursement.

Or, ainsi qu'on l'a fait remarquer, les commissions arbitrales ayant le pouvoir d'accorder toutes les réductions qu'elles jugeront équitables, même une exonération complète, il est tout à fait inutile de les autoriser à modifier l'imputation des payements effectués qui, en aucun cas, ne seront restituables.

Le deuxième paragraphe de l'article 24 disposait que le payement des indemnités de résiliation effectuée depuis le 4 août 1914 par les personnes visées au titre premier de la loi ne mettrait pas obstacle à l'exercice des droits qu'elle accorde et pourrait donner lieu à répétition. Ce paragraphe est de nature à créer de nombreuses difficultés. Si un propriétaire et un locataire se sont entendus à l'amiable, pourquoi forcer le propriétaire à restituer l'indemnité de résiliation librement consentie? Tout cet article 24 doit disparaître.

Nous en arrivons à apprécier l'article 26 relatif à la convention avec le Crédit foncier et dont nous avons analysé plus haut le système.

La Chambre n'a pas voulu admettre le principe de l'indemnité pour les propriétaires des locataires exonérés. Elle a permis aux propriétaires d'emprunter sur leurs immeubles et le texte dispose que l'Etat concourra au payement des indemnités, quand il s'agira de propriétaires jouissant d'un revenu ne dépassant pas le chiffre qu'il détermine.

Et encore, pour bénéficier de ce concours de l'Etat, les propriétaires devront-ils renoncer à prouver la solvabilité des petits locataires non mobilisés, s'abstenir de toute action contre eux, leur donner quittance définitive, maintenir ces locataires en jouissance pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront.

Messieurs, nous ne discuterons que rapidement cette disposition, car nous sommes ici en désaccord de principe avec la Chambre.

On donne aux propriétaires la seule ressource d'emprunter, c'est-à-dire d'aggraver les charges hypothécaires de la propriété bâtie; on ne concourt à l'amortissement de ces emprunts qu'à l'égard de certains propriétaires, dont le revenu a été fixé à un chiffre arbitraire, le même pour Paris et pour une commune rurale. Enfin, on autorise le crédit foncier à prêter, mais on ne l'y oblige pas. Bien que les prêts soient consolidés par la garantie de l'Etat, il est de toute évidence que le crédit foncier, appuyé en cela par le ministère des finances, ne prêtera qu'aux propriétaires solvables. De telle sorte que la Chambre n'a pas vu que le petit propriétaire, le plus besogneux, celui dont l'immeuble est entièrement hypothéqué et dont les moratoires ont achevé la ruine, sera précisément celui qui ne pourra contracter un emprunt. Dans le système de la Chambre, on ne prête qu'aux riches.

Messieurs, vous voudrez certainement aborder le problème d'une autre manière.

Des locataires sont exonérés de plein droit par la loi. Cette exonération doit-elle oui ou non se traduire par une indemnité? Voilà la question.

Il est vraiment stupéfiant qu'on ait à défendre un pareil principe. Le jour où il s'écroulera, toutes les garanties de la propriété individuelle et de l'ordre public auront disparu dans notre pays.

« La propriété, dit l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme, étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ».

Et reprenant ce principe, pour lequel nos pères ont fait la Révolution, l'article 545 du Code civil dispose : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

Ce sont là des principes essentiels, sacrés, auxquels on n'a jamais touché dans le passé. Sans cette garantie fondamentale de l'ordre public, qui donc eût jamais osé, en France, acheter ou faire construire une maison?

Lorsque l'Assemblée nationale, sur le rapport de M. Léon Say et par la loi du 21 avril 1871, a fait, pour la ville de Paris et le département de la Seine, une loi sur les loyers, destinée à tenir compte des conséquences du siège, elle a respecté les principes que nous venons d'évoquer.

Les jurys spéciaux établis par cette loi avaient des pouvoirs nettement précisés dans l'article 5, dont les trois premiers paragraphes étaient ainsi conçus : « Les jurys spéciaux auront la faculté d'accorder sur le prix des trois termes de loyers ci-dessus, quelle que soit la nature des locations, des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront été privés matériellement de la jouissance de tout ou partie des lieux loués.

« Si les locations ont un caractère industriel ou commercial, ils pourront accorder des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront subi, par suite des événements du siège, une privation ou une diminution dans la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties.

« Lorsqu'il n'y aura eu ni diminution, ni altération de jouissance, ils ne pourront accorder que des délais ».

Et plus loin l'article 6 disait : « Les jurys spéciaux pourront limiter l'exercice du privilège ou les droits et actions du propriétaire sur une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

« Si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des termes encore dus, sans fournir une caution jugée suffisante par le juge de paix, le propriétaire pourra réaliser le gage affecté à sa créance.

L'article 8 de la loi autorisait le département de la Seine à payer à tous les propriétaires de logements dont le prix annuel était de six cents francs au moins le tiers de ce qui leur resterait dû par les locataires sur les termes échus en octobre 1870, janvier et avril 1871. L'Etat devait alors participer pour un tiers à ces payements, sous la double condition que les propriétaires donneraient quittance définitive du surplus et maintiendraient leurs locataires en possession pour le terme d'avril à juillet 1871. Les locataires devaient acquitter exactement le terme de juillet 1871.

Le rapporteur de la loi fit remarquer que les propriétaires n'étaient pas contraints de sacrifier une partie de leurs créances, qu'ils restaient les maîtres de repousser l'offre qui leur était faite et de se placer sous l'empire des articles 5 et suivants de la loi qui n'accordaient de réductions que pour diminution ou altération de jouissance et, hormis cela, ne consentaient que des délais.

Par conséquent, la loi du 21 avril 1871 n'a pas porté atteinte aux principes du droit commun. Elle a accordé aux propriétaires une indemnité.

Il faut reconnaître immédiatement que la situation créée par une grande et longue guerre comme celle que nous traversons est tout à fait différente de celle qui résultait du siège de Paris.

Pour tout ce qui n'était pas Paris et la Seine, la loi de 1871 n'avait pris, au surplus, aucune disposition. Mais la guerre avait été courte, le nombre des hommes mobilisés relativement peu considérable. Il faut, de toute évidence, considérer d'un regard plus large l'état de choses d'aujourd'hui. Ce n'est pas une raison cependant pour porter atteinte à des principes essentiels.

Lorsque l'Etat accorde des exonérations de plein droit, lorsqu'il décide que, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, certaines catégories de locataires seront dispensées de payer le prix de leur bail et devront néanmoins être maintenues dans les lieux loués, que fait-il, si ce n'est acte de réquisition? Et s'il y a réquisition, comment n'y aurait-il pas indemnité?

Quelles sont donc les réquisitions faites depuis le début de la guerre et qui n'ont pas donné lieu à indemnité?

L'Etat ne s'est-il pas montré soucieux de tenir tous ses engagements? N'a-t-il pas même, dans de nombreux cas, très largement fait les choses? Le propriétaire seul serait considéré comme un homme qu'on peut dépouiller de ses revenus, tout en maintenant et en aggravant ses charges? C'est un système inadmissible, contraire à l'ordre public. En vain croirait-on pouvoir l'appliquer en se basant sur des raisons politiques et en se servant de l'instrument de la loi. C'est le cas de rappeler de mémorables paroles prononcées à l'Assemblée nationale : « Il n'y a pas de politique contre le droit; il n'y a pas de droit contre le droit ».

Les derniers articles du titre II, que nous avons plus haut analysés, ne vont donner lieu de notre part qu'à de rapides observations.

Le texte dispose, nous l'avons vu, que toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales ou accordée à à l'amiable par le propriétaire, entraînera sur la contribution foncière afférente à l'immeuble loué une remise proportionnelle à la perte de revenu ainsi imposée. Pourquoi parler seulement de la contribution foncière et point de la contribution des portes et fenêtres dont le propriétaire est responsable? Pourquoi n'avoir rien dit des centimes départementaux et communaux, des taxes assimilées?

La Chambre a décidé que les décisions rendues entre le bailleur et le preneur seraient acquises de plein droit à la caution, ainsi qu'à celui ou à ceux qui, par suite de sous-location ou de cessions antérieures du droit au bail, sont tenus solidairement.

Ainsi qu'on l'a fait justement remarquer, il n'y a pas de raison pour libérer un locataire très riche sous prétexte qu'il a cédé son bail à un locataire malheureux auquel la commission arbitrale aura accordé une réduction de loyer en considération de sa situation personnelle. Souvent le propriétaire n'a traité qu'avec le cédant qui est son véritable locataire.

D'autre part, puisque nous parlons des sous-locations, n'est-ce pas en vertu d'un véritable scandale qu'on a vu, depuis la guerre, avec l'appui de la jurisprudence, des locataires principaux, mobilisés, ayant touché le prix du bail d'un sous-locataire non mobilisé, le mettre dans leur poche et ne pas payer le propriétaire, en invoquant leur qualité de mobilisés?

Nous en aurons fini avec le titre II quand nous aurons traité la question des créances hypothécaires.

Ici, le texte de la Chambre comporte, vous l'avez vu, trois dispositions essentielles.

Il ajourne le remboursement du capital des créances en interdisant toutes poursuites avant l'expiration d'un délai égal à celui des hostilités augmenté de six mois.

Il permet à la commission arbitrale d'accorder des délais pour le payement des intérêts, annuités et arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Il lui attribue le pouvoir de décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette.

Cette question du remboursement des annuités des créances hypothécaires est très délicate.

Nous nous heurtons ici, non pas seulement à une opposition d'intérêts entre les propriétaires et leurs créanciers hypothécaires, mais à cette même opposition entre le créancier inscrit en première hypothèque et les créanciers hypothécaires de rang postérieur.

Que la Chambre se soit bornée à interdire des poursuites pour le recouvrement des créances pendant une certaine période et à donner à la commission arbitrale le pouvoir d'accorder des délais, pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages, on le conçoit.

Sauvegarder les créances hypothécaires, qui ont toujours été considérées en rang utile comme des placements de premier ordre, placements qui engagent la responsabilité du notaire lui-même, c'est sauvegarder la propriété immobilière. Comment trouverait-elle des prêteurs demain, si on commettait l'imprudence d'ébranler le crédit qui lui a été jusqu'alors accordé? Nous acceptons pleinement sur ce point la théorie de l'autre Assemblée.

Nous voulons nous montrer un peu plus larges qu'elles en ce qui concerne les délais qui peuvent être consentis pour le remboursement du principal des créances; un peu plus précis et un peu plus rigoureux, en revanche, pour ce qui touche aux délais accordés pour le payement des intérêts et annuités; mais, pas plus que la Chambre, nous ne portons atteinte au chiffre de la créance elle-même. Nous croyons

défendre ainsi utilement la propriété immobilière de la France.

Cependant, la Chambre, après avoir décidé que le recouvrement des créances hypothécaires ou privilégiées et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914 ne pourra être poursuivi pendant la période qu'elle a déterminée ; après avoir donné à la commission arbitrale le pouvoir d'accorder aux débiteurs les délais que cette commission jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages, elle est allée plus loin : « La commission arbitrale, a-t-elle dit, pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite des trois années fixée par l'article 2151 du code civil ».

On sait qu'aux termes de l'article 2151, modifié par la loi du 17 juin 1893, « le créancier privilégié dont le titre a été inscrit ou transcrit, ou le créancier hypothécaire inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, a le droit d'être colloqué pour trois années seulement au même rang que le principal, sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date pour les intérêts et arrérages autres que ceux conservés par la transcription ou l'inscription primitive. »

Or, les commissions arbitrales useront souvent du droit qui leur est accordé par le texte de la Chambre, parce qu'elles y verront un moyen pratique d'atténuer dans une certaine mesure la rigueur des sacrifices qu'elles seront obligées de demander aux débiteurs en tant que propriétaires.

Si le créancier hypothécaire ou privilégié était appelé devant les commissions arbitrales, s'il pouvait faire valoir la nécessité où il est de toucher en tout ou en partie les intérêts qui lui sont dus, peut-être son droit serait-il plus ou moins sauvegardé. Mais le texte de la Chambre le tient à l'écart. On lui imposera un sacrifice sans l'entendre et on ne voit pas, dans cette commission composée de propriétaires et de locataires, qui pourra songer à ses intérêts.

Ainsi que l'a fait remarquer devant nous la Chambre des notaires de Paris, la commission arbitrale, d'après le texte de la Chambre, n'aura même pas à se faire produire un état hypothécaire pour connaître la nature des créances qui greveraient l'immeuble. Elle saura par le débiteur le chiffre des intérêts dus, mais elle ignorera si le créancier de ces intérêts est un usufruitier dont l'usufruit est constitué à titre alimentaire ; si c'est un vendeur qui a aliéné son immeuble la veille de la guerre et qui n'a rien touché comme revenu de son prix alors que son débiteur recevra une fraction des loyers ; si c'est même un bénéficiaire de rente viagère dont les arrérages échus ne peuvent s'ajouter au capital, puisque ce capital ne sera jamais exigible.

On ne conçoit, ni en droit ni en équité, que le créancier hypothécaire puisse être ainsi absent quand il s'agira de sacrifier partie de ce qui lui est dû.

D'autre part, la mesure prévue par le texte de la Chambre ne peut, dans l'immense majorité des cas, causer au créancier inscrit en première hypothèque qu'un préjudice minime sur ses revenus, mais elle a une portée infiniment plus grave à l'égard des créanciers hypothécaires de rang postérieur.

C'est sur ce point très important que nous avons vu éclater un conflit d'intérêts entre le crédit foncier, qui est le plus gros représentant des créanciers inscrits en première hypothèque et les créanciers de rang postérieur.

Le Crédit foncier a fait valoir qu'il n'est qu'un intermédiaire recevant des obligataires l'argent qu'il prête aux propriétaires.

Par contre, le montant des intérêts de ses obligations et les lots sont fournis par les annuités payées par les emprunteurs.

Jusqu'ici, le Crédit foncier a toujours payé ce qu'il devait sans jamais faire usage du moratorium. Mais c'est précisément le payement des annuités par ses emprunteurs qui lui permet de s'acquitter envers ses prêteurs.

Et cet établissement nous a fait remarquer qu'à la fin de 1915, son capital au pair étant de 5,329,332,200 fr. est réparti entre 12,828,000 obligations qui sont elles-mêmes possédées par environ 3 millions d'obligataires. De telle sorte que chaque obligataire possède en moyenne moins de quatre obligations. Ces obligataires sont souvent de modestes petits rentiers, des employés, des domestiques, de petits épargnistes particulièrement intéressants.

Quant aux emprunteurs, ils étaient, à la fin de 1915, au nombre de 90,959, le capital moyen par prêt étant de 29,090 fr. Le Crédit foncier a donc demandé à votre commission de ne pas sacrifier, en ce qui le concerne, les intérêts de trois millions de prcteurs à ceux de 90,000 emprunteurs.

De leur côté, les créanciers qui ne sont pas, comme le Crédit foncier, inscrits en premier rang, ont fait remarquer que le prêteur en deuxième hypothèque est aussi digne de la sollicitude du législateur que celui qui est inscrit en première hypothèque. Il a apporté ses fonds à l'emprunteur parce qu'il a considéré que la valeur du gage était bien supérieure au chiffre de la créance déjà inscrite, d'autant plus que cette créance profite le plus souvent, soit au Crédit foncier, comme nous l'avons dit, soit à une femme dotale, soit à une compagnie d'assurances ou à une compagnie de chemins de fer et qu'elle atteint à peine 50 p. 100 du prix à prévoir de la réalisation de l'immeuble.

Derrière ces 50 p. 100, nous a-t-on fait observer, le second créancier a fourni 20 ou 25 p. 100, de sorte que, si le gage représentait avant la guerre 100,000 fr. et le premier prêt 50,000 fr., il a peut-être prêté 25,000 fr. sans qu'on puisse lui reprocher aucune imprudence, la marge restant étant largement suffisante pour faire face aux intérêts arriérés, tant sur la créance du premier inscrit que sur la sienne, dans les limites ou l'article 2151 en assurait la conservation.

Or, le texte de la Chambre bouleverse complètement ses prévisions.

Voilà qu'il va être primé non seulement par le capital du premier prêt, par les trois dernières années échues des intérêts de ce prêt, mais encore par tous les intérêts courus pendant la durée de la guerre, c'est-à-dire par une créance considérable, sans compter qu'il ne pourra poursuivre le recouvrement des intérêts arriérés de sa propre créance, que la commission arbitrale pourra ajouter au capital.

Par suite, ainsi que nous l'a fait observer la chambre des notaires, il ne lui restera plus aucune marge sur la valeur de l'immeuble et il sera soumis, au cas de poursuite, à tous les aléas d'une vente judiciaire. N'oublions pas, d'autre part, qu'après la guerre, en raison des impôts qui grèveront les propriétés bâties et de l'augmentation du taux d'intérêt des capitaux, il se produira fatalement une baisse sensible sur la valeur des immeubles. Le second créancier risque donc de perdre non seulement ses intérêts arriérés, mais encore une fraction importante de son capital.

Vous voyez, messieurs, quel rude problème posait en cette matière délicate le texte de la Chambre et combien nous avions le devoir de le résoudre en conciliant les intérêts en cause.

A propos des droits du premier créancier inscrit, une autre question, qui concerne le Crédit foncier, se trouvait soulevée.

Aux termes de l'article 1154 du code civil, les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, soit par une demande judiciaire, soit par une convention spéciale, lorsque, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agit d'intérêts dus au moins pour une année entière.

Or, aux termes de l'article 28 du décret organique du 28 février 1852 et des stipulations insérées dans les contrats de prêt du crédit foncier de France, tout semestre d'annuité non payé à l'échéance produit immédiatement et de plein droit des intérêts au taux de 5 p. 100 l'an. Le crédit foncier prélève donc les intérêts des intérêts.

Les propriétaires se sont plaints de ce que cette disposition, qui constitue déjà par elle-même une dérogation à la prohibition de l'anatocisme, continuât d'être appliquée par le crédit foncier en temps de guerre, sans égard pour les débiteurs qui ne touchent pas leurs propres revenus.

Le Crédit foncier, en réponse à cette observation, nous a fait remarquer, comme nous l'avons déjà dit, qu'il ne fait le service de ses obligations qu'en recevant les annuités de ses emprunteurs ; que si jusqu'alors un certain nombre de ceux-ci ont payé leurs annuités, c'est qu'ils savent que s'ils ne payent pas, ils auront à verser des intérêts moratoires : que s'ils en sont exemptés, au contraire, ils feront comme certains locataires peu délicats, ils préféreront ne pas payer et placer leurs fonds à gros intérêts.

Votre commission avait le devoir d'envisager l'ensemble de ces arguments.

Sur le titre III, relatif à la juridiction de la commission arbitrale et à la procédure à suivre devant cette juridiction, nous n'aurons à faire, dans le texte, que des corrections de détail.

Sans doute, le texte est-il ici un peu compliqué. On eût pu le faire plus simple et la juridiction aussi. Mais nous ne devons pas nous montrer intransigeants sur des questions de forme. Le principe de cette juridiction est excellent. L'expérience qui en a été faite en 1871 est des plus encourageantes. Il est fort regrettable qu'on n'ait pas institué les commissions arbitrales dès le début de la guerre. Que de difficultés eussent été ainsi évitées!

Le titre IV du texte de la Chambre, bien qu'il portât le titre peu passionnant de « dispositions générales », contenait un certain article 55 *qui devait retenir votre attention.*

Aux termes de cet article, les baux en cours au 1er août 1914 étaient prorogés de plein droit, à la demande du locataire, d'une durée égale à celle de la guerre et aux conditions fixées par le bail, à compter de la cessation des hostilités fixées par décret.

Pour les locations faites sans écrit, le locataire était admis à conserver aux mêmes conditions la jouissance du local, pendant une durée égale à la durée de la guerre, sous réserve de la faculté, pour ces locataires, de quitter les lieux loués pendant cette même période, aux conditions fixées par l'usage des lieux.

De telle sorte que, non seulement le propriétaire n'eût pas perçu les loyers d'un grand nombre d'occupants, que non seulement il eût été tenu de conserver, pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivraient, ses locataires, mêmes riches, qui ne le payeraient pas, mais encore qu'il eût dû conserver, même contre son gré, lesdits locataires pendant une durée égale à la durée de la guerre. Ce droit ne s'appliquait pas seulement à des locaux commerciaux ou industriels, à des locaux d'habitation faisant l'objet d'un bail écrit : un locataire verbal, dont le contrat portait sur trois mois, par exemple, acquérait ainsi un droit portant sur la durée de la guerre, plus une durée égale. Son droit de trois mois se serait transformé en droit de quatre ans. On se demande vraiment pourquoi le législateur ne lui avait pas assuré la jouissance du local jusqu'à la fin de ses jours!

Que certaines précautions soient à prendre, c'est certain. Mais aller jusque-là, c'était méconnaître d'une façon absolue le droit de propriété.

La loi projetée se terminait par l'énumération des personnes admises à son bénéfice. Certains neutres, amis de la France, oubliés dans ce texte, nous ont fait parvenir une protestation. Vous verrez sous quelle forme nous en avons apprécié le bien-fondé.

LE TEXTE DE LA COMMISSION SÉNATORIALE

Messieurs, nous vous avons apporté à la fois l'analyse et la critique du texte voté par la Chambre. Mais « il ne suffit pas de couper, il faut coudre ». Nous allons vous exposer maintenant le système que nous avons l'honneur de proposer à vos délibérations.

Nous nous sommes inspirés des idées essentielles que voici :

1° Nous avons voulu provoquer pour l'avenir le retour au droit commun et au respect des contrats ;

2° Nous avons tenu largement compte, à l'égard des locataires, non seulement de la situation créée par l'état de guerre mais de celle qu'ont entraînée les moratoires successifs ;

3° Nous avons appliqué le principe : « Qui peut payer doit payer » ;

4° Pour liquider la situation actuelle, nous avons fait une coupure entre le passé et l'avenir ;

5° Lorsque le locataire est exonéré de plein droit et maintenu obligatoirement en possession des lieux loués sans payer le prix de son bail, nous avons estimé qu'il y avait une véritable réquisition de l'immeuble et que le propriétaire devait être équitablement indemnisé ;

6° Tout en modifiant sur certains points importants le texte de la Chambre, nous sommes demeurés dans le cadre général de la loi, tel qu'elle l'avait tracé.

Messieurs, vous lirez au frontispice de notre projet qu'à partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, « sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après » :

Le code civil, dira-t-on, a-t-il jamais cessé d'être en vigueur? Non, certes. Mais l'accumulation des moratoires, la volonté systématique de certaines personnes d'ajourner de plus en plus la solution de l'impérieux problème en face duquel nous sommes, nous obligent à cette précaution. Nous voulons qu'il soit bien entendu qu'au lendemain de la guerre comme à la veille de la guerre, les conventions légalement formées tiendront lieu de loi à ceux qui les auront faites; qu'elle ne pourront être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise; qu'elles devront être exécutées de bonne foi.

Nous voulons donner solennellement l'assurance à tous ceux qui ont acquis des droits dans ce pays, que la guerre n'a point frappé ces droits de précarité; que nul ne pourra profiter d'une heure de tourmente terrible pour remettre en question les principes fondamentaux de la propriété individelle, sur lesquels repose, depuis la Révolution, l'ordre public et social français.

Nous entendons que tous ceux qui, dans la nation, par leur travail, par leur prévoyance, ont conquis un bien, ou encore le tiennent du labeur et de l'épargne de ceux qui les ont précédés, puissent compter, comme par le passé, sur la parole de la France, éprise de probité et d'ordre.

Tel est le sens de la déclaration de principe qui figure en tête du projet de votre commission. La loi actuelle est née de circonstances exceptionnelles et temporaires. Elle a, elle-même, un caractère exceptionnel et temporaire.

Ayant suivi, pour notre texte, le cadre de la loi votée par la Chambre, nous avons, comme elle, réparti nos articles, en quatre titres.

Le premier est relatif aux résiliations, le second aux exonérations et délais, le troisième à la juridiction et à la procédure, le quatrième à certaines dispositions d'ordre général.

Nous maintenons, pour les catégories de personnes que la Chambre avait énumérées dans ses articles 3 à 11, le droit de demander la résiliation du bail, sans indemnité ou avec indemnité selon les cas.

Ce sont les héritiers du locataire tué à l'ennemi ou décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, les héritiers des locataires appelés sous les drapeaux et présumés décédés, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple dont tous les membres ou tous les gérants ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux.

C'est encore le locataire mobilisé qui établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité de travail et qu'il se trouve privé désormais des ressources nécessaires pour payer le prix de son bail.

Ce dernier membre de phrase a été introduit dans le texte par votre commission. Un mobilisé peut avoir été blessé et malade, mais posséder de la fortune. Qui peut exécuter les conditions de son bail doit les exécuter.

Comme la Chambre, nous admettons au bénéfice des dispositions sur la résiliation les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie se rattachant à ces faits.

Enfin, la Chambre avait décidé que la résiliation du bail pourrait être prononcée avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifierait que la guerre avait modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que dans sa situation nouvelle il n'aurait pas contracté. Nous avons relevé plus haut ce que cette disposition trop vague avait d'excessif. Nous disons, nous, que le locataire justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail.

Pour les diverses demandes en résiliation, nous avons imposé des délais suffisants, mais péremptoires, selon les divers cas.

Enfin, le texte de la Chambre parlait bien de la demande en résiliation du locataire, mais pas de celle du propriétaire. Nous avons rappelé les droits que ce dernier tient du code civil et nous avons prévu, tout naturellement, qu'il pourrait demander la résiliation si le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille et s'il ne se conforme pas, en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale.

Arrivons aux exonérations et délais.

L'article 12 de la Chambre était l'article de droit commun de la loi. Notre article 13 a le même caractère.

Le texte de la Chambre décidait que, sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourrait être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, des réductions de prix, pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement du loyer.

Ainsi que nous l'avons fait observer plus haut, chacun a été plus ou moins, en temps de guerre, privé d'une notable partie de ses ressources. Nous avons donc écrit : « Le locataire justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers. »

Sous cette réserve de pure équité, nous maintenons le texte fondamental de la loi.

De même nous avons respecté l'ancien article 13 de la Chambre, devenu notre article 14, qui donne à la commission arbitrale le pouvoir d'accorder au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

Comme la Chambre, nous avons établi un certain nombre d'exonérations de plein droit, mais nous les avons limitées aux personnes pour lesquelles elles se justifient.

Nous exonérons totalement du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivent leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1° A Paris et dans le département de la Seine : locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr. si le locataire est célibataire; à 500 fr. s'il est marié; plus 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge;

2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus : logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr. si le locataire est célibataire; à 350 fr. s'il est marié; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge;

3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr. si le locataire est célibataire; à 250 fr. s'il est marié; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge;

4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 fr. si le locataire est célibataire; à 200 fr. s'il est marié; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge;

5° Dans les communes de 1 000 à 5,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 fr. si le locataire est célibataire; à 150 fr. s'il est marié; plus une majoration de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr. si le locataire est célibataire; à 100 fr. s'il est marié, plus une majoration de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Ainsi, dès lors qu'il s'agira, comme nous l'avons souligné plus haut, de petits locataires mobilisés et que la mobilisation a privés de leur traitement ou salaire habituel et qui ne reçoivent pas, du fait de leur mobilisation, une solde égale ou supérieure à leur dit traitement ou salaire l'exonération est totale pour la durée de la guerre et les six mois qui en suivront la cessation.

Que fallait-il faire à l'égard des petits locataires non mobilisés mais occupant des logements appartenant aux catégories que nous venons de déterminer?

Sans doute, un grand nombre de ces petits locataires eussent-ils payé régulièrement leurs termes, sans les moratoires abusifs. N'empêche qu'ils ont accumulé, en ce qui concerne le passé, des dettes qu'ils ne pourront, pour la plupart, acquitter désormais. Vouloir exiger de tous ces petits locataires le payement de l'arriéré, ce serait n'avoir aucun souci de la paix sociale et de l'ordre public.

Nous avons donc procédé comme l'administrateur qui est chargé de rétablir le fonctionnement normal d'une entreprise. Il liquide avec complaisance le passé. Il remet tout en ordre pour l'avenir.

Pour ce qui est du passé et jusqu'au 1er octobre 1916 ces petits locataires, sur leur déclaration faite au greffe de la justice de paix dans les deux mois de la promulgation de la loi, seront présumés être privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au 1er octobre 1916 et, comme tels, exonérés dudit payement.

A partir du 1er octobre 1916, ces divers locataires seront placés sous le régime de droit commun de notre loi, c'est-à-dire qu'ils feront valoir devant la commission arbitrale les raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail.

Ainsi, notre texte, après avoir exonéré de plein droit tous les petits locataires mobilisés privés de leurs ressources habituelles par la mobilisation, et cela pour toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, exonère, mais pour le passé seulement, les petits locataires non mobilisés.

Sans doute, la présomption de détresse établie au profit de ces derniers pourra-t-elle être combattue par la preuve contraire. Mais la preuve contraire, outre qu'elle sera assez malaisée en soi, ne pourra porter que sur le point de savoir si ces petits locataires, à l'heure actuelle, sont oui ou non privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir.

En réalité, c'est bien, dans l'immense majorité des cas, une exonération.

Nous avons même fait bénéficier de ce régime les locataires mobilisés non exonérés de plein droit en vertu des dispositions que nous avons citées plus haut, mais qui occupent les catégories de logement que nous venons de déterminer.

On ne pourra donc prétendre que votre commission n'ait pas envisagé dans l'esprit le plus libéral la situation actuelle, aggravée par un ajournement fâcheux des solutions. Mais, en ce qui concerne l'avenir, il faut que cet état de choses prenne fin. Sauf pour les petits locataires mobilisés, privés de leur traitement ou salaire par la mobilisation, il n'y aura plus d'exonération de plein droit. Ce sera la commission arbitrale qui se prononcera et accordera des réductions s'il y a lieu, sur la demande et sur les justifications du locataire.

Notre texte, cependant, prévoit encore un autre motif d'exonération, mais sur justification devant la commission arbitrale. Il s'applique au réformé à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre, s'il établit qu'il n'a pas conservé de ressources suffisantes ou qu'il n'a pu reprendre un métier ou une profession lui permettant de payer tout ou partie du prix de son bail.

On a vu, au titre premier, que nous avons donné de larges facilités à certaines catégories de personnes pour l'exercice des demandes en résiliation. Etait-il possible d'admettre que telle personne qui peut résilier et qui conserve volontairement les charges du bail, puisse ensuite demander une réduction sur la partie de ces charges dont elle pouvait s'exonérer?

Nous ne l'avons point pensé et c'est pourquoi vous lirez dans notre texte un article aux termes duquel les locataires qui n'occupent point les catégories de petits logements dont nous avons parlé n'auront droit aux réductions ou exonérations attribuées par la commission arbitrale que pour la période comprise entre le 1er août 1914 et la date extrême fixée pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation.

Comme le législateur de la Chambre, nous nous sommes préoccupés d'éviter les expulsions ou même les simples renvois en temps de guerre, mais nous avons limité le maintien en possession des lieux loués aux seules catégories de personnes pour lesquelles il se justifiait.

Ce seront, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront : les petits locataires mobilisés exonérés de plein droit. Ce seront encore, jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés. (On sait que nous entendons par petits locataires ceux qui occupent les catégories de logements que nous avons déterminées). Ces petits locataires non mobilisés seront maintenus en possession des lieux loués, même après le 1er octobre, jusqu'à la fin de la guerre et pendant les six mois qui suivront, s'ils se conforment pour le payement, dans l'avenir, aux conditions fixées par la commission arbitrale.

Notre texte maintient encore en possession des lieux loués durant tout le temps où ils sont sans ressources suffisantes et où ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre, sans toutefois que le maintien en possession puisse dépasser la durée de la guerre et les six mois qui suivront.

Enfin, nous maintenons en possession des lieux loués, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront leur cessation, mais sur leur demande et à la condition de se conformer pour le payement aux décisions de la commission arbitrale :

Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories exonérées de plein droit, les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladies se rattachant à la guerre ;

Les petits locataires non mobilisés, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus.

On voit que notre texte a pris toutes les précautions nécessaires contre les renvois injustifiés.

La Chambre avait interdit toutes instances et toutes poursuites, non seulement contre les mobilisés, mais contre diverses catégories de personnes. Nous avons restreint cette disposition exceptionnelle aux mobilisés.

Il ne faut pas empêcher que les personnes non comprises dans les catégories exonérées soient appelées devant la commission arbitrale, et il faut, pour la bonne justice, que les décisions de celle-ci soient exécutoires.

En ce qui concerne les mobilisés, nous avons maintenu la règle posée par la loi du 5 août 1914, à savoir que toutes instances, toutes assignations toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires, sont interdites contre eux.

Cependant, il y a mobilisé et mobilisé. Nous l'avons dit plus haut : à côté du petit locataire privé de son traitement ou de son salaire par la mobilisation, il y a l'homme riche ou aisé que la guerre n'a point privé de ses revenus, ou auquel elle en a laissé une partie suffisante pour qu'il respecte ses engagements; il y a le mobilisé dont la femme continue, dans de bonnes conditions, le commerce. Quelle mesure pourrait-on prendre pour inciter celui-là à acquitter, en tout ou en partie, le prix de son bail, c'est-à-dire à respecter la règle : « Qui peut payer doit payer » ?

A défaut de poursuites, nous avons imaginé la sanction suivante. Dès lors qu'il s'agira de locataires occupant d'autres logements que ceux des catégories plus haut déterminées, un intérêt moratoire de 5 p. 100 sur les termes échus courra à partir de la promulgation de la loi. S'ils estiment que le prix de leur bail doit être réduit ou qu'ils ont des motifs d'exonération à invoquer, ces locataires feront régler leur cas, au besoin par mandataire, devant la commission arbitrale.

Il est inutile de dire que nous avons réglé le cas des sous-locataires, obligé le locataire principal qui reçoit le montant des termes à en tenir compte au propriétaire et que nous avons prévenu sa mauvaise foi par un intérêt qui aura alors le caractère d'une pénalité. Nous avons établi des textes spéciaux pour les logeurs en garni afin de tenir compte du caractère de leur industrie.

Enfin, si nous avons spécifié que les dispositions de notre loi ne s'appliqueront qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914, ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque, nous avons écrit qu'à titre exceptionnel elles pourraient cependant être invoquées par les réfugiés des départements envahis, par les locataires que des lois ou des décrets de recrutement postérieurs au 1er août 1914 ont appelés sous les drapeaux, par les hommes engagés postérieurement au 1er août 1914.

Enfin, les personnes visées, pour des cas spéciaux se rattachant à la guerre, dans notre titre premier sur la résiliation, peuvent, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914, exercer le droit de résiliation dans les conditions prévues par lesdits articles.

Il va sans dire que nous avons fait disparaître du texte l'article qui autorisait le locataire à quitter les lieux loués en emportant le mobilier.

Nous en arrivons à la question de l'indemnité aux propriétaires. Plus haut, nous croyons en avoir pleinement justifié le principe. Il reste à dire comment nous comprenons qu'on en fasse l'application.

Nous vous demandons d'admettre que là où la loi imposera l'exonération de plein droit, là où il y aura eu réquisition de l'immeuble, cette réquisition devra se traduire par une indemnité.

En revanche, lorsqu'un propriétaire et un locataire seront allés devant la commission arbitrale, lorsqu'ils auront discuté ainsi devant la juridiction compétente et qu'elle aura accordé une réduction du prix du bail, il vous apparaît bien que ce ne sera plus l'Etat qui sera intervenu de sa seule autorité pour exonérer de plein droit : ce sera la justice qui se sera prononcée. Il n'y aura pas plus de raisons alors pour accorder une indemnité qu'il n'y en a dans le système de l'article 1722 du code civil, en cas de destruction totale ou partielle de la chose louée, pour accorder au propriétaire une indemnité à raison de la résiliation ou de la diminution de prix dont l'article pose le principe en matière de baux ruraux.

Nous vous proposons donc de limiter le droit à indemnité aux cas où l'exonération est prononcée par la loi.

L'indemnité sera donc accordée aux propriétaires des petits logements occupés par des mobilisés exonérés de plein droit.

Votre commission a décidé qu'elle serait également attribuée aux propriétaires des mêmes petits logements occupés soit par des mobilisés soumis au régime de notre article 16, soit par des non mobilisés placés également sous l'empire de ce même article. Il y a bien là, jusqu'au 1er octobre 1916, une exonération de droit, fondée sur une présomption de détresse. Pour l'avenir, il n'y aura peut-être qu'une exonération partielle prononcée par la commission arbitrale, mais c'est la suite du même bail et il y a maintien en possession des lieux loués imposé par la loi.

Notre texte admet encore le droit à indemnité pour les propriétaires des réformés par suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre et qui, dans les conditions de notre article 17, sont exonérés pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront et doivent, aux termes de l'article 19, paragraphe 3, être maintenus en possession des lieux loués.

Le principe de l'indemnité pour réquisition avait été soutenu à la Chambre par la commission du budget.

Dans son rapport, l'honorable M. Abel, parlant au nom de cette commission, avait dit : « Puisqu'il s'agit d'une réquisition, le prix doit en être payé, quel que soit le revenu de celui contre qui la réquisition est exercée. »

En même temps que cette formule très exacte consacre la théorie que nous venons de défendre devant vous, elle fait justice par avance du système de la Chambre qui subordonnait le concours de l'Etat à la modicité des ressources générales du propriétaire : ce n'est point une libéralité qu'on fait au propriétaire ; ce n'est point un secours qu'on lui accorde ; c'est une indemnité pour réquisition de son bien ; cette indemnité est donc due sans qu'on ait à se préoccuper de savoir quel est son revenu total.

Il est à remarquer, du reste, que, par l'application de notre texte, nous arrivons à indemniser tous les propriétaires de petits logements.

Outre que sont, en grande majorité, de petits propriétaires, il y a un intérêt évident à ne pas décourager au lendemain de la guerre la construction des logements ouvriers, déjà insuffisamment nombreux dans les villes, pour abriter la population laborieuse.

L'indemnité attribuée aux propriétaires dont nous avons parlé sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet de l'exonération et s'appliquant à la durée de ladite exonération annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

Pourquoi avons-nous limité l'indemnité à 50 p. 100 ?

C'est que le propriétaire de petits logements, même si les décrets moratoires n'étaient pas intervenus, n'aurait pu toucher l'intégralité de ses loyers.

La décision que nous prenons est donc à son égard parfaitement équitable.

Les indemnités seront payés en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1,000 fr. ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1,000 fr. Le propriétaire indemnisé touchera donc une petite somme au comptant. Le premier terme, en effet, sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs. L'Etat aura, à tous moments, la faculté de se libérer par anticipation.

Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance, M. le ministre des finances a insisté pour que ce titre ne fût pas négociable. Il convenait, en effet, de ne pas le livrer à la spéculation. Mais notre texte dispose que l'ayant droit pourra demander qu'une partie de sa créance soit déléguée à un créancier hypothécaire, qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus. Il va sans dire qu'il pourra se servir des sommes qui lui seront annuellement payées pour acquitter ses impôts Enfin, dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des finances, les titres de créance dont il s'agit pourront faire l'objet d'avances.

Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil. Le titre, sous ces diverses formes, deviendra ainsi en quelque mesure mobilisable. Il le fallait bien, soit pour les besoins du propriétaire, soit pour ceux du créancier hypothécaire,

Notre article 29, dont vous trouverez plus loin le texte et le commentaire, a prévu une procédure très simple, soit pour la demande en indemnité, soit pour le recours contre la décision ministérielle qui l'accordera dans les conditions déterminées par notre loi.

La question s'était posée de savoir s'il n'y avait pas lieu de couvrir cette indemnité par un impôt spécial sur la propriété bâtie.

Dans la situation où se trouve, à l'heure actuelle, cette propriété bâtie, déjà surchargée par la péréquation résultant de la loi de 1914, une telle imposition provoquerait les plus vives réclamations.

Mais, au surplus, Messieurs, il y a une raison de principe qui domine l'examen de ces questions spéciales. Si l'indemnité est juste, si elle est due par l'Etat, pourquoi ne serait-elle pas payée par l'ensemble de la nation ? Est-ce que nous n'entrerions pas dans une voie grave en supprimant d'un trait de plume les règles de la solidarité dans l'impôt ? Est-ce que chaque jour une foule de contribuables ne supportent pas des charges pour des services qui ne les concernent pas directement, à charge de revanche le lendemain pour d'autres services publics ? Mais il y a mieux ici. Est-ce que la réquisition des logements occupés par plusieurs milliers de petits locataires a été faite dans l'intérêt des propriétaires ? Est-ce que ce ne sont pas les petits locataires qui en ont profité et qui vont continuer d'en profiter ? Et pour le surplus, n'est-ce pas la paix publique, n'est-

ce pas l'ordre social, n'est-ce pas « l'union sacrée » comme on a dit, qui étaient directement intéressés à ce qu'on ne fît ni certaines poursuites, ni certaines expulsions?

Accordées comme rétribution d'un service rendu dans l'intérêt de la nation, comme rémunération d'une atteinte portée à la propriété, les indemnités doivent être payées selon la règle ordinaire de nos dépenses, qui, dans un grand pays comme la France, ne comportent point les règles de la spécialisation.

Ainsi que nous vous l'avons rappelé précédemment, le texte de la Chambre ne prévoyait de réduction d'impôts au profit des propriétaires dont les locataires auraient bénéficié d'exonérations ou de réductions de la part des commissions arbitrales qu'en ce qui concerne la contribution foncière. Notre texte, arrêté d'accord avec M. le ministre des finances, prévait au contraire que toute réduction ou exonération de loyers prononcée par les commissions arbitrales entraînera une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, non seulement sur la contribution foncière, mais sur la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels départementaux et communaux compris et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué.

Le propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyers bénéficiera de cette remise.

Comment avons-nous tranché la question des créances hypothécaires?

Notre texte dispose que le recouvrement du principal des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914, ne pourra être poursuivi pendant la durée des hostilités, ni durant un délai de trois ans à compter du délai fixant leur cessation.

Nous donnons à la commission arbitrale le pouvoir d'accorder aux propriétaires non indemnisés les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Mais ces délais ne pourront être accordés par elle qu'en présence des créanciers hypothécaires, ou eux dûment appelés ou représentés. D'autre part, ils ne pourront dépasser trois années plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur ces délais.

De même que l'avait fait la Chambre, la commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités, arrérages impayés, s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. Nous répétons avec la Chambre que, dans ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages, profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil. Mais nous écrivons en outre, que cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la loi.

Par conséquent, nous avons, d'une part, limité les pouvoirs donnés aux commissions arbitrales en ce qui concerne les délais à accorder pour le payement des intérêts, annuités et arrérages. Ces délais étant de trois années plus une durée égale à celle des hostilités, le premier créancier inscrit ne peut pas se plaindre pour les trois années puisque la conservation de ses droits est assurée pendant cette période.

Quant aux droits acquis des créanciers en rang postérieur, ils ne sont pas sacrifiés et rien n'est changé, au point de vue légal, aux prévisions qu'ils ont faites lorsqu'ils ont contracté avec leur débiteur.

Pour ce qui est de la situation faite au Crédit foncier, nous estimons qu'étant donné les privilèges dont il jouit, à juste titre d'ailleurs, comme celui de séquestrer l'immeuble en cas de besoin, il ne peut se trouver sérieusement lésé. Au surplus, si nous avons dû établir ici une transaction équitable entre des intérêts contraires, nous avons maintenu le droit de capitalisation semestrielle des intérêts, dont jouit actuellement le Crédit foncier, en vertu du décret de 1852. Nous reconnaissons que la menace de ces intérêts moratoires est de nature à inciter au payement de leurs annuités, ceux qui peuvent effectivement les acquitter.

Par le titre 3 de la loi, relatif à la juridiction et à la procédure, nous acceptons le texte de la Chambre, sauf quelques modifications et quelques mises au point. On en trouvera le détail et l'explication dans le commentaire des articles.

Nous avons accueilli très volontiers l'institution de la commission arbitrale. Son fonctionnement nous paraît de nature à résoudre par une bonne et prompte justice, tous les conflits qui se seront élevés entre propriétaires et locataires. On verra que nous avons pris certaines précautions pour assurer l'indépendance des membres de ce jury nouveau.

Du propriétaire, nous exigeons, pour qu'il puisse siéger à la commission arbitrale, qu'il n'ait pas fait expulser un ou plusieurs locataires, au cours de la guerre, pour non payement de leurs loyers. Du locataire nous exigeons qu'il soit en règle avec son propre propriétaire.

En ce qui concerne la représentation des parties devant la commission arbitrale, nous avions reçu diverses pétitions. Nous avons fait droit à certaines d'entre elles en décidant que les parties pourront se faire assister ou représenter non seulement par un avocat régulièrement inscrit, mais par un officier ministériel dans sa circonscription. Il va sans dire que, soit au préliminaire de conciliation, soit à l'audience, les parties pourront se présenter en personne.

Nous avons estimé que dans certains cas il pouvait y avoir un inconvénient à la publicité des débats. Un commerçant qui sollicite une réduction du prix de son bail, peut avoir intérêt à ne pas exposer en public les raisons pour lesquelles il sollicite cette réduction. La commission arbitrale devra donc ordonner, même si une seule des parties le demande, que les débats auront lieu en chambre de conseil.

Il ne nous reste plus qu'à vous parler du titre 4, relatif aux dispositions générales.

L'ancien article 53 de la Chambre disposait, vous l'avez vu, que les baux en cours au 1er août 1914 seraient prorogés, à la demande du locataire, d'une durée égale à la durée de la guerre et aux conditions fixées au bail, à compter de la cession des hostilités fixée par décret.

Comme cette mesure, justifiée dans certains cas, ne le serait pas du tout dans d'autres, nous avons remplacé l'obligation par une faculté accordée à la commission arbitrale. Celle-ci pourra donc, à la demande du locataire et aux conditions fixées au bail, proroger les baux expirant pendant la durée de la guerre ou pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités :

1° Pour une durée maxima égale à celle de la guerre, les baux des locaux commerciaux et industriels; 2° pour une durée maxima d'une année, les baux écrits des locaux affectés à l'habitation; 3° pour une durée maxima de six mois, les locations verbales.

La commission tiendra compte notamment, dans sa décision, de la durée de la mobilisation du locataire et, s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.

Le délai de réalisation des promesses de vente expirant postérieurement au 1er août 1914, pourra être prorogé dans les mêmes conditions que celles dont nous venons de parler pour les baux.

Nous avons réservé à un décret, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, le soin de déterminer ceux des sujets ressortissant des pays étrangers qui seront admis au bénéfice de notre loi.

Rappelons enfin que l'un des articles votés par la Chambre disposait qu'il serait statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires et sociétaires des sociétés de construction d'habitations à bon marché.

Nous avons maintenu ce texte, en y ajoutant les sociétés de crédit immobilier. Nous sommes d'ailleurs tout à fait désireux que ces œuvres si intéressantes ne demeurent pas en dehors du droit commun de notre loi et ne soient pas privées plus longtemps de l'aide particulière qu'elles méritent. Ces jours derniers, M. le ministre du travail a communiqué à votre commission plusieurs articles qui pourraient être insérés dans notre loi ou faire l'objet de la loi spéciale qu'elle prévoit. La commission s'en est immédiatement saisie. Elle les a mis à l'étude et les rapportera sans aucun retard.

La création d'habitations saines et à bon marché est une des réformes les plus utiles et les plus décisives à accomplir dans ce pays. C'est elle qui nous guérira de l'alcoolisme et qui nous aidera, au lendemain de la guerre, à reconstituer la famille française.

Messieurs, tel est le système que votre commission, après de longues et minutieuses délibérations, a l'honneur de soumettre à la haute appréciation du Sénat.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et M. le ministre des finances, faisant preuve l'un et l'autre de l'esprit de transaction le plus louable, y ont donné la pleine adhésion du Gouvernement.

Dans son bref et remarquable rapport en date du 8 avril 1916, au nom de la commission du budget, l'honorable M. Abel disait : « Défendre la fortune publique contre toute dépréciation de la propriété bâtie et, en même temps, défendre la paix publique contre les troubles pouvant résulter de l'expulsion en masse des petits locataires; pour quiconque a vraiment, en dehors de toute considération de parti ou d'école, la volonté de liquider la question des loyers, voilà les deux buts essentiels. »

Messieurs, nous croyons, dans le projet qui vous est soumis, avoir répondu à ces sages préoccupations de l'honorable rapporteur de la commission du budget.

Nous n'avons pas opposé l'une à l'autre deux catégories de citoyens; nous n'avons pas traité en ennemie cette propriété individuelle qui, selon l'éloquente expression de M. Léon Bourgeois, est la prolongation même de la personnalité humaine.

Nous n'avons pas méconnu davantage la situation pénible dans laquelle l'état de guerre plonge un nombre considérable de familles de travailleurs; nous avons concilié de notre mieux les droits individuels et la paix publique.

Le Sénat, dont l'expérience et la sagesse ont déjà résolu dans le passé tant de crises qui pouvaient compromettre les intérêts de la nation, voudra en finir sans retard avec l'irritante question des loyers.

Plus on en ajournera la solution et plus cette solution deviendra difficile.

Notre texte repose sur l'équité.

Par de larges exonérations, il tient compte des faits.

Pour l'avenir, il prépare le retour au droit commun.

Celui qui peut payer payera.

Celui qui ne le peut pas pourra faire réduire ses charges ou s'en faire exceptionnellement exonérer par la juridiction arbitrale qu'institue notre loi.

Lorsque l'Etat, dans un intérêt public, aura exonéré un locataire de plein droit, le propriétaire sera indemnisé.

Nous avons respecté, dans leur lettre même, toutes celles des dispositions votées par la Chambre qui ne portaient point atteinte à des principes que nous considérons comme essentiels.

Nous avons voulu, pour tout dire, réaliser par la loi une œuvre de conciliation, d'honnêteté et de justice.

Le Sénat dira si nous y avons réussi.

II

COMMENTAIRE DES ARTICLES PROPOSÉS PAR LA COMMISSION DU SÉNAT

Article 1er.

A partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après :

La commission a entendu affirmer, au seuil même de la loi, le retour au droit commun dans l'avenir. Elle a voulu montrer que le texte soumis au Sénat comporte des règles absolument exceptionnelles et temporaires.

L'article premier signifie encore que le régime des moratoires en matière de loyers prendra fin avec la promulgation de la présente loi.

TITRE Ier

RÉSILIATIONS

Article 2.

Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes.

Aux termes de l'article 1719 du code civil, le

bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière :

1° De délivrer au preneur la chose louée;

2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;

3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

Aux termes de l'article 1720, le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce. Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

L'article 1728 soumet le preneur à deux obligations principales :

1° User de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances à défaut de convention.

2° Payer le prix du bail aux termes convenus.

Outre la condition résolutoire sous-entendue dans tous les contrats synallagmatiques par l'article 1184 pour le cas où l'une des deux parties ne satisfait pas à son engagement, le code civil a prévu diverses causes de résiliation des baux, notamment celle qui est écrite dans l'article 1729, à savoir que si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, où dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

Sauf ce qui sera dit par des articles subséquents, à propos des exonérations et des réductions portant sur le prix des baux de certains locataires, notre loi ne supprime aucune des causes de résiliation du droit commun, soit qu'elles puissent être invoquées par le bailleur, soit qu'elles puissent l'être par le preneur.

Les articles suivants établiront en revanche, soit au profit du locataire (art. 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9), soit au profit du propriétaire (art. 10), de nouvelles causes de résiliation.

Article 3.

Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

La déclaration sera faite au greffe de la justice de paix où elle sera consignée sur un registre spécial et transmise au bailleur par les soins du greffe.

Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès et, si le décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de cette promulgation.

Lorsque le propriétaire pourra établir qu'il avait effectué dans les lieux loués des aménagements exceptionnels qu'il devait amortir par le prix de la location et la durée du bail, la commission arbitrale, prévue au titre III de la présente loi, pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant.

Notre article 3 est conçu, dans son premier paragraphe, comme l'article 3 de la Chambre. Si le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail sera résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

Nous avons substitué toutefois à la déclaration par lettre recommandée, qui était de nature à provoquer des abus et des difficultés, la déclaration au greffe de la justice de paix.

Nous avons, en outre, limité, dans notre article, le délai imparti pour la déclaration de résiliation. C'est une disposition qu'on retrouvera dans les articles suivants. Elle a pour but, comme nous l'avons indiqué dans nos observations générales, de ne pas laisser indéfiniment en suspens des situations qui peuvent ee doivent être résolues.

Nous avons supprimé le troisième paragraphe de l'article, qui donnait à la commission arbitrale, en cas de désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, le pouvoir d'apprécier. Il nous a paru impossible que la commission se substituât à un ou plusieurs des héritiers pour prendre parti sur la résiliation. Nous sommes restés ici dans les termes du droit commun.

Le dernier paragraphe de notre article 3 vise le cas suivant : un propriétaire établit qu'il avait effectué dans les lieux loués des aménagements exceptionnels, qu'il devait amortir par le prix de la location et la durée du bail La commission arbitrale pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties, décider que la résiliation aura lieu alors, moyennant une indemnité dont elle fixera le montant.

M. le garde des sceaux ayant demandé à la commission ce que nous entendions par des aménagements exceptionnels, nous lui avons répondu qu'il s'agit de travaux ou installations effectués sur le désir particulier du locataire, en dehors des usages habituels en matière de location. Nous avons eu le soin d'ajouter, du reste, que la commission tiendrait compte de la situation de fortune des parties. Cette disposition parait uniforme à la plus élémentaire équité. Il ne faut pas qu'une famille riche, qui a fait faire, pour satisfaire un caprice, des installations coûteuses dans un immeuble, puisse, si intéressante qu'elle soit par le deuil qui la frappe, laisser ces dépenses à la charge du propriétaire sans aucune indemnité.

Article 4.

La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous réserve de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par ledit article, être prononcée sur la demnnde des autres héritiers du locataire. Elle est alors ordonnée par la commission arbitrale, avec ou sans indemnité, suivant les circonstances.

Ce texte est le même que celui de la Chambre. Il a été seulement précisé quant à l'obligation de la déclaration et à l'intervention de la commission arbitrale. Cette dernière intervention était, du reste, sous-entendue dans le texte de la Chambre.

Article 5.

La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants où, à leur défaut, des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté peut être présumé.

La déclaration prévue à l'article doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre qu'il y a présomption de décès.

Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de ladite promulgation.

Nous vous proposons d'adopter le texte de la Chambre, relatif aux héritiers des locataires dont le décès est présumé. Notre texte stipule, là encore, le délai dans lequel devra être faite la déclaration de résiliation.

Article 6.

Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut du liquidateur, sur la déclaration des héritiers.

Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut du liquidateur, sur la demande d'un ayant droit.

La déclaration prévue à l'article 3 doit être faite à peine de forclusion dans les cas déterminés au paragraphe 1er du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier sociétaire en nom collectif ou du dernier gérant de la société en commandite simple. Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la société.

Si le décès prévu au paragraphe 1er ou si la dissolution de société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, les délais ci-dessus impartis courront à partir de la dite promulgation,

La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances avec ou sans indemnité.

Notre article 6 est, pour le premier et le troisième paragraphes, le même que celui de la Chambre.

Par application du principe déjà posé à l'article 3, le deuxième paragraphe, qui vise le désaccord des héritiers. a disparu. Les délais de déclaration ont été stipulés comme dans les autres articles.

Enfin, nous avons supprimé la phrase finale, aux termes de laquelle « l'indemnité qui pourra être accordée ne saurait excéder l'actif social net ». Il est de toute évidence qu'il n'y a d'actif net que si tous les créanciers sociaux sont payés. Ainsi, le texte de la Chambre aurait eu pour résultat d'accorder un droit de préférence à tous les créanciers autres que le propriétaire. C'était le renversement du droit commun.

Article 7.

Si le locataire qui a été mobilisé établit que, par suite de blessures reçues ou de maladies, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle et qu'il se trouve privé désormais des ressources nécessaires pour payer le prix du bail, la résiliation sera prononcée sur sa demande sans indemnité.

Le locataire, dans les cas prévus au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa mise en réforme et, si cette mise en réforme est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

Nous nous sommes bornés à ajouter au texte de la Chambre un paragraphe qui stipule le délai de la demande en résiliation.

Article 8.

Seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, et dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladies se rattachant à ces faits.

La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite dans les six mois de l'avis officiel du décès et, si cet avis de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

Nous avons substitué ici à la formule « maladie contractée à l'occasion des faits de guerre » maladie « se rattachant à ces faits ». Elle nous a paru de nature à éviter certaines difficultés d'interprétation.

Le deuxième paragraphe est relatif au délai de la déclaration.

Article 9.

La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail. Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

Alors que les articles précédents ont visé des cas spéciaux, l'article 9 se traduit par une formule générale visant le cas du locataire qui justifie que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution de son bail.

La Chambre avait dit que ce locataire devrait justifier « que la guerre avait modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que dans sa situation nouvelle il n'aurait pas contracté ».

Cette formule pouvait donner lieu aux difficultés d'interprétation les plus nombreuses. La guerre a, en effet, plus ou moins modifié la situation de chacun. Nous avons voulu être plus précis et plus respectueux des contrats. Pour invoquer l'article 9, il faudra que le locataire justifie que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail.

Comme il s'agit d'une situation résultant de la guerre et qui pourra naître jusqu'au

dernier moment de celle-ci, nous donnons, pour la déclaration, un délai qui va jusqu'à trois mois après la cessation des hostilités.

Article 10.

La résiliation du bail pourra de même sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera :

1° Ou que le locataire emploie la chose louée à une autre usage que celui auquel elle a été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur ;

2° Ou que le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ;

3° Ou que le locataire, non exonéré en vertu de la présente loi, ne se conforme pas, en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale ;

4° Ou que le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1er août 1914.

Bien que l'article 2 ait expressement stipulé que les baux à loyer continueront de pouvoir être résiliés conformément au droit commun et aux conventions, nous avons cru devoir rappeler dans l'article 10 nouveau certaines causes de résiliation que pourra invoquer le propriétaire.

Il est à remarquer, en effet, que le texte de la Chambre parlait bien des demandes de résiliation des locataires, mais pas de celle des propriétaires.

Si donc le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle avait été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur ; s'il ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ; si, non exonéré en vertu de la présente loi, il ne se conforme pas, pour les payements, aux décisions de la commission arbitrale, le propriétaire pourra faire prononcer la résiliation.

Il en sera de même si le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1er août 1914.

Article 11.

Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage en observant les délais ordinaires des congés, sans que ceux-ci puissent excéder trois mois. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle.

Le premier paragraphe du texte de la Chambre a disparu. Il fixait le même délai pour toutes les demandes en résiliation, tandis que nous avons fait figurer, sous chaque article, le délai applicable.

Article 12.

La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits.

Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif.

Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et d'en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la résiliation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909.

Cet article n'a subi aucune modification par rapport au texte de la Chambre.

La loi du 17 mars 1909 est celle « relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce ».

TITRE II

EXONÉRATIONS ET DÉLAIS

Article 13.

Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix, pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers.

Dans tous les cas la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des ressources du locataire.

Cet article — l'ancien article 12 de la Chambre — est l'article de droit commun de notre loi.

C'est lui que pourront invoquer, s'ils ont des causes de réduction à faire valoir, les locataires qui ne bénéficient pas, d'après les articles suivants, d'une exonération de plein droit. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que la réduction pourra aller jusqu'à l'exonération totale.

Pour obtenir soit une réduction, soit une exonération, il faudra que le locataire justifie que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers.

La première cause de réduction est celle du droit commun. Il est certain que le commerçant qui n'a pu utiliser sa maison de commerce et qui a dû fermer boutique, le locataire que la proximité de l'ennemi ou les mesures prises par l'autorité militaire ont chassé de son domicile, celui-là, enfin, qui n'a pu, pour une raison quelconque née de la guerre, jouir de l'immeuble loué, devaient pouvoir obtenir de la juridiction compétente telle réduction ou exonération commandée par l'équité.

Mais c'eût été singulièrement méconnaître la situation actuelle et les conséquences de la guerre que de limiter à ces castes décisions de la commission arbitrale.

La guerre a fait perdre à beaucoup de gens tout ou partie de leurs ressources. Il est des locataires qui n'ont pas cessé de jouir des avantages de la chose louée, mais qui ont perdu en tout ou en partie les ressources avec lesquelles ils pouvaient payer le prix de leur bail. Ce n'est pas seulement parmi ceux dont le commerce ou la profession ne sont plus exercés pendant la guerre, qu'on les trouverait. c'est encore dans certaines carrières libérales où, après deux ans d'hostilités, beaucoup de personnes sont dans un état voisin de la misère.

Il n'était pas possible, ici, de poser des règles générales. Ce fut l'avis de la Chambre et c'est le nôtre. Il y a là des questions d'espèce que la commission arbitrale, juridiction simple et familiale tranchera après avoir entendu les parties. Elle s'inspirera du principe de notre loi : « Qui peut payer doit payer. » Si, au contraire, un locataire fait valoir des motifs sérieux de réduction ou, à titre exceptionnel, d'exonération, elle les appréciera.

Notre texte est un plus restrictif que celui de la Chambre. Elle se contentait d'exiger du locataire qu'il justifiât avoir été privé d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement de son loyer. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, chacun ayant été, plus ou moins, en temps de guerre, privé d'une notable partie de ses ressources, la formule de la Chambre était trop large.

Nous disons, nous, que le locataire devra justifier que, par le fait de la guerre, il a été privé des resssources nécessaires au payement de ses loyers.

Tout en étant ainsi plus précis et plus limitatif, notre texte demeure suffisamment large pour permettre à la commission arbitrale de tenir compte souverainement de tous les cas intéressants. Nous n'avons point voulu l'enfermer dans un cadre trop rigide. Son pouvoir d'appréciation demeure absolu. Mais, qu'il soit bien entendu — c'est là la portée de notre texte — qu'elle n'exonérera point ceux qui peuvent payer et qu'avant de prendre sa décision, elle tiendra compte, comme l'avait dit la Chambre et comme nous le répétons, de l'ensemble des ressources du locataire.

La guerre crée des détresses dont il faut bien tenir compte. Elle ne doit pas être, pour ceux qu'elle n'a pas sérieusement atteints, un moyen de s'enrichir aux dépens d'autrui et de violer le respect dû aux contrats.

Article 14.

Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

Il pourra se faire qu'au lieu d'accorder une réduction du prix du bail, la commission arbitrale préfère accorder termes et délais.

Ce sera le cas, si un locataire n'ayant pas momentanément les sommes nécessaires disponibles se trouve cependant dans une situation qui lui permet de payer avec un certain délai.

Il fallait donner à la commission arbitrale ce pouvoir d'appréciation, qui permettra de résoudre bien des difficultés.

Article 15.

Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1° A Paris et dans le département de la Seine :

Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire ; à 500 fr. s'il est marié ;

2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus :

Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire ; à 350 fr., s'il est marié ;

3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 francs, si le locataire est célibataire ; à 250 fr., s'il est marié ;

4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 francs, si le locataire est célibataire ; à 200 fr., s'il est marié ;

5° Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 francs, si le locataire est célibataire ; à 150 fr., s'il est marié ;

6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 francs, si le locataire est célibataire ; à 100 fr., s'il est marié.

Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorées de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 fr par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge, dans les autres communes.

Si les locataires désignés au paragraphe 1er n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement ou salaire.

L'exonération accordée par le paragraphe 1er, pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers mois précédant ladite cessation des hostilités.

La Chambre, par son article 16, avait exonéré de plein droit tous les petits locataires mobilisés.

Elle avait adopté comme taux de loyer donnant lieu à exonération totale pour le mobilisé :

A Paris, dans le département de la Seine et dans les communes de Sèvres, Meudon et Saint-Cloud, en Seine-et-Oise, les locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 francs, si le locataire est célibataire ; à 500 francs s'il est marié sans enfants ; à 600 francs s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge.

Les chiffres s'abaissaient à 300 fr. pour le célibataire ; à 350 fr. pour le locataire marié sans enfants ; à 400 fr. pour le locataire ayant une ou plusieurs personnes à sa charge dans les villes de 100,001 habitants et au-dessus.

Pour les villes de 30,000 à 100,000 habitants, les logements exonérés pour les mobilisés étaient ceux d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr. si le locataire est célibataire ; à 250 fr. s'il est marié ; à 300 fr. s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge.

Enfin, dans toutes les autres communes, les exonérations portaient sur les logements d'un loyer inférieur à 100 fr. si le locataire est célibataire ; à 150 fr. s'il est marié sans enfants ; à 200 fr, s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge.

Aux termes de l'article 15 du texte de la Chambre, les taux de loyer dont nous venons de parler étaient majorés de 100 fr. par personne à la charge et âgée de moins de seize ans.

On aboutissait ainsi, pour les petites communes, à un taux absolument excessif.

Un mobilisé ayant deux enfants s'y trouvait exonéré de plein droit avec un loyer de 400 fr. Dans les petites communes rurales de tels loyers sont ceux de rentiers ou de petits propriétaires aisés. On a pour ce prix une gentille maison dans les petites villes. Il était excessif de faire bénéficier les locataires mobilisés occupant des maisons de ce prix d'une présomption de détresse.

D'autre part, la Chambre avait, dans son texte tenu compte deux fois des charges de famille; une première fois, en majorant de 100 fr. le taux de loyer bénéficiant de l'exonération quand il s'agissait d'un ménage avec enfant; une seconde fois, en le majorant de 100 fr. par enfant.

Notre texte, ainsi que vous le voyez, crée six catégories pour les petits logements :

1° Celle de Paris et du département de la Seine. Nous n'avons pas compris dans cette catégorie trois communes du département de Seine-et-Oise qu'il n'y avait aucune raison d'y rattacher. Dans cette catégorie de Paris et de la Seine, nous maintenons les taux de 400 fr. pour le célibataire, de 500 fr. pour l'homme marié, et nous majorons simplement ce dernier taux de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus le taux s'abaisse à 300 fr. pour le célibataire; à 350 fr. pour le locataire marié, plus la majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants, le taux de loyer s'abaisse à 200 fr. pour le célibataire, à 250 fr. pour le locataire marié, plus la majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants, le taux s'abaisse à 150 fr. si le locataire est célibataire; à 200 fr. s'il est marié, plus les majorations dont nous avons parlé pour les catégories précédentes.

Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants, le taux de loyer s'abaisse à 100 fr. si le locataire est célibataire; à 150 fr. s'il est marié, plus une majoration de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Enfin, dans les petites communes de moins de 1,000 habitants, l'exonération portera sur les logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr. si le locataire est célibataire; à 100 fr. s'il est marié, plus une majoration de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

Tous les locataires mobilisés occupant les petits logements des catégories dont nous venons de parler sont totalement exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation. Nous créons, comme la Chambre, une présomption de détresse en leur faveur. Il ne faut pas que ces modestes ouvriers ou employés, ces journaliers agricoles, qui ont tout quitté pour défendre leur pays, soient menacés de trouver à leur retour une dette qu'ils ne pourraient acquitter.

Toutefois, nous avons apporté au principe posé par la Chambre un correctif dont nous avons déjà parlé plus haut et qui nous a paru indispensable.

Autant il est juste d'exonérer de plein droit le petit locataire mobilisé qui, par suite de cette mobilisation, a perdu son traitement ou son salaire habituel, autant il serait contraire à l'équité de faire bénéficier de cette même exonération les hommes affectés à une administration où ils touchent leur salaire comme en temps de paix, les ouvriers détachés dans une usine de guerre et dont le salaire est au moins égal à leur salaire en temps de paix, ou bien encore ceux qui occupent dans l'armée un grade qui leur procure des ressources égales ou supérieures à celles qu'ils avaient dans la vie civile.

Sans doute, un ouvrier détaché dans une usine de guerre, ailleurs que là où est son foyer, pourra-t-il faire ressortir que sa situation est ainsi aggravé par des frais de séjour. Ce sont des raisons qu'il fera valoir devant la commission arbitrale pour y obtenir telle réduction qu'elle jugera équitable, mais il ne saurait y avoir lieu, en pareil cas, à exonération de plein droit. Comment assimiler la situation du mobilisé détaché du front et qui gagnera largement sa vie avec celle du soldat qui est aux armées et qui a pour toutes ressources ses vingt-cinq centimes par jour. Certes, le premier accomplit, lui aussi, une besogne indispensable à la patrie, mais il est éloigné des périls de la guerre; doit-il prétendre, en outre, à une exonération des charges qui pèsent sur tous les autres citoyens ?

Notre texte a prévu le cas d'un locataire qui n'a été mobilisé que pendant une partie de la guerre. Il est évident que l'exonération de plein droit ne s'appliquera qu'à la durée de sa mobilisation.

Dans le même ordre d'idées, l'exonération accordée pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés pendant les six derniers mois précédant la fin de la guerre.

Il ne faut pas qu'un locataire démobilisé et qui ne sera plus dans les conditions d'exonération prévues par la loi, puisse bénéficier de plein droit de ces six mois d'exonération supplémentaire.

Tel est notre article 15, un des textes essentiels de la loi.

Article 16.

Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés, sur leur déclaration au greffe de la justice de paix faite dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, être privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au 1er octobre 1916 et comme tels exonérés dudit payement :

1° Les locataires mobilisés occupant des logements compris dans l'une des catégories déterminées à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre par l'article précédent.

2° Les locataires non mobilisés occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 15.

A partir du 1er octobre 1916, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 13 et devront justifier devant la commission arbitrale des raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail dans les conditions dudit article.

Il s'agit ici :

1° Des petits locataires mobilisés occupant des logements compris dans les catégories déterminées à l'article 15 et qui n'ont pas été exonérés de plein droit par ledit article :

2° Des petits locataires non mobilisés occupant des logements de ces mêmes catégories.

Sans doute, sans les moratoires, un certain nombre de ces petits locataires eussent-ils payé régulièrement leurs termes dans le passé, mais nous nous trouvons, comme nous l'avons dit dans nos observations générales, en présence d'une situation de fait.

Nous faisons une coupure entre le passé et l'avenir.

Nous établissons en ce qui concerne le passé une présomption de détresse en faveur du locataire, sauf au propriétaire à la détruire en démontrant que ce locataire n'est pas privé des ressources nécessaires au payement de ce qu'il reste devoir sur les termes échus. C'est sa situation présente qu'il faudra considérer à cet égard.

En réalité, il faut admettre que, pour le passé, la présomption profitera au locataire dans le plus grand nombre des cas. Mais, pour l'avenir, on rentrera dans le droit commun de l'article 13 de notre loi. Le locataire devra donc justifier, pour les termes qui courront à partir du 1er octobre 1916, des raisons pour lesquelles il sollicite une réduction du prix de son bail.

Article 17.

Les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre seront exonérés du payement de leurs loyers pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, s'ils justifient qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail.

Il s'agit ici des locataires qui ont été réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre.

L'exonération, d'après notre texte, s'appliquera seulement à ceux qui justifieront qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie de leur bail.

La qualité de réformé ne suffit pas, à elle seule, pour obtenir l'exonération totale ou partielle du prix du bail. Il faut que la blessure ou la maladie se rattachant à la guerre aient eu les conséquences visées dans l'article ci-dessus.

Article 18.

Les locataires des maisons ou locaux d'habitation visés aux articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente loi et qui ne se trouvent point dans la catégorie des petits locataires déterminés articles 15 et 16 n'auront droit aux réductions ou exonérations prévues à l'article 13 que pour la période comprise entre le 1er août 1914 et la date extrême fixée par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation.

Pour les locataires des locaux commerciaux ou industriels, cette date extrême sera celle déterminée à l'article 9.

L'article 18 s'applique aux locataires autres que ceux des catégories de logements déterminées par les articles 15 et 16. Ces derniers, en effet, sont protégés par l'article 19 sur le maintien en possession des lieux loués.

L'article 18 est la conséquence et en quelque sorte la sanction du titre premier de notre loi. Des délais ont été accordés dans des conditions stipulées sous chaque article dudit titre premier, pour former les demandes en résiliation. Un locataire néglige-t-il de former cette demande et reste-t-il ainsi de sa propre volonté dans les lieux loués ? Il ne pourra, au delà de la période extrême fixée pour l'exercice de son droit de demande en résiliation, solliciter les réductions ou exonérations prévues par l'article 13.

Supposons un locataire qui, d'après l'un des articles du titre 1er, doit exercer son droit de demande en résiliation avant le 25 mars 1917. Il s'abstient de le faire, S'il va ensuite devant la commission arbitrale solliciter une réduction du prix de son bail, cette réduction ne pourra porter sur la période postérieure au 25 mars 1917. En effet, à partir de cette époque, le locataire n'aura conservé les charges du bail que parce qu'il l'aura bien voulu.

On remarquera que, pour les locaux commerciaux et industriels, la date extrême visée par notre texte est celle de l'expiration du délai de trois mois à partir du décret fixant la cessation des hostilités.

Article 19.

Seront maintenus en possession des lieux loués, à charge d'en jouir paisiblement et en bons pères de famille :

1° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les petits locataires exonérés en vertu de l'article 15;

2° Jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés occupant des logements rentrant dans les catégories déterminées à l'article 15 et exonérés dans les conditions de l'article 16;

3° Durant tout le temps où ils seront exonérés en vertu de l'article 17 et sans que ce délai puisse dépasser l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les réformés à la suite de blessures ou de maladie se rattachant à la guerre :

4° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, mais sur leur demande, à la condition de se conformer pour le payement aux décisions rendues par les commissions arbitrales et sous réserve de ce qui a été dit à l'article 18 :

a) Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories déterminées à l'article 15 :

b) Les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués;

c) Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre;

d) Les locataires non mobilisés occupant des logements de l'une des catégories déterminées à l'article 15;

5° Pendant le délai ordinaire des congés, sans toutefois que celui-ci puisse dépasser trois mois, et à la condition de se conformer aux

conditions du bail, les locataires n'appartenant pas aux catégories ci-dessus, qui occuperont les lieux loués au jour de la promulgation de la présente loi et dont le bail sera expiré ou expirera dans le mois de ladite promulgation.

Les dispositions ci-dessus ne feront pas obstacle à l'exercice de la demande en résiliation prévue à l'article 10 dans les cas visés par ledit article.

L'article 19 a pour but d'éviter des expulsions ou renvois de nature, en temps de guerre, à troubler la paix publique.

L'article 17 de la Chambre maintenait en possession tous les locataires en général. Il y avait là une disposition excessive, à notre avis.

Notre texte vous propose :

1° De maintenir en possession des lieux loués pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, les petits locataires mobilisés exonérés en vertu de l'article 15 ;

2° De maintenir, jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés occupant des logements rentrant dans les catégories déterminées à l'article 15 et exonérés dans les conditons de l'article 16.

Il résulte d'un des paragraphes de notre article que ces mêmes petits locataires seront maintenus en possession des lieux loués à partir du 1er octobre, jusqu'à la fin de la guerre et pendant les six mois qui suivront, sur leur demande et à la condition de se conformer pour le payement dans l'avenir aux décisions de la commission arbitrale ;

3° De maintenir en possession des lieux loués durant tout le temps où ils seront exonérés en vertu de l'article 17, et sans que ce délai puisse dépasser l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre. Il s'agit de réformés justifiant qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail.

Notre article vous propose ensuite de maintenir en possession des lieux loués pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant sa cessation, mais sur leur demande et à la condition de se conformer pour le payement aux décisions rendues par les commissions arbitrales :

1° Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories déterminées à l'article 15 ;

2° Les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

3° Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladies se rattachant à la guerre. Il s'agit ici des réformés non exonérés en vertu de l'article 17 ;

4° Les locataires non mobilisés occupant des logements de l'une des catégories déterminées par l'article 15. Nous en avons déjà parlé plus haut.

En ce qui concerne les catégories de locataires qui peuvent être maintenus sur leur demande et à la condition de se conformer aux décisions de la commission arbitrale, notre texte comprend le membre de phrase suivant : « Sous réserve de ce qui a été dit à l'article 18. »

Cela signifie que la règle posée par le dit article 18, et d'après laquelle les locataires des maisons ou locaux d'habitation autres que ceux des catégories déterminées aux articles 15 et 16 n'auront droit au réductions ou exonérations prévues à l'article 13 que pour la période comprise entre le 1er août 1914 et la date extrême fixée pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation, s'appliquera. En d'autres termes, les locataires qui ne rentrent pas dans les catégories exonérées ou dans celles occupant les petits logements déterminés à l'article 15, ne seront maintenus qu'à la condition de se conformer : 1° aux décisions de la commission arbitrale pour la période allant jusqu'à la date extrême fixée pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation ; 2° aux conditions de leur bail à partir de cette date. Il s'agit ici des locataires se trouvant dans les conditions des articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente loi.

M. le garde des sceaux a exprimé le désir qu'au lendemain de la loi les locataires dont le bail vient d'expirer ne puissent pas être brusquement renvoyés. C'est pour donner satisfaction à cette observation que l'avant-dernier paragraphe de notre article dispose que les locataires n'appartenant pas aux catégories faisant l'objet de dispositions spéciales et qui occuperont les lieux loués au jour de la promulgation de la loi, locataires dont le bail sera expiré ou expirera dans le mois de ladite promulgation, seront maintenus en possession des lieux loués pendant le délai ordinaire des congés, sans toutefois que ce délai puissse dépasser trois mois. Ils se conformeront, bien entendu, aux conditions du bail.

Un dernier paragraphe de notre article rappelle que, nonobstant les diverses dispositions qu'il contient, la résiliation du bail pourra être demandée par le propriétaire dans les cas déterminés par l'article 10, c'est-à-dire si le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, s'il ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille, s'il ne se conforme pas aux décisions de la commission arbitrale, enfin s'il avait signifié au bailleur la résilitiation de son bail avant le 1er août 1914.

Article 20.

Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des locataires mobilisés.

S'il s'agit de locataires occupant des locaux ne rentrant pas dans les catégories déterminées aux articles 15 et 16, l'intérêt à 5 p. 100 des termes échus courra de plein droit à partir de la promulgation de la présente loi. Si la commission arbitrale accorde auxdits locataires, sur leur demande, ou celle de leurs représentants, les réductions prévues à l'article 13, l'intérêt des termes échus ne portera que sur la portion du loyer restant exigible.

L'article 20, conforme à la loi du 5 août 1914, interdit pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leus cessation, toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des locataires mobilisés.

Il ne fallait point, toutefois, encourager ceux des mobilisés qui ne rentrent pas dans les catégories des articles 15 et 16, c'est-à-dire qui occupent des logements importants et qui, pouvant payer, profitent de leur qualité de mobilisés pour se soustraire au payement.

Le paragraphe 2 de notre article, afin de les inciter, soit à faire régler leur cas par la commission arbitrale, soit à exécuter les conditions de leur bail, frappe d'un intérêt moratoire de 5 p. 100, à partir de la promulgation de la loi, les termes échus de ces locataires.

Dans notre pensée, cette disposition s'applique à tous les locataires, mobilisés ou non, autres que ceux occupant les petits logements visés aux articles 15 et 16.

Nous favorisons ainsi l'application de la règle : « Qui peut payer doit payer. »

Article 21.

Pour la détermination du chiffre des loyers prévus à l'article 15, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1er août 1914.

Ce texte est le même que celui de la Chambre. Afin d'éviter toutes collusions entre propriétaires et locataires, il ne sera tenu compte, pour la détermination du chiffre des loyers prévu à l'article 15 que des prix des loyers en vigueur au 1er août 1914.

Article 22.

Au cas où le locataire aura cédé son bail, et où l'occupant demandera la réduction ou l'exonération de son loyer, le locataire principal pourra appeler le propriétaire devant la commission arbitrale. S'il y a une caution, elle pourra elle-même demander à être entendue. La commission règlera la situation de chacun des intéressés.

Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le payement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et, à la charge dudit locataire principal.

Il s'agit du cas où le locataire a cédé son bail et où l'occupant, c'est-à-dire le sous-locataire, demande la réduction ou l'exonération de son loyer. Il peut se faire aussi qu'il y ait une caution, dans les termes des articles 2011 et suivants du code civil.

Dans ces divers cas, le locataire principal pourra appeler le propriétaire devant la commission arbitrale. La caution pourra demander elle-même à être entendue. La commission réglera la situation de chacun des intéressés.

Notre texte met fin à un scandale qui s'était institué depuis le début de la guerre.

Certains locataires principaux mobilisés, ayant perçu de leurs sous-locataires le montant des termes destiné au propriétaire, l'avaient gardé par devers eux en invoquant leur qualité de mobilisés.

Nous mettons fin à cet abus inqualifiable, en vous proposant de décider : 1° que le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le payement, invoquer aucune des exceptions prévues par notre loi ;

2° Que, si le locataire principal néglige de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge du locataire principal.

C'est une pénalité destinée à sanctionner la mauvaise foi.

Article 23.

L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni. Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, et ce dans les termes de l'article 13, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article.

Les logeurs en garni ne pourront, contre le payement de la somme ainsi fixée par la commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

Nous avions le devoir de faire ici un texte spécial pour les logeurs en garni. On ne peut leur demander, vu le nombre de leurs sous-locataires et la durée parfois très courte de leur séjour dans les lieux loués, de rendre compte de chaque payement au propriétaire.

En ce qui les concerne, la commission arbitrale appréciera donc, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées dans les termes de l'article 13.

Mais lorsque la commission arbitrale aura fixé la somme due par le logeur en garni à son propriétaire, le logeur ne pourra invoquer contre la demande en payement aucune des exceptions prévues par la loi. Du reste, l'intérêt moratoire prévu par le deuxième paragraphe de l'article 13 courra de plein droit contre lui, sur la portion de loyer exigible.

Article 24.

La compensation en tout ou en partie des sommes versées à titre de loyer d'avance avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre pourra être ordonnée par les commissions arbitrales qui fixeront les délais dans lesquels les loyers d'avance devront être reconstitués.

La commission arbitrale pourra, comme c'est justice, ordonner la compensation, en tout ou en partie, des sommes versées à titre de loyer d'avance avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre. La commission fixera le délai dans lequel les loyers d'avance devront être reconstitués.

Nous savons combien cette question des loyers d'avance est discutée. En matière de petites locations, ils constituent pourtant une garantie aussi utile au locataire qu'au propriétaire.

En tout cas, ce n'est pas à l'occasion d'une loi exceptionnelle et temporaire qu'on peut supprimer pour l'avenir ce mode de contrats. D'où notre texte.

Article 25.

Les règles établies par toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux locataires en garni.

Toutefois, les commissions arbitrales devront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.

Ainsi que nous l'avons dit dans nos observations générales, les logeurs en garni font souvent des fournitures à leurs locataires : blanchissage, premier déjeuner du matin, etc... La Chambre avait décidé que les commissions arbitrales pourraient déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative de ces fournitures qui resterait à la charge des locataires. Notre texte transforme cette faculté en obligation. Il y a là l'application d'un principe d'équité qui ne se discute pas.

Article 26.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914 ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque.

A titre exceptionnel, elles pourront cependant être invoquées, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914 :

1° Par les réfugiés des départements envahis ;

2° Par les locataires appelés sous les drapeaux en vertu de lois ou décrets postérieurs au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit ;

3° Par les hommes engagés postérieurement au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit.

Nonobstant les termes du paragraphe premier du présent article, les personnes, visées par les articles 3, 4, 5, 6 7 et 8 du, titre premier de la présente loi, pourront, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914, exercer le droit de résiliation dans les cas prévus par lesdis articles.

Notre loi ne s'applique en principe qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914, ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque. Le bail écrit ou verbal de ces derniers a pu être renouvelé, souvent par tacite reconduciion. Pas de difficultés en ce qui les concerne.

A titre exceptionnel, les dispositions de notre loi pourront aussi être invoquées, bien qu'il s'agisse de baux postérieurs au 1er août 1914 : 1° par les réfugiés des départements envahis ; 2° par les locataires appelés sous les drapeaux en vertu de lois ou décrets postérieurs au 1er août 1914, ou par leurs ayants droit; 3° par les hommes engagés postérieurement au 1er août 1914, ou par leurs ayants droit.

On comprend la raison de ces exceptions. Il s'agit de personnes dont la situation s'est nécessairement modifiée depuis la guerre.

Quant aux autres, elles ont choisi un nouveau logement depuis le début des hostilités. Elles ont donc traité en connaissance de cause. La commission a estimé qu'en permettant qu'on remit en cause un contrat librement conclu depuis la guerre, on ferait échec, sans raison plausible, au respect dû aux contrats.

Notre dernier paragraphe indique d'ailleurs que, même pour les baux postérieurs au 1er août 1914, *les personnes qui, par le fait de la guerre, se trouvent dans les situations définies par les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la présente loi*, pourront exercer, dans les délais que ces articles stipulent, la demande en résiliation.

Article 27

L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance, laquelle deviendra immédiatement exigible.

Sauf une addition destinée à donner au deuxième paragraphe son caractère juridique, le texte ci-dessus est le même que celui de la Chambre.

Article 23

Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi seront considérées comme nulles et non avenues.

Toutefois demeurent valables les conventions sur le taux du loyer librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914.

Le texte de l'article 28 qui frappe de nullité les clauses et stipulations contraires à la présente loi est le même que celui de la Chambre.

Le deuxième paragraphe qui déclare valables, toutefois, les conventions sur le taux du loyer, librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914, est également le même que celui de la Chambre, sauf qu'il a paru plus correct de substituer le mot « conventions » au mot « transactions. »

Article 29.

Les propriétaires dont les locataires auront été exonérés, en tout ou en partie, en vertu des articles 15, 16 et 17 auront droit à une indemnité de l'Etat, à raison de la réquisition faite de leur propriété en exécution de la présente loi.

Cette indemnité sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

Seront assimilés aux propriétaires visés au paragraphes premier les logeurs en garni qui auront payé intégralement leur propriétaire et dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 15, 16 et 17 de la présente loi.

Les indemnités seront payées en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1,000 fr. ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1,000 fr.

Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs.

L'Etat aura à tous moments la faculté de se libérer par anticipation.

Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance.

Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

Les titres de créance ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil.

Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés à l'article 29 seront, dans chaque département, adressées au directeur de l'enregistrement au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Elles pourront l'être dès la promulgation de la présente loi.

Il en sera délivré immédiatement un récépissé.

Un arrêté du ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire.

Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande, le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente loi. Cette décision sera notifiée en la forme administrative, au propriétaire demandeur.

Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au ministre qui statuera dans le mois.

La décision du ministre poura faire l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, dans les conditions du droit commun.

Nous nous sommes longuement expliqué, dans nos observations générales, sur la question de l'indemnité. Nous n'y reviendrons ici que brièvement.

On voit que cette indemnité sera accordée aux propriétaires des petits locataires exonérés en vertu des articles 15 et 16 et des réformés pour blessures ou maladies se rattachant à la guerre exonérés en vertus de l'article 17.

Cette indemnité sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet de l'exonération totale ou partielle et s'appliquant à la durée de cette exonération. On comprend sous le titre de « charges de la propriété » les annuités des créances hypothécaires, les impôts et les assurances.

Lss logeurs en garni qui auront payé intégralement leur propriétaire, seront assimilés aux propriétaires visés au premier paragraphe et par conséquent indemnisés comme il est dit au deuxième paragraphe.

On voit encore que les indemnités seront payées en dix termes annuels. Le propriétaire indemnisé touchera, dans le mois de la décision statuant sur sa dèmande, un premier terme qui ne pourra être inférieur à 1.000 fr. ou à la totalité de sa créance si elle est inférieure à ce chiffre.

Il sera remis par l'Etat au propriétaire indemnisé un titre de créance dont le ministre des finances déterminera la forme.

Ce titre ne sera pas négociable, mais le propriétaire indemnisé pourra demander qu'une partie de la créance soit déléguée à son créancier hypothécaire, qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

On a vu également que ce titre pourra faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances et des transports réglés par les articles 1689 et suivants du code civil.

Notre article règle la procédure très simple des demandes en indemnité. Elles seront adressées dans chaque département au directeur de l'enregistrement, qui en délivrera immédiatement récépissé. Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande formée dans les conditions réglementaires. le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente loi.

Cette décision sera notifiée en la forme administrative au propriétaire demandeur. Dans la quinzaine de la notification, un recours pourra être adressé au ministre, qui statuera dans le mois.

La décision du ministre pourra faire l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, dans les conditions du droit commun.

Nous avons laissé bien entendu à un arrêté du ministre des finances le soin de déterminer la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire.

Il conviendra que le ministre, dans cet arrêté, concilie, avec la sauvegarde des intérêts du Trésor, la nécessité de faire perdre le moins de temps possible à de petits propriétaires qui ont le plus pressant besoin de leur indemnité.

Article 30.

Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales, entraînera, sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels departementaux et communaux compris et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, déduction faite des indemnités versées par l'Etat en vertu de l'article 29.

Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans les trois mois qui suivront la date à laquelle la décision portant réduction ou exonération de loyer sera devenue définitive.

Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise. Il devra préalablement déclarer le montant de ces réductions ou exonérations devant le président de la commission arbitrale qui lui donnera acte de sa déclaration. La demande de remise d'impôt devra être formée alors dans les trois mois de cette déclaration.

Toute fausse déclaration sera passible des peines portées par l'article 405 du code pénal. En cas de condamnation l'article 463 pourra être appliqué.

Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées comme les demandes en remise pour vacances de maison.

Cet article décide que toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales entraînera sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire.

Nous n'avons pas visé ici les propriétaires indemnisés puisque ceux-ci perçoivent une indemnité qui ne peut être inférieure en aucun

cas au montant des impôts afférents à la location qui a bénéficié de l'exonération.

Notre article, comme celui de la Chambre, fait bénéficier de la remise proportionnelle d'impôts le propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer.

Nous avons fixé le délai dans lequel devrait être effectuée la demande en remise d'impôts.

Article 31.

Le recouvrement du principal des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914, ne pourra être poursuivi pendant les hostilités, ni durant un délai de trois ans à compter du décret fixant leur cessation.

La commission arbitrale pourra, en présence des créanciers hypothécaires ou eux dûment appelés ou représentés comme il sera dit à l'article 46 et nonobstant toutes stipulations contraires, accorder aux propriétaires non indemnisés les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Ces délais ne pourront toutefois dépasser trois années, plus une durée égale à celle des hostilités.

Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur les délais prévus au paragraphe précédent.

La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil.

Cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la présente loi.

Au cas où le taux des intérêts des créances prorogées serait inférieur au taux légal, il sera porté à ce dernier taux à partir de la date de la cessation des hostilités ou à partir de l'échéance primitivement fixée si elle est postérieure, sans préjudice des conventions stipulant un taux plus élevé.

Nonobstant la prorogation résultant de la présente loi, les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront, dans les termes du droit commun, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leurs débiteurs.

Les mêmes délais seront accordés aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petite propriété, qui amortissent leur prix d'acquisition par payements périodiques.

Nous avons longuement exposé, dans nos observations générales, la question du recouvrement des créances hypothécaires.

On nous excusera donc de ne pas revenir ici sur nos précédents commentaires.

Nous nous bornons à préciser la portée de notre article :

1° Nul ne pourra, soit pendant les hostilités, soit durant un délai de trois ans à compter du décret fixant leur cessation, poursuivre le recouvrement du capital des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles, dès lors que ces créances résulteront d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914;

2° La commission arbitrale pourra accorder aux propriétaires les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités. Toutefois, ces délais ne pourront dépasser trois années plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur les délais dont nous venons de parler. Cette décision ne pourra être prise par la commission qu'en présence des créanciers hypothécaires intéressés ou eux dûment appelés. Seuls les propriétaires non indemnisés par l'Etat pourront demander ces délais. Cela est de toute justice, puisque l'indemnité, lorsqu'elle est accordée, ne peut être inférieure au montant des annuités hypothécaires;

3° La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. Dans ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil. Cependant cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de notre loi;

4° Si des créanciers ont pu valablement intenter une poursuite, la prorogation autorisée par notre texte ne pourra empêcher les créanciers hypothécaires ou privilégiés de prendre part à toutes distributions de l'actif de leurs débiteurs, dans les termes du droit commun;

5° Notre texte accorde aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petites propriétés, qui amortissent leur prix d'acquisition par des payements périodiques, les mêmes délais qu'aux débiteurs hypothécaires.

TITRE III

JURIDICTION ET PROCÉDURE

Article 32.

Toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu seront, quel que soit leur chiffre, jugées par une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres, savoir : deux propriétaires et deux locataires.

En principe, il sera institué dans chaque arrondissement et, dans les villes divisées en cantons ou arrondissements, dans chaque canton ou arrondissement, enfin, dans chaque canton suburbain du département de la Seine, une commission arbitrale.

Le lieu où siégera la commission arbitrale sera publié, par les soins de l'administration préfectorale, à la porte de chaque mairie du ressort.

Toutes les fois que, pour l'expédition des affaires, la subdivision paraîtra nécessaire, il y sera pourvu par un décret qui déterminera le ressort de chaque commission arbitrale.

Dans la huitaine de la promulgation de la présente loi ou des décrets prévus au paragraphe précédent, le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, l'un des juges de paix ou suppléants de la justice de paix, ou un avocat ayant au moins quinze années d'inscription au tableau.

Le premier président pourvoira au remplacement du président empêché temporairement ou définitivement.

Avant d'entrer en fonctions, le président délégué devra affirmer par écrit au premier président de la cour d'appel qu'il ne doit aucun terme à son propriétaire.

Cet article commence par poser le principe que toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu seront, quel que soit leur chiffre, jugées par la commission arbitrale.

On a voulu éviter des procès devant les juridictions de droit commun, en confiant à une sorte de juridiction familiale, où les intéressés seraient représentés, la solution des conflits entre propriétaires et locataires.

Pour ce qui est de la composition de la commission ou même de son fonctionnement, nous avons apporté peu de modifications au texte de la Chambre. Elles sont soulignées en italiques dans le texte comparatif. On remarquera qu'au cinquième paragraphe nous avons supprimé la présence du conseiller de préfecture, magistrat de l'ordre administratif dont la compétence n'a rien à voir dans notre matière et celle de l'inspecteur de l'enregistrement, qui ne paraît point préparé au rôle de juge sur la question de fond que la commission arbitrale aura à trancher.

Nous avons réservé, on le sait, aux fonctionnaires de l'enregistrement, un autre rôle pour lequel ils sont plus qualifiés, celui du calcul et de la fixation des indemnités.

Par un dernier paragraphe de notre article nous avons exigé que le président de la commission arbitrale, avant de recevoir sa délégation du premier président de la Cour d'appel, ait affirmé par écrit au premier président qu'il ne doit aucun terme à son propriétaire. Il convenait que sa situation fût certainement régulière pour qu'il eût l'indépendance d'appréciation nécessaire.

Article 33.

Dans chaque commune, sur convocation spéciale du préfet, et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, le conseil municipal dresse trois listes de propriétaires et de locataires de la commune : une de propriétaires d'immeubles à loyer, une de locataires non patentés, une de locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront un propriétaire, deux locataires patentés et deux locataires non patentés par 1,000 habitants à Paris et par 200 habitants dans les autres communes.

Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires dont l'un reste déposé à la mairie et l'autre doit être transmis, dans le délai fixé par l'arrêté de convocation, au sous-préfet du chef-lieu de l'arrondissement ou au juge de paix du canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales, à Paris, au préfet de la Seine.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, des conseillers d'arrondissement, des juges de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur, se réunit dans chaque arrondissement ou dans chaque canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales.

A Paris, cette commission est composée, dans chaque arrondissement, du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, du maire ou d'un adjoint délégué par lui, des conseillers municipaux, du juge de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur.

Le président de la commission, prévue aux paragraphes 3 et 4 du présent article, tire au sort, en séance publique de la commission, sur les listes préparatoires dressées comme il vient d'être dit, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la liste définitive, à raison de deux propriétaires, d'un locataire patenté et d'un locataire non patenté par 200 habitants pour les circonscriptions arbitrales dont la population ne dépasse pas 30,000 habitants; par 500 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 30,000 habitants sans dépasser 100,000 et par 1,000 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 100,000 habitants.

Pour établir la liste des locataires, le tirage au sort s'opère alternativement sur la liste des locataires non patentés et sur la liste des locataires patentés.

La commission statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité énumérés à l'article 35 ci-après.

Cet article se définit de lui-même. Il a reçu seulement un certain nombre de modifications de forme et de précisions destinées à faciliter son application.

Pour le surplus, c'est le texte de la Chambre.

Article 34.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents.

Les listes préparatoires sont transmises au président de la commission arbitrale par les soins du président de la commission prévue à l'article 33.

La Chambre avait écrit, dans cet article, un deuxième paragraphe décidant que la liste préparatoire des locataires devrait se composer pour un quart de locataires patentés.

Les modifications apportées aux articles précédents ont rendu cette disposition inutile.

Elle a donc disparu de notre texte.

Article 35.

Ne pourront être compris sur les listes préparatoires d'assesseurs de la commission arbitrale des loyers que les propriétaires du locataires ayant leur principal établissement dans la ville, pour les villes au-dessus de 100,000 habitants, ou dans l'arrondissement, âgés de plus de vingt-cinq ans, inscrits sur la liste électorale, non soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité prévus par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 novembre 1872.

Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, pourront

être comprises dans les listes d'assesseurs de la commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus, en ce qui les concerne, par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi.

Ne peuvent être choisis : 1° les locataires propriétaires d'immeubles de rapport dans le département ; 2° les locataires représentants habituels d'un ou de plusieurs propriétaires; 3° les locataires exonérés en vertu des articles 15, 16, paragraphe 1er, et 17 de la présente loi.

Nous vous proposons de décider, ainsi que vous le voyez, que ne pourront être choisis pour faire partie de la liste des assesseurs, ni les locataires propriétaires d'immeubles de rapport dans le département, ni les locataires représentants habituels d'un ou de plusieurs propriétaires, ni les locataires exonérés en vertu des articles 15, 16, paragraphe 1er, et 17 de notre loi, c'est-à-dire ceux dont l'exonération est de plein droit et se traduit par une indemnité pour le propriétaire.

Les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 novembre 1872 visent les cas d'incapacité et d'incompatibilité concernant les jurés.

Article 36.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, au lieu et à la date qui seront publiés dans la forme prescrite au paragraphe 3 de l'article 32, le président de la commission arbitrale tire au sort publiquement, sur les listes dressées en vertu de l'article 33, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la commission arbitrale des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté et l'autre un locataire non patenté.

Le président tire, de plus, au sort les noms de cinq assesseurs suppléants : deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté.

Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat ; elle est communiquée à tout intéressé.

Le président fixe la date de la session. Celle-ci dure deux mois au plus. Néanmoins toute affaire commencée devra être jugée par la commission devant laquelle elle aura été portée.

Le président de la commission arbitrale convoque les assesseurs.

Tout assesseur qui aura fait le service pendant une session sera dispensé, sur sa demande adressée au président pour la session suivante.

Cet article n'a reçu que des modifications de forme par rapport à celui de la Chambre.

Il se définit de lui-même.

Article 37.

Les assesseurs des commissions arbitrales peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;

4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

5° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause ;

6° Si, au cours de la guerre, ils ont fait expulser un ou plusieurs locataires pour non-payement de leurs loyers ;

7° S'ils n'ont pas encore réglé définitivement leur situation avec leur propriétaire.

La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la commission arbitrale.

Il est statué sans délai par le président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchement que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 36.

En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, la commission se complètera en appelant à siéger un assesseur suppléant de la même catégorie, dans l'ordre du tirage au sort.

Aux motifs de récusation déjà énoncés par le texte de la Chambre, et qui sont ceux du droit commun, nous en avons ajouté deux, l'un dans l'intérêt des locataires, l'autre dans l'intérêt des propriétaires, tous les deux dans l'intérêt de la bonne justice.

Nous disons que les assesseurs pourront être récusés :

a) Si, au cours de la guerre, ils ont fait expulser un ou plusieurs locataires pour non-payement de leurs loyers ;

b) S'ils n'ont pas encore réglé définitivement leur situation avec leur propriétaire.

Dans le premier cas, ils auraient fait preuve d'un état d'esprit qui ne les désigneraient pas pour une saine appréciation des choses.

Dans le second cas, ils manqueraient de l'indépendance nécessaire.

Le texte de la Chambre disposait que la partie qui voulait récuser un assesseur devait former la récusation avant tout débat et en exposer les motifs dans une déclaration écrite, ou bien verbalement. Nous avons exigé la déclaration écrite, la déclaration verbale pouvant être contestée.

La Chambre avait dit que les parties intéressées auraient respectivement le droit d'exercer deux récusations péremptoires par catégorie. Ce texte ne pouvait être maintenu. On l'eût compris dans un système comme celui du fonctionnement du jury des assises, où les récusations sont formées sans indication des motifs. Elles reposent, ici, au contraire, sur des motifs précis et ne peuvent être par conséquent limitées.

Article 38.

Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent individuellement, devant le président de la commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.

Ils affirment également sous la foi du serment qu'il n'existe à leur connaissance aucune des causes de récusation prévues par l'article 37 et pouvant leur être opposées.

En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le président de la commission arbitrale à une amende de 100 fr. au moins et de 300 fr. au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal. Le président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné.

Les assesseurs reçoivent les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811.

Le texte de la Chambre disait que les assesseurs et le secrétaire prêteraient serment au président.

Il a paru inutile que le secrétaire prêtât serment à chaque session. Cette obligation lui sera imposée par l'article suivant, seulement avant qu'il prenne possession de ses fonctions.

En revanche, les assesseurs devront affirmer, sous la foi du serment, qu'il n'existe à leur connaissance aucune des causes de récusation prévues par l'article 37 et pouvant leur être opposées.

Article 39.

Le premier président de la cour d'appel désigne le secrétaire de la commission arbitrale. Il peut le révoquer.

Le secrétrire, avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le tribunal civil.

Les émoluments du secrétaire sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907 dont les articles 58, 59 et 60 sont applicables.

Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé, est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898 et des articles 1030 et 1031 du code de procédure civile.

Il y avait des erreurs matérielles dans les références aux articles du code de procédure civile indiqués par le texte de la Chambre.

Nous les avons rectifiées.

La loi du 27 mars 1907 est celle qui règle le fonctionnement du conseil des prud'hommes. Les articles 58, 59 et 60 de cette loi prévoient les émoluments du secrétaire du conseil des prud'hommes.

L'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898, décide que les officiers ministériels qui seront en contravention aux lois et règlements pourront, suivant la gravité des circonstances, être punis par des injonctions d'être plus exacts ou circonspects, par des défenses de récidiver, par des condamnations de dépens en leur nom personnel, par des suspensions à temps ; l'impression et même l'affiche des jugements à leurs frais pourront aussi être ordonnées et leur destitution pourra être prononcée s'il y a lieu.

Aux termes de l'article 1030 du code de procédure civile, l'officier ministériel pourra, soit pour omission, soit pour contravention, être condamné à une amende qui ne sera pas moindre de 5 fr. et n'excédera pas 100 fr.

Aux termes de l'article 1031 les procédures et les actes nuls ou frustratoires et les actes qui auront donné lieu à une condamnation d'amende, seront à la charge des officiers ministériels qui les auront faits, lesquels, suivant l'exigence des cas, seront, en outre passibles des dommages et intérêts de la partie et pourront même être suspendus de leurs fonctions.

Article 40.

Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale.

A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire : cette lettre indiquera les noms, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le président au délai minimum de trois jours francs.

Les parties comparaîtront en personne. En cas d'excuse jugée valable par le président, elles pourront se faire représenter par les mandataires désignés à l'article 46.

Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparaît pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.

L'article 40 établit la nécessité d'un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale.

Nous attachons beaucoup d'importance à cette formalité, qui permettra, dans beaucoup de cas, au président de résoudre le conflit et de provoquer un arrangement entre les parties.

Nous avons permis que celles-ci se fissent représenter au préliminaire de conciliation, en cas d'excuse jugée valable. Mais notre vœu est que, dans toutes les circonstances où cela sera possible, elles comparaissent en personne.

Article 41.

Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au président pour prononcer sur leurs difficultés, comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires.

La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.

Il était pleinement dans l'esprit de notre loi que le président, outre son rôle de conciliateur, pût être choisi comme arbitre et amiable compositeur. Il sera dispensé alors d'observer toutes formalités judiciaires.

Article 42.

Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le président, et, dans ce cas ; il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

Cet article se définit de lui-même.

Il traduit la volonté du législateur d'éviter le plus possible les formalités.

Article 43.

A défaut de conciliation ou si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée avec avis de réception, pour l'audience de la commission arbitrale, au jour qui aura été fixé par le président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 40, paragraphe 2. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par huissier.

La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 40.

Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.

Notre article 43 suppose que la tentative de conciliation n'a pas réussi.

Il indique alors comment il sera procédé à la citation devant la commission arbitrale et au besoin à l'appel de témoins.

Article 44.

Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de l'envoi de la lettre recommandée. Elle a lieu par une déclaration au secrétariat, dont il est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.

Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du secrétaire, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui intervient est réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe premier du présent article.

Notre article 44 est relatif aux décisions rendues par défaut, à leur notification, au délai de l'opposition et à la convocation des parties intéressés pour une nouvelle audience.

Le dernier paragraphe fixe les conditions de la notification des décisions contradictoires.

Article 45.

Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.

Aux termes de l'article 1033 du code de procédure civile, modifié par la loi du 3 mai 1862 et par la loi du 13 avril 1895, le jour de la notification et celui de l'échéance ne sont point comptés dans le délai général fixé pour les ajournements, les citations, sommations et autres actes faits à personne ou à domicile.

Ce délai est augmenté d'un jour à raison de cinq myriamètres de distance.

Les fractions de moins de quatre myriamètres ne sont pas comptées; les fractions de quatre myriamètres et au-dessus augmentent le délai d'un jour entier.

Toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai est prorogé jusqu'au lendemain.

Article 46.

Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié, par un avocat régulièrement inscrit ou par un officier ministériel dans sa circonscription. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille ou un officier ministériel autre qu'un avoué, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.

Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions.

Sont applicables les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905, 96 de la loi du 13 juillet 1911.

L'assistance judiciaire pourra être accordée aux parties par le bureau d'assistance publique prévu à l'article 3, paragraphe premier de la loi du 10 juillet 1901. Elle est de droit pour les locataires énumérés aux articles 15, 16 et 17 de la présente loi.

L'article 46 est relatif à la comparution des parties devant la commission arbitrale.

Elles doivent, en principe, comparaître en personne et peuvent se faire assister, soit par un membre de leur famille, parent ou allié, soit par un avocat régulièrement inscrit, soit par un officier ministériel dans sa circonscription.

En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par ces mêmes mandataires.

En spécifiant que lesdits mandataires peuvent être des officiers ministériels, nous avons visé les notaires, avoués, huissiers, greffiers et commissaires-priseurs. Nous n'avons pas cru devoir faire figurer les agents d'affaires parmi les mandataires qualifiés pour représenter ou assister les parties devant la commission arbitrale.

Les avocats et avoués, conformément aux règles posées par la loi du 13 juillet 1911, seront dispensés de procuration.

Une modification a été apportée au dernier paragraphe du texte de la Chambre.

Nous avons vu des inconvénients à ce que le président de la commission se prononçât sur les demandes d'assistance judiciaire. Il connaîtrait ainsi de l'affaire et pourrait en préjuger.

L'assistance judiciaire sera accordée par le bureau d'assistance judiciaire prévu à l'article 3 paragraphe 1er de la loi du 10 juillet 1901. Cette assistance sera de droit pour les locataires énumérés aux articles 15, 16 et 17 de notre loi.

Article 47.

Les audiences sont publiques. Toutefois, la commission arbitrale devra ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du conseil.

La décision sera sommairement motivée; elle sera toujours rendue en audience publique.

Elle comportera la formule exécutoire prévue par les articles 146 et 545 du code de procédure civile.

La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.

Notre article 47 pose le principe de la publicité des audiences. Le texte de la Chambre disposait que, toutefois, la commission arbitrale devrait ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auraient lieu en chambre du conseil. Il ajoutait qu'il en serait ainsi obligatoirement quand la demande en aurait été faite par les deux parties.

Nous avons estimé qu'un locataire qui justifie des raisons pour lesquelles il sollicite une réduction du prix de son bail, un locataire commerçant, par exemple, peut avoir le plus sérieux intérêt à ne pas les faire connaître en public.

Il suffira donc de la demande de l'une des parties pour que la commission arbitrale doive ordonner que les débats auront lieu en chambre du conseil.

Le troisième paragraphe de notre article décide, pour la bonne règle, que la décision de la commission arbitrale comportera la formule exécutoire.

L'amende prévue par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 est de 100 fr. à 2,000 fr.

Article 48.

Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au président de la commission.

Il était de toute nécessité de donner au président de la commission arbitrale les mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale.

Article 49.

Les décisions des commissions arbitrales pourront être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois seront formés au plus tard le quinzième jour à dater de la notification prévue à l'article 44 par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale qui aura rendu la décision, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée.

Le pourvoi sera porté directement devant la chambre civile.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.

Notre article 49 règle tout ce qui est relatif au pourvoi en cassation.

Par rapport au texte de la Chambre, les modifications introduites sont les suivantes : nous avons donné, pour former le pourvoi, quinze jours au lieu de huit jours à dater de la notification; nous avons exigé que les pourvois soient notifiés par exploit d'huissier. La pratique de la lettre recommandée n'offrait pas ici assez de sécurité.

Article 50.

Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution de la présente loi et dont l'inobservation est de nature à donner lieu au pourvoi prévu à l'article 49. Les copies pour extrait certifié conforme seront, en cas de pourvoi, jointes au dossier.

Cet article vise la tenue du registre du secrétaire et la composition du dossier des pourvois.

Article 51.

Les décisions, ainsi que les extraits, copies ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soient des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission arbitrale devrait, conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalités de l'enregistrement ou du timbre.

Cet article se définit de lui-même.

L'article 16 de la loi du 23 août 1871 est celui qui, d'une manière générale, fait un devoir aux tribunaux devant lesquels sont produits des actes non enregistrés d'ordonner le dépôt au greffe, de ces actes, pour être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement.

Article 52.

En cas de plainte en prévarication contre les membres des commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du code d'instruction criminelle.

Les articles 505 à 508, 510 à 516 du code de procédure civile, 126, 127 et 185 du code pénal sont applicables aux commissions arbitrales et à leurs membres individuellement.

La prise à partie sera portée devant la cour d'appel.

L'article 483 du code d'instruction criminelle décide que le juge prévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, sera poursuivi comme il est dit en l'article 479, c'est-à-dire cité par le procureur général devant la cour d'appel qui statuera en dernier ressort.

Les articles 505 à 508, 510 à 516, du code de procédure civile, sont relatifs à la prise à partie.

Les articles 126 et 127 du code pénal sont relatifs au crime de forfaiture. et l'article 185 au déni de justice.

Article 53.

Demeurent, au surplus. applicables les articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du code de procédure civile, en tout ce qui n'a rien de contraire à la présente loi.

Les articles 10, 11, 12, 14, 18 du code de procédure civile sont relatifs aux audiences du juge de paix et à la comparution des parties; les articles 28 et 29 aux jugements qui ne sont pas définitifs et à leur exécution; les articles 34, 35, 36, 37, aux enquêtes; les articles 41, 42, 43, aux visites de lieux; l'article 54, aux demandes nouvelles et aux demandes reconventionnelles; l'article 55, à la délation du serment; l'article 130 fait supporter les dépenses par la partie qui succombera; l'article 131 est relatif à la compensation des dépens; les articles 168, 170 sont relatifs aux exceptions d'incompétence; l'article 452 aux jugements préparatoires et interlocutoires; l'article 474 à la tierce opposition; l'article 480 à la requête civile.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Articles 54.

Sans préjudice de ce qui a été dit à l'article 19, peuvent être prorogés par la commission arbitrale, à la demande du locataire et aux conditions fixées au bail, les baux expirant pendant la durée de la guerre ou pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, dans les conditions ci-après :

1° Pour une durée minima égale à celle de la

guerre, les baux des locaux commerciaux et industriels ;

2° Pour une durée maxima d'une année, les baux écrits des locaux affectés à l'habitation ;

3° Pour une durée maxima de six mois, les locations verbales.

Le locataire devra, à peine de forclusion, faire connaître son intention au bailleur, par acte extrajudicataire, au plus tard dans les deux mois qui suivront l'expiration du bail et, si l'expiration du bail est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les deux mois de ladite promulgation.

La commission tiendra compte notamment dans sa décision, de la durée de la mobilisation du locataire et, même s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.

Le délai de réalisation des promesses de vente expirant postérieurement au 1er août 1914 pourra être prorogé dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées ci-dessus pour les baux, c'est-à-dire d'une durée maxima égale à celle de la guerre s'il s'agit de locaux ou de fonds commerciaux ou industriels ; d'une année seulement au maximum s'il s'agit de toute autre promesse de vente.

Le texte de la Chambre accordait à tous les locataires, sans distinction, le droit de faire proroger leur bail pour une durée égale à celle de la guerre.

Cette disposition, s'ajoutant à l'obligation du maintien en possession des lieux loués dont vont bénéficier un grand nombre de locataires nous a paru excessive et contraire au principe de la liberté des contrats. Il y avait cependant quelque chose à faire. Mais il fallait, d'une part, accorder des délais de prorogation différents, suivant qu'il s'agissait de locataires de maisons de commerce ou d'industrie ; d'autre part, distinguer entre les situations.

Autant il est raisonnable qu'un commerçant qui n'a pas pu exploiter normalement sa maison pendant la guerre, puisse bénéficier d'une prorogation, autant elle n'a point sa raison d'être s'il s'agit d'un commerçant qui a réalisé, par exemple, de gros bénéfices de guerre.

Le plus simple était de laisser la commission arbitrale se prononcer dans tous les cas ; de ne pas la mettre en présence d'une obligation, mais d'une simple faculté dont elle fera un usage équitable en s'inspirant des circonstances et de la situation des parties.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu notre texte.

Il se borne à fixer la durée maxima des prorogations qui pourront être accordées ; à limiter le délai accordé au locataire pour la demande de prorogation et à dire que la commission tiendra compte, notamment, dans sa décision, de la durée de mobilisation du locataire et, s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.

Le dernier paragraphe statue sur les prorogations en matière de promesses de vente.

Article 55.

L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée, dans les conditions prévues à l'article 48, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.

Il s'agit de permettre à la femme du locataire présumé décédé d'ester valablement devant la commission arbitrale.

Article 56.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir.

Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.

Notre texte, semblable à celui de la Chambre, a pour but d'empêcher l'exploitation des propriétaires et des locataires par des intermédiaires peu scrupuleux.

Article 57.

Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi :

1° Les Français et protégés français ;

2° Les sujets et ressortissants des pays alliés ;

3° Les Alsaciens-Lorrains ;

4° Ceux des sujets ressortissants des pays étrangers dont la nationalité sera déterminée par un décret rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

Certains neutres s'étaient plaints de ne pas être compris parmi les bénéficiaires de la présente loi, tels qu'ils étaient énumérés au texte de la Chambre.

C'est pourquoi nous avons laissé à un décret, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, le soin de déterminer ceux des sujets et ressortissants des pays étrangers qui pourront bénéficier de la loi.

Article 58.

Il sera statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires des sociétés de construction d'habitations à bon marché et sur la situation desdites sociétés de crédit immobilier.

Ce texte est semblable à celui de la Chambre.

Ces jours derniers, M. le ministre du travail a communiqué à la commission quelques articles qu'il voudrait voir insérer dans la présente loi et concernant les sociétés de construction d'habitations à bon marché et les sociétés de crédit immobilier.

Votre commission a immédiatement mis ces textes à l'étude. Elle s'efforcera d'en faire l'objet d'un rappert supplémentaire ; sinon, ils seront compris dans une loi spéciale.

Il est extrêmement désirable que la situation de ces œuvres si intéressantes ne demeure pas en suspens.

D'autre part, nous n'avons pas voulu différer plus longtemps le dépôt de notre rapport sur l'important projet de loi général dont nous avions été saisis.

Article 59.

La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

PROJET DE LOI SUR LES LOYERS

COMPARAISON DES TEXTES VOTÉS PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 22 AVRIL 1916 ET DES TEXTES PROPOSÉS AU SÉNAT PAR LA COMMISSION

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Article 1er.	Article 1er	
Toutes les contestations entre propriétaires et locataires, nées par suite de la guerre et relatives à l'exécution ou à la résiliation des baux à loyer, seront régies par les dispositions ci-après :	A partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après :	Adopté.
TITRE Ier	*TITRE 1er*	La commission, dans un intérêt d'ordre public, a tenu à marquer, pour l'avenir, le retour au droit commun.
RÉSILIATIONS	*RÉSILIATIONS*	La présente loi, destinée à résoudre les difficultés nées de la guerre et des moratoires *successifs*, n'a qu'un caractère exceptionnel et temporaire.
Article 2.	Article 2	
Les baux à loyer seront, sans préjudice des des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions exceptionnelles ci-après.	Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes :	
Article 3.	Article 3	
Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit sans indemnité sur la déclaration de sa veuve ou de ses héritiers en ligne directe, ou encore de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués. La déclaration est adressée au bailleur par lettre recommandée.	Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués. La déclaration sera faite au greffe de la justice de paix où elle sera consignée sur un registre spécial et transmise au bailleur par les soins du greffe. Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès et, si le décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de cette promulgation.	
S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la commission arbitrale apprecie.		Il nous a paru impossible de donner à la commission arbitrale le droit de se substituer à une partie des héritiers pour prendre parti sur la résiliation.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
	Lorsque le propriétaire pourra établir qu'il avait effectué dans les lieux loués des aménagements exceptionnels qu'il devait amortir par le prix de la location et la durée du bail, la commission arbitrale, prévue au titre III de la présente loi, pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant.	La disposition ci-contre se justifie d'elle-même.
Article 4.	Article 4.	
La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire. Elle est alors ordonnée, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.	La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous réserve de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par ledit article, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire. Elle est alors ordonnée par la commission arbitrale, avec ou sans indemnité, suivant les circonstances.	
Article 5.	Article 5.	
La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou à leur défaut des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé.	La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou à leur défaut des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé. La déclaration prévue à l'article 3 doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre, qu'il y a présomption de décès. Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de la dite promulgation.	**Application du principe posé à l'article 3.**
Article 6.	Article 6.	
Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la déclaration des héritiers. S'il y a désaccord entre les héritiers, la commission arbitrale apprécie. Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la demande d'un ayant droit.	Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la déclaration des héritiers. Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la demande d'un ayant droit. La déclaration prévue à l'article 3 doit être faite, à peine de forclusion, dans les cas déterminés au paragraphe 1er du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier sociétaire en nom collectif ou du dernier gérant de la société en commandite simple. Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la société. Si le décès prévu au paragraphe 1er ou si la dissolution de société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, les délais ci-dessus impartis courront à partir de ladite promulgation.	
La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité. L'indemnité qui pourra être accordée ne saurait excéder l'actif social net.	La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.	Nous vous proposons de supprimer la dernière phrase du texte de la Chambre ainsi conçue : « L'indemnité qui pourra être accordée ne saurait excéder l'actif social net. » On a fait remarquer avec raison qu'il n'y a d'actif net que si tous les créanciers sociaux sont payés. La formule de la Chambre aurait pour résultat d'accorder un droit de préférence à tous les créanciers autres que le propriétaire.
Article 7.	**Article 7.**	
Si le locataire établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, ou par suite de faits de guerre s'il n'est pas mobilisé, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle, la résiliation du bail sera prononcée sur sa demande sans indemnité.	Si le locataire qui a été mobilisé établit que, par suites de blessures reçues ou de maladie, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle et qu'il se trouve privé désormais des ressources nécessaires pour payer le prix du bail, la résiliation sera prononcée sur sa demande sans indemnité. Le locataire, dans le cas prévu au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa mise en réforme et, si cette mise en réforme est antérieure à la pro-	Le texte de la Chambre avait prévu à la fois le cas du locataire mobilisé et celui du locataire non mobilisé. La commission a été d'avis de régler séparément l'une et l'autre hypothèse. Elle a réglé ci-contre le cas du locataire mobilisé. Pour ce qui est du locataire non mobilisé, il pourra se référer aux dispositions de l'article 9.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
	mulgation de la présente loi, dans les six mois de la dite promulgation.	
Article 8.	Article 8.	
Seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, et dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures ou de maladie contractée à l'occasion de ces faits.	Seront soumis au bénéfice des dispositions qui précèdent, et dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie se rattachant à ces faits. La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite dans les six mois de l'avis officiel du décès et, si cet avis de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.	Application du principe posé à l'article 8.
Article 9.	Article 9.	
La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que la guerre a modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que dans sa situation nouvelle il n'aurait pas contracté.	La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail. Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.	La guerre a plus ou moins modifié la situation de chacun. Seule la privation des ressources nécessaires à l'exécution du bail justifie, dans le cas qui nous occupe, la résiliation.
	Article 10 (nouveau).	
	La résiliation du bail pourra de même, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera: 1° Ou que le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur; 2° Ou que le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille; 3° Ou que le locataire non exonéré en vertu de la présente loi, ne se conforme pas en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale; 4° Ou que le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1er août 1914.	Le texte de la Chambre ne parlait point de la résiliation qui peut être prononcée à la demande du bailleur. Le texte ci-contre, outre les causes de droit commun auxquelles il se réfère en rappelant l'article 2, vise un certain nombre de cas spéciaux.
Article 10.	Article 11 (art. 10 ancien).	
Dans tous les cas prévus ci-dessus, la déclaration ou demande de résiliation devra, à peine de forclusion, être adressée au bailleur par lettre recommandée avant l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités. La résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage en observant les délais ordinaires des congés, sans que ceux-ci puisent excéder trois mois. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle et pour des circonstances dont elle sera juge.	Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage en observant les délais ordinaires des congés sans que ceux-ci puissent excéder trois mois. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle.	
Article 11.	Article 12 (art. 11 ancien).	
La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits. Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif. Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine, à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et d'en assurer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la résiliation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909.	La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits. Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif. Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et d'en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la résiliation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909.	Correction d'une simple coquille.
TITRE II	TITRE II	
EXONÉRATIONS ET DÉLAIS	EXONÉRATIONS ET DÉLAIS	
Article 12.	Article 13 (art. 12 ancien).	
Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités fixées par décret, des réductions de prix, pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement du loyer.	Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix, pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers. Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à	Nous avons expliqué dans nos observations générales, que chacun ayant été plus ou moins en temps de guerre, privé d'une notable partie de ses ressources, la formule de la Chambre était trop large. Il faudra ou que le locataire justifie qu'il a été privé des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou qu'il établisse qu'il se trouve privé des ressources nécessaires au payement de ses loyers. Dans le texte du Sénat comme dans le texte de la Chambre, l'article 12 (aujourd'hui 13) demeure l'article de droit commun.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire.	la réduction que pour en déterminer l'étendue de l'ensemble des ressources du locataire.	Le mot ressource a paru plus exact que le mot revenus.
Article 13.	Article 14 (art. 13 ancien).	
Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.	Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions,	
Article 14.	Article 15 (art. 14 ancien).	
Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 12 et, comme tels, totalement exonérés du payement de leurs loyers échus ou à échoir pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui en suivront la cessation fixée par décret, les locataires occupant des logements d'habitation rentrant dans une des catégories suivantes :	Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :	L'article 14 de la Chambre, qui prévoyait la preuve contraire du propriétaire, s'appliquait à tous les petits locataires en général. L'article 15 supprimait cette preuve et prononçait l'exonération de plein droit pour les petits locataires mobilisés. Il nous a paru plus clair de régler tout d'abord ici le cas des petits locataires mobilisés. Les articles suivants régleront le cas des autres. Les chiffres de loyer de chacune des catégories de petits logements ont été modifiés dans les conditions qui apparaissent ci-contre. La majoration pour charges de famille a été prévue dans un paragraphe spécial. Il y avait à cet égard une répétition dans le texte de la Chambre.
1° A Paris, dans le département de la Seine et dans les communes de Sèvres, Meudon et Saint-Cloud en Seine-et-Oise :	1° A Paris et dans le département de la Seine ;	
Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire ; à 500 fr., s'il est marié sans enfants ; à 600 fr., s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge, conformément aux articles 12 et 13 de la loi du 15 juillet 1914 ;	Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire : à 500 fr. s'il est marié ;	La commission, après avoir voté le principe de l'exonération de plein droit pour certaines catégories de petits locataires mobilisés, a déterminé ces catégories. Favorable à l'exonération des petits locataires mobilisés, elle n'a pas voulu qu'on comprît parmi eux les hommes affectés à des administrations dans lesquelles ils touchent leur traitement ou salaire habituel, les ouvriers détachés dans les usines de guerre et dont le salaire est au moins égal à celui qu'ils recevaient en temps de paix ; enfin, ceux des petits locataires mobilisés qui, officiers par exemple, reçoivent une somme égale ou supérieure à leur traitement ou salaire du temps de paix. D'autre part, elle a été d'avis que si un homme n'a été mobilisé que pendant une partie de la guerre, l'exonération ne s'appliquât qu'au temps de sa mobilisation.
2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus : Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire ; à 350 fr. s'il est marié sans enfant ; à 400 fr. s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge ;	2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus : Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire ; à 350 fr. s'il est marié ;	
3° Dans les communes de 30,000 à 100,000 habitants : Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr., si le locataire est célibataire ; à 250 fr. s'il est marié sans enfant ; à 300 fr., s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge ;	3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants : Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr., si le locataire est célibataire ; à 250 fr. s'il est marié.	Il a été créé, dans l'échelle des petits loyers, une catégorie spéciale pour les villes de 5,000 à 20,000 habitants et une autre catégorie pour les communes de 1,000 à 5,000 habitants.
4° Dans les autres communes : Logements d'un loyer inférieur à 100 fr., si le locataire est célibataire ; à 150 fr., s'il est marié sans enfant ; à 200 fr. s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge.	4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants : Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 fr., si le locataire est célibataire ; à 200 fr. s'il est marié. 5° Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants : Logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 fr., si le locataire est célibataire ; à 150 fr. s'il est marié ; 6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants : Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr., si le locataire est célibataire ; à 100 fr. s'il est marié.	
	Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge, dans les autres communes. Si les locataires désignés au paragraphe 1er n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, ou pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement ou salaire. L'exonération accordée par le paragraphe 1er pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers mois précédant ladite cessation des hostilités.	
Article 15.	Art. 16 (art. 15 ancien).	
Les chiffres prévus à l'article précédent seront majorés de 100 fr. par personne à la charge et âgée de moins de seize ans pour Paris, le département de la Seine, les communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon en Seine-et-Oise et, dans les autres départements, pour les communes de 30,000 habitants et au-dessus.	Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés, sur leur déclaration au greffe de la justice de paix faite dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, être privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au	Notre nouvel article 16 vise le cas des petits locataires non mobilisés et celui des petits locataires mobilisés qui ne bénéficient pas de l'exonération de plein droit pendant la durée de la guerre. A tous ceux-là, la commission applique le régime de la coupure entre le passé et l'avenir. Pour le passé, et jusqu'au 1er octobre 1916,

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Ils seront majorés dans les mêmes conditions de 100 fr. pour toutes les autres communes.	1er octobre 1916 et comme tels exonérés dudit payement : 1° Les locataires mobilisés occupant des logements compris dans l'une des catégories déterminées à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre par l'article précédent ; 2° Les locataires non mobilisés occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 15. A partir du 1er octobre 1916, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 13 et devront justifier devant la commission arbitrale des raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail dans les conditions dudit article.	c'est l'exonération sur simple déclaration et sauf preuve contraire réservée au propriétaire. Mais pour l'avenir, c'est le droit commun de notre nouvel article 13, c'est-à-dire la décision de la commission arbitrale.
Article 16. **Toutefois, il est accordé de plein droit une exonération totale du montant de leurs loyers échus et à échoir depuis le début des hostilités jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront leur cessation fixée par décret, aux locataires occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 14 et qui sont :** 1° Mobilisés ou réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie contractée à la guerre ; 2° Attributaires soit de l'allocation militaire, soit de l'allocation des réfugiés, soit des secours de chômage régulièrement organisés par les départements et les communes, soit des secours permanents des bureaux de bienfaisance ou de la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire. En ce qui concerne les attributions de l'allocation militaire, l'exonération ci-dessus accordée s'applique, quel que soit le chiffre du loyer.	Article 17 (art. 16 ancien). Les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre seront exonérés du payement de leurs loyers pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, s'ils justifient qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail.	Autant il est équitable d'exonérer le réformé sans ressources et qui ne peut plus travailler, autant il serait excessif d'exonérer le réformé qui a de la fortune ou qui a repris un métier ou une profession lui permettant de payer tout ou partie du prix de son bail. La qualité d'attributaire d'allocation n'entraîne pas à elle seule dans notre texte l'exonération de plein droit. Une telle disposition pourrait donner lieu à de graves abus. Les allocataires justifieront de leur situation devant la commission arbitrale qui pourra, dans les conditions de l'article 13, les exonérer s'ils sont vraiment privés de ressources. Ils bénéficieront du reste, s'ils occupent les petits logements prévus à l'article 15, de la présomption de détresse établie par l'article 16, paragraphe 1er, en ce qui concerne les loyers échus avant le 1er octobre 1916.
Article 17. **Pendant toute la période pour laquelle l'exonération totale leur est accordée en vertu des articles qui précèdent, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués.** **Seront également sur leur demande maintenus en possession des lieux loués, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, tous locataires ayant ou non obtenu une exonération ou une réduction, à charge par eux de se conformer pour le payement aux décisions rendues par les commissions arbitrales. Ces dispositions s'appliquent aux cas de bail expiré ou non expiré, ainsi qu'au cas où la location est régie par l'usage des lieux.**	Article 18 (nouveau). Les locataires des maisons ou locaux d'habitation visés aux articles 3, 4, 5, 6, 7 8 et 9 de la présente loi et qui ne se trouvent point dans la catégorie des petits locataires déterminée aux articles 15 et 16 n'auront droit aux réductions ou exonérations prévues à l'article 13 que pour la période comprise entre le 1er août 1914 et la date extrême fixée par les articles 3, 4, 5, 6, 7. 8 et 9 pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation. Pour les locataires des locaux commerciaux ou industriels, cette date extrême sera celle déterminée à l'article 9.	Etant donné le droit ouvert à certains locataires dont la situation se trouve définitivement fixée, de faire résilier leur bail, il n'a pas paru possible de permettre à ceux de ces locataires qui n'auront pas voulu résilier, d'obtenir ensuite une réduction ou exonération sur la période dépassant le délai extrême fixé pour leur demande en résiliation. Toutefois, cette disposition, d'après notre texte, ne s'appliquera pas aux petits locataires appartenant aux catégories déterminées par les articles 15 et 16.
	Article 19 (art. 17 ancien). Sont maintenus en possession des lieux loués, à charge d'en jouir paisiblement et en bons pères de famille : 1° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les petits locataires mobilisés exonérés en vertu de l'article 15 ; 2° Jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés occupant des logements rentrant dans les catégories déterminées à l'article 15 et exonérés dans les conditions de l'article 16 ; 3° Durant tout le temps où ils seront exonérés en vertu de l'article 17 et sans que ce délai puisse dépasser l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre ; 4° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, mais sur leur demande, à la condition de se conformer pour le payement aux décisions rendues par les commissions arbitrales et sous réserve de ce qui a été dit à l'article 18 : *a*) Les locataires mobilisés, n'appartenant pas aux catégories déterminées à l'article 15 ; *b*) Les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ; *c*) Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre ; *d*) Les locataires non mobilisés occupant des logements de l'une des catégories déterminées à l'article 15 ; 5° Pendant le délai ordinaire des congés, sans toutefois que celui-ci puisse dépasser trois mois, et à la condition de se conformer aux	L'article ci-contre règle la question du maintien en possession des lieux loués. La Chambre l'accordait à tous les locataires. Notre texte fait, au contraire, des distinctions qui paraissent équitables et qui sont la conséquence du système général que nous vous proposons. Il est à remarquer que les petits locataires mobilisés seront maintenus en possession pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront. D'autre part, les petits locataires non mobilisés, seront maintenus pendant la même durée, dès lors qu'ils se renforceront pour l'avenir aux décisions de la commission arbitrale.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Article 18.	conditions du bail, les locataires n'appartenant pas aux catégories ci-dessus, qui occuperont les lieux loués au jour de la promulgation de la présente loi et dont le bail sera expiré ou expirera dans le mois de ladite promulgation. Les dispositions ci-dessus ne feront pas obstacle à l'exercice de la demande en résiliation prévue à l'article 10 dans les cas visés par ledit article. Article 20 (art. 18 ancien).	Le texte adopté par la commission maintient l'interdiction de toutes instances, de toutes assignations, de toute procédure d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des mobilisés pendant la durée des hostilités et pendant les six mois qui suivront leur cessation fixée par décret.
Toutes instances contre les mobilisés, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires sont et demeurent interdites à leur égard, pendant la durée des hostilités par application de l'article 4 de la loi du 5 août 1914. En conséquence, ceux-ci ne pourront être appelés devant la commission arbitrale qu'à l'expiration du délai de six mois, à compter du jour où ils auront cessé d'être présents sous les drapeaux. Toutefois, ils pourront à toute époque, s'ils le préfèrent, demander aux commissions arbitrales de statuer dans les conditions prévues à la présente loi. Au regard des autres locataires, il ne pourra être dirigé contre eux aucune poursuite sans que le propriétaire les en ait avertis quinze jours d'avance par une lettre recommandée.	Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des locataires mobilisés. S'il s'agit de locataires occupant des locaux ne rentrant pas dans les catégories déterminées aux articles 15 et 16, l'intérêt à 5 p. 0/0 des termes échus courra de plein droit à partir de la promulgation de la présente loi. Si la commission arbitrale accorde auxdits locataires sur leur demande ou celle de leurs représentants, les réductions prévues à l'article 13, l'intérêt des termes échus ne portera que sur la portion du loyer restant exigible.	Toutefois, pour ne pas permettre qu'un locataire mobilisé ne rentrant pas dans la catégorie des petits locataires déterminée aux articles 15 et 16 et qui peut payer puisse se soustraire au payement de ses loyers, notre texte fait courir, à partir de la promulgation de la loi, l'intérêt de 5 p. 100 sur les termes échus. Il ne tiendra qu'au locataire, s'il croit pouvoir obtenir une réduction sur le prix du bail, de saisir la commission arbitrale par l'intermédiaire de son représentant qualifié. Ainsi, les situations intéressantes pourront être reconnues et une sanction se trouvera automatiquement infligée à la mauvaise foi. Cette disposition s'appliquera d'ailleurs à tous les locataires mobilisés ou non, pourvu qu'ils n'appartiennent pas aux catégories de logements déterminés par les articles 15 et 16.
Article 19.	Article supprimé.	
Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués, ainsi qu'aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladie contractée à la guerre, jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Elles sont également applicables aux femmes des prisonniers de guerre même non mobilisés ou aux membre de leurs famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués, jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront leur libération. Sont également admises au bénéfice des dispositions de l'article 18 les sociétés en nom collectif dont tous les associés et les sociétés en commandite, dont les gérants sont présents sous les drapeaux.		Les articles 19 et 20 nouveaux nous paraissent régler, dans une mesure équitable, tous les cas.
Article 30.	Article 21 (art. 30 ancien).	
Pour la détermination du chiffre des loyers dans les cas prévus aux articles 14, 16 et 26, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1er août 1914.	Pour la détermination du chiffre des loyers prévus à l'article 15, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1er août 1914.	Il suffit de renvoyer à l'article 15 puisque c'est lui qui détermine les catégories de petits logements et que les autres articles qui les concernent s'y réfèrent.
Article 28.	Article 22 (art. 28 ancien).	
Les décisions rendues entre le bailleur et le preneur sont acquises de plein droit à la caution, ainsi qu'à celui ou à ceux qui, par suite de sous-location ou de cessions antérieures du droit au bail, sont tenus solidairement. Lorsque le bail arrive à son terme, l'occupation de tout ou partie des lieux loués par un sous-locataire qui bénéficie des dispositions des moratoires ou de la loi, ne met pas obstacle au dédit du locataire principal aux droits duquel le propriétaire demeure subrogé.	Au cas où le locataire aura cédé son bail, et où l'occupant demandera la réduction ou l'exonération de son loyer, le locataire principal pourra appeler le propriétaire devant la commission arbitrale. S'il y a une caution, elle pourra elle-même demander à être entendue. La commission réglera la situation de chacun des intéressés. Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le payement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi. Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge dudit locataire principal.	Le droit que s'étaient arrogé des locataires principaux de garder par devers eux le montant d'un loyer payé par le sous-locataire, sous prétexte qu'eux locataires principaux étaient mobilisés, constituait un véritable scandale. Le taux de 6 p. 100 a le caractère d'une pénalité contre le locataire principal indélicat.
	Article 23 (nouveau).	
	L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni. Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, et ce dans les termes de l'article 13, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article. Les logeurs en garni ne pourront, contre le payement de la somme ainsi fixée par la com-	Les deux derniers paragraphes de l'article 22 disposent que le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, on doit compte au propriétaire. D'autre part, un intérêt de 6 p. 100 court de plein droit contre le locataire principal qui ne remplit pas cette obligation. Quand il s'agit d'un logeur en garni, on ne peut lui demander de rendre compte au propriétaire pour chaque sous-location. Le logeur en garni est un industriel qui sera soumis au régime de l'article 13. En revanche, quand la somme due aura été fixée par la commission arbitrale, il ne pourra invoquer, par exemple, la qualité de mobilisé pour ne pas payer.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations
Article 21. En tout état de cause, le locataire est autorisé à quitter les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et à enlever les meubles effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à son coucher, à son travail, au coucher et au travail des membres de sa famille habitant avec lui, ainsi que ceux composant la salle à manger et la cuisine, le tout sans fournir caution.	mission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.	
Article 22. Les sommes versées à titre de loyer d'avance se compenseront de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre.	Article 24 (art. 24). La compensation en tout ou en partie des sommes versées à titre de loyer d'avance avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre pourra être ordonnée par les commissions arbitrales qui fixeront les délais dans lesquels les loyers d'avance devront être reconstitués.	Le payement des loyers d'avance constitue souvent, en matière de petites locations, une garantie utile, aussi bien au locataire qu'au propriétaire. Au surplus, cette clause résulte ici d'un contrat. Nous avons donné à la commission arbitrale, par l'article 13, le droit de se prononcer souverainement sur les réductions et exonérations, mais nous croyons utile qu'elle fixe le délai dans lequel le loyer d'avance devra être reconstitué. C'est le respect du principe du contrat.
Article 23. Les régles établies par les dispositions qui précèdent sont applicables aux locataires en garni. Toutefois, les commissions arbitrales pourront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.	Article 25 (art. 23 ancien). Les règles établies par toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux locataires en garni. Toutefois, les commissions arbitrales devront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.	
Article 24. Il sera tenu compte par les commissions arbitrales des loyers payés par les locataires depuis le 1er août 1914, et l'imputation en sera ordonnée en tout ou en partie, soit sur les termes à échoir, soit sur les termes demeurés impayés. Le payement des indemnités de résiliation effectué depuis le 4 août 1914 par les personnes visées au titre premier ne mettra pas obstacle à l'exercice des droits accordés par la présente loi et pourra donner lieu à répétition.	Article 26 (nouveau). Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914 ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque. A titre exceptionnel, elles pourront cependant être invoquées, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914 : 1° Par les réfugiés des départements envahis ; 2° Par les locataires appelés sous les drapeaux en vertu de lois ou décrets postérieurs au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit ; 3° Par les hommes engagés postérieurement au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit. Nonobstant les termes du paragraphe 1er du présent article, les personnes visées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du titre 1er de la présente loi, pourront, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914, exercer le droit de résiliation dans les cas prévus par lesdits articles.	Il avait été demandé que les dispositions de la loi ne fussent applicables qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914; mais on avait fait observer : 1° Que certaines petites locations se renouvellent à des périodes très courtes, tous les trois mois ou tous les six mois, par exemple, et qu'elles s'appliquent à des locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à la mobilisation ; 2° Que des hommes qui ne se croyaient pas mobilisables au début des hostilités et avaient pu contracter, dans cette assurance, ont été mobilisés en vertu de lois postérieures au 1er août 1914; 3° Que par suite de la mort ou des blessures d'hommes qui se sont engagés, la situation de certaines familles s'est trouvée modifiée. Le texte proposé concilie ces exceptions avec le principe justement posé. Enfin, il a paru juste d'ouvrir le droit de résiliation, même s'il s'agit de baux postérieurs au 1er août 1914, aux personnes désignées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la présente loi.
Article 20. L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance. Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance.	Article 27 (art. 20 ancien). L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance. Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance, laquelle deviendra immédiatement exigible.	
Article 25. Toutes clauses et stipulations contraires seront considérées comme nulles et non avenues au regard de l'application de la présente loi. Toutefois, demeurent valables les transactions sur le taux du loyer librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914, sous réserve qu'aucun fait nouveau né de la guerre ne soit survenu qui ait modifié la situation du locataire.	Article 23 (art. 25 ancien). Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi seront considérées comme nulles et non avenues. Toutefois, demeurent valables les conventions sur le taux du loyer librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914.	Le mot *conventions* a été substitué au mot *transactions*. Il est plus exact.
Article 26. Le Crédit foncier de France est autorisé à consentir, sous la garantie de l'Etat, aux propriétaires de maisons ou locaux servant à l'habitation, à l'industrie ou au commerce, des prêts dont le montant, en s'ajoutant aux sommes versées par les locataires, formera un total s'élevant à 50 p. 100 au plus des loyers échus du 4 août 1914 à la fin du troisième mois qui suivra la cessation des hostilités.	(Article 29 (art. 26 ancien). Les propriétaires dont les locataires auront été exonérés, en tout ou en partie, en vertu des articles 15, 16 et 17 auront droit à une indemnité de l'Etat, à raison de la réquisition faite de leur propriété en exécution de la présente loi. Cette indemnité sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne	Nous vous proposons d'accorder l'indemnité au propriétaire qui a été l'objet en fait d'une véritable réquisition, son locataire étant exonéré dans les conditions des articles 15, 16 et 17 et devant être maintenu en possession des lieux loués. Nous vous avons exposé dans nos observations générales les raisons du système contraire.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
La charge des annuités dues au Crédit foncier sera supportée de la manière suivante : En totalité, par le propriétaire jouissant d'un revenu supérieur à 6,000 fr., majoré, s'il y a lieu, conformément à la loi du 15 juillet 1914 : Jusqu'à concurrence de moitié, par le propriétaire jouissant d'un revenu supérieur à 3,000 fr., mais n'excédant pas 6,000 fr., plus les majorations légales, et, pour l'autre moitié, par l'Etat ; En totalité, par l'Etat, pour le propriétaire jouissant d'un revenu n'excédant pas 3,000 fr., plus les majorations légales. Est approuvée la convention passée à cet effet entre l'Etat et le Crédit Foncier de France et annexée à la présente loi. Cette convention sera dispensée de tout droit d'enregistrement. Tous les actes faits en exécution de la convention seront exempts de tout droit de timbre et enregistrés au droit fixe de 50 centimes, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement. L'inscription et la radiation des hypothèques ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe au profit du Trésor. Ne seront pas admis au bénéfice des dispositions du présent article les propriétaires ayant des locataires visés à l'article 14 et qui n'auront pas pris l'engagement en ce qui concerne ces locataires : 1° De renoncer à leur droit d'administrer la preuve contraire à l'egard des locataires énumérés à l'article 14 et, s'abstenant de toute action du chef de ces loyers contre ces locataires, de leur donner quittance définitive du surplus ; 2° De maintenir ces locataires en jouissance pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront leur cessation fixée par décret. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application des articles 1 à 8 de la convention entre l'Etat et le Crédit foncier.	pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle et s'appliquant à la durée de ladite exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris. Seront assimilés aux propriétaires visés au paragraphe 1er les logeurs en garni qui auront payé intégralement leur propriétaire et dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 15, 16 et 17 de la présente loi. Les indemnités seront payées en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1,000 fr. ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1,000 fr. Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité. Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs. L'Etat aura à tous moments la faculté de se libérer par anticipation. Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance. Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus. Les titres de créance ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil. Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés à l'article 29 seront, dans chaque département, adressées au directeur de l'enregistrement au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités. Elles pourront l'être dès la promulgation de la présente loi. Il en sera délivré immédiatement récépissé. Un arrêté du ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire. Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande, le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente loi. Cette décision sera notifiée en la forme administrative, au propriétaire demandeur. Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au ministre qui statuera dans le mois. La décision du ministre pourra faire l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, dans les conditions du droit commun.	Il a paru juste d'assimiler les logeurs en garni à des propriétaires par rapport à leurs sous-locataires. Nous avons exposé dans nos observations générales la question des indemnités.
Article 27. Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales entraînera, sur la contribution foncière afférente à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu ainsi imposée au propriétaire. Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise. Il devra préalablement déclarer le montant de ces réductions ou exonérations devant le président de la commission arbitrale qui lui donnera acte de sa déclaration. Toute fausse déclaration sera passible des peines portées par l'article 405 du code pénal. En cas de condamnation, l'article 463 pourra être appliqué. Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans le mois qui suivra la date à laquelle la décision portant réduction ou exonération de loyer sera devenue définitive. Lorsque les réductions ou exonérations auront été amiablement consenties, le point de départ du délai sera la date de la déclaration devant le président de la commission arbitrale. Les demandes produites à cet effet seront présentées, instruites et jugées comme les demandes en remise pour vacances de maison.	Article 30 (art. 27 ancien). Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales, entraînera, sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels, départementaux et communaux compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, déduction faite des indemnités versées par l'Etat en vertu de l'article 29. Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans les trois mois qui suivront la date à laquelle la décision portant réduction ou exonération de loyer sera devenue définitive. Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise. Il devra préalablement déclarer le montant de ces réductions ou exonérations devant le président de la commission arbitrale qui lui donnera acte de sa déclaration. La demande de remise d'impôt devra être formée alors dans les trois mois de cette déclaration. Toute fausse déclaration sera passible des peines portées par l'article 405 du code pénal. En cas de condamnation, l'article 463 pourra être appliqué. Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées comme les demandes en remise pour vacances de maison.	Nous avons ajouté, à la contribution foncière, la contribution des portes et fenêtres dont les propriétaires sont responsables et qui, en province, la plupart du temps, est supportée réellement par le propriétaire.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Article 29.	Article 31 (art. 29 ancien).	
Le recouvrement des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914 ne pourra être poursuivi avant l'expiration d'un délai égal à celui des hostilités augmenté de six mois à compter du décret fixant leur cessation.	Le recouvrement du principal des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914, ne pourra être poursuivi pendant les hostilités, ni durant un délai de trois ans à compter du décret fixant leur cessation.	La Chambre avait accordé pour le payement du capital des créances hypothécaires un délai égal à celui des hostilités augmenté de six mois.
		Nous prévoyons ici un délai de trois ans à compter du décret fixant la cessation des hostilités afin d'éviter que des spéculateurs profitent des circonstances pour s'emparer de la propriété immobilière.
La commission arbitrale pourra, nonobstant toutes stipulations contraires, accorder aux débiteurs les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.	La commission arbitrale pourra, en présence des créanciers hypothécaires, où eux dûment appelés ou représentés comme il sera dit à l'article 46, et nonobstant toutes stipulations contraires, accorder aux propriétaires non indemnisés les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.	
	Ces délais ne pourront toutefois dépasser trois années, plus une durée égale à celle des hostilités.	
	Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur les délais prévus au paragraphe précédent.	
Elle pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages, profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil.	La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil.	La commission arbitrale pourra, ainsi qu'on le voit, accorder aux propriétaires non indemnisés des délais pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.
	Cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la présente loi.	Ces délais ne pourront toutefois dépasser trois années, plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard existant au début de la guerre sera imputé sur ces délais. La partie de ces délais excédant trois années, en ce qui concerne les intérêts, annuités ou arrérages ajoutés au capital, ne pourra pas être opposée aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la présente loi.
Au cas où le taux des intérêts des créances prorogées serait inférieur au taux légal, il sera porté à ce dernier taux à partir de la date de la cessation des hostilités ou à partir de l'échéance primitivement fixée, si elle est postérieure, sans préjudice des conventions stipulant un taux plus élevé.	Au cas où le taux des intérêts des créances prorogées serait inférieur au taux légal, il sera porté à ce dernier taux à partir de la date de la cessation des hostilités ou à partir de l'échéance primitivement fixée, si elle est postérieure, sans préjudice des conventions stipulant un taux plus élevé.	
Nonobstant la prorogation résultant de la présente loi, les créanciers hypothécaires ou privilégiés dont la dette serait normalement exigible pourront, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leurs débiteurs.	Nonobstant la prorogation résultant de la présente loi, les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront, dans les termes du droit commun, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leurs débiteurs.	En limitant les délais que la commission arbitrale pourra accorder et en respectant les droits des créanciers inscrits, la commission croit avoir concilié d'une manière équitable tous les intérêts en cause.
Les mêmes délais seront accordés aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petite propriété, qui amortissent leur prix d'acquisition par payements périodiques.	Les mêmes délais seront accordés aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petite propriété, qui amortissent leur prix d'acquisition par payements périodiques.	Il a paru indispensable d'appeler devant la commission les créanciers hypothécaires, quand il s'agit de prendre des mesures qui lèsent leurs intérêts.
TITRE III	TITRE III	
JURIDICTION ET PROCÉDURE	JURIDICTION ET PROCÉDURE	
Article 31.	Article 32 (art. 31 ancien).	
Toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu seront, quel que soit leur chiffre, jugées par une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres, savoir : deux propriétaires et deux locataires.	Toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu seront, quel que soit leur chiffre, jugées par une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres, savoir : deux propriétaires et deux locataires.	
En principe, il sera institué dans chaque arrondissement et, dans les villes divisées en cantons ou arrondissements, dans chaque canton ou arrondissement, une commission arbitrale.	En principe, il sera institué dans chaque arrondissement et, dans les villes divisées en canton ou arrondissement, dans chaque canton ou arrondissement, enfin dans chaque canton suburbain du département de la Seine, une commission arbitrale.	
Le lieu où siégera la commission arbitrale sera publié, par les soins de l'administration préfectorale, à la porte de chaque mairie du ressort.	Le lieu où siégera la commission arbitrale sera publié, par les soins de l'administration préfectorale, à la porte de chaque mairie du ressort.	
Toutes les fois que, pour l'expédition des affaires, la subdivision paraîtra nécessaire, il y sera pourvu par un décret qui déterminera le ressort de chaque commission arbitrale.	Toutes les fois que, pour l'expédition des affaires, la subdivision paraîtra nécessaire, il y sera pourvu par un décret qui déterminera le ressort de chaque commission arbitrale.	
Dans la huitaine de la promulgation de la présente loi ou des décrets prévus au paragraphe précédent, le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la Cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, l'un des juges de paix ou un conseiller de préfecture, un inspecteur de l'enregistrement mis à la disposition par le ministre des finances ou un avocat ayant au moins quinze années d'inscription au tableau.	Dans la huitaine de la promulgation de la présente loi, ou des décrets prévus au paragraphe précédent, le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, l'un des juges de paix ou suppléants de la justice de paix, ou un avocat ayant au moins quinze années d'inscription au tableau.	Nous avons supprimé l'inspecteur de l'enregistrement qui n'a pas de compétence judiciaire, ainsi que le conseiller de préfecture, magistrat de l'ordre administratif, amélioré la rédaction du dernier paragraphe du texte de la Chambre et exigé que la situation du président de la commission arbitrale soit régulière vis-à-vis de son propriétaire, afin qu'il ait toute indépendance pour exercer la magistrature spéciale dont il est investi
Le premier président remplacera le président empêché temporairement ou définitivement.	Le premier président pourvoira au remplacement du président empêché temporairement ou définitivement.	

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
	Avant d'entrer en fonctions, le président délégué devra affirmer par écrit au premier président de la cour d'appel qu'il ne doit aucun terme à son propriétaire.	
Article 32.	Article 33 (art. 32 ancien).	
Dans chaque commune, sur convocation spéciale du préfet, et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, le conseil municipal dresse trois listes des propriétaires et des locataires de la commune : une des propriétaires d'immeubles à loyer, une des locataires non patentés, une des locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires âgées de vingt-cinq ans peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront un propriétaire et cinq locataires par 100 habitants.	Dans chaque commune, sur convocation spéciale du préfet, et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, le conseil municipal dresse trois listes de propriétaires et de locataires de la commune ; une de propriétaires d'immeubles à loyer, une de locataires non patentés, une de locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront un propriétaire, deux locataires patentés et deux locataires non patentés par 1,000 habitants à Paris et par 200 habitants dans les autres communes.	Nous avons fait une modification de forme en remplaçant *des* par *de*.
Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires, dont l'un reste déposé à la mairie et l'autre doit être transmis, dans le délai fixé par l'arrêté de convocation, au chef-lieu de l'arrondissement ou du canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales.	Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires dont l'un reste déposé à la mairie et l'autre doit être transmis, dans le délai fixé par l'arrêté de convocation, au sous-préfet du chef-lieu de l'arrondissement ou au juge de paix du canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales, à Paris, au préfet de la Seine.	Le texte de la Chambre eût été inapplicable en ce qui concerne Paris.
Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des juges de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur, se réunit dans chaque arrondissement ou dans chaque canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales. A Paris, cette commission est composée, dans chaque arrondissement, du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, du maire ou d'un adjoint délégué par lui, des conseillers municipaux, du juge de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur.	Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des juges de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur, se réunit dans chaque arrondissement ou dans chaque canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales. A Paris, cette commission est composée, dans chaque arrondissement, du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, du maire ou d'un adjoint délégué par lui, des conseillers municipaux, du juge de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur.	Il a paru utile de préciser à qui serait transmise la liste au chef-lieu de l'arrondissement ou du canton.
Le président de la commission tire au sort, en séance publique de la commission, sur les listes préparatoires dressées comme il vient d'être dit, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la liste définitive, à raison d'un propriétaire et d'un locataire par 200 habitants pour les circonscriptons arbitrales dont la population est inférieure à 100,000 habitants, et à raison d'un propriétaire et d'un locataire par 1,000 habitants pour les circonscriptions de 100,000 habitants et au-dessus.	Le président de la commission, prévue aux paragraphes 3 et 4 du présent article, tire au sort, en séance publique de la commission, sur les listes préparatoires dressées comme il vient d'être dit, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la liste définitive, à raison de deux propriétaires, d'un locataire patenté et d'un locataire non patenté par 200 habitants pour les circonscriptions arbitrales dont la population ne dépasse pas 30,000 habitants ; par 500 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 30,000 habitants sans dépasser 100,000 et par 1,000 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 100,000 habitants.	Les chiffres indiqués par la Chambre auraient été difficilement praticables en ce qui concerne les propriétaires.
Pour établir la liste des locataires, le tirage au sort s'opère alternativement sur la liste des locataires non patentés et sur la liste des locataires patentés, jusqu'à épuisement de l'une d'elles ; après quoi il continue de s'opérer sur l'autre liste.	Pour établir la liste des locataires, le tirage au sort s'opère alternativement sur la liste des locataires non patentés et sur la liste des locataires patentés.	Modification de forme.
La commission statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et des locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité énumérés à l'article 34 ci-après.	La commission statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et des locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité énumérés à l'article 35 ci-après :	
Article 33.	Article 34 (art. 33 ancien).	
Les décisions de la commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents. La liste préparatoire des locataires devra se composer, pour un quart, de locataires patentés. Les listes préparatoires sont transmises au président de la commission arbitrale par les soins du président.	Les décisions de la commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents. Les listes préparatoires sont transmises au président de la commission arbitrale par les soins du président de la commission prévue à l'article 33.	Le deuxième paragraphe devient sans objet.
Article 34.	Article 35 (art. 34 ancien).	
Ne pourront être compris sur les listes préparatoires d'assesseurs de la commission arbitrale des loyers que les propriétaires ou locataires ayant leur principal établissement dans la ville, pour les villes au-dessus de 100,000 habitants, ou dans l'arrondissement, âgés de plus de 25 ans, inscrits sur la liste électorale, non soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité prévus par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 novembre 1872. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de 25 ans, pourront être comprises dans les	Ne pourront être compris sur les listes préparatoires d'assesseurs de la commission arbitrale des loyers que les propriétaires ou locataires ayant leur principal établissement dans la ville, pour les villes au-dessus de 100,000 habitants, ou dans l'arrondissement, âgés de plus de vingt-cinq ans, inscrits sur la liste électorale, non soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité prévus par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 novembre 1872. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, pourront être	

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
listes d'assesseurs de la commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus, en ce qui les concerne, par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi. Ne peuvent être choisis les locataires qui seraient propriétaires d'immeubles de rapport dans le département ou représentants habituels d'un propriétaire.	comprises dans les listes d'assesseurs de la commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus, en ce qui les concerne, par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi. Ne peuvent être choisis : 1° les locataires propriétaires d'immeubles de rapport dans le département; 2° les locataires représentant habituels d'un ou de plusieurs propriétaires; 3° les locataires exonérés en vertu des articles 15, 16, paragraphe premier, et 17 de la présente loi.	Ces exceptions se justifient d'elles-mêmes.
Article 35. Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, au lieu et à la date qui seront publiés dans la forme prescrite au paragraphe 3 du présent article, le président de la commission arbitrale tire au sort publiquement sur les listes dressées en vertu de l'article 34, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la commission arbitrale des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté. Le président tire, de plus, au sort, les noms de cinq assesseurs suppléants : deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté. Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat; elle est communiquée à tout intéressé. Le président fixe la date de la session. La session est de deux mois au plus. Néanmoins, toute affaire commencée devra être jugée par la commission devant laquelle elle aura été portée. Le président de la commission arbitrale convoque les assesseurs. Tout assesseur qui aura fait le service pour une session sera dispensé, sur sa demande au président, pour la session suivante.	Article 36 (art. 35 ancien). Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, au lieu et à la date qui seront publiés dans la forme prescrite au paragraphe 3 de l'article 32, le président de la commission arbitrale tire au sort publiquement, sur les listes dressées en vertu de l'article 33, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la commission arbitrale des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté et l'autre un locataire non patenté. Le président tire, de plus, au sort les noms de cinq assesseurs suppléants ; deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté. Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat; elle est communiquée à tout intéressé. Le président fixe la date de la session. Celle-ci dure deux mois au plus. Néanmoins toute affaire commencée devra être jugée par la commission, devant laquelle elle aura été portée. Le président de la commission arbitrale convoque les assesseurs. Tout assesseur qui aura fait le service pendant une session, sera dispensé, sur sa demande adressée au président, pour la session suivante.	Il a paru utile de modifier l'article dans les conditions ci-contre.
Article 36. Les assesseurs des commissions arbitrales peuvent être récusés : 1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation; 2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement; 3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe; 4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire; 5° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause.	Article 37 (art. 36 ancien). Les assesseurs des commissions arbitrales peuvent être récusés: 1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation; 2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement; 3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe; 4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire; 5° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause; 6° Si, au cours de la guerre, ils ont fait expulser un ou plusieurs locataires pour non-payement de leurs loyers; 7° S'ils n'ont pas encore réglé définitivement leur situation avec leur propriétaire.	Nous avons ajouté deux nouvelles causes de récusation pour assurer l'indépendance des assesseurs.
La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la commission arbitrale, ou qu'elle fait verbalement au secrétaire. Les parties intéressées auront respectivement le droit d'exercer deux récusations péremptoires par catégorie. Il est statué sans délai par le président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchements que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 32. En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, la commission se complétera en appelant à siéger un assesseur suppléant, dans l'ordre du tirage au sort.	La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la commission arbitrale. Il est statué sans délai par le président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchement que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 36. En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseers, la commission se complètera en appelant à siéger un assesseur suppléant de la même catégorie, dans l'ordre du tirage au sort.	Il a paru utile que la récusation soit formée par écrit. Il faut que l'assesseur patenté soit remplacé par un patenté pour assurer la compétence de la commission arbitrale.
Article 37. Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs et le secrétaire prêtent individuellement, devant le président de la commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.	Article 38 (art. 37 ancien). Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent individuellement, devant le président de la commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations. Ils affirment également, sous la foi du serment, qu'il n'existe à leur connaissance aucune des causes de récusation prévues par l'article 37 et pouvant leur être opposées.	Ce serment sera une garantie qu'il n'existe point de causes de récusation inconnues des parties.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
En cas de non-comparution sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le président de la commission arbitrale à une amende de 100 fr. au moins et de 300 fr. au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal. Le président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'asseseur condamné. Les assesseurs reçoivent les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811.	En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le président de la commission arbitrale à une amende de 100 fr. au moins et de 300 fr. au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal. Le président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné. Les assesseurs reçoivent les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811.	Le mot « absence » est ici plus correct que les mots « non comparution ».
Article 38.	Article 39 (art. 33 ancien).	
Le premier président de la cour d'appel désigne le secrétaire de la commission arbitrale. Il peut le révoquer sur une délibération prise par les trois cinquièmes des membres de la commission arbitrale, Les émoluments sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907 dont les articles 58, 59 et 60 sont applicables. Tout secrétaire, convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé, est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808 et des articles 1003 et 1004 du code de procédure civile.	Le premier président de la cour d'appel désigne le secrétaire de la commission arbitrale. Il peut le révoquer. Le secrétaire, avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le tribunal civil. Les émoluments du secrétaire sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907 dont les articles 58, 59 et 60 sont applicables. Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898 et des articles 1030 et 1031 du code de procédure civile.	Il suffit que le secrétaire prête serment à son entrée en fonctions. Nous avons rectifié ci-dessous quelques références inexactes.
Article 39.	Article 40 (art. 39 ancien).	
Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale. A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire ; cette lettre indiquera les noms, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le président au délai minimum de trois jours francs. Ces indications sont données verbalement par le demandeur au moment où il formule sa réquisition. Les parties comparaîtront en personne, sauf en cas d'excuse jugée valable par le président. Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparaît pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.	Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale. A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire ; cette lettre indiquera les noms, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le président au délai minimum de trois jours francs. Les parties comparaîtront en personne. En cas d'excuse jugée valable par le président, elles pourront se faire représenter par les mandataires désignés à l'article 46. Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire le demandeur ne comparaît pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.	
Article 40.	Article 41 (art. 40 ancien).	
Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au président pour prononcer sur leurs difficultés comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires. La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.	Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au président pour prononcer sur leurs difficultés, comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires. La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.	
Article 41.	Article 42 (art. 41 ancien).	
Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le président, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.	Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le président, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.	
Article 42.	Article 43 (art. 42 ancien).	
A défaut de conciliation ou si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée avec avis de réception, pour l'audience de la commission arbitrale, au jour qui aura été fixé par le président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 39, paragraphe 2. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par huissier. La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 39. Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.	A défaut de conciliation ou si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée avec avis de réception, pour l'audience de la commission arbitrale, au jour qui aura été fixé par le président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 40, paragraphe 2. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par huissier. La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 40. Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.	
Article 43.	Article 44 (art. 43 ancien).	
Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé. L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de la réception. Elle a lieu par une déclaration au secrétariat dont il	Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé. L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de l'envoi de la lettre recommandée. Elle a lieu par une déclaration au se-	

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations
est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.	crétariat, dont il est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.	
Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du secrétaire, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.	Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du secrétaire, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.	
La décision qui intervient est réputée contradictoire.	La décision qui intervient est réputée contradictoire.	
Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe premier du présent article.	Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe 1er du présent article.	
Article 44.	Article 45 (art. 44 ancien).	
Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.	Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.	
Article 45.	Art. 46 (art. 45 ancien).	
Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié, par un avocat régulièrement inscrit au barreau ou par un avoué exerçant près le tribunal civil de l'arrondissement. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.	Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié, par un avocat régulièrement inscrit ou par un officier ministériel dans sa circonscription. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille ou un officier ministériel autre qu'un avoué, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.	Les officiers ministériels sont les notaires, avoués, greffiers, huissiers et commissaires-priseurs.
Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions, sans procédure ni plaidoirie.	Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions.	
Sont applicables les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905, 96 de la loi du 13 juillet 1911.	Sont applicables les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905, 96 de la loi du 13 juillet 1911.	
L'assistance judiciaire sera accordée dans les conditions de la loi qui la régit, par le président de la commission arbitrale, sur la demande de l'intéressé. Elle est de droit pour les locataires énumérés à l'article 14 de la présente loi.	L'assistance judiciaire pourra être accordée aux parties par le bureau d'assistance judiciaire prévu à l'article 3, paragraphe 1er de la loi du 10 juillet 1901. Elle est de droit pour les locataires énumérés aux articles 15, 16 et 17 de la présente loi.	
Article 46.	Article 47 (art. 46 ancien).	
Les audiences sont publiques. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du conseil. Il en sera ainsi obligatoirement quand la demande en aura été faite par les deux parties.	Les audiences sont publiques. Toutefois, la commission arbitrale devra ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du conseil.	Il a paru utile d'éviter, dans certains cas, la publicité des audiences. Un locataire qui justifie des raisons pour lesquelles il sollicite une réduction du prix de son bail, peut avoir intérêt à ne pas les faire connaître en public.
La décision est sommairement motivée; elle est toujours rendue en audience publique.	La décision sera sommairement motivée; elle sera toujours rendue en audience publique.	
	Elle comportera la formule exécutoire prévue par les articles 146 et 545 du code de procédure civile.	
La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.	La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.	
Article 47.	Article 48 (art. 47 ancien).	
Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au président de la commission.	Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au président de la commission.	
Article 48.	Article 49 (art. 48 ancien).	
Les décisions des commissions arbitrales pourront être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.	Les décisions des commissions arbitrales pourront être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.	
Les pourvois seront formés au plus tard le huitième jour à dater de la notification prévue à l'article 43, par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale qui aura rendu la décision, et notifiés dans la huitaine à peine de déchéance.	Les pourvois seront formés au plus tard le quinzième jour à dater de la notification prévue à l'article 44 par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale qui aura rendu la décision, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.	
Dans la quinzaine de la notification, les pièces seront adressées à la cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée.	Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée.	
Le pourvoi sera porté directement devant la chambre civile.	Le pourvoi sera porté directement devant la chambre civile.	
Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.	Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.	
Article 49.	Article 50 (art. 49 ancien).	
Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président, pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution de la présente loi.	Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président, pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution de la présente loi et dont l'inobservation est de nature à donner lieu au pourvoi prévu à l'article 49. Les copies pour extrait certifiées conformes seront, en cas de pourvoi, jointes au dossier.	Nous avons apporté aux articles 49 et 50, quelques précisions qui se définissent d'elles-mêmes.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
Article 50.	Article 51 (art. 50 ancien).	
Les décisions, ainsi que les extraits, copies ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présentd loi, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.	Les décisions, ainsi que les extraits, copies ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.	
Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission arbitrale devrait, conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre.	Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission arbitrale devrait conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre.	
Article 51.	Article 52 (art. 51 ancien).	
En cas de plainte en prévarication contre les membres des commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du code d'instruction criminelle.	En cas de plainte en prévarication contre les membres des commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du code d'instruction criminelle.	
Les articles 505 à 508, 510 à 516 du code de procédure civile, 126, 127 et 185 du code pénal sont applicables aux commissions arbitrales et à leurs membres individuellement.	Les articles 505 à 508, 510 à 516 du code de procédure civile, 126, 127 et 185 du code pénal sont applicables aux commissions arbitrales et à leurs membres individuellement.	
La prise à partie sera portée devant la cour d'appel.	La prise à partie sera portée devant la cour d'appel.	
Article 52.	Article 53 (art. 52 ancien),	
Demeurent, au surplus, applicables les articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du code de procédure civile, en tout ce qu'ils n'ont rien de contraire à la présente loi.	Demeurent, au surplus, applicables les articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du code de procédure civile, en tout ce qui n'a rien de contraire à la présente loi.	
TITRE IV	TITRE IV	
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Article 53.	Article 54 (art. 53 ancien)	
Les baux en cours au 1er août 1914 seront prorogés, à la demande du locataire, d'une durée égale à la durée de la guerre et aux conditions fixées au bail, à compter de la cessation des hostilités fixée par décret.	Sans préjudice de ce qui a été dit à l'article 19, peuvent être prorogés par la commission arbitrale, à la demande du locataire et aux conditions fixées au bail, les baux expirant pendant la durée de la guerre ou pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités dans les conditions ci-après :	En accordant à tous les locataires sans distinction le droit de faire proroger leur bail pour une durée égale à celle de la guerre, la Chambre était allée trop loin.
	1° Pour une durée maxima égale à celle de la guerre, les baux des locaux commerciaux et industriels ;	Notre texte permet à la commission arbitrale, en s'inspirant des circonstances, de proroger les baux pour la durée déterminée ci-contre. Nous tenons compte de l'intérêt différent qu'il y a à cette prorogation, suivant qu'il s'agit de locaux commerciaux ou industriels ou de locaux destinés à l'habitation.
	2° Pour une durée maxima d'une année, les baux écrits des locaux affectés à l'habitation ;	
	3° Pour une durée maxima de six mois, les locations verbales.	
Le locataire devra, à peine de forclusion, faire connaître sa volonté au bailleur par acte extrajudiciaire au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la date de la cessation des hostilités. Il en sera de même des promesses de vente dont le délai de réalisation expire postérieurement au 1er août 1914.	Le locataire devra, à peine de forclusion, faire connaître son intention au bailleur, par acte extrajudiciaire, au plus tard dans les deux mois qui suivront l'expiration du bail et, si l'expiration du bail est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les deux mois de ladite promulgation.	
Il sera statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires et sociétaires des sociétés de construction d'habitations à bon marché.	La commission tiendra compte notamment, dans sa décision, de la durée de la mobilisation du locataire et, même s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.	
Pour les locations faites sans écrit, le locataire sera admis à conserver la jouissance du local, aux clauses et conditions en vigueur au 1er août 1914, pendant une durée égale à la durée de la guerre, sous réserve de la faculté, pour ces locataires, de quitter les lieux loués pendant cette même période aux conditions fixées par l'usage des lieux.	Le délai de réalisation des promesses de vente expirant postérieurement au 1er août 1914 pourra être prorogé dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées ci-dessus pour les baux, c'est-à-dire d'une durée maxima égale à celle de la guerre s'il s'agit de locaux ou de fonds commerciaux ou industriels ; d'une année seulement au maximum s'il s'agit de toute autre promesse de vente.	
Article 54.	Article 55 (art. 54 ancien).	
L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée, dans les conditions prévues à l'article 47, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.	L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article 48, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.	
Article 55.	Article 56 (art. 55 ancien).	
Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se	Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui	

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.	Observations.
chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir. Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.	se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir. Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.	
Article 56.	Article 57 (art. 56 ancien).	
Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi : 1° Les Français et protégés français ; 2° Les sujets et ressortissants des pays alliés ; 3° Les Alsaciens-Lorrains, les Polonais, les Tchèques, ressortissants des empires allemands et austro-hongrois; les sujets ottomans, qui ont obtenu un permis de séjour en France.	Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi : 1° Les Français ou protégés français ; 2° Les sujets et ressortissants des pays alliés ; 3° Les Alsaciens-Lorrains; 4° Ceux des sujets ressortissants des pays étrangers dont la nationalité sera déterminée par un décret rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères.	Certains neutres — des Espagnols — s'étaient plaints de ne pas être compris parmi les bénéficiaires de la présente loi. D'autres réclamations du même genre peuvent être formulées. Le plus simple est de laisser à un décret, rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères, le soin de déterminer ceux des sujets et ressortissants des pays étrangers qui pourront bénéficier de la loi.
(Voir le troisième paragraphe de l'article 59).	Article 58. Il sera statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires des sociétés de construction d'habitations à bon marché et sur la situation desdites sociétés et des sociétés de crédit immobilier.	Il est nécessaire de faire une législation spéciale pour ces œuvres si intéressantes. Elle n'a pas pu trouver sa place dans la présente loi.
Article 57. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.	Article 59 (article 57 ancien). La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.	

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après :

TITRE 1er

RÉSILIATIONS

Art. 2. — Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes :

Art. 3. — Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

La déclaration sera faite au greffe de la justice de paix où elle sera consignée sur un registre spécial et transmise au bailleur par les soins du greffe.

Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès et, si le décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de cette promulgation.

Lorsque le propriétaire pourra établir qu'il avait effectué dans les lieux loués des aménagements exceptionnels qu'il devait amortir par le prix de la location et la durée du bail, la commission arbitrale, prévue au titre III de la présente loi, pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant.

Art. 4. — La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous réserve de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par le dit article, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire. Elle est alors ordonnée par la commission arbitrale avec ou sans indemnité, suivant les circonstances.

Art 5. — La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou, à leur défaut, des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé.

La déclaration prévue à l'article 3 doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre qu'il y a présomption de décès.

Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de ladite promulgation.

Art. 6. — Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la déclaration des héritiers.

Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la demande d'un ayant droit.

La déclaration perçue à l'article 3 doit être faite à peine de forclusion dans les cas déterminés au paragraphe premier du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier secrétaire en nom collectif od du dernier gérant de la société en commandite simple. Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la société.

Si le décès prévus au paragraphe premier ou si la dissolution de société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, les délais ci-dessus impartis courront à partir de la dite promulgation.

La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.

Art. 7.— Si le locataire qui a été mobilisé établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle et qu'il se trouve privé désormais des ressources nécessaires pour payer le prix du bail, la résiliation sera prononcée sur sa demande sans indemnité.

Le locataire, dans les cas prévus au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa mise en réforme est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

Art. 8. — Seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent et, dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de fait de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladies se rattachant à ces faits.

La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite dans les six mois de l'avis officiel du décès et si cet avis de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

Art. 9. — La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail. Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

Art. 10. — La résiliation du bail pourra de même, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera :

1° Ou que le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur ;

2° Ou que le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ;

3° Ou que le locataire, non exonéré en vertu de la présente loi, ne se conforme pas, en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale ;

4° Ou que le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1er août 1914.

Art. 11. — Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage en observant les délais ordinaires des congés, sans que ceux-ci puissent excéder trois mois. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle.

Art. 12. — La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits.

Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif.

Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine, à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et d'en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la résiliation dans les conditions prévues par loi du 17 mars 1909.

TITRE II

EXONÉRATIONS ET DÉLAIS

Art. 13. — Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix, pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers.

Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des ressources du locataire.

Art. 14. — Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

Art. 15. — Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1° A Paris et dans le département de la Seine :

Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire ; à 500 fr., s'il est marié ;

2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus :

Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire ; à 350 fr., s'il est marié ;

3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr., si le locataire est célibataire ; à 250 fr., s'il est marié ;

4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 fr., si le locataire est célibataire ; à 200 fr., s'il est marié ;

5° Dans les communes de 1,001 à 5,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 fr., si le locataire est célibataire ; à 150 fr., s'il est marié ;

6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr., si le locataire est célibataire ; à 100 fr., s'il est marié.

Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge dans les autres communes.

Si les locataires désignés au paragraphe premier n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, ou pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement ou salaire.

L'exonération accordée par le paragraphe premier, pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers précédant ladite cessation des hostilités.

Art. 16. — Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés, sur leur déclaration au greffe de la justice de paix faite dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, être privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au 1er octobre 1916 et comme tels exonérés dudit payement :

1° Les locataires mobilisés occupant des logements compris dans l'une des catégories déterminées à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre par l'article précédent ;

2° Les locataires non mobilisés occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 15.

A partir du 1er octobre 1916, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 13 et devront justifier devant la commission arbitrale des raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail dans les conditions dudit article.

Art. 17. — Les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre seront exonérés du payement de leurs loyers pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, s'ils justifient qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail.

Art. 18. — Les locataires des maisons ou locaux d'habitation visés aux articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente loi et qui ne se trouvent point dans la catégorie des petits locataires déterminée aux articles 15 et 16 n'auront droit aux réductions ou exonérations prévues à l'article 13 que pour la période comprise entre le 1er août 1914 et la date extrême fixée par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation.

Pour les locataires des locaux commerciaux ou industriels, cette date extrême sera celle déterminée à l'article 9.

Art. 19. — Seront maintenus en possession des lieux loués, à charge d'en jouir paisiblement et en bons pères de famille :

1° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les petits locataires mobilisés exonérés en vertu de l'article 15 ;

2° Jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés occupant des logements rentrant dans les catégories déterminées à l'article 15 et exonérés dans les conditions de l'article 16 ;

3° Durant tout le temps où ils seront exonérés en vertu de l'article 17 et sans que ce délai puisse dépasser l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre ;

4° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, mais sur leur demande, à la condition de se conformer pour le payement aux décisions rendues par les commissions arbitrales et sous réserve de ce qui a été dit à l'article 18 :

a) Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories déterminées à l'article 15 ;

b) Les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

c) Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre ;

d) Les locataires non mobilisés occupant des logements de l'une des catégories déterminées à l'article 15 ;

5° Pendant le délai ordinaire des congés, sans toutefois que celui-ci puisse dépasser trois mois, et à la condition de se conformer aux conditions du bail, les locataires n'appartenant pas aux catégories ci-dessus, qui occuperont les lieux loués au jour de la promulgation de la présente loi et dont le bail sera expiré ou expirera dans le mois de ladite promulgation.

Les dispositions ci-dessus ne feront pas obstacle à l'exercice de la demande en résiliation prévue à l'article 10 dans les cas visés par ledit article.

Art. 20. — Sont interdites, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des locataires mobilisés.

S'il s'agit de locataires occupant des locaux ne rentrant pas dans les catégories déterminées aux articles 15 et 16, l'intérêt à 5 p. 100 des termes échus courra de plein droit à partir de la promulgation de la présente loi. Si la commission arbitrale accorde auxdits locataires, sur leur demande ou celle de leurs représentants, les réductions prévues à l'article 13, l'intérêt des termes échus ne portera que sur la portion de loyer restant exigible.

Art. 21. — Pour la détermination du chiffre des loyers prévus à l'article 15, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1er août 1914.

Art. 22. — Au cas où le locataire aura cédé son bail, et où l'occupant demandera la réduction ou l'exonération de son loyer, le locataire principal pourra appeler le propriétaire devant la commission arbitrale. S'il y a une caution, elle pourra elle-même demander à être entendue. La commission réglera la situation de chacun des intéressés.

Le locataire principal, qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le payement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge dudit locataire principal.

Art. 23. — L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni. Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, et ce dans les termes de l'article 13, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article.

Les logeurs en garni ne pourront, contre le payement de la somme ainsi fixée par la commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

Art. 24. — La compensation en tout ou en partie des sommes versées à titre de loyer d'avance avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre pourra être ordonnée par les commissions arbitrales qui fixeront les délais dans lesquels les loyers d'avance devront être reconstitués.

Art. 25. — Les règles établies par toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux locataires en garni.

Toutefois, les commissions arbitrales devront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.

Art. 26. — Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent qu'aux baux antérieurs au 1er août 1914 ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque.

A titre exceptionnel, elles pourront cependant être invoquées même pour des baux postérieurs au 1er août 1914 :

1° Par les réfugiés des départements envahis ;

2° Par les locataires appelés sous les drapeaux en vertu de lois ou décrets postérieurs au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit ;

3° Par les hommes engagés postérieurement au 1er août 1914 ou par leurs ayants droit.

Nonobstant les termes du paragraphe 1er du présent article, les personnes visées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du titre Ier de la présente loi pourront, même pour des baux postérieurs au 1er août 1914, exercer le droit de résiliation dans les cas prévus par lesdits articles.

Art. 27. — L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance, laquelle deviendra immédiatement exigible.

Art. 28. — Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi seront considérées comme nulles et non avenues.

Toutefois, demeurent valables les conventions sur le taux du loyer librement conclues entre le bailleur et le preneur depuis le 4 août 1914.

Art. 29. — Les propriétaires dont les locataires auront été exonérés, en tout ou en partie, en vertu des articles 15, 16 et 17, auront droit à une indemnité de l'Etat, à raison de la réquisition faite de leur propriété en exécution de la présente loi.

Cette indemnité sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle et s'appliquant à la durée de ladite exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

Seront assimilés aux propriétaires visés au paragraphe 1er les logeurs en garni qui auront payé intégralement leur propriétaire et dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 15, 16 et 17 de la présente loi.

Les indemnités seront payées en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1,000 fr. ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1,000 fr.

Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs.

L'Etat aura à tous moments la faculté de se libérer par anticipation.

Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance.

Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

Les titres de créance ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil,

Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés à l'article 29 seront, dans chaque département, adressées au directeur de l'enregistrement au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Elles pourront l'être dès la promulgation de la présente loi,

Il en sera délivré immédiatement récépissé.

Un arrêté du ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire.

Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande, le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente loi. Cette décision sera notifiée, en la forme administrative, au propriétaire demandeur.

Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au ministre qui statuera dans le mois.

La décision du ministre pourra faire l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, dans les conditions du droit commun.

Art. 30. — Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales entraînera, sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels départementaux et communaux compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, déduction faite des indemnités versées par l'Etat en vertu de l'article 29.

Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans les trois mois qui suivront la date à laquelle la décision portant réduction ou exonération de loyer sera devenue définitive.

Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise. Il devra préalablement déclarer le montant de ces réductions ou exonérations devant le président de la commission arbitrale qui lui donnera acte de sa déclaration. La demande de remise d'impôt devra être formée alors dans les trois mois de cette déclaration.

Toute fausse déclaration sera passible des peines portées par l'article 405 du code pénal. En cas de condamnation, l'article 463 pourra être appliqué.

Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées comme les demandes en remise pour vacances de maison.

Art. 31. — Le recouvrement du principal des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultant d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914 ne pourra être poursuivi pendant les hostilités, ni durant un délai de trois ans à compter du décret fixant leur cessation.

La commission arbitrale pourra, en présence des créanciers hypothécaires ou eux dûment appelés ou représentés comme il sera dit à l'article 46 et nonobstant toutes stipulations contraires, accorder aux propriétaires non indemnisés les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages, échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Ces délais ne pourront toutefois dépasser trois années, plus une durée égale à celle des hostilités.

Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur les délais prévus au paragraphe précédent.

La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette. En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil.

Cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la présente loi.

Au cas où le taux des intérêts des créances prorogées serait inférieur au taux légal, il sera porté à ce dernier taux à partir de la date de la cessation des hostilités ou à partir de l'échéance primitivement fixée, si elle est postérieure, sans préjudice des conventions stipulant un taux plus élevé.

Nonobstant la prorogation résultant de la présente loi, les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront, dans les termes du droit commun, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leurs débiteurs.

Les mêmes délais seront accordés aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petites propriétés, qui amortissent leurs prix d'acquisition par payements périodiques.

TITRE III

JURIDICTION ET PROCÉDURE

Art. 32. — Toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu seront, quel que soit leur chiffre, jugées par une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres, savoir : deux propriétaires et deux locataires.

En principe, il sera institué dans chaque arrondissement et, dans les villes divisées en cantons ou arrondissements, dans chaque canton ou arrondissement, enfin dans chaque canton suburbain du département de la Seine, une commission arbitrale.

Le lieu où siégera la commission arbitrale sera publié, par les soins de l'administration préfectorale, à la porte de chaque mairie du ressort.

Toutes les fois que, pour l'expédition des affaires, la subdivision paraîtra nécessaire, il y sera pourvu par un décret qui déterminera le ressort de chaque commission arbitrale.

Dans la huitaine de la promulgation de la présente loi ou des décrets prévus au paragraphe précédent, le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, l'un des juges de paix ou suppléants de la justice de paix, ou un avocat ayant au moins quinze années d'inscription au tableau.

Le premier président pourvoira au remplacement du président empêché temporairement ou définitivement.

Avant d'entrer en fonctions, le président délégué devra affirmer par écrit au premier président de la cour d'appel qu'il ne doit aucun terme à son propriétaire.

Art. 33. — Dans chaque commune, sur convocation spéciale du préfet, et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la promulgation de la présente loi, le conseil municipal dresse trois listes de propriétaires et de locataires de la commune : une de propriétaires d'immeubles à loyer, une de locataires non patentés, une de locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront un propriétaire, deux locataires patentés et deux locataires non patentés par 1,000 habitants à Paris et par 200 habitants dans les autres communes.

Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires, dont l'un reste déposé à la mairie et l'autre doit être transmis, dans le délai fixé par l'arrêté de convocation, au sous-préfet du chef-lieu de l'arrondissement ou au juge de paix du canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales, à Paris, au préfet de la Seine.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, une commission, composée du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des juges de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur, se réunit dans chaque arrondissement ou dans chaque canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales.

A Paris, cette commission est composée, dans chaque arrondissement, du président du tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, du maire ou d'un adjoint délégué par lui, des conseillers municipaux, du juge de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur.

Le président de la commission, prévue aux paragraphes 3 et 4 du présent article, tire au sort, en séance publique de la commission, sur les listes préparatoires dressées comme il vient d'être dit, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la liste définitive, à raison de deux propriétaires, d'un locataire patenté et d'un locataire non patenté par 200 habitants pour les circonscriptions arbitrales dont la population ne dépasse pas 30,000 habitants ; par 500 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 30,000 habitants sans dépasser 100,000 et par 1,000 habitants pour les circonscriptions ayant plus de 100,000 habitants.

Pour établir la liste des locataires, le tirage au sort s'opère alternativement sur la liste des locataires non patentés et sur la liste des locataires patentés.

La commission statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et des locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité énumérés à l'article 35 ci-après.

Art. 34. — Les décisions de la commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents.

Les listes préparatoires sont transmises au président de la commission arbitrale par les soins du président de la commission prévue à l'article 33.

Art. 35. — Ne pourront être compris sur les listes préparatoires d'assesseurs de la commission arbitrale des loyers que les propriétaires ou locataires ayant leur principal établissement dans la ville, pour les villes au-dessus de 100,000 habitants, ou dans l'arrondissement, âgés de plus de vingt-cinq ans, inscrits sur la liste électorale, non soumis aux cas d'incapacité ou d'incompatibilité prévus par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 novembre 1872.

Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, pourront être comprises dans les listes d'assesseurs de la commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus, en ce qui les concerne, par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi.

Ne peuvent être choisis : 1° les locataires propriétaires d'immeubles de rapport dans le département ; 2° les locataires représentants habituels d'un ou de plusieurs propriétaires ; 3° les locataires exonérés en vertu des articles 15, 16, paragraphes premier, et 17 de la présente loi.

Art. 36. — Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, au lieu et à la date qui seront publiés dans la forme prescrite au paragraphe 3 de l'article 32, le président de la commission arbitrale tire au sort publiquement, sur les listes dressées en vertu de l'article 33, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la commission arbitrale des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté et l'autre un locataire non patenté.

Le président tire, de plus, au sort les noms de cinq assesseurs suppléants : deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté.

Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat ; elle est communiquée à tout intéressé.

Le président fixe la date de la session. Celle-ci dure deux mois au plus. Néanmoins, toute affaire commencée devra être jugée par la commission devant laquelle elle aura été portée.

Le président de la commission arbitrale convoque les assesseurs.

Tout assesseur qui aura fait le service pendant une session sera dispensé, sur sa demande adressée au président, pour la session suivante.

Art. 37. — Les assesseurs des commissions arbitrales peuvent être récusés :

1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;

4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire;

5° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause;

6° Si, au cours de la guerre, ils ont fait expulser un ou plusieurs locataires pour non-payement de leurs loyers;

7° S'ils n'ont pas encore réglé définitivement leur situation avec leur propriétaire.

La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la commission.

Il est statué sans délai par le président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchement que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 36.

En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, la commission se complétera en appelant un assesseur suppléant, de la même catégorie, dans l'ordre du tirage au sort.

Art. 38. — Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent individuellement, devant le président de la commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.

Ils affirment également sous la foi du serment qu'il n'existe à leur connaissance aucune des causes de récusation prévues par l'article 37 et pouvant leur être opposées.

En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le président de la commission arbitrale à une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de trois cents francs (300 fr.) au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal. Le président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné.

Les assesseurs reçoivent les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois du 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811.

Art. 39. — Le premier président de la cour d'appel désigne le secrétaire de la commission arbitrale. Il peut le révoquer.

Le secrétaire, avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le tribunal civil.

Les émoluments du secrétaire sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907 dont les articles 58, 59 et 60 sont applicables.

Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898, et des articles 1030 et 1031 du code de procédure civile.

Art. 40. — Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le président de la commission arbitrale.

A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire; cette lettre indiquera les noms, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le président au délai minimum de trois jours francs.

Les parties comparaîtront en personne. En cas d'excuse jugée valable par le président, elles pourront se faire représenter par les mandataires désignés à l'article 46.

Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparaît pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.

Art. 41. — Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au président pour prononcer sur leurs difficultés, comme arbitre amiable compositeur en dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires.

La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.

Art. 42. — Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le président; et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

Art. 43. — A défaut de conciliation ou si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettre recommandée avec avis de réception, pour l'audience de la commission arbitrale, au jour qui aura été fixé par le président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 40, paragraphe 2. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par huissier.

La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 40.

Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.

Art. 44. — Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de l'envoi de la lettre recommandée. Elle a lieu par une déclaration au secrétariat, dont il est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.

Toutes parties intéressées sont prévenues, par lettre recommandée du secrétaire, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui intervient est réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe 1er du présent article.

Art. 45. — Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du code de procédure civile.

Art. 46. — Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié, par un avocat régulièrement inscrit ou par un officier ministériel dans sa circonscription. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille ou un officier ministériel autre qu'un avoué, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.

Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions.

Sont applicables les dispositions des articles 25 de la loi du 12 juillet 1905, 95 de la loi du 13 juillet 1911.

L'assistance judiciaire pourra être accordée aux parties par le bureau d'assistance judiciaire prévu à l'article 3, paragraphe 1er, de la loi du 10 juillet 1901. Elle est de droit pour les locataires énumérés aux articles 15, 16 et 17 de la présente loi.

Art. 47. — Les audiences sont publiques. Toutefois, la commission arbitrale devra ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du conseil.

La décision sera sommairement motivée; elle sera toujours rendue en audience publique.

Elle comportera la formule exécutoire prévue par les articles 146 et 545 du code de procédure civile.

La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 48. — Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au président de la commission.

Art. 49. — Les décisions des commissions arbitrales pourront être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois seront formés au plus tard le quinzième jour à dater de la notification prévue à l'article 44, par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale qui aura rendu la décision, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée.

Le pourvoi sera porté directement devant la chambre civile.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.

Art. 50. — Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président, pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution de la présente loi et dont l'inobservation est de nature à donner lieu au pourvoi prévu à l'article 49. Les copies pour extrait certifiées conformes seront, en cas de pourvoi, jointes au dossier.

Art. 51. — Les décisions, ainsi que les extraits, copies ou expéditions qui en seront délivrés et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré, contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la commission arbitrale devrait, conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre.

Art. 52. — En cas de plainte en prévarication contre les membres des commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du code d'instruction criminelle.

Les articles 505 à 508, 510 à 516 du code de procédure civile, 126, 127 et 185 du code pénal sont applicables aux commissions arbitrales et à leurs membres individuellement.

La prise à partie sera portée devant la cour d'appel.

Art. 53. — Demeurent, au surplus, applicables les articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du code de procédure civile en tout ce qui n'a rien de contraire à la présente loi.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 54. — Sans préjudice de ce qui a été dit à l'article 19, peuvent être prorogés par la commission arbitrale, à la demande du locataire et aux conditions fixées au bail, les baux expirant pendant la durée de la guerre ou pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités, dans les conditions ci-après :

1° Pour une durée maximum égale à celle de la guerre, les baux des locaux commerciaux et industriels;

2° Pour une durée maximum d'une année, les baux écrits des locaux affectés à l'habitation;

3° Pour une durée maximum de six mois, les locations verbales.

Le locataire devra, à peine de forclusion, faire connaître son intention au bailleur, par acte extrajudiciaire, au plus tard dans les deux mois qui suivront l'expiration du bail et, si l'expiration du bail est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les deux mois de ladite promulgation.

La commission tiendra compte notamment, dans sa décision, de la durée de la mobilisation du locataire et, même s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.

Le délai de réalisation des promesses de vente expirant postérieurement au 1er août 1914 pourra être prorogé dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées ci-dessus pour les baux, c'est-à-dire d'une durée maximum égale à celle de la guerre s'il s'agit de locaux ou de fonds commerciaux ou industriels; d'une année seulement au maximum, s'il s'agit de toute autre promesse de vente.

Art. 55. — L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée, dans les conditions prévues à l'article 48, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.

Art. 56. — Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir.

Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.

Art. 57. — Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi :

1° Les Français et protégés français;

2° Les sujets et ressortissants des pays alliés;

3° Les Alsaciens-Lorrains;

4° Ceux des sujets ressortissants des pays étrangers dont la nationalité sera déterminée

par un décret rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

Art. 58. — Il sera statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires des sociétés de construction d'habitation à bon marché et sur la situation desdites sociétés et des sociétés de crédit immobilier.

Art. 59. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 276

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux **baux à loyer** par l'état de guerre, par M. Emile Aimond, sénateur(1).

Messieurs, le 18 mai dernier, le Gouvernement a déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. Ce projet a été renvoyé à une commission spéciale, et, pour avis, à votre commission des finances.

Nous ne pouvons que nous féliciter de voir une question de la plus haute gravité soumise enfin aux délibérations de la Haute Assemblée.

L'honorable rapporteur de la commission spéciale, M. Henry Chéron, rappelle, en des termes que nous ne pouvons mieux faire que de reproduire, la genèse du projet de loi qui vous est soumis.

La loi du 5 août 1914, écrit-il, autorisa le Gouvernement à prendre par décret rendu en conseil des ministres « toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale et administrative, tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif. »

La même loi décida que la suspension des prescriptions et péremptions pourrait s'appliquer aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux transcriptions et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. Elle spécifia enfin que, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourrait être engagée ou poursuivie, qu'aucun acte d'exécution ne pourrait être accompli contre les citoyens présents sous les drapeaux.

C'est en vertu de ces dispositions législatives que le Gouvernement fit prendre toute une série de décrets dits décrets de moratoire (il n'y en a pas eu moins de dix-neuf depuis le début des hostilités) pour proroger le payement des termes prévus par les baux à loyer.

Autant les premiers décrets étaient justifiés par la brusque transition entre l'état de paix et l'état de guerre, autant l'accumulation des moratoires devait avoir pour résultat de créer de redoutables complications.

On sait à quelles difficultés d'interprétation ces moratoires ont donné lieu, comment, à côté de situations incontestablement intéressantes, ils ont consacré d'inexcusables abus, dans quelle misère ils ont plongé des centaines de milliers de petits propriétaires, quelles espérances contraires à l'ordre public ils ont fini par faire naître. Un problème si mal posé devait devenir plus malaisément soluble au fur et à mesure qu'on en ajournait la solution.

Dix-neuf propositions d'initiative parlementaire avaient été successivement déposées sur la question des loyers. Le 6 mai 1915, le Gouvernement apporta de son côté un projet de loi qui visait d'ailleurs uniquement la résiliation des baux. Le 8 juillet, il déposa un second projet relatif au règlement des loyers échus pendant la guerre. D'après les textes ainsi préparés, le projet sur les résiliations devait entrer immédiatement en vigueur; le projet sur les loyers ne devait être appliqué qu'après la fin des hostilités. C'était un nouvel ajournement de la solution du problème.

A la date du 12 août 1915, l'honorable M. Ignace déposait, au nom de la commission de législation de la Chambre, un très important rapport qui fusionnait les deux projets du Gouvernement.

Cependant les moratoires succédaient aux moratoires. La situation de tous les petits propriétaires s'aggravait. Aussi bien votre commission des finances décidait d'interpeller le Gouvernement à ce sujet et on n'a pas oublié l'intervention de l'honorable M. de Selves à la tribune du Sénat dans la séance du 22 décembre dernier. Cette intervention, qui fut appuyée par votre rapporteur général, aboutit au vote de l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, convaincu qu'il est nécessaire de ne pas laisser croire plus longtemps à ceux que l'état de guerre n'a nullement affectés dans leurs intérêts qu'ils pourraient être déliés de leurs obligations, et que les mesures qui permettront de se rapprocher progressivement du droit commun pour l'exécution des contrats sont seules susceptibles de sauvegarder la paix sociale et le crédit public, passe à l'ordre du jour. »

C'est au cours de cette même séance que M. le président du Conseil a prononcé la fameuse formule : « Qui peut payer doit payer. »

Huit jours plus tard, le 29 décembre 1915, l'honorable M. Ignace faisait distribuer à la Chambre un rapport supplémentaire.

Enfin, le 7 mars 1916, le Gouvernement, s'inspirant, disait-il, des résolutions de la commission de législation civile, déposait devant la Chambre un nouveau projet de loi relatif « aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre ». On lisait dans l'exposé des motifs de ce projet : « Le régime des décrets moratoires ne fait, en effet, qu'ajourner des difficultés que le temps aggrave et l'incertitude des solutions entrevues, de part et d'autre âprement discutées, pèse lourdement sur tous les intérêts. »

Ce nouveau projet apportait de sensibles modifications aux textes antérieurs, notamment en ce qui concerne les principes d'après lesquels devaient être accordées les réductions. Il donnait lieu le 6 avril à un nouveau rapport de M. Ignace. La discussion s'ouvrait enfin à la Chambre le 20 janvier 1916. Elle n'occupa pas moins de 16 séances, et 85 amendements furent déposés sur le texte proposé par la commission. Certains étaient la reprise, sous forme de contre-projets, de propositions antérieures. Après deux avis de la commission du budget, le dernier en date du 6 avril 1916, le projet, modifié par l'Assemblée, fut enfin voté le 22 avril 1916. C'est le texte qui fut renvoyé à l'examen de votre commission spéciale.

Cette commission, messieurs, sans perdre de temps, examina les textes qui lui étaient proposés et, après une étude minutieuse, elle soumet au Sénat un projet qui ne comprend pas moins de 59 articles, dont nous vous donnons ci-dessous l'analyse.

Le texte de la commission sénatoriale.

La commission spéciale s'est inspirée des idées essentielles que voici :

1° Provoquer pour l'avenir le retour au droit commun et au respect des contrats.

2° Tenir largement compte, à l'égard des locataires, non seulement de la situation créée par l'état de guerre, mais de celle qu'ont entraînée les moratoires successifs;

3° Appliquer le principe : « Qui peut payer doit payer »;

4° Pour liquider la situation actuelle, faire une coupure entre le passé et l'avenir;

5° Considérer que lorsque le locataire est exonéré de plein droit et maintenu obligatoirement en possesssion des lieux loués sans payer le prix de son bail, il y a là une véritable réquisition de l'immeuble et que le propriétaire doit être équitablement indemnisé.

La commission a fait précéder son exposé de la déclaration suivante, qu'il nous paraît indispensable de reproduire intégralement :

« Messieurs, vous lirez au frontispice de notre projet qu'à partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil « sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après. »

« Le code civil, dira-t-on, a-t-il jamais cessé d'être en vigueur? Non, certes. Mais, l'accumulation des moratoires, la volonté systématique de certaines personnes d'ajourner de plus en plus la solution de l'impérieux problème en face duquel nous sommes, nous obligent à cette précaution. Nous voulons qu'il soit bien entendu qu'au lendemain de la guerre comme à la veille de la guerre, les conventions légalement formées tiendront lieu de loi à ceux qui les auront faites; qu'elles ne pourront être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise; qu'elles devront être exécutées de bonne foi.

« Nous voulons donner solennellement l'assurance à tous ceux qui ont acquis des droits dans ce pays, que la guerre n'a point frappé ces droits de précarité; que nul ne pourra profiter d'une heure de tourmente terrible pour remettre en question les principes fondamentaux de la propriété individuelle, sur lesquels repose, depuis la Révolution, l'ordre public et social français.

« Nous entendons que tous ceux qui, dans la Nation, par leur travail, par leur prévoyance, ont conquis un bien, ou encore le tiennent du labeur et de l'épargne de ceux qui les ont précédés, puissent compter, comme par le passé, sur la parole de la France, éprise de probité et d'ordre. »

Les articles de la loi sont répartis en quatre titres :

TITRE I. — RÉSILIATIONS.

La commission maintient, pour les catégories de personnes que la Chambre avait énumérées dans ses articles 3 à 11, le droit de demander la résiliation du bail, sans indemnité ou avec indemnité selon les cas.

Ce sont les héritiers du locataire tué à l'ennemi ou décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, les héritiers des locataires appelés sous les drapeaux et présumés décédés, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple dont tous les membres ou tous les gérants ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux.

C'est encore le locataire mobilisé qui établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité de travail et qu'il se trouve privé désormais des ressources nécessaires pour payer le prix de son bail.

La commission admet également comme la Chambre au bénéfice des dispositions sur la résiliation les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie se rattachant à ces faits.

La résiliation pourra enfin être demandée par le locataire justifiant que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail comme par le propriétaire, si le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille et s'il ne se conforme pas, en ce qui concerne les payements, aux décisions de la commission arbitrale.

TITRE II. — EXONÉRATIONS ET DÉLAIS

L'article 12 de la Chambre était l'article de droit commun de la loi; l'article 13 de la commission a le même caractère.

Le texte de la Chambre décidait que, sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourrait être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, des réductions de prix, pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage, de la chose louée, tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au payement du loyer. Le texte de la commission spécifie que « le locataire justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources nécessaires au payement de ses loyers. »

La commission arbitrale aura le pouvoir d'ac

(1) Voir les nos 200-258, Sénat, année 1916, et 875-1094-1212-1408-1647 et annexe 1674-1888-2010 et annexe 2011 et in-8° n° 458. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

corder au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

La commission exonère totalement du payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir pendant la durée des hostilités et les six mois qui suivent leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

1° A Paris et dans le département de la Seine : locaux d'un loyer inférieur ou égal à 500 fr. si le locataire est célibataire ; à 500 fr. s'il est marié ; plus 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge ;

2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus : logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr. si le locataire est célibataire ; à 350 fr. s'il est marié ; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge ;

3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr. si le locataire est célibataire ; à 250 fr. s'il est marié ; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge ;

4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants : logements inférieur ou égal à 150 fr. si le locataire est célibataire ; à 200 fr. s'il est marié ; plus une majoration de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge ;

5° Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 francs si le locataire est célibataire ; à 150 francs s'il est marié ; plus une majoration de 25 francs par enfant de moins de seize ans ou autre perssnne à la charge ;

6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants : logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 francs si le locataire est célibataire ; à 100 francs s'il est marié ; plus une majoration de 25 francs par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge.

En ce qui concerne les petits locataires non mobilisés mais occupant des logements appartenant aux catégories que nous venons de déterminer, la commission a deux procédures différentes suivant qu'il s'agit du passé ou de l'avenir.

Pour ce qui est du passé, et jusqu'au 1er octobre 1916, ces petits locataires, sur leur déclaration faite au greffe de la justice de paix dans les deux mois de la promulgation de la loi, seront présumés être privés des ressources nécessaires au payement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1er août 1914 au 1er octobre 1916 et, comme tels, exonérés dudit payement.

A partir du 1er octobre 1916, ces divers locataires seront placés sous le régime de droit commun, c'est-à-dire qu'ils feront valoir devant la commission arbitrale les raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail.

Ainsi pour l'avenir, sauf pour les petits locataires mobilisés, privés de leur traitement ou salaire par la mobilisation, il n'y aura plus d'exonération de plein droit. Ce sera la commission arbitrale qui se prononcera et accordera des réductions s'il y a lieu, sur la demande et sur les justifications du locataire.

Le texte de la commission prévoit encore un autre motif d'exonération, mais sur justification devant la commission arbitrale. Il s'applique au réformé à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre, s'il établit qu'il n'a pas conservé de ressources suffisantes ou qu'il n'a pu reprendre un métier ou une profession lui permettant de payer tout ou partie de son bail.

La commission maintient en possession des lieux loués les catégories suivantes :

1° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, les petits locataires mobilisés exonérés de plein droit ;

2° Jusqu'au 1er octobre 1916, les petits locataires non mobilisés. Ces petits locataires non mobilisés seront maintenus en possession des lieux loués, même après le 1er octobre, jusqu'à la fin de la guerre et pendant les six mois qui suivront, s'ils se conforment pour le payement, dans l'avenir, aux conditions fixées par la commission arbitrale ;

3° Durant tout le temps où ils sont sans ressources suffisantes et où ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie de leur bail, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre, sans toutefois que le maintien en possession puisse dépasser la durée de la guerre et les six mois qui suivront ;

4° Enfin, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront leur cessation, mais sur leur demande et à la condition de se conformer pour le payement aux décisions de la commission arbitrale :

a) Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories exonérées de plein droit, les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

b) Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladies se rattachant à la guerre ;

c) Les petits locataires non mobilisés, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus.

En ce qui concerne les mobilisés, la commission maintient la règle posée par la loi du 5 août 1914, à savoir que toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires sont interdites contre eux.

A défaut de poursuites, elle a imaginé la sanction suivante. Dès lors qu'il s'agira de locataires occupant d'autres logements que ceux des catégories plus haut déterminées, un intérêt moratoire de 5 p. 100 sur les termes échus courra à partir de la promulgation de la loi. S'ils estiment que le prix de leur bail doit être réduit ou qu'ils ont des motifs d'exonération à invoquer, ces locataires feront régler leur cas, au besoin par mandataire, devant la commission arbitrale.

La commission consacre des articles spéciaux aux sous-locataires, aux logeurs en garni, aux réfugiés des départements envahis. Ces questions réglées, elle aborde la question de l'indemnité aux propriétaires.

Elle admet que là où la loi impose l'exonération de plein droit, là où il y aura eu réquisition de l'immeuble, cette réquisition devra se traduire par une indemnité et elle propose de limiter à ce cas le droit à indemnité.

L'indemnité sera donc accordée aux propriétaires des petits logements occupés par des mobilisés exonérés de plein droit.

Elle le sera également aux propriétaires des mêmes petits logements occupés, soit par des mobilisés soumis au régime de l'article 16, soit par des non mobilisés placés également sous l'empire de ce même article. Il y a bien là, jusqu'au 1er octobre 1916, une exonération de droit, fondée sur une présomption de détresse. Pour l'avenir, il n'y aura peut-être qu'une exonération partielle prononcée par la commission arbitrale, mais c'est la suite du même bail et il y a maintien en possession des lieux loués imposés par la loi,

Le texte admet encore le droit à indemnité pour les propriétaires des réformés par suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre et qui, dans les conditions de l'article 17, sont exonérés pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront et doivent, aux termes de l'article 19, paragraphe 3, être maintenus en possession des lieux loués.

L'indemnité attribuée aux propriétaires dont il a été parlé sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet de l'exonération et s'appliquant à la durée de ladite exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

Les indemnités seront payées en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1,000 fr. ou à la totalité de la créance, si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1,000 fr. Le propriétaire indemnisé touchera donc une petite somme au comptant. Le premier terme, en effet, sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs. L'Etat aura, à tous moments, la faculté de se libérer par anticipation.

Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance. M. le ministre des finances a insisté pour que ce titre ne fût pas négociable. Il convenait, en effet, de ne ne pas le livrer à la spéculation. Mais le texte dispose que l'ayant droit pourra demander qu'une partie de sa créance soit déléguée à un créancier hypothécaire, qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus. Il va sans dire qu'il pourra se servir des sommes qui lui seront annuellement payées pour acquitter ses impôts. Enfin, dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des finances, les titres de créance dont il s'agit pourront faire l'objet d'avances.

Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil. Le titre, sous ces diverses formes, deviendra ainsi en quelque mesure mobilisable. Il le fallait bien, soit pour les besoins du propriétaire, soit pour ceux du créancier hypothécaire.

L'article 29 a prévu une procédure très simple, soit pour la demande en indemnité, soit pour le recours contre la décision ministérielle qui l'accordera dans les conditions déterminées par la loi.

Toute réduction ou exonération des loyers prononcée par les commissions arbitrales entraînera une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, non seulement sur la contribution foncière, mais sur la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels départementaux et communaux compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué.

Le propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyers bénéficiera de cette remise.

En ce qui concerne les créances hypothécaires, le texte dispose que le recouvrement du principal des créances hypothécaires ou privilégiées sur des immeubles et résultants d'actes ou de jugements antérieurs au 4 août 1914 ne pourra être poursuivi pendant la durée des hostilités, ni durant un délai de trois ans à compter du délai fixant leur cessation.

La commission arbitrale aura le pouvoir d'accorder aux propriétaires non indemnisés les délais qu'elle jugera nécessaires pour le payement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Mais ces délais ne pourront être accordés par elle qu'en présence des créanciers hypothécaires, ou eux dûment appelés ou représentés. D'autre part, ils ne pourront dépasser trois années plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur ces délais.

La commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités, arrérages impayés s'ajouteront de plein droit au capital de la dette ; dans ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil, mais cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et déjà inscrits au jour de la promulgation de la loi.

TITRE III. — JURISPRUDENCE ET PROCÉDURE

Le titre 3 relatif à la juridiction et à la procédure reproduit, sauf quelques mocifications, les principales dispositions votées par la Chambre et dont la base repose sur la constitution d'une commission arbitrale.

Du propriétaire, le texte exige, pour qu'il puisse siéger à la commission arbitrale, qu'il n'ait pas fait expulser un ou plusieurs locataires, au cours de la guerre, pour non-payement de leurs loyers ; du locataire, qu'il soit en règle avec son propre propriétaire.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le titre 4 est relatif aux dispositions générales.

La commission arbitrale pourra, à la demande du locataire et aux conditions fixées au bail, proroger les baux expirant pendant la durée de la guerre ou pendant les six mois qui suivront la cessation des hostilités :

1° Pour une durée maxima égale à celle de la guerre, les baux des locaux commerciaux et industriels ; 2° Pour une durée maxima d'une année, les baux écrits des locaux affectés à l'habitation ; 3° pour une durée maxima de six mois, les locations verbales.

La commission tiendra compte notamment, dans sa décision, de la durée de la mobilisation du locataire et, s'il n'a pas été mobilisé, des conséquences que la guerre a eues pour son commerce ou sa profession.

Le délai de réalisation des promesses de vente expirant postérieurement au 1er août 1914 pourra être prorogé dans les mêmes conditions que celles dont on vient de parler pour les baux.

Enfin, un des articles votés par la Chambre disposait qu'il serait statué par une loi spéciale sur les droits et obligations des locataires et sociétaires des sociétés de construction d'habitations à bon marché.

La commission a maintenu ce texte, en y ajoutant les sociétés de crédit immobilier.

Du principe de l'indemnité.

De toutes les dispositions qui précèdent, la commission des finances n'a à retenir, en ce qui la concerne, que celles qui sont relatives aux indemnités à accorder aux propriétaires. La commission spéciale a justifié sa décision par des considérations que nous devons reproduire ici :

« La Chambre n'a pas voulu admettre le principe de l'indemnité pour les propriétaires des locataires exonérés. Elle a permis aux propriétaires d'emprunter sur leurs immeubles et le texte dispose que l'Etat concourra au payement des indemnités, quand il s'agira de propriétaires jouissant d'un revenu ne dépassant pas le chiffre qu'il détermine.

« Et encore, pour bénéficier de ce concours de l'Etat, les propriétaires devront-ils renoncer à prouver la solvabilité des petits locataires non mobilisés, s'abstenir de toute action contre eux, leur donner quittance définitive, maintenir ces locataires en jouissance pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront.

« Messieurs, nous ne discuterons que rapidement cette disposition, car nous sommes ici en désaccord de principe avec la Chambre.

« On donne aux propriétaires la seule ressource d'emprunter, c'est-à-dire d'aggraver les charges hypothécaires de la propriété bâtie; on ne concourt à l'amortissement de ces emprunts qu'à l'égard de certains propriétaires dont le revenu a été fixé à un chiffre arbitraire, le même pour Paris et pour une commune rurale. Enfin, on autorise le Crédit foncier à prêter, mais on ne l'y oblige pas.

Bien que les prêts soient consolidés par la garantie de l'Etat, il est de toute évidence que le Crédit foncier, appuyé en cela par le ministère des finances, ne prêtera qu'aux propriétaires solvables. De telle sorte que la Chambre n'a pas vu que le petit propriétaire, le plus besogneux, celui dont l'immeuble est entièrement hypothéqué et dont les moratoires ont achevé la ruine, sera précisément celui qui ne pourra contracter un emprunt. Dans le système de la Chambre, on ne prête qu'aux riches.

« Messieurs, vous voudrez certainement aborder le problème d'une autre manière.

« Des locataires sont exonérés de plein droit par la loi. Cette exonération doit-elle oui ou non se traduire par une indemnité? Voilà la question.

« Il est vraiment stupéfiant qu'on ait à défendre un pareil principe. Le jour où il s'écroulera, toutes les garanties de la propriété individuelle et de l'ordre public auront disparu dans notre pays.

« La propriété, dit l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme, étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

« Et reprenant ce principe, pour lequel nos pères ont fait la Révolution, l'article 545 du code civil dispose : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

« Ce sont là des principes essentiels, sacrés, auxquels on n'a jamais touché dans le passé. Sans cette garantie fondamentale de l'ordre public, qui donc eût jamais osé, en France, acheter ou faire construire une maison?

« Lorsque l'Assemblée nationale, sur le rapport de M. Léon Say et par la loi du 21 avril 1871, a fait, pour la ville de Paris et le département de la Seine, une loi sur les loyers, destinée à tenir compte des conséquences du siège, elle a respecté les principes que nous venons d'évoquer.

« Les jurys spéciaux établis par cette loi avaient des pouvoirs nettement précisés dans l'article 5, dont les trois premiers paragraphes étaient ainsi conçus : « Les jurés spéciaux auront la faculté d'accorder sur le prix des trois termes de loyers ci-dessus, quelle que soit la nature des locations, des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront été privés matériellement de la jouissance de tout ou partie des lieux loués.

« Si les locations ont un caractère industriel ou commercial, ils pourront accorder des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront subi, par suite des événements du siège, une privation ou une diminution dans la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties.

« Lorsqu'il n'y aura eu ni diminution, ni altération de jouissance, ils ne pourront accorder que des délais. »

Et plus loin l'article 6 disait : « Les jurys spéciaux pourront limiter l'exercice du privilège ou les droits et actions du propriétaire sur une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Si le locataire quitte les lieux loués avant le complet payement des termes encore dus sans fournir une caution jugée suffisante par le juge de paix, le propriétaire pourra réaliser le gage affecté à sa créance. »

« L'article 8 de la loi autorisait le département de la Seine à payer à tous les propriétaires de logements dont le prix annuel était de six cents francs ou moins le tiers de ce qui leur resterait dû par les locataires sur les termes échus en octobre 1870, janvier et avril 1871. L'Etat devait alors participer pour un tiers à ces payements, sous la double condition que les propriétaires donneraient quittance définitive du surplus et maintiendraient leurs locataires en possession pour le terme d'avril à juillet 1871. Les locataires devaient acquitter exactement le terme de juillet 1871.

« Le rapporteur de la loi fit remarquer que les propriétaires n'étaient pas contraints de sacrifier une partie de leurs créances, qu'ils restaient les maîtres de repousser l'offre qui leur était faite et de se placer sous l'empire des articles 5 et suivants de la loi qui n'accordaient de réductions que pour diminution ou altération de jouissance et hormis cela, ne consentaient que des délais.

« Par conséquent, la loi du 21 avril 1871 n'a pas porté atteinte aux principes du droit commun. Elle a accordé aux propriétaires une indemnité.

« Il faut reconnaître immédiatement que la situation créée par une grande et longue guerre comme celle que nous traversons est tout à fait différente de celle qui résultait du siège de Paris.

« Pour tout ce qui n'était pas Paris et la Seine, la loi de 1871 n'avait pris, au surplus, aucune disposition. Mais la guerre avait été courte, le nombre des hommes mobilisés relativement peu considérable. Il faut, de toute évidence, considérer d'un regard plus large l'état de choses d'aujourd'hui. Ce n'est pas une raison cependant pour porter atteinte à des principes essentiels.

« Lorsque l'Etat accorde des exonérations de plein droit, lorsqu'il décide que, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, certaines catégories de locataires seront dispensées de payer le prix de leur bail et devront néanmoins être maintenues dans les lieux loués, que fait-il, si ce n'est acte de réquisition? Et s'il y a réquisition, comment n'y aurait-il pas indemnité?

« Quelles sont donc les réquisitions faites depuis le début de la guerre et qui n'ont pas donné lieu à indemnité?

« L'Etat ne s'est-il pas montré soucieux de tenir ses engagements? N'a-t-il pas même, dans de nombreux cas, très largement fait les choses? Le propriétaire seul serait considéré comme un homme qu'on peut dépouiller de ses revenus, tout en maintenant et en aggravant ses charges?

C'est un système inadmissible, contraire à l'ordre public. En vain croirait-on pouvoir l'appliquer en se basant sur des raisons politiques et en se servant de l'instrument de la loi. C'est le cas de rappeler de mémorables paroles prononcées à l'Assemblée nationale : « Il n'y a pas de politique contre le droit; il n'y a pas de droit contre le droit. »

Votre commission des finances ne peut qu'approuver entièrement ces déclarations, elle a le devoir, cependant, se plaçant uniquement sur le terrain financier, de rechercher si ce principe de l'indemnité une fois admis n'aurait pas de fâcheuses répercussions sur les finances publiques, ce qui permettrait de dire, à ceux qui considèrent que le problème qui nous occupe est uniquement un différend entre propriétaires et locataires, qu'il n'est pas possible d'indemniser qui que ce soit aux dépens de la collectivité.

Il y a là une équivoque que la commission spéciale a facilement dissipée. Il n'est pas question, en l'espèce, ni de propriétaires, ni de locataires. Il s'agit de savoir si l'Etat, en intervenant dans l'exécution de leur contrat au profit exclusif des locataires, même dans l'intérêt de la paix publique, en obligeant les propriétaires à loger pour rien un certain nombre de nos concitoyens et cela jusque pendant six mois après l'expiration des hostilités, n'a pas dans une certaine mesure exercé un droit de réquisition au profit de locataires qui auraient pu cependant payer tout ou partie de leur loyer.

Or, pendant toute la durée de la guerre le régime de la réquisition a été la règle chaque fois que l'intérêt de l'Etat l'a exigé, qu'il s'agisse de terrains, d'usines, de matières premières nécessaires à la défense nationale, de chevaux, de voitures ou de produits nécessaires à l'alimentation publique, et dans chaque cas l'Etat a indemnisé l'exproprié.

Nous verrons plus loin si le trouble apporté par la guerre en cas de non-intervention de l'Etat n'aurait pas causé aux propriétaires des pertes considérables; cela n'est pas douteux, mais ce qui l'est encore moins, c'est que ces pertes ont été aggravées par les moratoires successifs et par l'impossibilité où le propriétaire a été mis par l'Etat de prendre la moindre mesure conservatoire.

Il n'y a donc pas lieu à nos yeux d'envisager la question d'une indemnité totale comme pour les autres réquisitions. Il ne peut s'agir que d'une indemnité partielle que le Gouvernement, dans un projet antérieur, avait estimée devoir être des 2/5 de la perte et que votre commission spéciale estime ne pas devoir dépasser 50 p. 100.

Donc, nous le répétons, le principe de l'indemnité n'est pas le moins du monde contesté par votre commission des finances, bien que nous ne nous dissimulions pas qu'il pourra en résulter pour le Trésor de lourdes charges.

La question qui se pose à ses yeux est celle de savoir si le préjudice que nous causerions à la propriété bâtie, dans le cas où nous repousserions le principe de l'indemnité, n'aurait pas au point de vue financier des conséquences autrement graves que celles de l'inscription au budget pendant dix années des millions nécessaires au payement de cette indemnité.

Rappelons que la propriété bâtie en France est une base essentielle sur laquelle reposent tous nos budgets communaux et départementaux, sans parler du budget de l'Etat.

PART APPORTÉE PAR LA PROPRIÉTÉ BATIE DANS LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA FRANCE. — LA PROPRIÉTÉ BATIE EST UNE FORME DÉMOCRATIQUE DE LA PROPRIÉTÉ EN FRANCE.

En 1914, les rôles de la propriété bâtie en France prévoyaient un produit de 227 millions 745,701 fr. 84, dont 61 millions 244,961 fr. 11 pour les centimes départementaux, et 61 millions 418,633 fr. 83 pour les budgets communaux, à quoi il faut ajouter plus de 40 millions de taxes établies en vertu de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1897 (taxes municipales de remplacement), à quoi il faut encore ajouter le produit des mutations à titre onéreux et des mutations à titre gratuit qui dépasse 200 millions.

Sur la propriété bâtie est greffé encore un autre impôt : celui des portes et fenêtres.

Dans nos budgets communaux, départementaux et dans le budget de l'Etat, cet impôt figure pour 131,729,115 fr.

D'autre part, si on recherche l'accroissement de la matière imposable pendant les vingt dernières années, on trouve que dans cette période l'impôt foncier bâti a donné, tant en

principal qu'en centimes additionnels une augmentation de..... 101.440.942 10
et l'impôt des portes et fenêtres une augmentation de..... 61.705.566 »
Ensemble..... 163.146.508 10

Ainsi donc, la propriété bâtie, à l'heure actuelle, apporte à nos divers budgets un appoint annuel de plus de 650 millions, et l'augmentation moyenne chaque année de cet appoint, en y comprenant les plus-values de l'impôt sur les mutations, dépasse 16 millons.

Ajoutons qu'il y a en France plus de 6 millions de propriétaires ayant du foncier bâti. En 1891, sur 6,587,185 cotes de foncier bâti, on en comptait 4,107,387 correspondant à un revenu net de 100 fr. et au-dessous, 1,521,325 correspondant à un revenu net de 100 fr. à 500 fr., 309,333 correspondant à un revenu net de 500 fr. à 1,000 fr., et enfin 349,630 correspondant à un revenu net supérieur à 1,000 fr. Les proportions n'ont pas changé depuis cette date.

L'immense majorité des propriétaires est donc constituée par de petits propriétaires et c'est là un fait qu'on oublie trop aisément, lorsque l'on traite de la question, le propriétaire apparaissant aux yeux d'un certain nombre de nos concitoyens comme un gros capitaliste, alors que le plus souvent c'est un modeste travailleur qui a économisé sou par sou de quoi faire bâtir un immeuble dans la commune qu'il habite, préférant cette forme de placement à celle que notre épargne a peut-être trop suivie lorsque, cédant aux multiples sollicitations dont elle est l'objet, elle est allée disperser ses milliards un peu à l'aventure et pas toujours pour le plus grand profit de notre pays.

La propriété bâtie en France est donc une forme démocratique de la propriété et si cette propriété est celle dont les pouvoirs publics n'auront aucun souci au moment de crise, on voit d'ici la défaveur, le discrédit qui en résulterait sur une partie du patrimoine français estimée à 65 milliards en 1910, produisant un revenu imposable de 2,700 millions à la même date et procurant au Trésor chaque année plus de 600 millions de francs.

Ce préjudice serait d'autant plus grave que le Gouvernement a montré pendant la guerre de la sollicitude pour d'autres formes de la propriété en France: nous voulons parler de la propriété mobilière. Dans le projet de loi présenté par le ministre des finances le 23 décembre 1914 et relatif aux crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915, on trouve, dans la loi de finances, un article spécial portant autorisation pour les compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée de reporter au compte de premier établissement tout ou partie des insuffisances du compte unique d'exploitation. L'exposé des motifs justifiait comme suit cette disposition :

« La disposition qui vous est proposée a pour objet de permettre aux compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée d'imputer à leur compte de premier établissement les insuffisances d'exploitation qui seront la conséquence de la guerre.

« Il convient de remarquer, en effet, que, pour les deux réseaux dont il s'agit, les déficits résultant de la guerre pourraient empêcher les compagnies concessionnaires de distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Les garanties d'intérêt de ces compagnies expirent, en effet, au 31 décembre 1914 et, d'ailleurs, elles sont limitées à des chiffres assez faibles (environ 13 millions pour la compagnie du Nord et 33 millions pour la compagnie P.-L.-M.). Pour les autres compagnies d'intérêt général (Est, Orléans, Midi), le dividende des actionnaires est, au contraire, entièrement assuré, par suite de la garantie d'intérêt complète dont jouissent ces compagnies.

La suppression des dividendes des compagnies du Nord et du Paris, Lyon et Méditerranée, jetterait sur les titres de ces compagnies (actions et obligations) un discrédit dont l'Etat aurait, d'ailleurs, à souffrir, puisqu'il rembourse à certaines compagnies, et notamment à la la compagnie Paris, Lyon et Méditerranée, les charges des obligations qu'elle émet pour fournir au Trésor les avances nécessaires à l'exécution des lignes neuves de son réseau.

« Pour éviter ce danger, les compagnies du Nord et de Paris, Lyon et Méditerranée ont demandé l'autorisation d'imputer à leur compte d'établissement, c'est-à-dire de se procurer par voie d'emprunt, les sommes nécessaires pour équilibrer leur compte d'exploitation dans les conditions définies par les conventions en vigueur et notamment :

« Pour la compagnie du Nord, par l'article 11 de la convention du 5 juin 1883, article qui permet d'affecter à la rémunération des actions une somme de 20 millions (le nombre des actions de la compagnie étant de 525,000);

« Pour la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, par l'article 11 de la convention du 26 mai 1883, article qui permet d'affecter à la rémunération des actions une somme de 44 millions (le nombre des actions de la compagnie étant de 800,000).

« Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de faire droit à ces demandes. C'est, en effet, le moyen le plus simple d'éviter les inconvénients qu'entraînerait une suppression de dividende; et, d'autre part, il est logique que les charges de la guerre ne soient pas supportées uniquement par les comptes d'exploitation relatifs aux années correspondant à la durée de la guerre.

« Il a été entendu d'une façon formelle entre les représentants de l'état et les compagnies que l'autorisation ainsi donnée ne préjugeait aucune des questions qui pourraient s'élever après la guerre entre l'Etat et les compagnies et devait maintenir intacte leur situation respective, au point de vue des règlements ultérieurs. »

Si l'on va au fond des choses, c'est pour qu'un discrédit dont l'Etat aurait à souffrir n'atteignit pas les actionnaires et les obligataires des deux grandes compagnies qui ne sont plus à la garantie de l'Etat que le ministre des finances a demandé aux Chambres le vote de la disposition que nous venons de reproduire.

Nous savons bien que le Trésor n'a pas sorti de ses caisses les millions nécessaires au payement des coupons des obligations et des actions, mais il ne faut pas s'y tromper : en inscrivant au compte de premier établissement les sommes dont il s'agit, c'est l'Etat qui en devient débiteur, puisqu'en cas de rachat il serait obligé d'en tenir compte à l'actif des compagnies et qu'en tout état de cause l'inscription de ces sommes diminuera d'autant la part de l'Etat dans le partage éventuel des bénéfices.

Dans une mesure d'intétêt général, nous le reconnaissons, l'Etat n'a pas voulu que les millions de porteurs des obligations et des actions des grandes compagnies eussent un moment d'inquiétude. Il a voulu qu'à leurs yeux le chiffon de papier, bien qu'il ne portât plus la garantie de l'Etat, eût une valeur indiscutable.

Il a agi de même pour les emprunts émis par les départements et par les villes, en autorisant ces dernières à créer des bons municipaux dont le produit sert du moins en partie à payer les intérêts des emprunts antérieurs.

Nous avons voté encore il y a quelques semaines un projet de loi comportant un certain nombre de millions comme subventions aux départements envahis privés de la ressource de leurs centimes pour payer les coupons de leurs emprunts.

Enfin, dans les centaines de millions que nous avançons à la Russie, est-ce qu'il n'y en a pas qui sont destinés à payer en France les coupons des nombreux milliards que notre alliée y a placés?

Si donc nous refusions d'accorder à la propriété bâtie l'indemnité qui lui est due pour la réquisition partielle dont elle a été l'objet, alors que notre sollicitude s'est étendue aux porteurs de titres de villes, de grandes compagnies de chemins de fer ou d'Etats alliés, quelle conclusion permettrions-nous de tirer d'une pareille différence de traitement?

Volontiers nous avons accusé l'épargnant français de ne pas dénouer les cordons de sa bourse en faveur de valeurs industrielles et commerciales qui représentaient à ses yeux un certain aléa; nous avons vu ce même épargnant, sollicité par les grands établissements de crédit, donner sa préférence aux emprunts d'Etats ou de villes exotiques, à tel point que nous pouvons constater aujourd'hui combien nous avons été imprévoyants en ne dirigeant pas l'épargne dans une autre voie, vers le commerce et l'industrie, pour le développement de nos relations avec l'étranger, de telle sorte que le portefeuille français se trouve gonflé de milliards de titres sur lesquels il ne pourrait pas obtenir le moindre crédit au dehors, alors que l'Angleterre soutient le sien aux Etats-Unis, parce que ses nationaux n'ont pas obéi aux mêmes aspirations que les nôtres en matière de placement.

En frappant de discrédit la propriété bâtie, non seulement nos budgets communaux, départementaux et d'Etat verraient leurs recettes fléchir, mais encore on ne ferait que cristaliser chez nos nationaux en matière de placements immobiliers les regrettables pratiques dont nous souffrons aujourd'hui.

Si maintenant nous examinons la question non plus seulement au point de vue financier, mais au point de vue social, on arrive à des conclusions non moins intéressantes.

La loi proposée a surtout en vue la ville de Paris. C'est elle qui a fait l'objet des préoccupations de tous les orateurs et on a agité à la tribune le spectre menaçant d'un cortège de 600,000 petits locataires traînés devant le prétoire de la justice. Il est bien exact qu'il y a à Paris 600,000 logements d'une valeur locative inférieure à 500 francs et cependant la statistique nous indique que le nombre de ces logements est encore insuffisant, puisqu'au 31 décembre 1912, il n'y avait à Paris dans cette catégorie que 3,000 locaux vacants.

Ce fait tient tout d'abord à l'augmentation considérable du prix de la construction ainsi qu'aux charges multiples qui frappent la propriété bâtie à Paris.

Les compagnies d'assurances ne construisent en général que des immeubles à *gros loyers* et un particulier hésite toujours à *immobiliser* ses capitaux dans la construction de maisons à petits appartements.

La vérité est que les maisons à petits loyers sont construites grâce au crédit. Le tableau suivant indique l'importance des prêts consentis par le Crédit foncier, depuis sa fondation pour la ville de Paris seule. Le total atteint 3 milliards 377,801,338 fr. 92.

Prêts consentis à Paris depuis 1852 par le Crédit foncier.

17e arrondissement.....	243.951.353 75
18e arrondissement.....	188.202.862 82
19e arrondissement.....	73.753.556 43
20e arrondissement.....	65.577.330 11
11e arrondissement.....	222.140.181 81
12e arrondissement.....	93.550.633 95
13e arrondissement.....	59.535.865 74
14e arrondissement.....	88.098.605 62
15e arrondissement.....	102.691 876 46
	1.137.502.266 69
Autres arrondissements....	2.200.299.072 23
Ensemble des prêts..	3.377.801.338 92

Si l'on examine la répartition des prêts par arrondissement, on voit que les arrondissements de la périphérie, en mettant en dehors le XVIe, qui est un arrondissement riche, et en ne conservant que les arrondissements véritablement habités par la population ouvrière, pour ce groupement seul, le total des prêts est de 1,137,502,266 fr. 69.

Si donc un discrédit quelconque vient frapper la propriété bâtie, comment le Crédit foncier pourra-t-il rentrer dans ses créances?

Nous savons bien que le Crédit foncier n'est pas une institution d'Etat, mais il n'en a pas moins avec l'Etat des relations telles qu'une diminution de son crédit aurait sur celui de l'Etat les répercussions les plus fâcheuses; les obligations qu'il émet en représentation de ses prêts ne vont pas dans les portefeuilles des gros capitalistes; le gouverneur de cet établissement a établi, en effet, devant nous que ces obligations se répartissaient entre environ 3 millions de petits porteurs, dont chacun n'avait pas en moyenne plus de 3 obligations.

Une crise de la propriété bâtie à Paris arrêterait donc la construction des logements à bon marché, mettrait en péril le Crédit foncier et aurait de profondes répercussions parmi les 3 millions de petits porteurs qui ont permis à notre grand établissement prêteur de faire toutes ses opérations.

Enfin, il est un dernier point de vue à considérer. On a aussi cherché la solution des logements à bon marché par la création des habitations à bon marché (loi du 12 avril 1906). L'annuaire statistique des contributions directes nous indique qu'en 1914, plus de 10,000 maisons comprenant environ 13,000 logements avaient été construites sous le régime de ladite loi.

C'est un mouvement qui commence à peine et, pour l'accélérer, nous avons autorisé les départements et les communes à donner des

garanties d'intérêts à toutes les collectivités qui constitueraient des capitaux en vue de la construction d'immeubles à bon marché.

Ce point de vue n'a pas échappé à la commission spéciale, qui a inséré dans la loi un article 59, qui remet à une loi ultérieure le soin de régler ce point délicat. Votre commission des finances ne peut que regretter que le projet de loi actuel n'ait pas tranché lui-même la question, parce qu'il sera difficile demain, en cas de crise de la propriété bâtie, de trouver des prêteurs pour les habitations à bon marché.

Conclusions.

Au point de vue financier, tout discrédit jeté sur la propriété bâtie en France aurait des répercussions financières autrement graves que celles qui résulteraient de l'inscription dans nos budgets pendant dix années d'une annuité représentative de l'indemnité à donner aux propriétaires qui ont subi la réquisition et, au point de vue social, ce serait tourner le dos à la politique démocratique de ces quinze dernières années, par laquelle nous n'avons cessé de rechercher tous les moyens de donner à la population ouvrière des locaux sains à des prix peu élevés, de façon à ne pas aggraver pour elle les difficultés de la vie.

Ce sont les deux raisons que votre commission des finances a le droit d'invoquer pour donner son adhésion complète au principe formulé par la commission spéciale, étant entendu par là qu'elle croit utilement servir les intérêts généraux du pays en même temps que ses intérêts financiers.

DES INDEMNITÉS

Les indemnités sont réglées par les articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 29 du projet de loi. Elles résulterons des décisions d'une commission arbitrale composée de deux propriétaires et de deux locataires départagés par un magistrat.

C'est l'article 29 qui fixe le quantum de l'indemnité qui pourra être allouée. Nous le reproduisons ci-dessous intégralement, ainsi que l'article 30 qui porte réduction proportionnelle des impôts au profit du propriétaire :

« *Art. 29.* — Les propriétaires dont les locataires auront été exonérés, en tout ou en partie, en vertu des articles 15, 16 et 17, auront droit à une indemnité de l'Etat, à raison de la réquisition faite de leur propriété en exécution de la présente loi.

« Cette indemnité sera de 50 0/0 des loyers dont le locataire aura été déchargé. Elle ne pourra toutefois être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle et s'appliquant à la durée de ladite exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

« Seront assimilés aux propriétaires visés au paragraphe 1er les logeurs en garni qui auront payé intégralement leur propriétaire et dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 15, 16 et 17 de la présente loi.

« Les indemnités seront payés en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1.000 francs ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1.000 francs.

« Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

« Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs.

« L'Etat aura à tous moments la faculté de se libérer par anticipation.

« Il sera remis à chaque ayant droit un titre constatant sa créance.

« Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire, qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

« Les titres de créance ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du code civil.

« Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés à l'article 29 seront, dans chaque département, adressées au directeur de l'enregistrement, au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

« Elles pourront l'être dès la promulgation de la présente loi.

« Il en sera délivré immédiatement récépissé.

« Un arrêté du ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire.

« Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande, le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente loi. Cette décision sera notifiée, en la forme administrative, au propriétaire demandeur.

« Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au ministre, qui statuera dans le mois.

« La décision du ministre pourra faire l'objet d'un recours devant le conseil d'Etat, dans les conditions du droit commun.

« *Art. 30.* — Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par les commissions arbitrales entraînera, sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels départementaux et communaux compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire, déduction faite des indemnités versées par l'Etat, en vertu de l'article 29.

« Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire, dans les trois mois qui suivront la date à laquelle la décision portant réduction ou exonération de loyer sera devenue définitive.

« Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise. Il devra préalablement déclarer le montant de ces réductions ou exonérations devant le président de la commission arbitrale, qui lui donnera acte de sa déclaration. La demande de remise d'impôt devra être formée alors dans les trois mois de cette déclaration.

« Toute fausse déclaration sera passible des peines portées par l'article 405 du code pénal. En cas de condamnation, l'article 463 pourra être appliqué.

« Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées comme les demandes en remise pour vacances de maison. »

La question qui se pose devant la commisson des finances est celle de savoir quelles vont être les charges annuelles qui incomberont au Trésor, du chef de ces articles. On conçoit qu'il est bien difficile de répondre à pareille question, parce que si l'on peut savoir à peu près quel est le montant des loyers à payer à l'heure actuelle dans les catégories ci-dessus visées, il n'est pas possible de chiffrer la partie de ces loyers qui pourra être récupérée lorsque de nombreux locataires qui sont en état de payer ne pourront plus s'abriter derrière un moratoire ou qu'ils devront justifier devant les commissions arbitrales, soit spontanément, soit sur la réquisition de leurs propriétaires, de leur détresse présumée. Au surplus, M. le ministre des finances a fait devant nous les déclarations suivantes :

« Faute de pouvoir procéder à une enquête directe, je ne dispose sur ce point que de données assez incertaines.

« L'article 29 n'accorde d'indemnités que pour les locations comprises dans les maxima fixés par l'article 15. Le premier effort à faire pour délimiter le champ du problème est donc de déterminer le montant des valeurs locatives qui entrent dans la définition de cet article. Si l'on compare le total de la population au nombre de logements existant en France, on constate que chacun de ceux-ci comprend 3 à 4 personnes. Comme dans les catégories modestes qui sont envisagées, les habitants d'un même logement sont à peu près toujours des personnes à la charge de l'occupant principal; on doit, pour raisonner sur un chiffre moyen, prendre la quotité choisie par la commission pour le cas d'une famille de trois membres, soit :

« Paris et Seine	550 fr.
« Communes de plus de 100,000 habitants	400
« Communes de 20,001 à 100,000 habitants	300
« Communes de 5,001 à 20,000 habitants	250
« Communes de 1,001 à 5,000 habitants	175
« Communes de 1,000 habitants et au-dessous	125

« Un classement des valeurs locatives réelles par ordre d'importance et par catégories de communes a été effectué, en 1890, par l'administration des contributions directes. Les coupures ne correspondent pas exactement avec celles qui viennent d'être indiquées. En outre, il faut tenir compte de l'augmentation du nombre des logements et de la hausse des loyers depuis vingt ans, tels que les révèlent le mouvement des constructions et démolitions et les recensements opérés pour l'assiette des contributions foncière et personnelle-mobilière.

Deux autres corrections s'imposent : il convient d'éliminer, d'une part, les logements qui sont annexés à des exploitations rurales et ne peuvent être compris que dans des baux à ferme; d'autre part, les logements qui sont occupés par leurs propriétaires eux-mêmes et ne font pas l'objet de locations. A ce double égard, les éléments les plus récents sont fournis par les travaux qui ont eu lieu en 1887-1889, pour l'évaluation de la propriété bâtie.

« Des calculs assez nombreux sont donc indispensables et ils reposent sur des données qui admettent une part forcément très large d'hypothèses. C'est donc sous de très formelles réserves que l'on croit pouvoir en citer le résultat et chiffrer à 766 millions le montant des valeurs locatives annuelles qui se trouvent dans les conditions de l'article 15.

« Cette somme correspond uniquement à des loyers d'habitation qui paraissent seuls visés par l'article précité. S'il fallait comprendre en outre, et cette interprétation n'est pas explicitement écartée par le texte, les petits loyers commerciaux et industriels, le total serait considérablement plus élevé. La valeur locative de l'ensemble des boutiques, magasins, ateliers et usines est, en effet, de 1,200 millions environ, et comme la moyenne ressort à 600 fr. par patentable, on voit que si l'on y étendait l'application de l'article 15, on ferait ressortir un supplément fort important.

« Sans insister sur cette remarque, et à s'en tenir à la somme de 766 millions, quels seraient les effets des articles 15, 16 et 17 ?

« Pour la période comprise entre le 1er août 1914 et le 1er octobre 1916, une présomption générale d'insolvabilité couvre tous les débiteurs retardataires, mobilisés ou non. Malgré la faculté laissée au propriétaire de faire la preuve contraire, « c'est bien, dit le rapport (page 52), dans l'immense majorité des cas, une exonération ». Il ne s'agit donc que de savoir quelle sera la proportion de l'arriéré, et on retombe nécessairement ici dans les conjectures. Il semble bien que, dans les départements, les termes ont été le plus souvent payés; au contraire, à Paris et dans la banlieue, par suite d'un état d'esprit différent et d'un moratorium absolu, l'asbtention passait pour presque générale en ce qui concerne les petits loyers, et on assure qu'elle est devenue plus complète encore après le vote de la Chambre. Or, Paris et la Seine entrent pour près des deux cinquièmes dans le total et, en y joignant les villes de plus de 100,000 habitants, on arrive approximativement à 50 p. 100. Ne peut-on, dès lors, hasarder que l'arriéré final ne sera pas inférieur à la moitié ? Cela ferait, pour vingt-six mois, 830 millions.

« A partir du 1er octobre 1916, seront seuls exonérés les mobilisés qui auront perdu, du fait de la guerre, leur gain habituel sans recevoir une solde supérieure et les réformés dépourvus de ressources et incapables de reprendre leur profession. Les mobilisés et leurs familles paraissent représenter environ 40 p. 100 de la population totale. Ce serait donc 40 p. 100 du chiffre précédent qu'il faudrait cette fois prendre pour base, il y a lieu, toutefois, de défalquer les mobilisés qui ont conservé leurs ressources ordinaires ou les ont remplacées par une solde équivalente. Si l'on faisait état des allocations militaires, la déduction serait importante. Si l'on ne considère que les salaires qui peuvent encore être maintenus après vingt-six mois, il est difficile de porter cette déduction à plus d'un quart. Les exonérations dépasseraient donc quelque peu 19 millions par mois, soit, si l'on suppose six mois de guerre à dater du 1er octobre et en y ajoutnnt les six mois consécutifs à l'armistice, environ 230 millions.

« Sur ce total de 830 + 230 = 1,060 millions, la charge de l'Etat serait, en principe, de

50 p. 100, soit 530 millions. Toutefois, l'article 29 dispose que l'indemnité ne peut « être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle et s'appliquant à la durée de ladite exonération, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris ». Il appartiendra sans doute à l'administration de rechercher quelles sont, en dehors des dettes hypothécaires, des impôts et des assurances, les charges (entretien, grosses réparations, frais de gérance) qui devront entrer en ligne de compte. Une autre difficulté d'interprétation peut surgir. On répartira les charges indivises pesant sur l'immeuble proportionnellement à la valeur locative des logements; on y ajoutera les frais particuliers à chacun de ceux-ci; on en calculera le prorata afférent à la période d'exonération : ce sera le minimum de l'indemnité. Mais si l'exonération a été partielle (cas prévu expressément par l'article 17 et par l'article 29 lui-même), le montant des charges remboursé par l'Etat, ajouté à la portion de loyer perçue, pourra excéder 100 p. 100 du prix du bail. Telle n'est évidemment pas l'intention de la commission et il semble que des précisions seraient fort opportunes. Sous ces réserves, on est fondé à penser que les revenus grevés de plus de 50 p. 100 de charges étant l'exception, l'application du minimum prévu n'entraînera pas, en moyenne, d'accroissement extrêmement sensible de la contribution de l'Etat et qu'on fait à ce facteur une part suffisante en portant, à défaut de base plus précise, l'évaluation de 530 à 600 millions.

« Il reste à chercher dans quel délai devra être payée cette somme. Aux termes de l'article 29, l'Etat doit se libérer en dix termes annuels; mais le premier de ces termes, dont l'échéance ne dépassera pas un mois à dater de la décision attribuant l'indemnité, ne saurait être inférieur à 1,000 fr. ou au montant de la créance entière, s'il est moindre. Ce minimum jonera-t-il pour l'indemnité afférente à chaque loyer ou pour l'ensemble des indemnités dues à un même propriétaire?

« Dans le premier système, il faut remarquer qu'une indemnité de 1,000 fr. correspond à une perte de 2,000 fr. qui, si l'on se maintient dans l'hypothèse faite plus haut d'une période totale d'exonération de trente-huit mois, ne peut se produire que pour un loyer annuel de plus de 630 fr. C'est à dire qu'à d'infimes exceptions près, la totalité des subsides alloués aux propriétaires devra être versée comptant.

« Il semble donc que le second système réponde seul aux intentions des rédacteurs du projet, qui, tout en faisant bénéficier les propriétaires d'un premier versement minimum de 1,000 fr., n'ont pas entendu rendre en fait la dette de l'Etat immédiatement exigible. Les difficultés pratiques que présente ce système ne sont d'ailleurs pas insurmontables, lorsqu'il s'agit tout au moins d'indemnités afférentes à des immeubles situés dans un même département. Les demandes en indemnités devant, aux termes de l'article 29, être adressées au directeur départemental de l'enregistrement, il sera possible d'ouvrir, à chaque propriétaire, une sorte de compte auquel seront centralisées toutes les demandes.

« Toutefois, étant donnée l'extrême division de la propriété foncière, il est permis de penser que le minimum de 1,000 fr. ne sera pas atteint dans un grand nombre de cas, mais il est impossible de faire aucune estimation à cet égard. »

Nous avions aussi à nous préoccuper de quelle façon M. le ministre des finances traduirait dans la pratique le paragraphe suivant de l'article 29 :

« Les titres de créance ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. »

M. le ministre des finances nous a fait connaître de quelle façon il permettrait les avances sur les titres qui seront délivrés aux propriétaires :

« Il convient de rechercher quel parti pourront tirer éventuellement des titres qui leur seront remis les bénéficiaires d'indemnités et, à cet égard, il y a lieu de mettre sur le même pied que les propriétaires les créanciers hypothécaires à qui les premiers pourront déléguer d'office leur indemnité.

« Les titres qui seront remis aux uns et aux autres ne seront pas négociables, mais ils seront cessibles conformément aux articles 1689 et suivants du code civil. Ils ne seront pas susceptibles d'être portés sur le marché public de la bourse; ils pourront être réalisés par l'intermédiaire de notaires ou d'agents d'affaires, et il est fort possible qu'ils bénéficient, dans ces conditions un peu spéciales, d'un certain courant de transactions. Etant donnée la brièveté extrême de la période d'amortissement, la moindre réduction de prix acceptée par le vendeur sur le montant nominal de sa créance se traduit, pour l'acheteur, par une prime de remboursement qui relève très sensiblement le taux effectif de son opération. Ainsi, acheter un de ces titres à 90 p. 100 constituera un placement direct sur l'Etat à plus de 7,25 p. 100.

« Cette perspective peut tenter quiconque a devant lui une somme disponible pour neuf ans, et il est à présumer qu'au prix d'un sacrifice très modique, les bénéficiaires d'indemnités n'éprouveront pas, sinon l'embarras de chercher un intermédiaire, grande difficulté à trouver preneur pour les titres dont ils voudraient se défaire.

« Au surplus, le Crédit foncier de France, officiellement pressenti, s'est déclaré en principe disposé à consentir des avances sur la portion des indemnités dont le payement serait différé, étant entendu que cet établissement serait autorisé à émettre, à due concurrence, des obligations. Lorsque les dispositions actuellement pendantes devant le Sénat auront acquis force de loi, une convention dans ce sens pourrait être conclue et soumise à la ratification du Parlement. »

Nous avons le devoir aussi de signaler l'article 31, relatif au recouvrement du principal des créances hypothécaires. La Chambre avait accordé pour le payement du capital des créances hypothécaires un délai égal à la durée des hostilités augmentée de six mois. La commission spéciale prévoit, au contraire, un délai de trois ans à compter du décret fixant la cessation des hostilités. Ces délais permettront d'éviter que des spéculateurs profitent des circonstances pour s'emparer de la propriété immobilière.

Remarquons, d'autre part, que les propriétaires pourront remettre en gage à leur prêteur les titres d'indemnités qui leur auront été délivrés. Dans ces conditions, votre commission ne peut qu'approuver les textes proposés.

Nous nous associons, en terminant, au vœu exprimé par la commission spéciale, que le Gouvernement veuille bien user de toute son autorité pour aboutir au vote d'une loi qui mettra fin aux moratoires avec toutes leurs graves conséquences.

Il est à souhaiter, en effet, qu'à partir d'octobre 1916 nous rentrions dans le droit commun et nous sommes certains que le Sénat voudra bien, par un vote rapide, nous permettre d'escompter cette espérance.

ANNEXE N° 211

(Session ord. — Séance du 23 mai 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à proroger le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville, par M. T. Steeg, sénateur (1).

Messieurs, l'article 9 de la loi du 6 août 1905 a obligé les marchands de vins en gros dans Paris à placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à leur commerce. Ceux qui toutefois possédaient des installations spéciales et pouvaient en justifier avaient été autorisés, sous certaines conditions, à continuer leurs opérations dans ces locaux jusqu'à l'expiration des baux en cours et au plus tard jusqu'au 1er janvier 1916.

Les circonstances actuelles n'ont pas permis le transfert de ces installations commerciales avant l'expiration du délai extrême fixé par la loi. Le Gouvernement avait proposé de le proroger d'un an. La Chambre des Députés a estimé qu'en raison de l'incertitude où l'on est sur l'époque à laquelle les intéressés pourront faire effectuer les travaux qu'exige le transfert de leurs établissements, le délai devrait être encore prorogé d'un an.

(1) Voir les nos 176, Sénat, année 1916, et 1597-1994 et in-8° n° 429 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Votre commission, approuvant la modification apportée par la Chambre des députés, vous propose d'adopter le texte suivant :

PROJET DE LOI

Article unique.— Est prorogé jusqu'au 1er janvier 1918 le délai extrême imparti par le deuxième paragraphe de l'article 9 de la loi du 6 août 1905, pour le transfert dans les entrepôts publics, par les personnes exerçant dans Paris la vente des vins en gros, des boissons destinées à ce commerce.

ANNEXE N° 239

(Session ord. — Séance du 22 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI tendant à la création d'un **Institut des recherches scientifiques par les nations de l'Entente et les pays neutres**, pour favoriser les travaux des savants relatifs : 1° à la découverte de nouvelles méthodes de traitement des maladies qui atteignent l'homme, les animaux domestiques et les plantes cultivées; 2° à la découverte, en dehors des sciences médicales, des lois qui régissent les phénomènes de la nature (mathématiques, mécanique, histoire naturelle, physique et chimie), présentée par M. Audiffred, sénateur.

Messieurs, la guerre terrible que la barbarie austro-allemande a déchaînée sur le monde civilisé a déjà causé, chez les nations alliées, des pertes d'hommes énormes et entraîné des ruines matérielles considérables.

Ces pertes d'hommes irréparables et si douloureuses, ces destructions matérielles affaibliront pour longtemps les peuples qui les subissent.

Leurs gouvernements qui ont tout tenté, sans succès, pour éviter ces sanglants conflits, ont maintenant le devoir de s'appliquer à conserver, avec plus de soin que par le passé, la vie des habitants de leurs pays et d'accroître leurs moyens de production.

Pour réaliser ce double objectif, dans la limite des possibilités humaines, il est surtout nécessaire de faire appel à la science. C'est elle qui, par des progrès plus rapides, par des conquêtes incessantes, nous donnera, si on l'aide suffisamment, le moyen de combattre sûrement les maladies évitables qui déciment encore l'humanité, et c'est elle aussi qui, par la découverte des lois qui régissent les phénomènes de la nature, accroîtra, dans des proportions incalculables, notre puissance de production.

Le Parlement français a créé, par la loi du 14 juillet 1901, une caisse des recherches scientifiques destinée à favoriser les travaux des savants français, conformément à une proposition que je lui avais présentée le 12 juin précédent, après avoir longuement consulté des savants émérites, notamment : Charrin, Chauveau, d'Arsonval, Desgrez, Duclaux et Roux. Elle fonctionne depuis cette époque avec des ressources faibles encore, mais qui s'accroissent cependant d'année en année. Au début, elle disposait de 125,000 fr. par an; ses recettes s'élèvent déjà annuellement à 270.000 fr. environ. Un généreux philanthrope, M. Louthreuil, sagement conseillé par l'éminent directeur des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, M. Noblemaire, lui a légué récemment 1 million, dont le revenu en rentes sur l'Etat est de 34,600 fr.

Il me paraît nécessaire d'instituer, à côté de cet organisme et des organismes similaires qui contribuent au progrès de la science (1) établis ou à établir dans les pays alliés, un institut des recherches scientifiques qui groupera les nations engagées dans la lutte pour la défense de la civilisation et les pays neutres.

La loi française relative à la caisse des recherches scientifiques a été votée, sans aucune objection, sur les rapports des hommes les plus autorisés : à la Chambre, sur le rapport de M. Guillain, inspecteur général des ponts et chaussées; au Sénat, sur le rapport de M. Pril

(1) En France, l'Institut Pasteur, l'Académie des sciences, grâce aux dons du prince Roland Bonaparte et au legs Louthreuil, la société d'encouragement pour l'industrie nationale, l'association française pour l'avancement des sciences, etc.

leux, membre de l'Académie des sciences, au nom d'une commission présidée par l'illustre chimiste Marcellin Berthelot.

J'en avais justifié la présentation par des considérations qu'il me paraît utile de reproduire, en partie, parce qu'elles viennent à l'appui du nouveau projet :

La proposition que j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Chambre a un double but : le premier est de donner aux sciences médicales les moyens matériels de poursuivre les recherches qui leur permettront de découvrir et de neutraliser les causes accidentelles de destruction, c'est-à-dire les maladies qui font disparaître, avant l'heure, l'homme et les produits vivants de son industrie, les animaux et les plantes. Le second est de procurer aux sciences autres que les sciences médicales les ressources pécuniaires qui leur sont indispensables pour les observations et les expériences qui les conduiront à la découverte des lois qui président à la marche des phénomènes naturels.

Doter toutes les sciences de moyens d'investigations suffisants ; faire qu'aucun chercheur sérieux et consciencieux ne soit arrêté dans ses travaux faute d'argent, c'est incontestablement concourir à l'œuvre du progrès, hâter l'émancipation intellectuelle, le développement moral et l'amélioration matérielle par la mise en valeur de ressources naturelles encore inutilisées et la création de nouveaux moyens de conservation et de production d'une puissance incalculable.

Les maladies qui atteignent l'homme, les animaux domestiques et les plantes et abrègent souvent la durée de leur existence normale, se divisent en deux grandes catégories : les maladies infectieuses et contagieuses dues à des germes qui se répandent de proche en proche et les maladies qui ne sont pas dues à un agent infectieux.

Les travaux des savants dans la dernière moitié de ce siècle ont permis de déterminer la nature exacte des maladies contagieuses et de prescrire les mesures prophylactiques pour diminuer leur diffusion et, pour quelques-unes d'entre-elles, trop peu nombreuses encore, des traitements curatifs efficaces. C'est un champ immense à défricher où les plus riches moissons nous sont promises, mais à la condition de multiplier des investigations dans tous les sens et de ne laisser manquer de rien les savants capables, les uns de préparer des travaux modestes, les autres de réaliser par des observations et des expériences géniales les découvertes appelées à délivrer l'humanité des fléaux qui la déciment prématurément et à lui conserver les produits de son industrie.

La science, d'ailleurs, a fait ses preuves ; les services éclatants qu'elle a rendus sont connus de tous : la vaccination et la sérothérapie, limitées à certaines maladies, sont là pour le démontrer. Dans le domaine de la chirurgie, elle a aussi affirmé sa puissance. Des opérations qu'on n'aurait jamais osé tenter avant la découverte de l'antisepsie sont menées à bien journellement et celles plus usuelles, que la pourriture d'hôpital rendait jadis fréquemment mortelles avant l'emploi des procédés modernes de désinfection, sont devenues absolument sans danger par l'emploi des mêmes procédés.

S'il est important de favoriser les sciences médicales, qui ont pour objet la conservation de l'homme, il n'est pas moins nécessaire de favoriser celles qui ont pour but la découverte de toutes les lois qui président à l'accomplissement des phénomènes de la nature et contribuent à l'accroissement de sa puissance productive. Toute conquête de la science pure est en effet suivie à brève échéance d'applications multiples dont le résultat certain est d'améliorer la condition humaine et d'assurer le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Mais les découvertes scientifiques pures qui enrichissent et honorent les nations ne procurent en général aucun profit pécuniaire aux hommes éminents qui les accomplissent. Souvent même, les ressources nécessaires à leurs travaux leur font défaut.

Afin de faciliter leurs recherches et de doter leurs laboratoires, il faut donc de l'argent, beaucoup d'argent.

. . . . . .

C'est bien inutilement que, dans le passé, on a cru surexciter le zèle des savants et hâter des découvertes ardemment désirées en leur promettant de fortes récompenses. L'appât du gain n'a pas sur eux d'action et, du reste, une découverte définitive et précédée d'une série de petite découvertes qui, prises isolément, ne paraissent pas mériter la récompense promise, et d'un nombre plus considérable de recherches qui, même négatives, ont pour résultat de déblayer la route.

Ce n'est pas par des créations de prix que la science doit être encouragée. Le prix de 300,000 francs pour le traitement du phylloxéra n'a jamais été donné, et le vignoble français a été reconstitué grâce aux conseils de divers botanistes.

Cette institution de la caisse des recherches scientifiques fonctionnait depuis peu, lorsque je proposai à l'éminent physiologiste Marey, qui a été président de l'académie des sciences et de l'association pour l'avancement des sciences, de provoquer la création d'une caisse internationale. Il accueillit très favorablement cette idée, et, avec une bonté et une ardeur dont je lui étais profondément reconnaissant, il se mit immédiatement à l'œuvre. Le 9 juin 1903 il m'écrivait la lettre suivante :

« 9 juin 1903.

« Mon cher député,

« J'ai bien réfléchi à votre idée d'une caisse mondiale pour subventionner les recherches scientifiques. Voici, je crois, la marche à suivre. Il faudrait qu'une académie, celle des sciences de Paris, prît l'initiative de demander au comité permanent de l'association internationale des académies si l'association accepte le patronage d'une telle initiative. Il semble que l'association ne puisse être que très flattée de ce rôle et de la puissance qui en résultera pour elle. Les donateurs, de leur côté, seraient flattés de donner des fonds à la plus haute association scientifique, la plus compétente pour en diriger l'emploi.

« L'association internationale des académies verserait les fonds qu'elle recevrait dans une caisse d'Etat d'un pays quelconque. Les savants qui ont à faire des recherches coûteuses s'adresseraient à l'association et celle-ci, appréciant la valeur des études projetées accorderait les crédits si elle le jugeait utile.

« Vous qui avez eu la généreuse initiative du projet, vous en pouvez poursuivre l'exécution.

« Il faudrait vous adresser à l'un de nos secrétaires perpétuels (Dardoux, 36, rue Gay-Lussac), lui exposer votre idée. Il pourra consulter l'Académie des sciences et celle-ci s'adresser à l'association internationale des académies. Si cette association accepte, comme cela doit être, vous pourriez faire constituer par voie diplomatique la caisse internationale.

« Il me semble que l'association des académies est le corps tout désigné pour l'administration des fonds d'origine internationale et devant subventionner des travaux en tous pays.

« Si vous aviez eu plus tôt votre grande idée, elle eût pu être soumise à la session du comité de l'association internationale des académies, qui vient d'avoir lieu ces jours-ci à la société royale de Londres.

« Bon succès, mon cher député, à votre entreprise et croyez-moi votre reconnaissant et dévoué.

« Signé : MAREY. »

Le 21 juillet 1903, il m'écrit encore :

« Mon cher député,

« Hier, à l'institut, j'ai conquis à votre projet une voix influente, celle de M. Moissan, l'un des deux délégués de l'institut à l'association des académies. Il croit beaucoup à l'opportunité du choix de la Haye. Il pense que la Russie appuierait ce projet très chaudement. Si vous voulez voir Moissan, vous pouvez lui écrire, rue Vauquelaire, 7. C'est un charmant homme ».

La mort étant venue surprendre Marey, privé d'un tel appui, j'abandonnai momentanément le projet, bien qu'il eût déjà recueilli de hautes approbations.

Les malheurs de la guerre me déterminent à le reprendre aujourd'hui, et j'espère qu'il rencontrera les sympathies qui m'ont permis de faire voter en France la loi du 14 juillet 1901.

Mais cette association mondiale ne devra pas comprendre les ennemis de la civilisation qui auront causé tant de ruines et retardé la marche du progrès.

L'exclusion des Austro-Allemands et de leurs complices les Turcs et les Bulgares ne saurait faire de doute. Après la guerre, lorsqu'il faudra, au milieu de deuils cruels, réparer tant de ruines, l'idée d'une collaboration avec les auteurs de tous ces maux ne pourra être admise par personne. Les nations, comme les individus, doivent expier leurs crimes. L'intervention allemande ne pourrait du reste que fausser la noble conception du rôle de la science, telle qu'elle est acceptée par toutes les nations de l'Entente et des pays neutres. Elles ont vu jusqu'ici, dans les conquêtes scientifiques, un moyen d'émancipation intellectuelle et de progrès matériel pour tous les hommes. L'Allemagne, au contraire, au cours du dernier siècle, a demandé à la science les moyens d'asservir l'univers. Exagérant l'œuvre de ses nationaux, passant souvent sous silence les plus admirables découvertes réalisées par d'autres, comme celle de notre grand Pasteur, elle a systématiquement tout ramené à son intérêt personnel.

Il serait puéril de penser qu'après cette terrible guerre, toutes les passions, toutes les rivalités disparaîtront, mais on peut affirmer qu'en France, en Angleterre, en Italie, en Russie, en Belgique, les savants resteront plus que jamais pénétrés de la grandeur de leurs devoirs. Sans changer en rien leurs procédés, ils continueront, avec un désintéressement absolu, à agrandir le domaine de nos connaissances, sachant bien que le meilleur moyen d'honorer et de grandir leur patrie, c'est de travailler, sans arrière-pensée, au progrès de la science et au bien de l'humanité,

Après les destructions d'hommes si épouvantables que la guerre a déjà entraînées, et qu'elle causera encore, une obligation impérieuse s'impose aux nations civilisées. Puisque la science est, dès à présent, comme le prouvent ses progrès antérieurs, en mesure d'engager une lutte décisive contre les maladies mortelles transmissibles et évitables, ces nations ont le devoir de fournir aux savants, qui exposent leur vie en des recherches souvent périlleuses (1), les ressources pécuniaires qui leur sont indispensables pour mener leurs travaux à bien, afin de hâter le moment où l'humanité sera enfin délivrée d'aussi cruels fléaux.

Voici pour la France, dont la population est de quarante millions d'habitants, le bilan des maux à conjurer, au point de vue des personnes.

Bilan des pertes humaines.

Le chiffre annuel des décès, malgré tous les progrès réalisés, dépasse sept cent cinquante mille. Or, trois cent mille environ sont dus aux maladies que la science sera un jour en mesure de neutraliser. En voici l'énumération :

Les chiffres suivants sont établis, avec une suffisante approximation, d'après la statistique du service municipal de la ville de Paris.

Chaque année :	Décès.
La rougeole cause.....	15.800
La scarlatine.....	2.770
La coqueluche.....	2.770
La diphtérie, dont la mortalité a été considérablement réduite par la sérothérapie.....	3.400
La diarrhée infantile.....	13.800
Les maladies inflammatoires de l'appareil respiratoire : bronchite aiguë et chronique, pneumonie, broncho-pneumonie, congestion pulmonaire, grippe.....	72.000
La phtisie pulmonaire.....	120.000

Pendant longtemps on a cru que la phtisie pulmonaire, essentiellement contagieuse, ne frappait que les êtres débiles, mais M. Chauveau, que ses travaux si remarquables font justement considérer comme le premier physiologiste de notre temps, a établi, d'une manière irréfutable, que c'était là une erreur dangereuse. On peut, par des mesures d'hygiène, par des traitements de plus en plus efficaces, diminuer la contagion, réduire la mortalité, mais lorsque la contamination s'est produite, lorsque le germe infectieux a pénétré dans l'organisme, les forts

(1) Ce n'est pas toujours impunément que tous nos savants et leurs collaborateurs manipulent les virus et les poisons les plus dangereux.

succombent comme les faibles. Ce fait, qui n'est plus discuté, doit déterminer les nations à lutter avec plus d'énergie que jamais contre le redoutable fléau qui fait annuellement tant de victimes, frappant presque exclusivement les adolescents et les adultes en pleine activité.

La méningite tuberculeuse cause...	13.000
La méningite simple et la méningite cérébro-spinale épidémique.....	11.000
Les tuberculoses autres que les précédentes.....	10.000
Le cancer, qui, tout récemment encore, entraînait seulement la mort de 15,000 personnes, cause maintenant 31,000 décès par an.....	31.000
Total approximatif des décès dus aux maladies évitables.....	295.540

La perte est identique pour la Grande-Bretagne dont la population est sensiblement égale à celle de la France, elle est identique pour l'Italie, elle est au contraire quatre fois plus considérable pour la Russie, elle est cinq fois moins grande pour la Belgique et la Serbie.

Pour les nations alliées, c'est donc, en temps de paix, une destruction annuelle de plus de deux millions de personnes, le tiers de ce que la guerre actuelle si meurtrière leur coûtera.

Tel est le nombre des êtres humains qu'il faut arriver graduellement, et dans un avenir nécessairement éloigné, à conserver chaque année, pour les faire vivre jusqu'aux limites de la vieillesse.

Voilà la tâche, noble et grande entre toutes, que la science assumera avec une vigilance et une activité que doivent surexciter les terribles événements que la guerre déroule sous nos yeux.

Ces existences fauchées presque toutes avant l'heure, dans la première jeunesse, dans l'adolescence ou en pleine maturité, laissent après elles des deuils cruels et des ruines. Leur conservation devrait être une de nos plus ardentes préoccupations, surtout si l'on songe que, parmi ces êtres enlevés prématurément par les maladies évitables, il en est qui sont doués des plus remarquables qualités du cœur et de l'intelligence, dont la disparition est une cause permanente d'affaiblissement pour les sciences, les lettres, les arts, les industries nationales, pour tout ce qui fait la grandeur et la force des peuples.

Contre de tels fléaux il n'est pas trop de l'intervention de toutes les sciences. Il faut l'organiser, cette intervention, de la manière la plus méthodique et la plus précise, avec toutes les ressources pécuniaires nécessaires.

Avant les découvertes géniales de Pasteur, on était autorisé à penser que les médecins seuls pouvaient se livrer à cet égard à des études utiles. Depuis que cet immortel chimiste a révolutionné la médecine, à laquelle il était étranger, on sait, au contraire, que tous les savants sont en mesure d'apporter de précieuses contributions à l'art de guérir. Ainsi les découvertes de d'Arsonval sur l'électricité, celles de Becquerel et Curie sur la radioactivité et le radium, sans parler de l'œuvre considérable d'autres savants français et étrangers, nous montrent toute l'étendue du monde à explorer. Il n'est pas jusqu'aux botanistes qui ne soient appelés à fournir un concours précieux, puisqu'il paraît établi que les agents de nos maladies sont souvent d'origine végétale.

Mais les maladies contre lesquelles il importe d'organiser une lutte énergique ne sont pas seulement les affections mortelles, dont nous avons donné l'énumération. A côté de celles-là, il en existe d'autres qui, pour ne pas avoir le décès pour conséquence immédiate, ou assez éloignée, n'en sont pas moins désastreuses pour l'humanité. Les médecins pourraient en dresser facilement la liste. Je me borne à en citer trois, très différentes les unes des autres, pour montrer combien est vaste le champ des recherches à parcourir :

L'avarie, qui entraîne la dégénérescence des personnes qui en sont atteintes, de leurs enfants et petits enfants et conduit trop souvent à la folie.

L'appendicite, cette affection nouvellement reconnue et déterminée, qui est aujourd'hui justiciable de la chirurgie. D'habiles praticiens écartent, par des opérations réputées sans inconvénient, tout danger de mort. Mais n'apprendra-t-on pas bientôt que l'organe, considéré maintenant comme inutile, est une des conditions de la bonne santé et de la force, et qu'il faut combattre le mal dont il est le siège, par des procédés inconnus à l'heure actuelle ?

L'avortement épidémique de la femme. Les agriculteurs et les vétérinaires savent que l'avortement épizootique, dû à un germe infectieux, existe dans plusieurs espèces animales. Il n'altère en rien la santé de l'animal lorsqu'il se produit, mais il entraîne à peu près constamment son infécondité.

Dans une note qui m'a été fournie par le ministère de l'agriculture, sur les pertes subies par le cheptel français et par le cheptel mondial, du fait des maladies, note très intéressante, il est dit, à propos de cette affection : « Les causes d'infécondité sont nombreuses chez les femelles domestiques. Chez les vaches, une maladie qui se répand dans l'ouest de l'Europe, avec une rapidité croissante, cause des dommages énormes. C'est la vaginite contagieuse, déjà si fréquente en ce moment, qu'une intervention de police sanitaire ne réussirait qu'à enrayer seulement. C'est par millions que se chiffrent les dommages, bien que la maladie ne compromette nullement la vie des animaux.

« Les avortements contagieux de la jument, de la vache, de la brebis sont aussi de plus en plus fréquents dans tous les pays, facilités par les échanges d'animaux et l'introduction de reproducteurs de choix. »

Contre cette maladie on ne dispose, à l'heure actuelle, d'aucun moyen de traitement.

Il est bien établi que la tuberculose, le charbon symptomatique et le cancer sont des affections communes à l'homme et à l'animal. Le vaccin de la variole est fourni par la génisse; celui de la rage par le lapin ; celui de la fièvre typhoïde par le cheval, etc... Voilà autant de points de contact entre l'homme et les animaux. En est-il de même de l'avortement contagieux, dû à un germe infectieux? Cet avortement, qui rend le sujet atteint presque toujours infécond, n'est-il pas une des causes de la stérilité de tant de couples bien constitués, qui n'ont pas d'enfants et désirent cependant beaucoup en avoir ?

C'est là un grave problème familial et national que la science seule est en mesure de résoudre, et sur lequel on doit lui demander de porter ses recherches, jusqu'à la solution définitive.

Mais la disparition prématurée d'existences humaines n'est pas le seul fléau contre lequel nous ayons à lutter. La maladie, qui frappe les animaux domestiques et les plantes cultivées, diminue dans des proportions considérables les ressources des nations civilisées, et l'on doit s'appliquer à réduire cet énorme tribut payé chaque année.

Bilan des pertes subies par le cheptel français et par le cheptel mondial.

De la note du ministère de l'agriculture, dont je viens de parler, j'extrais la conclusion suivante :

« De ces indications nécessairement imprécises, il est difficile de tirer, comme conclusion, une approximation quant à l'importance des pertes que la maladie cause directement ou indirectement au cheptel mondial ou national.

« Cependant, avec toutes les réserves que peut comporter une telle évaluation, il est probable que le taux de ces pertes est annuellement compris entre 5 et 10 p. 100 de la valeur totale des effectifs, en ce qui concerne les nations protégées par des organisations sanitaires et vétérinaires bien comprises, et que ce taux doit être évalué entre 20 et 30 p. 100, alors que cette condition n'est pas remplie. »

A l'aide de ces données, on peut, dans une certaine mesure, établir le chiffre approximatif des pertes subies par une nation comme la France et, par suite, par les autres nations dotées de services sanitaires.

La France possédait en 1913 :

Bovidés, 14,807,380 têtes à raison de 400 fr. par tête, d'une valeur de.....	5.922.952.000
Porcs, 7,047,750 têtes, d'une valeur de 70 fr.....	493.342.500
Moutons, 16,213,030 têtes, d'une valeur de 30 fr.....	486.390.900
Anes, 332,499 têtes d'une valeur de 120 fr.....	39.899.880
Mulets, 238,620 têtes, à 500 fr...	119.310.000
Chevaux, 3,000,000 têtes, à 700 fr.	2.100.000.000
Animaux divers de basse-cour.	200.000.000
Total.....	9.361.895.280

En portant à 9 milliards 360 millions la valeur du cheptel français et le taux de la perte à 7,50 p. 100, on constate une perte annuelle de 702 millions pour le cheptel français, et de 7 milliards pour le cheptel mondial des pays pourvus d'organisations sanitaires.

Les maladies qui causent de semblables pertes sont très nombreuses.

En voici l'énumération, d'après la note du ministère de l'agriculture :

MALADIES MICROBIENNES

La peste bovine.
La peste du cheval.
La fièvre aphteuse.
La clavelée.
La péripneumonie contagieuse des bovidés.
La fièvre charbonneuse.
Le charbon symptomatique.
Les pasteurelloses ou pneumo-entérites infectieuses.
Les fièvres typhoïdes du cheval.
Les pneumo-entérites ou pasteurelloses des bovidés, du mouton, du porc.
Le choléra et la peste oviaire.
Les pasteurelloses, la diphtérie de la volaille.
La tuberculose.
En Allemagne, on trouve de 20 à 40 p. 100 de tuberculeux chez les bovidés adultes abattus par la boucherie; en France, 10 à 20 p. 100.
Les proplasmoses et les maladies à tripanozomes.
Les tripanosomiases.
La nagana, maladie de la tsé-tsé.
Le surra.
La dourine.

MALADIES PARASITAIRES

Maladies parasitaires internes (des mototoses strongyloses).
Maladies parasitaires externes.
Maladies et accidents de la gestation du jeune âge (avortements).
La fièvre vitulaire et surtout les formes contagieuses, mammite spectrococcique des vaches, araignée des brebis.
Les diarrhées du premier âge, la gourme du cheval.

MALADIES SPORADIQUES

Les maladies très nombreuses des organes, des tissus qui entravent la nutrition, la croissance, l'engraissement et causent ainsi des pertes énormes à l'agriculture.
Les maladies des pieds et des organes moteurs des animaux de trait.

Bilan des pertes éprouvées en France et dans le monde par le fait des maladies des plantes cultivées.

Il résulte d'une autre note qui m'a été remise par le ministère de l'agriculture que les pertes subies par l'agriculture française, du fait des parasites, s'élèvent au chiffre de un milliard par an :

1° Les pertes provenant des céréales : blé, seigle, orge, avoine, maïs;

Des plantes fourragères : luzerne, trèfle, sainfoin ;

Des racines : betteraves fourragères, betteraves sucrées ;

Tubercules : pommes de terre ;

Plantes industrielles : tabac ;

Cultures fruitières : pruniers, pommiers et poiriers à couteau, pommiers et poiriers à cidre, châtaigniers, vignes, oliviers, sont comprises dans ce chiffre global pour 640 millions. En 1915, la perte sur la vigne, au lieu d'être de 140 millions, a atteint le chiffre énorme de 600 millions;

2° Les pertes causées par les épiphyties aux cultures autres que celles ci-dessus mentionnées atteignent le chiffre de 360 millions.

Aussi M. Louis Dop, vice-président de l'institut international d'agriculture de Rome, a-t-il indiqué d'après M. Massé, dans un travail sur les pertes causées par les maladies des plantes, le chiffre de 10 milliards par an, pour le monde entier, et celui de plus d'un milliard pour la France seulement.

Si nous récapitulons les pertes que subissent chaque année la France et les nations de l'Entente, nous arrivons aux résultats suivants :

Les maladies humaines évitables que la science doit prévenir ou combattre efficacement un jour, en continuant et développant ses recherches, font disparaître en France 300,000 personnes, et chez les nations de l'Entente 2,200,000 personnes.

Ces existences peuvent et doivent être conservées.

Du fait des maladies du bétail, les nations pourvues d'une bonne organisation sanitaire perdent annuellement 7 milliards de francs.

Du fait des maladies des plantes, les nations pourvues d'une bonne organisation sanitaire perdent, en outre, annuellement 10 milliards par an.

Rien ne doit être négligé pour réduire et finalement empêcher de pareils désastres.

Il faut donc accorder à la science des ressources pécuniaires qui lui sont indispensables pour exécuter des recherches multiples, en sachant bien que la moindre découverte réclame des milliers d'investigations et d'expériences, accomplies par l'auteur de la découverte ou par les savants qui l'ont précédé et lui ont préparé la voie.

Il est nécessaire de redire ici que si les recherches scientifiques relatives aux sciences biologiques ou médicales ayant pour but la conservation de l'espèce humaine et des auxiliaires de l'homme, animaux domestiques et plantes cultivées, ont un intérêt majeur, elles sont loin de constituer, à elles seules, toute l'œuvre scientifique.

En dehors d'elles, les problèmes les plus divers se posent, pour la connaissance des lois qui régissent les phénomènes de la nature. Les nations, en se plaçant même uniquement au point de vue utilitaire, ont ainsi intérêt à leur solution.

La guerre aura détruit dans les pays qui y auront pris part plus du quart de la fortune publique et des fortunes privées. En France, nos pertes dépasseront quatre-vingts milliards. Pour reconstituer ces capitaux nationaux et privés anéantis, il faudra produire davantage. Dans cette œuvre de réparation et de création, la science, à laquelle nous devons déjà nos plus puissants moyens d'action, les chemins de fer, les télégraphes, les téléphones, la navigation maritime et aérienne, le transport de la force par l'électricité, etc., etc., sera notre plus utile collaborateur. Il est donc nécessaire de ne pas lui marchander les moyens de découvrir, c'est-à-dire l'argent sans lequel les recherches sont impossibles.

Je n'essaierai pas de présenter un exposé des services que la science est appelée à rendre; une énumération même incomplète ne pourrait être faite que par un groupe de savants. Je me bornerai à donner un exemple frappant de la puissance de la science.

Le grand physicien anglais W. Crookes, présidant en septembre 1898 le congrès de l'association britannique pour l'avancement des sciences, prit pour sujet de son discours la question de l'alimentation en pain des peuples qui consomment le froment.

Après avoir rappelé que les mangeurs de pain, c'est ainsi qu'il les désigna, étaient, dans le monde entier, en 1871, au nombre de 371 millions, en 1881 de 416 millions, en 1891 de 476 millions 600,000, en 1893 de 516 millions et demi, il observa que les gisements de nitrate de soude du Chili et du Pérou, qui servaient aux cultivateurs, pour accroître leur production en céréales, étaient sur le point de s'épuiser, comme jadis s'étaient épuisés les gisements de guano. Il montra que l'on ne pouvait pas compter sur des terres nouvelles pour avoir du froment en plus grande quantité, et il jeta un cri d'alarme qui eut alors un grand retentissement. Mais il ajouta :

« Le laboratoire peut nous sauver avant que nous soyons atteints par la disette, le chimiste peut intervenir et reculer l'échéance fatale, dans une mesure telle que nous puissions vivre sans inquiétude à cet égard, nous, nos fils et nos petits-fils. »

Il disait encore :

« La fixation de l'azote est une question vitale pour le progrès de l'humanité civilisée; d'autres découvertes, de nature à influer sur notre confort intellectuel, notre luxe, pourront rendre la vie plus aisée, hâter l'organisation du bien-être, épargner le temps, la santé, des ennuis, etc., la fixation de l'azote est une question vitale et qui devra être résolue dans un avenir prochain, si nous ne voulons pas que la race blanche perde sa prépondérance dans le monde et soit absorbée par les races chez lesquelles le pain de froment n'est pas la base de la vie. »

W. Crookes, analysant ensuite les tentatives faites, déclarait que par la combustion de l'atmosphère on pouvait produire des nitrates, et que cette combustion pouvait être opérée par l'électricité.

La provision d'azote atmosphérique étant inépuisable, et l'électricité pouvant être produite à l'aide de chutes d'eau, la solution du problème lui apparaissait certaine.

Sept années après cette communication, des usines utilisant de puissantes chutes d'eau fonctionnaient en Suède et en Norvège, pour la fabrication, non de nitrates de soude, mais de nitrates de chaux, un peu moins riches en azote que les nitrates de soude, mais moins coûteux.

W. Crookes connaissait bien, en 1898, les travaux considérables accomplis par les chimistes de tous les pays, pour arriver à cette utilisation de l'azote atmosphérique.

Grandeau les a énumérés dans sa belle conférence de 1903 sur la production électrique de l'acide nitrique avec les éléments de l'air.

De 1771 à 1905, pendant cent trente-quatre ans, les plus grands savants du monde, Lavoisier, Priestley, H. Cavendish, Davy, sir James Dawer, Thomson, W. Crookes, Lord Raleigh, comme d'autres plus modestes, Perot et Coupier de Marseille, Mathmann et Hofer, Mac Douyolt et Howles, Kowalski et Mozciki de Fribourg, ont préparé la découverte de la fabrication artificielle de nitrates assimilables par les plantes à l'aide de l'azote de l'air, qui a été réalisée en 1905 par deux savants norvégiens, Birkelaud et Eyda.

Il n'y a eu là aucune improvisation, mais pendant plus d'un siècle un travail continu, persévérant, qui aurait été certainement abrégé, si des ressources importantes avaient été mises à la disposition de ces chercheurs, et si l'on avait institué, pour la solution de cet important problème, des recherches méthodiques.

La science est une, mais on a dû, pour la facilité des études, la diviser en branches diverses qui ont toutes, entre elles, un rapport étroit. Chacune de ces branches devra être dotée d'une organisation spéciale qu'il sera possible de régler, lorsque les ressources indispensables seront assurées (1). Ainsi, on doit envisager la création d'un ou plusieurs instituts pour la tuberculose. Les mesures d'hygiène ont réduit les ravages qu'elle causait, et l'on ne saurait trop applaudir aux efforts qui sont accomplis de tous côtés, en vue de diminuer la contagion, d'atténuer le mal, de provoquer la guérison. Mais, après avoir escompté pour le traitement direct des résultats que l'expérience n'a pas confirmés, on est aujourd'hui amené à constater, malgré une somme de travaux scientifiques considérables, que la découverte du moyen curatif définitif reste à faire.

A la différence de la tuberculose, le cancer multiplie ses victimes. Elles étaient en France d'environ quinze mille il y a une vingtaine d'années; leur nombre dépasse trente mille aujourd'hui, et cette maladie entraîne, avant la destruction de l'organisme, des souffrances intolérables. Il conviendrait de créer un ou plusieurs instituts pour le cancer.

(1) Pour montrer les difficultés d'argent au milieu desquelles se débattent les savants les plus éminents, je donne ici une lettre que m'écrivait le 24 juin 1898 le grand physiologiste Marey. Pasteur n'a évité ces difficultés que grâce aux ressources que lui a procurées M. Tisserand, alors directeur de l'agriculture.

« Paris, le 24 juin 1898. »

« Mon cher député,

« Vous allez au-devant de mon plus vif désir; j'ai entrepris beaucoup de recherches fort coûteuses, et, arrivé à la moitié de l'année, je vois avec chagrin que mon budget est plus qu'épuisé.

« J'ai voulu mener de front bien des choses : chaussures pour les mécaniciens de chemins de fer et employés ambulants des postes. Je crois réussir, mais j'ai dû arrêter mes recherches.

« J'essaie, d'autre part, de rassembler des collections d'anatomie comparée, mais je ne puis acheter des squelettes, ni faire des moulages en nombre suffisant.

« Enfin je cherche à établir une entente entre les différents pays pour le contrôle et l'unification des instruments de physiologie. Là encore je suis arrêté (1).

« Ce n'est que dans une entrevue que je pourrais vous exposer mes projets et mes misères. Si vous pouvez me donner une audience, je vous serai bien reconnaissant.

« Signé : MAREY. »

(1) Cette entente est réalisée aujourd'hui grâce à Marey.

L'avarie avec ses recherches si coûteuses, parce qu'elles ne peuvent avoir lieu que sur des animaux d'un prix élevé, vivant difficilement sous les climats du centre et du Nord, devrait avoir aussi un ou plusieurs instituts.

De même on devrait établir un ou plusieurs laboratoires pour la fièvre aphteuse, conformément aux conclusions adoptées dans une réunion tenue à l'Institut Pasteur, sous la présidence de M. Roux, dont le procès-verbal est inséré plus loin.

Les entreprises coloniales qui avaient déjà pris une si grande extension avant la guerre, se développeront d'une manière prodigieuse lorsqu'elle sera terminée. On voudra mettre en valeur les immenses territoires, aujourd'hui conquis définitivement, suffisamment explorés, mais dont le séjour est souvent mortel aux Européens et toujours déprimant. Contre les maladies multiples et si peu connues de ces pays exotiques, une lutte patiente et énergique devra être entreprise, afin de permettre aux hardis pionniers qui entreprendront leur mise en valeur de dépenser fructueusement leur intelligence et leur savoir. Il importe que ces vaillants, en pleine force et en pleine activité, ne soient pas terrassés en cours de route, avec le désespoir de n'avoir pu servir les intérêts généraux de leur pays et de l'humanité.

Des instituts des maladies coloniales devront donc être créés avec de puissantes ressources pécuniaires.

Cette énumération de laboratoires de recherches en vue de la guérison des maladies, mortelles ou non, est tout à fait incomplète; elle n'est donnée qu'à titre d'indication.

A côté de ces instituts biologiques créés ou à créer, qu'il importe de subventionner, il serait nécessaire d'établir des instituts nouveaux ou de développer et subventionner ceux existants, pour favoriser la découverte des lois qui régissent les phénomènes de la nature autres que les phénomènes biologiques. (Mathématiques, mécanique, astronomie, histoire naturelle, physique et chimie).

Pour montrer la nécessité de ces créations et des crédits qu'elles comportent, je ne saurais mieux faire que de donner ici des extraits de lettres qui m'ont été écrites avant la guerre. Elles émanent de savants français, mais il n'est pas un savant au monde qui refuserait de les signer, car partout, dans les laboratoires, la misère est la même. J'y ajoute enfin le compte rendu d'une réunion tenue à l'Institut Pasteur, sur la question si importante de la prophylaxie anti-aphteuse.

Lettre de M. Appell, doyen de la faculté des sciences de Paris.

La civilisation moderne a une base essentiellement scientifique : médecine, hygiène, industrie, agriculture, navigation, défense nationale sont autant d'applications des méthodes et des découvertes scientifiques. Il est d'ailleurs absolument impossible, comme on essaie trop souvent de le faire, de séparer la science théorique et la science dite appliquée. Les recherches et les découvertes les plus abstraites et les plus élevées en apparence trouvent très rapidement des applications. Pour ne citer qu'un exemple, la télégraphie sans fil est née des plus hautes spéculations théoriques suivies d'expériences de laboratoire.

Il y a donc, pour la situation de notre patrie dans le monde, pour sa situation morale comme pour sa situation matérielle, une nécessité de premier ordre à mettre les facultés des sciences et les établissements de hautes sciences à même de faire prospérer la science, par leurs travaux de laboratoire et de préparer par leur enseignement théorique et pratique de futurs savants.

Mais, pour cela, il faut une organisation appropriée des laboratoires existants, avec des crédits pour l'outillage et le fonctionnement et un personnel auxiliaire de chefs de travaux, préparateurs et garçons. Les crédits pour les laboratoires existants sont actuellement insuffisants; en particulier, dans notre faculté, le laboratoire de mécanique, celui du radium, le laboratoire de biologie végétale de Fontainebleau, le laboratoire de zoologie maritime de Banyuls, etc., sont insuffisamment dotés comme crédit et comme matériel; les laboratoires de chimie, de mécanique, de chimie physique, de radioactivité, de physiologie sont insuffisamment pourvus de personnel auxiliaire. D'autres laboratoires doivent être créés.

L'université de Caen, par exemple, va faire un grand effort pour préparer les ingénieurs

qui sont devenus indispensables pour exploiter les mines de la région ; il lui faudra un crédit de premier établissement, etc... Prendre sur le fonds des jeux pour cette œuvre, c'est faire, au point de vue de la grandeur de la France, un placement qui rapportera au centuple dans toutes les branches de l'activité nationale.

Le doyen de la faculté des sciences,
membre du conseil supérieur
de l'instruction publique,
P. APPELL.

Paris, le 10 avril 1913.

Lettre de M. Moureu, membre de l'Institut, professeur à l'école supérieure de pharmacie de Paris.

Dans les transformations continues que subit la société, l'influence de la chimie est prédominante. On s'en rend compte en considérant que l'agronomie tout entière repose sur l'application des lois et des découvertes de la chimie; l'hygiène publique a un auxiliaire constant dans la chimie, dont les progrès lui préparent de nouveaux succès ; pour être rationnelle, l'alimentation a besoin à tout moment de la chimie; la thérapeutique et la clinique sont redevables de leur développement actuel aux découvertes et aux méthodes chimiques; aucune industrie ne saurait se passer de la chimie, pour l'examen des matières premières et pour la transformation en produits commerçants; l'étude chimique des ciments et des matériaux de construction et la découverte de nouveaux explosifs ont rendu possible des travaux qui n'eussent pas été tentés autrefois; l'art de la guerre offensive ou défensive, sur terre et sur mer, reçoit tous les jours de nouveaux perfectionnements de la chimie; ses découvertes profitent de mille manières aux beaux-arts et aux arts ornementaux, et la mode elle-même, si capricieuse trouve dans la chimie d'inépuisables ressources pour la nouveauté des tissus et la variété et la splendeur des couleurs. Bref, on trouve une infiltration profonde de la chimie dans tous les rouages si compliqués de la société moderne.

Malheureusement, en France, les laboratoires de chimie sont pauvrement dotés et les crédits alloués restent toujours fort au-dessous des besoins. A l'étranger, au contraire, et surtout en Allemagne, les professeurs de chimie disposent, tant pour leurs élèves ou collaborateurs que pour eux-mêmes, de larges budgets qui leur permettent d'entreprendre des études coûteuses et de longue haleine, auxquelles on ne saurait songer dans nos universités, faute de ressources suffisantes. Nombreux sont, chez nous, les jeunes élèves en chimie qui, chaque année, se voient contraints d'abandonner les recherches de laboratoire pour lesquelles ils se sentaient cependant une réelle vocation, parce qu'il leur est impossible de faire les sacrifices nécessités par l'achat des appareils ou des matières premières indispensables pour l'exécution de leurs expériences. Que de forces sont ainsi irréparablement perdues pour la nation !

Lettre de M. Sabatier, professeur à la faculté des sciences de Toulouse, lauréat du prix Nobel.

La chimie moderne réclame de plus en plus un outillage compliqué et sans cesse renouvelé. L'introduction des méthodes de la chimie physique même dans les laboratoires de chimie industrielle exige la possession d'appareils très variés et très coûteux, pyromètres, thermostats, calorimètres, dispositifs électriques et magnétiques, microscopes, réfractomètres, polarimètres, compresseurs et machines à vide élevé, etc. La plupart des universités françaises et des grands établissements scientifiques d'enseignement supérieur sont généralement pauvres en outillage, et ne possèdent que des ressources fort médiocres qui permettent difficilement d'acquérir les produits souvent très chers que réclament les recherches.

Mais ce qui manque à nos laboratoires plus encore que des appareils, c'est le personnel auxiliaire des préparateurs et garçons de laboratoire, personnel qui, presque partout, est excessivement réduit. La plupart des laboratoires étrangers ont, sur ce point, une énorme supériorité sur les nôtres, et la puissance productive de savants éminents, réduits de la sorte à tout faire par eux-mêmes, se trouve limitée d'une façon déplorable.

L'attribution aux laboratoires de recherches de crédits suffisants pour leur permettre de rétribuer convenablement plusieurs préparateurs et garçons serait certainement un des moyens les plus puissants d'accroître, dans une grande proportion, la production utile de la chimie française.

Lettre de M. Janet, professeur à la Sorbonne, directeur du laboratoire central d'électricité.

Les rapides progrès de l'électrotechnique auxquels nous avons assisté dans ces dernières années tiennent à la grande étendue de variation et à la richesse des combinaisons possibles entre les principaux éléments qui caractérisent les grandeurs électriques : intensité, tension, fréquence, phases, etc. Ces progrès seront bien plus rapides encore le jour où des laboratoires puissamment outillés pourront mettre en jeu, dans de larges limites, les éléments des phénomènes électriques que nous venons d'énumérer. De puissants moyens matériels sont nécessaires pour cela. Il est vrai que les grandes sociétés de constructions électriques, aux capitaux considérables, sont assez fortement organisées pour faire elles-mêmes les essais dont elles ont besoin ; mais ces essais restent confinés dans les laboratoires privés qui les ont effectués. Il y aurait grand avantage à ce que des laboratoires largement ouverts, travaillant dans l'intérêt général, entreprissent des recherches de longue haleine qui pourraient profiter à tous.

Dans cet ordre d'idées, les études approfondies des propriétés générales des matériaux les plus employés en électrotechnique tiennent une place importante. Matériaux conducteurs, isolants, magnétiques, exigent encore, pour être bien connus, des études longues et difficiles pour lesquelles il faut du personnel et du matériel. Quant aux phénomènes eux-mêmes qu'on utilise en électrotechnique, le champ d'études est, pour ainsi dire, indéfini, et nous ne pouvons en citer que quelques-uns. L'avenir on le sait, est aux grandes transmissions d'énergie à longue distance. Or, les phénomènes complexes dont les lignes, soit aériennes, soit souterraines, sont le siège présentent encore beaucoup de points peu connus. Nous pourrions citer des laboratoires étrangers qui possèdent déjà de longues lignes d'études où l'on peut faire varier artificiellement toutes les conditions du problème et où, par conséquent, on se trouve dans les meilleures conditions possibles pour élucider des points délicats qu'il serait difficile d'aborder sur de grands réseaux en activité.

Les études des décharges électriques atmosphériques se rattachent de très près aux précédentes : il y a là des problèmes pratiques qui, très probablement, seront la voie par laquelle s'accroîtront nos connaissances scientifiques sur ces phénomènes si complexes et dont l'étude a fait si peu de progrès jusqu'à ce jour. Tout cela ne constitue qu'une faible partie des travaux à aborder ; l'importance des ressources à trouver pour les rendre possibles n'en ressort qu'avec plus d'évidence.

Paris, 31 mai 1913.

Monsieur le sénateur,

Pendant le cours du dix-neuvième siècle, il s'est produit dans les recherches astronomiques des changements profonds. Les questions à étudier ont été élargies; elles comprennent aujourd'hui non seulement les lois des mouvements des astres, mais aussi la nature de ces corps, leurs variations, leur origine, leurs transformations et la prévision de leur destinée.

Le spectroscope et la plaque photographique ont donné des moyens d'investigation nouveaux ; pour les utiliser, on a dû créer un matériel instrumental très différent de celui qu'utilisaient les astronomes dans le passé.

Cependant les instruments anciens, réflecteurs et réfracteurs, sont demeurés les supports des châssis photographiques des spectroscopes et des spectographes. Toutes les fois qu'il s'est agi des étoiles elles-mêmes, la nécessité s'est montrée, à cause de la faiblesse de leur éclat, de concentrer leur lumière au foyer d'instruments de la plus grande puissance que l'on pût obtenir.

Dans ces dernières années, d'autre part, la précision des observations de position est devenue notablement plus grande, et les instruments méridiens construits il y a quarante ou cinquante-neuf ans, ne répondent plus entièrement aux besoins de la science.

Partout, en Europe et en Amérique, les observatoires un peu anciens viennent d'être entièrement réinstallés. De grands efforts sont nécessaires en France, si nous voulons garder dans les études astronomiques un rang honorable. Le Parlement a doté largement l'entreprise de la carte photographique internationale du ciel et, ainsi, en a assuré l'achèvement ; mais depuis la science a progressé et nos instruments ont vieilli.

L'installation hors Paris des instruments de notre grand observatoire national et le remplacement de plusieurs de ces instruments s'imposent. Aussi bien, il faut avoir quelque part, en une station élevée, des instruments puissants, pour surmonter l'obstacle qu'offrent les couches inférieures de l'atmosphère. Il faut que les astronomes français puissent étudier à l'hémisphère Sud le champ de leurs recherches; il faut que les observatoires des départements et celui d'Alger, dont les directeurs et les astronomes montrent un dévouement si éclairé, ne soient pas réduits, pour améliorer leur outillage, à attendre que les améliorations désirables aient été faites partout à l'étranger. Il faut que, dans tous les observatoires, les astronomes ayant un service de nuit soient logés dans l'établissement. Il faut que la France participe dignement à toutes les entreprises internationales astronomiques et géodésiques.

A tous ces points de vue, les dépenses nécessaires sont toujours élevées. En compensation, à chacun d'eux, elles ne se présenteraient que de loin en loin, si l'on disposait continûment des ressources indispensables. Les budgets annuels s'accommodent mal de telles exigences. L'intervention de la caisse des recherches scientifiques, si elle était largement dotée, pourrait être souvent du plus haut intérêt.

Tous les astronomes français, monsieur le sénateur, vous seront reconnaissants de ce que vous pourrez faire pour leur donner le moyen de travailler fructueusement.

Veuillez agréer, monsieur le sénateur, l'expression, etc. B. BAILLAUD.

Compte rendu d'une réunion tenue à l'Institut Pasteur, le 3 juillet 1913.

Le jeudi 3 juillet 1913, se sont réunis à l'Institut Pasteur, sous la présidence de M. le docteur Roux, directeur de cet établissement, MM. le sénateur Audiffred, Eugène Roux, directeur des services sanitaires scientifiques au ministère de l'agriculture ; Leclainche, inspecteur général, chef des services sanitaires au ministère de l'agriculture ; Vallée, directeur de l'école vétérinaire d'Alfort, et Moussu, professeur à cette école.

M. Vallée est désigné comme secrétaire.

L'assemblée a pour but l'audition et l'examen d'une proposition de M. le sénateur Audiffred relative aux recherches à entreprendre sur la prévention et le traitement de la fièvre aphteuse. M. Audiffred, auquel la science est redevable de la création de la caisse des recherches scientifiques, expose qu'il est désireux de voir le Parlement doter plus largement celle-ci et stime que des subsides importants doivent être consacrés à l'étude de la fièvre aphteuse, toujours plus alarmante autant que rebelle à l'effort sanitaire, Il n'est, croit-il, guère de succès à espérer que d'une étude systématique du traitement rationnel de l'infection.

M. le docteur Roux remercie M. Audiffred et le félicite de sa généreuse initiative. Il signale les difficultés sans nombre qui entourent l'étude d'une infection telle que la fièvre aphteuse et rappelle les patientes recherches poursuivies, tant en Allemagne qu'en France sur cette question. Depuis plus de quinze ans, l'un des bactériologistes allemands les plus éminents, le professeur Lœffler, se consacre uniquement, dûment assisté, et avec une opiniâtreté sans seconde, à l'étude de la vaccination antiaphteuse en un laboratoire aménagé à cet effet. En France, aussi bien à l'Institut Pasteur qu'à l'école d'Alfort, où un laboratoire a été spécialement créé et agencé dans ce but, les études en la matière n'ont point cessé depuis l'année 1900 et M. Roux les a dirigées tout d'abord de concert avec M. Nocard, puis avec M. Vallée depuis la disparition de ce savant.

De tels travaux nécessitent une organisation, un outillage très particuliers et des précautions infinies, propres à assurer en cherchant les garanties expérimentales désirables et au voisinage du laboratoire, toute sauvegarde contre la contagion. La transmissibilité de la fièvre aphteuse est, en effet, si aisée qu'on ne peut en tous laboratoires en poursuivre l'étude per-

manente, par crainte de constituer des foyers de contagion toujours menaçants pour le reste du territoire.

Il n'est donc point discutable, pour des raisons d'économie et de sécurité, qu'il convient de limiter la recherche et les chercheurs en leur cadre actuel, tout en les dotant de tous moyens d'action désirables. A ce point de vue, la proposition de M. Audiffred est du plus haut intérêt.

M. le professeur Moussu exprime une opinion en tout conforme à celle de M. Roux.

A son tour, M. le professeur Vallée développe les mêmes arguments, en faisant remarquer toutefois que certaines tentatives de chimiothérapie pourraient être très utilement poursuivies en dehors du laboratoire, sur des exploitations infectées, si l'on disposait, en l'espèce, de crédits suffisants. M. Vallée ajoute que le fait de limiter la recherche à un seul ou deux laboratoires n'est point un obstacle à la découverte du moyen libérateur. Le laboratoire d'Alfort a toujours été ouvert à tous les chercheurs ; bien rares ont été ceux qui, ayant sollicité l'hospitalité de ses locaux, y ont apporté une idée intéressante. Mais il convient de consacrer ce principe de l'accueil des chercheurs tout en assurant au laboratoire de meilleurs moyens financiers.

M. le docteur Roux fait observer que l'institut Pasteur vient largement en aide aux chercheurs, et qu'actuellement même, l'un de ses chefs de laboratoire s'attache uniquement à l'étude de la fièvre aphteuse, de concert avec les chercheurs attitrés du laboratoire d'Alfort. Le concours de l'institut Pasteur ne fera jamais défaut en cette matière, comme à tant d'autres points de vue.

Un accord unanime s'établit entre les orateurs précités et MM. Eugène Roux et Leclainche sur la nécessité de localiser au laboratoire spécial d'Alfort les recherches sur la fièvre aphteuse.

Entre toutes les personnalités présentes, l'accord se fait, unanime aussi, sur le principe de l'admission à ce laboratoire de tout chercheur qui s'y présentera aux fins d'exécution d'un travail sérieux en matière de fièvre aphteuse : ce candidat devra, toutefois, soumettre son programme de recherches au directeur et au conseil scientifique de direction de cet établissement.

Le point spécial des ressources financières, dont il convient de doter le laboratoire de recherches, est ensuite discuté.

A ce propos, M. le professeur Vallée fait observer combien sont ruineuses les recherches sur la fièvre aphteuse. L'Allemagne a consacré déjà plus de deux millions de francs à cette tâche et il ne faut point oublier qu'en l'espèce l'animal le moins coûteux est encore le porc dont le prix s'élève chaque jour. Pour d'autres expériences, les bovidés sont indispensables.

Il est vrai que le laboratoire de recherches ne se limite pas étroitement à l'étude de la fièvre aphteuse, qu'il recherche aussi tous les moyens de lutter contre d'autres infections et qu'ainsi, successivement, les mêmes sujets servent en série à diverses expériences.

Mais les locaux de l'établissement, très satisfaisants en ce qui concerne l'isolement des sujets aphteux, sont si exigus pour les chercheurs, qu'ils suffisent à peine à loger deux de ceux-ci.

D'autre part, le service gratuit de diagnostic, institué depuis un an et qui fournit de si avantageux résultats, absorbe une partie des locaux et des crédits de recherches.

Aussi M. Vallée estime-t-il qu'il devient nécessaire d'agrandir le laboratoire proprement dit et de créer des écuries et box supplémentaires à destination des animaux contagieux.

Sur la proposition de M. le professeur Moussu, l'assemblée décide qu'il conviendrait de laisser les locaux actuels à leur destination première qui se prête à merveille aux études sur la fièvre aphteuse et de construire, en annexes, un laboratoire et des écuries pour les autres services de l'établissement.

M. le sénateur Audiffred interroge aussi M. Vallée sur les dépenses à prévoir en la matière. M. Vallée estime à 100.000 fr. au minimum les frais d'érection d'un nouveau service et à 30,000 fr. le relèvement du budget dès lors nécessaire au fonctionnement du laboratoire doté d'un nouveau service. C'est donc à 60,000 fr. que se monterait le crédit annuel consacré au payement du personnel, à l'entretien des animaux et des locaux et aux recherches scientifiques. C'est d'ailleurs à ce chiffre actuellement réduit à 30,000 fr. que s'élevait, durant les premières années de son fonctionnement, le budget du laboratoire de recherches.

Si le ministre de l'agriculture maintient son allocation actuelle de 30,000 fr., c'est donc d'une somme égale que la caisse des recherches scientifiques devrait annuellement subventionner l'établissement, sa contribution première s'élevant à un minimum de 100,000 fr. pour aménagement nouveau, cette dernière prévision étant d'ailleurs revisable.

M. le docteur Roux résume alors l'échange des vues et l'assemblée ratifie, en les soumettant à M. le sénateur Audiffred, à l'appui de sa généreuse intervention, les propositions suivantes :

1° Il est acquis qu'en matière de prophylaxie antiaphteuse, aucune solution ne peut être apportée que par la recherche des modes spécifiques de prévention et de traitement ;

2° Toutes facilités doivent être données en l'espèce aux chercheurs de bonne foi. Il convient d'ouvrir à ceux-ci le laboratoire des recherches sur les maladies infectieuses, lorsqu'ils se proposeront d'y poursuivre des travaux soumis, au préalable, à la critique et au jugement du directeur et du conseil scientifique de ce laboratoire ;

3° Pour des raisons de sécurité générale de notre élevage, il est indésirable que des recherches sur la fièvre aphteuse soient poursuivies en dehors du laboratoire précité, hormis celles qui peuvent être effectuées sur des malades, dans des foyers d'infection ;

4° Pour faciliter les recherches à entreprendre, il conviendrait d'améliorer les locaux existants en laboratoires de recherches en y adjoignant des salles de travail et des annexes destinées aux animaux non contagieux ;

5° Il conviendrait que la caisse des recherches mît dans ce but, à la disposition du ministère de l'agriculture, une somme d'au moins 100,000 fr., et contribuât ensuite, par une allocation annuelle de 30,000 fr., à l'amélioration du budget dudit laboratoire, dont le fonds de roulement serait ainsi porté à 60,000 fr.

Descartes a plaidé admirablement la cause des recherches scientifiques dans son *Discours sur la Méthode* dont je donne ci-dessous un extrait. Il disait dès 1637 :

« Je vois qu'elles sont telles (les expériences à faire), et en si grand nombre, que ni mes mains, ni mon revenu, bien que j'en eusse mille fois plus que je n'en ai, ne sauraient suffire pour toutes ; en sorte que, selon que j'aurai désormais la commodité d'en faire plus ou moins, j'avancerai ainsi plus ou moins dans la connaissance de la nature. (1) »

Multiplier les expériences.
Multiplier les collaborations.
Avoir pour cela le revenu suffisant.

(1) **Extraits du « Discours sur la Méthode » de Descartes, paru pour la première fois à Leyde en 1637.**

Je n'ai jamais fait beaucoup d'état des choses qui venaient de mon esprit, et cependant je n'ai recueilli d'autres fruits de la méthode dont je me sers, sinon que je me suis satisfait touchant quelques difficultés qui appartiennent aux sciences spéculatives, ou bien que j'ai tâché de régler mes mœurs par les raisons qu'elle m'enseignait, je n'ai point cru être obligé d'en rien écrire. Car, pour ce qui touche les mœurs, chacun abonde si fort en son sens, qu'il se pourrait trouver autant de réformateurs que de têtes, s'il était permis à d'autres qu'à ceux que Dieu a établis pour souverains sur ses peuples, ou bien auxquels il a donné assez de grâce et de zèle pour être prophètes, d'entreprendre d'y rien changer, et bien que mes spéculations me plussent fort, j'ai cru que les autres en avaient aussi qui leur plaisaient peut-être davantage. Mais si tôt que j'ai eu acquis quelques notions générales touchant la physique et que, commençant à les éprouver en diverses difficultés particulières, j'ai remarqué jusqu'où elles peuvent conduire, et combien elles diffèrent des principes dont on s'est servi jusqu'à présent, j'ai cru que je ne pouvais les tenir cachées sans pécher gravement contre la loi qui nous oblige à procurer autant qu'il est en nous le bien général des hommes ; car elles m'ont fait voir qu'il est possible de parvenir à des connaissances qui soient fort utiles à la vie ; et qu'au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on peut trouver une pratique par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature.

Ce qui n'est pas seulement à désirer pour l'invention d'une infinité d'artifices, qui feraient qu'on jouirait sans aucune peine des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s'y trouvent, mais principalement aussi, pour la conservation de la santé laquelle est sans doute le premier bien et le fondement de tous les autres biens de cette vie ; car même l'esprit dépend si fort du tempérament et de la disposition des organes du corps que, s'il est possible de trouver quelque moyen qui rende communément les hommes plus sages et plus habiles qu'ils n'ont été jusqu'ici, je crois que c'est dans la médecine qu'on doit le chercher. Il est vrai que celle qui est maintenant en usage contient peu de choses dont l'utilité soit si remarquable. Mais, sans que j'aie aucun dessein de la mépriser, je m'assure qu'il n'y a personne, même de ceux qui en font profession, qui n'avoue que tout ce qu'on y sait n'est presque rien en comparaison de ce qu'y reste à y savoir ; et qu'on se pourrait exempter d'une infinité de maladies, tant du corps que de l'esprit et même aussi peut-être de l'affaiblissement de la vieillesse, si on avait assez de connaissance de leurs causes et de tous les remèdes dont la nature nous a pourvus. Or, ayant dessein d'employer toute ma vie à la recherche d'une science si nécessaire, et ayant rencontré un chemin qui me semble tel qu'on doit infailliblement la trouver en le suivant, si ce n'est qu'on en soit empêché ou par la brièveté de la vie ou par le défaut des expériences, je jugeai qu'il n'y avait point de meilleur remède contre ces deux empêchements que de communiquer fidèlement au public tout le peu que j'aurais trouvé, et de convier les bons esprits à tâcher de passer plus outre, en contribuant, chacun selon son inclination et son pouvoir, aux expériences qu'il faudrait faire, et communiquant aussi au public toutes les choses qu'ils apprendraient, afin que les derniers commencent où les précédents auraient achevé, et ainsi, joignant les vies et les travaux de plusieurs, nous allassions tous ensemble beaucoup plus loin que chacun en particulier ne saurait faire.

Même je remarquais, touchant les expériences, qu'elles sont d'autant plus nécessaires qu'on est plus avancé en connaissance, car pour le commencement, il vaut mieux ne se servir que de celles qui se présentent d'elles-mêmes à nos sens, et que nous ne saurions ignorer pourvu que nous y fassions tant soit peu de réflexion, que d'en rechercher de plus rares et de plus étudiées, dont la raison est que ces plus rares trompent souvent, lorsqu'on ne sait pas encore les causes les plus communes, et que les circonstances dont elles dépendent sont toujours si particulières et si petites, qu'il est très malaisé de les remarquer.

. . . . . .

Mais il faut aussi que j'avoue que la puissance de la nature est si ample et si vaste et que ses principes sont si simples et si généraux, que je ne remarque quasi plus aucun effet particulier que d'abord que je ne connaisse qu'il peut en être déduit en diverses façons, et que ma plus grande difficulté est d'abord de trouver en laquelle de ces façons il en dépend. Car à cela je ne sais point d'autre expédient que de chercher derechef quelques expériences qui soient telles que leur évène-

Le programme formulé en 1637 par un des plus grands génies qui aient jamais paru, est-ce trop demander aux nations civilisées que de le réaliser, après l'effroyable destruction d'hommes et de choses dont nous sommes les témoins attristés et les victimes ?

Pour arrêter les barbares, les nations civilisées les plus puissantes se sont liguées et n'ont reculé devant aucun sacrifice d'hommes et d'argent.

Lorsque la lutte terrible aura pris fin, ces nations vont-elles rentrer dans leur isolement ?

N'entreprendront-elles pas, au contraire, après ce grand effort de fraternité qu'elles au-

ront accompli, des tâches multiples pour maintenir les liens d'amitié scellés sur les champs de bataille ?

Cela est infiniment désirable.

Un des meilleurs moyens d'entretenir cette fraternité serait incontestablement l'organisation d'une vaste association pour lutter contre les fléaux naturels qui abrègent la durée de l'existence de l'homme, pour acquérir les connaissances, si fécondes en résultats pratiques, des lois qui régissent les autres phénomènes de la nature.

Il ne serait point nécessaire d'abord d'engager, dans une entreprise de ce genre, des dépenses considérables. Mieux vaudrait, au contraire, procéder modestement, en s'attachant à établir l'institution sur des bases solides et durables,

Si chacun des grands Etats alliés, comme la France, l'Angleterre et ses colonies, la Russie, l'Italie, consentait à fournir un crédit annuel d'environ 500,000 fr.; si les petits Etats, comme la Belgique, la Serbie ; si les grands Etats neutres, comme l'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Suède et la Norvège, les Etats-Unis du Nord de l'Amérique, les Etats de l'Amérique du Sud, fournissaient une contribution, on arriverait à subventionner bien des recherches individuelles et à créer de puissants laboratoires sous la direction des savants les plus qualifiés pour assumer cette tâche.

Ces deux modes de procéder, d'une part recherches individuelles entreprises en toute indépendance, et d'autre part recherches collectives poursuivies sous la direction du savant le plus éminent, désigné par ses pairs, doivent être employés simultanément.

On comprend très bien la puissance d'un institut dirigé par un savant de grande autorité, groupant autour de lui une pléiade de disciples dont quelques-uns seront un jour des maîtres. Si utiles cependant que soient ces grands foyers de travail, l'indépendance du savant qui veut rester isolé doit être respectée. Newton, Lavoisier, Priestley, Pasteur, Claude Bernard auraient été d'incomparables directeurs d'instituts même dès leur jeunesse, mais s'ils avaient été tenus de travailler dans un institut, pendant la période créatrice de leur vie, l'expansion de leur génie exceptionnel aurait pu être entravée.

C'est bien en semblable sujet que l'éclectisme des procédés s'impose.

L'utilité d'un institut des recherches scientifiques réunissant en un effort commun un grand nombre de nations, sans arrêter en rien le développement des caisses des recherches scientifiques de chaque pays, afin d'arriver le plus rapidement possible à réduire le taux de la mortalité et de la maladie et à faire progresser toutes les sciences, ne saurait être contestée, pas plus que la nécessité de lui assurer des ressources toujours grandissantes.

Aux raisons précédemment énumérées qui militent en faveur de la création de cet institut des recherches scientifiques entre les nations de l'entente et les neutres, il convient d'en ajouter deux autres non moins décisives.

Les hommes de génie ou de grand talent sont rares dans tous les temps et dans tous les lieux. Les écrivains comme Dante, Shakespeare, Corneille, Racine, Molière, Cervantès, Tolstoï, les artistes comme Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, les savants venus plus tard, qui font époque, créant une science ou une branche nouvelle d'une science, apparaissent à des intervalles prodigieusement éloignés. Les maîtres de grand talent comme les Franklin, les Edison, les Mendeleeff, les Metchnikoff, qui, à côté de ces génies, parviennent à faire progresser nos connaissances, sont aussi très rares. Aucune nation n'en a le monopole; ils naissent tantôt ici, tantôt là. Partout où la nature, si avare des dons de l'intelligence, les fait surgir, il est indispensable de les aider, pour leur permettre d'utiliser toutes les ressources de leur génie ou de leur talent, dans l'intérêt du progrès général. Rien ne doit leur manquer pour mener à bien leurs essais, leurs recherches, ni le personnel qui doit leur fournir une collaboration indispensable, ni les instruments, ni les matières premières. Selon le mot de notre illustre Descartes, le revenu nécessaire à leurs travaux doit leur être abondamment assuré. Ces ressources puissantes, ce n'est pas un pays unique qui peut les leur donner : la collectivité seule aura les moyens de les fournir, à temps, en quantité suffisante, sans mesquine lésinerie.

Les budgets des Etats devront, avec la contribution modique que nous avons indiquée, 500,000 fr. par an pour les plus puissants, alimenter d'une manière certaine cet institut des recherches scientifiques. Ces crédits assureront le fonctionnement minimum de l'institution, mais on doit escompter d'autres concours.

Il est, de par le monde, des personnes riches qui désirent faire œuvre utile, en contribuant au progrès, et sont presque toujours embarrassées, pour donner à leurs libéralités une direction satisfaisante. Elles n'ont aucune raison d'avantager un pays plutôt qu'un autre. Donner à la France, à l'Angleterre, à l'Italie ou à telle autre nation, cette perspective n'offre pas, à leur esprit préoccupé d'obtenir un résultat positif, cette satisfaction d'un ordre élevé et délicat qu'elles sont en droit d'attendre. Au contraire, une institution mondiale ayant pour but de favoriser la découverte des traitements des maladies comme la tuberculose et le cancer et de tant d'autres affections qui désolent les familles, et privent souvent l'humanité du concours des meilleurs, une institution mondiale tendant également à agrandir le domaine de nos connaissances, à augmenter la puissance de l'homme sur la nature, dans le but d'ouvrir de nouveaux horizons à ses pensées, et de relever et améliorer la condition des plus pauvres et des plus déshérités, par l'accroissement de la production sous toutes ses formes, offrira aux riches de tous les pays le moyen de faire un emploi fructueux de la partie de leur patrimoine qu'ils veulent généreusement donner.

Une telle institution, dont le siège pourrait être fixé à Bruxelles, frapperait les imaginations et provoquerait certainement, à brève ou à longue échéance, d'importantes libéralités.

Pour en faciliter la création, j'ai l'honneur de soumettre au Sénat la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il sera créé par les nations de l'entente, après approbation de leurs gouvernements, un institut des recherches scientifiques, auquel pourront être appelés à participer les neutres, pour favoriser par des subventions les travaux des savants relatifs : 1° à la découverte de nouvelles méthodes de traitements des maladies qui atteignent l'homme, les animaux domestiques et les plantes ; 2° à la découverte, en dehors des sciences médicales, des lois qui régissent les phénomènes de la nature (mathématiques, mécanique, histoire naturelle, physique et chimie).

Art. 2. — Des conventions détermineront les ressources et le mode de fonctionnement de cet établissement, la ville où siégeront le conseil d'administration et le comité chargé de la répartition des fonds.

---

ment ne soit pas le même si c'est en l'une de ces façons que l'on doit expliquer que si c'est en l'autre. Au reste, j'en suis maintenant là que je vois, ce me semble, assez bien de quel biais on se doit prendre à faire la plupart de celles qui peuvent servir à cet effet ; mais je vois aussi qu'elles sont telles, et en si grand nombre, que ni mes mains ni mon revenu, bien que j'en eusse mille fois plus que je n'en ai, ne sauraient suffire pour toutes ; en sorte que selon que j'aurai désormais la commodité d'en faire plus ou moins, j'avancerai aussi plus ou moins en la connaissance de la nature : ce que je me promettais de faire connaître par le traité que j'avais écrit, et d'y montrer si clairement l'utilité que le public en peut recevoir que j'obligerais tous ceux qui désirent en général le bien des hommes, c'est-à-dire tous ceux qui sont en effet vertueux, et non point par faux semblant ni seulement par opinion, tant à me communiquer celles qui sont déjà faites qu'à m'aider en la recherche de celles qui restent à faire.

ANNEXE N° 253

(Session ord. — Séance du 29 juin 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2e classe pour les herboristes et les sages-femmes, par M. Paul Strauss, sénateur (1).

Messieurs, parmi les préoccupations de l'avant-guerre, la sauvegarde de la natalité était au premier rang; elle prendra, sans aucun doute, au lendemain de la paix victorieuse, une place prépondérante.

Au cours de ses travaux, la commission de la dépopulation, instituée par M. Waldeck-Rousseau, avait envisagé l'éducation et la sélection des sages-femmes. La discussion, interrompue par les événements actuels, de la proposition Lannelongue sur la répression de l'avortement a également démontré la nécessité de cette éducation et de cette sélection professionnelles.

Entrant d'avance dans cet ordre d'idées, la commission de réforme des études médicales (2) émettait le vœu que le diplôme de sage-femme de 2e classe fût supprimé.

A la date du 3 février 1914, la Chambre était saisie d'une proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2e classe pour les herboristes et les sages-femmes. L'honorable auteur de la proposition était surtout mû par le désir de mettre un terme à l'inégalité de droits, au point de vue de l'exercice de la profession, entre les sages-femmes et les herboristes de la 1re et de la 2e classe. « N'y aurait-il pas lieu, écrivait-il, sous un régime d'égalité, de permettre d'abord aux sages-femmes de 2e classe d'exercer sur tout le territoire de la République, et ensuite, de supprimer la classe, en ne laissant subsister, comme pour les pharmaciens, qu'un seul diplôme de sage-femme et d'herboriste ? On objectera que les élèves de la Maternité de Paris et celles de la clinique d'accouchement de la Faculté de cette ville pourraient se plaindre, mais elles seraient libres d'ajouter à leur qualité de sage-femme, qu'elles sont anciennes élèves d'un de ces deux établissements. »

On sait, en effet, qu'en vertu des lois du 19 ventôse an XI, du décret du 22 août 1856, de la loi du 30 novembre 1892, d'une part, pour les sages-femmes, et, d'autre part, de la loi du 21 germinal an II et du décret du 22 août 1854, pour les herboristes de 2e classe, les diplômées de cette catégorie, celles de 2e classe, ne peuvent exercer que dans le département pour lequel leurs certificats d'aptitude leur ont été conférés.

Dans son rapport favorable du 23 mars 1914, au nom de la commission de l'enseignement et des beaux-arts de la Chambre, M. Gilbert Laurent s'est prononcé, pour des motifs de principe et d'opportunité, contre la délivrance des diplômes de seconde classe, à l'exemple de ce qui a été fait pour la suppression des diplômes d'officiers de santé et de pharmaciens de deuxième classe : « Le recrutement, a-t-il déclaré, des médecins et des pharmaciens n'en a été en rien gêné, bien qu'on ait maintenu à l'entrée des carrières médicales et pharmaceutiques un niveau d'instruction élevé. Il est nécessaire d'élever également le niveau d'instruction des candidats aux titres d'herboristes et de sages-femmes. »

Cette considération, fortement développée par M. Gilbert Laurent, a trop de prix pour qu'elle ne détermine pas une adhésion unanime à une proposition faite pour relever la valeur du titre de modestes auxiliaires du corps médical et pharmaceutique.

La proposition dont s'agit ayant été votée sans débat, après urgence déclarée, par la Chambre des députés, dans sa séance du 2 avril 1914, nous avions tout d'abord pensé qu'il convenait de rattacher cette mesure à l'ensemble des moyens envisagés pour prévenir et réprimer les avortements criminels.

Les événements actuels n'ont pas encore permis de poursuivre jusqu'au bout la discussion engagée, sur le rapport de M. Cazeneuve, sur cet important problème, et, au cours de la guerre, la commission de la dépopulation, d'accord avec le Gouvernement, avait résolu de surseoir, provisoirement, à tout débat, sur un sujet auquel d'indignes brutalités allemandes avaient donné un caractère exceptionnel.

Mais nous n'en avons pas moins pensé à interroger les ministres compétents sur la proposition relative aux sages-femmes et aux herboristes de 2e classe.

Le 23 mars 1915, M. Albert Sarraut, ministre

(1) Voir les nos 283, Sénat, année 1914, et 3469-3766, et in-8° n° 822 — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(2) *Journal officiel* du 13 avril 1916, p. 2598.

de l'instruction publique, en nous donnant communication des vœux émis par la commission de réforme des études médicales, écrivait : « Mais vous n'ignorez pas, monsieur le sénateur, qu'en conformité d'un autre vœu de la même commission, il a été institué une commission supérieure de l'enseignement médical qui se réunit périodiquement pour examiner les questions relatives à la médecine en France, enseignement et exercice.

« Vous comprendrez qu'il ne m'est pas possible d'exprimer un avis sur la réforme qui fait l'objet de la proposition de loi de M. Louis Marin, sans avoir au préalable consulté la commission supérieure qui, seule, est en mesure de donner sur la question un avis éclairé. Or, dans les circonstances actuelles, je ne puis songer à la réunir.

« Toutefois, vous pouvez être assuré que je ne manquerai pas, quand la discussion de la proposition dont il s'agit viendra devant le Sénat, d'en suivre les débats avec tout l'intérêt qui s'y attache ».

D'après la statistique du ministère de l'intérieur, il existe en France et en Algérie 5.124 sages-femmes de 1re classe et 7,568 de 2e classe.

Voici, à titre documentaire, l'état, au 1er avril 1914, des sages-femmes et herboristes par département :

État, au 1er avril 1914, des sages-femmes et herboristes par département.

DÉPARTEMENTS	SAGES-FEMMES		HERBORISTES		DÉPARTEMENTS	SAGES-FEMMES		HERBORISTES	
	1re classe.	2e classe.	1re classe.	2e classe.		1re classe.	2e classe.	1re classe.	2e classe.
Ain	49	226	»	»	Maine-et-Loire	6	217	3	12
Aisne	33	91	4	1	Manche	17	23	2	2
Allier	50	92	3	2	Marne	17	131	6	16
Alpes (Basses-)	19	5	»	»	Marne (Haute-)	31	104	1	1
Alpes (Hautes-)	20	10	»	»	Mayenne	3	74	»	2
Alpes-Maritimes	59	28	»	1	Meurthe-et-Moselle	44	226	9	»
Ardèche	41	34	»	»	Meuse	12	169	1	»
Ardennes	7	103	2	»	Morbihan	13	80	»	3
Ariège	52	107	»	»	Nièvre	42	11	6	»
Aube	48	21	7	»	Nord	247	151	63	8
Aude	63	37	»	»	Oise	67	13	3	1
Aveyron	26	4	58	»	Orne	11	14	»	3
Bouches-du-Rhône	164	180	12	34	Pas-de-Calais	109	143	11	»
Calvados	9	58	2	2	Puy-de-Dôme	60	218	»	»
Cantal	13	24	»	»	Pyrénées (Basses-)	116	3	50	2
Charente	49	63	5	»	Pyrénées (Hautes-)	56	32	1	»
Charente-Inférieure	35	123	5	»	Pyrénées-Orientales	44	80	»	»
Cher	40	48	3	3	Rhin (Haut-) (partie française)	11	33	2	»
Corrèze	45	66	1	»					
Corse	9	10	»	»	Rhône	139	133	19	21
Côte-d'Or	11	197	2	8	Saône (Haute-)	22	109	»	1
Côtes-du-Nord	26	15	»	1	Saône-et-Loire	14	316	1	1
Creuse	41	15	»	»	Sarthe	17	84	4	8
Dordogne	91	40	1	»	Savoie	6	73	»	»
Doubs	17	154	»	2	Savoie (Haute-)	14	105	1	»
Drôme	34	74	2	2	Seine	1.035	246	422	106
Eure	23	20	1	3	Seine-Inférieure	37	102	4	25
Eure-et-Loir	10	97	2	2	Seine-et-Marne	54	7	8	2
Finistère	80	99	1	2	Seine-et-Oise	147	26	19	2
Gard	71	60	3	»	Sèvres (Deux-)	22	88	2	»
Garonne (Haute-)	157	53	3	3	Somme	19	74	3	3
Gers	95	22	»	2	Tarn	44	47	1	»
Gironde	286	151	33	25	Tarn-et-Garonne	50	10	»	»
Hérault	99	45	3	2	Var	62	87	»	»
Ille-et-Vilaine	11	63	4	3	Vaucluse	50	38	3	»
Indre	38	22	1	1	Vendée	16	235	2	»
Indre-et-Loire	14	130	5	10	Vienne	5	173	2	6
Isère	27	251	1	1	Vienne (Haute-)	24	122	3	2
Jura	23	139	1	»	Vosges	25	194	2	»
Landes	73	45	1	»	Yonne	51	8	2	»
Loir-et-Cher	6	81	2	4					
Loire	77	163	18	10	ALGÉRIE				
Loire (Haute-)	24	32	»	»					
Loire-Inférieure	17	212	1	13	Alger	»	»	»	»
Loiret	38	69	6	1	Constantine	»	»	»	»
Lot	34	32	»	»	Oran	»	»	»	»
Lot-et-Garonne	86	39	5	1	Totaux	5.124	7.568	854	366
Lozère	20	9	»	»					

De son côté, M. Fernand David, ministre de l'agriculture, nous faisait connaître, par lettre du 6 juin 1915, le nombre et la répartition des herboristes de 1re et de 2e classes.

Il résulte des renseignements recueillis auprès des directeurs des écoles de pharmacie et des doyens des facultés mixtes de médecine et de pharmacie, que le nombre des diplômes d'herboriste de 1re classe délivrés dans la période 1913-1914 (non compris le ressort de la Faculté de Lille), s'élève à 1.452 et le nombre des diplômes d'herboriste de 2e classe à 850. Sur ce dernier chiffre, 524 diplômes ont été délivrés par les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie de Rennes, Marseille et Nantes, par les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie.

Voici leur répartition :

DÉSIGNATION	1re CLASSE	2e CLASSE	TOTAUX	2e CLASSE p. 100.	DÉSIGNATION	1re CLASSE	2e CLASSE	TOTAUX	2e CLASSE p. 100.
Paris	900	253	1.153	22	Rennes				
Toulouse	54	16	70	22.8	Marseille	»	186	186	100
Bordeaux	185	40	225	17.7	Nantes				
Lyon	97	15	112	13	Ecoles préparatoires (1)	»	338	338	»
Montpellier	115	1	116	»					
Nancy	101	1	102	1	Totaux	1.452	850	2.302	36.9

(1) Rouen, Grenoble, Tours, Besançon, Clermont, Amiens, Limoges, Caen, Dijon, Poitiers, Angers (l'école de Reims n'a pu être consultée).

D'après la statistique du ministère de l'intérieur, établie dans les premiers jours d'avril 1914, le nombre des herboristes de 1re classe était de 854 et celui des herboristes de 2e classe de 366.

Aux termes de la communication de M. le ministre de l'agriculture, M. le directeur de l'école supérieure de pharmacie de Paris estime qu'il serait très souhaitable de voir disparaître le diplôme de 2e classe, qui correspond pour les postulants à une instruction première par trop rudimentaire, un grand nombre d'entre eux ignorant les notions les plus élémentaires de l'orthographe. De plus, cette infériorité dans leur instruction première se retrouve dans celle des connaissances spéciales dont il leur est demandé de justifier pour l'obtention du titre.

« Je ne puis, déclarait M. Fernand David, ministre de l'agriculture, qu'enregistrer à cet égard les constatations de M. le directeur de l'école supérieure de Paris qui, en raison du grand nombre de candidats au diplôme d'herboriste se présentant devant son école, est plus particulièrement qualifié pour formuler les observations dont il s'agit. J'estime, comme lui, qu'il y aurait un réel intérêt à ne pas continuer à délivrer un diplôme d'Etat à des personnes possédant une instruction aussi insuffisante. »

Le Gouvernement adhère ainsi pleinement à la suppression du diplôme d'herboriste de 2e classe; il n'élève aucune objection contre l'application du vœu émis par la commission de réforme des études médicales pour l'unification du diplôme de sage-femme.

Des considérations fortes de relèvement professionnel, conforme aux intérêts de l'hygiène comme à ceux de la moralité publique, ont déterminé votre commission à donner son adhésion au texte voté par la Chambre.

En conséquence, messieurs, nous vous proposons d'adopter le projet de délibération ci-après :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Désormais, il ne sera plus délivré qu'un seul diplôme de sage-femme et qu'un seul diplôme d'herboriste, correspondant l'un et l'autre, pour chacune de ces deux professions, au diplôme de première classe existant lors de la promulgation de la présente loi.

ANNEXE N° 255

Session ord. — (Séance du 29 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des Municipalités françaises, présentée par MM. Louis Martin, Albert Peyronnet, Barbier, Basire, Louis Baudet, Belhomme, Bidault, Blanc, Foivin-Champeaux, Bonnefoy-Sibour, Bonnelat, Brager de La Ville-Moysan, Brindeau, Bussière, Charles Chabert, Charles-Dupuy, baron de Courcel, Crémieux, Darbot, Decker-David, Defumade, Delhon, Delhestable, Charles Deloncle, Denoix, Jules Develle, Empereur, Fagot, Forsans, Gabrielli, Galup, Gentilliez, Théodore Girard, Goirand, Gravin, Grosjean, Guillemaut, Guilloteaux, Guingand, Halgan, Hervey, Lucien Hubert, le vice-amiral de La Jaille, Jénouvrier, de La Batut, de Lamarzelle, de Langenhagen, Larère, de Las Cases, Arthur Latappy, Lemarié, Paul Le Roux, Raymond Leygue, Limon, J. Loubet, Magny, Mascle, Mazière, Gaston Menier, Milan, Milliard, Monnier, Nègre, Ournac, Peschaud, Petitjean, Poirson, Ponteille, Quesnel, Antony Ratier, Renaudat, Réveillaud, Reymonenq, Reynald, comte de La Riboisière, Richard, Charles Riou, Rouland, Rousé, Sabaterie, Sancet, Sauvan, Savary, Servant, Surreaux, Laurent Thiéry, Trystram, Vacherie, Vieu, Edouard Vilar, Vinet, Lebert, Martell, Cannac, Courrégelongue, Mulac, Leblond, Genet, sénateurs. — (Renvoyée à la 5e commission d'initiative parlementaire.)

Messieurs, le 10 mai dernier, le journal *le Petit Provençal* publiait les lignes suivantes :

« Tout le monde, au dedans et au dehors, admire avec raison le moral merveilleux de la population française. Notre race a manifesté une fois de plus les précieuses qualités qui l'ont élevée si haut dans l'estime des peuples. Les maires ont pour une large part contribué à entretenir cet état d'esprit qui n'a pas un seul instant fléchi.

« Rendre hommage aux maires et à ceux qui les ont secondés, ou qui ont remplacé les chefs des municipalités appelés sous les drapeaux, c'est remplir à leur égard et à l'égard des vaillantes populations de France un acte de justice. J'espère bien que, la guerre finie, le Parlement n'hésitera pas à déclarer que les maires français ont bien mérité de la patrie. Cette initiative qui ne peut émaner que du Gouvernement, je me permettrai, le moment venu, en ma qualité de président de la commission d'organisation départementale et communale du Sénat, de la lui suggérer.

« En attendant, il est une œuvre que je désirerais voir réaliser. Une inspiration venue du cœur a fait dresser par certains citoyens le livre d'or de leur profession, émouvante nomenclature de tous leurs membres tombés au champ d'honneur, pensée juste, pieuse, légitime, qu'il serait bon de généraliser.

« Je voudrais donc que l'on crée le livre d'or des municipalités, lequel comprendrait, au siège du Gouvernement, les noms de tous les maires, adjoints, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement et conseillers municipaux morts pour le pays. Au chef-lieu de chaque département serait la liste départementale, à laquelle on pourrait ajouter, dans une communauté glorieuse, les noms de tous les employés de la préfecture, des sous-préfectures et des mairies, tués par l'ennemi.

« Dans chaque localité, la principale salle de la mairie contiendrait un tableau sur lequel figurerait l'énumération de tous les enfants de la commune morts pour la France; là où le nombre en serait, hélas! trop grand, par exemple dans les villes populeuses, un registre spécial mentionnerait tous les noms.

« Pour revenir aux municipalités, il est incontestable que les maires ont fait leur devoir d'une manière admirable, sous l'uniforme ou à la mairie, selon le cas. Leurs occupations et leurs responsabilités, considérables en temps normal, sont devenues infinies. Ils ont été partout à la hauteur de la situation. Ce n'a pas toujours été sans péril. Dans les pays envahis, le maire, invariablement, a été le premier arrêté, emprisonné et, au moindre prétexte, fusillé (1). »

Ces lignes peuvent servir d'exposé des motifs à notre proposition. Nous venons vous demander, en effet, de bien vouloir réaliser les deux idées qu'elles renferment. Mais auparavant nous tenons à manifester au Gouvernement, certains que notre pensée lui paraîtra juste et sage, le désir qu'il veuille bien proposer au Parlement, dès la fin des hostilités, de proclamer que les municipalités françaises ont bien mérité de la patrie. Nous pouvons dès aujourd'hui formuler ce vœu : nous savons que les maires français ne se démentiront point, mais acquerront chaque jour de nouveaux titres à la reconnaissance nationale.

En ce qui concerne les deux idées qui constituent le fond du passage cité plus haut, nous croyons répondre au sentiment public en vous les soumettant. Au reste, un grand nombre de municipalités ont déjà devancé notre initiative en ce qui regarde l'article premier de notre proposition.

S'il nous était permis d'indiquer comment et sous quelle forme nous en comprenons la réalisation, nous croyons qu'il serait bon, quand la guerre sera finie, qu'une grande cérémonie commémorât au Panthéon le souvenir des victimes tombées pour la cause du droit. Cet usage, glorieux et touchant, de célébrer les héros morts pour la patrie, était une des plus belles institutions de l'antiquité. Thucydide nous a conservé le discours prononcé par Périclès en l'honneur des Athéniens tués dans la guerre du Péloponèse, et Démosthène tire une légitime fierté de ce qu'il fut choisi par le peuple d'Athènes pour célébrer la gloire des guerriers morts à Chéronée. Le chef de l'Etat prononcerait l'éloge de tous les braves dont on honorerait la mémoire : le même jour, dans chaque hôtel de ville, en inaugurant le tableau des héros de la localité, le maire lirait le discours du chef de l'Etat, dont les paroles se répercuteraient ainsi jusqu'au sein des plus petites bourgades, et cette cérémonie, faible expression d'une gratitude éternelle, attesterait la reconnaissance de la France envers ceux qui l'ont sauvée par le sacrifice de leurs jours.

Nous vous demandons en second lieu d'instituer le livre d'or des municipalités. Nous n'entendons nullement établir une distinction entre tous ceux qui sont morts pour la patrie et qui sont indissolublement unis dans la reconnaissance publique par leur commun sacrifice. En instituant le livre d'or des municipalités, nous ouvrons simplement la voie, nous donnons seulement l'exemple. Emanation directe des municipalités, le Sénat se trouve particulièrement qualifié pour leur rendre l'hommage qui leur est dû. Mais nous nous permettons de soumettre au ministre de l'agriculture l'idée du livre d'or du paysan de France, en donnant à ce nom de paysan le sens le plus extensif (1); au ministre de l'instruction publique, le livre d'or de l'enseignement, celui des lettres, des sciences et des arts; au ministre du commerce et de l'industrie, le livre d'or de l'industrie et du commerce; de même pour toutes les professions. Chacune a fait son devoir, chacune doit être citée. Ainsi se constitueront, village par village, état par état, les annales de la bravoure française, les archives indestructibles de la gloire nationale.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Il sera dressé et affiché dans la grande salle de l'hôtel de ville de chaque localité un tableau qui contiendra la liste de tous les enfants et habitants de la localité morts pour la France, au cours de la guerre de 1914-191... Là où la liste ne pourra être apposée, les noms seront inscrits dans un registre qui figurera dans ladite salle.

Art. 2. — Il sera créé à Paris, au ministère de l'intérieur, le livre d'or des municipalités, contenant les noms de tous les conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, maires, adjoints et conseillers municipaux morts pour la France au cours de la guerre 1914-191...

Art. 3. — Il sera dressé au siège de chaque département le livre d'or des municipalités du département, contenant les noms de tous les conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, maires, adjoints et conseillers municipaux morts pour la France, au cours de la guerre de 1914-191...., ainsi que les noms de tous les employés de la préfecture, des sous-préfectures et des mairies.

Art. 4. — Sont morts pour la France tous ceux qui ont été tués par l'ennemi, en quelque circonstance que ce soit, ou qui sont morts en service commandé ou en captivité de guerre, ou en cours d'évasion, ou qui ont succombé aux blessures faites par l'ennemi ou aux maladies contractées soit en service commandé, soit en captivité de guerre ou en cours d'évasion.

(1) Louis Martin. — *Le rôle patriotique des municipalités françaises.*

ANNEXE N° 256

(Session ord. — Séance du 29 juin 1916.)

PROPOSITION DE LOI tendant à instituer le warrant industriel, présentée par M. Emile Chautemps, sénateur. — (Renvoyée à la 5e commission d'initiative parlementaire.)

Messieurs, parmi les problèmes économiques de l'après-guerre, celui de la reprise et du développement de la vie industrielle du pays se pose avec une urgence particulière. Ni l'énergie ni l'esprit d'initiative ne seront en défaut, mais, qu'il s'agisse de relever des établissements ruinés par la guerre, de créer ou simplement d'accroître des industries pour lesquelles nous avons été jusqu'ici tributaires de l'étranger, la difficulté, après une épreuve aussi terrible, sera de trouver les capitaux, en général considérables, qu'exige l'outillage d'une usine, d'un atelier, d'une manufacture.

Nous avons pensé trouver la solution de ce grand problème en étendant à l'industrie le bénéfice de la législation sur le warrant hôtelier, c'est-à-dire en créant un privilège spécial au profit du fournisseur du matériel fixe, machines, métiers et tous appareils nécessaires à

(1) Nous comprenons sous ce nom, si grand et si noble sous son humble apparence, tous ceux qui participent à la vie rurale.

l'installation et au fonctionnement d'un établissement industriel quelconque.

La Belgique et l'Italie, dont le développement industriel a été si remarquable et a donné de si féconds résultats dans les vingt dernières années, nous ont précédés avec succès dans cette voie en créant un privilège spécial au fournisseur de machines (art. 548, paragraphe 2, code de commerce belge; — art. 772, n° 3, code de commerce italien) (1).

En France, le régime industriel est encore soumis à une législation ancienne, édictée à une époque où les biens fonciers, l'agriculture, le commerce, constituaient les principales sources de richesses ; c'est le droit qui régit ces matières qui constitue le droit commun, lequel ne tient pas un compte suffisant de l'essor prodigieux de l'industrie moderne, ni des besoins particuliers qu'a fait naître ce développement.

Selon la législation en vigueur, l'outillage industriel, le matériel fixe, les machines, les métiers, etc., qui représentent toujours dans une usine moderne une très grande valeur, souvent bien supérieure aux immeubles — terrains et constructions — dans lesquels ils sont installés, ne sont considérés que comme « accessoire » de ces immeubles.

Si l'industriel est simplement locataire, ce matériel important n'est qu'un « accessoire » de son fonds de commerce ; en cas de déconfiture du débiteur commun, le fournisseur des machines, qui, plus que tout autre a contribué à créer cette industrie et lui a apporté le principal élément de valeur, vient au marc le franc avec les autres créanciers.

Notre proposition de loi n'est cependant que la continuation d'une évolution déjà commencée : la loi du 1er mars 1898 a créé le nantissement des fonds de commerce, développé plus tard par la loi du 17 mars 1909. Mais les dispositions générales de cette loi ne répondent pas au but que nous nous proposons, qui est de venir en aide spécialement à l'industrie. Il ne peut s'agir pour cela de grever de privilège tout l'ensemble d'un établissement industriel au profit du seul fournisseur de machines; ce serait entraver dès le début l'essor de cet établissement, et l'industriel qui recourrait à ce moyen se priverait par avance de tout autre crédit.

Il serait facile, d'ailleurs, de marquer en quelques traits les différences essentielles qui existent entre un fonds de commerce et une usine et qui s'opposent à ce que les mêmes règles leur soient appliquées. Le fonds de commerce est constitué principalement par des valeurs de nature fongible, des marchandises que le commerce a pour objet de renouveler constamment, et dont la mobilité échappe à tout droit de gage ; le fonds industriel est constitué par un ensemble de matériel et de machines fixes, difficilement déplaçables, et dont la valeur est notablement amoindrie si l'on en disperse les éléments ; la principale richesse du fonds de commerce, ce sont des biens meubles ; celle du fonds industriel, des biens immeubles par destination. Le nantissement sur fonds de commerce frappe surtout des éléments incorporels : clientèle, enseigne, droit au bail, dont la valeur est sujette à de grandes et rapides variations ; le gage industriel est assis sur des éléments matériels, d'une valeur beaucoup plus précise et plus stable.

La loi du 30 avril 1906 et celle du 10 août 1913 ont créé le warrant agricole et le warrant hôtelier. Ces lois, qui sont de date très récente, la dernière surtout, n'ont pas encore donné lieu à de fréquentes applications et on ne peut dire qu'elles soient entrées déjà dans la pratique courante ; du moins, le législateur a-t-il pris les dispositions et posé les principes suivant lesquels une certaine catégorie d'exploitants pourront desormais mobiliser leur matériel et recourir à un crédit assuré, en engageant ce matériel qui restera un outil productif entre leurs mains.

Mais la loi du 10 août 1913 n'envisage que le cas particulier de l'industrie hôtelière. La grande industrie offre un champ d'application bien plus large aux bienfaits du principe nouveau, et l'on peut dire que l'extension du « warrant industriel » à l'industrie en général est devenue une nécessité de première importance, étant donnée la situation actuelle de cette branche capitale de l'activité nationale.

La création, la restauration ou le simple développement d'une entreprise industrielle nécessite, en effet, l'acquisition d'un matériel et de machines d'un prix très élevé, construits souvent sur des plans spéciaux. Les payements sont généralement échelonnés, partie à la commande, partie à la livraison, partie après un certain délai de bon fonctionnement. Le fournisseur, étant donnée la valeur importante de ses fournitures, ne peut en tout cas accorder de larges crédits, et le fondateur de l'entreprise est obligé dès le début d'immobiliser des capitaux considérables, difficiles à se procurer en raison des risques et des aléas qu'offre toute entreprise nouvelle, difficiles aussi à rémunérer pendant la période d'installation. Ces difficultés restreignent le nombre des entreprises, et entravent l'essor de celles qui sont fondées.

Toute autre serait la situation des industriels s'ils avaient la faculté d'asseoir un crédit sur ce matériel, considéré comme un élément distinct et spécial de leur patrimoine. Dès lors que ce gage devient indépendant des risques commerciaux de l'entreprise, il conserve une valeur intrinsèque ; il donne au fournisseur ou aux bailleurs de fonds une sécurité qui assure de longs crédits à des taux modérés, et les profits de l'exploitation immédiate de ce matériel, grevé de gage entre les mains de l'exploitant, contribuent à le libérer progressivement, au lieu d'immobiliser *ab initio* des capitaux précieux. Il est certain qu'une telle faculté ne peut que favoriser grandement l'esprit d'entreprise, consolider le crédit et donner à l'industrie une impulsion considérable dont la Belgique et l'Italie ont fait avant nous l'avantageuse expérience.

L'instauration de ce droit nouveau serait-elle en contradiction avec les principes de notre droit commun ? Nullement : la présente proposition de loi, tout en développant les principes posés par la législation récente, n'a d'autre conséquence que de mieux déterminer le domaine du créancier hypothécaire et celui du créancier gagiste. Le caractère immobilier attribué aux machines et installations fixes est une création de la loi, et ne s'impose nullement par la nature des choses. Cette extension s'expliquait autrefois par le peu d'importance relative de l'outillage industriel ; il n'en est plus de même aujourd'hui, la valeur de cet outillage dépassant souvent de beaucoup celle de l'immeuble propremeni dit ; et il importe de permettre au propriétaire de séparer ces deux éléments de son patrimoine, en réalité distincts par leur nature, et de lui donner la faculté de mobiliser son crédit par des contrats différents, suivant qu'il s'agit d'un véritable immeuble ou d'une installation industrielle. Ce sera pour ce propriétaire un considérable avantage, car nul n'ignore que le prêteur hypothécaire ne prend en considération que l'immeuble proprement dit : son gage s'étend aux immeubles par destination, sans que le montant du prêt en soit sensiblement augmenté. L'industriel est donc actuellement possesseur d'un élément d'actif d'une valeur considérable et dont il ne peut se servir pour augmenter son crédit.

Pourquoi ne pas lui venir en aide en lui permettant de recourir au crédit pour parfaire son outillage ou de se servir de l'outillage existant comme d'un moyen de crédit ?

Pourquoi, tout en sauvegardant dans une mesure suffisante les droits que les lois actuelles confèrent aux tiers intéressés, ne pas mobiliser, en quelque sorte, des valeurs qui restent actuellement immobilisées? Pourquoi ne pas élargir et perfectionner la législation française actuelle, et donner à l'industrie le même élément de force qui a été un des grands ressorts du développement et de la puissance industrielle de la Belgique et de l'Italie, tout en envisageant et en réglant tous les cas d'ordre général que la pratique a soulevés et que la jurisprudence de ces deux pays a solutionnés?

Telle est la genèse de cette proposition de loi. On y a envisagé trois cas : d'abord — et c'est le plus fréquent — le cas où l'industriel achète des machines pour créer et développer son exploitation. Ensuite, les cas où l'industriel désire gager un emprunt sur son matériel déjà existant, qu'il soit simple locataire de l'immeuble ou propriétaire de cet immeuble grevé d'hypothèques ; dans ces deux cas, il a fallu sauvegarder dans une mesure équitable les droits opposés des prêteurs de fonds et ceux des bailleurs ou des créanciers hypothécaires.

Afin d'éviter toute collision entre le privilège du gagiste et les autres privilèges, on a établi nettement que le gagiste a un privilège sur la chose avec droit de suite, sous les limitations déjà reconnues par la loi. L'avantage qu'a le débiteur de garder le gage dans ses mains, et de s'en servir pour produire et, par conséquent, d'en faire contribuer le produit à la libération du gage, cet avantage est d'une importance telle qu'elle justifie toutes les limitations temporaires qui sont apportées à son droit de propriété sur les objets grevés de gage.

La présente proposition de loi n'est que l'extension des lois des 8 août 1913 et 17 mars 1915, dont elle répète textuellement, à quelques mots près, beaucoup d'articles. Les modifications faites ont eu pour objet de solutionner des controverses auxquelles avait donné lieu le texte primitif et de rendre impossibles les litiges que les jurisprudences belge et italienne ont eu à trancher. En matière de crédit, il importe que toutes les conditions auxquelles est assujetti le nouveau titre à créer soient établies de la façon la plus claire et la plus précise : c'est la condition nécessaire à la sécurité qui est indispensable au crédit.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tout achat à crédit de matériel d'usine, de machines ou d'appareils, destinés à l'installation, à la transformation, au développement d'une industrie manufacturière, agricole ou autre, entraîne au profit du vendeur et de ses ayants droit, sous forme de warrant industriel, un privilège de gage sur ces machines et appareils, même devenus immeubles par destination, à la condition, pour le créancier et le débiteur, de se conformer aux prescriptions de la présente loi.

Le privilège établi ci-dessus peut être constitué, dans les mêmes conditions, au profit d'un prêteur de deniers, par tout exploitant d'une industrie quelconque, sur les machines, appareils et matériel industriel, même devenus immeubles par destination, qui sont sa propriété et servent à son exploitation, que cet exploitant soit locataire ou propriétaire de l'immeuble, même grevé d'hypothèques, en se conformant, suivant les cas, aux dispositions spéciales établies ci-après.

Le débiteur est responsable des machines et appareils, qui demeurent confiés à sa garde et à ses soins sans aucune indemnité opposable au créancier et aux ayants droit de ce dernier.

Art. 2. — Les constitutions de gage régies par la présente loi sont faites au moyen du dépôt, par le débiteur, au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établie son exploitation industrielle, du contrat constitutif de gage dressé en acte authentique ou sous seings privés dûment enregistré et portant toutes les indications propres à établir l'identité et la valeur des machines et appareils et l'indication des locaux où ils se trouvent ou doivent être placés. L'original du contrat est

(1) Rapport de la commission ministérielle italienne. — « L'extension chaque jour croissante de l'application des machines à l'industrie manufacturière et agricole demande que la condition des fournisseurs et des fabricants de machines, qui représentent souvent des capitaux très élevés, soit prise en considération spéciale. Ces fournisseurs se trouvent, le plus grand nombre des cas, dans la nécessité de concéder aux acheteurs de longs délais pour le payement du prix auquel presque toujours on impose la condition que les machines soient installées, mises en mouvement et aient fonctionné régulièrement pendant un certain temps. Il s'ensuit le danger que, s'il survient la crise commerciale de l'acheteur, les fournisseurs de machines et d'appareils verraient tous les créanciers se payer sur les objets pour lesquels les fournisseurs n'ont pas encore reçu le prix convenu et qui peuvent constituer la valeur principale de l'établissement du débiteur.

L'usage des machines est devenu une condition essentielle de développement de l'industrie italienne et de la possibilité de résister aux effets de la concurrence étrangère. Si des règles spéciales, à cet égard, ont été adoptées par des Etats tels que la Belgique, où l'industrie est florissante, dans le but principal de la nécessité de protéger le développement industriel, à plus grande raison l'importance de ces règles spéciales n'est pas moindre en Italie, où, si la fourniture des machines doit être demandée spécialement au commerce d'importation, la législation doit quand même chercher d'en encourager l'emploi favorisant les conditions de ces marchés, ce qui s'obtient avant tout en assurant aux fournisseurs l'obtention intégrale du prix de vente.

ccompagné de trois copies certifiées conformes par les parties.

L'inscription doit être prise, à peine de nullité du gage, dans la quinzaine de la date du contrat, s'il a eu lieu en France, et dans les deux mois s'il a eu lieu dans les colonies françaises ou à l'étranger.

Art. 3. — Il est tenu, dans chaque greffe du tribunal de commerce, un registre, coté et paraphé, des contrats constituant un gage sur des machines et appareils industriels, et un deuxième registre à souche, coté et paraphé, avec numéros d'ordre progressifs, des warrants industriels.

Le greffier du tribunal de commerce délivre un certificat indiquant la date et l'heure de la réception du contrat présenté à l'inscription, et il en fait la transcription, dans la huitaine, sur le registre des contrats indiqué plus haut.

Dans le même délai de huit jours, le greffier remplit le volant et la souche correspondante, dans le registre des warrants, avec les indications suivantes :

1° Les noms, professions et domiciles des parties ;

2° La nature des machines et appareils, leur valeur, le lieu dans lequel ils se trouvent ou doivent être placés, et, dans le cas où une partie de ce matériel est à livrer à terme, la nature et la valeur de cette partie, la date et le lieu indiqués pour leur livraison définitive ;

3° Le nom des assureurs chargés de couvrir pendant toute la durée du gage les risques contre l'incendie, l'explosion des appareils à vapeur, de la dynamite, du gaz d'éclairage, les dégâts produits par l'électricité et la foudre, et tous les autres risques et accidents pour lesquels il existe assurance, y compris les risques de transport pour les machines et appareils à livrer ;

4° Le montant de la créance garantie, le taux des intérêts, la date des échéances ;

5° La date de l'inscription et le numéro du folio du registre où le contrat est inscrit ;

6° Quand le warrant est constitué par un exploitant locataire de l'immeuble où il exerce son industrie, le greffier mentionne en outre sur le volant et sur la souche le montant du loyer annuel, la date de la notification adressée au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal, dans les termes de l'article 5 ; la date de leur réponse, ou, en cas d'opposition, l'indication que les loyers énumérés à l'article 5 ont été acquittés.

7° Quand le warrant est constitué par l'exploitant propriétaire de l'immeuble grevé d'hypoques, avec le consentement du créancier hypothécaire, le greffier mentionne sur le volant et sur la souche la date de l'acte enregistré par lequel le créancier hypothécaire a renoncé à son droit de préférence sur les immeubles par destination qui font l'objet du gage industriel.

Le volant contenant les mentions ci-dessus constitue le warrant industriel.

Art. 4. — Si le contrat d'achat stipule des livraisons échelonnées pour le matériel grevé de gage, l'acheteur fait au greffe du tribunal de commerce la déclaration de chaque livraison dans la huitaine de la réception. Le greffier en fait mention sur le registre des contrats et sur la souche du warrant. A la demande du porteur du warrant, cette inscription sera faite également sur le warrant par le greffier.

Art. 5. — Tout exploitant qui exerce son industrie dans un immeuble loué doit, avant tout emprunt, aviser par acte extrajudiciaire le propriétaire ou l'usufruitier du fonds loué, ou leur mandataire légal, de la nature, de la quantité et de la valeur des machines et appareils qu'il désire constituer en gage, ainsi que du montant des sommes à emprunter. Ce même avis devra être réitéré par lettre, par l'intermédiaire du greffier du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établie l'exploitation industrielle. La lettre d'avis sera remise au greffier, qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception.

Le propriétaire, l'usufruitier, ou leur mandataire légal, dans un délai de quinze jours francs à partir de la notification de l'acte précité, peuvent s'opposer à l'emprunt par acte extrajudiciaire, adressé au greffier, lorsque l'emprunteur n'a pas payé les loyers échus, six mois de loyers en cours et six mois à échoir.

L'emprunteur peut obtenir mainlevée de l'opposition moyennant l'acquittement des loyers précités.

Le défaut de réponse de la part du propriétaire, de l'usufruitier ou de leur mandataire légal, dans le délai fixé ci-dessus, est considéré comme une non-opposition à l'emprunt.

Le privilège du bailleur est réduit jusqu'à concurrence de la somme due sur les machines et appareils servant de gage à l'emprunt. Il subsiste dans les termes de droit, si l'emprunt est réalisé malgré l'opposition du bailleur.

Le bailleur peut toujours renoncer, soit à son opposition, soit au payement des loyers ci-dessus indiqués, en apposant sa signature sur le registre des contrats prévu à l'article 3.

Art. 6. — Tout exploitant qui exerce son industrie dans un immeuble lui appartenant grevé d'hypothèques peut constituer en gage les machines et appareils de sa propriété servant à son exploitation et qui sont devenus immeubles par destination, tout en conservant la garde de ce matériel dans ses locaux. Le porteur du warrant industriel vient en premier rang si les créanciers hypothécaires ont consenti à restreindre, suivant les formes indiquées par la loi, leur droit de préférence sur les biens immeubles par destination qui doivent faire l'objet du gage ; sinon, il prend rang à la date de l'inscription prévue à l'article 3, après les créanciers hypothécaires antérieurs.

Art. 7. — Le contrat original restera aux archives du greffe ; les trois copies seront rendues au débiteur après avoir été visées et revêtues par le greffier de l'indication du registre, du folio et de la date de l'inscription, ainsi que du numéro d'ordre, de la date et de la valeur du warrant. Le débiteur remet deux de ces copies au créancier, qui à son tour devra en remettre une au porteur du warrant, en cas de transfert de ce titre.

Le warrant industriel est délivré, par le greffier du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établie l'exploitation industrielle, au débiteur, qui, en le recevant, donne décharge de la remise du titre, en apposant sa signature avec la date sur le registre. Il ne peut être délivré qu'un seul warrant pour les mêmes machines et appareils. Le warrant est transféré par le débiteur au créancier vendeur ou prêteur par voie d'endossement daté et signé.

Le créancier qui reçoit un warrant industriel doit, dans un délai de cinq jours, faire transcrire le premier endossement sur le registre des contrats et sur la souche du warrant : mention de cette transcription est également énoncée sur le warrant.

Art. 8. — Le warrant est transmissible par voie d'endossement établi suivant les prescriptions de l'article 7, mais non soumis à la formalité de la transcription obligatoire, comme le premier endossement.

Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.

L'escompteur, les réescompteurs d'un warrant, ou ceux qui auront fait des opérations basées sur des warrants endossés deux fois, sont tenus d'aviser dans les huit jours le greffier du tribunal de commerce, par pli recommandé avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis.

Le débiteur peut, par une mention spéciale inscrite sur le warrant, dispenser l'escompteur, les réescompteurs ou ceux qui doivent faire des opérations basées sur des warrants endossés deux fois, de donner cet avis ; en ce cas, il n'y a pas lieu à application des deux derniers paragraphes de l'article 11.

Art. 9. — Le greffier est tenu de délivrer à tout exploitant qui le requiert, soit un certificat établissant qu'il n'existe aucune inscription de warrant sur son exploitation, soit un état des warrants inscrits. Ce dernier état devra être également délivré à la requête de tout porteur de warrant, en ce qui concerne l'exploitation sur laquelle son gage est inscrit. Cet état ne remontera pas à une période antérieure à cinq années.

Art. 10. — La radiation de l'inscription est opérée soit sur la justification du payement de la créance garantie par le warrant, soit sur une mainlevée régulière.

Le débiteur qui aura remboursé son warrant fera constater son remboursement au greffe du tribunal de commerce et mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite aux deux registres prévus à l'article 3 ; certificat lui sera donné de la radiation de l'inscription.

L'inscription est radiée d'office un mois après le délai de cinq ans à partir de la date de l'inscription et si dans ce délai le porteur de warrant n'a pas porté devant le tribunal de commerce dans le ressort duquel est établie l'exploitation industrielle la demande de la vente des machines et appareils qui constituent le gage.

Le renouvellement de l'inscription, avant l'expiration du délai de cinq ans, conserve à la créance prorogée son rang de privilège à la date de la première inscription ; si elle est inscrite à nouveau après la radiation d'office, cette inscription ne vaut à l'égard des tiers que du jour de sa date.

Art. 11. — Le débiteur conserve le droit de vendre à l'amiable les machines, appareils et matériel d'usine warrantés avant le payement de la créance, même sans le concours du porteur du warrant, mais leur tradition au nouvel acquéreur ne peut être opérée qu'après désintéressement du porteur du warrant.

Le débiteur, même avant l'échéance, peut rembourser la créance garantie par le warrant ; si le porteur du warrant refuse les offres du débiteur, celui-ci peut, pour se libérer, consigner la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du code civil ; les offres sont faites au dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffier, en conformité de l'article 8 ci-dessus. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le président du tribunal de commerce dans le ressort duquel le warrant est inscrit rend une ordonnance aux termes de laquelle le gage est transporté sur la somme consignée.

En cas de remboursement anticipé d'un warrant, le débiteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

Art. 12. — La possession, l'usage ou l'exploitation du matériel mis en gage ne peuvent être cédés ou confiés à des personnes ou sociétés autres que les personnes ou sociétés désignées par le contrat déposé au greffe du tribunal de commerce, et ce matériel ne peut être déplacé ou transféré dans un local autre que celui indiqué dans ce contrat, sans le consentement préalable et écrit du dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffier, en conformité de l'article 8 ci-dessus, et sans une mention rectificative de l'inscription au greffe du tribunal de commerce. Cette mention est faite par le greffier, à la demande du débiteur et sur le vu du consentement écrit du dernier porteur du warrant connu, sur le registre des contrats et sur la souche du warrant. La même mention est faite sur le warrant à la demande du porteur.

Si les machines et appareils qui font l'objet du gage doivent être transférés dans un lieu dépendant du ressort d'un autre tribunal de commerce, il sera fait, à la demande du débiteur, une nouvelle inscription du contrat de gage au greffe de ce tribunal de commerce, dans les formes prescrites par l'article 3.

Sur la présentation du certificat de la nouvelle inscription, le greffier qui a reçu l'inscription primitive fera mention du transfert sur le registre des contrats et sur la souche des warrants.

Le débiteur est tenu de prendre toutes les mesures nécesaires pour assurer contre tout risque le transfert des machines et appareils qui constituent le gage, ainsi que de régulariser en temps utile tout ce qui se réfère aux assurances indiquées au 3° de l'article 3.

En cas d'inexécution des prescriptions du présent article, le porteur de warrant peut faire prononcer la déchéance du terme au préjudice du débiteur, rendre la créance exigible, et exercer son privilège sur le matériel qui en est grevé en quelque lieu qu'il se trouve, et ce à l'encontre de tout tiers.

Art. 13. — Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances, en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les objets assurés.

Art. 14. — Le porteur du warrant doit réclamer au débiteur payement de sa créance échue et, à défaut de ce payement, réitérer sa réclamation par lettre recommandée, adressée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé.

Faute de payement du warrant à l'échéance, le porteur a, pour la réalisation du gage, les droits que confèrent aux créanciers privilégiés ou garantis par un nantissement les dispositions des articles 16 à 23 de la loi du 17 mars 1909.

Si le porteur fait procéder à la vente, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs, et même contre le débiteur, qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix des machines et appareils warrantés. En cas d'insuffisance de prix pour le désintéresser, un délai de trois mois lui est imparti, à dater du jour où

la vente est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs.

Art. 15. — Le porteur du warrant est payé directement de sa créance en capital, intérêts et frais sur le prix de vente, par privilège et préférence à tous créanciers et sans autre déduction que celle du privilège des contributions directes, des privilèges de conservation de la chose et des frais de vente, et sans autre formalité qu'une ordonnance du président du tribunal de commerce.

Toutefois, le bailleur peut exercer son privilège jusqu'à concurrence de six mois de loyers échus, six mois en cours et six mois à échoir.

Art. 16. — Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants industriels comme effets de commerce, avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

Art. 17. — Tout débiteur d'une créance garantie par warrant industriel convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, ou de ne s'être pas conformé aux prescriptions de l'article 12; tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des objets dont il n'est pas propriétaire, ou déjà grevés d'un gage qu'il n'aura pas fait connaître, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405, 406 et 408 du code pénal. L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 18. — Le montant des droits à percevoir par le greffier sera fixé par décret.

Les avis prescrits par la présente loi seront envoyés en la forme et avec la taxe des papiers d'affaires recommandés.

Art. 19. — Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement les lettres et les accusés de réception, les renonciations, acceptations et consentements prévus ci-dessus à l'exception de la renonciation indiquée par l'article 6, le registre sur lequel seront inscrits les contrats et les warrants, les copies des inscriptions des warrants, les certificats d'inscription des contrats, les certificats des warrants et les certificats négatifs, le certificat de radiation mentionné à l'article 10.

Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce, 5 centimes p. 100.

L'enregistrement des contrats de gage est de 50 centimes p. 100.

Le droit à percevoir sur le prix de la vente pour non-payement du warrant sera de 10 centimes p. 100, comme pour les marchandises neuves.

Art. 20. — Seront considérées comme nulles et non avenues toutes conventions ou stipulations contraires aux dispositions de la présente loi.

ANNEXE N° 257

(Session ord. — Séance du 30 juin 1916.

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Henry Chéron, Henry Bérenger et Milliès-Lacroix, tendant à rendre obligatoire la préparation militaire des jeunes Français, par M. Henry Chéron, sénateur (1).

Messieurs, l'article 85 de la loi du 15 juillet 1889 disposait : Une loi spéciale déterminera :

1° Les mesures à prendre pour rendre uniforme dans tous les établissements d'enseignement l'application de la loi du 27 janvier 1880 imposant l'obligation des exercices militaires ;

2° L'organisation de l'instruction militaire pour les jeunes gens de 17 à 20 ans et le mode de désignation des instructeurs.

Cette loi spéciale ne fut jamais votée.

L'article 94 de la loi du 21 mars 1905 reprit exactement la formule de l'article 85 de la loi du 15 juillet 1889.

Cette fois, en exécution du texte, un projet de loi fut déposé à la Chambre par le Gouvernement le 5 juin 1908. Ce projet fit, le 18 novembre suivant, l'objet d'un important rapport de M. le député Lachaud, dont le dévouement aux œuvres d'éducation physique est connu de tous.

Malheureusement, le projet ainsi rapporté ne devint jamais la loi.

(1) Voir le n° 217, Sénat, année 1916.

Aujourd'hui encore, vingt-sept ans après la loi de 1889, onze ans après la loi de 1905, la fameuse « loi spéciale », n'est pas intervenue.

Il est nécessaire de rappeler ici que la loi du 15 mars 1850 avait introduit l'enseignement de la gymnastique dans le programme des écoles primaires, mais à titre purement facultatif ; qu'un décret du 3 février 1869 l'avait rendu obligatoire dans les lycées et collèges, dans les écoles normales primaires et dans les écoles primaires qui leur sont annexées ; que la loi du 27 janvier 1880 rendit obligatoire l'enseignement de la gymnastique dans tous les établissements d'instruction publique de garçons dépendant de l'Etat, des départements et des communes ; que la loi du 28 mars 1882 édicta dans son article premier que l'enseignement primaire obligatoire comprend pour les garçons « les exercices militaires ».

Ajoutons qu'une loi du 8 avril 1903 avait abaissé à quatre mois la durée de service exigée pour les galons de caporal ou de brigadier, des jeunes gens justifiant avoir acquis, au moment de l'incorporation, la pratique d'exercices susceptibles de faciliter l'instruction militaire. La loi du 17 août 1903 créa le brevet d'aptitude militaire.

En réalité, en attendant que la « loi spéciale » prévue formellement par les textes de 1889 et de 1905 intervînt, un seul document régla la situation des sociétés de préparation militaire : ce fut une instruction du sous-secrétaire d'Etat de la guerre en date du 7 novembre 1908. Elle avait, dans la pensée de son auteur, un caractère provisoire. Elle constitue encore aujourd'hui l'unique charte des sociétés de préparation militaire. A la mobilisation, plus de cinq cent mille jeunes gens faisaient partie des sociétés régies par ce statut. Il y a, malheureusement, un principe que l'instruction de 1908 ne pouvait établir à défaut de la loi : c'était celui de l'obligation.

Par un décret du 29 mai 1913, le Gouvernement constituait à titre permanent, auprès du ministre de la guerre, un comité consultatif de la préparation et du perfectionnement militaire et il lui confiait comme premier objet de ses travaux le soin d'établir, avec le concours éclairé des compétences de tout ordre qu'il réunissait dans son sein, un projet de loi destiné à organiser la préparation militaire de la jeunesse, en s'inspirant à la fois des prescriptions de la loi du 21 mars 1905 et des résultats réalisés depuis lors.

Ce comité consultatif était présidé par notre éminent collègue M. Paul Doumer. Ses travaux aboutirent, le 4 novembre 1913, au dépôt, par le Gouvernement d'un nouveau projet de loi qui n'eut pas plus de suite que celui de 1908.

Tandis que la préparation militaire ne se développait chez nous que par l'initiative privée et avec des encouragements trop faibles de l'Etat, le 12 août 1915, le Gouvernement allemand la rendait obligatoire pour tous les jeunes gens de plus de seize ans. Il la faisait essentiellement pratique, lui donnait pour objet l'initiation de la jeunesse à la guerre. Le service en campagne en était la base. Une forte discipline était imposée aux jeunes gens. Ils recevaient l'uniforme et l'équipement du soldat. Tous les renseignements recueillis par le ministère de la guerre français confirment que nos ennemis ont obtenu par cette éducation de la jeunesse des résultats considérables. Ce sont de véritables soldats qu'on forme contre nous. Chaque dimanche, à l'aller et au retour des exercices, le peuple acclame sa future armée. Il est inutile de dire quelle impression profonde cette éducation et ces spectacles produisent sur l'esprit de la jeunesse allemande.

Messieurs, vous n'avez pas voulu que la France, si ardemment patriote, et où chaque enfant — les événements l'ont prouvé — possède en puissance toutes les qualités d'un héros, demeurât en retard. La commission sénatoriale de l'armée a appelé à plusieurs reprises l'attention de M. le ministre de la guerre sur l'importance et l'urgence du problème de la préparation militaire obligatoire.

A la date du 30 mai 1916, avec nos honorables collègues MM. Henry Bérenger et Milliès-Lacroix, l'auteur du présent rapport a déposé une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la préparation militaire des jeunes Français. M. le ministre de la guerre, en présence de M. le président du conseil, dans la séance de la commission, en date du 14 juin 1916, lui a donné l'adhésion du Gouvernement.

La commission sénatoriale, qui en a délibéré dans ses séances des 23 et 30 juin 1916, vient demander au Sénat, sous réserve de quelques modifications de forme indiquées ci-après et d'accord avec le Gouvernement, de l'approuver à son tour.

Messieurs, la proposition de loi, amendée, que nous avons l'honneur de vous soumettre, s'est arrêtée à une méthode très simple, afin d'éviter de nouveaux retards dans l'accomplissement d'une mesure dont l'urgence ne peut plus échapper à personne.

Nous posons, dans l'article premier, l'obligation de la préparation militaire pour tous les jeunes Français valides âgés de seize ans révolus. Nous disons que cette obligation s'appliquera également aux ajournés, pendant les cinq années où ils sont soumis aux examens prescrits par les lois de 1905 et de 1913. Les ajournés étant des hommes dont la constitution physique est jugée momentanément trop faible, il y a le plus grand intérêt, non seulement pour la Patrie, mais pour eux-mêmes, à compléter leur entraînement physique.

Dans l'article 2 de la proposition, nous définissons la préparation militaire. Nous rappelons qu'elle a pour objet le développement des qualités physiques et morales de l'individu en vue du service militaire. Nous disons notamment qu'elle comprend des enseignements de nature à faciliter la formation ultérieure des cadres et le recrutement des armes spéciales.

Le dernier paragraphe de cet article deuxième rappelle enfin que la préparation militaire a pour préliminaire le développement physique de la jeunesse avant seize ans.

Pour être complet, il eût fallu peut-être ajouter, comme l'avait fait la commission consultative de 1913, que la préparation militaire a pour complément, après le service et en dehors des périodes légales d'appel, le perfectionnement militaire par l'entraînement physique, par la pratique du tir et de l'équitation et par celle des armes spéciales. Il y a le plus grand intérêt, en temps de paix, à assurer ce perfectionnement des hommes des réserves. Il ne s'agit pas de les astreindre à de fastidieux exercices, mais de maintenir leur entraînement à la marche, aux sports, de les faire bénéficier par là-même des bienfaits de l'hygiène, enfin de les initier aux progrès qui auront été réalisés depuis leur passage au régiment.

Mais la commission de l'armée a pensé que cette organisation du perfectionnement militaire, complément inévitable d'une armée nationale, devait être l'œuvre du temps de paix et qu'elle comportait l'élaboration d'une loi spéciale. Elle a estimé que nous devions nous borner en ce moment à l'établissement de la préparation militaire obligatoire.

L'article 3 de la proposition place la préparation militaire sous l'autorité du ministre de la guerre, qui établit, d'accord avec les autres ministres intéressés, les règlements et les instructions nécessaires à son fonctionnement.

Par qui sera assurée la préparation militaire ? L'article 4 va nous le dire.

D'abord dans tous les établissements d'enseignement. Il faut que des exercices physiques rationnels y soient de plus en plus développés.

Elle sera assurée ensuite dans les sociétés de préparation militaire agréées, dites S. A. G., encouragées et contrôlées par l'Etat. Il eût été souverainement injuste de ne pas tenir compte des efforts si utiles et si heureux obtenus par les sociétés actuellement existantes et qui se sont développées sous le régime de l'instruction du 7 novembre 1908.

Mais il n'existe pas partout, si nombreuses soient-elles, des sociétés de préparation militaire. C'est pourquoi le dernier paragraphe de notre article 4 dispose qu'à défaut de sociétés agréées, la préparation militaire sera donnée dans des centres d'instruction organisés par le ministre de la guerre dans chaque subdivision de région, en nombre suffisant pour mettre cette préparation à la portée de tous. Pendant la guerre, il y aura là une utilisation tout indiquée des officiers et sous-officiers évacués du front pour blessures de guerre. En temps de paix on aura le choix entre des milliers de bonnes volontés, celles de tous les officiers et sous-officiers, ou même des anciens soldats qui auront glorieusement combattu sur les champs de bataille.

La proposition de loi ayant ainsi posé les principes et donné les définitions nécessaires, confie au Gouvernement le soin de régler par

décret les conditions d'application de la loi. Il fallait, en effet, aller vite, pour ne pas retomber, surtout en temps de guerre, dans les atermoiements dont nous souffrons depuis vingt-sept ans, pour l'organisation de la prépapation militaire obligatoire.

C'est pourquoi la proposition dont vous êtes saisis prévoit un double décret :

1° Un décret simple, par l'effet duquel le ministre de la guerre va organiser immédiatement, pour la durée de la guerre, la préparation militaire obligatoire des jeunes gens de seize ans révolus jusqu'à leur incorporation et celle des ajournés pendant les cinq années où ils sont soumis aux examens prévus par les lois de 1905 et de 1913;

2° Un règlement d'administration publique qui sera rendu sur la proposition des ministres intéressés, dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités, et qui déterminera pour le temps de paix : le programme d'éducation et de préparation militaire à suivre dans tous les établissements d'enseignement ; les conditions de la préparation militaire obligatoire pour les jeunes Français de seize ans révolus jusqu'à leur incorporation et pour les ajournés dont nous avons déjà parlé.

Par les décrets ainsi prévus, le Gouvernement aura la possibilité de déterminer toutes les conditions d'application de la loi. Il appartiendra notamment au ministre de la guerre de fixer la composition des cadres instructeurs, les avantages et récompenses honorifiques qui seront attachés au fonctionnement de la préparation militaire obligatoire.

Il arrêtera les règles de discipline nécessaires. Il voudra sans doute doter chaque jeune français soumis à la préparation, d'un livret individuel qui témoignera de ses efforts et de son degré d'instruction militaire. Ce livret devra être présenté à l'arrivée au corps. Ce sera une des sanctions les plus utiles de la loi. Celle-ci est d'ailleurs attendue avec impatience par toute la jeunesse française.

Messieurs, votre commission de l'armée vous demande d'adopter sans retard la proposition dont vous êtes saisis.

Nons en attendons à la fois des résultats importants pour la défense nationale ; un élément nouveau de sauvegarde de la race ; enfin, disons-le très haut, un effet moral d'éducation.

Les périls si graves que vient de courir notre beau pays montrent, une fois de plus, l'imprudence qu'il y a à se bercer trop volontiers des illusions d'une paix éternelle. Le droit et la liberté, la paix aussi, sont l'idéal et le plus grand bien des peuples, mais les nations ne peuvent les maintenir que si elles sont assez fortes pour en imposer le respect. Tous les jeunes gens de France ont appris sur les bancs de l'école que le citoyen, par le fait même qu'il a reçu l'exercice de la souveraineté, a comme premier devoir celui de défendre son pays, d'en assurer la continuation et la grandeur. C'est notre hymne national qui leur a donné l'immortel enseignement : « Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus. »

A côté de cette préparation à la défense nationale, de cette préparation que les démocrates les plus ardents ont considérée comme indispensable, l'institution que nous vous demandons de rendre obligatoire n'aura-t-elle pas pour résultat de développer au plus haut degré les qualités physiques de l'individu ?

C'est aux sports pratiqués pendant les dix dernières années que nous devons une bonne part des victoires de la France. Il n'y a pas un chef militaire qui ne reconnaîtrait combien les habitudes de vie au grand air, d'exercices physiques, ont aidé les défenseurs de la nation à supporter les terribles épreuves de la guerre.

Quand la paix sera revenue, quand il faudra non seulement reconstituer ce pays dans ses forces essentielles, mais les décupler après le triomphe, ne sera-t-il pas nécessaire que les artisans de la France de demain soient des hommes robustes, vigoureux, ardents, dont les muscles soient aussi solides et aussi alertes que l'intelligence et le courage ? L'éducation physique dès l'école, la préparation militaire, répondront à cette nécessité.

Nous avons dit enfin que nous attendions de notre loi un grand bienfait moral.

La préparation militaire, la fréquentation régulière des sports, n'auront pas seulement pour effet d'éloigner le jeune français du cabaret et de nous permettre de combattre ainsi indirectement l'alcoolisme, nous aurons fondé dans la nation une école complémentaire de discipline et de patriotisme.

Il n'y a pas de devoir plus impérieux, dans un pays libre, que d'apprendre au citoyen à obéir à des intérêts supérieurs. La discipline est le plus grand besoin d'une démocratie où le respect de la loi ne peut reposer vraiment que sur l'éducation.

Où donc apprendrait-on mieux la discipline, au lendemain de l'école, qui l'a déjà si utilement enseignée, que dans ces sociétés groupées autour du drapeau et où les glorieux survivants de la grande guerre diront aux plus jeunes ce que c'est que la France, tout ce qu'il a fallu souffrir, tout ce qu'il a fallu sacrifier pour qu'elle continuât ! Quelle nation forte, unie, enthousiaste et fière d'elle-même, nous lèguerons à l'avenir, si nous avons profité ainsi des leçons tragiques mais vivifiantes des grandes heures d'aujourd'hui !

Le Sénat, qui a tant fait pour l'éducation de la démocratie, complétera utilement l'œuvre accomplie par la République pour la France, en instituant la préparation militaire obligatoire de la jeunesse. Il apportera ainsi une contribution nouvelle à l'unité morale et à la force matérielle du pays.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — La préparation militaire est obligatoire pour tous les jeunes Français valides âgés de seize ans révolus.

Ils reçoivent cette préparatinn jusqu'à leur incorporation dans l'armée.

Cette obligation s'applique également aux hommes ajournés en vertu de l'article 18 de la loi du 21 mars 1905, pendant les cinq années où ils sont soumis aux examens prescrits par l'article 19 de ladite loi, modifié par la loi du 7 août 1913.

Art. 2. — La préparation militaire a pour objet le développement des qualités physiques et morales de l'individu en vue du service militaire.

Elle comprend, en outre, des enseignements de nature à faciliter la formation ultérieure des cadres et le recrutement des armes spéciales.

Elle a pour préliminaire le développement physique de la jeunesse avant seize ans.

Art. 3. La préparation militaire est placée sous l'autorité du ministre de la guerre. Il établit, d'accord avec les autres ministres intéressés, les règlements et instructions nécessaires à son fonctionnement.

Art. 4. — La préparation militaire est assurée :

1° Dans tous les établissements d'enseignement ;

2° Dans les sociétés de préparation militaire agréées, encouragées et contrôlées par l'Etat ;

3° A défaut de sociétés agréées, dans des centres d'instruction, organisés par le ministre de la guerre dans chaque subdivision de région, en nombre suffisant pour mettre la préparation militaire à la portée de tous.

Art. 5. — Dans le mois de la promulgation de la préesnte loi, un décret, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, déterminera, pour la durée de la guerre, les conditions d'application de la prépartion militaire obligatoire aux jeunes Français valides de seize ans révolus et aux ajournés visés au paragraphe 2 de l'article 1er de la présente loi.

Art. 6. — Un décret, rendu en forme de règlement d'administration publique, sur la proposition des ministre de la guerre, de l'intérieur et de l'instruction publique, déterminera pour le temps de paix et au plus tard dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités :

1° Le programme d'éducation physique et de préparation militaire à suivre dans tous les établissements d'enseignement;

2° Les conditions de la préparation militaire obligatoire pour tous les jeunes Français valides, âgés de seize ans révolus, jusqu'à leur incorporation et pour les ajournés visés au paragraphe 2 de l'article 1er de la présente loi.

ANNEXE N° 259

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant la police des débits de boissons, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice (1).

ANNEXE N° 261

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires, par M. Paul Strauss, sénateur (2).

Messieurs, le sort de nos glorieux blessés n'a cessé, depuis le début de la guerre, de préoccuper les pouvoirs publics et l'opinion. Le payement de la dette sacrée de reconnaissance nationale est au premier rang des devoirs de l'Etat.

Déjà, par la loi du 17 avril 1916, une décision inaugurale a été prise pour l'affectation des emplois réservés d'ordre administratif aux militaires et marins réformés n° 1 par suite de blessures ou d'infirmités contractées au service pendant la guerre actuelle. Ce n'était qu'une préface, nécessairement modeste, à la grande œuvre de réadaptation sociale des invalides de la guerre.

Le législateur, auquel l'initiative privée avait ouvert la voie, ne pouvait considérer que comme un pis-aller exceptionnel l'orientation des blessés et mutilés vers les postes administratifs. Ceux-ci sont d'ailleurs peu nombreux et l'espoir de les occuper risquerait d'être déçu si d'ores et déjà, les ayants droit n'étaient prémunis contre la parcimonie et l'encombrement des emplois publics.

Au surplus, un haut intérêt national se dresse, supérieur aux convenances individuelles. Il est essentiel que les forces vives du pays forcément amoindries par le sang versé et tant d'hécatombes douloureuses, reçoivent l'appoint de l'activité même réduite des combattants mis hors de combat par une blessure ou par une infirmité.

Cette idée, de provenance française, de la réadaptation au travail des mutilés et estropiés, devait nécessairement trouver une application nouvelle et élargie au profit des invalides de la guerre.

A la date du 16 décembre 1914, l'école professionnelle des blessés de Lyon, fondée sur la remarquable initiative de notre cher collègue, M. Edouard Herriot, ouvrait ses portes à trois mutilés.

Dans sa séance du 23 décembre 1914, la société de médecine publique et de police sanitaire était saisie d'un rapport de M. le docteur G. Borne, auditeur au conseil supérieur d'hygiène publique de France, sur la rééducation et la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre. Un programme d'action pratique était immédiatement adopté, à la suite d'une discussion à laquelle ont pris part M. Edouard Herriot, M. Bourlon des Sarty, président de l'association des mutilés, MM. les docteurs Mosny, Laurens et Borne.

La fédération nationale des mutilés, fondée sous la présidence d'honneur de M. Maurice Barrès, sous la présidence effective de M. le docteur Tuffier, avec son association de Paris présidée par M. Louis Barthou, a été la première manifestation de cette sollicitude médico-philanthropique.

L'ardente propagande à laquelle se sont livrés MM. Maurice Barrès et Edouard Herriot n'a pas peu contribué à vulgariser cet effort d'activité prévoyante et fraternelle.

Le ministre de l'intérieur, M. Malvy, ne tardait pas à faire appel à la compétence éprouvée de M. le docteur Bourrillon, directeur de l'asile national des convalescents, pour la création de l'institut national professionnel des invalides de la guerre de Saint-Maurice, en collaboration avec le centre de réadaptation fonctionnelle et de prothèse.

Par un arrêté du 6 avril 1915, une commission

(1) Voir les nos 349-963-1105-1769 et in-8° n° 469 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 166, Sénat, année 1916, et 1473-1474 rectifié, 1915-1951-2030-2036 et in-8° n° 433. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

spéciale était instituée au ministère de l'intérieur, sous la présidence du sous-secrétaire d'État et la vice-présidence de M. Brisac, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, pour régler l'organisation des centres professionnels destinés à la rééducation des blessés de la guerre, mutilés et estropiés (1).

L'entente s'ébauchait entre les différents départements ministériels : intérieur, guerre, commerce, agriculture, instruction publique, travail. Un appel était adressé aux conseils généraux, aux municipalités, aux commissions administratives des hospices, aux œuvres privées en vue de la création de centres ou d'écoles de rééducation professionnelle ; un crédit d'un million était ouvert au budget de l'intérieur pour subventions aux centres et œuvres de rééducation professionnelle de mutilés.

Sur ce crédit, ont été imputées en 1915, jusqu'à concurrence de 692,069 fr. 34, des subventions allouées aux centres de rééducation professionnelle et dont voici l'énumération :

Paris (institut national de Saint-Maurice)	110.000 »
Bordeaux (école pratique et normale)	80.000 »
Ecoles de commerce	111.362 08
Ecoles d'agriculture	50.000 »
Bayonne	30.000 »
Bourges	15.000 »
Montpellier	21.707 26
Rouen	30.000 »
Tours	10.000 »
Douvres-la-Délivrande	10.000 »
Office départemental de la Seine	10.000 »
Lyon	15.000 »
Limoges	10.000 »
Toulouse	3.000 »
Pau	8.000 »
Œuvre des mutilés de l'Aisne	6.000 »
Versailles	2.000 »
Oran	5.000 »
Orléans	5.000 »
Marseille	10.000 »
Antibes	3.000 »
Quinze-Vingts (annexe de la rue de Reuilly)	107.000 »
Mâcon	10.000 »
Total	692.069 34

C'est dans ces conditions et dans cet état de fait que, mû par un sentiment généreux, l'honorable M. Pierre Rameil a déposé sur le bureau de la Chambre, à la séance du 23 novembre 1915, une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires. L'auteur de la proposition a formulé l'espoir qu'après avoir été les héros de la guerre, nos glorieux blessés voudront être les héros de la paix en participant, dans la mesure de leurs forces, à la renaissance du pays, à notre victoire économique.

Dans son clair rapport du 14 mars 1916, l'honorable M. Frédéric Brunet, en concluant tout d'abord à la création au ministère de l'intérieur d'un office central de rééducation des mutilés, marquait ses préférences pour le placement direct dans l'industrie privée, tout en considérant les écoles de rééducation des mutilés comme des écoles de préapprentissage.

(1) Cette commission était ainsi composée :

M. Brisac, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'intérieur ;

M. Imbert, inspecteur général adjoint des services administratifs au ministère de l'intérieur ;

M. le docteur Bourrillon, directeur de l'asile national des convalescents ;

M. Pion, chef du cabinet du ministre des finances, représentant le ministère des finances ;

M. le médecin-major Brouardel, représentant le ministère de la guerre ;

M. le médecin en chef Girard, membre du conseil supérieur de santé, représentant le ministère de la marine ;

MM. Gabelle, directeur de l'enseignement technique, et Caillard, inspecteur général adjoint de l'enseignement technique, représentant le ministère du commerce ;

MM. le docteur Pottevin, membre de la commission d'hygiène industrielle du ministère du travail, et Numa Rallin, enquêteur permanent de l'office du travail, représentant le ministère du travail.

Dans son rapport supplémentaire du 11 avril 1916, l'honorable rapporteur de la commission d'assurance et de prévoyance sociale fait connaître que des observations ayant été présentées par les commissions du budget, des pensions et du travail, et prenant acte de l'intention manifestée par M. le ministre du travail de créer dans son ministère un office national des mutilés et réformés de la guerre, la commission a accepté de modifier son texte primitif après un échange de vues avec les ministres intéressés et les commissions du budget, du travail et des pensions.

En définitive, le texte voté par la Chambre comporte, non pas à proprement parler l'obligation pour le mutilé de subir une rééducation professionnelle, mais le devoir pour l'État d'accueillir la demande d'inscription de l'invalide à un centre de rééducation professionnelle ; celui-ci doit pourvoir au placement du mutilé en apprentissage, soit dans une école spéciale, soit dans une entreprise publique ou privée, soit chez un particulier, et, s'il y a lieu, assurer son logement et sa subsistance.

L'État subventionne, au moyen d'un crédit ouvert au ministère de l'intérieur, les centres de rééducation et les œuvres qui leur sont rattachées.

Aux termes de la proposition de loi, en aucun cas, le taux de la pension et de la gratification renouvelable ne peut être réduit du fait de la rééducation professionnelle.

Un office national des mutilés et réformés de la guerre, avec des comités départementaux et locaux, comprend une commission de rééducation, chargée de déterminer le siège des centres de rééducation professionnelle ainsi que leurs circonscriptions, de contrôler le fonctionnement de ces centres.

Tels sont, en résumé, les traits essentiels de la proposition destinée à marquer, sous une nouvelle forme, l'intérêt passionné des pouvoirs publics pour d'héroïques victimes de la guerre.

I

Aucun problème ne doit être abordé avec plus de franchise. Il ne faut pas qu'un malentendu plane sur les intentions du législateur en pareille matière, sous peine d'engendrer les mécomptes les plus graves pour l'avenir.

L'État, en dehors de ses obligations strictes de solidarité reconnaissante qui se traduisent par l'octroi de pensions ou de gratifications temporaires, a le devoir impérieux de veiller sur les blessés et invalides de la guerre en leur facilitant, par les moyens les plus variés, le retour au travail.

Tous les efforts du service de santé militaire sont dirigés vers la guérison la plus complète et la plus rapide possible des blessés dont il a la charge. L'intérêt supérieur de la défense nationale exige le recours aux moyens les plus efficaces de traitement.

En cours d'hospitalisation, les blessés de la guerre se divisent en catégories distinctes, suivant la nature et le degré de leurs blessures ; la rééducation physique et fonctionnelle, la physiothérapie, comme on l'appelle, avec toutes ses variétés d'application, mécanothérapie, électrothérapie, etc., a pour premier objectif la récupération des effectifs. Un surcroît de vigilance et de méthode n'a pas cessé de s'imposer pour l'accomplissement de ce devoir élémentaire de renvoi des convalescents à leur corps en vue de leur utilisation dans le service armé ou dans les services auxiliaires. Des soins hospitaliers appropriés servent tout à la fois à restituer des combattants à l'armée et à sauvegarder les intérêts du Trésor. Il est superflu d'ajouter que les victoires de la chirurgie et de la médecine ne sont pas moins profitables, l'individu et aux familles qu'à l'État lui-même.

A partir du jour où est reconnu l'impuissance de la thérapeutique, lorsque la réadaption fonctionnelle et la prothèse ont produit tous leurs effets, la réforme est envisagée, avec ou sans pension, avec ou sans gratification, à titre temporaire ou définitif, comme devant être l'issue du traitement hospitalier. L'admission à la réforme marque le retour à la vie civile ; elle ouvre un droit à pension ou gratification pour les réformés n° 1.

Cette éventualité n'a pas pour effet de vouer à l'oisiveté le réformé, désireux d'accroître ses ressources et de tirer le meilleur parti de ses forces amoindries ; elle crée à la collectivité un devoir supplémentaire d'aide et de patronage dont celle-ci sera la première à profiter par une augmentation de main-d'œuvre.

Le mot de rééducation professionnelle, qui est loin de répondre aux données multiples et variable du problème, est représentatif de cette tendance et de ce besoin.

A la vérité, la solution dominante est celle de la réadaptation au travail des blessés, mutilés et invalides de la guerre. Rien n'est plus urgent, après un long séjour dans les formations sanitaires, que de réveiller parmi les convalescents et les candidats à la réforme le goût d'une vie active, rien n'est plus salutaire que de leur rendre l'accoutumance au travail.

C'est pourquoi la collaboration du médecin surtout du physiothérapeute, s'impose pour atteindre un tel résultat. Dans une étude sur la réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle des blessés de la guerre, M. le docteur E. Mosny, membre de l'académie de médecine, a pu écrire : « Celle-ci (la rééducation professionnelle) aura d'autant plus de chances de succès qu'elle sera plus précoce : c'est immédiatement après la phase médico-chirurgicale, à la sortie de l'hôpital ou du service de physiothérapie, dès que la consolidation est acquise, qu'il faut l'entreprendre, plus tard il serait trop tard. »

Cette précocité de réadaptation au travail, pour employer l'expression plus large et plus précise de M. le docteur G. Borne, offre des avantages incomparables ; elle n'oppose pas seulement une barrière au désœuvrement, elle rend la confiance et l'espoir à ceux qui seraient tentés de se décourager et de se laisser aller à un pessimisme incurable.

L'idée qui doit être mise en lumière, parce qu'elle découle d'une longue expérience et de la méthode scientifique, est que le mutilé, l'estropié, l'infirme est presque toujours réadaptable au travail.

Cette idée, d'origine française, puisqu'elle remonte au premier président Pomponne de Bellièvre, et qu'elle a eu l'hospice parisien de la Salpêtrière pour premier théâtre d'application, a fait le tour du monde avant de trouver en France ses grandes lettres de naturalisation. Les pays scandinaves, la Russie, la Belgique, l'Angleterre ont créé des établissements nombreux. L'assistance française s'est brillamment exercée pour les sourds-muets, pour les aveugles, pour les jeunes infirmes, pour les enfants idiots.

Les ateliers départementaux de la Seine, fondés sur l'initiative de M. Marsoulan, conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine, sont particulièrement ouverts aux ouvriers estropiés, mutilés ou infirmes à charge à leur famille. M. le docteur Dam, directeur de l'institution rovinciale pour estropiés de Bruxelles, M. le docteur Bourillon, directeur de l'Asile national des convalescents et collaborateur de M. Marsoulan aux ateliers départementaux, ont été les principaux propagateurs de la rééducation des estropiés.

L'expérience est, en effet, des plus concluantes. Et, avant la fin de 1914, dans les différents pays belligérants, l'utilisation sociale des blessés avait ses adeptes, l'initiative privée à Paris, municipale à Lyon, frayait la voie à une organisation chaque jour plus vaste et plus complexe, empiriquement conçue au début, de plus en plus rationnelle et méthodique.

M. le professeur Amar, directeur du laboratoire de prothèse militaire et du travail professionnel au conservatoire national des arts-et-métiers, a pu dire, dans une conférence récente sur la prothèse et le travail des mutilés : « Le blessé ou le mutilé possède une capacité de travail parfaitement utilisable ; il représente une valeur, quelquefois intégrale. Il compense même le déficit physique par une bonne volonté agissante qui accroît son rendement social. C'est un fait psychologique dont les instructeurs auront à faire leur profit, car il est indéniable. »

Cette prévision générale n'est contredite par les faits que pour une catégorie d'infirmes non rééducables, dont il est assurément malaisé de déterminer l'importance numérique.

Il y aura lieu pour les infirmes frappés d'incapacité totale et définitive de travail, de prévoir des modalités spéciales d'assistance et d'hospitalisation, tout au moins pour ceux d'entre eux qui, après la guerre, seront dépourvus de foyer et de famille.

A cet effet, deux spécialistes, M. le docteur Rodiet et M. le docteur A. Fillassier, ont envisagé d'ores et déjà, dans un mémoire soumis à l'académie de médecine, une organisation de placement familial. On sait que cette méthode expérimentée avec succès en France et à l'étranger, a fait ses preuves pour certaines maladies chroniques ; elle sera donc à étudier

aus délai pour ceux qu'on pourrait dénommer les invalides sans famille.

En dehors de disgraciés exceptionnels, toutes les observations s'accordent à mettre en lumière les avantages sociaux d'une réadaptation au travail qu'il convient d'envisager dans son ampleur et sa complexité.

Après de longs mois d'empirisme et de tâtonnements, les principes d'une méthode ont fini par apparaître et par se dégager.

Le service de santé militaire a des devoirs multiples : le premier de tous consiste à accélérer la guérison et, par voie de conséquence, la réutilisation militaire des blessés et malades. C'est l'obligation fondamentale, celle qui prime toutes les autres en temps de guerre.

Toute la rééducation fonctionnelle, qui a pour organes la mécanothérapie, l'électrothérapie, le massage, l'hydrothérapie, etc., sous le vocable général de physiothérapie, a pour premier objet la récupération des effectifs. C'est la tâche qui domine toutes les autres.

La physiothérapie comprend, en outre, à côté des mutilés qui doivent être pourvus d'appareils de prothèse, des blessés de toute nature, atteints d'une impotence fonctionnelle assez grave pour que leur admission à la réforme soit une nécessité impérieuse.

Dès qu'a disparu tout espoir de réincorporation militaire soit dans le service armé, soit dans les services auxiliaires, le médecin traitant doit se placer en face des solutions susceptibles de préparer et de faciliter la réadaptation sociale de l'invalide.

La rééducation fonctionnelle, la prothèse et la rééducation professionnelle ont et doivent avoir, dans la plus large mesure possible, des points de jonction.

L'effort de coordination s'impose, pour cet objet plus que partout ailleurs, afin de rassembler tous les éléments d'action et de les faire concourir au même but.

La variété des coopérations ne porte nullement obstacle à l'unité de direction qui, seule, peut assurer des vues d'ensemble et des résultats décisifs.

II

Les centres de rééducation professionnelle

Les crédits ouverts au budget du ministère de l'intérieur ont été, pour 1915, d'un million, et au budget de 1916 de 3,500,000 fr., en vue d'organiser la rééducation professionnelle des mutilés de la guerre.

En principe, d'après les règles suivies par le ministère de l'intérieur, l'invalide doit être préparé à la rééducation professionnelle par une rééducation fonctionnelle préalable. Il doit être pourvu d'appareils de prothèse pratiques de manière à porter au maximum son aptitude au travail. C'est aux centres de rééducation fonctionnelle que s'effectue la recherche des aptitudes de l'invalide, en tenant compte de la l'impossibilité de placement suivant la profession. L'invalide est invité à s'adresser à un centre de rééducation professionnelle et, avant son admission, il doit passer devant la commission de réforme, afin que sa situation, au point de vue de son degré d'invalidité, soit définitivement fixée avant qu'il reçoive une nouvelle éducation professionnelle.

Quatre systèmes principaux peuvent être employés pour organiser les centres de rééducation professionnelle.

Ce sont :

1° Les écoles avec ateliers professionnels réservés spécialement aux invalides ;

2° L'hôtel-pension permettant l'apprentissage dans les ateliers particuliers ou des écoles professionnelles ordinaires ;

3° Les ateliers corporatifs organisés à l'usage des invalides par des groupements professionnels ;

4° Les allocations individuelles permettant l'apprentissage des invalides dans leur résidence habituelle ou près de celle-ci et subordonnées à un travail effectif.

Ces systèmes ne sont pas exclusifs l'un de l'autre.

Au point de vue administratif, l'on peut diviser les centres de rééducation professionnelle en trois grandes catégories :

1° L'Institut national ;

2° Les centres créés par les établissements publics et rattachés à des centres de rééducation fonctionnelle ;

3° Les centres de même nature, mais non annexés à des centres de rééducation fonctionnelle et les œuvres d'initiative privée.

Un accord est intervenu entre le ministère de l'intérieur, le ministère de l'instruction publique, le ministère du commerce et de l'industrie et le ministère de l'agriculture pour mettre en application les principes dont il s'agit. Tandis que le ministère de l'intérieur transformait le fonctionnement de l'établissement national de Saint-Maurice et encourageait de nouvelles créations, le ministère de l'agriculture et le ministère du commerce venaient en aide à l'œuvre de rééducation en mettant à la disposition d'un certain nombre de mutilés leurs écoles professionnelles.

Les conditions d'admission dans les centres et les écoles ont été fixées par les circulaires du ministre de l'intérieur adressées aux préfets en date des 16 février 1916 et 8 mai 1916.

Les militaires hospitalisés dans les établissements militaires peuvent faire une demande, par la voie hiérarchique, au directeur du service de santé régional. Le directeur prévient le ministre de l'intérieur qui statue sur le choix du centre et sur la date de l'envoi du mutilé dans le centre choisi.

Lsrsque le militaire est en congé de convalescence ou en instance de réforme, il doit adresser sa demande directement au ministère de l'intérieur. Le transport du militaire est assuré gratuitement sur réquisition du préfet.

Les mutilés peuvent également s'adresser directement au directeur d'un établissement de rééducation qui se chargera des formalités utiles vis-à-vis du dépôt ou du service de santé.

L'administrotion s'est préoccupée de la situation faite aux militaires admis dans les centres de rééducation et à leurs familles au point de vue des diverses allocations auxquelles ils peuvent avoir droit. Les divers cas suivant peuvent se présenter :

a) Les mutilés sont encore hospitalisés et soignés dans un hôpital militaire, tout en profitant en même temps de la rééducation professionnelle.

Dans ce cas, ils sont encore soldats et par suite logés, nourris et entretenus par l'administration de la guerre dans les mêmes conditions que tous les autres.

Leurs familles continuent à toucher les allocations militaires.

b) Les mutilés sont en congé de convalescence illimité avec une allocation journalière de 1 fr. 70.

Dans ce cas, ils doivent abandonner à l'école de rééducation 1 fr. 20 sur les 1 fr. 70, comme participation au frais de logement, de nourriture et d'entretien.

Il est tenu compte de cette retenue de 1 fr.20 dans les budgets des écoles. Elle vient en déduction des charges de l'Etat. Sinon, l'administration de la guerle aurait pu légitimement supprimer l'allocation de 1 fr. 70, comme elle le fait quand les hommes demandent — ainsi qu'ils en ont le droit — à mettre fin à leur congé de convalescence et à entrer dans les hôpitaux. Et, ainsi, les hommes conservent 50 centimes d'argent de poche, somme qui leur est bien nécessaire, ne serait-ce que pour pouvoir user des moyens de locomotion. A ces 50 centimes vient rapidement s'ajouter soit le gain du travail, soit la prime au travail :

Gain du travail pour ceux dont le métier permet une rémunération rapide, tels que les cordonniers, tailleurs, ferblantiers, etc.

Prime au travail pour les autres, dessinateurs, dactylographes, comptables, etc.

Ces gains et ces primes ne sont pas en principe remis à l'intéressé. On inscrit les sommes sur un livret et on leur constitue ainsi un pécule qu'ils toucheront à leur sortie, mais sur lequel ils peuvent faire des prélèvements en cas de besoins justifiés pour eux ou leurs familles.

Les familles des hommes en congé de convalescence illimité continuent à toucher l'allocation. Pour elles non plus la question ne se pose donc pas.

c) Les hommes sont définitivement réformés avec pension ou gratification renouvelable.

Il n'est fait aucune retenue au réformé sur sa pension. Il va de soi, en effet, que lapension n'a pas le même caractère que l'allocation de 1 fr. 70.

Ce régime est, en somme, favorable aux mutilés pour qui l'Etat ou les établissements publics font des dépenses supplémentaires appréciables. On peut s'en rendre compte par les prix de journée qui nous ont été fournis pour quelques centres.

A Saint-Maurice, l'institut national professionnel dépense 2 fr. 15 par pour, les frais de nourriture seuls. A Bordeaux, l'Ecole normale et pratique dépense 2 fr. 25 pour la nourriture. A Montpellier, le prix de journée (frais de toute nature) atteint 3 francs, à Saint-Etienne 3 fr. 25.

Telles sont les conditions générales d'admission des mutilés dans les centres. Elles déterminent pour une certaine part les conditions mêmes de fonctionnement de ces centres.

C'est sur de très larges bases qu'a été conçue l'organisation dont il s'agit. On ne pouvait restreindre à quelques mutilés le profit de la rééducation.

Il y a un intérêt social considérable à ce que presque tous reçoivent des conseils et, le cas échéant, une nouvelle éducation. Mais l'Etat ne peut prendre directement la charge d'une aussi vaste entreprise.

Aussi, a-t-on admis que les réalisations seraient décentralisées autant que possible et coordonnées par le contrôle du pouvoir central.

Dans ce but, l'Etat a cherché à donner l'exemple en créant à Saint-Maurice (Seine) un centre modèle de rééducation professionnelle tout entier à sa charge. Dans un parc spacieux sont situés deux immeubles tout proche l'un de l'autre : l'asile des convalescents de Saint-Maurice et l'asile Vacassy.

A Saint-Maurice, sont groupés par les soins du ministère de la guerre les estropiés et les mutilés qui ont encore besoin de soins médicaux ou qui sont susceptibles de rééducation fonctionnelle. A Vacassy, sont installés les ateliers, (cordonniers, menuisiers, industries variées, cours d'experts géomètres, comptabilité, dactylographie, etc.).

Ces ateliers sont fréquentés à la fois par ceux des hospitalisés de Saint-Maurice qui peuvent déjà, tout en continuant leur traitement fonctionnelle, bénéficier de la rééducation professionnel, et par ceux qui, libérés de l'autorité militaire (en réforme ou en congé de convalescence illimité), trouvent à Vacassy même le gite et la nourriture. De plus, le centre de rééducation de Saint-Maurice et Vacassy a des annexes : ce sont tous les ateliers qui acceptent des mutilés. Ceux qui vont ainsi faire leur apprentissage chez des patrons sont logés et nourris en ville par les soins du centre de rééducation de Saint-Maurice. Un immeuble de cent chambres confortables et indépendantes est déjà affecté à cet usage. D'autres immeubles suivant les quartiers et au fur et à mesure des besoins, recevront la même affectation.

A la suite de l'Etat, les départements, les communes, les chambres de commerce, les hospices ont institué des centres analogues. Le principe est que l'établissement public auquel est rattaché le centre de rééducation doit fournir soit des locaux où sera installée l'école d'apprentissage, soit des ateliers d'industrie privée où se fera le placement en apprentissage. Le plus souvent même, on a recours aux deux procédés à la fois, à l'école et aux ateliers privés. Et c'est précisément ce qui explique et justifie ce mot de « centre de rééducation ». Le centre n'exclut aucun des moyens d'action qui seront mis à sa disposition, pourvu qu'ils tendent au but poursuivi : la réadaption au travail des mutilés.

L'établissement public doit tenir prêt un local aménagé susceptible de recevoir les élèves au moment où l'hôpital militaire les libère, ou bien prévoir l'organisation du placement dans les hôtels, dans des pensions, voire même dans les familles.

Enfin, l'établissement public, aidé par d'autres collectivités locales, intervient également dans les dépenses de fonctionnement pour la somme qu'il fixe spontanément. C'est l'Etat qui, pour le reste, sur le vu d'un budget dûment approuvé par lui, et par voie de subvention, assure l'existence de l'établissement. De cette façon, de part et d'autre, on sait exactement à quoi chacun est tenu : ni l'Etat, ni les collectivités ne risquent d'être entraînés au delà des sacrifices qu'ils ont, d'avance et volontairement, consentis.

L'Etat ne traite dans de telles conditions qu'avec un établissement public. Il est apparu, en effet, que si l'Etat peut et doit, par de légères subventions, encourager et soutenir toutes les bonnes volontés, il ne saurait accorder un appui pécuniaire, susceptible de se traduire par des sommes relativement considérables, que s'il est en face de collectivités sur lesquelles puissent s'exercer aisément sa surveillance et son action et qui lui donnent la garantie des règles tutélaires de la comptabilité publique.

En même temps, le ministère de l'intérieur s'est mis d'accord avec le ministère du com-

merce et le ministère de l'agriculture pour que des sections spéciales réservées aux estropiés et mutilés de la guerre soient créées dans toutes les écoles professionnelles relevant respectivement de ces départements ministériels. Les dépenses qu'entraînent le fonctionnement de ces sections et l'entretien des élèves sont prélevées sur le crédit ouvert au ministère de l'intérieur.

Enfin, à l'exemple de ce que, le premier, notre collègue, M. Édouard Herriot avait institué à Lyon, des œuvres d'initiative privée naissent sur tous les points de notre territoire, sous l'impulsion et avec l'appui du ministère de l'intérieur qui leur accorde des subventions proportionnées à l'importance de leur action, à la condition toutefois qu'elles soumettent leur règlement, leur programme et un état sommaire de leur budget. Toute liberté d'action leur est laissée au point de vue de la rééducation qu'elles assurent et qui est, généralement, en harmonie avec les besoins économiques régionaux.

Les établissements actuellement créés ou en voie d'organisation sont les suivants :

CENTRES DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE POUR LES MUTILÉS DE LA GUERRE

Institut national de Saint-Maurice (Seine) : 300 places (1) : Cordonniers, mécanique rurale, dessin industriel, tailleurs, bourreliers, menuisiers, experts géomètres, cours primaires, comptables, dactylographes, industries variées, ferblantiers, tourneurs sur métaux, culture.

Annexe : 400 places. — Hôtel-pension, rue Rondelet, à Paris. (Placements en apprentissage.)

Œuvre de la rue de Reuilly : 250 places (Aveugles) (2). Annexe de l'Hospice national des Quinze-Vingts.

Maison du soldat du 13e arrondissement : 120 places. (Mécanique rurale.)

Office départemental de la Seine. — Ecole spéciale des mutilés, place du Puits-de-l'Ermite. Président : M. Deville, conseiller municipal.

Etablissement fonctionnant depuis le 1er octobre 1915, ouvert aux soldats des armées de terre et de mer réformés n° 1 pour blessures de guerre et incapables de reprendre leur ancien métier, appartenant à Paris ou au département de la Seine. L'école peut contenir actuellement 140 élèves.

Le régime de l'école est l'internat temporaire, les hommes sont logés, nourris, blanchis, habillés, fournis de tous objets de toilette gratuitement.

Les professions enseignées sont les suivantes :

Menuiserie, cordonnerie.

Comptabilité, sténo-dactylographie, anglais.

Enseignement général :

Montage, staff, ciments, dessin industriel et d'architecture.

Industrie du livre :

Fonderie de caractères, impressions lithographiques, linotypie, photographie, photogravure en relief, dorure sur cuir, etc.

Géomètres-arpenteurs et calculateurs.

Les frais d'installation de l'école ont été faits par l'office départemental.

Les frais de fonctionnement sont couverts par l'office en majeure partie et par une subvention du ministère de l'intérieur.

Règlement. — Les élèves acceptent en arrivant les règlements établis : sorties, heures de cours, etc. ; ils peuvent quitter l'école quand il leur plaît, abandonnant de ce fait les avantages du placement par l'école, ainsi que le petit pécule constitué à chaque ouvrier selon le travail fait.

L'école jusqu'à ce jour compte 200 admissions, y compris les présents actuels.

54 mutilés ont été placés ou installés à leur compte.

Ecole pratique et normale de Bordeaux : 200 places. — Œuvre municipale, dirigée par M. le docteur Gourdon.

Menuisiers, ébénistes, tourneurs et sculpteurs sur bois, tonneliers, sabotiers, prothèse et orthopédie, serruriers, ajusteurs et tourneurs sur métaux, chaudronniers, zingueurs, vanniers, clissage de bouteilles, brossiers, relieurs, arts céramiques, bourreliers, cordiers, cordonniers, fabriques d'espadrilles, coupe et confection, relieurs, lithographes, graveurs sur métaux, enseignement commercial, sténo-dactylo, anglais, espagnol ; jardiniers, culture de l'osier.

Montpellier (école professionnelle de blessés) : 200 places. — Œuvre rattachée aux hospices.

Cordonniers, tailleurs, menuisiers, ébénistes, encadreurs, vernisseurs, tourneurs sur bois, dessinateurs industriels, sténo-dactylo, cours commerciaux, écriture (main droite et main gauche. Cours d'instruction générale).

Bourges (école départementale de rééducation) : 200 places.

Sténo-dactylo et dactylo, comptables, rempailleurs, canneleurs, vanniers, coiffeurs, dessinateurs en dentelle et en architecture, tailleurs, cordonniers, menuisiers, typo et lithographes, sculpteurs sur bois, électricité théorique.

Toulouse (école départementale professionnelle de mutilés) : 40 places.

Cordonniers, vanniers, sabotiers, comptables.

Bayonne (centre de rééducation professionnelle) : 200 places. — Œuvre rattachée à la ville.

Cours d'instruction générale, comptabilité, sténo-dactylo, fabrication de sandales, de galoches, de chaises, de brosses, de jouets (travail à domicile : orthopédie, menuiserie, cordonnerie, coupe et confection de vêtements), sculpteurs sur bois, vanniers, photographes, monteurs de sabots.

Pau (centre de rééducation professionnelle) : 50 places. — Œuvre rattachée à la ville.

Fabrication de brosses et de sandales, travail du fer et du bois, peinture, imprimerie, comptabilité commerciale, cordonniers, tailleurs.

Lyon (école professionnelle de blessés) : 220 places. — Œuvre fondée et dirigée par le maire de Lyon (non rattachée à la ville).

Comptables, sténo-dactylo, cours d'anglais et de russe, cordonniers, tailleurs, menuisiers, brocheurs, relieurs, cartonniers, fabrication de sabots.

Limoges (centre de rééducation du comité d'assistance aux invalides et mutilés de la guerre) : 100 places. — Œuvre rattachée à la chambre de commerce.

Sténo-dactylo, comptables, cordonniers, tailleurs, électriciens. Enseignement général.

Tours (centre de rééducation du comité d'assistance aux invalides et mutilés de la guerre) : 100 places. — Œuvre de la société d'assistance aux convalescents militaires.

Bourreliers, cordonniers, vanniers, chaisiers, tailleurs, comptables, sténo-dactylo, tourneurs, mécaniciens, dessinateurs, employés de commerce.

Œuvre départementale des mutilés de l'Aisne, à Pavillons-sous-Bois : 100 places.

Vanniers.

Douvres-la-Délivrande (Calvados) (œuvre départementale de rééducation professionnelle) : 150 internes et externes.

Menuisiers, travail du fer, vanniers, canneleurs, rempailleurs, cordonniers, selliers, cours d'adultes, enseignement commercial, bourreliers, tapissiers, jouets, modeleurs, dessinateurs, coiffeurs, masseurs, cuisiniers, photographes, vernisseurs, brossiers, opérateurs de cinéma.

Brest (centre de rééducation professionnelle) : 150 internes, 50 externes. — Œuvre rattachée à la ville.

Tourneurs sur bois, menuisiers, chaudronniers, ferblantiers, ajusteurs, tailleurs, costumiers, cordonniers, selliers, bourreliers, dessinateurs, sténo-dactylo, comptables, horlogers, pendituliers.

Lorient (œuvre municipale de rééducation professionnelle) : 50 internes, x externes.

Cours d'instruction générale, tenue de livres, comptabilité, bourrellerie, taille du granit, cordonnerie, coupe et confection, reliure, brochage, cartonnage, horticulture, fabrication de socques, de sabots, de jouets, voilerie, peinture en voitures, ébénisterie, sculpture sur bois, horlogerie, bijouterie.

Nevers (centre de rééducation professionnelle de l'œuvre nivernaise des mutilés de la guerre) : 100 places. — Œuvre rattachée au département.

Comptables, sténodactylo, menuiserie, ébénisterie, sculpture sur bois, rempailleurs, doreurs, tapissiers, bourreliers, cordonniers, tailleurs, vanniers, coiffeurs, sabotiers, tourneurs, ajusteurs, imprimeurs, typographes.

Antibes (Alpes-Maritimes) *(école de rééducation professionnelle Beauregard)* : 25 places. — Œuvres des femmes de France.

Cordonniers, tailleurs, vanniers, maroquiniers, maltiers, dactylographes, horticulteurs, arboriculteurs.

Orléans (œuvre orléanaise de rééducation de placement des mutilés) : 80 places. — Œuvre régionale privée.

Cordonniers, tailleurs, brossiers, soudeurs, ateliers de brochage, bourrellerie, orthopédie, construction des appareils dentaires, pelleterie, imprimerie, teinturerie, menuisiers, coiffeurs, chaisiers, sellerie, cours de comptabilité.

Oran : 75 internes, 75 externes. — Œuvre des femmes de France *(école Victor-Vassal)*.

Menuisiers, selliers, cordonniers, tailleurs comptabilité.

Rouen (école Jouraud) : 150 places. — Œuvre rattachée à la Chambre de commerce.

Cordonniers, tailleurs, horlogers, ferblantiers vanniers, enseignement général.

Saint-Etienne (école professionnelle des blessés militaires du département de la Loire : 200 places. — Œuvre rattachée au département.

Cordonniers, tailleurs d'habits, monteurs de galoches, menuisiers, horlogers, vanniers, brossiers, rempailleurs de chaises, tapissiers garnisseurs, horticulteurs, comptables, sténodactylo.

Nîmes (école des blessés de la guerre) : 44 internes, nombre indéterminé d'externes. — Œuvre régionale privée.

Cordonniers, tailleurs, menuisiers, comptables, sténodactylo.

Macon (œuvre des mutilés de guerre de Saône-et-Loire). — Placement en apprentissage chez les industriels de la région.

Le Mans (comité d'aide aux soldats sarthois mutilés). — Œuvre rattachée à la Chambre de commerce. Placement en apprentissage.)

Annecy : 50 places.

Cordonnerie ; école de secrétaire de mairie.

Saint-Claude (Jura).

Diamantaires, pipiers.

Albi (œuvre de rééducation professionnelle). — Rattachée à la chambre de commerce et placement en apprentissage.

(Cours d'écriture, d'orthographe, de dactylo et de comptabilité).

Auch (centre départemental de rééducation professionnelle de Beaulieu) : 25 places. — Œuvre rattachée au département.

(Réservée aux agriculteurs.)

Nancy (association lorraine d'assistance aux invalides de la guerre). — Centre rattaché aux hospices, en voie de formation.

Calais (œuvre de rééducation professionnelle des mutilés) : 50 internes. — Œuvre rattachée à la municipalité et au département.

Boulogne-sur-Mer. — Œuvre rattachée à la municipalité et au département.

Draguignan. — Centre en formation.

Oyonnax (école professionnelle des mutilés de la guerre.)

Celluloïd.

Angers (comité de l'Anjou pour les mutilés de la guerre).

Dessin industriel, menuiserie, ajustage, tours, fonderie.

ÉCOLES DE COMMERCE

Clermont-Ferrand : 90 places.

Dactylographes, cordonniers, tailleurs, comp[illegible]

(1) L'œuvre privé « L'aide immédiate aux mutilés » vient de décider son rattachement au centre de Saint-Maurice qui, désormais, subventionnera les ateliers créés par cette œuvre et qui sont les suivants : Ecoles de bijouterie fantaisie, de photographie, de sténo-dactylographie, de comptabilité, dessin d'architecture, ateliers de jouets, école Rachel, écoles d'opérateurs lynotypistes, de bijouterie or, atelier de verre soufflé, école de bourrellerie, école dentaire, école de chauffeurs, atelier de moulage, école de lapidairerie, atelier de maroquinerie, atelier de tailleurs, rééducation d'Antibes et de Bordeaux, ateliers de menuiserie.

(2) L'hospice des Quinze-Vingts sert de support administratif à cette œuvre dont nous parlerons plus amplement. Des centres ont été créés en province à : Amiens, Bayonne, Bordeaux, Caen, Chartres, Clermont-Ferrand, Montpellier, Nantes, Saint-Brieuc, Tours, Toulouse, Saint-Etienne, Lyon et Marseille.

tables, tourneurs, mécaniciens, fabricants de jouets.

Thiers : 30 places.
Coutellerie, monteurs de couteaux, fermant, découpeurs de fournitures, polisseurs et façonneurs de manches.

Fayl-Billot : 10 places.
Vanniers.

Elbeuf : 20 places.
Industrie drapière, tordeurs, échantillonneurs, rentreurs de lames, employés de fabrique et de comptoir.

Oyonnax : 50 places, — Industrie et travail du celluloïd.
(Le futur ouvrier devra être décidé à se fixer à Oyonnax où cette industrie est localisée.)
Spécialités de : graveurs, rencarisseurs, découpeurs, canneleurs, ponceurs, tournerie et tabletterie pour objets permettant le travail à domicile, comptables.

Cluses : 70 places. — Ecole nationale d'horlogerie.
Finisseurs d'acier, poseurs, pivoteurs, piqueurs de pignons, remonteurs, outilleurs, estampeurs, conducteurs de machines automatiques, horlogers, rhabilleurs.

Roanne : 50 places.
Tisseurs en coton, metteurs en cartes, spécialistes pour le lainage et pour la bonneterie, comptables, employés de commerce.

Angers : 30 places.
Dessinateurs, industriels, calqueurs, chefs de chantiers, experts-géomètres.

Cluny : 80 places.
Dessinateurs industriels, calqueurs, chefs de chantiers, experts-géomètres.

Marseille : 100 places.
Cordonniers, tailleurs, comptables, employés de bureau, sténographes, dactylographes, calqueurs, dessinateurs industriels, tourneurs sur métaux et sur bois, menuisiers, modeleurs, mécaniciens, électriciens, bijoutiers, ajusteurs, ferblantiers, fondeurs, mouleurs, chaudronniers.

Le Havre. — Bourreliers, cordonniers, tailleurs, tourneurs sur métaux et sur bois, raboteurs, fraiseurs, serruriers, ferblantiers, modeleurs, dessinateurs industriels, employés de commerce.

Cherbourg. — Ecole en formation.

Agen. — Ecole en formation.

Boulogne-sur-Mer. — Ecole en formation.

III

La rééducation agricole.

Deux idées distinctes rencontrent un assentiment unanime pour l'orientation professionnelle des blessés et invalides de la guerre.

Le retour à l'ancienne profession est toujours préférable, lorsqu'il ne se heurte à aucun inconvénient grave.

Cette réintégration, désirable dans toutes les catégories professionnelles du commerce et de l'industrie, prend encore plus de force lorsqu'elle coïncide avec le retour à la terre.

Il est superflu d'insister sur les conséquences fâcheuses du déracinement, surtout en matière d'exode rural. La désertion des campagnes, si elle venait à se prolonger et à s'accentuer, serait périlleuse à tous égards.

Rien ne doit être négligé pour éviter un dépaysement non moins préjudiciable aux ruraux qu'à l'agriculture et au pays tout entier, et le Parlement aura prochainement à adapter la législation de la petite propriété aux besoins exceptionnels issus de la guerre.

Le rôle du ministère de l'agriculture est donc des plus importants pour favoriser le retour à la terre des mutilés et invalides exerçant une profession agricole ou un métier annexe.

Etablissements agricoles susceptibles de recevoir des mutilés de guerre.

NOM DE L'ÉCOLE	NOMBRE DE MUTILÉS qu'elle peut recevoir annuellement.	PROFESSION ENSEIGNÉE
Ecole nationale d'agriculture de Grignon	15 apprentis annuels	Bergers, jardiniers, mécaniciens agricoles, valets de ferme, vachers, apprentis bergers.
École nationale d'horticulture de Versailles	15 à 20 apprentis pendant neuf mois	Jardiniers, vanniers.
Ecole nationale de laiterie de Poligny (Jura)	10 stagiaires d'un an	Fromagers, laitiers, beurriers.
Ecole professionnelle de Surgères (Charente-Inférieure).	18 apprentis trimestriels, soit 6 par trimestre	Beurriers, vérificateurs de lait, comptables, fromagers.
Ecole nationale de laiterie de Mamirolle (Doubs).	18 apprentis, 6 par trimestre	Fromagers, laitiers, beurriers.
Ecole pratique d'agriculture de la Réole (Gironde).	10 mutilés annuels	Vachers, jardiniers, viticulteurs, tonneliers.
Ecole pratique d'agriculture d'Ondes (Haute-Garonne)	8 mutilés annuels	Mécaniciens ruraux, bergers, vachers, valets de ferme, jardiniers, viticulteurs, tonneliers.
Ecole pratique d'agriculture de l'Oisellerie (Charente).	13 apprentis trimestriels en 2 sessions	Bergers, jardiniers, vachers, viticulteurs, mécaniciens ruraux.
Ecole pratique d'agriculture de La Brosse (Yonne).	12 apprentis trimestriels en 2 sessions	Bergers, jardiniers, aviculteurs, viticulteurs, mécaniciens ruraux, tonneliers.
Ecole pratique d'agriculture de Fontaines (Saône-et-Loire).	12 apprentis trimestriels en 2 sessions	Bergers, jardiniers, aviculteurs, viticulteurs, mécaniciens ruraux, tonneliers.
Ecole pratique de Grand-Jouan (Loire-Inférieure).	8 apprentis annuels et quelques apprentis trimestriels.	Vachers, garçons de cour, jardiniers, mécaniciens ruraux, vanniers.
Ecole d'agriculture d'Aurillac	18 apprentis trimestriels	Laitiers, jardiniers, vanniers, fromagers, beurriers.
Ferme-école de Montlouis (Cher)	15 apprentis trimestriels	Laitiers, jardiniers, vanniers, fromagers, beurriers.
Ecole nationale de Rennes	12 apprentis semestriels	Vanniers, aviculteurs, apiculteurs, arboriculteurs, mécaniciens ruraux, cidrerie.
Ecole d'agriculture de Châtillon-sur Seine (Côte-d'Or.	12 apprentis semestriels	Bergers, vachers, valets de ferme.
Ferme-école de la Hourre (Gers)	10 mutilés semestriels	Viticulteurs et jardiniers, tonneliers, vachers, valets de ferme.
Ecole pratique d'agriculture de Genouillac	8 à 10 mutilés annuels	Vachers, jardiniers, viticulteurs, garçons de cour, tonneliers.
Ecole normale d'osiériculture de Fayl-Billot (Haute-Marne).	45 en 3 sessions trimestriels	Vanniers.
Bergerie normale de Rambouillet	25 apprentis	Bergers.
Auch. — Bourges. — Saint-Etienne (section horticole). — Lyon. — Saint-Emilion. — Châteauroux. — Royat.	Ont organisé ou vont organiser des sections ou des écoles spéciales de mutilés.	

En outre, des sections de mécaniciens ruraux ont été fondées aux écoles nationales de Grignon, Montpellier et Rennes et aux écoles pratiques de Tomblaine près Nancy, Ecully près Lyon, l'Oisellerie (Charente), la Brosse (Yonne) et Grand-Jouan (Loire-Inférieure).

La collaboration apportée par le ministère de l'agriculture à l'œuvre de rééducation des mutilés est des plus dignes d'attention. On sait combien la proportion de ruraux risque de se trouver considérable parmi les mutilés en raison de l'importance même de la population agricole dans notre pays. Des efforts particuliers devront donc être faits pour la rééducation des agriculteurs.

Aussi tenons-nous à citer deux circulaires du ministre de l'agriculture relatives à cette question.

La première circulaire, du 15 novembre 1915, adressée aux directeurs des services agricoles, fixe les conditions générales de l'enseignement agricole des mutilés :

Une pension viagère n'est pas suffisante pour assurer l'existence d'un mutilé, pour lui permettre de fonder une famille et de remplir avec dignité sa fonction sociale. Aussi convient-il, afin d'honorer nos héros et de les mettre à l'abri de l'indigence, de leur assurer un travail en rapport avec leurs nouvelles aptitudes physiques. C'est l'œuvre qu'a entreprise la commission interministérielle siégeant au ministère de l'intérieur : elle a étudié, d'une façon pratique et économique, l'éducation et la rééducation professionnelles des mutilités de la guerre, en vue de les mettre en état de reprendre une place honorable dans l'armée du travail.

« La plupart des travaux agricoles exigent, il est vrai, de la force et de la souplesse. Néanmoins, nombre de professions agricoles peuvent être remplies par des mutilés privés d'un bras ou d'une jambe. Telles sont celles de vacher, de berger, de jardinier, d'apiculteur, d'aviculteur, de vigneron, de bourrelier, de mécanicien agricole, etc.... C'est à vous qu'il appartiendra de provoquer les demandes d'apprentissage et d'éclairer les mutilés sur les avantages et les inconvénients de ces diverses professions. Mais, pour commencer, il serait bon d'envoyer de préférence aux champs ceux qui ont déjà travaillé à la campagne et qui manifestent le désir d'y retourner.

« La plupart des écoles agricoles spéciales dépendant du ministère de l'agriculture peuvent être utilisées avec avantage. Dans ce but, une section spéciale autonome doit être formée en dehors et à côté des élèves réguliers.

« Lorsqu'on a affaire à une école spéciale (laiterie, fromagerie, apiculture, pisciculture, vannerie, etc.), les apprentis peuvent suivre tout ou partie des cours et participer à toutes les applications pratiques.

« Lorsque les mutilés sont recueillis par une école présentant le caractère d'enseignement général, l'enseignement en ce qui les concerne doit être spécialisé, au moyen de causeries familières pour la théorie, et de démonstrations pratiques simplifiées ; ou bien encore les mutilés peuvent ne suivre que des cours spéciaux : tels sont ceux d'élevage, de jardinage, de laiterie, de viticulture, d'apiculture, d'aviculture, de mécanique agricole, etc...

« Vous trouverez dans le tableau ci-joint tous les renseignements de nature à éclairer les intéressés.

« Je vous prie de vouloir bien donner connaissance de la présente circulaire aux professeurs d'agriculture de votre département. »

La seconde circulaire du 30 décembre 1915, adressée aux directeurs des écoles d'agriculture a pour but de préconiser la formation de mécaniciens ruraux :

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur une branche d'enseignement agricole qui répond aux nécessités de l'heure présente : la formation des mécaniciens ruraux. Il y aurait double profit à organiser cet enseignement dans votre établissement : il fournirait à la culture des praticiens expérimentés qui lui font défaut, et il permettrait à certains mutilés de la guerre de vivre honorablement de leur travail.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous prier de vouloir bien me fournir un programme d'enseignement pratique, adapté au milieu dans lequel vous vous trouvez. Il y a des principes généraux de réglage, de mise en route, de conduite, d'entretien et de réparation, applicables à toutes les machines. Mais la technique varie avec chaque genre d'instrument ou de machine. C'est pourquoi, tout en vous inspirant des idées générales suivantes, vous voudrez bien me signaler les applications particulières que réclame votre région. »

a) *Réglage et conduite des machines.*

1° Manœuvre d'appareils de culture mécanique ;

2° Réglage des semoirs et distributeurs d'engrais, selon les débits ;

3° Mise en marche des faucheuses, faneuses, moissonneuses, lieuses, etc...

4° Réglage des batteuses d'après la récolte à battre ;

5° Mise en marche des moteurs (à vapeur, électriques ou à explosion) ;

6° Causes d'arrêt ou de fonctionnement défectueux de ces moteurs, moyens d'y remédier.

NOTA. — Une démonstration préalable sera toujours faite sous le hangar pour les instruments possédés par l'école ; dans l'atelier du constructeur ou du représentant de machines pour les autres. Ces démonstrations seront suivies, autant que possible, d'applications sur le terrain pour les machines de culture et à la ferme pour les instruments d'intérieur.

Mais dans ces démonstrations ou applications, ce qui importe, c'est éveiller l'esprit critique et d'observation des auditeurs.

b) *Montage, démontage et réparation des machines.*

Les notions de ce genre ne s'acquièrent que « pièces en mains », mettre les pièces au point ou les ajuster avec la forge, la machine à percer et le tour. Evaluation des frais de réparations, d'après les charges du repéreteur (frais généraux, impôts, patentes, retraites ouvrières), temps passé et matériaux employés.

c) *Complément des cours pratiques.*

1° Notions de dessin d'une pièce ou d'un instrument (croquis coté, avec mesures principales) ; 2° indications relatives aux lois sur les accidents (procédure à suivre) : 3° étude de la correspondance, des télégrammes commerciaux, des expéditions et des réceptions de marchandises en gare ; des tarifs de G. V., de P. V. et des tarifs spéciaux.

On voit que l'esprit général des instructions données par les diverses administrations tend à utiliser toutes les ressources en tenant compte des besoins du lendemain de la guerre. Des précautions ont été prises également pour que tous les mutilés puissent recevoir une rééducation. C'est ce qu'a prévu notamment la circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets en date du 8 mai 1916.

Afin d'être en mesure de répondre utilement et rapidement à toutes les demandes d'admission dans les centres de rééducation professionnelle formées par les mutilés de la guerre, je vous prie de vouloir bien appeler spécialement l'attention du comité de direction du centre de... sur la nécessité d'étendre le plus possible son action.

Si l'école n'est pas par elle-même susceptible de recevoir un plus grand nombre d'élèves internes ou externes et, à défaut d'annexes proprement dites, il convient de recourir au placement en apprentissage dans les diverses industries régionales pressenties à cet effet et chez des petits patrons, et cela sur un point quelconque du territoire de votre département.

La question d'hébergement des mutilés ainsi placés devrait être étudiée simultanément ; le budget du centre, dont l'équilibre est garanti par l'Etat suivant les prévisions du contrat intervenu, pourvoirait à cet hébergement par le système le plus pratique que les conditions locales sembleraient indiquer (hôtel pension — placement familial).

C'est ce qui a lieu, par exemple, pour le centre de Saint-Maurice (Seine) qui, à côté de l'école de la Vacassy, installée pour 300 internes, son immeuble de la rue Rondelet où sont logés et nourris des mutilés qui se rendent chaque jour dans les ateliers divers où ils sont soumis à apprentissage. Un système analogue est pratiqué dans le département de la Loire, où le centre de rééducation de Saint-Etienne établit des annexes sur différents points du département, au fur et à mesure des propositions qui lui sont faites.

Le centre peut, au besoin et à titre exceptionnel, intervenir budgétairement pour aider un petit patron à payer un contremaître. Toutefois, cette dernière intervention ne saurait être approuvée que si celui-ci constitue réellement une section et non s'il se borne à rééduquer un ou deux mutilés.

En faisant part de ces suggestions au comité directeur du centre de..., vous voudrez bien l'inciter à examiner et utiliser dans la mesure possible toutes propositions d'industriels ou de patrons dont il aurait été saisi et dont vous auriez été saisi vous-même ; il serait même désirable de les provoquer.

Il y a lieu de faire remarquer, en outre, au comité que le budget de cet établissement recevra, selon les besoins constatés ou selon ceux dont la prévision serait nettement établie, les subventions supplémentaires indispensables à l'accroissement de ses charges.

L'emploi et la généralisation des machines agricoles seront de nature à favoriser la réadaptation au travail des agriculteurs blessés. La formation de mécaniciens agricoles, tant pour la conduite des machines que pour leur construction, leur entretien et leur réparation, est opportune au premier chef. Une action méthodique, poursuivie de concert avec les syndicats agricoles, pourra donner d'heureux résultats.

D'autre part, il y aura le plus grand intérêt à encourager la rééducation professionnelle des blessés d'origine rurale, en les dirigeant vers les métiers faciles à exercer dans les petites villes et dans les villages. Ce sera le rôle des comités départementaux de participer à cette orientation professionnelle agricole et rurale.

Les essais de rééducation agricole sont des plus satisfaisants. C'est ainsi que l'institut professionnel des invalides de la guerre, à Saint-Maurice (Seine), a dès le 1er mai 1915, installé un atelier de mécanique agricole. La plupart des élèves sortis de cet atelier ont été placés dans des maisons de tracteurs ou chez des agriculteurs faisant la culture mécanique. Tous ont des situations excellentes et d'avenir.

L'école de Tourvielle, fondée par M. Edouard Herriot, dans la banlieue de Lyon, compte 20 horticulteurs.

L'institut militaire belge de rééducation professionnelle de Port-Villez, à Vernon (Eure), comprend dans son programme la préparation aux métiers agricoles et horticoles, ainsi qu'à l'élevage.

La maison de rééducation professionnelle du quai de la Rapée (fédération nationale) enseigne de préférence les métiers de tailleur et de cordonnier, pour être exercés dans les villages d'origine.

C'est d'ailleurs l'effort croissant du centre de physiothérapie de Paris d'encourager l'enseignement du jardinage à Saint-Maurice, à Enghien, à Versailles ; et l'union des colonies étrangères en France, qui a créé les ateliers de réapprentissage du Grand-Palais, est à la veille de tenter un essai de rééducation agricole à Juvisy (Seine-et-Oise).

Le comité de Paris de la fédération nationale des mutilés, très soucieux de provoquer le retour à la terre, envoie les cultivateurs qui en sont désireux dans des écoles d'agriculture, à Limonnet (Rhône), à Beauvais, etc.

IV

L'orientation professionnelle.

Le choix des métiers enseignés aux mutilés est une des questions les plus importantes. Nous avons cru devoir relever la liste des métiers enseignés dans les centres, tant pour faciliter le placement des mutilés que pour permettre de compléter les recherches auxquelles des médecins et des éducateurs se livrent pour diriger les mutilés vers les professions qui conviennent le mieux à leur situation en même temps qu'à l'intérêt national.

MÉTIERS ENSEIGNÉS DANS LES CENTRES DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DE MUTILÉS

1° Instruction générale. — Comptabilité.

Comptabilité. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), office départemenal des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris, Montpellier, Bourges, Bayonne, Pau, Lyon, Limoges, Tours, Douvres-la-Délivrande (Calvados), Brest, Lorient, Nevers, Orléans, Oran, Saint-Etienne, Nîmes, Clermont-Ferrand, Roanne, Marseille.

Cours d'instruction générale. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Montpellier, Bayonne, Limoges, Lorient.

Employés de commerce. — Employés de bureau. — Office départemental de mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris, Tours, Roanne, Marseille, le Havre.

Dactylographie. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Montpellier, Bourges, Bayonne, Lyon, Limoges, Tours, Brest, Nevers, Antibes, Saint-Etienne, Nîmes, Clermont-Ferrand, Marseille.

Cours d'anglais et de russe. — Lyon.

2° Métiers manuels.

Cordonniers. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite ; Paris, Montpellier, Bourges, Toulouse, Bayonne (travail à domicile), Limoges, Tours, Douvres-la-Délivrande, Lorient, Nevers, Antibes, Orléans, Oran, Saint-Etienne, Nîmes, Clermont-Ferrand, Marseille, le Havre.

Tailleurs. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite ; Paris, Montpellier, Bourges, Bayonne (travail à domicile), Lyon, Limoges Tours, Brest, Lorient, Nevers, Antibes, Orléans, Oran, Saint-Etienne, Nîmes, Clermont-Ferrand, Marseille, le Havre.

Bourreliers. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Tours, Brest, Lorient, Nevers, Orléans, le Havre.

Selliers. — Douvres-la-Délivrande (Calvados), Brest, Nevers, Orléans, Oran.

Menuisiers. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris, Montpellier, Bourges, Bayonne, (travail à domicile), Lyon, Douvres-la-Délivrande (Calvados), Brest, Nevers, Oran, Saint-Etienne, Nîmes.

Tourneurs sur métaux. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Tours, Nevers, Clermont-Ferrand, Marseille, Le Havre.

Tourneurs sur bois. — Montpellier, Brest, Marseille, Le Havre.

Travail du bois. — Bordeaux, Pau.

Sculpteurs sur bois. — Bourges, Lorient, Nevers.

Ebénistes. — Montpellier, Toulouse, Lorient, Nevers.

Vanniers. — Bordeaux, Tours, Pavillons-sous-Bois, Douvres-la-Délivrande (Calvados), Nevers, Antibes, Fayl-Billot (Haute-Marne), Bourges.

Chaisiers, rempailleurs, canneleurs. — Bourges, Bayonne, Tours, Douvres-la-Délivrande (Calvados), Nevers, Saint-Etienne.
Travail du fer. — Bordeaux, Douvres-la-Délivrande.
Encadreurs, vernisseurs. — Montpellier.
Doreurs. — Nevers.
Coiffeurs. — Bourges, Nevers.
Fabrication de sandales. — Bayonne, Pau.
Fabrication de galoches. — Bayonne, Saint-Etienne (monteurs de galoches).
Fabrication de sabots. — Lorient, Nevers.
Fabrication de brosses. — Bayonne, Pau, Orléans, Saint-Etienne.
Fabrication de jouets. — Bayonne, Lorient, Lyon.
Peinture. — Pau.
Peinture en voitures. — Lorient.
Brocheurs, relieurs, cartonneurs. — Lyon, Lorient, Oran et Orléans.
Mécaniciens. — Tours, Clermont-Ferrand-Marseille.
Ajusteurs. — Brest, Nevers.
Chaudronniers. — Brest, Marseille.
Ferblantiers. — Brest, Marseille, Le Havre.
Soudeurs. — Orléans (en création).
Taille de granit. — Lorient.
Bijouterie. — Lorient.
Tapissiers. — Nevers, Saint-Etienne.
Maroquiniers. — Antibes.
Maltiers. — Antibes.
Coutellerie (Monteurs de couteaux fermant, découpeurs de fournitures, polisseurs et façonneurs de manches). — Thiers.
Tisseurs en coton (metteurs en cartes, spécialistes pour le lainage et pour la bonnetterie). — Roanne.
Modeleurs. — Marseille, Le Havre.
Fondeurs. — Marseille.
Mouleurs. — Marseille.
Raboteurs. — Le Havre.
Fraiseurs. — Le Havre.
Serruriers. — Le Havre.

3° Métiers industriels.

Mécanique rurale. — Institut national de Saint-Maurice (Seine).
Dessin industriel. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Montpellier, Bourges, Tours, Brest, Angers, Cluny, Marseille, Le Havre.
Industries variées. — Institut national de Saint-Maurice (Seine).
Dessinateurs en architecture. — Bourges.
Typographes. — Office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris, Bourges, Nevers.
Lithographes. — Bourges.
Fondeurs en caractères. — Office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris.
Imprimeurs. — Pau, Nevers.
Gravure, photogravure, photographie. — Office départemental des mutilés, rue et place du Puits-de-l'Ermite, Paris.
Electricité théorique. — Bourges.
Electriciens. — Limoges, Marseille.
Orthopédie. — Bayonne (travail à domicile) Oran.
Horlogers. — Brest, Lorient, Saint-Etienne, Cluses (école nationale d'horlogerie.
Industrie drapière (tordeurs, échantillonneurs, rentreurs de lames, employés de fabrique et de comptoir. — Elbeuf.)
Industrie et travail du celluloïd. — Oyonnax. (Le futur ouvrier devra être décidé à se fixer à Oyonnax, où cette industrie est localisée).
Calqueurs. — Institut national de Saint-Maurice (Seine), Angers, Cluny, Marseille.
Chefs de chantiers. — Institut national de Saint-Maurice, Angers.
Experts géomètres, — Institut national de Saint-Maurice, Cluny.

4° Ecoles d'agriculture.

Horticulture. — Lorient, Antibes, Saint-Etienne.
Arboriculture. — Antibes.

ÉCOLES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Bergers. — Grignon (Seine-et-Oise), Ecole nationale d'agriculture.
Jardiniers. — Versailles (Seine-et-Oise), Ecole nationale d'agriculture.
Fromagers. — Ecole nationale de laiterie de Poligny (Jura).
Beurriers, vérificateurs de lait, comptables. — Ecole nationale de laiterie de Surgères (Charente-Inférieure).
Fromagers. — Ecole nationale de laiterie de Mamirolle (Doubs).
Vachers, jardiniers, viticulteurs. — Ecole pratique d'agriculture de la Réole (Gironde).
Vachers, jardiniers, viticulteurs. — Ecole pratique d'agriculture d'Ondes (Haute-Garonne).
Bergers, jardiniers, viticulteurs. — Ecole pratique d'agriculture de l'Oiselleric.
Bergers, jardiniers, aviculteurs, viticulteurs. — Ecole pratique d'agriculture de la Brosse.
Bergers, jardiniers, aviculteurs, viticulteurs. — Ecole pratique d'agriculture de Fontaines.
Vachers, garçons de cour, jardiniers, vanniers. — Ecole pratique d'agriculture de Grand-Jouan (Loire-Inférieure).
Laitiers, jardiniers, vanniers. — Ecole d'agriculture d'Aurillac (Cantal).
Bergers. — Ecole d'agriculture de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or).
Vachers, jardiniers, viticulteurs. — Ferme-école Montlouis (Cher).
Viticulteurs, jardiniers. — Ferme-école de la Hourre.
Vachers, jardiniers, viticulteurs. — Ferme-école de Royat (Puy-de-Dôme).
Horticulture. — Œuvre privée d'Auch (Gers).
Vanniers. — Ecole nationale d'osiériculture de Fayl-Billot (Haute-Marne).

L'un des progrès qui restent à accomplir consisterait peut-être dans l'envoi auprès du blessé, dès son séjour à la formation sanitaire, de conseillers professionnels (ouvriers expérimentés, patrons, ingénieurs, professeurs d'écoles techniques, agents des offices de placement, etc.). Dans une récente communication au conseil de l'office national des mutilés, M. Fuster a décrit le fonctionnement de ce service « d'orientation professionnelle » qui peut guider le mutilé dans le choix de la profession, en tenant compte de ses capacités physiques, de sa formation antérieure et de la situation du marché du travail. L'office national a décidé de recommander aux comités départementaux l'organisation de ces services d'orientation professionnelle.

Un des éléments les plus précieux de la direction et de la coordination de la rééducation des mutilés pourrait être fourni par des laboratoires scientifiques de recherches sur le travail. Parmi ces établissements, nous devons signaler le laboratoire dirigé au conservatoire des arts et métiers par M. le docteur J. Amar. Le conservatoire, qui n'a jamais perdu de vue le rôle qu'il doit jouer dans l'application des méthodes scientifiques nouvelles aux procédés industriels, avait accueilli dès le temps de paix un organisme créé, sur l'initiative du ministre du travail, avec l'approbation du Parlement, pour l'étude des questions qui intéressent le travail professionnel. Cette étude envisageait des observations et des recherches physiologiques dans leurs relations avec l'amélioration du travail personnel. Les conséquences de ces méthodes devaient consister : 1° dans l'augmentation au maximum de la production industrielle avec le minimum de fatigue individuelle ; 2° dans le perfectionnement de l'outillage et son adaptation au meilleur rendement ; 3° dans l'organisation de l'apprentissage technique de chaque métier, en vue de le rendre aussi efficace et rapide que possible. Les expériences faites au laboratoire, qui ont porté jusqu'ici sur 3,200 ouvriers pris dans tous les corps de métiers, forment un ensemble unique d'observations de ce genre dans le monde entier. Leurs conséquences sont capitales en matière d'évaluation des incapacités de travail dues à des accidents professionnels, à des causes physiologiques ou autres.

En principe, la méthode scientifique de ce laboratoire — comme elle est appelée à l'étranger par opposition avec les méthodes empiriques — s'efforce d'analyser tous les facteurs du travail et de la fatigue pour éviter les mouvements inutiles et les temps perdus. Il est clair que ce principe est exactement applicable à la rééducation professionnelle des blessés de la guerre chez qui il importe de connaître précisément les forces et mouvements disponibles pour le réapprentissage ou la réadaptation au travail.

Aussi le ministère de la guerre fit appel au concours de ce laboratoire qu'il chargea en outre de l'étude des appareils de prothèse et de la rééducation fonctionnelle, ainsi que d'une inspection technique des ateliers d'orthopédie. Le laboratoire de M. le docteur Jules Amar est donc devenu par le développement normal de ses recherches du temps de paix un foyer de direction scientifique de la rééducation des blessés. Il tend au maintien de la pleine valeur des victimes de la guerre pour le plus grand profit social du pays.

Il est à souhaiter que les méthodes fixées par les travaux de notre grand établissement national d'enseignement technique supérieur reçoivent, comme toutes les recherches similaires, la plus grande publicité possible pour que les écoles de rééducation puissent en tirer le meilleur parti en vue de l'organisation scientifique du travail.

V

Participation du service de santé militaire.

Pendant de longs mois, le rôle du service de santé militaire a été des plus restreints dans la réadaptation sociale des mutilés. Peu s'en est fallu qu'une coupure se produisit entre les services administratifs et techniques de santé militaires et les administrations où œuvres de rééducation professionnelle des mutilés.

L'administration du service de santé s'est longtemps bornée à favoriser l'organisation et le fonctionnement des œuvres de rééducation professionnelle des mutilés ; elle employait à cet effet divers moyens, tels que la propagande, notamment par affiches apposées dans les formations sanitaires : les facilités d'évacuation dans les écoles de rééducation, l'hospitalisation, le cas échéant, des mutilés en instance de réforme et des élèves des écoles dans les formations sanitaires voisines, etc. Les circulaires du sous-secrétaire d'Etat du service de santé militaire du 5 octobre 1915 et du 1er décembre 1915 réglaient la matière.

Le 31 janvier 1916, M. Justin Godart appelait d'une manière plus pressante l'attention des directeurs du service de santé des régions sur le concours à apporter au recrutement des écoles de rééducation professionnelle : « Il faut, écrivait-il, que cette persuasion puisse s'exercer assidûment sur eux. Il est, par conséquent, nécessaire que, dans les établissements de mécanothérapie et dans les dépôts de convalescents, quelqu'un s'emploie constamment à cette tâche et expose aux mutilés tous les avantages de l'enseignement technique et professionnel qui leur est donné gratuitement.

« Il me paraît important que les médecins chefs et le personnel qui gravite autour d'eux entreprennent eux-mêmes cet apostolat. Ils ont pour l'accomplir toute l'autorité voulue ; ils en trouveront le loisir. Il s'agit, en effet, non seulement d'une propagande par affiches à apposer dans l'intérieur des établissements, par brochures à distribuer aux mutilés, etc., mais encore, mais surtout, d'une action constante qui sera d'autant plus efficace que, sous la forme impérieuse et brutale, elle sera plus énergique et plus persévérante. »

Par circulaire du 1er juin, le sous-secrétaire d'Etat du service de santé prescrivit de remplir un bulletin de recensement et une carte d'observation médicale dans toutes les formations sanitaires où se trouvent des mutilés (hôpitaux militaires, complémentaires, auxiliaires, bénévoles, centres chirurgicaux ou de prothèse, centres et dépôts de physiothérapie), ces fiches étant destinées mensuellement au ministère du travail.

Enfin, à la date du 4 juin 1916, le sous-secrétaire d'Etat exposait les grandes lignes d'une organisation nouvelle des centres d'appareillage et de rééducation des mutilés. En même temps que sont supprimés en principe et éventuellement les centres de chirurgie orthopédique, les centres secondaires d'orthopédie ou d'appareillage, il est spécifié que les mutilés ayant besoin d'un appareil orthopédique quelconque seront désormais dirigés sur les centres d'appareillage et de rééducation.

Le programme envisagé pour les centres projetés est le suivant :

1° Donner au mutilé le plus rapidement possible l'appareil qui lui convient en s'assurant de la bonne qualité de cet appareil ;

2° Faire bénéficier en même temps le mutilé des méthodes de rééducation fonctionnelle et professionnelle, en joignant au centre d'appareillage orthopédique un service de physiothérapie et une école normale de rééducation des mutilés, dépendant du ministère de la guerre ou tout au moins restant en relation étroite avec lui, et où seront admis les mutilés avant leur réforme ;

3° Créer ou développer dans ces centres d'appareillage des ateliers d'Etat, de prothèse et de recherches où seront confectionnés, transfor-

mès, réparés, perfectionnés les appareils prothétiques.

Les centres ainsi créés seront : Paris, Bourges, Rennes, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Montpellier, Bordeaux, Nancy et Alger.

Aux termes de ce programme d'avenir, les ateliers de prothèse seront, d'une manière générale, basés sur le même principe que les ateliers de Saint-Maurice. Les écoles de rééducation des mutilés pourront être établies sur les principes appliqués à Saint-Maurice ou à Bordeaux.

Des mesures transitoires sont prévues jusqu'à la mise à exécution de ces prescriptions schématiques.

Quelle que soit la valeur de la nouvelle organisation projetée, au point de vue de son adaptation exacte aux besoins régionaux et de sa liaison avec les services de rééducation professionnelle, et sans porter sur elle une appréciation définitive, la tendance qu'elle révèle, pour tardive qu'elle soit, a notre entière approbation.

A Saint-Maurice, à Bordeaux, ailleurs encore, le service de santé militaire a étroitement collaboré à l'œuvre de rééducation professionnelle. Le même effort est tenté au Grand-Palais, grâce au généreux concours des colonies étrangères. Des cours de mécanique, d'électricité, de ferblanterie, de menuiserie, d'ébénisterie, de cordonnerie, pour tailleurs, de bourreliers, de savonnerie, etc., sont organisés pour les hospitalisés du dépôt de physiothérapie du Grand-Palais (anciennement corps de rééducation physique), par M. le docteur Jean Camus, chef du service central de kinésithérapie.

L'application du nouveau programme du service de santé militaire exige beaucoup d'ordre et de méthode. Le sous-secrétaire d'Etat n'a pas manqué d'affirmer qu'il sera tenu compte des institutions existantes et que, en particulier, il y aura lieu d'étudier le rattachement possible à ces centres régionaux de prothèse et d'appareillage militaire des écoles de rééducation déjà en fonctionnement.

Il n'y a qu'un moyen sûr d'éviter les sautes de vent, c'est d'instituer d'une manière rigoureuse l'entente et la coordination des efforts par l'intermédiaire de l'office national. Aucune condition n'est plus nécessaire.

VI

Le service de placement du ministère de la guerre.

Le ministre de la guerre, fréquemment sollicité par des anciens soldats blessés à la guerre en vue d'obtenir un emploi, a créé, par arrêté du 29 février 1916, un service de placement qui fonctionne activement depuis cette époque et dont les bureaux sont situés quai d'Orsay, 97, à Paris.

Ce service est organisé comme suit :

1° Un capitaine, chef de service;

2° Un médecin-major, conseiller médical, qui inscrit sur une fiche d'aptitude ou carte d'observations médicales :

a) Le diagnostic d'invalidité ou du trouble fonctionnel;

b) Le degré de gravité ou d'incapacité fonctionnelle de 0 à 100;

c) L'aptitude au travail en général de 0 à 200;

d) L'état physique en général (constitution : données anthropométriques, état des organes);

e) L'état psychique (idéation, mémoire, intelligence);

f) La possibilité du maintien de l'intéressé dans sa profession ou dans son métier antérieur (par rapport à l'invalidité constatée); l'opportunité d'un changement de profession; la nécessité de la rééducation professionnelle dans les écoles instituées par les ministères de l'intérieur, du commerce, de l'agriculture; l'impossibilité du placement actuel (affections trop graves ou non définitivement guéries); les observations au sujet de l'appareil de prothèse au point de vue professionnel (appareil à conserver, à réparer, à délivrer);

3° Un officier, conseiller technique, ingénieur des arts et manufactures, élève de l'école centrale, pour l'orientation professionnelle du candidat dans les différentes branches de l'industrie et du commerce;

4° Un officier d'administration du service de santé, chargé du placement dans les professions ayant un caractère administratif, littéraire, artistique, etc.;

5° Une section administrative, composée de secrétaires, dirigés par un officier, ayant pour mission de centraliser et examiner les offres et les demandes d'emplois. Pour ces demandes, le service du placement reste en liaison constante avec les centres orthopédiques et les dépôts de convalescents.

A la date du 30 juin 1916, le service de placement du ministère de la guerre disposait de 3,039 offres d'emplois, a étudié 1,698 demandes d'emploi, a placé 911 candidats et envoyé 64 mutilés dans les centres de rééducation professionnelle.

Un grand nombre de candidats ont été maintenus dans leur profession antérieure ou dans un métier analogue : certains, en raison de la gravité de leurs lésions ou de leur état général, ne pouvaient être placés; quelques-uns susceptibles d'être à nouveau hospitalisés ou réopérés; les autres relevant de l'assistance publique.

VII

Office national des mutilés et invalides de la guerre.

Après entente entre le ministre du travail, le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur, un arrêté interministériel a posé, le 2 mars 1916, les premières bases de l'office national des mutilés et invalides de la guerre.

Des arrêtés en date des 16 mars et 11 mai suivants ont complété sur divers points les premières dispositions prises et, à l'heure actuelle, les organes essentiels de l'office national sont institués, savoir : le comité d'administration, la commission spéciale de rééducation professionnelle, le conseil de perfectionnement.

Le 10 mars 1916, M. Métin, ministre du travail, après avoir installé le comité d'administration dans les locaux du quai d'Orsay, 95 et 97, traçait le programme de ses travaux les plus urgents : recensement des mutilés et des invalides de la guerre déjà réformes; établissement de la liste générale des associations et œuvres privées qui se consacrent à l'assistance et à la protection des mutilés; organisation du placement par les soins des services publics compétents et relevés périodiques des placements effectués par ces services publics et par les associations privées; création de comités départementaux des mutilés et réformés; détermination des industries et professions dans lesquelles les invalides de la guerre pourront plus facilement trouver des emplois, etc...

Le comité d'administration, qui se réunit régulièrement une fois par semaine, s'est mis à l'œuvre immédiatement et, parmi les travaux accomplis pendant les trois premiers mois de son fonctionnement, il faut signaler les suivants :

Une série de fiches méthodiques ont été tout d'abord étudiées et adoptées : le bulletin de recensement; la carte d'observation médicale établie avec le concours du sous-secrétariat d'Etat du service de santé; les fiches de demande d'emploi et de placement proposé.

Au cours du mois d'avril, une circulaire a été adressée aux grands syndicats professionnels de patrons les invitant à recueillir parmi leurs adhérents des offres d'emploi pour les invalides de la guerre.

Dans la séance du 28 avril, le comité émit le vœu que toutes les écoles d'agriculture s'organisent pour assurer la rééducation professionnelle des mutilés qui, avant la guerre, étaient occupés aux travaux des champs.

Le 5 mai, le comité adopta le vœu suivant : « Considérant qu'il y a lieu de faciliter dans la plus large mesure le réapprentissage des mutilés dans les entreprises privées, le comité émet le vœu qu'une disposition de la loi en discussion, relative à la rééducation des mutilés, assure à ceux-ci des allocations d'entretien qui leur seraient versées durant leur réapprentissage dans une entreprise agréée par l'Etat. »

Enfin, au début de juin, le comité était prévenu que, conformément à son désir, le sous-secrétaire d'Etat du service de santé venait de donner des instructions aux médecins chefs des formations sanitaires en vue de faire remplir par eux un bulletin de recensement et une carte d'observation médicale pour chacun des militaires admis à la réforme n° 1.

LE CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

Le conseil de perfectionnement de l'office national a tenu sa première séance le 9 juin, sous la présidence de M. Métin, ministre du travail.

Il s'est d'abord occupé des comités départementaux. Après une discussion à laquelle ont pris part plusieurs membres du Parlement et les représentants des principales associations privées, le conseil a approuvé une notice sur l'organisation et le fonctionnement de ces comités.

Il a ensuite entendu des communications d'un réel intérêt qui lui ont été faites par M. Brieux, de l'Académie française, sur la protection des soldats aveugles et par M. Edouard Fuster, professeur au collège de France sur la protection des mutilés dans divers pays étrangers.

LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX

Par circulaire du 20 mars 1916, le ministre du travail a invité les préfets à faire appel aux bonnes volontés éclairées en vue de former dans chaque département, un comité de protection des invalides de la guerre. Il a été répondu à cet appel avec un grand empressement et, à l'heure actuelle, un comité officiel est constitué dans les 60 départements suivants : Ain, Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Calvados, Cantal, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Drôme, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Jura, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, territoire de Belfort, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Haute-Savoie, Seine-et-Oise, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Vosges, département d'Alger.

Les comités départementaux comprennent, outre les fonctionnaires compétents, des représentants des associations privées. Dans plusieurs départements, le conseil d'une association a été constitué en comité départemental.

A Paris et pour le département de la Seine, un comité départemental présidé par M. le préfet de la Seine et M. Deville, conseiller municipal, vient d'entrer en activité. Il groupe, avec divers fonctionnaires et spécialistes, les représentants des principales œuvres privées. Il a aussitôt constitué trois commissions d'études : l'une qui s'occupera du placement des mutilés, c'est-à-dire s'efforcera de coordonner entre eux et avec l'office départemental de placement les services de placement des œuvres; une autre étudiera les diverses améliorations qu'il convient d'apporter aux services de rééducation professionnelle, et les moyens d'organiser l'orientation professionnelle précoce des mutilés avec la collaboration de techniciens et si possible de mutilés, une troisième s'occupera de tout ce qui concerne l'aide générale et la protection juridique des réformés.

Le comité départemental constitue un lien permanent entre l'office national et chaque mutilé ou réformé. Il assure, dans le département, la coordination des efforts de l'administration et des associations privées. Il a spécialement pour mission de fournir aux mutilés avec tous les renseignements utiles, les moyens d'assurer leur réadaptation sociale. Il indique à chaque mutilé la méthode de rééducation professionnelle qui lui convient le mieux; à cet effet, il le fait admettre, selon les cas, dans une école publique, une école privée, un atelier de réapprentissage ou un établissement patronal. Il veille avec soin sur le mutilé pendant toute la période de rééducation.

Les membres des comités départementaux pourront entrer en rapports avec les mutilés, soit au dépôt de convalescents, soit même à l'hôpital — avec l'agrément du service militaire de santé — en vue de résoudre avec eux ce problème important et complexe : reprendre l'exercice de leur profession ou apprendre un nouveau métier; cette mission sera assurément une des plus utiles et, si elle est convenablement remplie, l'une des plus fécondes en résultats heureux pour le mutilé comme pour le pays.

VIII

Le placement des mutilés.

Le placement des mutilés tient une place essentielle dans les préoccupations de tous ceux qui se consacrent à la protection des in-

valides de guerre. Les associations privées, dans l'avenir comme par le passé, s'efforceront de procurer du travail aux mutilés, en se conformant, bien entendu, aux dispositions du code du travail qui régissent les opérations du placement des travailleurs. Mais, dans cet important domaine, c'est un devoir pour l'Etat de compléter l'initiative privée, surtout si l'on considère que le placement des mutilés exige des précautions et des garanties toutes spéciales.

Le comité départemental doit donc apporter tous ses soins au placement des mutilés et réformés. Est-ce à dire qu'il devra créer de toutes pièces un service spécial de placement pour les mutilés ? Nous ne le croyons pas.

On ne saurait admettre, sauf des cas exceptionnels, une différence entre l'ouvrier ordinaire et un invalide de la guerre qui a repris sa place au travail, d'autant moins que la plupart des invalides retrouveront sans doute un emploi, sinon dans leur ancienne profession, tout au moins dans une profession assez voisine de la première. Pour ces motifs, il y a tout avantage à confier le placement des mutilés aux services publics qui assurent le placement de tous les travailleurs. Ces services publics existent : ce sont les bureaux municipaux de placement gratuit et surtout les offices départementaux. Ces derniers, sous la pression des nécessités de la guerre et grâce à l'impulsion du ministère du travail, ont été créés par les préfets et les conseils généraux dans 82 départements. Ils auront incessamment leur statut légal, en conformité de la proposition soumise à l'examen du Sénat.

Pour assurer le service du placement des mutilés et des reformés, il suffira donc d'établir une liaison étroite — et rien n'est plus facile — entre le comité départemental de protection des invalides de la guerre et l'office départemental de placement. Au surplus, le comité départemental pourrait créer un service spécial de placement pour les mutilés s'il estimait que ce service n'est pas complètement assuré par l'office départemental.

Il y a lieu de penser que le comité départemental ne sera presque jamais dans l'obligation de créer un service spécial de placement. Les services publics de placement se feront certainement un devoir de prêter leur concours aux mutilés en quête d'emploi. A cet égard, nous avons d'ailleurs des garanties sérieuses. Le chef de l'office de placement est appelé à faire partie du comité départemental, qui lui-même est également représenté dans la commission administrative de l'office de placement. En outre, l'office central de placement du ministère du travail, auquel les offices départementaux et les autres services publics de placement sont étroitement reliés, est représenté dans les organes administratifs de l'office national des mutilés et des réformés.

Dans cet ordre d'idées, l'initiative prise par le comité départemental de la Seine, que nous avons mentionnée, est du meilleur augure.

Il ne saurait y avoir place pour aucun conflit d'attributions, pour aucun particularisme ombrageux. Les administrations compétentes et intéressées, depuis le service de santé militaire jusqu'au ministère du travail, ont à s'entendre, à se concerter pour une action concordante. C'est la règle essentielle à suivre, sans quoi, pour le placement comme pour la rééducation, les mécomptes seraient à redouter.

En dehors des organes administratifs de placement, il va de soi que le placement direct à l'usine, à l'atelier, au magasin, a été et doit être réalisé, toutes les fois que cela est possible.

La solution préférable en matière de réadaptation au travail du blessé de la guerre est le retour à l'ancienne profession, sous la réserve toutefois que cette réintégration soit pleinement favorable aux intérêts du mutilé comme à ceux de la production nationale.

De très intéressantes initiatives de réapprentissage à l'atelier ont été réalisées dans un certain nombre d'établissements privés travaillant pour la défense nationale. Il nous a été donné de visiter, non sans émotion, des ateliers de la région parisienne où de glorieux blessés de guerre continuent, sous une autre forme, à servir la patrie, au tour ou à la machine-outil.

En raison de la nature des fabrications nécessitées par la guerre, les travaux en série qui peuvent être exécutés soit par des femmes, soit par des enfants, sont très nombreux ; ils peuvent être aussi confiés à des mutilés. Cette affectation temporaire offre des avantages momentanés tant au point de vue du recrutement de la main-d'œuvre que des conditions de salaire des travailleurs.

Par une circulaire, en date du 18 juin 1916, M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, a prescrit aux directeurs des établissements de l'artillerie et des poudres d'examiner dès maintenant les travaux qui peuvent être confiés à des mobilisés ou réformés de la guerre.

« Je vous signale, écrit M. Albert Thomas, que, dans de nombreux ateliers, des dispositifs ingénieux sont en usage pour permettre à tel ou tel mutilé de produire, par quelque autre moyen, le mouvement ou l'effort qu'il ne peut demander au membre dont il est privé. Dans ce sens, la société d'encouragement pour l'industrie nationale, désireuse d'affirmer l'importance qu'elle attachait à cette question, a décidé que la plus grande partie des fonds qu'elle consacre annuellement à des encouragements à l'industrie et à l'agriculture serait, jusqu'à nouvel ordre, consacrée à provoquer, encourager et récompenser les recherches méthodiques et les inventions qui permettront à tous ceux dont les facultés de travail auront été réduites par des blessures de guerre de reprendre un travail rémunérateur. Dans le même ordre d'idées, j'ai décidé d'accorder désormais, sur votre proposition, des gratifications aux ouvriers qui auront imaginé des dispositifs intéressants susceptibles de faciliter le travail des mutilés ou d'éviter les accidents dont ils pourraient être victimes. »

Cette circulaire, du 18 juin 1916, apparaît comme rentrant dans les mesures qui seront prises, en exécution de la loi du 17 avril 1916, afin de fixer les conditions d'embauchage et de licenciement des mutilés dans les établissements de la guerre et la proportion des emplois qui leur seront réservés. Il s'agit donc moins, en l'espèce, de fournir du travail à des mutilés que de leur faire prendre une place régulière dans les cadres du personnel des établissements de l'artillerie et des poudres. L'embauchage des mutilés dans ces établissements fera donc l'objet d'une sélection et des mesures seront prises pour tenir compte de leurs aptitudes personnelles et pour leur donner les moyens de tenir des emplois de spécialistes.

Il convient, en outre, de signaler l'expérience qui est faite dans divers dépôts de métallurgistes dépendant du sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie (en particulier à Lyon et à Toulouse) pour organiser le placement des mutilés. Parmi les mesures prises, on doit mentionner spécialement celles qui consistent, après entente avec le service de santé, à employer temporairement et pendant une partie de la journée des mutilés convalescents qui sont encore en traitement dans les hôpitaux. Cet emploi temporaire a l'avantage de déterminer les aptitudes des mutilés et d'opérer parmi eux une sélection qui indiquera ensuite à l'administration si elle doit les maintenir pour un placement définitif. Des mesures analogues viennent, d'ailleurs, d'être prises par le gouverneur militaire de Paris.

De plus, les écoles d'apprentissage que le sous-secrétariat d'Etat de l'artillerie s'efforce, de concert avec le ministère du commerce, d'organiser dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie et qui fonctionnent déjà à Toulouse, à Nimes et à Marseille, recevront des mutilés. Jusqu'ici, ces ateliers, qui reçoivent surtout des femmes, ne font faire à leurs élèves qu'un apprentissage tout à fait rudimentaire d'une huitaine de jours leur permettant d'être employées rapidement comme manœuvres sur machines-outils. Mais certains de ces ateliers comporteront vraisemblablement de véritables écoles d'apprentissage dans lesquelles on apprendra aux élèves un métier. Les mutilés pourront recevoir dans ces écoles une instruction professionnelle assez étendue.

IX

Aveugles et sourds.

Parmi les blessés de la guerre, les aveugles et les sourds forment une catégorie spéciale. Depuis l'abbé de l'Epée et Valentin Haüy, la rééducation des infirmes de la vue ou de la parole a été sans cesse perfectionnée ; elle est un devoir social auquel les pouvoirs publics et l'initiative privée ne se sont jamais soustraits.

La multiplicité des blessures oculaires a, dès les premiers mois de la guerre, éveillé la sollicitude vigilante de l'Etat. Au début de l'année 1915, M. Malvy, ministre de l'intérieur, décida de créer, à titre d'annexe de l'hospice des Quinze-Vingts, une maison dite de convalescence. M. Jules Brisac, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, a exposé, dans son rapport présenté au conseil supérieur de l'assistance publique le 25 janvier 1916, les *origines* et le développement d'une œuvre à laquelle il a participé de la manière la plus active et la plus dévouée.

« Pour refaire la mentalité des soldats aveugles, a-t-il dit, pour les aider à franchir le terrible passage qui conduit à la cécité acceptée, il était nécessaire d'éviter qu'ils fussent, sans transition, rejetés dans leur famille, et, pour cela, il fallait tout d'abord qu'un abri provisoire fût prêt à les recueillir. »

M. Brieux, de l'Académie française, s'est fait, avec sa grande autorité de talent et de parole, le collaborateur inlassable du ministre de l'intérieur. La note qu'il a rédigée sous le titre : « Nos soldats aveugles », pour les directeurs des écoles de rééducation professionnelle, a contribué fortement au succès de cette œuvre utile.

La commission administrative des Quinze-Vingts, le très dévoué directeur de cet établissement, M. Ernest Vaughan, l'association Valentin-Haüy, avec son actif secrétaire général M. Maurice de la Sizeranne, collaborent à cette rééducation professionnelle des aveugles.

A cet égard, la maison de Reuilly constitue, à proprement parler, l'établissement-type pour la rééducation des aveugles et l'administration s'est efforcée, avec le précieux concours de M. Brieux, de créer les « filiales de Reuilly ».

Ce titre paraît justifié, d'abord parce que les règles adoptées à Reuilly valent d'être généralisées ; en *second lieu*, parce qu'en principe tous les soldats aveugles doivent passer par Reuilly ou par les filiales ; en troisième lieu, parce qu'il est désirable de centraliser les renseignements sur les soldats aveugles.

Les établissements de province qui sont autorisés exceptionnellement à recruter les soldats aveugles hospitalisés dans leur région doivent les signaler à Reuilly pour qu'ils puissent y être immatriculés et pour qu'ils puissent également bénéficier de la tutelle des œuvres privées qui fonctionnent à côté de la maison de Reuilly en relations étroites avec elle.

Les filiales, considérées comme écoles de rééducation d'aveugles, reçoivent, quand il est besoin, une subvention pour frais d'installation sur le crédit annuel mis à la disposition du ministère de l'intérieur pour les établissements d'aveugles.

En ce qui concerne les frais d'entretien de leurs pensionnaires, le ministère de la guerre verse pour chaque homme non encore réformé une allocation journalière de 2 fr. 50. Une fois la réforme prononcée, si la rééducation n'est pas terminée, le réformé est à la charge de l'établissement qui a généralement des ressources locales, mais qui est en même temps subventionné par le ministère de l'intérieur dans la mesure des besoins, dans les mêmes conditions que les centres de rééducation de mutilés et sur le crédit spécial voté à cet effet par le Parlement.

Par une circulaire du 10 juillet 1916, M. le sous-secrétaire d'Etat du service de santé a pris, d'accord avec le ministre de l'intérieur, les dispositions suivantes :

« 1° Après son évacuation du front, tout blessé oculaire sera dirigé, aussitôt que son état le permettra, sur le centre ophtalmologique le plus voisin de sa résidence ou de son lieu de naissance ;

« 2° Quand l'état du blessé sera devenu définitif et le traitement terminé au centre ophtalmologique, le blessé sera dirigé sur l'établissement de rééducation le plus proche de sa résidence ou de son lieu d'origine.

« Le médecin chef du centre ophtalmologique aura soin d'adresser les pièces déjà réunies du dossier médical et administratif concernant le blessé au médecin chef de l'hôpital-dépôt le plus proche de l'établissement de rééducation sur lequel le blessé est évacué. »

La circulaire de M. Justin Godart est suivie d'une liste des maisons de rééducation professionnelle pour soldats aveugles et que nous tenons à reproduire :

Paris, rue de Reuilly, 99 *bis* ;
Amiens ;
Bayonne ;
Bordeaux ;
Caen ;
Chartres ;

Clermont-Ferrand;
Lyon, Caluire;
Lyon, Villeurbanne;
Marseille, école Fournier;
Marseille, école Moitrier;
Montpellier;
Nantes;
Saint-Brieuc;
Saint-Etienne;
Toulouse;
Tours.

Chacune des maisons de rééducation professionnelle de province, connues sous le nom de Filiales de Reuilly, peut recevoir une trentaine de soldats aveugles. Leur organisation se rapproche, dans la mesure où les circonstances l'ont permis, de celle de Reuilly.

Nous devons à l'obligeance de M. Brieux les renseignements suivants sur les Filiales de Reuilly.

Amiens. — L'école est située dans l'hospice Saint-Victor, magnifique bâtiment élevé avec les ressources d'un legs très important fait à la ville d'Amiens par un généreux bienfaiteur, au profit des aveugles.

Bayonne. — L'école est considérée comme une annexe de l'école des mutilés de Bayonne. M. Garat, député, s'y intéresse particulièrement. Elle est en plein fonctionnement et donne d'excellents résultats.

Bordeaux. — Il existait à Bordeaux, avant la guerre, un établissement rudimentaire de rééducation pour les aveugles dirigé par M. l'abbé Moureau. Il était impossible d'installer là nos glorieux blessés. Une société s'est constituée à Bordeaux, qui a loué et aménagé un immeuble parfaitement situé au château de Lescure.

Caen. — Le centre de rééducation est situé à l'hôpital auxiliaire n° 9 (La Maladrerie); dépend de l'école de mutilés de La Délivrande. Directeur, le docteur Profichet, conseiller général de la Seine-inférieure.

Chartres. — Ecole installée dans la partie de l'orphelinat de Saint-Chéron, occupée par le servic de santé et voisine du centre ophtalmologique.

Clermont-Ferrand. — L'école est à Montferrand. Elle est dirigée par le doyen de la faculté, M. Desdevises du Dézert.

Dijon. — En création. Directeur honoraire, M. Cunisset-Carnot. Directeur effectif, M. Hugueney, conseiller-doyen à la cour. S'installe dans les dépendances de l'hôpital n° 76, à côté du centre ophtalmologique de la région.

Lyon. — Deux établissements, l'un à Villeurbanne, départemental; l'autre à Caluire, libre.

Marseille. — Deux établissements : l'un à l'école départementale; l'autre créé pour les aveugles de guerre, rue Paul; locaux spacieux, belle exposition, grand jardin, nombreux professeurs.

Montpellier. — Hôpital n° 48, professeur, M. Truc; très belle installation, pourrait recevoir cinquante pensionnaires.

Nantes. — La Persagotière, L'école fonctionne dans les locaux de l'ancienne école d'aveugles et à côté d'un hôpital militaire; exposition superbe, très belles promenades; débuts un peu difficiles, mais l'organisation est maintenant en bonne voie.

Saint-Brieuc. — L'école est installée dans l'hospice mixte. Directeur, M. L. Thomas, professeur de philosophie. Le maire de la ville, M. Servain, prête son concours le plus empressé.

Toulouse (château de Bellevue). — Situation exceptionnelle, très grand bâtiment, jardins et parcs de grande étendue. Le préfet de la Haute-Garonne, M. Lucien Saint, s'est occupé lui-même de l'organisation de cette école qui promet d'être un des établissements modèles.

Tours. — Œuvre de l'assistance aux convalescents militaires, rattachée au centre de rééducation professionnelle pour les mutilés. Directeur, M. Robert, ancien magistrat; commence seulement à fonctionner.

L'orientation professionnelle pour les soldats aveugles est des plus fermes. « L'homme de la terre doit aller à la terre », a écrit avec force M. Brieux, après avoir posé ce principe : « Tous les cultivateurs, s'ils n'ont pas une autre blessure que celle qui leur a enlevé la vue, peuvent reprendre leur ancienne profession ».

L'exercice des petits métiers, en procurant au cultivateur aveugle un salaire d'appoint, facilitera le retour si désirable à la terre natale, à la terre nourricière.

Pour les ouvriers, M. Brieux pose également le principe qu'un aveugle de guerre peut presque toujours reprendre le métier qu'il exerçait avant sa blessure, ou tout au moins exercer un métier parallèle, connexe, auxiliaire a son ancien métier. Une étude de M. Ernest Vaughan énonce les métiers accessibles.

Une brochure de propagande de l'association Valentin-Haüy, sur *Les Soldats aveugles* et leur réadaptation à la vie utile, énumère les professions généralement enseignées : brasserie, vannerie, rempaillage et cannelage des sièges, fabrication des balais de sorgho, matelasserie, cordonnerie, accordage des pianos, massage, etc., etc.

Un professeur honoraire du conservatoire de Toulouse, M. Marius Léger, lui-même atteint de cécité, est parvenu, par un dispositif spécial, à ouvrir un nouveau débouché, celui d'opérateur téléphonique, aux réformés aveugles. Il y a là, tant au point de vue des emplois réservés de la loi du 17 avril 1916 que de l'orientation professionnelle des aveugles, une intéressante initiative que n'ont pas manqué d'encourager le préfet de la Haute-Garonne et la municipalité de Toulouse.

M. Brieux indique la télégraphie sans fil, la dactylographie, la sténographie, comme pouvant attirer l'activité laborieuse des blessés oculaires.

L'Etat a besoin d'être secondé par l'initiative privée, surtout en ce qui concerne le retour au foyer. La société « Pour le Foyer du soldat aveugle », dirigée par Mme Lévy-Dhurmer et M. Jules Siegfried, la société des « Amis des soldats aveugles », présidée par M. René Vallery-Radot, sont, avec la grande association Valentin-Haüy, au premier rang des collaborateurs du ministère de l'intérieur et de l'office national des réformés et mutilés de la guerre, dans cette tâche généreuse.

L'utilisation sociale des soldats sourds est également digne de préoccuper, de passionner les éducateurs spéciaux. Ici, comme pour d'autres objets, les systèmes se heurtent. Sans entrer dans aucune controverse, il nous sera permis de marquer nos sympathies pour toutes les tentatives de réadaptation au travail des mutilés de l'ouïe. M. Henri Gaillard a cité l'exemple d'une usine de guerre pleine de sourds-muets. A plus forte raison, les sourds proprement dits sont-ils utilisables et rééducables.

Un centre de rééducation pour les mutilés de l'ouïe du gouvernement militaire de Paris a été créé le 9 mars 1916 à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.

L'effectif actuel est de 33 militaires, répartis en trois groupes ayant respectivement commencé leur rééducation le 9 mars, le 2 mai et le 22 du même mois.

Tous les militaires de chaque groupe reçoivent chaque jour deux leçons de lecture sur les lèvres (une le matin et une l'après-midi).

En outre, ceux qui ont des restes d'ouïe utilisables participent à deux séances de rééducation auditive.

Un sergent atteint d'une altération de la voix reçoit des leçons d'orthophonie.

Deux soldats illettrés apprennent en même temps à lire sur les lèvres, à lire et à écrire.

Le groupe entré au centre le 9 mars, termine sa rééducation : une commission nommée par M. le médecin inspecteur Sieur, directeur du service de santé du gouvernement militaire de Paris, procède à l'examen de ces militaires.

Les hommes restent hospitalisés à l'hôpital militaire.

La rééducation professionnelle des aveugles et des sourds de la guerre mérite une sollicitude attentive et vigilante.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1er.

Texte voté par la Chambre des députés.

Article 1er.

Tout blessé de la guerre, ayant subi une diminution fonctionnelle qui ne lui permet plus, sans réapprentissage, d'exercer sa profession ou une autre profession, peut demander son inscription à un centre de rééducation professionnelle. La demande est adressée par le blessé soit directement au centre de rééducation dans la circonscription duquel il a son domicile, soit à l'office national des mutilés et réformés de la guerre (commission de rééducation) qui dirige le mutilé sur le centre voisin de son domicile le plus apte à le rééduquer promptement.

Toutes les fois qu'il n'y a pas impossibilité matérielle, la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre doit être faite simultanément avec la rééducation fonctionnelle.

La commission de rééducation de l'office national détermine le siège des centres de rééducation professionnelle ainsi que leur circonscription.

Texte proposé par la commission du Sénat.

Article 1er.

Tout blessé ou invalide de la guerre peut obtenir le concours de l'office national des mutilés et réformés de la guerre en vue de sa réadaptation au travail et notamment de sa rééducation professionnelle et de son placement.

La demande peut être adressée, même au cours de la rééducation fonctionnelle, soit au médecin chef de la formation sanitaire, soit au préfet du département d'origine de l'intéressé, soit à l'office national. En cours de traitement ou en instance de réforme, la demande ne peut être faite qu'avec l'agrément du service de santé militaire.

Dans la même pensée que la Chambre, nous établissons le principe du devoir pour l'Etat, représenté en l'espèce par l'office national des mutilés et réformés de la guerre, de veiller sur la réadaptation du travail des mutilés et invalides, y compris leur rééducation professionnelle et leur placement.

Plus les initiatives privées seront nombreuses et variées et mieux elles seconderont l'action méthodique de l'office national.

En estimant que, sauf empêchement, la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre doit être faite simultanément avec la rééducation fonctionnelle, la Chambre a tracé les grandes lignes d'une méthode à suivre. La même idée peut être formulée en spécifiant qu'en cours de traitement ou en instance de réforme, la demande de rééducation, de réadaptation au travail doit être adressée soit au médecin chef de la formation sanitaire, soit au préfet du département d'origine, soit à l'office national.

La tendance, trop longtemps négligée, à la précocité de la rééducation professionnelle se révèle dans les tentatives de réorganisation des centres d'appareillage et de mécanothérapie du service de santé militaire.

A la Maison-Blanche, des ateliers de réapprentissage ont été hâtivement installés et vont être complétés par un enseignement professionnel complet.

Il ne saurait y avoir, pour le législateur comme pour l'administrateur, d'exclusivisme

en matière de réadaptation au travail. Les partisans de l'école-atelier et les champions de l'atelier-école ne sauraient entrer en conflit. La diversité des conceptions rencontre ici, comme en d'autres domaines, son utilité expérimentale.

La formule éclectique de l'article 2 de la proposition de loi adoptée par la Chambre est également la nôtre. Après examen des aptitudes du mutilé, le centre de rééducation est appelé à pourvoir, dans la mesure des moyens dont il dispose, au placement du mutilé en apprentissage, soit dans une école spéciale, soit dans une entreprise publique ou privée, soit chez un particulier.

Toutefois, nous ne croyons pas devoir poser une règle législative en une matière aussi mouvante.

Au surplus, cette orientation professionnelle peut et doit précéder, dans un grand nombre de cas, l'envoi de l'invalide dans un centre de rééducation; elle est en quelque sorte préparatoire et, à proprement parler, préjudicielle.

Une organisation idéale comporte un lien étroit entre la rééducation fonctionnelle et la réadaptation au travail (rééducation professionnelle, placement, etc.).

Article 2.

Texte voté par la Chambre des députés.

Article 6.

L'office national des mutilés et réformés de la guerre comprend une commission spéciale de rééducation ainsi composée :

2 déléguées du ministère du travail.
2 délégués du ministère de l'intérieur.
2 délégués du ministère de la guerre.
2 délégués du ministère du commerce.
2 délégués du ministère de l'agriculture.
2 délégués du ministère de l'instruction publique.
2 délégués du ministère des travaux publics.
1 délégué du ministère de la marine.
2 médecins traitants ou chirurgiens choisis parmi les membres des sociétés de chirurgie.
2 personnes choisies dans les administrations des œuvres existantes.
2 membres d'organisations professionnelles patronales.
2 membres d'organisations professionnelles ouvrières.
2 membbres d'associations agricoles syndicales ou coopératives.

Texte proposé par la commission du Sénat.

Article 2.

L'office national des mutilés et réformés de la guerre a pour objet de coordonner l'action des administrations publiques et des associations ou œuvres privées, de centraliser les informations utiles, d'encourager et de faciliter la réadaptation au travail des mutilés et invalides de la guerre.

Cet office, rattaché au ministère du travail et de la prévoyance sociale, comprend un comité d'administration, une commission spéciale de rééducation professionnelle et un conseil de perfectionnement.

Un décret rendu sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale, après entente avec le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur, déterminera la composition et le fonctionnement des trois organes visés au second paragraphe du présent article.

Le secrétariat administratif de l'office national sera constitué par le ministre du travail et de la prévoyance sociale dans la limite des crédits alloués à cet effet par la loi de finances.

L'organe de coordination, où qu'il soit placé, a un rôle prépondérant à jouer.

Plusieurs ministères, celui de l'intérieur, de la guerre, du travail, du commerce, de l'agriculture, ont pris part, tout d'abord en ordre dispersé, à cette rééducation professionnelle de blessés, entreprise par les initiatives privées et municipales.

En logique pure, deux départements ministériels étaient plus spécialement qualifiés pour revendiquer une action centralisatrice sur un tel domaine : le sous-secrétariat du service de santé, exclusivement compétent au point de départ, c'est-à-dire au cours du traitement physiothérapique ; le ministère du travail, exclusivement qualifié au point d'arrivée, c'est-à-dire pour la tutelle sociale (placement, accidents du travail, hygiène et sécurité des travailleurs).

Le ministère de l'intérieur, pour l'assistance aux aveugles, aux sourds-muets, aux infirmes ; le ministère du commerce et le ministère de l'agriculture, pour la rééducation professionnelle ; le ministère de la guerre, pour le service général des pensions, ont tous compétence et qualité pour s'intéresser à ces héroïques victimes de la guerre.

Le régime vague et mal délimité du condominium risquait d'engendrer les plus sérieux inconvénients.

Il fallait, de toute nécessité, un ministre responsable. Le Gouvernement a résolu de conférer ce mandat au ministre du travail ; la Chambre a consacré cette situation de fait. Nous n'avons aucun motif pour ne pas la ratifier.

L'office national, qui a charge de promouvoir toutes les initiatives privées sans en restreindre aucune, vaudra par son fonctionnement même.

Ce qui importe, c'est l'unité de vues, de méthode, de contrôle, de coordination, dans une pensée commune de solidarité nationale et de fraternité prévoyante.

Article 3.

Texte voté par la Chambre des députés.

Article 7.

Les comités départementaux ou locaux rattachés à l'office national des réformés et mutilés de la guerre comportent également des sections de rééducation qui se tiennent en contact permanent avec les centres de rééducation.

Pour la formation de ces sections, les comités sont complétés, s'il y a lieu, de façon à comprendre :

1 représentant des œuvres de rééducation ;
1 chirurgien ou médecin traitant ;
1 membre d'organisation professionnelle patronale ;
1 membre d'organisation professionnelle ouvrière ;
1 membre d'association agricole syndicale ou coopérative.

Texte proposé par la commission du Sénat.

Article 3.

Dans chaque département, des comités départementaux ou locaux des blessés et invalides de la guerre seront institués par le préfet, dans les conditions prescrites par le décret prévu à l'article 2.

De même que nous avons laissé au règlement d'administration publique le soin de déterminer la composition et les attributions des trois organes constitutifs de l'office national, de même nous sommes d'avis de confier au pouvoir réglementaire l'institution des comités départementaux. Au surplus, l'état de fait aura devancé la loi, puisque, d'ores et déjà, ces comités existent dans 60 départements.

Article 4.

Texte voté par la Chambre des députés.

3e paragraphe de l'article 1er.

La commission de rééducation de l'office national détermine le siège des centres de rééducation professionnelle, ainsi que leur circonscription.

Texte proposé par la commission du Sénat.

Article 4.

Des centres régionaux de rééducation professionnelle seront créés par arrêté ministériel, après avis de l'office national. L'arrêté déterminera le siège de chaque centre de rééducation et la circonscription de ce dernier.

Le règlement d'administration publique pris pour assurer l'exécution de loi déterminera :

1° La réglementation des centres régionaux de rééducation professionnelle auxquels seront rattachées les écoles, sociétés et institutions organisées par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics et les conditions dans lesquelles les œuvres privées rattachées à ces centres peuvent recevoir des blessés et invalides par application de la loi ;

2° Le régime et les mesures de contrôle des subventions allouées par l'Etat aux écoles et œuvres visées au paragraphe précédent, aux comités départementaux et aux centres de rééducation ;

3° Les conditions dans lesquelles les blessés et invalides seront admis à bénéficier de la loi ;

4° Les conditions essentielles des opérations relatives au placement des blessés et invalides de la guerre.

Aux termes de la loi, et conformément à la situation de fait, des centres régionaux de rééducation professionnelle seront créés sur divers points du territoire.

Il importe, en effet, d'assurer dans chaque région la même unité d'action et la même continuité de vues que l'on s'est efforcé d'obtenir par la constitution d'un office national rattaché au ministère du travail.

Il est essentiel d'examiner comment ces centres seront organisés et comment les œuvres de rééducation disséminées dans les départements voisins seront groupées autour de chacun d'eux. La position géographique a son importance ; la distribution des centres chirurgicaux et surtout celle des centres de prothèse et de rééducation fonctionnelle n'importent pas moins. Il est urgent d'envisager les besoins de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de chaque région — car une organisation rationnelle devra se préoccuper, non seulement de donner à chaque mutilé une profession sûre et lucrative, mais aussi d'aider à la rénovation économique du pays en veillant à la meilleure utilisation des forces productives que représentent les invalides. Ce sera la tâche de l'office national et du pouvoir exécutif d'établir une organisation rationnelle, tout à la fois adéquate aux intérêts d'ordre hospitalier et aux besoins économiques.

Chaque centre deviendra ainsi l'inspirateur des œuvres départementales et communales et les guidera dans le choix des métiers, dans l'enseignement technique, dans leur fonctionnement administratif. Il sera chargé d'exercer un contrôle sur leur gestion, afin d'éviter les fausses manœuvres et les gaspillages. Il donnera son avis sur les demandes de subventions adressées par chacune d'elles à l'Etat ; il s'assurera que ces subventions sont utilement employées, qu'elles répondent à leur but précis et aux résultats acquis.

Ce contrôle devra s'étendre aux œuvres dues à l'initiative privée, chargées de l'éducation professionnelle dans les conditions prévues par la loi. Evidemment chaque invalide reste libre, s'il veut être rééduqué, de s'adresser à des écoles indépendantes de tout lien moral et pécuniaire avec l'Etat, mais si cet invalide entend se réclamer de la loi nouvelle, il est indispensable qu'il soit dirigé, sinon vers les œuvres officielles dont nous venons de parler, du moins vers des œuvres privées ou des particuliers sur lesquels l'Etat aura une action suffisante pour s'assurer que l'éducation professionnelle se poursuit dans des conditions normales.

Ainsi donc les centres régionaux, sous la haute autorité du ministre compétent, deviendraient les inspirateurs, les conseillers et les contrôleurs de toutes les organisations publiques ou privées qui seraient autorisées à recevoir les invalides de la guerre par application de la loi.

Il sera également nécessaire de déterminer les conditions dans lesquelles les invalides de la guerre seront admis à bénéficier de la loi. Il convient que ces conditions soient, en ce qui concerne leur admission, aussi peu compliquées que possible, de manière à ne pas écarter les bonnes volontés hésitantes par des formalités inutiles, mais il faut cependant se prémunir contre l'abus que certains invalides pourraient faire du droit qui leur est accordé par la loi pour chercher à tirer profit des avantages immédiats offerts, sans avoir l'intention de poursuivre réellement leur instruction professionnelle.

Parmi les points essentiels à déterminer, il y a lieu notamment d'examiner comment sera assuré l'entretien de l'apprenti pendant le cours de sa rééducation professionnelle.

Les œuvres publiques et privées, subventionnées ou non par l'Etat, se chargeront souvent des dépenses d'enseignement et d'entretien, mais beaucoup d'entre elles, telles que les ateliers patronaux ou certaines écoles corporatives et autres, ne recevront les apprentis qu'aux heures de travail et ne s'occuperont, ni de les loger, ni de les nourrir. Il faudra donc pourvoir à leur entretien, surtout s'il s'agit d'invalides ayant des charges de famille qui absorberont la totalité de leur pension militaire. Un tel but sera atteint par des moyens divers, parmi lesquels figure l'allocation d'entretien, ou, plus exactement, l'allocation spéciale d'apprentissage.

Ces allocations pourraient être versées soit directement à l'intéressé, soit à des œuvres ou à des particuliers qui accepteraient la mission de pourvoir à leur entretien et à leur logement. Le système des allocations pourraient servir de base au calcul des subventions accordées aux écoles ou œuvres, d'après le nombre des apprentis et la durée de la rééducation de chacun.

Tous ces détails d'application ne sauraient trouver place dans la loi.

C'est au règlement d'administration publique qu'il appartient de déterminer notamment la création et la réglementation des centres régionaux auxquels seront rattachés les écoles, les sociétés et les institutions organisées par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics en vue de la rééducation et du placement des invalides par application de la loi, et sur les conditions dans lesquelles les œuvres privées rattachées à ces mêmes centres pourront recevoir ces invalides par application de cette même loi.

D'une manière générale, le règlement devra prévoir et préciser les conditions dans lesquelles les invalides seront admis à bénéficier de la loi.

Une fois les conditions générales d'organisation définies, un arrêté ministériel, pris sur l'avis de l'office national et de sa commission spéciale de rééducation professionnelle, déterminera la répartition des centres et l'étendue de leur circonscription.

Tout en tenant compte de l'état de fait, il y aura lieu de procéder avec méthode, pour éviter les déperditions de forces et l'inefficacité des efforts.

Le règlement d'administration publique devra, en outre, prévoir les conditions essentielles des opérations relatives au placement des mutilés et invalides de la guerre.

A côté des services administratifs (offices départementaux et municipaux) qui assurent le placement des mutilés et réformés, à côté des comités départementaux et locaux institués par les préfets, et qui, eux aussi, s'occuperont de ce placement, les associations et les œuvres privées conservent évidemment la faculté de faire, au profit des mutilés et réformés, toutes les opérations de placement.

Le règlement d'administration publique devra cependant énumérer les conditions essentielles que devront remplir les associations privées pour assurer le fonctionnement régulier de leur service de placement : registre des demandes et des offres d'emploi, vérification de l'existence d'un contrat de travail entre l'employeur et le mutilé, surtout si celui-ci doit se déplacer pour occuper l'emploi, etc.

Il va sans dire que le déplacement des mutilés par des associations privées est soumis à la législation générale sur la matière : « Titre IV du livre I du code du travail et de la prévoyance sociale, et article 102 du même livre. » Dans cet ordre d'idées, le ministère du travail pourrait utilement porter ces dispositions légales à la connaissance des associations et les aviser, en particulier, qu'elles doivent faire la déclaration prescrite par l'article 84 du livre I du code du travail.

Article 5.

Texte voté par la Chambre des députés.

Article 5.

Pendant la période fixée pour la rééducation, tant que le mutilé n'est pas pensionné, sa famille continue à toucher l'allocation militaire ; s'il est pensionné et si le nombre des enfants du mutilé est tel que le total des allocations et majorations auxquelles sa famille avait droit dépasse le total de ce qui lui est accordé par le fait ou à l'occasion de sa blessure, la famille continuera à toucher la différence entre le premier et le second de ces totaux.

Texte proposé par la commission du Sénat.

Article 5.

Pendant la période fixée pour la rééducation professionnelle d'un blessé ou invalide dont la pension n'est pas liquidée, sa famille continue à toucher l'allocation militaire : si la pension est liquidée et que le douzième de celle-ci soit inférieur au montant mensuel de l'allocation allouée à la famille, la différence lui sera versée jusqu'à la fin de la période de rééducation.

Les dispositions prévues au paragraphe précédent ne sont applicables qu'au blessé ou invalide dont la rééducation professionnelle se fait dans un établissement ou chez une personne agréés par le centre régional de rééducation professionnelle.

Le centre régional peut fixer ou réduire la durée de la période de rééducation professionnelle d'un blessé ou invalide.

En aucun cas le taux de la pension ne peut être réduit du fait de la rééducation professionnelle et de la réadaptation au travail.

En adoptant l'article 5, la Chambre a voulu assurer les moyens d'existence de la famille du blessé pendant la période de rééducation professionnelle. A cet effet, le texte vise les deux situations possibles du blessé, au cours de la période de rééducation : celle du blessé qui n'a pas encore obtenu la pension et celle du blessé qui l'a obtenue, soit sous la forme de pension provisoire (ou gratification renouvenable), soit d'une manière définitive.

Dans le premier cas, aux termes de l'article 5, la famille continuera à toucher, pendant la période de rééduction, et, soit jusqu'à l'obtention de la pension, soit jusqu'à la fin de la rééducation, l'allocation militaire, c'est-à-dire l'allocation accordée par la loi du 5 août 1914 aux familles nécessiteuses des mobilisés.

Dans le second cas, la Chambre n'a pas hésité à créer un avantage spécial au profit de la famille du mutilé ou réformé qui a compris l'importance, pour lui comme pour l'activité nationale, de sa rééducation professionnelle. Le mutilé a obtenu une pension, provisoire ou définitive. Dès ce moment, en vertu des règles générales sur la matière, la pension remplace les allocations antérieures, celle que le mutilé recevait jusqu'ici pour lui-même, dans certains cas, et celle que sa famille recevait par application de la loi dn 5 août 1914. Il peut se produire que cette pension représente par jour une somme inférieure au montant de l'allocation dont la famille disposait jusque-là. Exemple : la pension est de 600 fr. par an, soit 1 fr. 65 par jour ; la famille, comprenant la femme et trois enfants, recevait une allocation de 1 fr. 25 + 0 fr. 50 + 0 fr. 50 + 0 fr. 50 = 2 fr. 75 par jour.

La Chambre des députés estime que, pendant la période de rééducation professionnelle de son chef, la famille doit continuer à recevoir de l'Etat une somme qui, en tenant compte de la pension, soit égale au montant total de l'allocation antérieure. Aux termes de l'article 5, dans l'exemple que nous venons de citer, la famille recevrait, jusqu'à la fin de la période de rééducation du mari, une allocation complémentaire de 1 fr. 10 par jour, soit la différence entre la pension et l'allocation versée jusqu'ici à cette famille.

En résumé, la Chambre a institué un régime qui, avant comme après l'obtention de la pension, assure à la famille du mutilé ou réformé les mêmes ressources pendant la période de rééducation professionnelle.

Cependant, dans ce régime, une difficulté sérieuse peut se produire. Si la rééducation se fait dans une école spéciale, les frais d'entre-

tien du mutilé seront supportés par l'école et, par suite, les charges de la famille ne subiront aucune augmentation. Si, au contraire, la rééducation se fait chez un industriel, le mutilé devra subvenir à ses besoins et, par suite, les charges de la famille seront beaucoup plus lourdes.

La Chambre a prévu cette difficulté et l'article 2 du texte adopté la résout en donnant au centre de rééducation mission d'assurer le logement et la subsistance du mutilé pendant la durée de son apprentissage dans une entreprise publique ou privée ou chez un particulier. C'est la création d'une allocation d'entretien au profit du mutilé lui-même.

Le texte que nous proposons à l'article 4 confie au règlement d'administration publique le soin de stipuler à cet effet.

Votre commission estime qu'il convient d'adopter l'article 5 du texte de la Chambre des députés, en le complétant sur divers points d'ailleurs secondaires.

Le premier paragraphe du nouveau texte proposé par votre commission ne fait que reproduire, légèrement modifié dans la forme le premier paragraphe de l'article 5 du texte de la Chambre.

Le deuxième paragraphe du texte de la commission réserve les avantages prévus au paragraphe précédent à ceux des mutilés ou réformés qui feront leur rééducation professionnelle dans un établissement ou chez un particulier agréé par le centre régional compétent.

Le troisième paragraphe du texte de la commission donne au centre régional de la rééducation qualité pour fixer ou même réduire, en chaque cas particulier, la durée de la période de rééducation.

Un quatrième et dernier paragraphe du texte de la commission reproduit, sauf sur un point, l'article 3 du texte adopté par la Chambre. Il s'agit de prémunir les réformés et plus particulièrement les mutilés proprement dits contre des craintes d'ailleurs mal fondées en affirmant dans la loi que le taux de la pension militaire ne peut, en aucun cas, être réduit du fait de la rééducation professionnelle, ni d'ailleurs par aucun événement avantageux pour le mutilé dans le cours ultérieur de sa vie.

Cette disposition paraît nécessaire en ce qui concerne la pension proprement dite ou pension définitive pour incapacité permanente. Il ne serait peut-être pas sans inconvénient de viser en même temps, à cet égard, la gratification renouvelable attribuée, dans un grand nombre de cas, au réformé n° 1 atteint d'incapacité fonctionnelle : ainsi que son nom l'indique, cette gratification ne constitue pas un titre définitif et irrévocable, l'incapacité fonctionnelle elle-même pouvant n'avoir qu'un caractère temporaire.

Article 6.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.
	Article 6 (nouveau).
	Le ministre du travail et de la prévoyance sociale adressera au Président de la République un rapport annuel sur les résultats de la rééducation professionnelle et du placement des blessés et invalides de la guerre.

L'utilité d'un rapport annuel, qui sera comme l'inventaire des résultats acquis, n'a pas besoin d'être démontrée. Un tel document sera tout à la fois instructif et suggestif ; il montrera la sollicitude constante des pouvoirs publics et des œuvres privées pour les glorieux invalides de la grande guerre.

Article 7.

Texte voté par la Chambre des députés.	Texte proposé par la commission du Sénat.
Article 4.	Article 7.
Il est prévu aux frais de la rééducation des mutilés par un crédit inscrit au budget du ministère de l'intérieur. Les subventions aux centres de rééducation ou aux œuvres qui leur sont rattachées sont attribuées après avis de l'office national des mutilés et réformés de la guerre (commission de rééducation).	Il est prévu aux frais de la rééducation professionnelle des blessés et invalides de la guerre et du fonctionnement de l'office national par un crédit au budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

En dehors des dépenses directes qu'il a assumées à l'institut de Saint-Maurice, l'Etat s'est borné jusqu'ici à subventionner les centres de rééducation et les œuvres qui leur sont rattachées.

Jusqu'à ce jour, les crédits y relatifs ont été inscrits au budget du ministère de l'intérieur. L'unité de contrôle comporte l'inscription du crédit au ministère du travail, sans que l'importance du concours apporté avec tant de spontanéité généreuse par le ministère de l'intérieur à la rééducation professionnelle des blessés doive en quoi que ce soit s'affaiblir.

La mesure de rattachement budgétaire, lorsqu'elle sera effectuée à la fin de l'exercice 1916, ne doit pas être interprétée dans un sens défavorable. L'œuvre considérable accomplie dans cet ordre d'idées et de faits par M. Malvy, ministre de l'intérieur, et par M. Brisac, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, a grandement facilité la tâche de l'office national, auquel d'ailleurs le ministère de l'intérieur n'a cessé et continuera d'apporter la collaboration la plus utile et la plus féconde.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1er. — Tout blessé ou invalide de la guerre peut obtenir le concours de l'office national des mutilés et réformés de la guerre en vue de sa réadaptation au travail et notamment de sa rééducation professionnelle et de son placement.

La demande peut être adressée, même au cours de la rééducation fonctionnelle, soit au médecin-chef de la formation sanitaire, soit au préfet du département d'origine de l'intéressé, soit à l'office national. En cours de traitement ou en instance de réforme, la demande ne peut être faite qu'avec l'agrément du service de santé militaire.

Art. 2. — L'office national des mutilés et réformés de la guerre a pour objet de coordonner l'action des administrations publiques et des associations ou œuvres privées, de centraliser les informations utiles, d'encourager et de faciliter la réadaptation au travail des blessés et invalides de la guerre.

Cet office, rattaché au ministère du travail et de la prévoyance sociale, comprend un comité d'administration, une commission spéciale de rééducation professionnelle et un conseil de perfectionnement.

Un décret rendu sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale, après entente avec le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur, déterminera la composition et les attributions des trois organes visés au second paragraphe du présent article.

Le secrétariat administratif de l'office national sera constitué par le ministre du travail et de la prévoyance sociale dans la limite des crédits alloués à cet effet par la loi de finances.

Art. 3. — Dans chaque département, des comités départementaux ou locaux des blessés et invalides de la guerre seront institués par le préfet, dans les conditions prescrites par le décret prévu à l'article 2.

Art. 4. — Des centres régionaux de rééducation professionnelle seront créés par arrêté ministériel, après avis de l'office national. L'arrêté déterminera le siège de chaque centre de rééducation et la circonscription de ce dernier.

Le règlement d'administration publique pris pour assurer l'exécution de la loi déterminera :

1° La réglementation des centres régionaux de rééducation professionnelle auxquels seront rattachées les écoles, sociétés et institutions organisées par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics et les conditions dans lesquelles les œuvres privées rattachées à ces centres peuvent recevoir des blessés et invalides par application de la loi ;

2° Le régime et les mesures de contrôle des subventions allouées par l'Etat aux écoles et œuvres visées au paragraphe précédent, aux comités départementaux et aux centres de rééducation ;

3° Les conditions dans lesquelles les blessés et invalides seront admis à bénéficier de la loi ;

4° Les conditions essentielles des opérations relatives au placement des blessés et invalides de la guerre.

Art. 5. — Pendant la période fixée pour la rééducation professionnelle d'un blessé ou invalide dont la pension n'est pas liquidée, sa famille continue à toucher l'allocation militaire. Si la pension est liquidée et que le douzième de celle-ci soit inférieur au montant mensuel de l'allocation allouée à la famille, la différence lui sera versée jusqu'à la fin de la période de rééducation.

Les dispositions prévues au paragraphe précédent ne sont applicables qu'au blessé ou invalide dont la rééducation professionnelle se fait dans un établissement ou chez une personne agréée par le centre régional de rééducation professionnelle.

Le centre régional peut fixer ou réduire la durée de la période de rééducation professionnelle d'un blessé ou réformé.

En aucun cas, le taux de la pension ne peut être réduit du fait de la rééducation professionnelle et de la réadaptation au travail.

Art. 6. — Le ministre du travail et de la prévoyance sociale adressera au Président de la République un rapport annuel sur les résultats de la rééducation professionnelle et du placement des blessés et invalides de la guerre.

Art. 7. — Il est pourvu aux frais de la rééducation professionnelle des blessés et invalides de la guerre et du fonctionnement de l'office national par un crédit au budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale.

ANNEXE N° 262

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en ma-

tière civile et commerciale, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1).

ANNEXE N° 263

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés, par le fait ou à l'occasion de la guerre, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission précédemment saisie.)

ANNEXE N° 264

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1916 au titre du budget annexe des monnaies et médailles, par M. Beauvisage, sénateur (3).

ANNEXE N° 265

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1916, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, par M. Beauvisage, sénateur (4).

ANNEXE N° 266

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés ratifiant le décret du 14 août 1914 qui a autorisé les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies à prendre les mesures nécessaires en vu de prévenir l'accaparement des denrées de première nécessité indispensables à l'alimentation et à fixer le prix maximum auquel ces denrées pourront être vendues, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies (5). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 267

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant application à la **Martinique**, à la **Guadeloupe**, à la **Réunion** et à la **Guyane** de la loi du 3 juillet 1877 sur les **réquisitions militaires**, modifiée par les lois des 5 mars 1900, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 268

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la **mise en culture des terres abandonnées** et l'organisation du **travail agricole pendant la guerre**, par M. Jules Develle, sénateur (2).

Messieurs, le projet de loi sur « la mise en culture des terres abandonnées » qui a été déposé par le Gouvernement et qui a reçu l'approbation de la Chambre des députés, dans la séance du 26 mai 1915, présente un caractère d'urgence que nous croyons devoir signaler à l'attention du Sénat.

Dans l'exposé des motifs de ce projet, M. le ministre de l'agriculture résume en ces termes les raisons qui l'ont déterminé à le soumettre au Parlement :

« Le problème agricole qui, au début de la guerre, pouvait paraître secondaire dans un pays comme la France largement approvisionné et qui, à l'abri d'une législation sagement protectrice, était presque parvenu à se suffire pour son alimentation, est aujourd'hui passé au premier plan. En 1914 et en 1915, nous avons pu vivre largement sur nos réserves et sur une production presque normale, quoique déjà déficitaire; mais nous voilà en 1916, à la veille d'une nouvelle campagne agricole qui s'annonce comme très difficile, et, il ne faut pas se le dissimuler, la situation pourrait s'aggraver sérieusement si nous n'avisions pas de suite aux moyens indispensables pour assurer l'alimentation de l'armée et de la population civile. »

Dans le rapport qu'il a présenté au nom de la commission de l'agriculture, M. Dariac conclut, comme le ministre lui-même :

« Les statistiques du ministère de l'agriculture publiées au *Journal officiel* du 21 janvier 1916 montrent que pour l'ensemble des céréales d'automne la diminution des surfaces ensemencées atteint 740,000 hectares en 1915, soit près de 10 p. 100 comparativement à l'automne de 1914. Encore n'est-il pas tenu compte de la superficie des terres occupées par l'ennemi : le déficit qui apparaît réellement peut être évalué au total à 1,700,000 hectares.

« Une telle constatation est tristement éloquente. Elle doit nous conduire à rechercher tous les moyens de remédier immédiatement à une aussi déplorable situation qui n'aurait sans doute pas présenté le même caractère de gravité si, depuis le début de 1915, les avertissements qui n'ont pas manqué aux pouvoirs publics avaient été pris par eux en sérieuse considération. »

Ainsi donc, M. le ministre de l'agriculture et le rapporteur de la commission d'agriculture de la Chambre des députés le déclarent avec la même énergie : il est urgent de prendre des mesures exceptionnelles pour assurer l'approvisionnement en blé de la France, et pour réduire les sacrifices que nous sommes forcés de nous imposer pour nous procurer à l'étranger les denrées nécessaires pour l'alimentation de l'armée et de la nation.

C'était dans ce but que l'honorable M. Fernand David avait, dès 1915, déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur l'organisation du travail agricole pendant la guerre. Certaines parties de ce projet ayant paru soulever une opposition assez vive, M. Méline crut devoir leur substituer des dispositions nouvelles moins rigoureuses. Cependant, malgré leur modération, ces dispositions ont donné lieu, à la Chambre des députés, à des discussions prolongées.

En réalité, c'est le principe même de la loi qui a été mis en cause. Ceux qui le contestent n'hésitent pas à soutenir qu'il n'est pas nécessaire de recourir à des mesures exceptionnelles pour organiser le travail agricole. La crise qu'il faut conjurer, disent-ils, est avant tout une crise de main-d'œuvre. Pour intensifier la production de notre sol, il faut rendre à l'agriculture les bras dont elle a besoin et mettre à sa disposition les ouvriers qu'elle réclame. On ne saurait méconnaître qu'il y a une large part de vérité dans les critiques qui ont été adressées à l'autorité militaire qui a trop souvent écarté les demandes les mieux justifiées. Mais, depuis un certain temps, de sérieux efforts ont été faits pour concilier des intérêts qui ne peuvent être opposés l'un à l'autre car, suivant l'heureuse formule de M. Méline, « la culture des terres en temps de guerre fait partie, dans une certaine mesure, de la défense nationale, puisqu'elle intéresse l'alimentation générale et le bon état de nos finances ».

D'importantes décisions ont été prises. Dans une circulaire en date des 26 juin et 11 juillet, le ministre de l'agriculture les a rappelées à MM. les préfets.

Le ministre de l'agriculture à MM. les préfets.

Paris le 26 juin 1916.

De toutes les difficultés que rencontrent, en ce moment, nos agriculteurs pour suffire à la lourde tâche qui s'impose à eux de tirer du sol français son maximum de rendement possible, celle de la main-d'œuvre est bien certainement la plus grave, la plus angoissante. Il ne peut en être autrement, et notre patriotisme, qui est à la hauteur de tous les sacrifices, ne songe pas à récriminer contre un état de choses qui est une des conditions de la victoire.

Mais si nous nous résignons sans hésitation à l'inévitable, c'est une raison de plus pour que nous cherchions, par des moyens nouveaux, à combler les vides incessants de main-d'œuvre qui se produisent dans toutes les branches de la production et pour que tous les pouvoirs publics, toutes les administrations civiles et militaires s'appliquent à aider ceux et surtout celles qui restent à la terre et qui font si héroïquement leur devoir.

Il n'est pas douteux que, si du haut en bas de l'échelle, tout le monde était bien pénétré de la nécessité de mettre au service de l'agriculture, sous une forme ou sous une autre, le complément de main-d'œuvre qui est indispensable pour ne pas laisser un pouce de terre en friche, on serait bien près du but et l'ensemble des récoltes resterait à un niveau élevé, suffisant pour les besoin indispensables de l'alimentation publique.

Pour ne prendre qu'un côté de la question, celui du concours de l'armée elle-même, il apparaît bien qu'elle peut, sans compromettre la défense nationale, fournir au travail de la terre d'innombrables bras qui suffiraient à combler, en grande partie, les vides de main-d'œuvre, si, à tous les degrés de la hiérarchie, on avait toujours les yeux fixés sur cette vérité que la production du sol est un des premiers éléments de la défense nationale et un facteur de victoire.

C'est si vrai que dans toutes les régions où se sont trouvés des chefs de corps, bien pénétrés de cette nécessité, qui ont utilisé leurs hommes en dehors des exigences du service, pour les faire travailler à la terre, on a réalisé de véritables miracles de culture. Là, aucune plainte sérieuse ne se fait entendre.

Tous les ministres de la guerre ont eu le sentiment très exact de ce grand devoir, tous ont fait des efforts persévérants pour le remplir, tous ont prescrit un ensemble de mesures qui ont déjà produit des résultats considérables, mais qui n'ont pas encore atteint le but qu'il faut absolument atteindre.

M. le général Roques, ministre de la guerre, en présence des nécessités de plus en plus pressantes, des difficultés grandissantes qu'amène avec elle la durée de la guerre, vient d'élargir très sensiblement ces dispositions en leur donnant le caractère pratique qui peut seul permettre, par des combinaisons variées, d'extraire de cet immense réservoir d'hommes qui constitue l'armée les suppléments de main-d'œuvre de nature à augmenter le rendement du travail agricole.

Il lui a paru avec juste raison que le moyen le plus efficace était d'utiliser, sous toutes les formes, le soldat sous les armes en faisant de lui, au moment où il peut être sans inconvé-

(1) Voir les nos 2140-2192 et in-8°, n° 482 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 57-130, Sénat, année 1916, 679-1136-1676-2110-2231, et in-8° n° 486. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 243, Sénat, année 1916, et 2074-2179 et in-8° n° 474. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 241, Sénat, année 1916, et 2120-2180 et in-8° n° 475. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(5) Voir les nos 1782-2214, et in-8° n° 490. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 1997-2055-2084-2302, et in-8° n° 493 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 228, Sénat, année 1916, et 1709-1783, et in-8° n° 464 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

nient distrait du service, un travailleur agricole et en le rendant à la terre pour les périodes où sa présence est indispensable.

C'est dans cet esprit qu'il vient de prendre une série de décisions sur lesquelles il est nécessaire d'attirer l'attention la plus sérieuse du monde agricole en même temps que celle des autorités militaires.

L'idée maîtresse qui préside à l'ensemble de ces mesures est de concentrer la main-d'œuvre militaire au lieu de la disperser en l'adaptant spécialement aux périodes des grands travaux agricoles, la culture betteravière, la fenaison, la moisson, les vendanges. Pour la betterave, l'expérience a pleinement réussi, grâce à l'envoi d'ouvriers spécialistes à l'heure précise des travaux.

Pour la fenaison, l'opération est plus vaste, plus compliquée, parce qu'elle s'étend à toutes les régions et à toutes les zones climatériques, et aussi parce que le travail est commandé par la température.

C'est pour tenir compte de ces nécessités que M. le ministre de la guerre vient d'ajouter aux mesures générales déjà prises pour la formation des équipes agricoles dans chaque département et pour l'envoi en permissions individuelles des hommes des dépôts et formations diverses, d'abord la mise en sursis d'appel, conformément à une résolution de la Chambre pour le temps de la fenaison et de la moisson, des agriculteurs réservistes de l'armée territoriale du service auxiliaire.

Par une autre décision toute récente et d'une haute importance, il accorde un congé de quinze jours à tous les soldats agriculteurs de la classe 1917 et aux engagés marchant avec cette classe.

Enfin, à tous les permissionnaires, sauf ceux de la classe 1917, il concède une prolongation de congé de quinze jours quand ils consentent à travailler pour les autres. Il y a là une œuvre de solidarité qui peut donner les plus grands résultats.

Enfin, M. le général Roques confirme, en y insistant, la circulaire de son prédécesseur, le général Gallieni, sur les équipes volantes qui peuvent être créées partout où sont cantonnées des troupes au repos et sur le travail individuel « ou coup de main » d'une ou plusieurs journées et même d'une demi-journée qui, pour la fenaison surtout, serait si utile.

Tout le monde reconnaît que l'application large et bienveillante de ces circulaires améliorerait considérablement la situation de nos agriculteurs en détresse et qu'elle ferait tomber bien des plaintes. Mais, ici, tout dépend de l'esprit dans lequel elles sont appliquées et il n'est pas douteux qu'elles sont souvent méconnues dans la pratique, soit parce qu'elles sont ignorées ou mal comprises, soit parce que les autorités chargées de veiller à leur exécution se désintéressent trop de leur exécution.

De là des plaintes incessantes dont vous êtes saisis, dont je suis saisi moi-même, qui exigent une instruction prolongée, si bien que lorsque la solution arrive elle reste souvent sans effet.

Pour mettre un terme à ces hésitations, à ces lenteurs et même à des défauts d'exécution, M. le ministre de la guerre vient, d'accord avec moi, d'instituer un contrôle supérieur, auquel il a remis de pleins pouvoirs pour trancher d'urgence les questions litigieuses importantes de main-d'œuvre militaire, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, et assurer l'exécution des circulaires ministérielles. Il a confié l'exercice de ce contrôle à une de nos plus hautes autorités militaires, à M. le général Brugère, au titre d'inspecteur général de la main-d'œuvre agricole militaire, auquel a été adjoint, pour représenter mon administration, mon collaborateur M. Massé, ancien ministre.

Pour remplir leur mission, ils seront amenés à se transporter ensemble ou séparément, dans les départements pour résoudre sur place les difficultés en face desquelles vous vous trouvez vous-même.

Vous voudrez bien leur donner tout votre concours en les renseignant d'une façon précise sur vos besoins en main-d'œuvre, sur les plaintes dont vous êtes saisis, au sujet de l'application des instructions et circulaires ministérielles, sur les demandes de la commission départementale de la main-d'œuvre agricole, avec laquelle ils auront à conférer; vous faciliterez leur tâche par tous les moyens en votre pouvoir. Le but à atteindre peut se résumer dans cette simple formule : unité de vues, unité d'action.

J. MÉLINE.

Note donnant des renseignements sur le recrutement, la répartition et l'emploi de la main-d'œuvre militaire appliquée à l'agriculture (1er juillet 1916).

ZONE DE L'INTÉRIEUR

Le travail est fourni :

1° Permissions agricoles. — Tout d'abord, par le jeu des permissions agricoles individuelles qui sont attribuées aux cultivateurs de toutes armes et services non appelés à partir aux armées, appartenant à toutes classes (auxiliaires, inaptes, convalescents, hommes des dépôts territoriaux, G. V. C., formations diverses de la zone de l'intérieur, etc...).

Ces permissions peuvent être prolongées, sur la demande du comité d'action agricole communale, pour permettre audit comité de faire travailler l'homme au profit de la collectivité, en équipe, dès qu'il a terminé ses travaux personnels ; la durée totale d'absence ne peut toutefois excéder trente jours consécutifs.

Le régime des permissions agricoles s'applique actuellement aux hommes de la classe 1917 et aux engagés marchant avec cette classe, mais pour ces jeunes gens la durée de l'absence est limitée à quinze jours.

Les intéressés doivent adresser leur demande à leurs chefs hiérarchiques en l'accompagnant du certificat du maire contresigné par le vice-président du comité d'action agricole, attestant la qualité d'agriculteur du mobilisé ; si un comité d'action agricole n'a pas été constitué dans la localité de l'exploitant, le certificat peut valablement être délivré par le maire signant seul.

Il ne peut y avoir de tour de départ régulier pour les permissions agricoles, en raison, d'une part, des nécessités du service qui peuvent obliger à retenir tel homme plutôt que tel autre d'autre part à des changements fréquents qui se produisent dans la situation militaire des mobilisés des dépôts (auxiliaire qui passe au service armé, inapte qui est reconnu apte, etc., enfin des conditions climatériques qui peuvent inciter un homme du Midi à demander sa permission plus tôt qu'un homme du Nord, un homme de la plaine plus tôt qu'un montagnard.

2° Equipes. — Par des équipes mises à la disposition des cultivateurs sur la demande de la commission départementale de la main-d'œuvre agricole et de concert avec l'autorité militaire.

Les maires doivent adresser leurs demandes de main-d'œuvre, aussi réduites que possible, à la commission départementale susvisée, qui les centralise et répartit la main-d'œuvre disponible dans le département proportionnellement aux demandes.

Il y a lieu de remarquer que le jeu des permissions agricoles, auquel on a donné le maximum d'extension, réduit beaucoup les disponibilités des dépôt pour constituer des équipes, puisqu'en principe, tout agriculteur dont l'autorité militaire peut momentanément se passer doit être envoyé dans sa commune, par conséquent en permission individuelle. Les disponibilités se réduisent donc, en fait, aux mobilisés qui ne demandent pas de permissions, et ils sont rares, et aux non-agriculteurs qui ne constituent jamais qu'une main-d'œuvre de fortune, parce que dépourvu d'expérience.

Pratiquement, les maires et les comités d'action agricoles doivent surtout compter sur les équipes qu'ils formeront eux-mêmes avec les permissionnaires individuels venus dans leurs communes, ainsi qu'il est dit plus haut.

3° Equipes volantes. — Par des équipes volantes. On y utilisera notamment les hommes de toutes classes appelés à partir en renfort aux corps actifs ou de réserve de l'infanterie ou du génie, dans un délai d'un mois, et qui pour cette raison se verraient refuser les permissions agricoles de longue durée.

4° Coups de main. — Par des coups de main donnés par les troupes au repos pour une demi-journée, un quart de journée ou quelques heures, dans la mesure compatible avec le service, par entente directe entre les cultivateur et le chef de détachement (colonel, commandant, capitaine).

Pour obtenir de la main-d'œuvre agricole volante (équipes ou hommes donnant des coups de main), il convient de s'adresser aux commandants des unités qui sont envisagés comme pouvant fournir des travailleurs.

5° G. V. C. — Par les G. V. C. dans la mesure compatible avec les nécessités de ce service spécial.

L'emploi des G. V. C. pour le travail agricole rentre dans le paragraphe 1° (permissions) et les paragraphes 3° à 4° (main-d'œuvre volante).

6° Convalescents et infirmiers. — Par le concours des convalescents, avec l'autorisation des médecins militaires et celui des infirmiers non occupés.

7° Marins. — Au moyen de permissions agricoles accordées aux cultivateurs restés dans les dépôts des équipages de la flotte, s'adresser aux commandants des équipages de la flotte intéressés.

8° Prisonniers de guerre. — Par la coopération des prisonniers de guerre. Les préfets, d'accord avec la commission départementale de la main-d'œuvre agricole, sont chargés de les répartir par équipes entre les différents groupements de cultivateurs désireux de les utiliser. Les équipes de prisonniers doivent former un effectif minimum de 20 hommes stationnés dans le même cantonnement. Toutefois, elles peuvent être fractionnées en unités de cinq prisonniers à la condition que les hommes soient tous rentrés au cantonnement le soir pour le dernier repas.

Travaux de fenaison. — A l'occasion des travaux de fenaison, M. le ministre de la guerre vient d'appeler l'attention des inspecteurs généraux et des commandants de régions sur l'utilité d'apporter le plus grand concours possible, sous la forme d'équipes volantes constituées « jusqu'à la dernière minute » à l'aide des hommes désignés pour être envoyés sous peu sur le front ; de permissions individuelles attribuées aux hommes de toutes catégories et de toutes classes, stationnés dans la zone de l'intérieur ; d'équipes de travailleurs agriculteurs mises à la disposition des commissions départementales de la main-d'œuvre agricole et fournies par elle.

Mise en sursis des R. A. T. (réserve de l'armée territoriale) du service auxiliaire. — Par circulaire du 11 juin, le ministre de la guerre, conformément à la proposition de résolution adoptée par la Chambre le 9 juin, a envoyé des instructions aux généraux commandant les régions pour que les R. A. T. du service auxiliaire exerçant la profession de cultivateurs, de maréchaux ferrants, forgerons mécaniciens réparateurs de machines agricoles, entrepreneurs de battages, propriétaires et mécaniciens de machines à battre, engreneurs, soient mis en sursis pendant la durée de la fenaison et de la moisson. Les intéressés devront produire un certificat du maire, contresigné par le vice-président du comité d'action agricole, attestant leur qualité, partout où un comité existe. Les comités d'action agricole assistés du concours de la gendarmerie devront veiller à ce que les bénéficiaires de ces sursis se consacrent exclusivement à leurs occupations professionnelles, soit à leur profit, soit à celui de la collectivité. Les contrevenants seront signalés au chef de corps par la gendarmerie.

Travaux de sulfatage. — De même, pour les travaux de sulfatage, le ministre de la guerre a prescrit aux généraux commandant les régions intéressées d'accorder aux viticulteurs plusieurs permissions de quatre jours, à raison d'une par quinzaine, au lieu de permissions agricoles ordinaires de quinze jours.

ZONE DES ARMÉES

Le travail est fourni :

1° Compagnies agricoles. — Par les compagnies de travailleurs agricoles dont l'affectation est faite par les soins du G. Q. G. entre les départements de la zone des armées.

Les répartitions des travailleurs sont faites par les généraux D. E. S. (direction des étapes et des services) d'accord avec les préfets et les commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

Les armées sont représentées à ces commissions.

Ces compagnies ont été constituées à l'aide d'inaptes, à raison d'une compagnie par région.

2° Equipes. — Par des équipes formées d'après les ordres du commandant en chef et suivant les disponibilités, à l'aide d'hommes de l'armée territoriale et de la réserve territoriale stationnés dans la zone des armées.

Elles sont constituées et réparties par les généraux D. E. S., suivant les disponibilités, d'accord avec les préfets et les commissions

départementales de la main-d'œuvre agricole.

3° *Equipes volantes:* — Par des équipes volantes prélevées sur les différents corps de troupe de la zone des armées et par des « coups de main » d'une demi-journée, d'un quart de journée ou de quelques heures données par toutes les troupes autant que le permettent les nécessités de la lutte.

Pour obtenir des équipes volantes ou des hommes donnant des coups de main aux agriculteurs, il y a lieu de se conformer aux instructions particulières données à ce sujet dans chaque armée, d'accord avec les préfets et les commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

4° *G. V. C.* — Par les G. V. C. de la zone des armées dans la mesure compatible avec les nécessités de ce service spécial.

Pour obtenir le concours des G. V. C., il convient de se conformer aux instructions particulières données dans chaque région par le général commandant de région, intéressé. Les préfets sont informés des règles adoptées.

5° *Permissions agricoles.* — Au moyen de permissions agricoles. En principe il n'est pas accordé de permissions agricoles aux hommes de la zone des armées placés directement sous les ordres du général en chef.

Il est à rappeler que seuls les hommes des dépôts compris dans la zone des armés peuvent bénéficier de permissions agricoles individuelles au même titre que les mobilisés appartenant à des dépôts de l'intérieur.

Les dépots de la zone des armées forment aussi des équipes pour les travaux des champs.

Les intéressés doivent adresser leur demande à leurs chefs hièrarchiques en l'accompagnant du certificat du maire contresigné par le vice-président du comité d'action agricole, attestant la qualité d'agriculteur du mobilisé; si un comité d'action agricole n'a pas été constitué dans la localité de l'exploitant, le certificat peut valablement être délivré par le maire signant seul.

Le 7 juillet, le ministre de la guerre a fait connaître au conseil des ministres qu'en vue de faciliter les moissons :

1° Une nouvelle permission de quinze jours sera accordée aux agriculteurs de la classe 1917;

2° Des équipes agricoles seront constituées en outre avec les soldats de la classe 1917 n'appartenant pas à l'agriculture ;

3° Les ajournés des dernières classes exerçant des professions agricoles seront mis en sursis d'appel jusqu'après les moissons.

Nous avons cru devoir reproduire intégralement la circulaire du ministre de l'agriculture et la note qui la complète. Elles prouvent que de grands efforts ont été faits pour donner satisfaction aux revendications et aux vœux des populations des campagnes et pour rendre confiance aux agriculteurs découragés. Nous pouvons avoir l'espérance que l'intervention de M. Méline et le concours que lui prête le général Roques auront les plus heureux résultats et que le retour momentané dans leurs foyers des agriculteurs mobilisés facilitera la mise en culture d'une partie des terres abandonnées.

Néanmoins, la loi qui est soumise à votre examen conserve toute son utilité. Dans un grand nombre de cas — et l'exposé des motifs du projet de loi en signale plusieurs — l'Etat, en se substituant au propriétaire ou à l'exploitant, assurera la mise en valeur du sol. Il a le droit, en temps de guerre, de faire ce qui est commandé par l'intérêt supérieur de la défense nationale, et le premier de ses devoirs est de pourvoir à l'alimentation de l'armée et de la population civile. Toutefois, sans aller jusqu'à l'extrême limite de son droit, il peut administrer temporairement les biens abandonnés.

Ces principes ont été exposés avec beaucoup de force dans l'exposé des motifs du projet de loi par le ministre de l'agriculture :

« Il existe, dit-il, deux catégories de terres abandonnées : celles qui le sont sans qu'il y ait aucune faute, aucune mauvaise volonté à reprocher aux exploitants qui sont le plus souvent des mobilisés ou des femmes sans force physique, et celles, au contraire, qui sont désertées systématiquement par des exploitants négligents, paresseux ou égoïstes.

« Pour les premiers, pas de difficultés de droit : les uns sont tout prêts à remettre volontairement leurs terres entre les mains des municipalités ou des comités communaux dont il sera question ci-après, trop heureux que ceux-ci veuillent bien prendre leur place; les autres guidés et aidés par ces comités, se chargeront eux-mêmes, avec leurs propres ressources, de la remise en culture des terrains qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'exploiter.

« Il ne reste donc plus que les terres dont les exploitants ont la prétention de conserver la possession en se refusant à les mettre en valeur. Pour avoir raison de leur obstination, il faut une loi spéciale. Cette loi repose sur un principe indiscutable: en temps de guerre, l'Etat a le droit de faire tout ce qui est commandé par l'intérêt supérieur de la défense nationale.

« Il n'est pas contestable que l'Etat a le droit, s'il le faut, d'aller jusqu'à prendre temporairement la place du propriétaire impuissant ou de mauvaise volonté pour exploiter sa terre.

« Mais si le droit est certain, l'application du droit est infiniment plus délicate, et si l'Etat s'en tenait à la rigueur du principe, il se heurterait à des difficultés insurmontables et irait contre son but. Tout ce qui pourrait ressembler à une expropriation, à une atteinte au droit de propriété lui-même, éveillerait les susceptibilités les plus respectables et pourrait provoquer des résistances invincibles.

« Rien n'oblige heureusement l'Etat à aller jusque là: il lui suffira de s'ériger en administrateur par l'intermédiaire de la commune vis-à-vis des propriétaires pour désarmer toutes les susceptibilités et rencontrer partout des concours désintéressés. »

Il ne saurait donc être question de déposséder cinq ou six cent mille propriétaires et de découvrir les moyens extraordinaires qui rendraient facile et prompte la fécondation de trois millions d'hectares.

Le projet de loi qui vous est soumis a pour but de créer un organisme nouveau qui permettra, dans les conditions que nous avons indiquées plus haut et que l'exposé des motifs a precisées, de faire rendre à la terre ce qu'elle produisait en temps normal. A l'action individuelle défaillante il substitue l'action collective dont l'esprit de solidarité doublera la puissance.

Comment fonctionnera cette organisation ?

Article 1er.

A compter de la promulgation de la présente loi, le maire de chaque commune, assisté de deux conseillers municipaux, invitera, par lettre recommandée, le propriétaire ou l'exploitant habituel des terrains non cultivés à mettre, s'il y a lieu, ces terrains en culture. Si, dans les quinze jours de l'envoi, l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté l'ayant contraint à abandonner sa terre, le maire aura le droit de réquisitionner ces terrains et il pourra les livrer, pour être mis en culture, au comité communal d'action agricole, constitué par décret. Au cas où les exploitants se trouveraient dans l'impossibilité reconnue de les cultiver eux-mêmes en tout ou en partie, le maire pourra confier à celui-ci, avec le concours de l'exploitant, la direction de l'exploitation à effectuer.

Pour l'exécution des travaux agricoles en général, même pour la culture des terres qui continuent à être exploitées, le maire aura le droit de réquisition, en ce qui concerne les machines et les instruments agricoles, les locaux, la traction animale et mécanique disponibles dans la commune.

Des arrêtés préfectoraux, soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, détermineront les formes et les limites dans lesquelles les municipalités pourront opérer ces réquisitions, ainsi que le mode de règlement des indemnités.

Ne pourront être l'objet d'aucune réquisition comme bêtes de trait, mais seulement être employées du libre consentement de leur propriétaire, les juments et les vaches exploitées pour la reproduction en même temps que comme bêtes de trait.

Les communes sont autorisées, dans les conditions prévues à l'article 2, à acquérir les instruments et les moteurs utiles à la culture. Ceux qui existent dans la commune ne seront réquisitionnés qu'à défaut de location amiable et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés.

Les agriculteurs mobilisés bénéficiant de permissions pour travaux agricoles ont droit à la gratuité du voyage à l'aller et au retour.

Conformément aux règles que nous avons rappelées plus haut, l'article 1er confère au maire de la commune, assisté de deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal, le droit d'inviter le propriétaire ou l'exploitant habituel des terrains non cultivés à les mettre en culture. Si, dans un délai qui a été fixé à quinze jours, le propriétaire ou l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté l'ayant obligé à abandonner sa terre, le maire est investi du droit de réquisitionner ces terrains et de les livrer pour être mis en culture au comité communal d'action agricole. Ce comité a été constitué par un décret inséré au *Journal officiel*, le 2 février 1916. Il comprend 5, 7 ou 9 membres selon l'importance de la commune. Ces membres sont désignés, à la majorité absolue, par le conseil municipal auquel sont adjoints trois agriculteurs hommes ou femmes choisies par le conseil parmi les bureaux des associations agricoles ou par les notables agriculteurs.

Il est présidé par le maire assisté d'un vice-président élu par le comité.

L'article 2 du décret définit les attributions du comité :

« Il sera chargé d'organiser d'une façon générale le travail agricole et d'assurer la culture de toutes les terres dans les conditions suivantes :

« 1° Il aura pour mission de se mettre à la disposition des agriculteurs pour leur donner conseil et appui, de leur indiquer et de leur faciliter les moyens de se procurer des engrais, des semences, des animaux de travail, des machines et enfin de les mettre en rapport avec les institutions de crédit agricole pouvant leur faire les avances d'argent nécessaires pour leurs opérations ;

« 2° Il leur servira d'intermédiaire pour soumettre leurs demandes, leurs réclamations et leurs plaintes aux autorités militaires et civiles soit directement ou par l'intermédiaire du conseil cantonal.

« Aux termes de l'article 8 le conseil cantonal, présidé par le maire du chef-lieu de canton, comprend un délégué du comité communal de chaque commune du canton. »

Si le comité d'action agricole peut ainsi se faire l'avocat des agriculteurs auprès des autorités civiles et militaires et donner au maire un concours actif et efficace, celui-ci néanmoins a encore un rôle important à remplir. C'est à lui qu'il appartient de réquisitionner les locaux où seront installés les machines et les instruments agricoles et la traction animale et mécanique disponibles dans la commune. Des arrêtés préfectoraux détermineront les conditions dans lesquelles auront lieu ces réquisitions. D'ailleurs, elles ne pourront s'exercer qu'à défaut de location amiable et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés. Elles ne pourront pas s'appliquer aux juments et aux vaches exploitées pour la reproduction. De sages dispositions ont donc été prises pour prévenir des abus que ne manquerait pas de signaler le comité d'action agricole et qui seraient immédiatement réprimés par l'autorité supérieure,

Article 2.

L'article 2 fait connaître au moyen de quelles ressources il sera fait face à toutes les dépenses de main-d'œuvre, d'achat d'engrais, de semences de machines, etc., en un mot à toutes les dépenses que nécessitera la mise en culture des terres.

Les dépenses à engager, les avances à faire pour l'exécution de ces travaux seront assurées par la commune. Les sommes demandées à cet effet, par les communes pourront, après avis de la commission de répartition du crédit agricole, leur être attribuées par le ministre de l'agriculture sur les fonds de la dotation générale du crédit agricole et par l'intermédiaire des caisses régionales.

Ces caisses recevront un intérêt de 1 p. 100 des communes auxquelles elles feront des avances.

L'effet souscrit par une commune, en garantie de l'avance accordée, sera remboursable au plus tard dans le délai de six mois suivant la récolte. A l'échéance, le préfet, s'il en est requis par ladite caisse, sera tenu d'inscrire cette créance au rôle des recouvrements de la commune, comme en matière de contributions directes.

En aucun cas, la caisse régionale ne sera responsable envers l'Etat du prêt consenti par son intermédiaire.

Les dépenses seront à la charge de la commune, semble dire l'article 2, mais il ajoute aussitôt que les communes n'auront à s'imposer aucun sacrifice.

Les sommes qu'elles demanderont leur seront

attribuées par le ministre de l'agriculture sur les fonds de la dotation générale du crédit agricole redevances versées par la Banque de France et elles leur seront transmises directement par l'intermédiaire des caisses régionales sans intervention des caisses locales de crédit qui, d'ailleurs, n'existent que dans un petit nombre de communes. C'est donc le ministre de l'agriculture qui statuera sur les demandes qui lui seront transmises après avoir pris l'avis du directeur des services agricoles du département.

Article 3.

L'article 3 est ainsi conçu :

En cas de déficit, la perte incombera à l'Etat sur simple justification des comptes approuvée par le conseil municipal, sans qu'en aucun cas hors celui de fraude, une action en responsabilité ou en reddition de comptes puisse être engagée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués.

En cas de bénéfices :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille, les sept dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis et les trois autres dixièmes seront versés dans les caisses de l'Etat.

S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille, les bénéfices nets seront répartis par moitié entre lui et l'Etat.

Le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû aux propriétaires lorsque l'exploitation de ces terres aura laissé un déficit.

A ce texte, qui avait été introduit dans la loi au cours de la discussion en séance publique, la commission propose de substituer une rédaction nouvelle qui semble traduire avec plus de précision les intentions de la Chambre elle-même.

Nouvel article 3.

« En cas de bénéfices :

« S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : les sept dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis ; deux dixièmes seront attribués à la commune et un dixième sera versé à un compte spécial de la caisse régionale de crédit agricole pour être reversé à l'Etat et être affecté à la partie de la dotation générale du crédit agricole représentée par les redevances de la Banque de France.

« S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille : les cinq dixièmes du bénéfice net lui seront acquis ; trois dixièmes du bénéfice seront attribués à la commune et deux dixièmes seront versés à un compte spécial de la caisse régionale de crédit agricole pour être reversés à l'Etat et être affectés à la même dotation du crédit agricole.

« En cas de déficit :

« Après simple justification des comptes approuvés par le conseil municipal, aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués.

« La perte se répartira ainsi qu'il suit :

« S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : deux dixièmes resteront à la charge de la commune et les huit autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole.

« S'il s'agit d'un non mobilisé ou de sa famille : trois dixièmes resteront à la charge du non mobilisé ou de sa famille ; deux dixièmes seront à la charge de la commune et les cinq autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole.

« Dans tous les cas de déficit à inscrire au compte des exploitants, la commune avancera les fonds et recouvrera sur l'exploitant au moyen de taxes communales assimilées aux contributions directes.

« Le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû aux propriétaires lorsque l'exploitation de ces terres aura laissé un déficit. »

Le nouvel article 3 fixe le partage des bénéfices d'une façon équitable.

Il attribue aux mobilisés une part plus importante qu'aux non mobilisés : sept dixièmes dans le premier cas, cinq dixièmes dans le second et même huit dixièmes quand il s'agit de non mobilisés.

Il prélève deux dixièmes en faveur de la commune qui a pris l'initiative de la mise en culture des terres et en surveille l'exploitation.

Il réserve enfin un dixième, et deux dixièmes quand il s'agit de non mobilisés, à la caisse régionale de crédit qui, grâce aux redevances de la Banque de France, a pu consentir les avances qui ont rendu possible la mise en culture des terres.

Les frais de culture seront le plus souvent couverts : cependant, si la récolte est détruite à la suite d'intempéries, de conditions atmosphériques contraires, un déficit peut être constaté.

Alors aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués. Ainsi le décidait l'article 3 voté par la Chambre. La faveur dont jouissait l'exploitant était peut-être excessive, elle pouvait le déterminer à demeurer inactif et à laisser accomplir par d'autres un travail dont le profit lui était réservé.

Votre commission vous propose d'ajouter à l'ancien texte les dispositions suivantes :

La perte se répartira ainsi qu'il suit :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille, deux dixièmes restent à la charge de la commune et les autres dixièmes sont imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit. Mais s'il s'agit d'un non mobilisé et de sa famille, trois dixièmes resteront à sa charge, deux dixièmes à la charge de la commune et cinq dixièmes à la charge de la caisse régionale de crédit.

La contribution imposée à l'exploitant non mobilisé est assurément justifiée, car, même lorsque la récolte est nulle, les avantages qu'il retire de la mise en culture des terres ne sont pas négligeables. Ce n'est pas vainement que des frais ont été faits pour fumer, pour labourer un sol qui serait devenu improductif. Ils ont préparé la récolte prochaine. Ils donnent donc à la terre un accroissement de valeur, comme l'a reconnu le législateur en accordant une indemnité au fermier sortant.

La contribution mise à la charge de la commune ne semble pas discutable. Les communes recevant une part des bénéfices il est naturel qu'elles supportent une part des pertes. D'ailleurs, c'est le plus sûr moyen d'intéresser les municipalités à la prospérité des entreprises agricoles dont la direction leur est confiée.

Article 4.

Les terrains réquisitionnés ou mis en culture par le comité communal d'action agricole pourront être remis aux ayants droit après leur réquisition et leur mise en culture si le propriétaire ou détenteur le demande, en garantissant la commune des dépenses et des avances faites.

Cet article additionnel a pour but de donner aux mobilisés qui seraient réformés ou renvoyés dans leurs foyers la faculté de bénéficier des réquisitions qui ont été opérées en acquittant eux-mêmes le montant des dépenses engagées.

Article 5.

La présente loi, si elle n'est pas prorogée, n'est applicable que pendant la durée de la mobilisation.

Dans l'analyse que nous avons présentée de l'article 1er nous n'avons pas cru devoir faire remarquer qu'il contenait un paragraphe final qui n'avait aucun rapport avec l'ensemble de l'article et qui aurait dû faire l'objet d'un article spécial.

Il est ainsi rédigé :

« Les agriculteurs mobilisés bénéficiant de permissions pour travaux agricoles ont droit à la gratuité du voyage pour l'aller et le retour. »

Une proposition de résolution avait été dans ce but déposée sur la tribune de la Chambre, mais les dépenses qu'elle semblait devoir entraîner avaient déterminé, tout d'abord, le ministre des finances à faire d'expresses réserves sur l'opportunité de la mesure proposée.

Mais la Chambre des députés, après avis de la commission du budget et de la commission de l'agriculture et après avoir entendu le ministre de l'agriculture, n'a pas hésité à adopter un amendement qui reproduisait le projet de résolution resté en suspens et à l'insérer à la fin de l'article 1er.

Votre commission propose au Sénat de s'associer à la pensée généreuse qui a inspiré le vote de la Chambre.

Depuis ce vote, M. le ministre de la guerre a été sollicité d'assurer l'application immédiate d'une disposition qui a été accueillie avec gratitude dans le monde agricole. En ce moment même s'ouvre la période la plus importante des travaux des champs et comme le Sénat après le comité secret s'était ajourné au 18 juillet, le retard que devait subir le vote de la loi risquait de rendre inutile le bon geste de la Chambre des députés.

M. le ministre de la guerre le fit observer à la commission des finances et à votre commission et il les avisa en même temps que les crédits annuels inscrits au chapitre II de son budget (frais de déplacements et transports) lui fourniraient les moyens de faire face aux premières dépenses qu'entraînerait la gratuité de voyage des permissionnaires.

L'honorable M. Cordelet s'empressa de répondre à M. le ministre de la guerre que la commission qu'il présidait et qui devait se préoccuper avant tout des intérêts de l'agriculture donnait son entière approbation à l'initiative qu'il avait prise pour assurer avant le vote définitif du Sénat l'application immédiate de la loi votée par la Chambre.

Le Sénat ne la désavouera pas.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — A compter de la promulgation de la présente loi, le maire de chaque commune, assisté de deux conseillers municipaux, invitera, par lettre recommandée, le propriétaire ou l'exploitant habituel des terrains non cultivés à mettre, s'il y a lieu, ces terrains en culture.

Si, dans les quinze jours de l'envoi, l'exploitant ne justifie pas de raisons indépendantes de sa volonté l'ayant contraint à abandonner sa terre, le maire aura le droit de réquisitionner ces terrains et il pourra les livrer, pour être mis en culture, au comité communal d'action agricole, constitué par décret, au cas où les exploitants se trouveraient dans l'impossibilité reconnue de les cultiver eux-mêmes en tout ou en partie, le maire pourra confier à celui-ci, avec le concours de l'exploitant, la direction de l'exploitation à effectuer.

Pour l'exécution des travaux agricoles en général, même pour la culture des terres qui continuent à être exploitées, le maire aura le droit de réquisition en ce qui concerne les machines et les instruments agricoles, les locaux, la traction animale et mécanique disponibles dans la commune.

Des arrêtés préfectoraux, soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture, détermineront les formes et les limites dans lesquelles les municipalités pourront opérer ces réquisitions, ainsi que le mode de règlement des indemnités.

Ne pourront être l'objet d'aucune réquisition comme bêtes de trait, mais seulement être employées du libre consentement de leur propriétaire, les juments et les vaches exploitées pour la reproduction en même temps que comme bêtes de trait.

Les communes sont autorisées, dans les conditions prévues à l'article 2, à acquérir les instruments et les moteurs utiles à la culture. Ceux qui existent dans la commune ne seront réquisitionnés qu'à défaut de location amiable et en tenant compte des besoins des propriétaires réquisitionnés.

Les agriculteurs mobilisés bénéficiant de permissions pour travaux agricoles ont droit à la gratuité du voyage à l'aller et au retour.

Art. 2. — Les dépenses à engager, les avances à faire pour l'exécution de ces travaux seront assurées par la commune. Les sommes demandées à cet effet par les communes pourront, après avis de la commission de répartition du crédit agricole, leur être attribuées par le ministre de l'agriculture sur les fonds de la dotation générale du crédit agricole et par l'intermédiaire des caisses régionales.

Ces caisses recevront un intérêt de 1 p. 100 des communes auxquelles elles feront des avances.

L'effet souscrit par une commune, en garantie de l'avance accordée, sera remboursable au plus tard dans le délai de six mois suivant la récolte. A l'échéance, le préfet, s'il en est requis par ladite caisse, sera tenu d'inscrire cette créance au rôle des recouvrements de la commune, comme en matière de contributions directes.

En aucun cas, la caisse régionale ne sera responsable envers l'Etat du prêt consenti par son intermédiaire.

Art. 3. — En cas de bénéfice :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : les sept dixièmes du bénéfice net lui resteront acquis ; deux dixièmes seront attribués à la commune et un dixième sera versé à un compte spécial de la caisse régionale de crédit agricole pour être reversé à l'Etat et être affecté à la partie de la dotation générale du crédit agricole représentée par les redevances de la Banque de France.

S'il s'agit d'un non-mobilisé ou de sa famille : les cinq dixièmes du bénéfice net lui seront acquis ; trois dixièmes du bénéfice seront attribués à la commune et deux dixièmes seront versés à un compte spécial de la caisse régionale de crédit agricole pour être reversés à l'Etat et être affectés à la même dotation du crédit agricole.

En cas de déficit :

Après simple justification des comptes approuvés par le conseil municipal, aucune action en responsabilité ou en reddition de comptes ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée personnellement ou collectivement soit contre le maire, soit contre la municipalité, soit contre les exploitants substitués.

La perte se répartira ainsi qu'il suit :

S'il s'agit d'un mobilisé ou de sa famille : deux dixièmes resteront à la charge de la commune et les huit autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole.

S'il s'agit d'un non-mobilisé ou de sa famille : trois dixièmes resteront à la charge du non-mobilisé ou de sa famille ; deux dixièmes seront à la charge de la commune et les cinq autres dixièmes seront imputés sur la dotation générale du crédit agricole et réglés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole.

Dans tous les cas de déficit à inscrire au compte des exploitants, la commune avancera les fonds et recouvrera sur l'exploitant au moyen de taxes communales assimilées aux contributions directes.

Le fermage des terres réquisitionnées ne sera pas dû aux propriétaires lorsque l'exploitant de ces terres aura laissé un déficit.

Art. 4. — Les terrains réquisitionnés ou mis en culture par le comité communal d'action agricole pourront être remis aux ayants droit après leur réquisition et leur mise en culture si le propriétaire ou détenteur le demande, en garantissant la commune des dépenses et des avances faites.

Art. 5. — La présente loi, si elle n'est pas prorogée, n'est applicable que pendant la durée de la mobilisation.

ANNEXE N° 233

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

AVIS présenté, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés, par M. Laurent Thiéry, sénateur (1).

Messieurs, la loi sur les allocations aux familles des mobilisés était nécessaire dans une guerre qui a suspendu dans une large mesure la vie normale de la nation et, par suite du service militaire obligatoire pour tous, enlevé leurs soutiens à un grand nombre de foyers. Inspirée par un sentiment de solidarité sociale et de patriotisme clairvoyant, elle n'a pas été sans une réelle influence sur l'admirable tenue morale de nos soldats, dont l'élan s'accrut avec la certitude que leur départ aux armées ne plongerait pas dans la misère les êtres qui leur sont chers.

Loi du 5 août 1914.

La loi du 5 août 1914 est contenue dans un article unique ainsi conçu :

« Les familles des militaires de l'armée de terre et de mer appelés ou rappelés sous les drapeaux, qui remplissent les devoirs de soutiens indispensables de famille, auront droit, sur leur demande, à une allocation journalière de 1 fr. 25 avec majoration de 50 centimes par enfant âgé de moins de seize ans à la charge du soutien de famille. »

Dans les débuts, son application, un peu étroite, souleva de nombreuses protestations, souvent justifiées, quelque conscience qu'aient apportée les diverses commissions dans leurs décisions. Mais peu à peu l'interprétation s'élargit, une jurisprudence moins instable se créa et le nombre des bénéficiaires augmenta dans de notables proportions.

Le tableau suivant, établi par les services du ministère de l'intérieur, indiquant le nombre des demandes formées, celui des demandes admises et le coût de la loi depuis août 1914 jusqu'au 31 mai 1916, nous permettra de suivre la progression mensuelle de la dépense.

(1) Voir les nos Sénat, 352, année 1915 ; 23, année 1916, et 3-6-46-509-530-552-565-574-575-634-636-715-841-844-854-856-889-893 et annexe 910-1025-1201-1277-1300 et in-8° n° 276 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

DATES	NOMBRE de demandes formées.	NOMBRE de demandes accueillies.	COUT de la loi.
1914.			
Août	1.344.743	1.155.814	64.688.721
Septembre	1.801.426	1.519.391	78.114.674
Octobre	2.116.000	1.857.200	86.858.260
Novembre	2.305.520	1.967.509	99.922.939
Décembre	2.643.610	2.256.291	111.163.934
1915.			
Janvier	2.857.187	2.421.196	122.702.054
Février	3.023.052	2.630.131	131.099.519
Mars	3.247.962	2.922.347	142.406.534
Avril	3.547.757	3.125.573	150.423.736
Mai	3.859.320	3.320.727	161.601.686
Juin	4.052.825	3.353.267	169.179.254
Juillet	4.179.094	3.472.175	174.303.201
Août	4.305.014	3.493.583	177.699.862
Septembre	4.333.638	3.512.849	183.818.637
Octobre	4.360.335	3.632.670	180.577.921
Novembre	4.475.337	3.661.403	182.594.471
Décembre	4.560.410	3.715.764	184.932.183
1916.			
Janvier	4.683.976	3.830.185	186.216.789
Février	4.742.646	3.881.859	187.414.880
Mars	4.968.146	3.975.153	187.183.548
Avril	4.975.194	4.001.926	187.834.275
Mai	4.987.173	4.046.950	190.928.756

Un second tableau, intéressant à consulter, indique, par département, le nombre des demandes admises et le coût de la dépense, du mois d'août 1914 au 31 mai 1916 :

Coût de l'application de la loi du 5 août 1914 au 31 mai 1916, dans chaque département.

DÉPARTEMENTS	DEMANDES admises.	COUT DE LA LOI	DÉPARTEMENTS	DEMANDES admises.	COUT DE LA LOI
Ain	38.263	26.608.516	Corrèze	33.200	22.236.016
Aisne	12.521	11.489.364	Corse	27.200	27.014.946
Allier	51.274	37.906.452	Côte-d'Or	28.730	27.349.001
Alpes (Basses-)	11.333	8.750.392	Côtes-du-Nord	65.300	47.752.363
Alpes (Hautes-)	10.550	7.518.829	Creuse	32.454	23.701.943
Alpes-Maritimes	32.720	26.696.037	Dordogne	58.900	38.013.068
Ardèche	39.362	29.089.482	Doubs	31.100	23.352.637
Ardennes	»	»	Drôme	27.357	21.406.313
Ariège	22.600	14.089.552	Eure	25.511	24.916.508
Aube	25.322	21.685.822	Eure-et-Loir	23.112	21.320.265
Aude	33.874	28.781.602	Finistère	78.900	61.966.110
Aveyron	35.840	29.358.990	Gard	46.556	37.128.561
Bouches-du-Rhône	65.035	67.034.060	Garonne (Haute-)	49.511	37.822.163
Calvados	35.680	30.650.112	Gers	25.720	18.199.585
Cantal	22.740	17.652.585	Gironde	92.206	73.966.334
Charente	35.673	27.788.271	Hérault	55.330	45.038.130
Charente-Inférieure	36.157	33.546.956	Ille-et-Vilaine	61.910	41.553.838
Cher	34.261	33.287.432	Indre	32.060	28.893.903

DÉPARTEMENTS	DEMANDES admises.	COUT DE LA LOI	DÉPARTEMENTS	DEMANDES admises.	COUT DE LA LOI
Indre-et-Loire	32.532	28.501.353	Saône (Haute-)	22.831	17.464.597
Isère	60.900	42.841.299	Saône-et-Loire	67.426	61.000.444
Jura	33.560	23.010.039	Sarthe	39.912	29.944.058
Landes	34.243	27.873.704	Savoie	24.250	17.169.318
Loir-et-Cher	23.350	22.669.703	Savoie (Haute-)	26.150	18.925.773
Loire	74.058	61.213.897	Seine	423.972	482.438.536
Loire (Haute-)	33.143	16.758.012	Seine-Inférieure	77.420	75.609.830
Loire-Inférieure	63.110	55.314.624	Seine et-Marne	38.240	34.871.269
Loiret	32.886	22.061.129	Seine-et-Oise	87.624	72.107.354
Lot	27.033	18.879.335	Sèvres (Deux-)	27.883	22.148.340
Lot-et-Garonne	30.322	23.324.680	Somme	49.651	41.682.750
Lozère	13.740	11.546.549	Tarn	37.420	29.656.447
Maine-et-Loire	56.832	46.235.596	Tarn-et-Garonne	22.365	14.045.421
Manche	36.204	31.248.428	Var	34.120	21.260.379
Marne	42.647	32.358.663	Vaucluse	30.000	21.982.294
Marne (Haute-)	20.592	18.790.705	Vendée	45.942	43.070.737
Mayenne	25.500	19.731.237	Vienne	31.824	25.899.612
Meurthe-et-Moselle	61.503	91.591.123	Vienne (Haute-)	50.253	48.238.961
Meuse	14.260	17.159.698	Vosges	52.333	44.469.725
Morbihan	65.615	53.533.768	Yonne	26.564	24.799.592
Nièvre	27.818	26.018.406			
Nord	35.546	27.234.467	ALGÉRIE		
Oise	41.223	35.231.782			
Orne	24.822	18.876.646	Alger	38.990	21.361.198
Pas-de-Calais	112.535	98.422.482	Constantine	19.000	13.987.254
Puy-de-Dôme	68 134	52.723.209	Oran	34.137	25.801.471
Pyrénées (Basses-)	37.857	29.013.770	Affaires indigènes	175	492.855
Pyrénées (Hautes-)	21.590	14.366.484	Territoire du Sud	620	1.468.706
Pyrénées-Orientales	24.982	21.238.952			
Rhin (Haut-) (partie française)	9.210	6.489.833			
Rhône	98.100	89.768.740	Totaux	3.932.272	3.366.967.370

En résumé, depuis août 1914 jusqu'au 31 mai 1916, le nombre des demandes formées est de..... 4.987.173
celui des demandes accueillies..... 4.046.950

Demandes rejetées..... 940.223

Le pourcentage des demandes admises par rapport aux demandes formées est de 81,14 p. 100. Le coût de la dépense au 31 mai 1916 s'élève à 3.366.967.370 fr.

Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés.

L'application large de la loi du 5 août 1914, bien qu'elle s'étende à plus de 4,046,950 bénéficiaires, n'a pas donné satisfaction à un assez grand nombre d'intéressés dont les demandes ont été rejetées et qui, en procédant par comparaison avec la situation de demandeurs plus favorisés, estiment qu'ils avaient un égal droit à l'allocation.

La Chambre, dans le but de mettre fin autant que possible aux critiques d'un système fondé sur l'appréciation, a adopté, le 8 octobre 1915, une proposition qui en fixe le champ par des précisions nouvelles.

Nous n'examinerons que les articles 1, 2 et 6, ayant une répercussion financière et dont voici les textes :

Art. 1er.— Pendant toute la durée de la mobilisation, des allocations sont accordées, d'après les règles suivantes, aux familles des mobilisés n'ayant pas, pour vivre, des ressources suffisantes.

Art. 2.— Si le mobilisé était, avant la guerre, un salarié de l'industrie, du commerce, des professions libérales ou de l'agriculture, et avait un salaire ne dépassant pas 3,000 fr.; ou lorsque, fermier ou métayer, la valeur locative de la terre qu'il cultive ne dépasse pas 1,200 fr.; ou lorsque, cultivateur, artisan, petit commerçant ou petit patron, il travaillait habituellement seul ou avec un seul ouvrier masculin âgé de plus de seize ans, et avec les membres de sa famille, salariés ou non, sa femme et ses enfants âgés de moins de seize ans sont présumés ne pas avoir de ressources suffisantes, et les allocations leur sont dues.

Ce droit ne peut être contesté ou réservé qu'en cas de preuve contraire fournie conformément aux règles des articles 3, 4 et 5, et suivant les formes prévues par les mêmes articles.

Art. 6. — Les familles des mobilisés ne rentrant pas dans les catégories énumérées à l'article 2 peuvent également prétendre au bénéfice des allocations, à charge par elles de justifier que, par suite du départ de leur soutien, leurs ressources ont été supprimées ou réduites et sont ainsi devenues insuffisantes.

Il n'est pas douteux que les articles 1, 2 et 6 entraîneraient une dépense plus grande par l'augmentation certaine du nombre des bénéficiaires. Dans quelle mesure ? Il est difficile de l'évaluer même approximativement. L'honorable M. Bouffandeau, dans un avis présenté au nom de la commission du budget de la Chambre, se borne aux conjectures suivantes sur lesquelles il fait même des réserves :

« 4,179,094 demandes avaient été formées au 31 juillet dernier. Sur ce nombre, 3,472,175 avaient été accueillies. La plupart des 707,919 requérants qui n'ont pas reçu satisfaction renouvelleront leur demande. On peut bien supposer que 400,000 seront admises.

« Le jeu de l'article 2 augmentera sans doute de 5 à 600.000 le nombre des allocataires ; si bien qu'avec la progression continue que nous avons remarquée on atteindrait rapidement le total de 4,500,000 bénéficiaires.

« Or, la moyenne des sommes versées mensuellement à chaque allocataire pour la famille entière étant de 50 fr., la dépense serait probablement de 225 millions par mois. »

Si nous procédons à un calcul identique, nous trouvons qu'au 31 mai 1916 4,987,173 demandes ont été formées, sur lesquelles 4,046,950 ont été admises. Il est à supposer que presque tous les postulants n'ayant pas reçu satisfaction, et qui sont au nombre de 940,223, renouvelleraient leurs demandes. En se basant sur le pourcentage des demandes accueillies jusqu'au 31 mai dernier, le nombre des bénéficiaires serait augmenté de 7 à 800,000.

En admettant comme moyenne la somme de 50 fr. versée mensuellement à une famille d'allocataires, le supplément de dépenses serait de 35 à 40 millions par mois.

Ces chiffres ne sauraient avoir qu'une valeur hypothétique, une sérieuse augmentation de dépenses restant indiscutable.

Modifications apportées par la commission spéciale du Sénat à la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

La commission du Sénat, chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, en a supprimé les articles 2 et 6 pouvant avoir une répercussion financière.

Le maintien d'une allocation journalière de 50 centimes aux ascendants dénués de ressources et recueillis avant la guerre au foyer du mobilisé n'entraînerait pas une augmentation de dépenses pouvant faire hésiter sur l'adoption de cette disposition.

Les modifications introduites par la commission du Sénat à la proposition de la Chambre, sauf qu'elles instituent une procédure plus rapide pour l'examen des dossiers par les diverses juridictions, n'apportent pas de changement notable aux conséquences financières de la loi du 5 août 1914, telle qu'elle est aujourd'hui appliquée.

Au nom de la commission des finances, nous émettons un avis favorable.

ANNEXE N° 270

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi militaire du 19 octobre 1915, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1).— (Renvoyée à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 271

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant autorisation d'engagement de dépenses pour la construction de deux écoles primaires françaises à Tanger et ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit de 300,000 fr. sur l'exercice 1916, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). (Renvoyé à la commission des finance.)

ANNEXE N° 272

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux

(1) Voir les nos 1794-2161-2162 et in-8°, n° 491.— 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) (Voir les nos 2246-2272 et in-8° n° 483. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

départements (exercice 1917), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. L. Malvy, ministre de l'intérieur (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 274

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les **caisses d'épargne** et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les **habitations à bon marché**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Albert Métin, ministre du travail et de la prévoyance sociale; par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et par M. A. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission, nommée le 16 mars 1914, chargée de l'examen de propositions de lois tendant à reviser et à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne.)

ANNEXE N° 275

Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ouverture sur l'exercice 1915 de **crédits** applicables aux **services de la marine**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine, et par M. A. Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 277

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 3e commission d'initiative parlementaire sur la proposition de loi de M. Perchot et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet l'organisation du **crédit aux sociétés coopératives de consommation**, par M. Guilloteaux, sénateur (4). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la 3e commission d'initiative parlementaire a été appelée à statuer sur la prise en considération d'une proposition de loi de MM. Perchot, Henry Chéron, Goy et un certain nombre de leurs collègues, sur l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

La loi du 18 décembre 1915 a fixé le statut des sociétés coopératives de production et institué le crédit en faveur de ces organisations.

Il s'agit de doter d'encouragements analogues les sociétés coopératives de consommation.

Nous n'avons pas à examiner le fond de la proposition; mais à l'heure où la cherté de la vie est un des problèmes les plus dignes de retenir notre attention, la proposition qui nous est soumise présente un intérêt qui ne saurait échapper à aucun de nos collègues.

La 3e commission d'initiative a, en conséquence, l'honneur de vous proposer de prendre en considération la proposition de loi, dont vous êtes saisis, et elle vous demande d'en confier l'examen à la commission relative aux sociétés de coopération ouvrière, présidée par l'honorable M. Laurent Thiéry, qui a déjà étudié précédemment la législation sur les coopératives de production.

(1) Voir les nos 2176-2264, et in-8° n° 494. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 1965-2224, et in-8°, n° 498, — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(3) Voir les nos 2254-2293 et in-8° n° 505. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(4) Voir le n° 168, Sénat, année 1916.

ANNEXE N° 280

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à protéger les bénéficiaires des **polices d'assurances sur la vie**; à ordre et au porteur, des **bons de capitalisation et d'épargne**, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés par le fait ou à l'occasion de la guerre, par M. Guillaume Chastenet, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés, sur le rapport de son très distingué rapporteur M. Lairolle, a accepté, dans leur ensemble, les modifications apportées par le Sénat à la proposition de loi votée par la Chambre et tendant à protéger les bénéficiaires de polices d'assurances à ordre ou au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés.

Sur certains points, la commission des assurances de la Chambre propose cependant quelques modifications au texte voté par le Sénat, modifications qui ne comportent, d'ailleurs que des améliorations de texte ou des précisions utiles.

Au surplus, inaugurant une méthode susceptible de faire aboutir avec plus de facilité et de rapidité les projets urgents, l'honorable rapporteur, M. Lairolle, avait tenu à conférer avec le rapporteur du Sénat des modifications de texte proposées de part et d'autre.

Dans ces conditions, après examen du nouveau texte voté par la Chambre, votre commission vous propose de l'adopter purement et simplement.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Quiconque prétend avoir été dépossédé par le fait ou à l'occasion de la guerre d'une police d'assurance sur la vie à ordre ou au porteur, ou d'un bon émis par une entreprise de capitalisation ou d'épargne devra en aviser l'assureur par lettre recommandée, avec accusé de réception, dont le destinataire devra, dans la même forme, accuser réception à l'envoyeur dans les huit jours au plus tard de la remise. Cette lettre contiendra les nom, prénoms, profession et domicile de l'opposant et indiquera autant que possible toutes les circonstances de nature à identifier la police, notamment le numéro du titre s'il s'agit d'un bon de capitalisation ou d'épargne, et fera connaître les circonstances de sa disparition. La signature de l'opposant devra être légalisée par le maire ou par les autorités compétentes.

La déclaration ainsi faite emporte opposition au payement du capital ainsi que de tous accessoires.

Art. 2. — Les oppositions seront inscrites sur un registre spécial tenu au siège social de l'entreprise d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, conformément au modèle qui sera fixé par arrêté ministériel.

Un répertoire desdites oppositions, conforme aux mêmes indications, sera également tenu.

Sur la réquisition de toute personne justifiant d'un droit acquis sur une police déterminée, l'entreprise devra faire connaître les oppositions dont cette police pourrait être l'objet.

Art. 3. — S'il se manifeste un tiers porteur de la police frappée d'opposition, l'entreprise d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, en avisera l'opposant dans le mois, par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Elle devra également en aviser le souscripteur originaire.

L'opposant pourra obtenir du président du tribunal de son domicile une ordonnance enjoignant à l'entreprise de se saisir de la police si elle venait à lui être présentée et d'en demeurer séquestre jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la propriété de ce titre. Dans ce cas, l'entreprise sera tenue de délivrer au porteur un reçu du titre saisi, le porteur étant tenu de son côté, de faire connaître son identité.

Art. 4. — Dans le mois qui suivra la réception de la lettre prévue à l'article précédent, l'opposant doit saisir de son action la juridiction compétente. A cette instance devra être appelée l'entreprise d'assurance, de capitalisation ou d'épargne. Faute par l'opposant d'avoir introduit son action dans ledit délai, l'opposition est levée de plein droit, et mention de cette mainlevée est faite sur le registre des oppositions.

Toutefois, si l'opposant justifie d'une cause légitime l'ayant empêché d'agir, et en cas de fraude, il pourra exercer son recours contre le tiers porteur et toute personne responsable de la fraude.

Art. 5. — Si une prime vient à échéance sans qu'un tiers porteur de la police frappée d'opposition se soit présenté et l'ait payée, l'opposant pourra payer la prime à titre conservatoire, tous droits des parties réservés, à moins que le souscripteur de la police ne fasse le versement.

Art. 6. — Les oppositions ne seront recevables que dans l'année qui suivra la cessation des hostilités fixée par décret. Lorsqu'il se sera écoulé deux années à compter du jour de l'opposition, sans qu'un tiers porteur se soit présenté, l'opposant pourra demander au président du domicile de l'entreprise, statuant en référé, ou au juge de paix, s'il s'agit d'un bon ou titre de capitalisation ou d'épargne, l'autorisation de se faire délivrer par l'assureur un duplicata de la police et exercer les droits qu'elle comporte.

Toutefois, pour les oppositions qui auront été formées avant la fin des hostilités, ce délai ne commencera à courir qu'à partir de leur cessation.

Au regard de l'entreprise, le duplicata sera substitué à l'original qui ne lui sera plus opposable, le porteur dépossédé conservant à l'égard de tous autres les recours du droit commun.

(1) Voir les nos 57-130-263 Sénat, année 1916, 679-1136-1676-2110-2231 et in-8° n° 486 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 281

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, déterminant les **conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés**, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage, transmises par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (1). — (Renvoyée à la commission précédemment saisie.)

ANNEXE N° 282

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à aggraver les **pénalités en matière de vagabondage spécial**, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (2). — (Renvoyée à la commission précédemment saisie.)

ANNEXE N° 283

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux **immunités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement** (art. 98 disjoint du projet de loi

(1) Voir les nos Sénat, 445, année 1915; 158, année 1916; 1403-1459-1525-2252 et in-8° n° 496. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)
(2) (Voir les nos 251-343, Sénat, année 1911, 33-1978-2273 et in-8° n° 495. — 11e législ. — de la Chambre des députés.)

portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913), par M. Goy, sénateur (1).

Messieurs, dans sa séance du 13 mars 1913, la Chambre des députés a voté un article (art. 65) de la loi de finances ainsi conçu :

« Les immunités accordées par l'article 12 de la loi de finances du 30 mars 1888 aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire public et de l'enseignement primaire public sont étendues aux fonctionnaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie, des écoles nationales professionnelles et des écoles nationales d'arts et métiers.

« L'exemption des frais d'externat libre dans les lycées nationaux, les collèges et les cours secondaires communaux, est accordée aux enfants du personnel enseignant et des chefs de travaux, préparateurs, assistants ou aides des facultés et des établissements d'enseignement public supérieur dont le traitement n'est pas supérieur à 8,000 fr.

Cet article (devenu l'article 98) fut discuté au Sénat dans la séance du 4 juin. La Haute Assemblée le disjoignit et le renvoya à l'examen d'une commission spéciale.

La Chambre, dans sa séance du 25 juillet, vota à nouveau, avec une légère modification, la disposition qu'elle avait déjà adoptée, mais le Sénat maintint la disjonction qui fut définitivement acceptée par la Chambre.

La commission spéciale du Sénat, désignée pour examiner la question, m'a chargé du rapport que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui en son nom.

L'article de loi voté par la Chambre contient deux paragraphes tout à fait distincts.

Le premier étend à diverses catégories de fonctionnaires les immunités accordées par l'article 12 de la loi de finances du 30 mars 1888 aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire.

Ces immunités consistent en la dispense du droit d'inscription dans les facultés et en la dispense des droits de bibliothèque, d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme afférents aux grades de licencié ès sciences et ès lettres.

En ce qui concerne les membres de l'enseignement supérieur public, la disposition ne semble pas présenter un grand intérêt; l'extension dont il est question a, en effet, été accordée aux préparateurs des facultés des sciences par la loi de finances du 17 juillet 1889, et il est bien probable que les autres membres de l'enseignement supérieur possèdent déjà les grades pour la recherche desquels des immunités leur seraient accordées.

Quant aux maîtres des écoles de commerce, etc..., ils jouiraient d'un avantage nouveau et incontestablement intéressant pour eux. Mais il est impossible de dissimuler que la mesure, si elle était adoptée, entraînerait une importante diminution de recettes pour le Trésor public, pour les universités et aussi pour les villes, là où il existe une école préparatoire. Les Universités et les villes seraient ainsi fondées à demander des compensations qu'on ne saurait leur refuser.

Il convient de remarquer qu'en fait, dès à présent, les étudiants qui se trouvent dans une situation digne d'intérêt, et qui appartiennent aux catégories visées dans l'article voté par la Chambre, peuvent recevoir des dispenses de droit d'inscription. La loi du 26 février 1887, accorde, en effet, aux chefs des établissements d'enseignement supérieur le droit de dispenser un dixième des étudiants astreints au droit d'inscription.

L'attention de votre commission a particulièrement été attirée sur ce fait que l'article de loi concède une faveur exceptionnelle à des fonctionnaires dont la liste paraît choisie avec quelque arbitraire. On s'explique mal pourquoi les professeurs des écoles appartenant au département du commerce seraient les seuls bénéficiaires de la libéralité ; pour quelles raisons exclurait-on les professeurs des écoles d'agriculture, ou ceux qui enseignent dans les établissements dépendant de la marine ou des travaux publics?

En vérité, on entrouve une porte par laquelle devront nécessairement passer d'autres catégories, et il paraît peu opportun, à un moment où de sévères économies s'imposent, d'engager des dépenses assez considérables et dont la nécessité n'est pas évidente.

Le second paragraphe de l'article de loi a un caractère fort différent ; il est précis, limité, et, s'il était adopté, il n'entraînerait aucune répercussion, il liquide, au contraire, une question posée depuis plusieurs années et répare une injustice certaine.

Les fonctionnaires de l'enseignement secondaire jouissent pour leurs enfants de la remise des frais d'études et de surveillance dans les lycées et collèges ; on comprend les raisons qui ont fait accorder, il y a longtemps déjà, cette gratuité aux maîtres qui instruisent avec tant de dévouement les enfants des autres ; il est naturel qu'ils ne payent pas pour leurs propres enfants. Cette faveur, restreinte aux frais d'études, a été étendue par la suite aux membres de l'enseignement primaire, puis à divers fonctionnaires de l'enseignement; seuls, les membres de l'enseignement supérieur restent privés de cet avantage.

Pourquoi cette inégalité? Il est impossible de l'expliquer autrement que par des raisons budgétaires.

On ne saurait objecter que les membres de l'enseignement supérieur sont mieux rétribués, d'une manière générale, que leurs collègues du secondaire, depuis que les émoluments de ceux-ci ont été notablement relevés. Aussi bien, le texte voté par la Chambre limite les exemptions à ceux dont le traitement ne dépasse pas un niveau souvent atteint par les émoluments des professeurs de nos lycées.

Les services rendus par des hommes éminents, qui consacrent, dans des situations aussi modestes, leurs nobles efforts au développement de la science, méritent d'être mieux récompensés.

Votre commission a pensé qu'il n'était pas possible de refuser plus longtemps d'accorder aux fonctionnaires de l'enseignement supérieur une juste satisfaction qu'ils désirent très vivement, et elle vous propose de retenir le second paragraphe du texte voté par la Chambre.

Lorsque le Sénat fut appelé à le discuter, nos collègues MM. Debierre, Cazeneuve, Flaissières et Herriot déposèrent un amendement étendant le bénéfice de la remise universitaire aux enfants des bibliothécaires des facultés et établissements d'enseignement supérieur. Cette catégorie de fonctionnaires est peu nombreuse; il s'agit de personnalités souvent éminentes, dont les traitements sont modestes, et dont l'assimilation aux professeurs ou chefs de travaux est toute naturelle. Nous vous proposons de les comprendre parmi les bénéficiaires de la mesure.

L'administration a calculé que l'application de la loi, limitée aux fonctionnaires dont les appointements ne sont pas supérieurs à 8,000 francs, entraînerait une dépense de 100,000 fr. Pour une somme assez faible, on mettra fin à une inégalité vraiment fâcheuse.

Lorsque le budget de 1913 revint en discussion devant la Chambre, M. Perrier proposa, à titre de transaction, d'abaisser au chiffre de 6,000 fr. le traitement maximum au-dessous duquel la remise serait accordée. Cette proposition fut adoptée.

La dépense n'est pas beaucoup plus grande si l'on revient au chiffre primitif et l'on n'exclut pas ainsi les professeurs titulaires qui arrivent généralement aux appointements de 8,000 fr. alors que leurs enfants sont en cours d'études.

Tenant compte de toutes les considérations que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, votre commission vous propose, en résumé, de rejeter le premier paragraphe de l'article de loi voté par la Chambre et de retenir le second qui serait ainsi rédigé :

PROJET DE LOI

Article unique. — L'exemption des frais d'externat libre dans les lycées nationaux, les collèges et les cours secondaires communaux est accordée aux enfants du personnel enseignant, des chefs de travaux, préparateurs, assistants, aides ou bibliothécaires des facultés et des établissements d'enseignement public supérieur dont le traitement n'est pas supérieur à 8.000 francs.

(1) Voir les nos 85, 130, 321, 334, Sénat, année 1913.

ANNEXE N° 286

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés concernant l'inscription par le tiré, sur un chèque barré présenté à l'encaissement, de la mention que l'effet sera payable au débit de son compte, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la Républiqus française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 287

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture, sur l'exercice 1915, de crédits applicables aux services de la marine, par M. Emile Chautemps, député (2).

Messieurs, l'article 10 de la loi du 29 décembre 1915 a prolongé, à raison de la guerre, les délais complémentaires accordés par la loi du 25 janvier 1889, pour l'exécution des services budgétaires de la guerre et de la marine. La date de clôture des ordonnancements se trouve reportée du 31 mars au 31 juillet. Dès lors, les crédits demandés dans le projet de loi n° 2254, voté par la Chambre des députés dans sa séance du 18 juillet courant, sont destinés à faire face aux dépenses à ordonnancer avant le 31 juillet.

Ces crédits concernent exclusivement le ministère de la marine et s'élèvent à la somme de..... 4.625.500

Des annulations sont proposées pour une somme de..... 1.265.000

Le supplément net ressort donc à. 3.360.500

Votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre.

Nous examinons ci-après, chapitre par chapitre, les crédits demandés par le Gouvernement.

I. — Ouvertures de crédits.

1re section. — *Marine militaire.*

CHAPITRE 3. — Matériel de l'administration centrale.

Crédit demandé par le Gouvernement, 8,500 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 8,500 fr.

L'excédent de dépenses se décompose comme suit :

Communications téléphoniques.....	4.600
Electricité	3.900
	8.500

Téléphones. — Il résulte des états semestriels fournis par l'administration des postes et télégraphes que les communications interurbaines se sont élevées aux chiffres ci-après, pour l'année 1915 :

1er semestre.....	10.479 05
2e —	14.935 45
Soit au total.....	25.414 50

A déduire :

1° Crédit primitif maintenu dans les prévisions au même chiffre qu'en 1914.	1.800 »
2° Crédit supplémentaire accordé par la loi du 30 mars 1916.....	19.000 »
Soit ensemble.....	20.800 »

Le dépassement de crédit est par suite de 4,614 fr. 50.

Cette augmentation de dépense résulte des nombreuses conversations téléphoniques échangées entre le ministère de la marine et les autorités maritimes, fournisseurs, industriels, etc., par suite des nécessités du temps de guerre.

Electricité. — Quant à la consommation supplémentaire d'électricité, elle a été occasion-

(1) Voir les nos 2116-2220-2265-2369 et in-8° n° 510. — 11e législ. de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 275, Sénat, année 1916, et 2251-2293 et in-8° n° 505 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

née par l'augmentation du personnel et par les heures supplémentaires de travail de jour et de nuit.

Les crédits de chauffage et d'éclairage (75,000 francs, art. 3 du chapitre) étaient également, dans les prévisions, semblables à ceux de 1914. L'éclairage électrique y entrait pour. 18.500 »
alors que pour 1915 la consommation électrique s'est élevée à..... 23.516 77
soit une dépense supplémentaire de 5.000 »
en chiffres ronds.

L'administration ayant pu réaliser quelques économies sur d'autres chefs de dépenses, l'on n'a fait figurer dans la demande de crédits supplémentaires l'excédent de consommation d'électricité que pour la somme de 3,900 fr.

CHAPITRE 8. — Officiers de marine et officiers des équipages de la flotte.

Crédit demandé par le Gouvernement 1 million 507,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 1,507,000 fr.

CHAPITRE 9. — Officiers mécaniciens.

Crédit demandé par le Gouvernement 270,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 270,000 fr.

La situation des chapitres 8 et 9 se présente comme suit :

	CRÉDITS BUDGÉTAIRES ET DÉPENSES DIVERSES	CHAPITRE 8 — Officiers de marine et officiers des équipages.	CHAPITRE 9 — Officiers mécaniciens.
		francs.	francs.
	Crédits ..... Budgétaires	17.489.998	3.757.820
	Crédits ..... Passibles de la retenue de 5 p. 100	16.000.000	3.500.000
	Retenue de 5 p. 100	800.000	175.000
a	Crédits disponibles	16.689.998	3.582.820
	DÉPENSES		
	Dépenses liquidées signalées à la date du 1er mai 1916 :		
	Ports	14.707.730	3.245.720
	Paris (y compris remboursement aux Invalides, dépôt des équipages de la flotte et services divers)	593.036	85.029
	Extérieur (dépenses des escadres et services hors de la métropole)	2.170.492	309.559
	Remboursement des avances faites par le département de la guerre ..... Brigade	194.770	»
	Canonniers marins	262.064	4.407
	Canonnières fluviales	6.753	»
	Dépôt de Paris	138.679	206.437
	Auto-canons	123.466	»
b	Total des dépenses	18.196.990	3.851.152
(a-b)	Reste disponible	»	»
(b-a)	Déficit	1.506.992	268.332

Les déficits constatés proviennent de ce que les effectifs entretenus au cours de l'année 1915 ont été supérieurs à ceux qui avaient servi de base au calcul des crédits.

Les nécessités de la guerre ont, en effet, déterminé un accroissement d'effectifs considérable entre le mois d'octobre 1914, époque à laquelle ont été établies les prévisions du 1er semestre 1915, et le 1er janvier 1916. Cet accroissement s'est réalisé progressivement et corrélativement à l'augmentation de la flotte auxiliaire (transports et ravitailleurs de l'armée d'Orient, bâtiments de patrouilles, etc.).

L'augmentation de dépenses qui en est résultée a été d'autant plus sensible que le maintien prolongé de forces navales importantes dans la Méditerranée orientale donnait aux états majors et équipages le droit à des tarifs de solde plus élevés.

Aucune demande de crédits additionnels n'a été faite en cours d'exercice, la situation des chapitres ne pouvant être connue qu'en fin d'année en raison de l'extrême variation des effectifs.

D'autre part, la mise à la disposition du département de la guerre de formations militaires (brigade de fusiliers marins, régiments de canonniers marins, sections d'autos-canons et d'autos-projecteurs, canonnières fluviales, etc.) a donné lieu à des dépenses importantes. Ces dépenses comprennent la solde et les accessoires de solde (indemnité d'entrée en campagne, indemnité journalière, supplément d'usure de vêtements). Supportées temporairement par le budget de la guerre, elles doivent être remboursées par la marine.

CHAPITRE 11. — Traitement de table. — Frais de réception des autorités étrangères à l'occasion des fêtes et missions officielles.

Crédit demandé par le Gouvernement, 650,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 650,000 fr.

Le déficit se répartit comme suit :

Art. 1er. — Table des commandants et table des états-majors, 325,651 fr.

Art. 2. — Tables des officiers mariniers, 325,000 fr.

Comme pour les chapitres 8 et 9, l'augmentation de dépenses est due à l'accroissement de la flotte auxiliaire, l'armement d'un nombre relativement considérable de navires réquisitionnés et militarisés, notamment au cours du deuxième semestre 1915, pour la défense contre les sous-marins et le renforcement des bases du corps expéditionnaire d'Orient. Ces mesures ont nécessité l'embarquement d'un plus grand nombre d'officiers et d'officiers mariniers bénéficiant du traitement de table. En particulier, l'augmentation du nombre des premiers maîtres pourvus d'un commandement s'est élevée à 60 unités occasionnant une dépense de 108,000 francs.

D'autre part, la marine doit rembourser les avances faites par le département de la guerre pour les formations militaires à terre. Les officiers de marine n'ont droit qu'à une seule ration, mais reçoivent en outre une indemnité de traitement de table dont la quotité a été fixée par le décret du 12 janvier 1915.

CHAPITRE 23. — Personnel du service des constructions navales

Crédit demandé par le Gouvernement, 200,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 200,000 fr.

L'augmentation des dépenses par rapport à celles du temps de paix est due à l'appel d'un certain nombre d'officiers de réserve et d'agents techniques retraités.

Dans l'établissement des prévisions budgétaires de 1915, le département avait tenu compte d'un incomplet de 400,000 fr. du fait de la mise à la disposition de la guerre d'ingénieurs du génie maritime et agents du personnel technique.

Dans la suite, la marine a dû, en raison du développement croissant de ses propres besoins, rappeler un certain nombre de ces ingénieurs et agents techniques. Il en résulte, ainsi que le démontre la situation comparative des crédits et des dépenses, que l'incomplet a été calculé trop largement et qu'un crédit supplémentaire de 200,000 fr. est nécessaire pour équilibrer le chapitre.

Ce dépassement n'est donc déterminé par aucune dépense nouvelle.

CHAPITRE 24. — Constructions navales. — Service général, y compris les dépenses indivises — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 300,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 300,000 fr.

Ce dépassement provient de l'impossibilité d'établir longtemps à l'avance des prévisions exactes pour la répartition de la main-d'œuvre entre les trois chapitres de salaires du service des constructions navales.

Le département est ainsi amené à solliciter presque tous les ans des ventilations de crédits entre ces chapitres. On demande sur le présent chapitre un crédit supplémentaire de 300,000 fr. exactement compensé par une annulation au titre du chapitre 26 : Constructions navales. — Entretien et réparations.

CHAPITRE 31. — Artillerie navale. — Réfections. — Améliorations. — Entretien et écoles à feu. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement, 685,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 685,000 fr.

CHAPITRE 48. — Artillerie navale. — Constructions neuves. — Salaires.

Crédit demandé par le Gouvernement 280,000 fr.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances 280,000 fr.

De même que pour le service des constructions navales, les crédits de salaires du service de l'artillerie navale ne peuvent être exactement ventilés, entre les trois chapitres intéressés, lors de l'établissement des prévisions. Afin de mettre les crédits en concordance avec les dépenses réellement effectuées, on demande l'annulation sur le chapitre 29 : « artillerie navale, service général », d'une somme de 965,000 francs dont 685,000 fr. à reporter au présent chapitre et 280,000 fr. au chapitre 48 : « artillerie navale, constructions neuves. »

CHAPITRE 38. — Allocations diverses, secours, subventions. — Indemnités de congédiement. — Dépenses diverses.

Crédit demandé par le Gouvernement, 625,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 625,000 fr.

Le chiffre primitivement inséré au projet de loi n'était que de 424,000 fr. Mais, avant que ce projet ne soit venu en discussion, le département de la marine a saisi la commission du budget d'une demande de rehaussement de 201,000 fr., portant ainsi le montant du crédit à 625,000 fr. Cette rectification était modifiée par une erreur matérielle : double emploi d'égale somme dans l'évaluation du disponible à déduire de l'insuffisance.

Le chapitre 38 comprend treize articles, correspondant aux diverses natures de dépenses qui y sont imputables.

Le dépassement qui nécessite l'ouverture du crédit supplémentaire demandé porte en entier sur l'article 9 : dépenses diverses à l'extérieur, c'est-à-dire faites par les bâtiments en campagne.

Cet article, dont l'importance, en temps de paix, ne dépasse pas 100,000 francs, a vu ses dépenses considérablement accrues du fait de la guerre, puisque, pour l'exercice 1915, elles

ont atteint le chiffre de 1.472.366 francs, somme qui se décompose comme suit :

Frais de télégrammes et de téléphone	308.500
Pertes au change et frais de négociation de traites	1.063.009
Rémunération d'interprètes indigènes, d'agents indigènes, etc.	53.373
Frais de voitures, d'embarcations, etc.	20.792
Frais d'occupation de territoire à l'étranger (Ile Rouad)	8.514
Frais de correspondance et dépenses diverses	18.178
Total égal	1.472.366

L'on s'est quelquefois étonné de l'extrême variété des dépenses en général comprises sous la rubrique budgétaire « dépenses diverses ».

Il convient d'observer, à ce sujet, qu'une semblable rubrique est particulièrement nécessaire dans le budget de la marine. Comment prévoir, en effet, toutes les occasions de dépenses imprévues et variées qui viennent s'imposer aux bâtiments en campagne ? De tout temps, cette nécessité a été admise, et elle n'est pas critiquable, du moment qu'elle ne donne pas lieu à des abus et que les dépenses qui y sont imputées sont légitimes.

Au demeurant, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer plus haut, le crédit affecté à ces dépenses en temps de paix ne dépasse pas 100.000 fr. Ce sont exclusivement les circonstances de guerre qui les ont accrues dans de telles proportions. Les explications qui suivent et qui portent sur les principales sources de dépenses le démontrent clairement.

Frais de télégrammes et de téléphones. — Cette nature de dépense n'appelle pas de commentaires. Les communications télégraphiques entre les bâtiments en campagne et les consuls d'une part, le département de la marine d'autre part, sont incessantes et directement nécessitées par les opérations de guerre. Le service des achats en matériel à l'étranger occasionne également de nombreux échanges de télégrammes.

Pertes au change, frais d'achat de numéraire et de négociation de traites. — A l'étranger, le personnel de la marine à terre et embarqué est payé de la solde et des accessoires de solde, soit en monnaies françaises, soit en monnaies étrangères locales.

Dans le premier cas, les monnaies françaises sont comptées aux parties prenantes à leur valeur nominale, et les frais d'acquisition (frais de négociation des traites compris) sont à la charge du budget.

Dans le second cas, les monnaies étrangères sont, en principe, comptées aux intéressés à leur taux d'achat ou de perception (frais de négociation des traites également compris). Les intéressés bénéficient du gain ou subissent la perte au change suivant le cas.

Les circonstances ont fait qu'en 1914 et 1915 une exception a été apportée à cette dernière règle.

Les allocations de solde et accessoires de la plupart des unités de la première armée navale ont été payés en effet à l'aide de fonds anglais, cédés par l'amirauté britannique à Malte, ces avances étant remboursées à Londres par le compte que le Trésor français y possède, puis à ce dernier par voie d'ordonnancement sur les crédits du budget de la marine.

En vue de simplifier la comptabilité de nos bâtiments, il fut décidé que le numéraire anglais entrerait dans les écritures à la valeur au pair de la livre sterling, et serait distribué à ce taux aux parties prenantes. Ce système n'a pas présenté d'inconvénient tant que la valeur réelle de la livre sterling oscillait autour du pair, soit pendant les sept premiers mois de guerre. Mais lorsque cette valeur réelle a haussé le département de la marine a dû rembourser le Trésor d'après le taux auquel le ministère des finances constitue ses fonds à Londres, et il en est résulté une différence entre, d'une part, le montant des sommes prises en charge par les bâtiments et, d'autre part, le montant des sommes remboursées au Trésor. Cette différence a été imputée sur les crédits du chapitre 38 article 9 « Dépenses diverses à l'extérieur », imputation strictement réglementaire.

Il a été mis fin à cette situation, en décembre 1915, par une décision qui a prescrit aux bâtiments de prendre en charge le numéraire anglais cédé à Malte ou sur d'autres points par l'amirauté britannique, non plus au pair de la livre sterling, mais à un taux qui leur serait signalé mensuellement par le département, et égal à celui qui doit servir de base au remboursement au Trésor.

Aucune dépense supplémentaire de l'origine ci-dessus n'est donc plus à prévoir pour l'exercice 1916, du chef de la solde.

Mais le ministre de la marine a décidé, par analogie avec les dispositions bienveillantes prises par le Parlement, d'accord avec les ministères des finances et de la guerre, à l'égard du corps expéditionnaire d'Orient, que le personnel de la marine payé à l'étranger ne supporterait pas les pertes au change en ce qui concerne le traitement de table collectif, les indemnités représentatives de vivres et les indemnités locales. Ces pertes demeureront à la charge du budget.

Il résulte de ce qui précède que l'accroissement de dépenses pouvant être mises au compte des pertes au change en 1915, provient : 1° de l'importance des forces navales entretenues à l'étranger ; 2° des nombreux payements effectués en monnaie française sur les divers points de la Méditerranée où notre monnaie circule concurremment avec la monnaie locale ; 3° et enfin, de ce qu'une grande partie de la flotte réunie dans la Méditerranée a été payée à l'aide de fonds anglais, avancés par l'amirauté britannique, qui ont été distribués aux intéressés au pair alors que le département de la marine en a remboursé le montant au Trésor français au cours réel du change, c'est-à-dire à un taux sensiblement plus élevé.

On peut évaluer, pour 1915, les pertes au change dues aux raisons susindiquées à la somme de..... 480.180
les frais d'achat de numéraire français (y compris les frais de négociation de traites) à la somme de..... 582.829
Total..... 1.063.009

Il y a intérêt à rapprocher cette dernière somme de celle qui a été payée en 1915 à l'aide de fonds perçus à l'étranger, pour la solde et les accessoires du personnel embarqué ou séjournant à terre, et qui s'élève au total approximatif de 25 millions. La proportion des frais ressort ainsi à 4,2 p. 100

Frais d'interprètes. — Les interprètes, dont la rémunération a été imputée au chapitre 38, article 9, n'ont aucunement le caractère de fonctionnaires ou agents permanents. Ce sont généralement des gens du pays, engagés par les autorités navales suivant les besoins du service, pour traduire les dialectes locaux et généralement pendant un temps limité. Leur rémunération est fixée, suivant des conventions particulières, par les commandants des bâtiments qui les prennent à leur bord. Dans certains cas, les commandants des forces navales ont fixé, suivant les parages, la rétribution maximum qui peut être attribuée à ces agents par les commandants des unités placées sous leurs ordres.

Les frais proprement dits d'interprètes ont été en 1915 de..... 30.805
Il convient d'ajouter une somme de 22,567 fr. représentant la rémunération accordée à des indigènes employés pour le service de la marine tant à terre qu'à bord (tels que marins syriens embarqués, journaliers préposés à la surveillance du matériel ou des manutentions de charbon, etc.), ci..... 22.567
53.372

Le chiffre élevé de ces dépenses résulte des opérations de nos forces navales en Orient.

Dépenses en territoires occupés à l'étranger. — Les dépenses en territoires occupés à l'étranger concernent uniquement celles qui ont été nécessitées par l'occupation de l'île Rouad, effectuée en septembre 1915.

Leur montant s'élève à 8,514 fr., somme qui se décompose comme suit :

1° Dépenses militaires (logements du gouverneur, du médecin, des officiers, bureaux, caserne du détachement, corps de garde, etc.) ... 1.332
Frais d'interprètes (ne font pas double emploi avec les sommes indiquées plus haut, les dépenses de Rouad étant réunies séparément)..... 2.246
2° Dépenses civiles :
Traitement de fonctionnaires locaux (instituteurs, gardiens de phare, receveurs, etc.)..... 1.622
Police locale..... 839
Voirie..... 696
Bureaux (locaux et frais)..... 555
Médicaments pour le dispensaire..... 1.224
4.936 4.936
Total..... 8.514

En déduction des dépenses civiles viennent les recettes produites par quelques droits de douane, place et patente, soit, pour les quatre derniers mois de 1915, une somme de 2,011 fr. Par suite d'un malentendu avec les autorités navales locales, il n'a été fait emploi de cette recette qu'en 1916, de telle sorte qu'elle atténuera d'autant les dépenses de 1916, tandis que les frais de 1915 restent en totalité à la charge du budget.

En définitive, le Trésor ne supportera que le déficit du budget de l'île.

En résumé, les dépenses imputées en 1915 au chapitre 38, article 9, s'élèvent en chiffre rond à..... 1.472.000
Il a été alloué :
En crédits budgétaires... 150.000
En crédits supplémentaires ouverts par la loi du 30 mars 1916..... 587.000
737.000 737.000
Le supplément de crédits serait donc de..... 735.000
Mais la situation des autres articles du chapitre faisant ressortir des disponibles dont le total est de. 110.000
Le chiffre du crédit à demander a pu être ramené à..... 625.000

2e section. — *Marine marchande.*

CHAPITRE 19. — Subventions à la marine marchande. — Primes à la construction.

Crédit demandé par le Gouvernement, 100,000 francs.

Crédit voté par la Chambre et proposé par votre commission des finances, 100,000 fr.

Crédit primitif..... 14.000.000
Crédit supplémentaire ouvert par la loi du 30 mars 1916..... 400.000
14.400.000
Dépenses connues à ce jour représentant 847 liquidations..... 14.494.770
d'où un dépassement de..... 94.770

soit, en chiffres ronds, 100,000 fr., pour tenir compte des quelques liquidations, vraisemblablement peu importantes, qui peuvent encore parvenir au département.

Le crédit de 14 millions de francs, alloué pour 1915, était inférieur de 4 millions de francs à celui de 1914, sur lequel un disponible d'environ 2,300,000 fr. est, d'ailleurs, à prévoir.

Malgré le ralentissement de la construction, ce crédit s'est trouvé insuffisant, parce qu'en raison de l'état de guerre, certains bâtiments qui, normalement, auraient été terminés en 1914, ne l'ont été qu'en 1915.

II. — Annulations de crédits.

1re section. — *Marine militaire.*

CHAPITRE 26. — Constructions navales. — Entretien et réparation de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires, 300,000 fr.

Cette annulation correspond à l'ouverture de crédit proposée sur le chapitre 24.

CHAPITRE 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires, 965,020 fr.

L'annulation proposée forme la contre-partie des demandes de crédits présentées au titre des chapitres 31 et 48.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1er. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 4,625,500 fr.

Ces crédits demeurent répartis, par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la marine, au titre de l'exercice 1915, par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, une somme de 1.265.090 fr. est et demeure définitivement annulée aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère.

Chap. 26. — Constructions navales. — Entretien et réparations de la flotte construite et du matériel flottant des mouvements du port. — Salaires	300.000
Chap. 29. — Artillerie navale. — Service général, y compris les dépenses indivises. — Salaires	965.000
Total égal	1.265.090

ANNEXE N° 288

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, complétant et modifiant les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, relative aux **pensions sur la caisse des invalides de la marine**, l'article 5 de la loi de finances du 26 juin 1909 et l'article 38 de la loi de finances du 28 décembre 1908, et destiné à établir le régime des **pensions des inspecteurs de la navigation maritime et des officiers et maîtres de port**, par M. Jénouvrier, sénateur (1).

Messieurs, le corps des inspecteurs de la navigation maritime a été institué par la loi du 17 avril 1907 et organisé par les décrets des 26 mars 1909, 3 novembre 1910, 3 mai et 4 septembre 1911.

Aux termes du décret du 26 mars 1909, ce personnel doit se recruter principalement parmi les capitaines au long cours ou les capitaines au cabotage, munis du brevet supérieur, justifiant de quatre ans de commandement à la mer et n'ayant pas cessé de naviguer depuis plus de cinq ans; sont aussi admis sous certaines conditions les officiers de la marine militaire.

De ceci il résulte que les candidats marins à l'inspection de la navigation étaient tous des créanciers éventuels de la caisse des invalides de la marine, à laquelle ils avaient versé pendant un temps plus ou moins long des redevances leur permettant d'obtenir une pension après trois cents mois de navigation et à cinquante ans d'âge ou une pension proportionnelle à cent quatre-vingt mois de navigation, avec infirmités qui en seraient la conséquence.

Mais bien peu d'entre eux, aucun peut-on dire, n'avait atteint ces trois cents mois nécessaires pour obtenir leur pension, aussi l'article 2, paragraphe 2 du décret du 28 mars 1909 prévoyait-il pour eux la possibilité d'acquérir une pension sur la caisse des invalides au titre de l'article 2, paragraphe 3 de la loi du 14 juillet 1908 ainsi conçu :

« Peuvent entrer en compte pour l'obtention de la pension jusqu'à concurrence de dix ans les services accomplis dans un corps de personnel civil de la marine ou dans le service des ports de commerce et de phares. »

Et le paragraphe 4 de l'article 9 de la loi du 17 avril 1907 complétait ces textes en disposant très justement que ces pensions pourront se cumuler avec le traitement des intéressés.

Mais le 20 juin 1909 le Parlement votait, dans la loi de finances, un article qui sembla au conseil d'Etat devoir priver les inspecteurs de la navigation de ce qu'ils avaient considéré comme acquis en leur faveur.

C'est pour remédier à un état de choses qui, en même temps qu'il est contraire à l'équité, serait de nature à compromettre le recrutement des inspecteurs de la navigation et aussi des officiers et maîtres de port, placés dans la même situation et sur la même ligne, que le Gouvernement a déposé le projet de loi dont vous êtes saisis.

Il a été voté par la Chambre des députés sur l'avis favorable de la commission des pensions civiles et militaires et de la commission de la marine marchande.

Votre commission de la marine, sur le rapport de notre collègue M. Riotteau, vous propose son adoption.

La commission des finances lui donne un avis favorable.

(1) Voir les nos 110-155, Sénat, année 1916, et 929-1469-1768-1838 et in-8° n° 380, — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 291

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.

AVIS présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la **mise en culture des terres abandonnées** et l'organisation du **travail agricole pendant la guerre**, par M. Jules Develle, sénateur (1).

Messieurs, la commission des finances, après avoir pris connaissance du projet de loi voté par la Chambre des députés et des modifications qui y ont été apportées par la commission sénatoriale chargée de l'examiner ne s'oppose pas à son adoption. Les raisons qui la déterminent peuvent être ainsi résumées.

En vertu des articles 1 et 2 du projet, les fonds provenant des redevances versées par la Banque de France, qui sont mis, sous la forme d'avances, à la disposition des agriculteurs par les caisses régionales de crédit agricole, après autorisation du ministre, sont engagés dans des entreprises de culture qui présentent un certain aléa. On peut espérer que dans la plupart des cas, ces entreprises donneront des bénéfices; mais si la récolte était mauvaise, elles pourraient se solder par un déficit. Les dispositions de l'article 3 qui règlent le partage des bénéfices et des pertes semblent garantir le remboursement des avances qui auront été consenties. Mais alors mêmes que ce remboursement ne serait pas intégral, les intérêts de l'Etat ne seraient pas compromis. L'Etat ne fait pas, en effet, une mauvaise opération en favorisant par des avances prélevées sur les fonds de la Banque de France la mise en culture des terres abandonnées. Les pertes qu'il pourra subir seront largement compensées par les bénéfices qu'il est certain de réaliser, car il se procurera le blé récolté en France à un prix inférieur de plus d'un quart au prix du blé importé de l'étranger.

(1) Voir les nos 228-268, Sénat, année 1916, et 1709-1783 et in-8° n° 464. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 293

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, relative à l'administration provisoire des biens des **militaires disparus** et à la tutelle provisoire de leurs enfants, transmise par M. le président de la Chambre des députés, à M. le président du Sénat (2).

(2) Voir les nos 1922-2261, et in-8° n° 500 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 294

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la **Guadeloupe**, de la **Martinique** et de la **Réunion** de certaines dispositions de la loi du 10 août 1871 sur l'organisation des **conseils généraux**, transmise par M. le président de la Chambre des députés à M. le président du Sénat (3).

(3) Voir les nos 1178-2088 et in-8° n° 501 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 295

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des finances).

ANNEXE N° 296

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 9 de la loi de finances du 25 février 1901 (Suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs), présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Ribot, ministre des finances (2). — (Renvoyé à la commission des finances.

ANNEXE N° 299

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, créant l'emploi d'adjudant indigène pour les militaires indigènes des **unités de tirailleurs et de spahis de l'Afrique du Nord** et complétant la loi du 18 juillet 1913 relative aux pensions de ces militaires, présentée au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le général Roques, ministre de la guerre, et par M. A. Ribot, ministre des finances (3). — (Renvoyé à la commission de l'armée.)

ANNEXE N° 300

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les **marchés administratifs** ayant exclusivement pour objet l'**approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage**, par M. Emile Aimond, sénateur (4).

Messieurs, le 16 mars 1916, lors de la discussion, au Sénat, du rapport fait, au nom de la commission des finances, par notre collègue M. Lucien Hubert, sur le projet de loi tendant à autoriser des avances à différentes chambres de commerce pour le ravitaillement de la population civile, et en particulier des malheureuses populations des régions envahies au lendemain de l'évacuation, M. le ministre des finances prit, sur les instances de notre collègue M. Touron, l'engagement de déposer à bref délai, un projet de loi destiné à exonérer des droits de timbre et d'enregistrement les marchés passés passés par les administrations publiques, et notamment par les chambres de commerce, en vue de l'approvisionnement de la population en vivres et en moyens de chauffage.

(1) Voir les nos 2031-2278-2322 et in-8° n° 504. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2121-2282-2323 et in-8° n° 503. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 1618-2109-2119-2157-2355 et in-8° n° 508. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(4) Voir les nos 295 Sénat, année 1916, et 2031-2278-2322 et in-8° n° 504. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Ces marchés sont assujettis à des droits d'enregistrement, qui sont de 25 centimes p. 100 pour les marchés dont le prix est à la charge du Trésor (loi du 28 février 1872, art. 1er, n° 9; loi du 28 avril 1893, art. 19) et de 1 fr. 25 p. 100 pour les autres marchés administratifs concernant les départements, les communes et les établissements publics (loi du 28 avril 1816, art. 51, n° 3).

Le payement de ces droits a donné lieu à de vives protestations qui ont eu leur écho tant à la tribune du Sénat qu'à la Chambre.

On a justifié l'immunité par la nature même des marchés de ravitaillement qui, loin d'être conclus dans un but de spéculation ou de bénéfice, imposent de lourds sacrifices aux administrations contractantes et ont uniquement pour but de parer à des besoins urgents, dignes de toute la sollicitude des pouvoirs publics.

On a fait remarquer, d'autre part, que l'exemption n'aurait pas pour effet de priver le Trésor d'une recette normale, car les droits de timbre et d'enregistrement dont l'abandon est demandé ne sont devenus exigibles que par suite des circonstances exceptionnelles qui ont motivé la passation des marchés dont il s'agit: en temps ordinaire, les denrées que, par une sage mesure de prévoyance, l'Etat, les départements, villes ou établissements publics achètent aujourd'hui et distribuent à la population, sont fournies aux consommateurs par les commerçants qui n'ont pas à supporter les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnent ouverture les marchés administratifs.

S'ajoutant à l'engagement pris, ces considérations ont paru convaincantes au Gouvernement et il a déposé, en conséquence, le 11 avril dernier, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi ainsi conçu :

Article unique. — A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'à la fin des hostilités, seront exempts de timbre et enregistrés gratis les adjudications et marchés ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage et dont le prix doit être payé par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics.

La Chambre a adopté en l'élargissant ledit projet de loi.

1° Alors que le projet de loi du Gouvernement maintenait la nécessité de l'enregistrement pour les marchés exonérés, elle les dispense de cette formalité.

Cette modification, en supprimant pour les marchés l'obligation de les soumettre à l'enregistrement dans un délai de vingt jours, a pour but d'en faciliter l'exécution.

2° Elle étend le bénéfice de l'immunité aux contrats qui peuvent être passés par les collectivités intéressées pour céder les approvisionnements acquis et pour en assurer la répartition parmi les consommateurs.

Ces contrats méritent en effet de bénéficier de la même exonération que les contrats d'acquisition.

3° Elle étend l'exonération aux contrats qui auront été passés dans un délai moindre de vingt jours avant la promulgation de la présente loi.

L'administration des finances a accepté ces modifications. En ce qui concerne le premier point, elle s'est bornée à faire remarquer qu'il eût été plus facile à ses agents de s'assurer, lors de la présentation à la formalité, que les actes réunissent toutes les conditions exigées pour l'exemption; mais il lui paraît toutefois que ce contrôle pourra s'exercer sans trop de difficulté dans les administrations et les dépôts publics où seront conservés les marchés.

En ce qui concerne le dernier point, elle reconnaît que cette dérogation au principe de la non rétroactivité est justifiée par les circonstances actuelles et n'est pas de nature à causer au Trésor un préjudice appréciable.

Votre commission des finances vous propose d'adopter sans modification le projet de loi voté par la Chambre, accepté par le Gouvernement, et qui est de nature à faciliter les opérations du service du ravitaillement de la population civile.

PROJET DE LOI

Article unique. — A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'à la fin des hostilités, seront dispensés des formalités de timbre et d'enregistrement les adjudications, marchés, achats et reventes, passés par l'Etat, les communes et les établisssements publics et ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage.

Cette exonération est étendue aux contrats de la nature ci-dessus spécifiée qui auront été passés dans un délai moindre de vingt jours avant la promulgation de la présente loi.

ANNEXE N° 302

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs), par M. Emile Aimond, sénateur (1).

Messieurs, l'article 59 de la loi des finances du 25 février 1901, modifié par l'article 16 de la loi du 30 mars 1902, a alloué aux préparateurs d'alcool dénaturé selon la formule générale (actuellement 10 p. 100 de méthylène), pour leur tenir compte du coût du dénaturant, une somme de 9 fr. par hectolitre d'alcool pur soumis à la dénaturation.

Pour couvrir le Trésor de cette dépense, ce même article a de plus établi une taxe de fabrication sur les distillateurs qui rectifient les flegmes ou qui mettent en œuvre les matières autres que les vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits.

Cette taxe, fixée à l'origine à 80 centimes par hectolitre d'alcool pur, frappe les alcools que les distillateurs font sortir de leurs usines, sous déduction :

« 1° Des quantités directement exportées ;

« 2° Des quantités à l'état de flegmes dirigées sur d'autres usines pour y être rectifiées ;

« 3° Des quantités directement expédiées sur les établissements autorisés, sous le bénéfice de la taxe de statistique de 25 centimes, à dénaturer l'alcool par des procédés autres que la formule générale (loi du 28 mars 1911). »

Les sommes payées aux dénaturateurs sont portées au débit d'un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor, compte qui est crédité du produit de la taxe imposée aux distillateurs.

Le taux de la taxe est variable ; il est fixé chaque année par décret, de telle sorte que le produit couvre exactement la dépense. Le dernier décret est du 16 février 1916 et a été ratifié par le Parlement par la loi du 5 avril suivant.

Ainsi d'ailleurs que l'a fait connaître le Gouvernement dans l'exposé des motifs du projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1916, l'état de guerre ayant supprimé la principale source du dénaturant employé, le méthylène, l'Etat a dû, pour remédier à la pénurie d'alcool dénaturé, intervenir pour la fourniture du méthylène aux dénaturateurs. Il s'est engagé à acheter le méthylène produit en France et à importer les quantités complémentaires indispensables. Il cède gratuitement ce produit aux dénaturateurs qui en font la demande et qui, par ce fait, renoncent à l'indemnité de 9 fr. par hectolitre d'alcool pur allouée par l'article 58 de la loi du 25 février 1901. Cette mesure a d'ailleurs été sanctionnée par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1915.

Mais le régime de 1901 n'a été institué en faveur des dénaturateurs que pour leur tenir compte du prix du dénaturant qui, avant la guerre, était beaucoup plus élevé que celui de l'alcool dénaturé. Or aujourd'hui, au contraire, le prix de ce dernier produit s'élève à plus de 220 fr. et est plus élevé que celui du méthylène.

L'Etat se trouve actuellement fournir gratuitement aux dénaturateurs un produit qui, mélangé à l'alcool, est revendu par ces derniers 220 fr. l'hectolitre et, par contre, en raison de la réquisition des alcools d'industrie par le service des poudres, il ne perçoit plus la taxe de fabrication.

Il est évident que le régime en vigueur conduit le Trésor à des sacrifices tout à fait injustifiés en faveur des dénaturateurs. C'est pourquoi le Gouvernement demande l'autorisation de suspendre jusqu'à la fin des hostilités les effets de l'article 59 de la loi du 25 février 1901.

Votre commission des finances n'a pas d'objection à soulever contre cette mesure dont l'opportunité est incontestable et vous demande en conséquence de vouloir bien adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le ministre des finances est autorisé à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi du 25 février 1901, modifié ou complété par les articles 15 et 16 de la loi du 30 mars 1902, l'article unique de la loi du 28 mars 1911 et l'article 2 de la loi du 30 juillet 1915.

(1) Voir les nos 296, Sénat, année 1916, et 2121-2282-2323 et in-8° n° 503 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 303

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1917), par M. Alexandre Bérard, sénateur (1).

Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 13 juillet, le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements pour l'exercice 1917.

Malgré le désir si souvent manifesté, les bases de répartition n'ont pas encore pu être modifiées malgré les engagements pris par le Gouvernement.

Les circonstances actuelles n'ont pas encore permis à la Chambre d'aborder la discussion du projet déposé par le Gouvernement en 1914.

Dans ces conditions, nous vous demandons de donner votre sanction au projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article unique. — La répartition du fonds de subvention affecté par l'article 58, paragraphe 3, de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 30 juin 1907, aux dépenses des départements, qui, à raison de leur situation financière, doivent recevoir une allocation sur les fonds généraux du budget, est fixée, pour l'année 1917, conformément à l'état annexé à la présente loi.

ÉTAT ANNEXÉ

Répartition du fonds de subvention.

(Exercice 1917.)

DÉPARTEMENTS	ALLOCATIONS
Ain	100.400
Allier	44.600
Alpes (Basses-)	171.600
Alpes (Hautes-)	160.600
Alpes-Maritimes	151.700
Ardèche	157.200
Ariège	131.600
Aube	22.000
Aveyron	81.500
Cantal	80.700
Cher	107.600
Corrèze	110.600
Corse	237.800
Côtes-du-Nord	26.600
Creuse	120.600
Dordogne	24.000
Drôme	42.800
Finistère	30.400
Gers	4.000

(1) Voir les nos 272, Sénat, année 1916, et 2176-2264 et in-8° n° 494 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

DÉPARTEMENTS	ALLOCATIONS
Ille-et-Vilaine	4.000
Indre	117.600
Indre-et-Loire	5.600
Jura	7.600
Landes	147.600
Loir-et-Cher	55.400
Loire (Haute-)	53.700
Lot	53.700
Lozère	150.600
Marne (Haute-)	7.600
Mayenne	33.800
Meurthe-et-Moselle	3.200
Meuse	23.600
Morbihan	23.600
Nièvre	44.600
Puy-de-Dôme	12.000
Pyrénées (Basses-)	85.100
Pyrénées (Hautes-)	81.700
Pyrénées-Orientales	93.700
Territoire de Belfort	6.000
Saône (Haute-)	14.000
Savoie	211.700
Savoie (Haute-)	244.700
Sèvres (Deux-)	31.100
Tarn	23.600
Var	35.600
Vaucluse	89.600
Vendée	26.600
Vienne	58.100
Vienne (Haute-)	80.700
Vosges	43.600
Yonne	5.600
Total	3.682.000

ANNEXE N° 260

(Session ord. — Séance du 4 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le **périmètre du Verdon-Moyen**, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des **terrains en montagne**, par M. Empereur, sénateur (1).

ANNEXE N° 273

(Session ord. — Séance du 18 juillet 1916.)

PROJET DE LOI ayant pour objet de compléter l'**article 45 du Code civil** à l'effet de hâter la constitution des **dossiers relatifs aux pensions**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice, et par M. A. Ribot, ministre des finances. — (Renvoyé à la commission nommée le 19 mai 1916, chargée de l'examen du projet de loi concernant le jugement par le conseil d'Etat des recours contentieux en matière de pensions).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la prolongation des hostilités, en majorant considérablement le nombre des demandes de pensions sur le Trésor public, a augmenté dans les mêmes proportions le travail exigé de diverses administrations, et notamment des mairies. Il en résulte pour les intéressés des retards préjudiciables.

Pour arriver à y mettre ou tout au moins à y apporter une atténuation, il a paru possible de substituer aux « copies » littérales des actes de l'état civil qui doivent être fournis par les requérants à l'appui de leur demande de pension, de simples « extraits » ne contenant que les indications strictement indispensables à l'étude de ces demandes.

Mais comme il importe que les pensions ne soient pas accordées dans des conditions de nature à compromettre les intérêts du Trésor, la concession ne doit en être prononcée qu'au vue de pièces authentiques. Or, seules, aujourd'hui, aux termes de l'article 45 du code civil, les copies délivrées conformes aux registres de l'état-civil font foi jusqu'à inscription de faux. Une disposition législative est donc nécessaire pour conférer à de simples « extraits » la force authentique des expéditions intégrales.

Le principe admis, il restait à déterminer ce que devront contenir les extraits. La nomenclature des énonciations indispensables a paru impossible à établir à cause de l'infinie variété de celles qui se rencontrent dans les actes de l'état civil; elle serait parfois dangereuse parce que, limitative de sa nature, elle pourrait provoquer à l'exclusion de renseignements parfois très utiles à connaître. En sens inverse, elle pourrait inciter le transcripteur, dans le but de fournir un extrait satisfaisant à toutes les conditions prescrites, à suppléer aux lacunes pouvant exister dans l'acte original, par des emprunts faits à d'autres actes se trouvant dans le même greffe.

Or, il importe que les actes de l'état civil sur lesquels sont établis les droits des parties, soient produits sans altération, avec leur physionomie propre.

Il importe non moins que le transcripteur n'ait pas à se livrer à l'étude ni à l'interprétation d'aucun texte et n'ait pas d'autre rôle à remplir que celui d'un fidèle copiste.

Il a donc paru préférable, au lieu de prescrire les énonciations à comprendre dans les extraits, de définir celles qu'il conviendra d'en exclure comme superflues.

C'est dans cet esprit qu'est rédigé le texte du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à l'article 45 du code civil un paragraphe ainsi conçu :

« A l'appui des demandes de pensions sur le Trésor public, il pourra être délivré des extraits qui contiendront, outre le nom de la commune où l'acte a été dressé, la copie littérale de cet acte et des mentions et transcriptions mises en marge, à l'exception de tout ce qui est relatif aux pièces produites à l'officier de l'état civil qui l'a dressé et à la comparution des témoins. Ces extraits feront foi jusqu'à inscription de faux. »

ANNEXE N° 278

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 5e commission d'initiative parlementaire sur la proposition de loi de M. Louis Martin et un grand nombre de ses collègues, tendant à la création dans chaque localité, d'un **tableau** contenant les noms de tous les **enfants de la localité tombés au champ d'honneur** et à l'établissement d'un **Livre d'or des municipalités françaises**, par M. Murat, sénateur (1).

Messieurs, votre 5e commission d'initiative parlementaire, saisie d'une proposition de loi présentée par M. Louis Martin et un grand nombre de nos collègues, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises, a conclu à l'unanimité, à la prise en considération.

ANNEXE N° 279

(Session ord. — Séance du 20 juillet 1916.)

RAPPORT SOMMAIRE fait au nom de la 5e commission d'initiative parlementaire sur la proposition de loi de M. Emile Chautemps, tendant à instituer le **warrant industriel**, par M. Murat, sénateur (2).

Messieurs, votre 5e commission d'initiative parlementaire, saisie d'une proposition de loi présentée par M. Emile Chautemps, tendant à instituer le warrant industriel, a conclu, à l'unanimité, à la prise en considération.

ANNEXE N° 289

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant les conditions d'avancement, en temps de guerre, des **officiers de marine** occupant des emplois spéciaux à terre, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine (1). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission de la marine.)

ANNEXE N° 290

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination dans les corps de la marine des **élèves sortis de l'école polytechnique en 1914**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine (2). — (Urgence déclarée.) — (Renvoyé à la commission de la marine.)

ANNEXE N° 292

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner les **marchés** qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (**marchés de l'intendance**), par M. Jénouvrier, sénateur.

Messieurs, le marché dit de « La Morue française » a acquis une grande notoriété. Votre commission ne pouvait manquer d'y appliquer une attention prolongée. Il a donné lieu à la Chambre des députés à des débats ardents. Nous ne les retiendrons pas, puisqu'ils peuvent avoir au moins une apparence de couleur politique. Or, fidèles à la mission que nous avons reçue, nous ne recherchons dans notre étude qu'à découvrir si, dans la passation des marchés ou leur exécution, des fautes professionnelles ou quasi délictuelles ont été commises. De même, votre commission a entendu former son opinion sur les seules pièces officielles qui lui ont été communiquées par le ministère de la guerre. Elle n'a point à faire fonction de juge dont les décisions seraient du reste sans sanction. Elle n'a qu'à donner son avis, des renseignements et proposer des mesures à l'assemblée qui l'a mandatée, qui, elle, aura ensuite à prendre des résolutions. Pour cela, il lui a paru que l'étude du dossier était suffisante et quelle n'avait pas à se fourvoyer dans des auditions qui auraient pu être sans fin et sans résultat.

Sous le bénéfice de cette courte observation préliminaire, votre commission vous fait ainsi qu'il suit l'exposé des faits :

Le 7 août 1914, la lettre suivante était adressée par l'un des administrateurs délégués de la société « La Morue française et Sécherie de Fécamp » à M. le ministre de l'intérieur :

« *M. Malvy, ministre de l'intérieur,*
« *Président de la commission nationale d'approvisionnements, Paris.*

« Monsieur le ministre,

« Nous avons en France, dans nos divers établissements, des approvisionnements assez importants de morue salée et sèche.

« Au cas où le Gouvernement désirerait se réserver une partie de cet approvisionnement, nous nous mettons à sa disposition.

(1) Voir les nos 197, Sénat, année 1914, et 3176-3597, et in-8° n° 751. — 10e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir le n° 255, Sénat, année 1916.
(2) Voir le n° 256, Sénat, année 1916.

(1) Voir les nos 2175-2286, et in-8°, n° 506. — 11e législ. — de la Chambre des députés.
(2) Voir les nos 2174-2276 et in-8° n° 502. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

« Les expéditions pourraient avoir lieu de nos usines de Fécamp, Saint-Malo, La Rochelle-Pallice, Bordeaux, Port-de-Bouc, Miramas et Martigues.

« Nous sommes également à votre disposition pour compléter verbalement tous les renseignements dont vous pourriez avoir besoin à ce sujet.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de notre haute considération.

« *Un des administrateurs délégués.* »

Il semblait donc bien que les représentants de la société désiraient entrer en relations avec la commission nationale d'approvisionnements : or, quelques jours après, le 10 août 1914, M. L. Legasse adressait à M. le ministre de la guerre la lettre suivante portant le cachet de « La Morue française ».

Paris, le 10 août 1914.

« *Louis Legasse, soldat de la classe de 1890, à M. le ministre de la guerre, à Paris.*

« Monsieur le ministre,

« Les hommes des classes 1889 et 1890 appartenant à l'artillerie et au génie viennent d'être appelés sous les drapeaux pour le 17 courant. Soldat de la classe 1890, affecté au 142e régiment d'infanterie, 18e corps d'armée (subdivision de Bayonne), je ne dois rejoindre mon corps que sur un ordre individuel, d'après mon livret militaire et un télégramme que j'ai reçu à ce sujet de Bayonne.

« Je me permets de vous rappeler que je suis le représentant élu de la population des îles Saint-Pierre et Miquelon au conseil supérieure des colonies depuis de nombreuses années. Mes mandants, tous excellents patriotes, braves et hardis, sont en ce moment là-bas, de l'autre côté de l'Océan, en pêche sur les bancs de Terre-Neuve. N'y font-ils pas aussi œuvre nationale ? La morue constituera un excellent aliment de réserve pour les armées de terre et de mer.

« Mais, comment vous exprimer leur regret de ne pouvoir contribuer, armes en mains, à la défense du sol de la mère patrie. Avec quel enthousiasme ils donneraient leur vie pour cette chère France qu'ils aiment d'autant plus qu'elle est loin d'eux et qu'ils sont isolés, presque perdus dans l'océan. C'est avec joie qu'ils apprendraient que leur délégué en France est au milieu de nos vaillants soldats.

« Je sollicite donc instamment, Monsieur le ministre, la faveur d'être désigné pour aller servir à la frontière de l'Est avec les jeunes qui y combattent avec tant d'ardeur.

« Je fais au besoin appel à l'ancien ministre des colonies qui a toujours eu pour nos marins pêcheurs d'outre-mer une sollicitude toute particulière.

« J'attends votre décision avec confiance et vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de mes sentiments dévoués.

« *Signé* : L. LEGASSE. »

Le ministre répondit à M. Louis Legasse par une lettre datée du 16 août qui n'a pas été placée sous les yeux de votre rapporteur, mais qui est visée dans la lettre de M. Legasse, en date du 17 août ; à en juger par la réponse qui lui est faite, il semble bien que le ministre n'a pas attaché plus d'importance que de raison aux protestations, au moins inutiles, d'un patriotisme dont personne ne doutait, mais a retenu les propositions de fournitures qui lui étaient faites. La réponse à la lettre du ministre est ainsi conçue :

« *M. le ministre de la guerre, à Paris.*

« Paris, le 17 août 1914.

« Monsieur le ministre,

« Nous avons bien reçu votre lettre du 16 août n° 5839 adressée à M. Louis Legasse.

« Nous pourrions transporter du Canada ou des Etats-Unis :

« 1° Du bœuf et du lard en barils et des barils de farine ;

« 2° Des bestiaux. Ce transport pourrait être fait par voilier et par vapeur.

« D'autre part, nous pourrions vous fournir les quantités de morue dont vous auriez besoin jusqu'à concurrence de 200,000 quintaux de 50 kilogr. et davantage si c'est nécessaire, mais nous aurions besoin d'être fixés à ce sujet le plus tôt possible. Nous pourrions d'ores et déjà vous faire quelques livraisons de morues sèches pour les prisonniers de guerre. Vous pourriez ainsi vous rendre compte si le Gouvernement doit ensuite faire préparer un certain stock de même marchandise pour les armées de terre et de mer.

« Pour ce qui est des viandes congelées, nous pourrions en recevoir dans nos magasins de morues vertes où nous conservons nos morues en parfait état.

« A Fécamp, 1,500,000 kilogr. dans un magasin pouvant contenir 2,500,000 kilogr. de morues vertes.

« A Saint-Malo, 1,500,000 kilogr. dans un magasin pouvant contenir 2,500,000 kilogr. de morues vertes. (Nous logeons actuellement dans les magasins de morues sèches de Saint-Malo 1,000 à 1,200 soldats réservistes.)

« A Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), nous avons un petit frigorifique pouvant recevoir environ 100,000 kilogr. de morues, et des magasins de morues vertes très frais pour 1 million de kilogrammes, mais il serait peut-être imprudent de mettre de la viande dans ces derniers magasins durant l'été.

« A La Rochelle-Pallice, nous avons des cuves cimentées souterraines qui pourraient recevoir 100,000 kilogr. de morue.

« Quant au logement des soldats, nous pouvons en recevoir dans toutes les usines ; dans celles précitées et des Martigues et de Miramas.

« Tout à votre disposition, veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de nos sentiments dévoués.

« *Un des administrateurs délégués,*

« *Signé :* Louis LEGASSE. »

La réponse n'étant pas venue par courrier dès le 20 août. « La Morue française » relançait le ministre en lui adressant la lettre suivante :

« *Monsieur le ministre de la guerre, service des approvisionnements, Paris.*

« 20 août 1914.

« Monsieur le ministre,

« Nous avons l'honneur de vous confirmer notre lettre du 17 août. Nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir la quantité de morue que vous comptez nous demander ou réquisitionner. Ainsi que nous vous l'avons déclaré, nous pourrons faire des expéditions des usines ou sécheries suivantes :

« 1° Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ;

« 2° Fécamp (Seine-Inférieure) ;

« 3° Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) ;

« 4° Martigues (Bouches-du-Rhône) ;

« 5° Miramas (Bouches-du-Rhône) ;

« 6° Bordeaux (Gironde) ;

« 7° La Rochelle-Pallice (Charente-Inférieure) ;

et, le cas échéant, de notre usine de Grimsby (Angleterre).

« L'intendance nous a déjà réquisitionné plusieurs expéditions çà et là, c'est ainsi que des morues sont restées en souffrance sans aucun avantage pour qui que ce soit.

« Nous recevons aujourd'hui un avis de Dieppe du 17 août nous disant que l'autorité militaire a réquisitionné également deux lots de morue chargés à Dieppe en route pour l'Italie.

« 166 B de 60 kilogr. marque D. Z,. soit 9,960 kilogr. d'une part ;

« 166 B de 60 kilogr. marque P. G., soit 9,960 kilogr. d'autre part.

« Nous sommes à même de très bien servir l'autorité militaire sans le moindre à-coup si l'on veut bien nous donner des instructions précises pour les quantités dont on a besoin ainsi que pour les lieux de destination.

« Nous avons aussi à la disposition de l'autorité militaire au Havre, provenant de nos maisons de la Martinique et de la Guadeloupe :

« 1° 50,000 litres de rhum de la Martinique ;

« 2° 240,000 litres de rhum de la Guadeloupe.

« Ce rhum, qui pèse environ 60°, pourrait, sans aucun doute, être avantageusement utilisé pour les armées de terre et de mer. Nous avons aussi environ 200 sacs de cacao et quelques sacs de café dans les entrepôts du Havre.

« *Un des administrateurs délégués* ».

Dès le lendemain — et peut-être n'est-ce qu'une coïncidence ? — le sous-intendant chargé de la direction générale des approvisionnements de siège adressait à M. l'administrateur délégué de « La Morue française » la lettre suivante :

CAMP RETRANCHÉ DE PARIS

Direction générale des approvisionnements de siège

Service de l'Exploitation des ressources

51 *bis*, boul. Latour-Maubourg Corridor Montpellier, 23

« *Le sous-intendant militaire Julia à M. l'administrateur de* « La Morue française et Sécheries de Fécamp, *à Paris.*

« Monsieur,

« J'ai reçu, par l'entremise de M. le ministre de l'intérieur, votre lettre du 7 août dernier, relative à la fourniture éventuelle de morue salée et sèche.

« Cette proposition étant de nature à intéresser le service des approvisionnements de siège, je désirerais m'entretenir avec vous de cette question et je vous serais reconnaissant de vouloir bien passer à mon cabinet le plus tôt possible.

« Agréez, je vous prie, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

« *Intendance militaire.*

« *Signé :* JULIA. »

Que se passa-t-il dans cette conversation dont nous ne connaissons pas la date exacte, mais qui se place nécessairement avant le 28 août ? Pour le savoir, il eût fallu interroger ou M. le sous-intendant ou M. Legasse. Or, comme il a été dit ci-dessus, votre commission n'a voulu interroger personne, ne donnant son opinion que sur des documents officiels. Il n'est pas défendu cependant de penser que l'interlocuteur du représentant de la « Morue française » ne pouvait qu'être impressionné et par la situation considérable de cette société et par la composition de son conseil d'administration, qui comprenait des hommes occupant une haute situation sociale et entourés de l'estime générale.

Nous avons dit que la conversation entre M. le sous-intendant Julia et M. Legasse se place avant le 28 août, et nous sommes amenés à cette conclusion par les deux documents suivants :

« *Louis Legasse, soldat de la classe 1890, délégué des îles Saint-Pierre et Miquelon au conseil supérieur des colonies, conseiller général des Basses-Pyrénées, à M. le ministre de la guerre.*

« Paris, le 28 août 1914.

« Monsieur le ministre,

« En réponse à ma lettre du 10 août, les services compétents m'ont fait l'honneur de déclarer que ma place serait tout indiquée au service des approvisionnements où je pourrais rendre de bons services au pays pendant la guerre.

« Je me mets immédiatement à votre disposition pour occuper tel poste qu'il vous plaira de me désigner.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de mes sentiments dévoués.

« Louis LEGASSE, *armateur.*

« 80, rue Taitbout, à Paris. »

Or, votre rapporteur a demandé au ministre de la guerre s'il se trouvait une preuve écrite de la déclaration que « les services compétents » avaient faite à M. Legasse. Aucun document n'ayant été découvert il n'est pas téméraire de penser que « les services compétents » furent personnifiés par M. le sous-intendant Julia. Celui-ci du reste était qualifié, et comme il apparaît de la suite des événements qu'il ignorait tout du commerce de la morue, on conçoit qu'il ait été amené facilement à considérer que la place de M. Legasse était au « service des approvisionnements » que mieux que personne il pourrait renseigner.

Le même jour 28 août, sans consulter qui que ce fût et peut-être pressé par les circonstances, M. le sous-intendant Julia passait avec la société « La Morue française », représentée par M. Louis Legasse, son administrateur délé

gué, un marché pour la fourniture de 100,000 quintaux de 50 kilogr. (500 tonnes) de morue « séchée au sec dit sec de Grèce » au prix de 1 franc le kilogr. à livrer avant le 30 septembre.

La commission fait ici remarquer qu'on distingue deux sortes de morue préparée pour la conservation. La morue séchée avec une plus ou moins grande rigueur suivant les climats où elle doit être consommée, d'où on dit « sec de France », « sec de Grèce », « sec d'Italie », « sec de grande exportation : Antilles, Brésil », etc... et la morue salée, la première d'un prix toujours supérieur au prix de la seconde.

Il est certain que M. le sous-intendant Julia ignorait cette distinction capitale, car dès le surlendemain du marché du 28 août, à la date du 31 août, il signait un avenant autorisant « La Morue française » à fournir indistinctement « soit de la morue séchée en ballots, soit de la morue salée en barils » et au même prix. Or, la morue salée valait 12 fr. de moins aux 100 kilogr. que la morue séchée et la Société ayant fourni 2,200,000 kilogr. environ de morue salée qui lui ont été payés au prix convenu pour la morue séchée, l'Etat a ainsi payé 264,000 fr. de plus que le prix originairement fixé. Il est juste de dire que l'avenant du 31 août abrégeait les délais de la livraison qui, faite à raison de 100,000 kilogr. par jour au minimum à partir du 1er septembre, devait en tout cas être terminée le 30 septembre.

A la date du 4 septembre 1914, M. le sous-intendant Julia informait M. Louis Legasse « que, par décision du 4 septembre, M. le général directeur des étapes et services lui a accordé un sursis d'appel de 30 jours », et, comme le billet dont la copie jointe ne devait pas sembler suffisamment officiel, le surlendemain 6, M. le sous-intendant Julia adressait à M. Legasse la lettre officielle suivante :

CAMP RETRANCHÉ DE PARIS

Direction générale des approvisionnements de siège

1er Service

51 *bis*, boul. Latour-Maubourg Corridor Montpellier, 23

« *Le sous-intendant militaire Julia, chef du 1er service, à M. Louis Legasse, 80, rue Taitbout, Paris.*

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le général directeur des étapes et services vous a accordé un sursis d'appel de trente jours comme idoine pour les approvisionnements.

« Vous voudrez bien vous mettre sans retard en rapports avec M. le chef de la division des magasins, 25, rue Oudinot, 2e étage, pièce 196, pour commencer ce travail et l'assurer dans des conditions irréprochables.

« *Le sous-intendant militaire,*
« *Signé :* JULIA. »

Il est permis de penser que cette mise en sursis et cette affectation comme aide « de M. le chef de la division des magasins » étaient la réalisation de la pensée des « services compétents » indiquée par M. Legasse dans sa lettre au ministre de la guerre en date du 28 août ; ce qui paraît tout à fait extraordinaire, c'est qu'on mettait ainsi en sursis un homme non appelé et que, plus tard, l'erreur étant reconnue, il faudra l'obliger malgré lui à retourner dans ses foyers.

Mais M. le sous-intendant Julia estima qu'il convenait de préciser près de M. le chef de la division des magasins et chantiers le rôle que M. Legasse devait remplir près de lui, et il lui adressa, le 6 septembre, une note de service ainsi conçue :

CAMP RETRANCHÉ DE PARIS

Direction générale des approvisionnements de siège

1er Service

51 *bis*, boul. Latour-Maubourg Corridor Montpellier, 23

Paris, le 6 septembre 1914.

« *Le sous-intendant militaire Julia, chef du 1er service, à M. le chef de la division des magasins et chantiers.*

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le général directeur des étapes et services a placé en sursis d'appel de trente jours M. Legasse, 80, rue Taitbout, *comme idoine pour l'emmagasinement des morues.*

« Je prie ce dernier de se mettre en rapports avec vous pour commencer ce travail auquel il devra se consacrer entièrement. S'il le négligeait, vous voudriez bien m'en rendre compte, afin d'aviser aux mesures à prendre à son égard. »

De telle sorte que M. Legasse sera désormais honoré de ce titre d' « idoine » qu'il n'aura garde d'oublier dans sa correspondance et qu'à ce titre il sera chargé d'emmagasiner les marchandises qu'il aura vendues.

Divers membres de votre commission ont, du reste, assuré votre rapporteur, qui s'en étonnait, que cette confusion de qualité de vendeur et de réceptionnaire — car, en fait, c'est bien cela que M. Legasse désirait être — de la marchandise s'était fréquemment rencontrée. Cependant, cet emploi d' « idoine » ne tarda pas à être enlevé à M. Legasse, à la demande de M. le sous-intendant chargé du service des magasins, mais il semble bien que M. Legasse tenait à être là, ou, du moins, à n'être pas loin ; en effet, sorti par la porte, on le voit rentrer par la fenêtre.

Le 24 octobre 1914, il était, en effet, affecté d'office à la 22e section des C. O. A., à Paris. Par qui? Sur l'ordre de qui? On n'a jamais pu le savoir. Ce fut sur sa propre demande et de sa propre autorité que M. Legasse obtint une telle situation, si bien que le fonctionnaire du contrôle qui découvrit l'erreur et la fit cesser en renvoyant M. Legasse dans ses foyers, a pu écrire : « Le personnel subalterne du bureau a dû simplement se laisser duper par un personnage intrigant. »

Il convient de relater ici un incident qui sera rappelé dans la discussion des conditions d'exécution, dont les conséquences pourraient être graves pour le Trésor public et dont l'examen rentre du reste expressément dans le rôle de votre commission. Le 26 août 1914, c'est-à-dire quarante-huit heures avant la signature du contrat ci-dessus relaté, l'intendant de Rouen télégraphiait au sous-intendant du Havre de réquisitionner tous les stocks de morue disponible à Fécamp pour les diriger sur Paris. Cet ordre était sans doute donné en exécution d'une dépêche ministérielle en date du 25 août : cette dépêche avait bien été annulée dès le lendemain par un nouveau télégramme de la direction de l'intendance, mais ce contre-ordre ne semble pas avoir touché le sous-intendant du Havre en temps utile. En effet, la réquisition ordonnée par le télégramme du 26 août fut opérée à Fécamp chez les divers détenteurs de morue verte ou préparée. La réquisition qui toucha la Société de « La Morue française » porta sur 50,000 quintaux de morue préparée ; celle qui frappa les autres armateurs de Fécamp s'appliqua à une quantité à peu près égale, soit 42,049 quintaux de morue verte.

Ces réquisitions donnèrent lieu à des difficultés de nature diverses qui sont étrangères à notre examen. Il n'est intéressant de retenir que les points suivants :

Les 42,049 quintaux de morue verte réquisitionnés sur divers armateurs de Fécamp furent remis à la société « La Morue française » qui les sala ou les fit saler pour son compte (à l'exception de 1,500 kilogr. environ de faux poissons), et la morue ainsi préparée et ayant cette origine fut expédiée à Paris au compte du marché passé avec M. le sous-intendant Julia.

Ces morues réquisitionnées sur les armateurs de Fécamp ayant été ainsi remises à la société Legasse, le service de l'intendance s'efforça d'arriver à une entente entre les armateurs réquisitionnés et « La Morue française ». S'il y avait réussi, les réquisitions eussent été annulées. « La Morue française » aurait payé aux armateurs les 42,049 quintaux fournis par ceux-ci, elle en fût devenue propriétaire sans condition aucune et pouvait en disposer comme bon lui eût semblé.

Mais cette entente ne put s'établir ; il fallut donc maintenir les réquisitions pour ces 42,049 quintaux qui durent être payés par l'Etat aux armateurs requis. Il semble bien, en revanche, que l'Etat ne doit à la société « La Morue française » que les travaux de séchage de cette morue verte qu'il a payée lui-même.

De certaines pièces du dossier on pourrait conclure à une contradiction sur la question de savoir si ces 42,049 quintaux doivent ou non se confondre avec ceux que la société Legasse devait fournir sur son marché Julia.

Mais la contradiction n'est qu'apparente. En fait, Legasse a reçu ces 42,049 quintaux, il les a préparés et ensuite, d'accord avec l'intendance, il les a appliqués au marché Julia.

Dès lors, l'Etat doit payer ces 42,049 quintaux au prix convenu et il l'a fait ; mais Legasse doit tenir compte à l'Etat de la valeur de la matière première qui lui a été fournie sous la forme de 42,049 quintaux de morue verte. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que ces deux opérations auraient dû se faire simultanément ; tandis que l'Etat devra, s'il n'y a pas d'accord, exercer une action directe contre « La Morue française », car la somme de 500,000 francs qu'il doit sera certainement insuffisante à représenter la valeur de la matière première qu'il a fournie à « La Morue française ».

Quelle est la somme dont l'Etat est ainsi créancier? Il serait tout à fait téméraire à votre rapporteur d'indiquer un chiffre même approximatif puisqu'il devra être fixé par la justice, mais quelles que soient les restrictions et atténuations qu'on puisse invoquer, il demeurera très considérable puisqu'il s'agit de plus de deux millions de morues.

Voilà donc la société « La Morue française » engagée envers l'Etat par son contrat du 28 août, modifié par l'avenant du 31, à lui fournir cinq millions de kilogrammes de morues pour l'alimentation de nos soldats ou même de la population civile et livrables pendant le mois de septembre.

Or, au 30 septembre 1914, « La Morue française » se trouva n'avoir livré que 3,500,000 kilogr. sur les cinq millions qu'elle devait livrer.

Peut-être eût-il été utile de profiter de cette inexécution partielle du marché pour en imposer la résiliation. M. le sous-intendant Julia ne le pensa pas, et, par un nouvel avenant du 15 octobre 1914, il prolongea jusqu'au 31 octobre l'époque de livraison. Le 30 octobre, les cinq millions de kilogrammes de morue prévus au marché furent livrés, au moins en apparence. Comment furent-ils livrés? L'exécution du marché de « La Morue française » donna lieu à des incidents divers : expertises sur la qualité et la quantité, rapports des fonctionnaires du contrôle, etc.

Toutes ces opérations firent découvrir de tels faits qu'un ordre d'informer était donné par M. le général gouverneur de Paris contre M. Legasse et M. Le Borgne, inculpés de fraude sur la nature, la quantité et la qualité des choses fournies et qu'à la suite de l'instruction les prévenus comparaissaient devant le premier conseil de guerre de Paris mais sous la seule prévention de fraude sur la nature et la qualité des fournitures en y ajoutant ou en prescrivant d'y ajouter de l'acide borique. Les deux inculpés furent acquittés à la minorité de faveur par 3 voix contre 4.

Il n'en est pas moins certain et définitivement jugé que les administrateurs de « La Morue française », MM. Legasse et Le Borgne ne sont pas coupables d'avoir fraudé les marchandises par elle fournies en y ajoutant ou faisant ajouter de l'acide borique.

Et maintenant, comment les marchés ont-ils été exécutés ? La société de « La Morue française » a demandé de l'expliquer de vive voix à votre rapporteur, mais celui-ci a cru répondre à vos intentions en refusant cette offre.

Il a alors reçu la lettre suivante à laquelle étaient jointes, en effet, un certain nombre de factures de clients de la société :

Paris, le 11 avril 1916.

« *Monsieur Jénouvrier, sénateur, Paris.*

« Monsieur le sénateur,

« Nous avons appris que vous aviez accepté les fonctions de rapporteur près de la commission des marchés du Sénat pour l'examen des contrats passés en août 1914 entre l'intendance et notre société.

« Nous avons appris en même temps que la commission des marchés n'avait pas l'intention d'entendre les intéressés mais de juger sur pièces.

« Dans cet ordre d'idées, nous nous permettons de vous remettre inclus un petit dossier relatif au point spécial du prix appliqué à l'intendance lorsque, sur sa demande, nous lui avons fourni de la morue en tonnes au lieu de la morue sèche. Ce dossier comprend :

« 1° Une note remise à M. l'expert Doyen à ce sujet ;

« 2° Les vingt premières factures s'appliquant aux ventes faites à la clientèle aussitôt après les livraisons de l'intendance ; nous tenons les suivantes, si vous le jugez utile, à votre disposition.

« Nous espérons que vous pourrez de cette manière vous rendre compte, ainsi que nous l'avons démontré à M. Doyen, que nous n'avons fait, pour la morue en tonnes comme pour la morue sèche, qu'appliquer, à l'Etat le prix que nous appliquions à nos acheteurs ordinaires et que nous n'avons voulu, à aucun moment, profiter de la situation pour augmenter nos prix, ainsi qu'on nous l'a très injustement reproché.

« Veuillez agréer, Monsieur le sénateur, l'assurance de notre haute considération,

« *L'administrateur délégué,*
« LEGASSE. »

Il est à peine besoin de faire remarquer que la société se méprend sur le but que nous poursuivons. Sans doute nous pouvons signaler et regretter qu'un fonctionnaire, insuffisamment soucieux des intérêts de l'Etat, ait acquis une marchandise à un prix excessif, mais lorsque ce prix a été loyalement débattu, et sans manœuvres frauduleuses de la part du vendeur, celui-ci ne mérite aucun reproche, mais on peut d'autant mieux exiger de lui qu'il se conforme aux conditions du contrat comme qualité et comme quantité que le prix qu'il a obtenu a été très élevé, et à ce propos il n'est pas inutile de rappeler que par le marché du 28 août l'Etat payait 1 fr. le kilogr. Or, à cette date, que valait la morue sèche? Des renseignements recueillis par votre rapporteur, il résulte que fin juillet 1914 le prix d'achat en gros de la morue sèche était de 90 fr. et fin août de 95 fr. les 100 kilogr., le marché du 28 août les faisait payer 100 francs.

Sans doute au mois d'octobre le prix s'est sensiblement élevé par suite des réquisitions de morue verte, et c'est pour cela sans doute que toutes les factures communiquées à votre rapporteur portent les dates des 8, 9, 10 et 14 octobre 1914.

Comment furent donc livrés les 5 millions de kilogr. prévus au marché?

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que ces 5 millions comprennent les 42,049 quintaux de morue verte réquisitionnés par l'administration sur les armateurs de Fécamp et ensuite remis par elle à « La Morue française » qui n'eut plus qu'à les apprêter.

Or, cette société, non contente du bénéfice énorme qu'elle a obtenu, grâce à l'ignorante légèreté du fonctionnaire qui traita avec elle, émet la prétention d'augmenter son bénéfice en prétendant que les 42,049 quintaux ne doivent pas être compris dans la fourniture.

Cette prétention paraît inadmissible pour une double raison :

1° La société a livré ces 42,049 quintaux au titre du marché du 28 août ce qui est son propre aveu que cette quantité doit y être imputée ;

2° Elle l'a si bien compris que depuis le 31 octobre 1914 elle n'a jamais tenté de livrer une quantité nouvelle ; elle considérait si bien son marché de fournitures comme épuisé que depuis cette date elle n'a pas tenté d'en faire de nouvelles. Mais, d'après le marché du 28 août, la société devait livrer à l'Etat des matières premières apprêtées par elle et payées par l'Etat 1 fr. par kilogr. Or, pour ces 42,049 quintaux (de 50 kilogr. l'un), l'Etat a fourni à la Société, qui n'a eu qu'à les préparer, les matières premières qu'il s'était procurées par la réquisition. Il est donc de toute justice que la société tienne compte à l'Etat de la valeur des matières premières que celui-ci a fournies. Il semble que le meilleur moyen de la préciser, c'est de déduire du montant du marché une somme de 2,025,950 fr. correspondante à la quantité provenant de la réquisition et en tenant compte en revanche à la société du prix de la préparation — frais et bénéfice facile à établir par expertise. Mais c'est là une question que nous n'avons qu'à poser sans avoir la prétention de la résoudre, ce sera le rôle des magistrats si les parties ne tombent pas d'accord.

Au point de vue de la quantité les observations les plus graves sont à présenter.

Le marché du 28 août porte bien que la morue « devait être réceptionnée aux sécheries par l'autorité militaire, la responsabilité des fournisseurs s'arrêtant au départ de l'usine. »

En fait, la surveillance aux usines n'a pas eu lieu et les circonstances de la guerre la rendaient impossible. Un exemple le démontrera. A l'origine, un officier d'administration assisté d'un caporal fut envoyé à Fécamp. Au bout de quelques jours il partait, appelé à d'autres fonctions, et un peu plus tard il était remplacé par un autre venu de la 1re région, et bientôt rappelé à Boulogne, de sorte que le seul représentant de l'intendance à Fécamp fut un caporal ; ailleurs personne. Quoi qu'il en soit, « La Morue française » a le droit d'invoquer cette clause d'irresponsabilité, mais à la condition qu'elle n'ait pas pour objet de couvrir la fraude, car il est élémentaire que la fraude fait exception à toutes règles, qu'elle corrompt tout et peut se prouver par tous moyens.

Or, il paraît bien qu'une fraude réelle a été commise au point de vue de la quantité comme elle le sera sur la qualité.

Il n'a été constaté d'insuffisance du poids promis que sur la fourniture de morue salée.

Il a été livré environ 17,500 barils ou tonnes de cette dernière, dont à peu près 16,500 par Fécamp. Chaque baril ou tonne a été facturé à raison de 130 kilogr. de morue. Il pesait bien en effet ce poids, mais poisson sel ou saumure compris. Or il est d'évidence que l'Etat ne doit payer que le poisson.

Aussi est-il d'usage commercial courant de ne compter et facturer chaque baril que pour le poids de 125 kilogr. afin de tenir compte de la saumure ou sel employé ; cet usage est courant, M. Legasse le connaissait mieux que personne ; on en trouve la preuve écrite dans une lettre de lui où il dit : « Nous avons fait des ventes à raison de 130 fr. le baril de 125 kilogr ».

L'ignorance complète du commerce de la morue dans laquelle se trouvait le co-contractant de M. Legasse a rendu facile à celui-ci la fraude commise : elle n'en existe pas moins. Elle a rapporté indûment à « La Morue française » une somme de 90,000 fr. qu'il semble bien qu'elle doive rapporter. Les usages doivent, en effet, être respectés sans qu'il soit nécessaire de s'en expliquer dans les conventions. Le code civil le dit expressément dans de nombreux articles ; ce principe est encore plus applicable aux affaires commerciales pour lesquelles il se forme des usages d'une constatation facile et connus ou pouvant être connus de tous.

En résumé : l'Etat a acheté un poids déterminé de poisson à un prix déterminé ; or, la société de « La Morue française » a fait payer à l'Etat non seulement le poisson acheté mais aussi le sel ou la saumure nécessaires à sa conservation. L'abus est flagrant encore bien que souvent, le plus souvent, à l'arrivée les barils ne contiennent plus de saumure par suite du défaut d'étanchéité des barils.

Elle est même allée plus loin.

Il résulte en effet de constatations faites par M. le contrôleur Gache que les barils facturés à 130 kilogr. comme s'ils avaient réellement contenu 130 kilogr. de poisson ne contenaient même pas le poids de 125 kilogr. de morue imposé par l'usage à un baril taré 130 kilogr. Voici en effet ce qu'écrit M. le contrôleur Gache dans le rapport adressé par lui au ministre de la guerre :

« J'effectuai sur 4 barils, dont deux déchargés du wagon en ma présence, la pesée du poisson débarrassé de sel ; j'obtins les résultats suivants :

1er baril.....	116 kil.	8
2e baril.....	122	7
3e baril.....	117	5
4e baril.....	123	»

« Soit une moyenne de 120 kilogr.

« Après mon expérience, les fonctionnaires de l'intendance en ont fait d'autres, dont il a été également dressé procès-verbal. »

M. Julia a obtenu une moyenne de 121 kil. 3.

M. Chavat a obtenu une moyenne de 122 kil. 250.

Il est bon de faire remarquer que ce défaut, ce vice ne pouvaient être découverts qu'au moment de l'ouverture des barils ou tonnes.

Au point de vue de la qualité de la marchandise fournie. Ici les fautes ont porté sur les deux qualités de morue : la morue sèche et la morue salée.

1° *Morue séchée.* — Il a été livré environ 2 millions 800,000 kilogr. de cette dernière. Elle peut être atteinte de rouge et de germes putrides.

Le rouge empêche la morue qui en est atteinte d'être marchande, mais n'est pas malsain en lui-même, il est seulement précurseur de la corruption.

Les divers fonctionnaires qui ont examiné les poissons livrés par la société « La Morue française », tout en constatant qu'une certaine quantité d'entre eux était atteinte de rouge, n'y ont pas insisté par ce motif qu'ils n'envisageaient, peut-être à tort que la répression pénale.

Mais la société devait livrer à l'Etat une marchandise loyale et marchande et, s'il était établi que dès avant son départ des magasins du vendeur la marchandise n'avait pas cette qualité, il se pourrait qu'une condamnation civile en dommages-intérêts survînt, malgré la clause du contrat, dont un cas de force majeure a empêché la mise en exécution.

Mais il y a mieux ou plutôt pire. Dès le début de l'exécution du contrat des germes putrides furent constatés. Le fonctionnaire de l'intendance qui les découvrit aurait dû faire détruire ou enfouir la marchandise qui en était atteinte. Au lieu de cela il consentit à la remettre à M. Legasse qui la remplaça poids pour poids. Aussi bien elle ne devait pas être perdue pour la Société. On lit en effet : 1° dans le rapport de M. le contrôleur Gache : « A La Morue française, la morue corrompue est lavée travaillée, séchée à nouveau et remise dans le commerce. Il n'en est pas fait mystère. M. Legasse l'a exposé devant tous les témoins des deux prélèvements ; il ajoutait simplement que ces produits sont vendus aux nègres des Antilles. M. Le Borgne me l'a répété à Fécamp, sans faire mention des nègres » ; 2° dans le rapport de M. le contrôleur général de Boysson : « La société, d'ailleurs, fit revenir cette morue putride à Fécamp où elle fût, conformément aux usages de la maison, lavée, travaillée, séchée à nouveau et remise dans le commerce. M. Legasse ajoute naïvement que ces produits avariés, ainsi retravaillés, sont vendus aux nègres des Antilles. »

Il ne convient de retenir cet incident que comme précédent puisque la marchandise qui venait de Miramas a été remplacée.

Mais il n'en a pas été de même dans des lots de marchandise venant de Saint-Malo et Bordeaux.

Trois prélèvements ont été opérés sur des lots provenant de ces deux villes et soumis à l'expertise. Ces échantillons ont été reconnus corrompus et impropres à la consommation.

Il semble bien que c'est en vain que le fournisseur prétendrait que cette corruption est postérieure à la livraison. Il est certain, en effet, que la quantité de marchandises achetée par l'Etat ne pouvait être consommée en quelques jours, qu'elle devait se conserver pendant quelque temps, être de « bonne conservation ». C'était en vue de l'assurer qu'on avait exigé du « sec de Grèce » au lieu de « sec de France ». Or, pour la morue sèche, sec de Grèce, une « bonne conservation » signifie une conservation d'au moins six mois. Or, les expéditions ont commencé au début de septembre 1914, les constats de corruption eurent lieu deux mois après. La conclusion est facile à tirer.

Enfin, il ne faut pas oublier la présence reconnue de l'acide borique. Sans doute, MM. Legasse et Le Borgne ont été reconnus non coupables, mais cette déclaration du conseil de guerre n'empêche pas de rechercher et de constater que la société « La Morue française » a commis une faute civile en ajoutant de l'acide borique aux marchandises par elle livrées.

2° Morue salée. — Elle s'obtient par les opérations suivantes : la morue verte est d'abord plongée dans un bain d'eau douce. Ce trempage a pour but de la laver et de l'amollir ; après la sortie de la cuve et un égouttage plus ou moins prolongé, la morue est pesée par tas de 130 kilogr. en principe, puis chaque tas est mis avec 30 kilogr. de sel en baril étanche. En baril le sel se dissout partiellement dans l'eau dont la morue reste toujours chargée et il se forme une saumure.

Plus tard la morue est sortie du baril ; on la laisse égoutter jusqu'à ce qu'elle soit bien sèche et on la met dans un nouveau baril avec 18 kilogr. de sel. On obtient ainsi de la morue en sel sec susceptible d'une longue conservation, jusqu'à deux ans. Ce 2e baril, au contraire du 1er, n'a pas besoin d'être étanche. Il peut même être utile d'y percer des trous pour laisser écouler la saumure dont on craindrait la formation.

La morue qui fut expédiée à Paris était dans la saumure ; la préparation en sel sec aurait

demandé trop de temps, peut-être aussi qu'en raison de la température le rouge se fût développé plus aisément. Le mode de livraison n'est donc pas à critiquer.

Mais ce qui doit l'être, c'est que par suite d'un travail imparfait des tonneliers les barils qui devaient être étanches pour conserver la saumure ne l'étaient pas et par suite le rouge se développa.

Il y a donc eu encore un défaut de qualité.

Aussi bien, pour comprendre dans quelle proportion ce défaut de qualité a atteint la marchandise livrée, il suffit de constater que 399,704 kilogr. de morue ont été condamnés, 8,21 p. 100 de la marchandise livrée, d'où l'Etat subissait une perte de 399,704 fr.

La société « La Morue française » n'a pas été seule à commettre des fautes.

Le fonctionnaire de l'intendance qui a traité avec elle en a de son côté commis de lourdes qu'on peut ramener à quatre :

1° Il a eu le tort de consentir le surlendemain de la passation du marché à un avenant qui autorisait la substitution à la morue séchée de la morue salée, dont le prix était notablement inférieur (12 francs environ par 100 kilogr.) ;

2° Il a eu tort de proroger le 15 octobre 1914 les délais de livraisons qui avaient été dépassés par « La Morue française », au lieu d'en profiter pour résilier un marché onéreux et très mal exécuté ;

3° Il a eu tort de nommer ou de faire nommer M. Legasse, administrateur de « La Morue française », et comme tel signataire du marché, idoine et à ce titre chargé de l'emmagasinement de la morue livrée par la société ;

4° Il a eu le tort de payer à cette société les livraisons sur le prix prévu sans retenir la valeur des 2,025,950 kilogr. de morue verte, provenant de la réquisition et qui lui avaient été fournis par l'Etat.

Il faut à la vérité tenir compte à ce fonctionnaire des conditions anormales dans lesquelles il opérait. Du reste il a été sévèrement puni. Votre commission n'a donc pas à insister.

Aussi bien il a été victime d'un système. Certes, les fonctionnaires de l'intendance sont des hommes d'élite, plusieurs éminents, mais ils ne peuvent tout savoir et cependant on les charge de toutes opérations dont beaucoup leur sont absolument étrangères comme celle-ci ; le service de l'intendance oublie qu'il devrait être dirigé et administré commercialement et, dans l'ignorance inévitable où sont ses fonctionnaires des connaissances spéciales, il devrait faire appel au concours et aux lumières d'éminents négociants, dont la compétence et la probité seraient au-dessus de tout soupçon. Dieu merci il n'en manque pas en France. Que dirait-on d'un homme qui irait passer un marché portant sur une énorme quantité de marchandise qu'il ignorerait ?

Votre commission de finances a eu de cette manière de procéder notamment deux exemples :

Un jour on lui présenta, pour qu'elle donnât un avis favorable, une convention ayant pour objet plus de 800 millions de marchandises ; cette convention portait sur des marchandises spéciales, de nature délicate ; son exécution devait se prolonger pendant plusieurs années. Elle avait été négociée et conclue par deux très honorables officiers généraux, mais qui ne semblaient pas préparés à rédiger des conventions de cette nature et avaient même oublié d'en rédiger un instrument détaillé.

Une autre fois, un fonctionnaire de l'intendance achète un chargement de blé importé par mer sans se douter ou sembler se douter qu'il existe des « connaissements » qui fixent la propriété de choses ainsi transportées.

La dure épreuve que nous traversons devrait avoir au moins cette conséquence de nous mettre à l'écart de procédés tout à fait surannés et qui coûtent très cher à l'Etat.

Les journaux annoncent la dissolution de la société « La Morue française et les sécheries de Fécamp ». Est-elle exacte ? Il y aurait lieu de s'en étonner, étant donné la prospérité et la puissance de cette société et les bénéfices considérables qu'elle a fait notamment avec le marché que nous avons étudié. Faut-il, si le fait est exact, le rattacher aux poursuites nouvelles dirigées contre son directeur et aux faits exposés dans le présent rapport ? En tout cas, il est vraisemblable que dissoute aujourd'hui elle renaîtra demain.

Comme conclusions aux observations qui précèdent, votre commission a l'honneur de proposer au Sénat d'adopter la résolution suivante :

« Le Sénat,

« Regrettant que les intérêts de l'Etat aient été gravement compromis à la suite de missions confiées par l'intendance à des fonctionnaires dont l'ignorance et l'incompétence techniques n'ont pas été compensées par leur bonne volonté et leur honorabilité ;

« Invite M. le ministre de la guerre à poursuivre la réparation au profit de l'Etat du préjudice causé aux finances publiques : 1° par la fourniture de 2,025,950 kilogr. de morue verte ; 2° pour défaut de quantité et de qualité dans les marchandises livrées en exécution du marché du 28 août 1914. »

ANNEXE N° 297

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant ratification de divers décrets ayant pour objet d'établir des **prohibitions de sortie** ou de suspendre les **droits d'entrée** sur diverses marchandises, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères ; par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; par M. Jules Méline, ministre de l'agriculture ; par M. le général Roques, ministre de la guerre ; par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine ; par M. Marcel Sembat, ministre des travaux publics, et par M. A. Ribot, ministre des finances (1). — (Renvoyé à la commission des douanes.)

ANNEXE N° 298

(Session ord. — Séance du 25 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés portant approbation de la **convention franco-suédoise**, signée à Paris le 31 janvier 1916, pour la protection réciproque, en Chine, des **marques de fabrique, brevets, dessins et droits d'auteur**, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères ; par M. Paul Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale, et par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (1).

(1) Voir les nos 2125-2222 et in-8° n° 497. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

ANNEXE N° 305

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 3 décembre 1915 prohibant la **sortie** et la **réexportation** des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'**argent** brut, en masses, lingots, barres poudres, objets détruits, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies ; par M. A. Ribot, ministre des finances et par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (2). — (Renvoyé à la commission des douanes.)

ANNEXE N° 301

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916).

RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif **aux contributions directes et aux taxes y assimilées** de l'exercice 1917, par M. Emile Aimond, sénateur (3).

Messieurs, le projet de loi, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1917, que le Gouvernement vient de déposer sur votre bureau ne contient que les dispositions habituelles des lois de contributions directes.

Abstraction faite des évaluations du produit de l'impôt, les articles qu'il comporte sont la reproduction exacte des articles correspondants de la loi des contributions directes de 1916.

Nous nous bornerons donc à donner quelques explications au sujet des évaluations proposées pour 1917.

Le produit des contributions directes, évalué à 492,015,839 fr. pour l'exercice 1916, est porté à 538,141,929 fr. pour l'exercice 1917, soit une augmentation de 46,126,090 fr., ainsi répartie :

(1) Voir les nos 2056-2212 et in-8° n° 483. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2185-2349, et in-8° n° 514. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(3) Voir les nos 285, Sénat, année 1916, et 2287-2351, et in-8° n° 509. — 11e législ. de la Chambre des députés.

NATURE DES CONTRIBUTIONS	ÉVALUATIONS proposées pour l'exercice 1917.	ÉVALUATIONS adoptées pour l'exercice 1916.	DIFFÉRENCES A 1917 En plus.	DIFFÉRENCES A 1917 En moins.
Contribution foncière ..... Propriétés bâties	113.551 940	113.302.246	249.694	»
Contribution foncière ..... Propriétés non bâties	59.142.844	57.226.376	1.916.468	»
Contribution personnelle-mobilière	113.741.290	112.680.517	1.030.773	»
Contribution des portes et fenêtres	68.000.459	68.362.516	»	362.057
Contribution des patentes	142.665.396	139.312.934	3.352.462	»
Impôt général sur le revenu	40.000.000	»	40.000.000	»
Frais d'avertissement	1.070.000	1.131.250	»	61.250
Totaux	538.141.929	492.015.839	46.549.397	423.307
En plus à 1917	.....	.....	46.126.090	

Cette augmentation, on le voit, se rattache surtout à l'impôt général sur le revenu. Nous avons donné, dans notre rapport n° 251 sur le projet de loi des douzièmes du troisième trimestre, les résultats connus de la première application de la loi du 15 juillet 1914 et la justification de l'évaluation de 40 millions afférente à l'impôt sur le revenu.

Les modifications concernant les autres contributions sont la conséquence des mouvements de la matière imposable et la réduction de 61,250 fr., qui porte sur les frais d'avertissement, provient du fléchissement du nombre des imposés dans les régions atteintes par l'invasion.

Quant aux taxes assimilées, leur produit évalué à 48,703,402 fr. pour 1916, est arrêté à 52,916,268 fr. pour 1917, soit une augmentation de 4,212,866 fr., qui se décompose comme suit

NATURE DES TAXES	ÉVALUATIONS proposées pour l'exercice 1917.	ÉVALUATIONS adoptées pour l'exercice 1916.	DIFFÉRENCES A 1917 En plus.	DIFFÉRENCES A 1917 En moins.
Taxe des biens de mainmorte	20.637.500	20.458.000	179.500	»
Redevances des mines	3.336.868	1.595.202	1.741.666	»
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	20.000.000	16.500.000	3.500.000	»
Taxe sur les billards publics et privés	1.010.400	1.060.000	»	20.000
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets et de la taxe sur les billards publics et privés	82.000	81.500	500	»
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	800.150	1.080.200	»	280.050
Taxe sur les gardes-chasses	400.750	671.000	»	270.250
Droits de vérification des poids et mesures	4.776.000	5.385.000	»	609.000
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	13.500	28.000	»	14.500
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz comprimés ou liquéfiés	270.925	270.925	»	»
Taxe pour frais de surveillance en vue de la répression des fraudes	682.500	682.500	»	»
Droits de visite des pharmacies	66.000	66.000	»	»
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	120.000	120.000	»	»
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	595.075	595.075	»	»
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	95.000	110.000	»	15.000
Totaux	52.916.268	48.703.402	5.421.666	1.208.800
En plus à 1917	.....	.....	4.212.866	

Les augmentations résultent des mouvements de la matière imposable et du redressement d'évaluations atténuées en 1916 en raison des pertes occasionnées par la guerre; les diminutions sont basées sur les pertes de matière imposable constatées en 1916.

Nous signalons qu'il n'a pas été fait état de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre (loi du 1er juillet 1916). Les rôles de 1916 ne seront pas, en effet, établis avant plusieurs mois et l'administration n'a pu par suite fournir d'évaluations pour 1917.

Si l'on compare les rendements présumés des contributions directes et taxes y assimilées pour 1917 aux évaluations faites pour 1915, dernières évaluations normales, on constate que la diminution n'est que de :

548,929,156 fr. — 538,141,929 fr. = 10,787,227 francs pour les contributions directes et de 64,877,570 fr. — 52,916,268 fr. = 11,961,302 fr. pour les taxes y assimilées.

Le recouvrement des impôts directs se fait d'une façon assez satisfaisante.

Voici, en effet, la situation du recouvrement desdits impôts pour 1914 et 1915 en fin d'exercice :

Exercice 1914.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	RÔLES ÉMIS	RECOUVREMENTS	DIFFÉRENCE aux recouvrements par rapport aux douzièmes échus. En plus.	DIFFÉRENCE aux recouvrements par rapport aux douzièmes échus. En moins.
Contributions directes (budget général et centimes additionnels)	1.230.068.800 »	1.060.957.600 »	»	169.111.200 »
Taxes assimilées	64.171.100 »	47.766.100 »	»	16.405.000 »
Totaux	1.294.239.900 »	1.108.723.700 »	»	185.516.200 »
En moins aux recouvrements	.....	.....	185.516.200 »	
Evaluation en douzièmes	.....	.....	1 d. 72	

Exercices 1915.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	ROLES ÉMIS	RECOUVREMENTS	DIFFÉRENCE AUX RECOUVREMENTS par rapport aux douzièmes échus. En plus.	DIFFÉRENCE AUX RECOUVREMENTS par rapport aux douzièmes échus. En moins.
Contributions directes (budget général et centimes additionnels)	1.105.623.200 »	864.295.100 »	»	240.728.100 »
Taxes assimilées	52.028.200 »	41.284.700 »	»	11.343.500 »
Totaux	1.157.651.400 »	905.579.800 »	»	252.071.600 »
En moins aux recouvrements	.....	.....	252.071.600 »	
Evaluation en douzièmes	.....	.....	2 d. 61	

En ce qui concerne l'exercice 1916, au 30 juin, il a été recouvré 326,755,500 fr. sur 464,190,500 fr. représentant les 5 douzièmes échus, soit un moins perçu de 137.435,000 fr. ou 1 douzième 48; pour 1915, à la même date, le moins perçu était de 1 douzième 78. Il y a donc pour cette année une sensible amélioration.

Nous croyons utile de présenter dans le tableau suivant le produit d'ensemble des impôts directs pour l'exercice 1917.

NATURE DES CONTRIBUTIONS	PART REVENANT à l'Etat.	PART REVENANT aux départements.	PART REVENANT aux communes.	TOTAL
Impôts directs.				
Contribution foncière..... Propriétés bâties.....	113.551.940 »	72.020.700 »	72.101.000 »	257.676.640 »
Contribution foncière..... Propriétés non bâties.....	(1) 59.142.844 »	84.204.600 »	70.258.400 »	213.605.844 »
Contribution personnelle-mobilière.....	113.711.290 »	63.057.800 »	60.329.600 »	237.098.690 »
Contribution des portes et fenêtres.....	68.000.459 »	26.468.000 »	34.690.200 »	129.158.659 »
Contribution des patentes.....	(2) 142.665.396 »	47.799.900 »	(3) 68.760.600 »	259.225.896 »
Impôt général sur le revenu.....	30.000.000 »	»	»	40.000.000 »
Frais d'avertissement.....	1.070.000 »	»	»	1.070.000 »
Totaux.....	538.141.929 »	293.551.000 »	306.142.800 »	1.137.835.729 »
Taxes assimilées.....	51.430.601 »	»	1.485.667 »	52.916.268 »
Totaux généraux.....	589.572.530 »	293.551.000 »	307.628.467 »	1.190.751.997 »

(1) Déduction faite du dégrèvement de 12 millions de francs alloué aux petites cotes foncières (art. 30 de la loi du 29 mars 1914).

(2) Non compris 8/100es du principal attribué aux communes (loi du 15 juillet 1880, art. 36), soit 7,752,000 fr.

(3) On a compris dans cette somme, en sus de celle de..... 62.834.600
constituant à proprement parler la part des communes [8/100es du principal (voir renvoi *b*) 7,752,000 fr. et impositions communales 55,082,600 fr.], le produit des impositions additionnelles :

a) Pour frais de bourses et de chambres de commerce..... 5.210.000
b) Pour taxe de garantie (accidents du travail)..... 716.000

Total égal..... 68.760.600

Votre commission n'a aucune objection à soulever contre le projet de loi qui vous a été transmis. Elle vous demande, en conséquence, de vouloir bien l'adopter sans modification.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies, pour 1917, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A annexé à la présente loi, aux dispositions des lois existantes et par dérogation à l'article 1er de la loi du 18 juillet 1892, ainsi qu'à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1913.

Ces contributions sont évaluées à la somme de 538,141,929 fr., déduction faite des dégrèvements accordés aux propriétaires exploitants sur la contribution foncière des propriétés non bâties, en vertu de l'article 30 de la loi du 29 mars 1914.

Art. 2. — Le contingent de chaque département, pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, est fixé en principal, pour 1917, aux sommes portées dans l'état B annexé à la présente loi

Art. 3. — Les diverses taxes assimilées aux contributions directes applicables aux dépenses générales de l'Etat seront établies, pour 1917, conformément à l'état C annexé à la présente loi et aux dispositions des lois existantes. Ces taxes sont évaluées à la somme de 52,916,268 fr.

Art. 4. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état D annexé à la présente loi seront établis, pour 1917, conformément aux lois existantes, au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisés.

Art. 5. — Le maximum des centimes ordinaires sans affectation spéciale que les conseils généraux peuvent voter, en vertu des articles 40 et 58 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1917 : 1° à 25 centimes sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière; 2° à 8 centimes sur les quatres contributions directes.

Art. 6. — Le maximum des centimes ordinaires spéciaux que les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1917, pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux, est fixé à 10 centimes additionnels aux quatres contributions directes.

Art. 7. — En cas d'insuffisance des recettes ordinaires des départements pour faire face à leurs dépenses annuelles et permanentes, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour l'année 1917, 20 centimes ordinaires additionnels aux quatre contributions directes

Art. 8. — Le maximum des centimes extraordinaires que les conseils généraux peuvent voter pour des dépenses accidentelles ou temporaires, en vertu des articles 40 et 59 de la loi du 10 août 1871, modifiés par la loi du 30 juin 1907, est fixé, pour l'année 1917 à 12 centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Art. 9. — Le maximum de l'imposition spéciale à établir sur les quatre contributions directes, en cas d'omission ou de refus d'inscription dans le budget départemental, d'un crédit suffisant pour le payement des dépenses obligatoires ordinaires ou extraordinaires ou pour l'acquittement des dettes exigibles, est fixé, pour l'année 1917, à 2 centimes.

Art. 10. — Les conseils généraux ne pourront recourir aux centimes de toute nature portant sur les quatre contributions directes qu'autant qu'ils auront fait emploi des 25 centimes portant sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

Art. 11. — Ils n'auront de même la faculté de voter les impositions autorisées par des lois ou des décrets spéciaux pour des dépenses annuelles et permanentes qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes ordinaires mis à leur disposition par la présente loi.

Art. 12. — Les conseils généraux ne pourront voter les impositions extraordinaires autorisées par des lois ou des décrets spéciaux en vue de dépenses accidentelles ou temporaires qu'autant qu'ils auront fait emploi des centimes extraordinairesmis à leur disposition par la présente loi.

Art. 13. — Le maximum des centimes que les conseils municipaux peuvent voter, en vertu de l'article 133 de la loi du 5 avril 1884, est fixé, pour l'année 1917, à 5 centimes sur les contributions foncière (propriétés bâties et propriétés non bâties) et personnelle-mobilière.

Art. 14. — Le maximum des centimes extraordinaires et des centimes pour insuffisance de revenus que les conseils municipaux sont autorisés à voter et qui doit être arrêté annuellement par les conseils généraux, en vertu de l'article 42 de la loi du 10 août 1871 et de la loi du 7 avril 1902 ne pourra dépasser, en 1917, 30 centimes.

Art. 15. — Lorsque, en exécution du paragraphe 5 de l'article 149 de la loi du 5 avril 1884, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office, sur les communes, des centimes additionnels pour le payement de dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de 10 centimes, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à 20 centimes.

Art. 16. — Les rôles confectionnés en exécution de la présente loi ne seront rendus exécutoires par les préfets et ne pourront être mis en recouvrement qu'après que la loi portant fixation du budget général de l'exercice 1917 en aura autorisé la perception.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux rôles de prestations pour les chemins vicinaux et ruraux, ni aux rôles spéciaux qui pourraient être établis pour la taxe vicinale.

ÉTATS

État A. — *Tableau des contributions directes*

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS	CONTRI			
	foncière (propriétés bâties).		foncière (propriétés non bâties).	
1	2		3	
	centimes additionnels.	francs.	centimes additionnels.	francs.
Principal.				
Principal des contributions	»	107.000.000	»	65.120.000
A retrancher : pour cotisations en principal des propriétés bâties ayant cessé d'être imposables, déduction faite des cotisations afférentes aux propriétés devenues passibles de l'impôt. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844.)	»	»	»	»
Reste	»	107.000.000	»	65.120.000
A retrancher : pour attribution aux communes sur la contribution des patentes. (Art. 36 de la loi du 15 juillet 1880.)	»	»	»	»
Reste	»	107.000.000	»	65.120.000
Centimes généraux.				
Centimes additionnels généraux — sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal)	»	»	»	»
Centimes additionnels généraux — extraordinaires, avec maintien des exceptions déterminées par l'article 1er de la loi du 24 juillet 1873	»	»	»	»
Centimes additionnels généraux — pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	»
Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	»
Centimes de diverses natures et réimpositions.				
Centime pour secours en cas de grêle, incendies, inondations et autres cas fortuits.	»	»	»	»
Centimes pour non-valeurs sur le montant — du principal des contributions	»	»	»	»
Centimes pour non-valeurs sur le montant — des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire, y compris les frais de perception. (Art. 27 de la loi du 19 juillet 1889 et art. 25 de la loi du 27 mars 1914.)	»	»	»	»
Centimes pour non-valeurs sur le montant — des impositions départementales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	3	2.160.621	2.5	2.165.115
Centimes pour non-valeurs sur le montant — des impositions communales. (Art. 14 de la loi du 8 juillet 1852.)	3	2.163.120	2.5	1.756.460
Centimes pour frais de perception des impositions communales et des impositions pour frais de bourses et chambres de commerce. (Art. 5 de la loi du 20 juillet 1837, art. 4 de la loi du 14 juillet 1838 et art. 57 de la loi du 13 avril 1898.)	3	2.228.019	3	2.160.469
Réimpositions	»	»	»	»
Centimes pour frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Art. 9 de la loi du 4 août 1844.)	»	180	»	800
Totaux	»	113.551.940	»	71.142.844
A retrancher : pour dégrèvement de la contribution foncière des propriétés non bâties. (Art. 30 de la loi du 29 mars 1914.)	»	»	»	12.000.000
Reste	»	113.551.940	»	59.142.844
Frais d'avertissement. (Art. 50 et 51 de la loi du 15 mai 1818.)	.....	.....	.....	.....
Total général	.....	.....	.....	.....

LÉGISLATIFS

à imposer pour l'exercice 1917.

BUTIONS						IMPÔT GÉNÉRAL	TOTAUX	
personnelle-mobilière.		des portes et fenêtres.		des patentes.		sur le revenu.	par nature d'impositions	par affectation d'impositions.
4		5		6		7	8	9
centimes additionnels.	francs.	centimes additionnels.	francs.	centimes additionnels.	francs.	francs.	francs.	francs.
»	88.020.095	»	55.335.166	»	96.900.000	40.000.000	452.375.261	
»	4.420.095	»	4.235.166	»	»	»	8.655.261	
»	83.600.000	»	51.100.000	»	96.900.000	40.000.000	443.720.000	435.968.000
»	»	»	»	»	7.752.000	»	7.752.000	
»	83.600.000	»	51.100.000	»	89.148.000	40.000.000	435.968.000	
17	14.212.000	15.80	8.073.800	14.60	11.147.400	»	36.433.200	
»	»	»	»	20	19.227.600	»	19.227.600	
8	6.688.000	8	4.088.000	8	7.752.000	»	18.528.000	74.466.720
0.12	100.320	0.12	61.320	0.12	116.280	»	277.920	
1	836.000	»	»	»	»	»	836.000	836.000
1	836.000	3	1.533.000	5	4.815.000	»	7.211.000	
1	67.883	3	124.480	5	393.414	»	585.777	24.197.838
1	630.578	3	791.040	5	2.389.935	»	8.080.349	
1	603.296	3	1.010.706	5	2.751.130	»	8.317.712	
3	1.827.993	3	1.071.933	3	1.891.407	»	9.179.821	9.179.821
»	4.309.000	»	113.000	»	»	»	4.422.000	4.422.000
»	220	»	180	»	170	»	1.550	1.550
»	113.711.290	»	68.000.459	»	142.665.396	40.000.000	519.071.929	519.071.929
»	»	»	»	»	»	»	12.000.000	12.000.000
»	113.711.290	»	68.000.459	»	142.665.396	40.000.000	537.071.929	537.071.929
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1.070.000	1.070.000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	538.141.929	538.141.929

Etat B. — *Tableau de fixation des contingents, en principal, de chaque département pour l'exercice 1917.*

Contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS	CONTINGENTS EN PRINCIPAL des contributions	
		personnelle-mobilière.	des portes et fenêtres.
1	2	3	4
		francs.	francs.
1	Ain	499.418	299.921
2	Aisne	1.087.017	873.678
3	Allier	692.143	471.496
4	Alpes (Basses-)	121.610	96.964
5	Alpes (Hautes-)	88.675	84.215
6	Alpes-Maritimes	1.359.847	504.014
7	Ardèche	260.471	229.787
8	Ardennes	657.987	372.541
9	Ariège	159.474	146.662
10	Aube	578.740	415.242
11	Aude	500.133	307.608
12	Aveyron	334.139	303.326
13	Bouches-du-Rhône	2.293.617	1.414.201
14	Calvados	913.782	759.848
15	Cantal	215.984	156.318
16	Charente	524.078	370.866
17	Charente-Inférieure	819.869	509.265
18	Cher	565.852	290.868
19	Corrèze	218.941	186.776
20	Corse	233.469	77.915
21	Côte-d'Or	825.616	500.632
22	Côtes-du-Nord	485.030	325.940
23	Creuse	210.623	180.229
24	Dordogne	503.399	346.874
25	Doubs	609.035	340.635
26	Drôme	359.007	311.655
27	Eure	718.227	624.791
28	Eure-et-Loir	608.050	336.280
29	Finistère	741.660	588.391
30	Gard	686.099	520.453
31	Garonne (Haute-)	814.532	830.152
32	Gers	255.291	217.890
33	Gironde	2.452.854	1.414.732
34	Hérault	1.033.992	656.727
35	Ille-et-Vilaine	759.504	544.086
36	Indre	424.023	215.512
37	Indre-et-Loire	819.978	488.961
38	Isère	967.174	610.342
39	Jura	375.854	234.692
40	Landes	294.347	256.354
41	Loir-et-Cher	499.417	252.944
42	Loire	901.633	931.918
43	Loire (Haute-)	258.994	236.799
44	Loire-Inférieure	1.100.874	785.639
45	Loiret	881.004	512.901
46	Lot	191.948	178.506
47	Lot-et-Garonne	417.424	264.920
48	Lozère	69.275	83.005
49	Maine-et-Loire	924.309	668.393
50	Manche	676.699	543.553
51	Marne	1.177.372	820.028
52	Marne (Haute-)	403.399	228.594
53	Mayenne	398.703	271.776
54	Meurthe-et-Moselle	1.355.202	726.313
55	Meuse	456.087	248.018
56	Morbihan	500.192	326.896
57	Nièvre	527.648	293.820
58	Nord	3.761.641	3.624.475
59	Oise	1.057.485	700.265
60	Orne	514.060	407.028
61	Pas-de-Calais	1.462.307	1.626.612
62	Puy-de-Dôme	640.348	534.457
63	Pyrénées (Basses-)	636.200	541.718
64	Pyrénées (Hautes-)	250.788	192.302
65	Pyrénées-Orientales	294.892	179.430
66	Territoire de Belfort	201.594	145.712
67	Rhône	2.662.828	1.511.911
68	Saône (Haute-)	388.020	256.090
69	Saône-et-Loire	964.501	596.943
70	Sarthe	741.126	483.000
71	Savoie	243.482	145.254
72	Savoie (Haute-)	258.245	128.498
73	Seine	23.754.624	10.992.524
74	Seine-Inférieure	2.293.054	1.980.977
75	Seine-et-Marne	1.217.232	603.836
76	Seine-et-Oise	4.036.402	1.543.609
77	Sèvres (Deux-)	411.946	253.700
78	Somme	936.672	984.351
79	Tarn	362.586	332.643
80	Tarn-et-Garonne	211.558	206.418
81	Var	709.901	470.415
82	Vaucluse	372.437	320.630
83	Vendée	536.537	308.247
84	Vienne	523.484	339.465
85	Vienne (Haute-)	417.810	344.299
86	Vosges	669.012	395.917
87	Yonne	679.452	393.778
	Totaux	88.020.095	55.335.166

État C. — *Tableau des taxes assimilées aux contributions directes à imposer pour l'exercice 1917.*

DÉSIGNATION DES TAXES ASSIMILÉES aux contributions directes.		NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS				TOTAUX
		PRINCIPAL	CENTIMES pour non-valeurs.	CENTIMES pour frais de perception.	FRAIS d'avertissement.	
1		2	3	4	5	6
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Taxe des biens de mainmorte. (Lois des 20 février 1849, 30 mars 1872, 29 décembre 1884, 31 mars 1903, 30 juillet 1913 et 15 juillet 1914).....		20.630.000	»	»	7.550	20.637.500
Redevances des mines. (Loi du 21 avril 1810 et décret du 6 mai 1811; loi du 8 avril 1910 et décrets des 24 décembre 1910 et 3 août 1911.).....	Principal..... 3.357.000 A retrancher pour attribution aux communes (un sixième du principal de la redevance proportionnelle qui est évaluée à 2 millions 800.000 fr.)..... 466.667					
	Reste..... 2.890.333	2.890.333	335.700	110.781	54	3.336.868
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Lois des 2 juillet 1862, 16 septembre 1871, 23 juillet 1872, 22 décembre 1879, 29 décembre 1884, 17 juillet 1895, 13 avril 1898, 11 juillet 1899, 31 décembre 1907 et 8 avril 1910.).....	Principal..... 20.000.000 A retrancher pour attribution aux communes (un vingtième du principal)..... 1.000.000					
	Reste..... 19.000.000	19.000.000	1.000.000	»	»	20.000.000
Taxe sur les billards publics et privés. (Lois des 16 septembre 1871 et 18 décembre 1871.).....		1.040.000	»	»	»	1.040.000
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, et de la taxe sur les billards publics et privés.....		»	»	»	82.000	82.000
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion. (Lois des 16 septembre 1871, 18 décembre 1871, 5 août 1874, 30 mars 1888, 8 août 1890 et décret du 30 décembre 1890.).....		800.000	»	»	150	800.150
Taxe sur les gardes-chasse. (Loi du 30 juillet 1913).....		400.000	»	»	750	400.750
Droits de vérification des poids et mesures (Décret du 26 février 1873; lois des 5 août 1874 et 21 juillet 1894; décret du 17 décembre 1894; lois des 17 juillet 1907 et 31 décembre 1907.).....		4.776.000	»	»	»	4.776.000
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres. (Lois des 7 juillet 1881, 7 juillet 1882, 28 juillet 1883, 6 juin 1889, 3 août 1894 et 29 mars 1907; décrets des 27 décembre 1884, 2 août 1889 et 15 janvier 1904).....		13.500	»	»	»	13.500
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz comprimés ou liquéfiés. (Lois des 18 juillet 1892 e 13 avril 1898.).....		250.000	12.500	7.875	550	270.925
Taxe pour frais de surveillance en vue de la répression des fraudes. (Loi du 30 juillet 1913.).....		650.000	»	»	32.500	682.500
Droits de visite des pharmacies. (Loi du 21 germinal an XI; arrêté du Gouvernement du 25 thermidor de la même année; décret du 23 mars 1859; lois des 31 juillet 1867 et 25 juin 1908.).....		60.000	»	»	»	60.000
Droits d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales. (Lois des 21 avril 1832, 19 juillet 1886 et 25 juin 1908; décret du 9 mai 1887.).....		120.000	»	»	»	120.000
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs. (Lois des 8 juillet 1890, 8 août 1890, 26 décembre 1890, 25 février 1914 et décret du 13 juillet 1914).....		550.000	27.500	17.325	250	595.075
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine. (Loi du 16 avril 1897; décret du 9 novembre 1897 et loi du 13 avril 1898.).....		95.000	»	»	»	95.000
Totaux.....		51.280.833	1.375.700	135.981	123.754	52.916.268

Etat D. — *Tableau des droits, produits et revenus dont les rôles peuvent être établis, pour l'exercice 1917, conformément aux lois existantes, au profit de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants:

Taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807.

Taxes d'affouage, de pâturage et autres taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires en vertu des lois et usages locaux. (Loi du 5 avril 1884, art. 140.)

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent. (Loi du 8 avril 1898, art. 18 à 20.)

Taxes perçues pour le recouvrement des dépenses faites d'office au compte des riverains et usagers des cours d'eau non navigables et de leurs dérivations, dans l'intérêt de la police et de la répartition générale des eaux. (Loi du 8 avril 1898, art. 8 à 17.)

Taxes syndicales pour l'assèchement des mines. (Loi du 27 avril 1838.)

Taxes pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations. (Loi du 28 mai 1858.)

Taxes au profit des associations syndicales autorisées par les lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

Taxe des frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains. (Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII [1er décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807; loi du 25 juin 1841, art. 28.)

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845.

Taxe municipale de balayage imposée aux propriétaires riverains des voies de communication de Paris. (Loi du 26 mars 1873.)

Frais de travaux intéressant la salubrité publique. (Loi du 16 septembre 1807.)

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement. (Loi du 23 juin 1857, art. 25.)

Honoraires et frais de déplacement dus aux ingénieurs et agents des ponts et chaussées et des mines pour leur intervention dans les affaires d'intérêt communal ou privé. (Décrets des 13 octobre 1851, 10 et 27 mai 1854.)

Recouvrement des frais de déplacement dus aux agents chargés de la visite ou de la surveillance des dépôts de dynamite à durée limitée. (Décret du 25 mai 1910.)

Remboursement des dépenses en travaux effectués d'office dans les mines, minières et carrières. (Lois des 21 avril 1810, 27 avril 1838 et 27 juillet 1880; décrets des 3 janvier 1813 et 27 mai 1854 et décrets rendus en exécution des lois précitées.)

Dépenses de destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture. (Lois des 24 décembre 1888, art. 4, et 21 juin 1898, art. 79.)

Centimes additionnels aux contributions directes pour dépenses départementales et communales. (Lois des 10 août 1871, 5 avril 1884, 7 avril 1902, 30 juin 1907 et 29 mars 1914.)

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce (y compris le fonds de non-valeurs) et revenus spéciaux accordés auxdits établissements. (Lois des 23 juillet 1820, art. 11 et 13 à 16; 14 juillet 1838, art. 4; 9 avril 1898, art. 21 et 22; 13 avril 1898, art. 57, et 19 février 1908, art. 6.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins vicinaux. (Lois des 21 mai 1836, 24 février 1900, art. 9, et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe des prestations en nature pour les chemins ruraux. (Lois des 20 août 1881, 24 février 1900, art. 9, et 10 juillet 1901, art. 7.)

Taxe vicinale. (Loi du 31 mars 1903, art. 5.)

Taxes syndicales pour les chemins ruraux. (Loi du 20 août 1881.)

Taxe municipale sur les chiens. (Loi du 2 mai 1855; décrets des 4 août 1855, 3 août 1861 et 22 décembre 1886.)

Taxes communales à établir en remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. (Lois des 29 décembre 1897, 14 décembre 1900, 29 décembre 1900, art. 1er; 10 juillet 1901, art. 18; 8 avril 1910, art. 6, et décret du 15 juin 1898.)

Centimes spéciaux destinés à assurer le payement des indemnités relatives aux accidents du travail. (Lois des 9 avril 1898, art. 25; 11 juillet 1899, art. 7; 12 avril 1906; 29 mai 1909 et 22 août 1913.)

Contributions mises à la charge des exploitants de mines, en vue de la constitution des retraites des délégués mineurs. (Loi du 25 février 1914, art. 4 et 10, et décret du 13 juillet 1914, art. 30.)

ANNEXE N° 304

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, par M. Lucien Cornet, sénateur (1).

Messieurs, le Sénat est saisi d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché : il a pour objet, d'une part, de porter de 1,500 fr. à 3,000 fr. le maximum du compte ouvert à chaque déposant de caisse d'épargne, d'abroger la disposition limitant à 1,500 fr. le montant des versements opérés du 1er janvier au 31 décembre d'une même année, d'élever de 15,000 à 25 000 fr. le maximum des dépôts de sociétés de secours mutuels et des institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne; d'autre part, d'assurer de nouvelles ressources aux offices publics et aux sociétés d'habitations à bon marché.

I

La première de ces réformes consistant dans l'élévation à 3,000 fr. du maximum que peut atteindre le compte de chaque déposant est demandée depuis longtemps par les caisses d'épargne et par les déposants. Il sera permis de rappeler qu'elle figurait déjà dans une proposition de loi (n° 480) tendant à reviser la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, déposée, le 23 décembre 1913 au Sénat, à la demande de la conférence générale des caisses d'épargne de France.

D'après l'article 4, paragraphe 1er, de la loi du 20 juillet 1895 : « Le compte ouvert à chaque déposant ne peut pas dépasser le chiffre de 1,500 fr. La baisse de la valeur de l'argent rend cette limitation de plus en plus gênante pour la petite épargne qui est ainsi contrainte à renoncer à son mode de placement préféré. L'expérience a prouvé, en effet, que l'argent qui ne peut ainsi être versé aux caisses d'épargne est trop souvent thésaurisé ou compromis dans des emplois peu sûrs.

Les caisses d'épargne bénéficieraient comme leur clientèle de l'élévation du maximum des dépôts. Elles couvrent leurs frais d'administration et accroissent leur fortune personnelle, garantie des déposants, à l'aide de la retenue qu'elles exercent sur les intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations. Or, la gestion des petits livrets se traduit pour elles par une perte qui n'est compensée que par les gros livrets.

Il y a lieu de remarquer également que l'active participation des caisses d'épargne au dernier emprunt a amené une sensible diminution du solde dû à leurs déposants, diminution qui, pour les seules caisses d'épargne ordinaires, atteint plus de 220 millions de francs. Il est indispensable de fournir aux caisses d'épargne les moyens de combler cette diminution.

Les adversaires de la réforme tiraient, avant la guerre, argument de l'accroissement de responsabilité qu'elle entraînerait pour l'Etat en cas de crise. Les événements ont montré combien ces craintes étaient peu fondées. Les déposants ne se sont nullement présentés en masse aux guichets des caisses d'épargne pour demander le remboursement de leur compte. Les prévisions les plus optimistes à cet égard ont été dépassées. Le solde dû aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts et consignations s'élevait au 31 décembre 1913 à 4,110,548,843 fr. 88 et au 31 décembre 1914 à 4,106,235,345 fr. 29; la diminution n'a donc été que de 4,313,498 fr. 59; l'excédent des retraits, soit 136,994,670 fr. 51, a été ainsi presque entièrement couvert par les intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations (132 millions 651,171 fr. 92).

Les résultats de l'exercice 1915 sont également favorables, puisque l'année 1915, si l'on ne tient pas compte des retraits pour l'emprunt, n'a laissé qu'un excédent de remboursements de 143,572,849 fr. 55, couvert jusqu'à concurrence de 130,397.335 fr. 57 par les intérêts alloués par la caisse des dépôts et consignations, ce qui réduit la diminution du solde dû aux déposants à 13,175,513 fr. 98.

II

Le paragraphe 3 du nouveau texte qui remplacerait l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 prévoit que « pour les sociétés de secours mutuels et les institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne, le maximum des dépôts peut s'élever à 25,000 fr. ».

Il a paru, en effet, que pour conserver à ces collectivités le régime de faveur dont elles jouissent, il convenait, puisque le maximum des comptes des déposants ordinaires était relevé, de leur accorder aussi un relèvement de leur maximum spécial.

III

La disposition du paragraphe 4 de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 aux termes de laquelle : « le montant total des versements opérés du 1er janvier au 31 décembre ne pourra dépasser 1,500 fr. » est supprimée.

(1) Voir les nos 274, Sénat, année 1916, et 1965-2224, et in-8°, n° 498 — 11e législ. — de la Chambre des députés.

Cette disposition a toujours fait l'objet des critiques des caisses d'épargne et des déposants, et la commission supérieure des caisses d'épargne a, par des vœux répétés, demandé son abrogation. Elle constitue une gêne pour les déposants. Il suffit, au surplus, pour l'éluder, de faire solder le compte sur lequel les versements ont dépassé le maximum et de s'en faire ouvrir immédiatement un nouveau.

IV

L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, fixant les limites dans lesquelles les caisses d'épargne sont autorisées à participer à l'acquisition ou à la construction d'habitations à bon marché, n'est pas, en vertu des dispositions de l'article 25 de la même loi, applicable à la caisse nationale d'épargne.

En conséquence, cette institution n'est pas visée dans la substitution éventuelle d'un nouveau texte à l'article 6 de la loi du 12 avril 1906.

Mais il en est différemment de la modification envisagée de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 qui intéresse la caisse nationale d'épargne au même titre que les caisses ordinaires.

La limitation du montant total des versements opérés du 1er janvier au 31 décembre de la même année a soulevé aussi, pour cet établissement, de si nombreuses critiques justifiées et cette disposition présentait tant de difficultés d'application, que sa suppression s'imposait à l'occasion du premier projet de loi qui interviendrait sur les caisses d'épargne.

L'élévation du maximum des livrets à 3.000 francs paraît répondre aux besoins de la clientèle de la caisse nationale d'épargne. Elle ne peut que contribuer à augmenter sa prospérité.

D'autre part, l'expérience a démontré que, même dans les périodes les plus critiques, la confiance de ses déposants n'a subi aucune atteinte.

L'encaissement des arrérages des valeurs en portefeuille, et les versements reçus depuis le début de la guerre, ont permis à la caisse nationale d'épargne de donner suite aux demandes de remboursement sans nécessiter la réalisation d'une partie quelconque de ces valeurs.

Il n'y a donc pas lieu de craindre que l'accroissement du capital versé puisse avoir des conséquences fâcheuses.

V

En cours de discussion, la Chambre des députés avait été saisie d'un amendement de M. Bonnevay tendant à affecter aux habitations à bon marché l'augmentation qui pourra se produire sur les dépôts des caisses d'épargne par suite de l'élévation du maximum des comptes et de la suppression du maximum des versements annuels. Cet amendement n'a point été sans soulever de sérieuses objections; et sur la suggestion de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, une solution transactionnelle est intervenue qui paraît concilier les intérêts légitimes de l'épargne et le souci d'encourager l'œuvre intéressante des habitations à bon marché. Aux termes de la disposition proposée :

« La caisse des dépôts et consignations emploiera, jusqu'à concurrence de cent millions de francs, dans la limite des demandes agréées par la caisse des dépôts et consignations, en prêts à des offices publics d'habitations à bon marché et à des sociétés d'habitations à bon marché dans les conditions prévues par les lois des 12 avril 1906-23 décembre 1912, le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargnes, et, à défaut, les fonds versés par les caisses d'épargne : ces prêts seront effectués aux taux moyen d'intérêt produit au cours de l'année précédente par le portefeuille provenant du placement des fonds des caisses d'épargne. »

Le Sénat appréciera sans nul doute l'intérêt qu'il y a, surtout dans les circonstances actuelles, à faire aboutir, dans le plus bref délai possible, par le vote sans modifications, du projet adopté par la Chambre des députés, une réforme qui est depuis longtemps demandée par les caisses d'épargne et par tous leurs représentants autorisés.

C'est pourquoi votre commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1er. — L'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 est remplacé par le texte suivant :

« Le compte ouvert à chaque déposant ne peut dépasser le chiffre de 3,000 fr. L'article 9 de la loi du 9 avril 1881 sera applicable aux comptes qui dépasseront ce maximum.

« Il sera remis annuellement au ministre du travail et de la prévoyance sociale, par chaque caisse d'épargne, la caisse nationale exceptée, un état des livrets dont le chiffre dépasserait le maximum autorisé.

« Pour les sociétés de secours mutuels et les institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne, le maximum des dépôts peut s'élever à 25.000 fr.

« Le deuxième alinéa de l'article 13 de la loi du 9 avril 1881 sera applicable aux comptes de ces sociétés et institutions qui dépasseront ce maximum. »

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, modifiée par la loi du 23 décembre 1912, est remplacé par le texte suivant :

« La caisse des dépôts et consignations emploiera, jusqu'à concurrence de cent millions de francs, dans la limite des demandes agréées par la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, en prêts à des offices publics d'habitations à bon marché et à des sociétés d'habitations à bon marché dans les conditions prévues par les lois des 12 avril 1906-23 décembre 1912, le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, et, à défaut les fonds versés par les caisses d'épargne; ces prêts seront effectués au taux moyens d'intérêt produit au cours de l'année précédente par le portefeuille provenant du placement des fonds des caisses d'épargne. »

ANNEXE N° 306

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

PROJET DE LOI adopté par la Chambre des députés comportant garantie par l'Etat des **risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique** jusqu'à la fin des hostilités et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités, présenté au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies ; par M. A. Ribot, ministre des finances; et par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

ANNEXE N° 307

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

PROJET DE LOI, *apopté par la Chambre des députés modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril* 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la **marine marchande**, présentée au nom de M. Raymond Poincaré, Président de la République française; par M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine; par M. A. Ribot, ministre des finances; par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies (2). — Renvoyé à la commission de la marine.) — (Urgence déclarée.)

ANNEXE N° 308

(Session ord. — Séance du 27 juillet 1916.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination dans le corps de la marine des **élèves sortis de l'école polytechnique en 1914**, par M. le vice-amiral de La Jaille, sénateur (1). — (Urgence déclarée.)

Messieurs, la Chambre des députés a voté un projet de loi régularisant la situation des élèves sortis de l'école polytechnique en 1914, qui, classés dans les divers corps de la marine, ont été néanmoins affectés au service de l'armée de terre comme sous-lieutenants d'artillerie.

La guerre se prolongeant, ils ont été ou vont être remis à la disposition de la marine. Mais quel grade doit leur être attribué?

Ces jeunes officiers se rangent en trois catégories :

1° Ceux à qui revient le grade d'enseigne de vaisseau de 1re classe ou assimilés deux ans après leur sortie de l'école, soit en 1916;

2° Ceux qui, ayant fait une année de service avant leur admission à l'école, auraient eu leur deuxième galon un an après leur sortie, c'est-à-dire en 1915 ;

3° Ceux qui, pour s'être distingués dans les combats au front, ont été promus, en récompense, lieutenants d'artillerie.

Pour les deux premières catégories la solution s'indique d'elle-même et votre commission n'hésite pas à dire que le grade d'enseigne de vaisseau de 1re classe ou assimilé leur revient à dater du jour où ils l'auraient obtenu s'ils étaient entrés directement au service dans la marine.

Pour les jeunes officiers compris dans la troisième catégorie, il est certain que la récompense obtenue sur le champ de bataille ne peut leur être enlevée et que leur nomination d'enseigne de vaisseau de 1re classe doit leur être acquise à dater du jour où le galon de lieutenant leur a été donné pour fait de guerre.

Une dernière situation reste à examiner :

De six élèves classés à leur sortie de l'école polytechnique en 1914 dans le corps des officiers de marine, et appelés à servir dans l'armée de terre comme sous-lieutenants d'artillerie, deux ont été tués, un autre a renoncé à la carrière. Il en reste trois qui ont été rendus à la marine, le 11 avril 1916.

Tous les trois avaient obtenu le grade de lieutenant. Cependant, sous prétexte qu'ils n'avaient pas satisfait aux examens réglementaires — ils n'avaient pas été à même de les subir — ils n'ont été admis dans la marine qu'avec le grade d'enseigne de 2e classe et mis en situation de suivre les cours de l'école navale relatifs à l'instruction maritime qu'ils ne possédaient pas.

En toute vérité, on leur doit mieux. Ces jeunes officiers ont acquis sur le champ de bataille leur double galon : ils méritent de le porter encore. L'examen à subir ne doit pas entrer en ligne de compte pour le leur faire perdre. Toutefois, il faut admettre que cet examen devra être subi. Les deux choses sont conciliables. Il sera dit, comme la Chambre l'a voté, que leur grade ne deviendra définitif qu'après la formalité de l'examen. Si cela n'était pas admis, ces jeunes officiers seraient et resteraient placés dans une situation d'infériorité par rapport à leurs camarades du corps des ingénieurs et du commissariat.

Nous vous proposons donc d'adopter le projet tel qu'il a été voté par la Chambre.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Les élèves de l'école polytechnique qui ont été classés dans les différents corps de la marine en 1914, et momentanément conservés au service de l'armée de terre, sont nommés au grade d'enseigne de vaisseau de 1re classe et aux grades assimilés au moment où ils sont reversés dans la marine.

Ils y prennent rang à la date à laquelle ils y auraient été promis s'ils n'avaient pas été maintenus en service dans l'armée de terre ou, s'il y a lieu, à celle à laquelle ils ont été nommés lieutenants pour faits de guerre si elle est antérieure.

Art. 2. — Les nominations faites en vertu de l'article précédent ne deviendront définitives qu'après que ceux qui en auront été l'objet auront satisfait aux examens exigés par les lois organiques des différents corps de la marine.

(1) Voir les nos 1900-2045-2156, et in-8° n° 519. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(2) Voir les nos 2016-2320-2376 et in-8° n° 517. — 11e législ. — de la Chambre des députés.

(1) Voir les nos 290, Sénat, année 1916, et 2174-2276 et in-8° n° 502 — 11e législ. — de la Chambre des députés.